

**CIHM
Microfiche
Series
(Monographs)**

**ICMH
Collection de
microfiches
(monographies)**



Canadian Institute for Historical Microreproductions / Institut canadien de microreproductions historiques

© 1998

Technical and Bibliographic Notes / Notes techniques et bibliographiques

The Institute has attempted to obtain the best original copy available for filming. Features of this copy which may be bibliographically unique, which may alter any of the images in the reproduction, or which may significantly change the usual method of filming are checked below.

- ☒ Coloured covers / Couverture de couleur
- ☐ Covers damaged / Couverture endommagée
- ☐ Covers restored and/or laminated / Couverture restaurée et/ou pelliculée
- ☐ Cover title missing / Le titre de couverture manque
- ☐ Coloured maps / Cartes géographiques en couleur
- ☐ Coloured ink (i.e. other than blue or black) / Encre de couleur (i.e. autre que bleue ou noire)
- ☐ Coloured plates and/or illustrations / Planches et/ou illustrations en couleur
- ☐ Bound with other material / Relié avec d'autres documents
- ☐ Only edition available / Seule édition disponible
- ☐ Tight binding may cause shadows or distortion along interior margin / La reliure serrée peut causer de l'ombre ou de la distorsion le long de la marge intérieure.
- ☐ Blank leaves added during restorations may appear within the text. Whenever possible, these have been omitted from filming / Il se peut que certaines pages blanches ajoutées lors d'une restauration apparaissent dans le texte, mais, lorsque cela était possible, ces pages n'ont pas été filmées.

- ☒ Additional comments / Commentaires supplémentaires:

Text in French and English.
Texte en français et en anglais.

L'Institut a microfilmé le meilleur exemplaire qu'il lui a été possible de se procurer. Les détails de cet exemplaire qui sont peut-être uniques du point de vue bibliographique, qui peuvent modifier une image reproduite, ou qui peuvent exiger une modification dans la méthode normale de filmage sont indiqués ci-dessous.

- ☐ Coloured pages / Pages de couleur
- ☐ Pages damaged / Pages endommagées
- ☐ Pages restored and/or laminated / Pages restaurées et/ou pelliculées
- ☒ Pages discoloured, stained or foxed / Pages décolorées, tachetées ou piquées
- ☐ Pages detached / Pages détachées
- ☒ Showthrough / Transparence
- ☐ Quality of print varies / Qualité inégale de l'impression
- ☐ Includes supplementary material / Comprend du matériel supplémentaire
- ☐ Pages wholly or partially obscured by errata slips, tissues, etc., have been refilmed to ensure the best possible image / Les pages totalement ou partiellement obscurcies par un feuillet d'errata, une pelure, etc., ont été filmées à nouveau de façon à obtenir la meilleure image possible.
- ☐ Opposing pages with varying colouration or discolourations are filmed twice to ensure the best possible image / Les pages s'opposant ayant des colorations variables ou des décolorations sont filmées deux fois afin d'obtenir la meilleure image possible.

This item is filmed at the reduction ratio checked below /
Ce document est filmé au taux de réduction indiqué ci-dessous.

10x	12x	14x	16x	18x	20x	22x	24x	26x	28x	30x	32x
							☒				

The copy filmed here has been reproduced thanks to the generosity of:

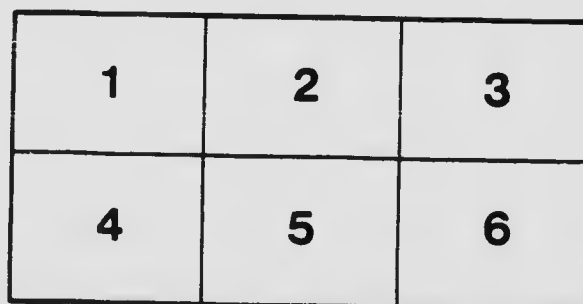
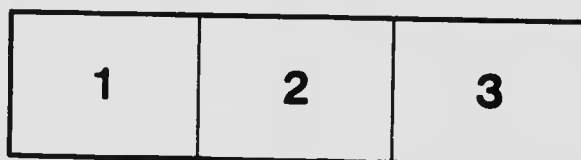
Législature du Québec
Québec

The images appearing here are the best quality possible considering the condition and legibility of the original copy and in keeping with the filming contract specifications.

Original copies in printed paper covers are filmed beginning with the front cover and ending on the last page with a printed or illustrated impression, or the back cover when appropriate. All other original copies are filmed beginning on the first page with a printed or illustrated impression, and ending on the last page with a printed or illustrated impression.

The last recorded frame on each microfiche shall contain the symbol → (meaning "CONTINUED"), or the symbol ▼ (meaning "END"), whichever applies.

Maps, plates, charts, etc., may be filmed at different reduction ratios. Those too large to be entirely included in one exposure are filmed beginning in the upper left hand corner, left to right and top to bottom, as many frames as required. The following diagrams illustrate the method:



L'exemplaire filmé fut reproduit grâce à la générosité de:

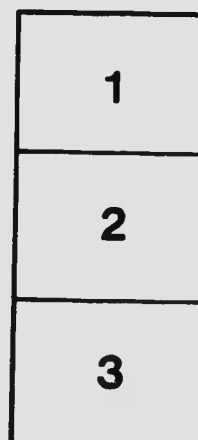
Législature du Québec
Québec

Les images suivantes ont été reproduites avec le plus grand soin, compte tenu de la condition et de la netteté de l'exemplaire filmé, et en conformité avec les conditions du contrat de filmage.

Les exemplaires originaux dont la couverture en papier est imprimée sont filmés en commençant par le premier plat et en terminant soit par la dernière page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration, soit par le second plat, selon le cas. Tous les autres exemplaires originaux sont filmés en commençant par la première page qui comporte une empreinte d'impression ou d'illustration et en terminant par la dernière page qui comporte une telle empreinte.

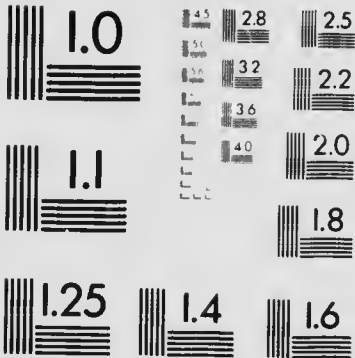
Un des symboles suivants apparaîtra sur la dernière image de chaque microfiche, selon le cas: le symbole → signifie "A SUIVRE", le symbole ▼ signifie "FIN".

Les cartes, planches, tableaux, etc., peuvent être filmés à des taux de réduction différents. Lorsque le document est trop grand pour être reproduit en un seul cliché, il est filmé à partir de l'angle supérieur gauche, de gauche à droite, et de haut en bas, en prenant le nombre d'images nécessaire. Les diagrammes suivants illustrent la méthode.



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc.

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609-5A
(716) 482-1000 - Phone
(716) 288-5989 - Fax

Code Municipal

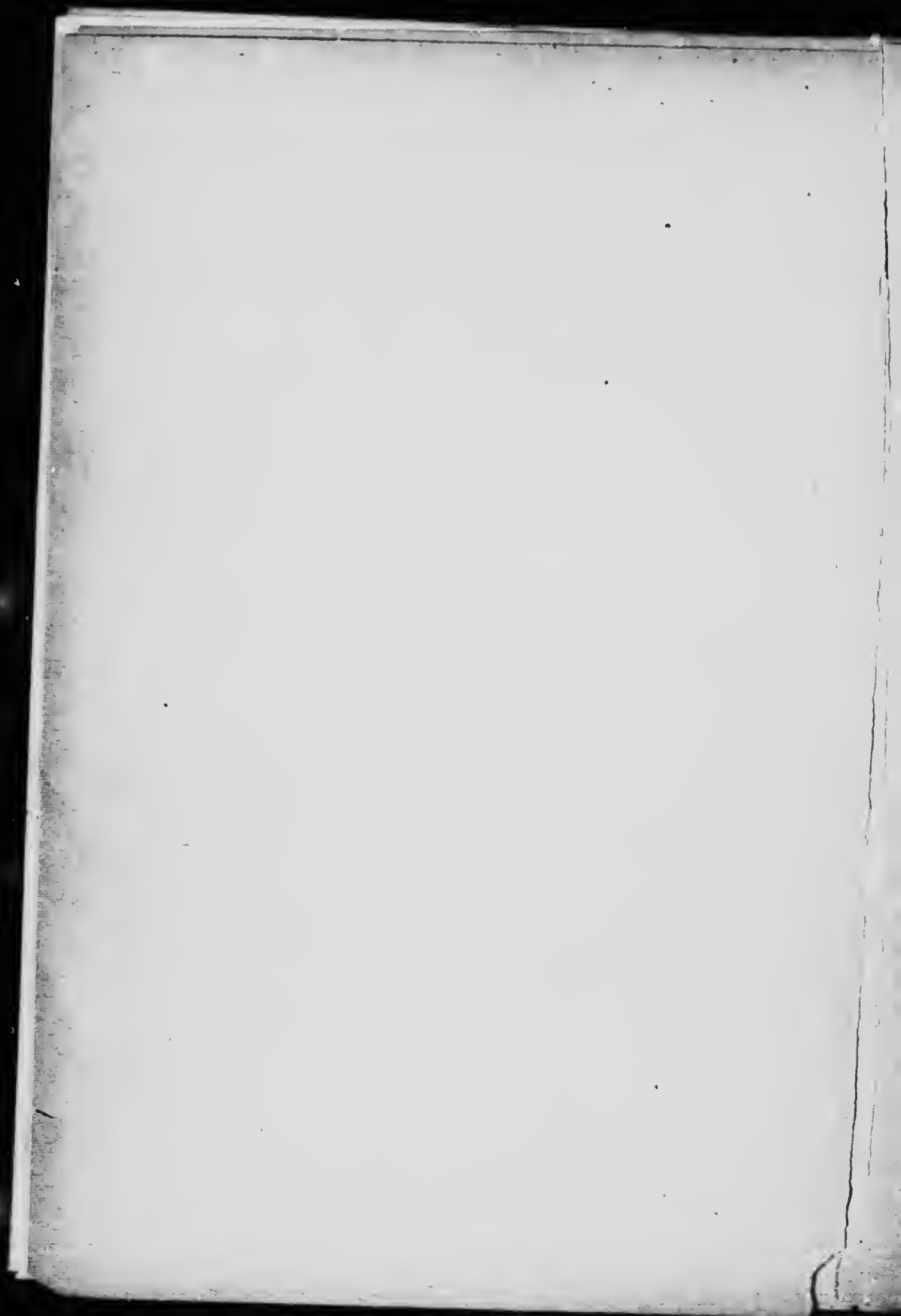
DE LA

PROVINCE DE QUEBEC

Municipal Code

OF THE

PROVINCE OF QUEBEC



47.14
029
02636
03m
1916
QC

25230

123
5

CODE MUNICIPAL

DE LA

PROVINCE DE QUÉBEC

Annoté par

McAVOY & DUFRESNE

Avocats au Barreau de Montréal

Montréal, 1er Août 1916.



MUNICIPAL CODE

OF THE

PROVINCE OF QUÉBEC

Annotated by

McAVOY & DUFRESNE

Advocates of the Mon

Montreal, August 1st, 1916.

MERCANTILE PRINTING
2 ST. PAUL STREET EAST
MONTREAL

Table des Matières Table of Contents

DU CODE MUNICIPAL de la Province de Québec

TITRE PRELIMINAIRE

	Articles
De l'application du Code Municipal. Dispositions déclaratoires et impératives . . .	1-22

TITRE I

De l'érection des Municipalités

CHAP. I.—De l'érection des Municipalités de comté . . .	23-24
CHAP. II.—De l'érection, de la division et du changement de limites des Municipalités locales . . .	25-49
CHAP. III.—Des effets du changement des limites d'une Municipalité locale relativement aux contribuables . . .	50-61

TITRE II

Des Conseils Municipaux

CHAP. I.—Dispositions générales . . .	62-79
CHAP. II.—Des Conseils Locaux . . .	80-87
CHAP. III.—Des Conseils de Comté . . .	88-106
Sec. I.—De la composition du Conseil de Comté . . .	88-93
Sec. II.—Des délégués de Comté . . .	94-96
Sec. III.—Du bureau des délégués . . .	97-106

TITRE III

Des Règles Communes aux Maires et aux Préfets . . .

107

TITRE IV

Des Sessions des Conseils . . .

108-126

TITRE V

Des Langues en usage dans le Conseil et dans les procédures municipales . . .

127-131

OF THE MUNICIPAL CODE of the Province of Quebec

PRELIMINARY TITLE

	Articles
Application of the Municipal Code; declaratory and interpretative provisions . . .	1-22

TITRE I

Erection of Municipalities

CHAP. I.—Erection of Municipalities . . .	23-24
CHAP. II.—Erection, division and alteration of boundaries of Local Municipalities . . .	25-49
CHAP. III.—Effects of the alteration of boundaries of a Local Municipality with respect to the ratepayers . . .	50-61

TITRE II

Municipal Councils

CHAP. I.—General provisions . . .	62-79
CHAP. II.—Local councils . . .	80-87
CHAP. III.—County Councils . . .	88-106
Sec. I.—Composition of the county council . . .	88-93
Sec. II.—County delegates . . .	94-96
Sec. III.—Board of delegates . . .	97-106

TITRE III

Rules governing both Mayors and Wardens . . .

107

TITRE IV

Sittings of Councils . . .

108-126

TITRE V

Languages used in the council and in municipal proceedings . . .

127-131

TITRE VI**Des Officiers des Corporations**

	Articles
CHAP. I.—Dispositions générales	132-146
CHAP. II.—Des Secrétaires-Trésoriers	147-177
Sec. I.—Dispositions générales	147-150
Sec. II.—Du cautionnement des Secrétaires-Trésoriers	151-160
Sec. III.—Des devoirs communs à tous les secrétaires-trésoriers	161-171
Sec. IV.—Des devoirs particuliers des secrétaires-trésoriers locaux	172-174
Sec. V.—Des rapports des secrétaires - trésoriers au secrétaire de la province	175-177
CHAP. III.—Des Officiers des Corporations locales	178-225
Sec. I.—Dispositions générales	178-181
Sec. II.—Des inspecteurs agraires	182-206
§ 1. Dispositions générales	182-192
§ 2. Des nuisances sur propriétés privées, ruisseaux et rivières	193-194
§ 3. Du découvert	195-197
§ 4. Des fossés de ligne	198-201
§ 5. Des clôtures de ligne	202-205
§ 6. De la sanction des ordonnances de l'inspecteur agraire	206
Sec. III.—Des gardiens d'enclaves publiques	207-225

TITRE VII**Des personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales et de celles qui y sont sujettes ou en sont exemptes**

CHAP. I.—Des personnes habiles ou inhabiles aux charges municipales	226-229
CHAP. II.—Des personnes exemptes des charges municipales et de celles qui y sont sujettes	230-236

TITLE VI
Officers of Corporations

	Articles
CHAP. I.—General provisions.	132-146
CHAP. II.—Secretary - treasurers	147-177
Sec. I.—General provisions	147-150
Sec. II.—Security furnished by secretary-treasurers	151-160
Sec. III.—Duties common to all secretary-treasurers	161-171
Sec. IV.—Duties specially incumbent upon local secretary-treasurers	172-174
Sec. V.—Reports of secretary-treasurers to the Provincial Secretary	175-177
CHAP. III.—Officers of local corporations	178-225
Sec. I.—General provisions	178-181
Sec. II.—Rural inspectors	182-206
§ 1. General provisions	182-192
§ 2. Nuisances on private properties	193-194
§ 3. Clearances	195-197
§ 4. Boundary ditches	198-201
§ 5. Boundary fences	202-205
§ 6. Enforcement of the orders of rural inspectors	206
Sec. III.—Pound-keepers	207-225

TITLE VII**Persons capable and those incapable of or exempt from holding municipal office, and those bound thereto**

CHAP. I.—Persons capable and those incapable of holding municipal office	226-229
CHAP. II.—Persons exempt from and those bound to accept municipal office	230-236

TITRE VIII

Articles

Des vacances dans les charges
de Maire, de Conseillers et
autres, et des pénalités pour
refus d'accepter ces charges
ou de les exercer 237-242

TITRE IX

Des Electeurs 243, 244

TITRE X

Des Elections du Maire et des Con-
seillers locaux

- CHAP. I.—De l'époque des
élections et du remplace-
ment des membres du conseil 245-249
- CHAP. II.—Des officiers d'é-
lection 250-256
- CHAP. III.—De l'avis de l'é-
lection 257
- CHAP. IV.—De la présenta-
tion des candidats 258-265
- CHAP. V.—De la votation 266-283
- CHAP. VI.—Du maintien de la
paix et du bon ordre aux
élections 284-286
- CHAP. VII.—De la procédure
après la votation 287-289
- CHAP. VIII.—De la votation
au scrutin secret 290-313

TITRE XI

Des élections contestées 314-319

TITRE XII

Des nominations par le Lieute-
nant-Gouverneur 320-329

TITRE XIII

Des Avis Municipaux

- CHAP. I.—Dispositions géné-
rales 330-338
- CHAP. II.—De l'avis spécial 339-345
- CHAP. III.—De l'avis public 346-353

TITRE XIV

Des Résolutions

- CHAP. I.—Dispositions généra-
les 354

TITRE VIII

Articles

Vacancies in the offices of
Mayor, councillors, and other
municipal offices, and penal-
ties for refusing to accept or
hold the same 237-242

TITRE IX

Electors 243-244

TITRE X

Election of the Mayor and local
Councillors

- CHAP. I.—Time for holding
elections and replacing the
members of the council 245-249
- CHAP. II.—Election officers 250-256
- CHAP. III.—Notice of elec-
tions 257
- CHAP. IV.—Nomination of
candidates 258-265
- CHAP. V.—Voting 266-283
- CHAP. VI.—Maintenance of
peace and good order at elec-
tions 284-286
- CHAP. VII.—Procedure after
voting 287-289
- CHAP. VIII.—Voting by ballot 290-313

TITRE XI

Contested elections 314-319

TITRE XII

Appointments by the Lieute-
nant-Governor 320-329

TITRE XIII

Municipal Notices

- CHAP. I.—General provisions 330-338
- CHAP. II.—Special notices 339-345
- CHAP. III.—Public notices 346-353

TITRE XIV

Resolutions

- CHAP. I.—General provisions 354

	Articles
CHAP. II.—Des résolutions du ressort de toutes les corporations	355-356
CHAP. III.—Des résolutions du ressort des corporations de comté	357
CHAP. IV.—Des résolutions du ressort des corporations locales	358

TITRE XV Des Règlements

CHAP. I.—Des formalités concernant les règlements . . .	359-389
Sec. I.—De la passation, de la promulgation et de l'entrée en vigueur des règlements	359-370
Sec. II.—Des pénalités attachées aux règlements . . .	371
Sec. III.—De l'approbation des électeurs	372-387
Sec. IV.—De l'approbation du lieutenant-gouverneur . . .	388, 389
CHAP. II.—Des règlements qui peuvent être faits par les corporations locales	390-414
Sec. I.—Des pouvoirs généraux de réglementation . . .	390
Sec. II.—Du gouvernement de la corporation	391
Sec. III.—Des bâtiments, etc	392, 393
§ 1.—Des visites des maisons, etc.	392
§ 2.—De l'érection de certains bâtiments près de la ligne frontière	393
Sec. IV.—Des saisies et confiscations	394
Sec. V.—Des clôtures, murs, fossés, chaussées, etc.	395, 396
Sec. VI.—De l'aide à la construction et à l'entretien des ponts subventionnés par le gouvernement	397
Sec. VII.—De l'aide à l'agriculture, à l'horticulture, aux arts, aux sciences et aux établissements de charité	398
Sec. VIII.—Des abus préjudiciables à l'agriculture . . .	399

	Articles
CHAP. II.—Resolutions within the jurisdiction of all corporations	355-356
CHAP. III.—Resolutions within the jurisdiction of county corporations	357
CHAP. IV.—Resolutions within the jurisdiction of local corporations	358

TITRE XV By-laws

CHAP. I.—Formalities respecting by-laws	359-389
Sec. I.—Passing, promulgation and coming into force of by-laws	359-370
Sec. II.—Penalties in connection with by-laws	371
Sec. III.—Approval by the electors	372-387
Sec. IV.—Approval by the Lieutenant-Governor	388-389
CHAP. II.—By-laws within the jurisdiction of local corporations	390-414
Sec. I.—General powers to pass by-laws	390
Sec. II.—Government of the council and the officers of the corporation	391
Sec. III.—Buildings, etc.	392-393
§ 1. Visits to houses, etc.	392
§ 2. Erection of certain buildings near the boundary line	393
Sec. IV.—Seizures and confiscations	394
Sec. V.—Fences, walls, ditches, embankments, etc.	395-396
Sec. VI.—Aid in the construction and maintenance of bridges subsidized by the government	397
Sec. VII.—Aid to agriculture, horticulture, arts, sciences, and charitable institutions	398
Sec. VIII.—Abuses prejudicial to agriculture	399

	Articles
Sec. IX.—Du plan et de la division de la municipalité	400
Sec. X.—De la vente du bois	401
Sec. XI.—Des licences pour la vente des liqueurs enivrantes et autres licences	402
Sec. XII.—De la décence et des bonnes moeurs	403
Sec. XIII.—Des nuisances	404
Sec. XIV.—Du bureau d'hygiène	405
Sec. XV.—Des chiens	406
Sec. XVI.—De la précaution contre le feu	407
Sec. XVII.—De l'eau et de l'éclairage	408, 409
Sec. XVIII.—Des places publiques	410
Sec. XIX.—Des trottoirs, traverses et canaux souterrains	411, 412
Sec. XX.—Des attributions diverses	413
Sec. XXI.—Disposition générale	414
CHAP. III.—Des règlements qui peuvent être faits par les corporations de ville ou de village	415-421
Sec. I.—Des pouvoirs généraux de réglementation	415
Sec. II.—Des marchés publics	416
Sec. III.—De la voie publique et des trottoirs	417
Sec. IV.—De la salubrité publique	418
Sec. V.—Des précautions contre le feu	419
Sec. VI.—De la force de police	420
Sec. VII.—De la démolition des murs, cheminées et édifices dangereux	421
CHAP. IV.—Des règlements du ressort particulier des corporations de comté	422-429

TITRE XVI

De la cassation des règlements, résolutions et autres procédures municipales	430-433
--	---------

	Articles
Sec. IX.—Plan and division of the municipality	400
Sec. X.—Sale of wood	401
Sec. XI.—Licences for the sale of intoxicating liquors and other licences	402
Sec. XII.—Decency and good morals	403
Sec. XIII.—Nuisances	404
Sec. XIV.—Boards of health	405
Sec. XV.—Dogs	406
Sec. XVI.—Precautions against fire	407
Sec. XVII.—Water and light	408-409
Sec. XVIII.—Public places	410
Sec. XIX.—Sidewalks, crossings and underground drains	411-412
Sec. XX.—Miscellaneous powers	413
Sec. XXI.—General provisions	414

CHAP. III.—By-laws within the jurisdiction of town and village corporations	415-421
Sec. I.—General power to pass by-laws	415
Sec. II.—Public markets	416
Sec. III.—Highways and sidewalks	417
Sec. IV.—Public health	418
Sec. V.—Precautions against fire	419
Sec. VI.—Police force	420
Sec. VII.—Demolition of dangerous walls, chimneys and buildings	421
CHAP. IV.—By-laws within the special jurisdiction of county corporations	422-429

TITRE XVI

Annulment of by-laws, resolutions and other municipal proceedings	430-433
---	---------

TITRE XVII

	Articles
Du rachat des rentes constituées	434-443

TITRE XVIII

Des Chemins, Ponts et Cours d'eau

CHAP. I.—Dispositions communes aux chemins, ponts et cours d'eau	444-453
De la responsabilité pour leur entretien et celui des trottoirs	444-453
CHAP. II.—Dispositions particulières aux chemins	454-499
Sec. I.—Des généralités	454-478
Sec. II.—Des chemins d'hiver	480-497
§ 1.—Dispositions générales	480-488
§ 2.—Des chemins d'hiver substitués aux chemins municipaux d'été	488, 489
§ 3.—Des chemins d'hiver sur les rivières	490-498
CHAP. III.—Dispositions particulières aux cours d'eau municipaux	499-516
CHAP. IV.—De la réglementation des chemins, ponts et cours d'eau	517-533
—Dispositions générales pour certains autres travaux	517-533
CHAP. V.—De l'exécution et de la surveillance des travaux sur les chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau	534-573
—De l'inspecteur municipal et des inspecteurs d'arrondissements de voirie et de leurs devoirs	534-573
CHAP. VI.—Des formalités relatives aux règlements et procès-verbaux concernant les chemins, ponts et cours d'eau	574-593
CHAP. VII.—De l'acte de répartition	594-603
CHAP. VIII.—Des personnes obligées aux travaux des chemins, ponts ou cours d'eau, à défaut de procès-verbal ou de règlement	604-614

TITRE XVII

	Articles
Redemption of constituted rents	434-443

TITRE XVIII

Roads, bridges and water-courses

CHAP. I.—Provisions common to roads, bridges and water-courses responsibility for their maintenance and that of sidewalks	444-453
CHAP. II.—Provisions specially applicable to roads	454-498
Sec. I.—Miscellaneous	454-479
Ses. II.—Winter roads	480-498
§ 1. General provisions	480-487
§ 2. Winter roads substituted for summer roads	488-489
§ 3. River winter roads	490-498
CHAP. III.—Provisions specially applicable to municipal water-courses	499-516
CHAP. IV.—By-laws governing roads, bridges and water-courses	517-533
CHAP. V.—Performance and superintendence of work on roads, sidewalks, bridges and water-courses	534-573
—Municipal inspectors and divisional road inspectors and their duties	534-573
CHAP. VI.—Formalities in connection with by laws and procès-verbaux respecting roads, bridges and water-courses	574-593
CHAP. VII.—Act of apportionment	594-603
CHAP. VIII.—Persons liable for work on roads, bridges and water-courses in the absence of a procès-verbal or by-law	604-614

	Articles
Sec. I.—Dispositions générales	604, 605
Sec. II.—Des chemins de front	606, 607
Sec. III.—Des routes	608-612
Sec. IV.—Des ponts	613
Sec. V.—Des cours d'eau	614

TITRE XIX

Des passages d'eau	615-623
------------------------------	---------

TITRE XX

Des travaux publics des corporations municipales	624-633
--	---------

TITRE XXI

Des revenus de la corporation, de leur administration et de leur vérification	
---	--

CHAP. I.—Des revenus de la corporation et de leur administration	634-641
CHAP. II.—De la vérification des comptes de la corporation tenus par les secrétaires-trésoriers	642-648

TITRE XXII

Du rôle d'évaluation et des estimateurs	649-678
---	---------

TITRE XXIII

Des Taxes et des Permis

CHAP. I.—Dispositions générales	679-692
CHAP. II.—biens non imposables	693, 694
CHAP. III.—l'imposition des taxes	695-709
CHAP. IV.—Du rôle de perception et de la perception des taxes	710-725
Sec. I.—Du rôle de perception	710-717
Sec. II.—De la saisie et de la vente des meubles pour défaut de paiement des taxes	718-723

Articles

Sec. I.—General provisions	604-605
Sec. II.—Front roads	606-607
Sec. III.—By-roads	608-612
Sec. IV.—Bridges	613
Sec. V.—Water-courses	614

TITRE XIX

Ferries	615-623
-------------------	---------

TITRE XX

Public works of municipal corporations	624-633
--	---------

TITRE XXI

Revenues of the Corporation, their administration and auditing of accounts	
--	--

CHAP. I.—Revenues of the corporation and their administration	634-641
CHAP. II.—Auditing of corporation accounts kept by the secretary-treasurer	642-648

TITRE XXII

Valuation roll and assessors.	649-678
-------------------------------	---------

TITRE XXIII

Taxes and Licenses

CHAP. I.—General provisions	679-692
CHAP. II.—Non-taxable property	693-694
CHAP. III. Imposition of taxes	695-709
CHAP. IV.—Collection roll and collection of taxes	710-725
Sec. I.—Collection roll	710-717
Sec. II.—Seizure and sale of moveables for non-payment of taxes	718-723

Articles

Sec. III.—De la poursuite en recouvrement des taxes et de la production de la réclamation de la corporation au bureau du shérif ou au bureau du protonotaire, lors d'une vente en justice 724, 725

TITRE XXIV

De la vente des immeubles pour défaut de paiement de taxes

CHAP. I.—De la vente et de l'adjudication des immeubles 726-753

CHAP. II.—Du retrait des immeubles vendus pour taxes . 754-757

TITRE XXV

Des emprunts et des émissions de bons

CHAP. I.—Comment ils sont contractés et émis 758-774

CHAP. II.—De l'enregistrement du règlement d'emprunt 775-783

CHAP. III.—Des emprunts temporaires 784

TITRE XXVI

De la préparation par le secrétaire de la province d'états sommaire et de tableaux concernant les municipalités . 785, 786

TITRE XXVII

De l'expropriation pour les fins municipales 787-802

TITRE XXVIII

Du recouvrement des amendes imposées en vertu du présent Code 803-810

TITRE XXIX

De l'exécution des jugements rendus contre les corporations 811-825

TITRE XXX

Dispositions exceptionnelles applicables à certaines municipalités 826-830

TITRE XXXI

Dispositions finales 831-833

Articles

Sec. III.—Suit for the recovery of taxes and filing of the claim of the corporation in the sheriff's or the prothonotary's office when there has been a judicial sale 724-725

TITLE XXIV

Sale of immoveables for non-payment of taxes

CHAP. I.—Sale and adjudication of immoveables . . . 726-753

CHAP. II.—Redemption of immoveables sold for taxes . 754-757

TITLE XXV

Loans and bond issues

CHAP. I.—How loans are contracted and bonds issued . 758-774

CHAP. II.—Registration of loan by-laws 775-783

CHAP. III.—Temporary loans . 784

TITLE XXVI

Preparation by the Provincial Secretary of summary statements and tables respecting municipalities 785-786

TITLE XXVII

Expropriation for municipal purposes 787-802

TITLE XXVIII

Recovery of fines imposed under this Code 803-810

TITLE XXIX

Execution of judgments against corporations 811-825

TITLE XXX

Exceptional provisions for certain municipalities 826-830

TITLE XXXI

Final provisions 831-833

5

at

3

7

4

33

34

36

02

0

5

0

3

CODE MUNICIPAL

DE LA
PROVINCE DE QUÉBEC

MUNICIPAL CODE

OF THE
PROVINCE OF QUEBEC

TITRE PRELIMINAIRE — PRELIMINARY TITLE

DE L'APPLICATION DU CODE MUNICIPAL; DISPOSITIONS
DECLARATOIRES ET INTERPRETATIVES

APPLICATION OF THE MUNICIPAL CODE; DECLARATORY AND
INTERPRETATIVE PROVISIONS

1. Le Code Municipal de la province de Québec s'applique à tout le territoire de la province, sauf dérogation contenue dans une charte spéciale accordée par la Législature à une municipalité. Il s'applique aussi aux villes érigées sous l'autorité du ci-devant Code Municipal, mais ne s'applique pas aux cités ou autres villes, sauf mention contraire dans une charte spéciale accordée par la Législature. (S. R., 1909, art. 5257 amendé; art. 1 amendé.)

2. Les renvois dans les codes, statuts, règlements, arrêtés en conseil, proclamations ou documents

1. The Municipal Code of the Province of Quebec applies to all the territory of the Province, saving any derogation contained in a special charter granted by the Legislature to any municipality. It applies also to towns erected under the authority of the former Municipal Code, but does not apply to cities or other towns unless it is declared to the contrary in a special charter granted by the Legislature. (R. S. 1909, art. 5257 amended, and Art. 1 amended.)

2. Any reference in the codes, statutes, regulations, orders in council, proclamations or other

quelconques, au Code municipal de la province de Québec, ou à quelques dispositions de ce code devront, après l'entrée en vigueur du Code municipal de la province de Québec, être considérés comme renvoyés à ce dernier code qui remplace la disposition de l'ancien Code municipal de la Province de Québec à laquelle il est renvoyé. (5 Geo. V, c. 5, s. 6.)

3. Le territoire régi par le présent code est divisé en municipalités de comté.

Les municipalités de comté comprennent des municipalités de campagne et de village, ainsi que les municipalités de ville ci-devant organisées sous l'ancien Code municipal. (Art. 2 amendé.)

4. Les habitants et les contribuables de chaque municipalité de comté, de campagne et de village forment une corporation ou corps politique connu, suivant le cas, sous le nom de "La corporation de ou du (insérer ici le nom de la municipalité tel qu'indiqué au titre premier du présent code, moins les mots "municipalité de ou du"). (Art. 3 amendé.)

5. Toute corporation, sous son nom propre, a succession perpétuelle et peut :

1. Acquérir tous biens meubles et immeubles requis pour les fins municipales, par achat, donation, legs ou autrement, ériger et maintenir sur lesdits immeubles une salle publique et tous autres bâtiments dont ladite corporation a besoin, et disposer desdites pro-

documents to the Municipal Code of the Province of Québec, or to any provision of such code, shall, after the coming into force of the Municipal Code of the Province of Québec, be deemed to be a reference to the latter code, or to the provision of such latter code, which replaces the provision of the former Municipal Code of the Province of Québec, which is referred to. (5 Geo. V, c. 5, s. 6.)

3. The territory governed by this code is divided into county municipalities.

County municipalities include rural and village municipalities, and town municipalities heretofore organized under the former Municipal Code. (Art. 2 amended.)

4. The inhabitants and rate-payers of every county, rural or village municipality form a corporation or body politic known, as the case may be, as "The Corporation of or of the (insert here the name of the municipality as given in the first title of this code, without the words "municipality of or of the)." Art. 3 amended.)

5. Every corporation, under its corporate name, has perpetual succession, and may :

1. Acquire all moveable and immoveable property required for municipal purposes, by purchase, donation, legacy or otherwise; erect and maintain on said immoveable property a public hall and all other buildings which it may require for municipal pur-

priétés lorsqu'elle n'en a plus besoin;

2. Acheter au comptant ou acquérir par autres titres, pour l'usage de la corporation, des terrains situés hors des limites de la municipalité; tels terrains, cependant, ne forment pas partie de la municipalité qui les a acquis, mais ils continuent à faire partie de la municipalité où ils sont situés;

3. Contracter, s'obliger, obliger les autres envers elle et transiger, dans les limites de ses attributions;

4. Ester en justice dans toute cause et devant tout tribunal;

5. Exercer tous les pouvoirs, en général, qui lui sont accordés, ou dont elle a besoin pour l'accomplissement des devoirs qui lui sont imposés;

6. Avoir un sceau, dont l'emploi, néanmoins, n'est pas obligatoire. (Art. 4 amendé.)

poses, and dispose thereof when not further required;

2. Purchase for cash, or otherwise acquire, for the use of the corporation, lands situated outside the boundaries of the municipality; such lands, however, shall not form part of the municipality acquiring them, but shall remain part of the municipality in which they are situated;

3. Enter into contracts and oblige itself, and oblige others to itself, and act within the limits of its powers;

4. Sue and be sued before any court;

5. Exercise all the powers generally vested in it, or necessary for the accomplishment of the duties imposed on it;

6. Have a seal, the use of which, however, is not obligatory. (4 amended.)

Jurisp.—1. Les corporations municipales n'ont que les pouvoirs qui leur sont spécialement donnés, ou qui leur sont nécessaires pour mettre à effet les pouvoirs qui leur ont été spécialement octroyés.

Elles peuvent être obligées par quasi contrat comme les personnes naturelles et dans l'espèce, être tenues de payer pour services rendus par les avocats pour obtenir l'incorporation. **De Bellefeuille et al. vs La Municipalité de St-Léon**, 25 L. C. J. 18, et 4 L. N. 52.

2. Les Corporations municipales n'ont pas le pouvoir d'accorder des billets de change, ou de faire des billets promissaires négociables. **Macdonald vs City of Hull**, 10 R. L. 232. Le contraire a été jugé dans la cause de **Grant & Couture et al.**, 10 R. L. 186 et 24 L. C. J. 105.—C. B. R., 2 L. N. 350; 24 L. C. J. 105; **Ross's Appeal Cases** 78 et 480. Voir aussi **Pacaud vs Corporation d'Halifax**, 17 L. C. R. 56, déclarant nul le billet signé par une corporation municipale, et **Ledoux et Picotte et al.**, 2 L. N. 37, maintenant la validité de tel billet quand il a été autorisé par le conseil, et donné pour une dette légitime de la Corporation. Dans le même sens **La ville d'Therville vs La Banque du Peuple**, 4 R. O., C. A. 268.

3. Une action pour libelle peut être intentée contre une corporation municipale. Dans leurs rapports avec les citoyens, ces corporations sont régies par le droit civil. **Brown vs Corporation de Montréal**, R. C. 475 et 17 L. C. J. 46.

4. Une corporation municipale peut transiger sur toutes réclamations en dommages ou autres faites contre elle. Ces transactions la lient, et elle ne peut s'en faire relever que pour les raisons que pourrait invoquer une personne majeure et usant de ses droits. **Bachand vs Corporation de St-Théodore d'Acton**, 2 R. L. 326.

Une corporation municipale est responsable des frais faits pour lui obtenir son incorporation. **Archambault vs Corporation de la ville des Laurentides**, 19 R. L. 266.

6. Un conseil de comté ne peut engager la responsabilité du comté à payer les frais encourus par des particuliers pour faire respecter l'Acte de Tempérance, **Samson vs Corporation du comté d'Arthabaska**, 14 Q. L. R. 140.

7. Dans une transaction qu'un conseil municipal désire faire, il doit lui être laissé une discrétion raisonnable, et la cour n'interviendra pas quand le conseil aura agi dans l'intérêt de la Corporation qu'il représente. **Boy vs Corporation de la ville de Ste-Cunégonde, & Berger** mis en cause, 5 M. L. R. 341.

8. Une corporation municipale n'est pas un officier public dans le sens de l'art. 22 C. P. C., et n'a pas droit à l'avis mentionné dans cet article. **Dupras et al. vs Corporation d'Hochelaga**, 12 R. L. 35; 5 R. L. 180; **Bell vs La Corporation de Québec**, C. C., 18 L. C. J. 182; 2 Q. L. R. 305; 17 L. C. J. 193. Le contraire a été jugé dans la cause de **Craig vs Corporation de Leeds**, 2 R. L. 110.

9. L'avocat plaçant pour une corporation municipale n'est pas tenu de produire une résolution du conseil l'autorisant. **Duvernay vs Corporation de St-Barthelemi**, 1 R. L. 714 C. B. R.

10. Les corporations municipales ne peuvent, à peine de nullité, ester en justice sous un autre nom que celui que la loi leur reconnaît. **Corporation de Ste-Marguerite vs Migneron**, 29 L. C. J. 227; **Corporation de Ste-Martine vs Henderson**, 4 R. L. 568.

11. Une corporation municipale ne peut valablement s'obliger à passer un règlement pour l'ouverture d'une rue, en considération d'un terrain qu'elle accepte pour l'ouverture de cette rue. Si elle passe ce règlement et ne l'exécute pas, elle ne peut être recherchée en dommages. **Brunet et al. vs Corporation du village de la côte St-Louis**, 9 L. N. 146, et **Ramsay's App. Cases**, 492 C. B. R.

12. Une corporation municipale qui accepte la cession d'un terrain pour l'ouverture d'une rue, et qui s'oblige à ouvrir cette rue sans délai, sera responsable en dommage envers le cédant, si elle n'ouvre pas cette rue tel que convenu. **Aylwin vs Cité de Montréal**, 5 M. L. R. 402.

13. La lumière électrique est une chose d'une utilité générale, et partant est de sa nature une chose commerciale.

Un règlement municipal, même confirmé par la législature provinciale, accordant une franchise exclusive pendant 30 ans à une personne ou compagnie, pour l'éclairage d'une ville, est une restriction du commerce, et *ultra vires*.

La permission de poser les poteaux et les fils dans les rues n'est qu'un accessoire de la franchise, et devient sans effet, le privilège principal étant constitutionnel.—**Hull Electric Co. et al. vs The Ottawa Electric Co.**, 14 R. O., C. S. 124, **Lavergne, J. Cassé** en Rev. le 31 janvier 1899, 16 R. O. C. S., 2; restauré en Appel le 21 décembre 1899, 10 R. O.; C. A. 34; confirmé au Conseil Privé, 12 R. O.; B. R. 549.

14. Lorsque par un règlement d'un conseil municipal de comté, un comité a été nommé afin d'acquiescer pour le conseil un terrain pour construire une bâtisse pour un bureau d'enregistrement et pour une cour de justice, ce comité excèdera ses pouvoirs s'il donne un contrat pour la construction d'une bâtisse devant servir comme bureau d'enregistrement, comme cour de justice, et aussi comme salle publique pour l'usage de la paroisse où elle est construite, quoique le coût de la bâtisse n'excède pas la limite déterminée par le règlement, et l'entrepreneur n'aura pas d'action contre la corporation sur tel contrat, cette dernière l'ayant notifié qu'elle ne serait pas responsable des travaux faits sous tel contrat.—**C. S., Fournier dit Préfontaine vs La Corporation du Comté de Chambly**, 14 L. C. J. 295.

15. Une corporation municipale qui, par l'entremise de son conseil, se serait engagée à donner un contrat à une société, n'est pas tenue de donner ce contrat à un tiers que cette société s'est substituée, sans le consentement de la corporation.—**C. S., St. James vs La Corporation de St-Gabriel**, 12 R. L. 15.

16. 1. Un conseil municipal, lorsqu'il confirme un certificat pour l'obtention d'une licence d'hôtel, sous l'article 18 de la loi des Licences, ne représente pas la corporation de la municipalité dans laquelle il siège, mais constitue une autorité spéciale créée par la loi.

2. La dite corporation ne peut être poursuivie en cassation de la résolution par laquelle ce conseil a confirmé tel certificat.

3. C'est le percepteur du revenu qui est le seul juge de la légalité de cette résolution.

4. Celui qui, par une action, demande la cassation de telle résolution, doit avoir intérêt comme contribuable, ou électeur, à ce faire, et tel intérêt n'existe plus après que, sur production du percepteur du revenu, du certificat confirmé, il a émis une licence en faveur de celui qui l'avait obtenue.

5. Une résolution d'un conseil municipal ne doit pas être annulée pour n'importe quelle irrégularité dont elle peut être entachée; elle ne doit l'être qu'à raison de l'absence de formalités essentielles, ou pour des irrégularités qui peuvent causer préjudice.

6. L'indication de sa date, sur un certificat pour licence d'hôtel, et la compétence de l'officier qui reçoit les choses essentielles, et le percepteur du revenu, ne sont pas des choses essentielles, et ne peuvent causer préjudice. — *Duhaime vs Lac*, 19 R. O.; C. S., 162, Lauge.

Le conseil municipal, et la corporation de la paroisse de St-François du J., confirmé en Revision.

6. 1. Les membres du conseil continuent à occuper leurs charges respectives tant que leur nomination ne sera pas annulée ou qu'ils ne seront pas remplacés sous l'autorité du présent code.

2. Les règlements, résolutions, procès-verbaux ou actes de répartition de chemins, de ponts ou de cours d'eau municipaux, les rôles, les listes, et, généralement, tout ordre ou acte concernant des matières municipales, en vigueur lors de la promulgation du présent code, demeurent en vigueur dans les territoires pour lesquels ils ont été faits, jusqu'à ce qu'ils soient annulés sous les dispositions du présent code, et dans les délais spécifiés dans les lois qui étaient en vigueur au temps où ils ont été faits et passés, ou jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou amendés; sauf les cas particuliers où il en est autrement disposé. (Art. 5 amendé.)

6. 1. The members of the council shall continue in office until their appointment thereto has been annulled, or they have been replaced under the authority of this code.

2. The by-laws, resolutions, **procès-verbaux** or acts of appointment of municipal roads, bridges or water courses, rolls, lists, and generally all orders or acts relating to municipal matters, in force at the time of the promulgation of this code, remain in force within the territorial divisions for which they were enacted, until they are annulled under the provisions of this code, and within the delays specified by the laws which were in force at the time they were made and passed, or until they are repealed or amended, saving special cases where they are otherwise disposed of. (Art. 5 amended.)

7. Tout serment requis par les dispositions du présent code peut

7. Any oath required by any provision of this code, may be

être prêté devant un juge, un magistrat, le protonotaire, le greffier de la Cour de circuit, le greffier de la Cour de magistrat de district, un membre du conseil, le secrétaire-trésorier, un juge de paix, un commissaire de la Cour Supérieure, ou un notaire, dans leur juridiction territoriale respective. (S. R., 1909, art. 26 amendé; art. 6 amendé.)

8. Toute personne devant laquelle un serment peut être prêté est autorisée, et tenue, chaque fois qu'elle en est requise, d'administrer le serment et d'en délivrer un certificat sans honoraire à la partie qui le prête. (Art. 6 amendé.)

9. Chaque fois qu'il est nécessaire de donner une déposition ou information sous serment de la part d'une corporation municipale, cette déposition ou information peut être donnée par un des membres du conseil ou un des officiers de la corporation autorisé par une résolution du conseil. (Art. 8 amendé.)

10. Toute personne qui refuse ou néglige, sans motif raisonnable, d'accomplir un acte ou un devoir qui lui est imposé ou qui est requis d'elle en vertu des dispositions du présent code, encourt, outre les dommages causés, une amende de pas moins de quatre ni plus de vingt piastres, sauf les cas autrement réglés. (Art. 9 amendé.)

11. Le lieutenant-gouverneur peut révoquer, par arrêté en conseil, toute ordonnance rendue ou

taken before any judge, magistrate, prothonotary, clerk of the Circuit Court, clerk of the Magistrates' Court of the district, member of the council, secretary-treasurer, justice of the peace, commissioner of the Superior Court, or notary, within their respective territorial jurisdictions. (R. S. 1909, art. 26, amended, art. 6, amended.)

8. Any person before whom any oath may be taken, is empowered and bound, whenever he is called upon to do so, to administer the oath and deliver a certificate thereof, without charge, to the party taking the same. (Art. 6 amended.)

9. Whenever any deposition or information is required to be given under oath, on behalf of any municipal corporation, such deposition or information may be given by any member of the council or officer of the corporation authorized by a resolution of the council. (Art. 8 amended.)

10. Every person who refuses or neglects, without reasonable cause, to perform any act or duty imposed upon or required of him by any provision of this code, incurs, over and above any claim of damages, a penalty of not less than four nor more than twenty dollars, except in cases otherwise provided for. (Art. 9 amended.)

11. The lieutenant-Governor, by an order in council, may revoke any order in council or proclama-

proclamation émise par lui, avant ou après la mise en vigueur du présent code, et en décréter de nouvelles, relativement à des matières municipales. (Art. 10 amendé.)

12. Les formules contenues dans le présent code ou dans la cédule y annexée suffisent dans les cas pour lesquels elles sont proposées. Toute autre formule équivalente peut être également employée. (Art. 13 amendé.)

13. Dans les affaires municipales, un acte fait par une corporation, ses officiers ou toute autre personne, n'est pas entaché de nullité pour la seule cause de l'erreur ou de l'insuffisance de la désignation de la corporation, ou de la municipalité, ou de cet acte, ou pour cause de l'insuffisance ou de l'omission de l'énonciation des qualités de cet officier ou de cette personne, pourvu qu'il n'en résulte aucune surprise ou injustice. (Art. 15 amendé.)

Jurisp.—L'erreur dans la désignation du nom d'une corporation municipale, dans le rôle d'évaluation et le rôle de perception, ne vicie pas ces procédures et n'empêche pas la corporation de recouvrer les taxes imposées. (C. C. Québec, 15 octobre 1873, Meredith, J. en C., *Parent vs La Corporation de la paroisse de St-Sauveur*, 2 Q. L. R. 258.)

14. Nulle objection faite à la forme ou fondée sur l'omission de formalités même impératives dans des actes ou procédures relatifs à des matières municipales, ne peut être admise sur une action, poursuite ou procédure concernant ces matières, à moins qu'une injustice réelle ne dût résulter du rejet de cette objection, ou à moins que les formalités omises ne soient de celles dont l'omis-

tion made by him in municipal matters, either before or after the coming into force of this code, and may make any other order or proclamation in lieu thereof. (Art. 10 amended.)

12. The forms contained in this code, or in the schedules thereto annexed, suffice in the cases for which they are given. Any other form, to the like effect, may also be employed. (Art. 13 amended.)

13. In municipal affairs, no act performed by a corporation, its officers or any other person, is null and void solely on account of error or insufficiency in the designation of the corporation, or of the municipality, or of such act, or on account of insufficiency in or the omission of the declaration of the quality of such officer or person, provided that no surprise or injustice results therefrom. (Art. 15 amended.)

14. No objection founded upon form, or upon the omission of any formality, even imperative, in any act or proceeding relating to municipal matters, can be allowed to prevail in any action, suit or proceeding respecting such matters, unless substantial injustice would be done by rejecting such objection, or unless the formality omitted be such that its omission, according to the provisions of this

sion rende nuls, d'après les dispositions du présent code, les procédures ou autres actes municipaux qui doivent en être accompagnés. (Art. 16 amendé.)

code, would render null the proceedings or other municipal acts requiring such formality. (Art. 16 amended.)

Jurisp.—1 L'art. 119 du C. P. C. ne s'applique qu'aux nullités relatives, et non aux nullités absolues; le défaut de plaider, dans le délai légal, que la Corporation a poursuivi sous un autre nom qui ne lui appartient pas, ne couvre pas cette nullité. **Corporation de Ste-Marguerite vs Mignerou**, 29 L. C. J. 227.

15. Lorsqu'il y a une différence entre les textes français et anglais du présent code, dans quelque article fondé sur les lois existantes à l'époque de sa promulgation, le texte le plus compatible avec les dispositions des lois existantes doit prévaloir.

Si la différence se trouve dans un article modifiant les lois existantes, le texte le plus compatible avec l'intention de l'article, d'après les règles ordinaires d'interprétation légale, doit prévaloir. (Art. 18.)

15. If, in any article of this code founded on the laws existing at the time of its promulgation, there is a difference between the French and English texts, that version shall prevail which is most consistent with the provisions of the existing laws.

If there be any such difference in an article amending the existing laws, that version shall prevail which, according to the ordinary rules of legal interpretation, is most consistent with the intention of the article. (Art. 18.)

16. Les expressions, termes et mots suivants, lorsqu'ils se rencontrent dans le présent code ou dans les règlements ou autres ordres municipaux, ont le sens, la signification et l'application qui leur sont respectivement assignés dans le présent article, à moins qu'il ne soit autrement déclaré ou indiqué par le contexte de la disposition :

16. The following expressions, terms and words, whenever they occur in this code or in any municipal by-law or other municipal order, have the meaning, signification and application respectively assigned to them in this article, unless the context of the provision declares or indicates the contrary :

1. Le mot "municipalité" désigne le territoire érigé pour les fins d'administration municipale. Dans toute municipalité bornée par une rivière navigable ou flottable, les limites de la municipalité s'étendent jusqu'au milieu de cette rivière. Toutefois la proximité d'une île dans une rivière navigable ou

1. The word "municipality" means the territory erected for the purpose of municipal administration. In every municipality bounded by a navigable or floatable river, the boundaries of the municipality extend to the middle of such river. Nevertheless the nearness of an island in a navigable

flottable se mesure par la distance relative entre l'un ou l'autre bord de l'île avec le rivage du territoire opposé;

2. Les termes "municipalité rurale" ou "municipalité de campagne" comprennent et désignent les municipalités de paroisse, de partie de paroisse, de canton, de partie de canton, de cantons-unis, et généralement toute municipalité locale autre que les municipalités de ville ou de village;

3. Le mot "conseil" signifie un conseil municipal mais ne comprend pas un bureau de délégués;

4. Le mot "local", quand il qualifie les mots "municipalité", "corporation", "conseil" et "conseiller", désigne, suivant le cas, un conseil, un conseiller, une corporation ou une municipalité de campagne, de village ou de ville;

5. Le mot "paroisse" désigne tout territoire érigé en paroisse par l'autorité civile;

6. Le mot "canton" désigne tout territoire érigé en canton par proclamation;

7. Le mot "district" employé seul signifie un district judiciaire établi par la loi, et désigne le district dans lequel est située la municipalité;

8. Le terme "chef-lieu" désigne la localité où le conseil de comté tient ses sessions;

9. Les mots "Cour de circuit de comté" ou "du comté" désignent la Cour de circuit dans et pour le comté; et s'il y a plus d'une Cour de circuit dans le comté, ils comprennent toutes celles qui y sont établies;

able or floatable river is measured by the relative distance between either side of such island and the shore of the opposite territory;

2. The terms "rural municipality" or "country municipality" include and mean parish municipalities, municipalities of part of a parish, of a township, of a part of a township, of united townships and generally every local municipality other than town or village municipalities;

3. The word "council" means a municipal council, but does not include a board of delegates;

4. The word "local" when it qualifies the words "municipality", "corporation", "council" or "councillor", refers, as the case may be, to rural, village or town councils, councillors, corporations or municipalities;

5. The word "parish" means any territory erected into a parish by civil authority;

6. The word "township" means any territory erected into a township by proclamation;

7. The word "district" used alone means a judicial district established by law, and refers to the district in which the municipality is situated;

8. The terms "chef-lieu" ("chief-place") means the locality where the county council holds its sittings;

9. The terms "Circuit Court of the County" or "County Circuit Court" mean the Circuit Court in and for the county; and if there is more than one Circuit Court in the County they include all that are therein established;

10. Les termes "Cour de magistrat" ou "Cour de magistrat de district" désignent la Cour de magistrat établie dans le district par proclamation du lieutenant-gouverneur et présidée par le magistrat de district;

11. Les mots "chef du conseil" s'appliquent indistinctement au préfet d'un comté et au maire d'une municipalité locale. On dit également "chef d'une corporation" ou "chef d'une municipalité". La personne que le mot chef désigne n'exerce ses fonctions que sous le nom qui est propre à sa charge, soit comme maire, soit comme préfet;

12. Le terme "membre du conseil" désigne le chef du conseil ou tout conseiller de la municipalité;

13. Le mot "électeur" signifie une personne ayant droit de voter à une élection municipale;

14. Le mot "trésorier" signifie le secrétaire-trésorier;

15. Le terme "juge de paix" comprend les membres du conseil agissant *ex officio* comme juges de paix en vertu de l'article 86;

16. Le mot "session" employé seul désigne indistinctement une session ordinaire ou générale, et une session spéciale;

17. Le terme "charge municipale" désigne toutes charges ou toutes fonctions que remplissent, soit les membres d'un conseil, soit les officiers d'une corporation;

18. Le mot "nomination" signifie et comprend toute élection faite par les électeurs, et toute nomination faite par le lieutenant-gou-

10. The terms "Magistrate's Court" or "Magistrate's Court of the district" mean the Magistrate's Court established in the district by proclamation of the Lieutenant-Governor, and presided over by the district magistrate;

11. The words "head of the council" apply equally to the warden of a county and to the mayor of a local municipality. The terms "head of a corporation" or "head of a municipality" are also used. The person referred to by the word "head" performs his duties under the name peculiar to his office, either as mayor or as warden;

12. The term "member of the council" means the head of the council or any councillor of the municipality;

13. The word "elector" means a person having the right to vote at a municipal election;

14. The word "treasurer" means the secretary-treasurer;

15. The term "justice of the peace" refers to the members of the council acting, *ex-officio*, as justices of the peace, under article 86;

16. The word "sitting", employed alone, refers indifferently to an ordinary or general sitting, or to a special sitting;

17. The term "municipal office" includes all the offices held or duties discharged either by the members of a council of the officers of a corporation;

18. The word "appointment" means and includes every election by the electors, and every appointment by the Lieutenant-

verneur ou par le conseil municipal, chaque fois que, d'après le contexte, il ne s'applique pas spécialement à l'un de ces cas. Il en est de même du terme "nommer" et de ses dérivés;

19. Le terme "biens imposables" désigne et comprend les biens déclarés tels par le présent code; il comprend aussi, pour les fins locales, les biens meubles ou les personnes déclarées imposables en vertu des règlements autorisés par le présent code et dans les limites et la manière y indiquées;

20. Le mot "propriétaire" désigne toute personne ayant la propriété ou l'usufruit de biens imposables, ou les possédant ou occupant, à titre de propriétaire ou d'usufruitier, ou d'occupant des terres de la couronne, en vertu d'un permis d'occupation ou d'un billet de location; il s'applique à tout copropriétaire et à toute société, association, compagnie de chemin de fer ou corporation quelconque;

21. Le mot "occupant" signifie la personne qui occupe un immeuble à un titre autre que celui de propriétaire, locataire ou usufruitier, soit en son propre nom soit au nom de sa femme, et qui y tient feu et lieu, et en retire les revenus;

22. Le mot "locataire" comprend celui qui est obligé de donner au propriétaire une part quelconque des fruits et revenus de l'immeuble qu'il occupe;

23. Le mot "absent" signifie toute personne dont le domicile est en dehors des limites de la mu-

Governor or by the municipal council, whenever, by the terms of the context, it does not refer specially to one of such cases. This provision applies to the word "appoint" and its derivatives;

19. The term "taxable property" means and comprises all property declared such by this code; it includes also, for local purposes, the moveable property and persons declared to be taxable by any by-law authorized by this code, and within the limits and in the manner indicated therein;

20. The word "owner" or "proprietor" means every one having the ownership or usufruct of taxable property, or possessing or occupying the same as owner or usufructuary, or occupying Crown lands under an occupation license or a location ticket; it applies to all co-proprietors, and to every partnership, association, railway company or corporation whatsoever;

21. The word "occupant" applies to every person who occupies any immovable under any title other than that of proprietor, tenant, or usufructuary, either in his own or his wife's name, and who dwells upon the same and derives revenue therefrom;

22. The word "tenant" includes the person who is obliged to give to the proprietor any portion whatever of the fruits and revenues of the immovable occupied by him;

23. The word "absent" applies to every person whose domicile is without the boundaries of the mu-

municipalité; néanmoins, une personne, une corporation ou une compagnie qui a une place d'affaires quelconque dans la municipalité, est réputée présente ou domiciliée dans telle municipalité;

24. Le mot "contribuable" désigne tout propriétaire, locataire, occupant ou autre individu qui, à raison des biens immeubles qu'il possède ou occupe dans une municipalité, est obligé au paiement de taxes municipales, ou à la construction ou à l'entretien des travaux municipaux par contribution en matériaux, main-d'oeuvre ou deniers; il désigne aussi toute personne qui, à raison de ses biens meubles ou à raison de son occupation, profession, commerce, art ou métier, peut être obligée au paiement de taxes municipales;

25. Le terme "taxes municipales" désigne et comprend:

a. Toutes taxes et contributions en deniers imposées par les conseils en vertu de règlements, procès-verbaux ou actes de répartition;

b. Toutes taxes et contributions en matériaux ou en mains-d'oeuvre imposées, sur les contribuables, pour des travaux municipaux, en vertu des procès-verbaux, des règlements ou d'autres actes municipaux, et converties en deniers par une résolution, après avis spécial donné aux contribuables intéressés, ou par le jugement d'un tribunal;

26. Le mot "rang" se dit d'une suite de lots voisins les uns des autres et aboutissant ordinairement à une même ligne; il dési-

municipality; nevertheless any person, corporation or company, which has any place of business whatever in the municipality, is deemed present or domiciled in such municipality;

24. The word "ratepayer" means any owner, tenant, occupant or other individual, who, by reason of the immovable property which he owns or occupies in a municipality, is liable for the payment of municipal taxes or for the construction and maintenance of municipal works, by contribution in materials, labour or money; it means also any person who, by reason of his moveable property, or by reason of his occupation, profession, business, art or trade, may be liable for the payment of municipal taxes;

25. The term "municipal taxes" means and includes:

a. All taxes and contributions in money imposed by councils, under by-law, **procès-verbal** or act of apportionment;

b. All taxes and contributions in materials or labour imposed upon ratepayers for municipal works, under by-law, **procès-verbal** or other municipal act, and converted into money by a resolution after special notice given to the ratepayers interested, or by the judgment of any court;

26. The word "range" refers to a succession of neighboring lots usually abutting on the same line; it means also a "concession"

gne également une "concession" ou une "côte" prise dans le même sens;

27. Les mots "biens-fonds" ou "terrains" ou "immeubles" désignent toute terre ou toute partie de terre possédée ou occupée, dans une municipalité, par une seule personne ou plusieurs personnes conjointes et comprennent les bâtiments et les améliorations qui s'y trouvent;

28. Le mot "lot" désigne tout terrain situé dans un rang, tel que concédé ou vendu primitivement ou par le plus ancien titre qui puisse être trouvé; il comprend toutes les subdivisions de ce terrain faites depuis cette concession ou vente, avec leurs bâtiments et autres améliorations;

29. Le mot "pont" désigne tout pont sous la direction d'une corporation municipale et faisant partie d'un chemin municipal, soit qu'il soit fait pour l'usage de ce chemin, ou pour y faire passer un cours d'eau;

30. Le mot "chemin" comprend les grands chemins, les rues, les ruelles, les chemins de front, les routes locales ou de comté, et les chemins conduisant exclusivement aux débarcadères de chemin de fer, aux passages d'eau ou aux ponts de péage;

31. Le terme "clôture de ligne" signifie la clôture qui divise deux propriétés, privées ou publiques, contiguës l'une à l'autre;

32. Le mot "mois" désigne un mois de calendrier;

33. L'expression "jour suivant" ne désigne ni ne comprend les

or a "row" ("côte") taken in the same sense;

27. The words "land" or "immoveable" or "immoveable property" mean all lands or parcels of land in a municipality, owned or occupied by one person or by several persons jointly, and include the buildings and improvements thereon;

28. The word "lot" means any land situated in any range as conceded or sold by the original title or by the oldest title that is to be found; it includes any subdivisions of such land made since the said concession or sale, with the buildings and improvements thereon;

29. The word "bridge" means any bridge under the management of a municipal corporation and forming part of a municipal road, whether it is constructed for the use of said road or for the passage of a water-course;

30. The word "road", includes high-roads, streets, lanes, front roads, local or county by-roads, and roads which lead solely to railway stations, to ferries or to toll-bridges;

31. The term "boundary fence" means the fence dividing two properties adjacent to one another, whether public or private;

32. The word "month" means a calendar month;

33. The expression "following day" does not mean nor include

jours de fêtes, excepté qu'une chose puisse être faite un jour de fête;

34. Les mots "liqueurs enivrantes" ou "liqueurs fortes" comprennent toutes liqueurs définies comme telles par la loi des licences de Québec;

35. Le mot "bon" désigne et comprend toute obligation ou débenture émise par des corporations municipales, pour obtenir des deniers;

36. Le terme "Code municipal" employé dans tout acte, règlement, écrit, procédure ou document quelconque, est une citation et une désignation suffisante du Code municipal de la province de Québec;

37. Le mot "serment" comprend l'affirmation ou la déclaration solennelle qu'il est permis à certaines personnes de faire au lieu du serment;

38. Les mots "lieutenant-gouverneur" signifient le lieutenant-gouverneur en conseil;

39. Le terme "inspecteur municipal" désigne l'inspecteur municipal nommé en vertu de l'article 179 ou de l'article 181; il désigne aussi tout inspecteur d'arrondissement de voirie, dans les limites de son arrondissement, quand la corporation locale, conformément à l'article 178, a nommé un inspecteur pour chaque arrondissement de voirie, sujet, toujours, au contrôle et à la surveillance de l'inspecteur municipal qui peut être nommé en vertu de l'article 179 ou de l'article 181. (Art. 19; S. R., 1909, art. 36, § 27, et art. 71; 7 Ed. VII, c. 60, s. 1, amendés.)

holidays, except when an act may be done upon a holiday;

34. The words "intoxicating liquors" or "strong liquors" mean all liquors defined as such by the License Law of the Province of Quebec;

35. The word "bond" means and includes all debentures issued by municipal corporations, for the purpose of raising money;

36. The term "Municipal Code" used in any act, statute, by-law, writing, procedure or document whatever, is a sufficient citation and designation of the Municipal Code of the Province of Quebec;

37. The word "oath" includes the solemn affirmation or declaration which certain persons are permitted to make instead of an oath;

38. The term "Lieutenant-Governor" means the Lieutenant-Governor in council.

39. The term "municipal inspector" means the municipal inspector appointed under article 179 or 181; it means also every divisional road inspector within the boundaries of his division, when the local corporation, in compliance with article 178, has appointed an inspector for each road division, subject, however, to the control and supervision of the municipal inspector who may be appointed under article 179 or 181. (Art. 19; R. S. 1909, art. 36, § 27 and art. 71; 7 Ed. VII, c. 60, s. 1 amended.)

17. Pour les fins du rôle d'évaluation, les expressions, termes et mots employés dans l'article 654, en non autrement définis dans le présent code, ont le sens, la portée et la signification que leur donne la loi électorale de Québec, à l'article 174 des Statuts refondus, 1909. (Nouveau.)

17. For the purposes of the valuation roll, the expressions, terms and words used in article 654, and not otherwise defined in this code, have the meaning, scope and signification given them by the Quebec Election Act, in article 174 of the Revised Statutes, 1909. (New.)

18. Si le temps fixé par le présent code pour l'accomplissement de quelque procédure, action ou formalité prescrite par ses dispositions expire ou tombe un dimanche ou un jour férié, le temps ainsi fixé est prolongé au premier jour suivant qui n'est ni un dimanche ni un jour férié. (Art. 19, § 34.)

18. If the delay fixed by this code for the accomplishment of any proceeding, act, or formality prescribed by the provisions thereof, expires or falls upon a Sunday or legal holiday, the delay so fixed shall be continued to the first day following, not a Sunday or holiday. (Art. 19, § 34.)

19. La désignation de tout lot ou terrain se donne par le numéro du lot ou terrain et par le nom du rang ou de la rue, ou par les tenants ou aboutissants. Toutefois, dans une municipalité comprise dans une division d'enregistrement dans laquelle les dispositions du Code civil, relatives aux plan et livre de renvoi, sont devenues en vigueur, la désignation de tout lot ou de toute partie de lot est faite en indiquant le numéro que ce lot ou partie de lot porte sur le cadastre en vigueur conformément aux dites dispositions du Code civil. (Art. 20 amendé.)

19. Every lot or piece of land is described by its number and by the name of the range or street, or by the boundaries and abutments thereof. Nevertheless, in a municipality included in a registration division, in which the provisions of the Civil Code respecting the plan and book of reference are in force, the description of every lot or part of lot of land is given by the cadastral number, in accordance with the said provisions of the Civil Code. (Art. 20 amended.)

20. Toute compagnie de chemin de fer doit faire et entretenir les clôtures, chemins, ponts, fossés et cours d'eau sur les propriétés qu'elle possède ou occupe dans une municipalité, et est sujette, comme tout autre contribuable, à

20. Every railway company is obliged to construct and maintain fences, roads, bridges, ditches and water-courses on the properties possessed or occupied by it in a municipality, and is subject like any other ratepayer to the prov-

toutes les dispositions des règlements, procès-verbaux et autres ordonnances municipales passées à cette fin, quand même tels travaux pour clôtures, chemins, ponts, fossés et cours d'eau ne seraient pas profitables à la compagnie. (Art. 21 amendé.)

21. A défaut de la part de telle compagnie d'exécuter les travaux auxquels elle est tenue, en vertu de l'article 20, dans le délai prescrit, elle est passible des dommages occasionnés par sa négligence ou son refus, et d'une amende de vingt piastres pour chaque jour que dure telle négligence ou refus. (Art. 22 amendé.)

22. Les dispositions des articles 20 et 21 s'appliquent aussi aux chemins du gouvernement, fédéral ou provincial, exploités, soit par le gouvernement, soit par des particuliers. (Art. 22a.)

isions of the by-laws, **procès-verbaux** or other municipal enactments passed to that effect, even if such work upon fences, roads, bridges, ditches and water-courses should not be an advantage to the company. (Art. 21 amended.)

21. Should such company neglect or refuse to perform the work for which it is liable under article 20, within the prescribed delay, it shall be liable for the damages occasioned by its neglect or refusal and to a fine of twenty dollars for each day during which such neglect or refusal continues. (Art. 22 amended.)

22. The provisions of articles 20 and 21 apply also to Federal and Provincial Government railways, whether such railways are operated by the government or by private parties. (Art. 22a.)

TITRE I DE L'ERECTION DES MUNICIPALITES

CHAPITRE PREMIER DE L'ERECTION DES MUNICIPALITES DE COMTE

TITLE I ERECTION OF MUNICIPALITIES

CHAPTER FIRST ERECTION OF COUNTY MUNICIPALITIES

23. Sauf les exceptions contenues dans l'article 75 des Statuts refondus, 1909, tout territoire érigé en comté pour les fins de la représentation dans l'Assemblée lé-

23. Saving the exceptions contained in article 75 of the Revised Statutes, 1909, every territory erected into a county for the purpose of representation in the Legis-

gislative de la province forme, par lui-même, une municipalité de comté, sous le nom de "Municipalité du comté de..... (nom du comté)."

Un comté réuni à un autre, pour constituer un collège électoral, ne laisse pas de former par lui-même une municipalité de comté distincte. (Art. 24.)

24. Si une municipalité locale est située, partie dans un comté et partie dans un autre, cette municipalité locale continue à faire partie de la municipalité de comté dans laquelle elle a été mise en vertu de la loi qui l'a érigée. (Art. 25.)

lative Assembly of the Province, constitutes by itself a county municipality, under the name of "The municipality of the county of (name of the county)".

A county united to another to constitute an electoral division does not cease to form, by itself, a separate county municipality. (Art. 24.)

24. If any local municipality is situated partly in one county and partly in another, such local municipality continues to form part of the county municipality in which it was placed under the law which established it. (Art. 25.)

CHAPITRE DEUXIEME

DE L'ERECTION, DE LA DIVISION ET DU CHANGEMENT DE LIMITES
DES MUNICIPALITES LOCALES

CHAPTER SECOND

ERECTION, DIVISION AND ALTERATION OF BOUNDARIES OF
LOCAL MUNICIPALITIES

25. Tout territoire qui, avant la mise en vigueur du présent code, a été érigé en municipalité de ville, de village ou de campagne, continue à former une municipalité locale fonctionnant d'après les dispositions du présent code sous le nom indiqué par la loi en vertu de laquelle il a été érigé, jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé sous l'autorité du présent code.

Les droits et privilèges conférés à certaines de ces corporations ou municipalités par des dispositions spéciales et exceptionnelles de la loi leur sont continués, sauf en ce qui concerne le nombre des con-

25. Every territory which, before the coming into force of this code, had been erected into a town, village or rural municipality, continues to form a local municipality, operating under the provisions of this code, by the name indicated by the law under which it was erected, until such time as it may be otherwise directed under the authority of this code.

Corporations or municipalities which have had rights or privileges conferred on them by special and exceptional provisions of law, continue in the enjoyment of the same, except in so far as the

seillers, qui doit être de six outre le maire. (Art. 26 amendé.)

number of councillors is concerned, which must be six in number, besides the mayor. (Art. 26 amended.)

26. Tout autre territoire forme, lors de la mise en vigueur du présent code, ou dans la suite, une municipalité locale d'après les dispositions suivantes du présent chapitre, s'il est dans les conditions requises à cette fin; sinon, il doit être annexé à une autre municipalité voisine dans le comté, en vertu des dispositions de ce même chapitre. (Art. 27 amendé.)

26. Every other territory, on and after the coming into force of this code, forms a local municipality under the subsequent provisions of this chapter, if it conforms to the conditions to that end required; if not, it must be annexed to a neighboring municipality in the county, as provided by this chapter. (Art. 27 amended.)

27. Tout territoire non érigé en municipalité locale ou dont le conseil n'est pas organisé est, jusqu'à ce qu'il soit annexé à une municipalité locale voisine ou jusqu'à ce que son conseil soit organisé, administré et réglementé par la corporation de comté et ses officiers, sous leurs noms ordinaires et avec les mêmes privilèges, droits et obligations que si tels corporation et officiers étaient la corporation et les officiers locaux de ce territoire.

27. Any territory not erected into a local municipality, or any territory whose council is not organized, is, until annexed to an adjoining local municipality or until its council is organized, administered and governed by the county corporation and its officers, under their usual names and with the same privileges, rights and obligations, as if such corporation and officers were the local corporation and officers of such territory.

Les habitants et contribuables de ce territoire ainsi régi par la corporation de comté et ses officiers demeurent seuls sujets à toutes les obligations provenant de la loi ou des actes municipaux qui y sont en vigueur, de la même manière que si tel territoire était érigé en corporation municipale. (Art. 28 amendé.)

The inhabitants and ratepayers of such territory so governed by the county corporation and its officers, are alone subject to all obligations arising either from the law or from the municipal enactments in force therein, in the same manner as if such territory was organized into a municipal corporation. (Art. 28 amended.)

28. Le lieutenant-gouverneur peut, par proclamation, à la demande du conseil de comté ou de tout intéressé, annexer à une mu-

28. The Lieutenant-Governor may, by proclamation, upon the application of the county council or of any interested party, annex

municipalité locale voisine, du même comté tout territoire ou toute partie de territoire non organisé ou qui n'est pas dans les conditions voulues pour constituer une municipalité. (Arts 31 et 35 combinés et amendés.)

29. Lorsqu'un territoire ne faisant pas déjà partie d'une municipalité locale est annexé à un canton dans le comté par proclamation, tel territoire fait partie de la municipalité de ce canton sans autre formalité, à dater de son annexion au canton. (Art. 36.)

30. Tout territoire érigé en paroisse et situé en entier dans un seul et même comté forme, par lui-même, **ipso facto**, une municipalité de paroisse, dans toute son étendue, sauf toutefois les parties comprises dans un canton ou dans une municipalité de cité, de ville ou de village.

Cependant, dans le comté de Saguenay, les parties comprises dans un canton ne sont pas exceptées. (Art. 29 amendé; 5 Geo. V, c. 86, s. 2.)

31. Tout territoire érigé en canton, situé en entier dans un seul et même comté, et ayant une population d'au moins trois cents âmes, tel que constaté par le dernier recensement ou autrement, forme, par lui-même, **ipso facto**, une municipalité de canton, à moins qu'il ne forme déjà partie d'une autre municipalité locale. (Art. 35 amendé.)

to a local neighboring municipality of the same county, any territory or piece of territory which is not organized or which does not conform to the conditions required to be constituted a municipality. (Arts 31 and 35 combined and amended.)

29. Whenever any territory which does not already form part of a local municipality is annexed by proclamation to any township in the county, such territory, from the date of its annexation to the township, forms part of the municipality of such township without any other formality. (Art. 36.)

30. Every territory erected into a parish and situated entirely in one and the same county, forms of itself, **ipso facto**, a parish municipality within its whole extent, save and except any parts thereof included in any township, or in any city, town or village municipality.

Nevertheless, in the county of Saguenay, the parts included in a township are not excepted. (Art. 29 amended; 5 Geo. V. c. 86, s. 2.)

31. Any territory erected into a township, situated entirely in one and the same county, and having a population of at least three hundred souls, as appears by the last census or otherwise, forms of itself, **ipso facto**, a township municipality, unless it already forms part of another local municipality. (Art. 35. amended.)

32. Si une partie seulement de paroisse ou de canton est située dans un comté, cette partie de paroisse ou de canton forme, par elle-même, **ipso facto**, une municipalité de partie de paroisse ou de partie de canton, lorsque sa population est d'au moins trois cents âmes. (Arts 31 et 37 combinés et amendés.)

33. Dans le cas des articles 30, 31 ou 32, selon le cas, il est du devoir du secrétaire-trésorier d'une telle municipalité de faire publier dans la **Gazette officielle de Québec**, dès que la première élection a été tenue en vertu de l'article 246, ou que les nominations ont été faites par le lieutenant-gouverneur, conformément au présent code, un avis indiquant la date de cette élection ou de ces nominations. (Art. 35 amendé.)

34. Une description technique du territoire formé en municipalité en vertu de l'article 32 doit être insérée dans l'avis publié conformément à l'article 33. (Nouveau.)

35. Le lieutenant-gouverneur peut, à la demande des intéressés, ériger des municipalités de village ou de campagne, diviser ces municipalités, les annexer, en tout ou en partie, à d'autres municipalités, même de cité, de ville ou de village dans un seul et même comté, et, enfin, changer les limites de celles déjà existantes.

Tout changement en vertu du présent article peut être accordé.

32. If a part only of a parish or of a township is situated in a county, such part of a parish or of a township forms of itself, **ipso facto**, a municipality of part of a parish or of part of a township, provided it has a population of at least three hundred souls. (Arts. 31 and 37 combined and amended.)

33. In the case of article 30, 31 or 32, as the case may be, it is the duty of the secretary-treasurer of such a municipality to cause to be published in the **Quebec Official Gazette**, as soon as the first election has been held under article 246, or the appointments have been made by the Lieutenant-Governor in accordance with the provisions of this code, a notice mentioning the date of such election or of such appointments. (Art. 35 amended.)

34. A technical description of the territory erected into a municipality under article 32 must also be contained in the public notice to be given under article 33. (New.)

35. The Lieutenant-Governor may, upon the application of the interested parties, erect village and rural municipalities; divide such municipalities; annex them in whole or in part to other municipalities, whether of cities, towns, or villages, in one and the same county, and, in short, alter the boundaries of those already existing.

No alteration under this article may be granted, except upon the

s'il est demandé par la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans les limites du territoire dont l'érection en municipalité, ou la division, ou l'annexion à une municipalité existante, est demandée, et si, après tel changement, chaque municipalité conserve la population ou le nombre d'habitations requises, selon le cas, par les articles 36 ou 37.

Quand les modifications demandées ont pour effet de réduire le chiffre de la population ou le nombre d'habitations requis par les articles 36 ou 37, selon le cas, la majorité des propriétaires des biens-fonds compris dans le territoire qui reste à l'ancienne municipalité peuvent consentir aux procédures ci-dessus, mais, alors, le territoire qui reste doit être annexé à une municipalité locale voisine dans le comté conformément à l'article 28. (S. R., 1909, art. 2589 amendé.)

36. Toute municipalité autre que celle de village doit avoir, en tout temps, une population d'au moins trois cents âmes. (Arts 35 et 37 combinés et amendés.)

37. Tout territoire, pour être érigé en municipalité de village doit contenir au moins quarante maisons habitées, dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie.

Toutefois, quand il s'agit d'un territoire ne formant pas déjà partie d'une municipalité de cité, de ville, de village ou de paroisse, et situé dans un rayon de trois milles de la voie du chemin de fer

application of the majority of the proprietors of taxable immovable property situated into a municipality, or the division, or the annexation to an existing municipality, is applied for, and unless, after such change, each municipality still possesses the population, or the number of inhabited houses, required by article 36 or 37, as the case may be.

When the alterations applied for have the effect of reducing the number of the population or of the houses required by article 36 or 37, as the case may be, the majority of the owners of immovables situated within the territory remaining to the old municipality may consent to the above proceedings, but, in such case, the remaining territory must be annexed to an adjoining local municipality in the same county, in accordance with article 28. (R. S., 1909, art. 2589 amended.)

36. Every municipality other than village municipalities, must at all times have a population of at least three hundred souls. (Arts 35 and 37 combined and amended.)

37. Any territory, in order to be erected into a village municipality, must contain at least forty inhabited houses within a space of sixty superficial arpents.

Nevertheless, in the case of a territory not already forming part of a city, town, village or parish municipality, and situated within three miles of the National Transcontinental Railway, it is

National transeontinental, il suffit que la requête soit signée par au moins vingt-cinq propriétaires d'immeubles dans ce territoire. (Art. 65b amendé; 9 Ed. VII, c. 75, s. 1.)

38. Toute demande faite au lieutenant-gouverneur en vertu des articles 28 ou 35, doit être accompagnée, en sus de tous autres détails nécessaires à l'appui de la demande, d'une description technique et, si le ministre des terres et forêts le juge nécessaire, d'un diagramme dressé par un arpenteur-géomètre.

Toutefois, quand il s'agit d'un village, la demande doit être accompagnée d'un plan original sur toile à calquer fait selon les exigences de l'article 37 et montrant le territoire dont l'érection en municipalité de village est demandée, ainsi que toutes autres subdivisions cadastrales, de la manière fixée par les dispositions du Code civil à cet égard.

Les demandes ainsi faites et tous les documents nécessaires qui les accompagnent, doivent être produits chez le secrétaire de la province avec un nombre suffisant de copies pour permettre à ce dernier d'informer les municipalités concernées, conformément à l'article 41. (Arts 61 et 62 amendés.)

39. Il est nécessaire que les descriptions techniques — et les diagrammes ou les plans quand il y a lieu — exigés par le présent chapitre soient approuvés par le ministre des terres et forêts avant

sufficient for the application to be signed by at least twenty-five proprietors of immoveable property in such territory. (Art. 65b, amended; 9 Ed., VII, c. 75, s. 1.)

38. Every application made to the Lieutenant-Governor under article 28 or 35, must be accompanied, in addition to all other necessary particulars in support thereof, by a technical description, and, if the Minister of Lands and Forest deems necessary, by a diagram prepared by a land surveyor.

Nevertheless, in the case of a village, the application must be accompanied by an original plan, on tracing cloth, according to the requirements of article 37, and showing the territory sought to be erected into a village municipality, as well as all other cadastral subdivisions, in the manner determined by the provisions of the Civil Code having reference thereto.

Every application so made, and all the necessary documents accompanying it, must be filed with the Provincial Secretary, with a sufficient number of copies to enable him to inform the municipalities interested, in accordance with the provisions of article 41. (Art 61 and 62 amended.)

39. The technical description — and the diagram or plan, when required — mentioned in this chapter, must be approved by the Minister of Lands and Forests before the issuing of the proclama-

l'émission de la proclamation ou la publication de l'avis, selon le cas. (S. R., 1909, art. 4310 amendé.)

tion or the publication of the notice, as the case may be. (R. S., 1909, art. 4310 amended.)

40. Si le territoire dont la modification est demandée est situé dans une localité pour laquelle le cadastre est en vigueur, les diagrammes ou les plans quand il y a lieu, et les descriptions techniques doivent être basés sur le cadastre et doivent s'y référer pour le numérotage, les lettres et la délimitation. (S. R., 1909, art. 4311 amendé.)

40. If the territory in question is situated in a locality in which the cadastre is in force, the diagram or plan, when required, and the technical description must be based upon the cadastre, and must refer thereto for the numbering, letters and lines of the plan. (R. S. 1909, art. 4311 amended.)

41. Quand une demande d'érection, de division, d'annexion ou de changement de limites de municipalités est adressée au lieutenant-gouverneur en vertu de l'article 35, le secrétaire de la province doit en informer la corporation de comté concernée et les corporations locales dont les limites territoriales sont modifiées par telle demande, en leur demandant de lui faire connaître leurs objections, si elles en ont, sous un délai d'un mois; et il peut faire toutes enquêtes requises pour constater les faits. (S. R., 1909, art. 2591 amendé.)

41. When an application for the erection, the division, the annexation or the alteration of the boundaries of a municipality is made to the Lieutenant-Governor under article 35, the Provincial Secretary must give information thereof to the county corporation interested, and to every local corporation whose boundaries will be affected thereby, and call upon them to make known to him their objections, if any they have, within a delay of one month; and he may make all necessary inquiries relating thereto, in order to ascertain the facts. (R. S. 1909, art. 2591 amended.)

42. A l'expiration de ce délai, le lieutenant-gouverneur, s'il le juge à propos, ordonne l'érection, la division, l'annexion ou le changement demandé, par une proclamation publiée dans la **Gazette officielle de Québec** et qui entre en vigueur à la date mentionnée. (Nouveau.)

42. At the expiration of such delay, the Lieutenant-Governor, if he approves of it, orders the erection, division, annexation, or alteration applied for, by a proclamation published in the **Quebec Official Gazette**, and which comes into force on the date therein mentioned. (New.)

43. Le secrétaire de la province

43. The Provincial Secretary

doit transmettre sans délai une copie certifiée de telle proclamation, au secrétaire-trésorier de la corporation du comté dans les limites duquel est situé le territoire affecté par tel changement, et aux secrétaires-trésoriers de toutes les corporations locales intéressées, qui, tous, en donnent un avis public. (Art. 65b amendé.)

44. Quand un territoire est annexé à une municipalité, les membres du conseil et les officiers de la corporation de telle municipalité restent en fonction, et forment le conseil et les officiers de toute la municipalité telle que constituée par l'annexion.

Le reste de la municipalité, dans les cas d'érection ou d'annexion d'une partie de son territoire, continue à former une municipalité distincte sous son propre nom, ou sous un autre nom conformément à l'article 48, s'il est dans les conditions requises pour constituer telle municipalité; et les membres et officiers du conseil alors en charge restent en fonction, sujet à l'application des articles 227, 237 et 238 et des autres dispositions du présent code. (Arts 43 et 72 combinés et amendés; 2 Geo. V. c. 52, s. 1.)

45. Les règlements, procès-verbaux, ordres, listes, rôles ou actes municipaux qui régissaient le territoire avant son annexion, les changements de ses limites ou son organisation en municipalité nouvelle, continuent à être en vigueur pour tel territoire—sujets néan-

must, without delay, forward a certified copy of such proclamation to the secretary-treasurer of the corporation of the county within which the territory affected is situated, and to the secretary-treasurer of every interested local corporation, each of whom shall give public notice thereof. (Art. 65b amended.)

44. When a territory is annexed to a municipality, the members of the council and officers of the corporation of such municipality remain in office and form the council and the officers of the municipality as constituted by the annexation.

The remainder of the municipality, in case of the erection or annexation of part of its territory, continues to form a separate municipality under its own name, or under another name, in conformity with article 48, if it conforms to the conditions required for constituting such a municipality; and the members of the council and officers of the corporation then in office shall continue to perform their duties as such, subject to the provisions of articles 227, 237 and 238 and to the other provisions of this code. (Arts. 43 and 72 combined and amended; 2 Geo. V., c. 52, s. 1.)

45. The by-laws, **procès-verbaux**, orders, lists, rolls or municipal acts which governed the territory before its annexation, the alteration of its boundaries, or its organization as a new municipality, continue in force for such territory until repealed or amended,

moins à l'application du chapitre troisième du présent titre (articles 50-61) — jusqu'à ce qu'ils soient abrogés ou modifiés; et ceux qui régissaient la municipalité avant l'annexion, ne s'appliquent au territoire annexé qu'après lui avoir été déclarés applicables.

Néanmoins, les règlements nommés en premier lieu ne peuvent être abrogés ou modifiés, ni ceux nommés en dernier lieu déclarés applicables au territoire annexé, par les conseillers en fonction lors de l'annexion, tant qu'ils n'occupent pas leurs charges en vertu d'une nouvelle nomination. (Art. 44 amendé.)

46. Sur paiement de dix centins pour chaque cent mots, la corporation de toute municipalité nouvellement organisée, et celle de toute municipalité qui comprend et régit un territoire détaché ou séparé d'une autre municipalité, ont droit d'obtenir de la corporation qui a la possession des originaux, des copies certifiées de tous les règlements, résolutions, ordres, procès-verbaux, rôles, papiers, livres, plans ou autres documents qui se rapportent à cette nouvelle municipalité ou à ce territoire.

Cependant, il est permis à la corporation qui demande ces copies de les faire faire par un de ses officiers, en payant cinquante centins pour chaque certificat fait ou apposé par le secrétaire-trésorier ou par l'officier qui a la garde de ces documents. (Art. 92.)

47. Le nom d'une municipalité de village, de paroisse, de partie

subject, nevertheless, to the application of the provisions of chapter three of this title, (arts. 50-61); and those which governed the municipality before the annexation do not apply to the annexed territory until they have been declared applicable to it.

Nevertheless, the by-laws hereinbefore first mentioned can neither be repealed nor amended, nor can those hereinbefore last mentioned be declared applicable to such annexed territory by the councillors in office at the time of such annexation, so long as they do not hold office in virtue of a new appointment. (Art. 44 amended.)

46. On payment of ten cents for every hundred words, the corporation of every newly organized municipality, and the corporation of every municipality which comprises or governs the territory detached or separated from another municipality, is entitled to obtain from the corporation which possesses the originals, certified copies of all by-laws, resolutions, orders, **procès-verbaux**, rolls, papers, books, plans or other documents relating to the new municipality or to such territory.

Nevertheless, the corporation applying for such copies may have them made by one of its officers on payment of fifty cents for each certificate made or thereunto affixed by the secretary-treasurer or other officer in charge of such documents. (Art. 92.)

47. The name of a village, parish, part of a parish, township,

de paroisse, de canton, de partie de canton, de cantons-unis, est "municipalité du village de (**nom du village**), de la paroisse de (**nom de la paroisse**), de la partie de la paroisse de (**nom**), du canton de (**nom**), de la partie du canton de (**nom**), des cantons-unis de (**nom**)", selon le cas. Tel nom lui est donné par le lieutenant-gouverneur. (Arts 34, 38, 39, 40 et 67 combinés et amendés.)

48. Le lieutenant-gouverneur peut, sur requête de toute corporation locale, après avis public et pour des raisons jugées avantageuses, changer le nom de cette municipalité locale.

Ce changement de nom n'affecte pas les droits ou les responsabilités de la municipalité ou de toutes autres personnes, et entre en vigueur, après publication, dans la **Gazette officielle de Québec**, d'un avis signé par le maire et le secrétaire-trésorier relatant l'arrêté en conseil qui décerne le changement de nom de la municipalité. (Art. 92a amendé.)

49. Les frais encourus dans le but de créer et d'organiser une nouvelle municipalité locale ou dans un but d'annexion ou de modification de territoire, sont à la charge de la municipalité qui en bénéficie. (Art. 23a amendé.)

part of a township, or united townships municipality, is: "Municipality of the village of (**name of the village**), of the parish of (**name of the parish**), or the part of the parish of (**name**), of the township of (**name**), of the part of the township of (**name**), or of united townships of (**name**)," as the case may be. Such name is given to it by the Lieutenant-Governor. (Arts. 34, 38, 39, 40 and 67 combined and amended.)

48. The Lieutenant-Governor may, on petition of any local corporation, after public notice and for reasons deemed advantageous, change the name of such local municipality.

Such change of name does not affect the rights or responsibilities of the municipality or of any other person, and comes into force after publication in the **Quebec Official Gazette** of a notice signed by the mayor and the secretary-treasurer, and reciting the order in council ordering the change of name of the municipality. (Art. 92a amended.)

49. The costs incurred for the purpose of creating and organizing a new local municipality or for the purpose of annexation or alteration of territory are borne by the municipality which benefits thereby. (Art. 23a amended.)

CHAPITRE TROISIEME

DES EFFETS DU CHANGEMENT DES LIMITES D'UNE MUNICIPALITE LOCALE RELATIVEMENT AUX CONTRIBUABLES

CHAPTER THIRD

EFFECTS OF THE ALTERATION OF BOUNDARIES OF A LOCAL MUNICIPALITY WITH RESPECT TO THE RATEPAYERS

50. Les contribuables dont les propriétés sont détachées d'une municipalité pour former une municipalité nouvelle ou pour être annexées à une autre, sont tenus au paiement de toutes taxes ou contributions imposées dans la municipalité dont ils faisaient partie avant la demande qu'ils ont faite pour être détachés de ladite municipalité. (S. R., 1909, art. 2595.)

51. Nul territoire annexé à une municipalité n'est obligée au paiement des dettes et obligations contractées par la corporation de cette municipalité avant l'annexion. (Art. 91.)

52. Quand une municipalité est démembrée par suite de la formation d'une nouvelle municipalité ou de l'annexion de son territoire à une municipalité existante, la dette ou l'actif, selon le cas, est divisé au prorata de l'évaluation de la propriété foncière.

Les outillages destinés à l'amélioration ou à l'entretien de la voirie demeurent la propriété de la municipalité démembrée ou divisée, à la charge de payer à la nouvelle corporation une indemnité dont le chiffre est fixé en prenant

50. The ratepayers whose properties are detached from one municipality to form a new municipality, or to be annexed to another, are bound to pay all taxes or contributions that have been imposed in the municipality in which such properties were situated, before the application made by them to be detached from the said municipality. (R. S. 1909, art. 2595.)

51. No territory annexed to a municipality is liable for the payment of debts and obligations contracted by the corporation of such municipality before the annexation. (Art. 91.)

52. When a municipality is divided, owing to the formation of a new municipality or the annexation of its territory to an existing municipality, the debts or assets, as the case may be, shall be divided proportionately to the valuation of the immoveable property.

The plant intended for improvement or maintenance of roads remains the property of the dismembered or divided municipality, subject to the payment of an indemnity to the new corporation, the amount whereof is fixed ac-

la valeur de ces outillages—de laquelle est déduite, s'il y a lieu, la proportion de la subvention fournie par le gouvernement pour leur achat—et en la divisant par la relation existant entre l'évaluation des propriétés foncières demeurées ou tombant sous la direction de cette dernière corporation et l'évaluation des propriétés foncières de la municipalité démembrée.

S'il y a des immeubles dans l'actif, ils doivent être évalués, et la corporation de la municipalité dans les limites de laquelle ils sont situés les garde en payant une indemnité, s'il y a lieu. (S. R. Q., 1909, art. 2596 amendé; art. 86 amendé.)

53. La corporation autorisée et obligée à régler les dettes et obligations communes avec les créanciers est celle qui régit le territoire contenant, dans les limites, la plus grande partie de la municipalité divisée ou démembrée. (Art. 79 amendé.)

54. 1. La corporation tenue au règlement des dettes et obligations communes et ses officiers sont autorisés:

a. A percevoir, sur tout le territoire affecté à ces dettes et obligations, les taxes imposées pour les payer par les règlements en vigueur lors du changement des limites; ou

b. A y imposer, par règlement, de nouvelles taxes pour parvenir au parfait paiement de ces dettes et obligations, avec les mêmes

ording to the value of such plant,—from which shall be deducted if necessary the proportion of the subsidy given by the Government for the purchase of the same,—and dividing it according to the proportion between the valuation of the immoveables remaining or falling under the control of the latter corporation, and the valuation of the immovable of the dismembered municipality.

If there are any immoveables among the assets, they are valued, and the corporation of the municipality within which they are situated retains them by paying an indemnity therefor, if any is due. (R. S. 1909, art 2596 amended; art. 86 amended.)

53. The corporation empowered and obliged to settle with the creditors the common debts and obligations, is that which administers the territory containing the largest portion of the divided or dismembered municipality. (Art. 79 amended.)

54. 1. The corporation bound for the settlement of joint debts and obligations, and its officers, are authorized:

a. To collect, throughout the whole territory liable for such debts and obligations, the taxes imposed for the payment of the same by the by-laws in force at the time of the alteration of boundaries; or

b. To impose thereon, by by-law, new taxes to effect the full payment of such debts and obligations, with the same rights and

droits et pouvoirs que ceux conférés, avant le détachement ou la séparation du territoire, à la corporation et aux officiers qui l'administraient.

2. La corporation tenue au règlement des dettes et obligations communes peut aussi :

a. Réclamer et exiger directement de la corporation chargée de l'administration de toute partie de territoire affectée à ces dettes et obligations, après trois mois d'avis dûment signifié, la part totale due collectivement par tous les propriétaires ou occupants des biens imposables compris dans telle partie de territoire; ou

b. Lorsque la dette ou obligation est due par versements semi-annuels ou annuels, réclamer et exiger—après la signification d'un avis de trois mois indiquant l'échéance et la part due de chacun de ces versements—la part totale due collectivement dans chacun de ces versements, à l'échéance de chacun d'eux, par tous les propriétaires ou occupants des biens imposables dans telle partie de territoire. Pour déterminer la part totale des dettes ou obligations communes dues par versements, la corporation tenue au règlement doit se baser sur le rôle d'évaluation en vigueur lors du démembrement.

La corporation chargée de l'administration de telle partie de territoire ainsi affectée peut recouvrer des contribuables obligés à ces dettes et obligations, par voie de règlement ou répartition qu'elle fait à cette fin, les montants

2. The corporation bound for the settlement of joint debts and obligations may also :

a. After three months' notice duly served, claim and exact directly from the corporation charged with the administration of any portion of territory liable for such debts and obligations, the whole share collectively due by all the owners or occupants of taxable property situated in such portion of territory; or

b. When the debt or obligation is due by half-yearly or yearly instalments, after the service of a three months' notice, mentioning the date of maturity and the share due on each of such instalments, claim and exact the total share collectively due on each of such instalments, at the maturity of each of them, by all the owners or occupants of taxable property in such portion of territory. To determine the total share of the common debts or obligations due by instalments, the corporation bound to the settlement must base itself on the valuation roll in force at the date of the dismemberment.

The corporation charged with the administration of any such portion of territory so bound, may recover the amounts which it has paid from the ratepayers liable for such debts and obligations, by means of by-laws or apportion-

qu'elle a ainsi payés. (Art. 82 amendé.)

55. Néanmoins, si un terrain affecté à ces taxes comme conséquence de modifications dans les bornes d'un comté par une loi de la Législature, n'est pas situé dans la municipalité du comté dans les limites duquel tels corporations et officiers ont juridiction, ce terrain ne peut être vendu, à défaut du paiement de ces taxes, que dans la municipalité du comté où il est situé; et il est du devoir du secrétaire-trésorier chargé de percevoir ces deniers d'en transmettre un état, dans le temps requis, au secrétaire-trésorier de telle municipalité de comté, lequel doit procéder en la manière ordinaire à la vente de ce terrain, à défaut du paiement des taxes qui l'affectent. (Art. 83 amendé.)

56. La corporation tenue au règlement des dettes et obligations communes peut convenir, par acte d'accord, avec la corporation chargée de l'administration de toute autre partie du territoire affectée à ces dettes et obligations, de la part totale due collectivement par tous les propriétaires ou occupants des biens imposables compris dans telle partie du territoire.

Cet acte d'accord est fait conformément à des résolutions adoptées préalablement à cet effet par les corporations intéressées, et ne peut comprendre que des dettes et obligations liquides et exigibles. (Art. 84 amendé.)

57. La corporation qui, aux ter-

ments which it must make for such purpose. ((Art. 82 amended.)

55. Nevertheless, if any land liable for such taxes, in consequence of alterations in the boundaries of a county by an act of the Legislature, is not situated in the county municipality in which such corporation and officers have jurisdiction, such land cannot be sold in default of payment of such taxes, except within the county municipality in which it is situated; and the secretary-treasurer entrusted with the collection of such moneys must transmit a statement thereof, within the time required, to the secretary-treasurer of such county municipality, who must, in default of payment of taxes for which such land is liable, proceed to the sale of the same in the usual manner. (Art. 83 amended.)

56. The corporation bound to settle the joint debts and obligations may, by mutual agreement with the corporation entrusted with the administration of any part of the territory liable for the payment of such debts and obligations, determine the total amount jointly due by all the owners or occupants of the taxable property situated within such part of the territory.

Such agreement is made in conformity with resolutions previously passed for that purpose by the corporations interested therein, and may include only debts and obligations liquidated and exigible. (Art. 84 amended.)

57. The corporation which,

mes de l'acte d'accord, est chargée d'acquitter les dettes et obligations communes, a une créance exigible de la corporation qui a consenti tel acte; et cette dernière peut en recouvrer le montant des contribuables obligés à ces dettes et obligations, tant en vertu des règlements en vigueur lors de l'acte d'accord qu'en vertu de nouveaux règlements adoptés à cette fin. (Art. 85 amendé.)

58. Les livres, registres, plans, rôles, listes, documents, papiers ou archives demeurent la propriété exclusive de la corporation tenue au règlement des dettes passives communes. (Art. 87 amendé.)

59. La corporation tenue au règlement des dettes et obligations passives communes est seule autorisée à percevoir tous les arrérages de taxes et toutes autres dettes et obligations dues avant le changement de limites, et à les régler, avec les mêmes droits et pouvoirs que ceux conférés à la corporation et aux officiers autorisés à les percevoir et à les régler avant tel changement de limites. (Art. 88 amendé.)

60. Cette corporation peut néanmoins céder, par acte d'accord, à la corporation chargée de l'administration de toute autre partie du territoire qui était contenue dans l'ancienne municipalité, pour le profit des contribuables de cette partie du territoire, tous arrérages de taxes et autres dettes et obligations actives, provenant des biens imposables compris dans telles parties de territoire; et la cor-

under the terms of the agreement, is bound to settle the joint debts and obligations, has a claim exigible from the corporation which was a party to such agreement; and the latter may recover the same from the ratepayers responsible for such debts and obligations, as well under the by-laws in force at the time of the deed of agreement, as under new by-laws passed for that purpose. (Art. 85 amended.)

58. The books, registers, plans, rolls, lists, documents, papers or records remain the exclusive property of the corporation which is bound to settle the joint liabilities. (Art. 87 amended.)

59. The corporation bound to settle the joint liabilities is alone authorized to collect and settle all arrears of taxes and all other sums of money or obligations due before the alteration of boundaries with the same rights and powers as those conferred upon the corporation and officers authorized to collect and settle the same before such alteration of boundaries. (Art. 88 amended.)

60. Such corporation may nevertheless convey by deed of agreement to the corporation entrusted with the administration of any part of the territory which was included in the old municipality, for the benefit of the ratepayers or such part of the territory, all arrears of taxes and all other sums of money or obligations due by reason of the taxable property situated in such part of the terri-

poration cessionnaire et ses officiers sont autorisés à percevoir et à régler ces arrérages, dettes et obligations, avec les mêmes droits et pouvoirs que la corporation cédante et ses officiers. (Art. 89 amendé.)

61. Nul contribuable d'un territoire détaché ou séparé d'une municipalité locale n'est obligé, en vertu d'un procès-verbal, acte de répartition, règlement ou ordre en vigueur lors du changement des limites, aux travaux sur les chemins, les ponts ou les cours d'eau municipaux jusque-là reconnus comme locaux et situés dans le reste de la municipalité locale de laquelle ce territoire a été détaché ou séparé.

Nonobstant l'article 6, la même règle s'applique aux contribuables d'une municipalité locale de laquelle un territoire a été détaché ou séparé, relativement aux travaux du même genre situés dans les limites de ce territoire. (Art. 90 amendé.)

tory; and the corporation which such conveyance was made and its officers, are authorized to collect and settle such arrears and sums of money or obligations with all the rights and powers possessed by the corporation making such conveyance, and by its officers. (Art. 89 amended.)

61. No ratepayer of a territory detached or separated from a local municipality is obliged, under any **procès-verbal**, act of apportionment, by-law or order, in force at the time of the alteration of boundaries, to perform work upon municipal roads, bridges or water-courses up to that time deemed to be local, and situated in the remaining part of the local municipality from which such territory has been detached or separated.

Notwithstanding article 6, the same rule applies to the ratepayers of any local municipality from which any territory has been detached or separated, respecting works of a similar nature situated within such territory. (Art. 90 amended.)

TITRE II DES CONSEILS MUNICIPAUX

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

TITLE II MUNICIPAL COUNCILS

CHAPTER FIRST GENERAL PROVISIONS

62. Toute corporation régie par le présent code est représentée par son conseil; ses droits sont exercés et ses devoirs sont remplis par ce conseil et ses officiers. (Art. 93 amendé.)

63. Tel conseil est connu et cité sous le nom de "Le conseil municipal de on du (nom de la municipalité), moins les mots "municipalité de on du". (Art. 94.)

64. Le conseil exerce sa juridiction dans toute l'étendue de la municipalité dont il représente la corporation, et en dehors de la municipalité dans les cas particuliers où plus ample autorité lui est conférée.

Les ordres qu'il donne dans les limites de ses attributions obligent toutes les personnes soumises à sa juridiction. (Art. 95.)

65. Le conseil doit exercer directement les pouvoirs que lui

62. Every corporation governed by this code is represented by its council; its powers are exercised and its duties discharged by such council and its officers. (Art. 93 amended.)

63. Such council is recognized and styled by the name of: "The municipal council of or of the (insert the name of the municipality, without the words "municipality or of the"). Art. 94).

64. The council has jurisdiction throughout the entire extent of the municipality whose corporation it represents, and beyond the boundaries of the municipality in special cases where more ample authority is conferred upon it.

Its orders, within the scope of its powers, are obligatory upon all persons subject to its jurisdiction. (Art. 95.)

65. The council must directly exercise the powers conferred

donne le présent code; il ne peut les déléguer.

Cependant il peut nommer des comités, composés d'autant de membres qu'il juge convenable, avec pouvoir d'examiner et étudier une question quelconque. Dans ce cas, les comités rendent compte de leurs travaux par des rapports signés par leur président ou la majorité de leurs membres; nul rapport du comité n'a d'effet avant d'avoir été adopté par le conseil à une session régulière.

(Arts 96 et 452 combinés et amendés.)

66. Les règlements, résolutions et autres ordonnances municipales doivent être passées par le conseil en session. (Art. 450.)

67. Un conseil qui n'a plus, d'après le présent code, les pouvoirs qui lui étaient conférés sous l'autorité de lois antérieures peut abroger les actes qu'il a faits en vertu de tels pouvoirs. (Art. 452 amendé.)

68. Toute partie qui a droit d'être entendue devant le conseil ou ses comités, peut l'être par elle-même, ou par une autre personne de sa part, fondée de procuration ou non. Elle peut aussi appeler et faire entendre des témoins. (Art. 97.)

69. Le conseil ou les comités, dans toute question ou affaire pendante devant eux, peuvent:

1. Prendre communication des

upon it by this code; it cannot delegate them.

Nevertheless, it may appoint committees composed of as many of its members as it deems advisable, with power to examine and study any question whatever. In such case the committees must render account of their labours by reports signed by their chairman or by a majority of their members; and no report of a committee has any effect whatever until it has been adopted by the council at a regular sitting.

(Arts 96 and 452 combined and amended.)

66. By-laws, resolutions and other municipal enactments must be passed by the council in session. (Art. 450.)

67. Any council which, under the Municipal Code, no longer possesses the powers which were conferred upon it under the authority of antecedent acts, may repeal any enactment which it may have passed under such powers. (Art. 452 amended.)

68. Every one who is entitled to be heard before the council or any of its committees, may be heard in person or by any other person acting on his behalf, whether authorized by power of attorney or not. He may also call and examine witnesses. (Art. 97.)

69. The council or any committee on every question or matter pending before them, may:

1. Take communication of all

documents ou écrits produits comme preuve;

2. Assigner toute personne résidant dans la municipalité;

3. Examiner sous serment les parties et leurs témoins et faire administrer à chacun d'eux le serment par un de leurs membres ou par le secrétaire-trésorier.

Le conseil peut déclarer qui devra supporter et payer les frais encourus pour la comparution des témoins entendus ou présents, ou pour l'assignation des témoins qui ont fait défaut, et peut taxer tels frais, y compris les dépenses raisonnables de voyage, et une piastre par jour pour le temps des témoins. Le montant ainsi taxé peut être recouvré par action ordinaire, soit par la corporation ou par la personne qui a avancé ou payé tel montant, suivant le cas. (Art. 98 amendé.)

70. Si quelqu'un ainsi assigné devant le conseil ou les comités fait défaut, sans motif raisonnable, de comparaître au temps et au lieu mentionnés dans l'assignation, après qu'une compensation lui a été payée ou offerte pour ses justes dépenses de voyage, aller et retour, et pour son temps à raison d'une piastre par jour, il encourt une amende de pas moins de quatre ni de plus de dix piastres, et les frais, ou un emprisonnement qui n'exède pas quinze jours. (Art. 99 amendé.)

71. Tout document, ordre ou procédure d'un conseil, dont la publication est requise par les dispositions du présent code ou

documents or writings produced in evidence;

2. Summon any person residing in the municipality;

3. Examine under oath the parties and their witnesses, and cause an oath to be administered to each one either by one of their members or by the secretary-treasurer.

The council may declare who shall bear and pay the costs incurred for the appearance of the witnesses heard or present, or for the summoning of witnesses who have made default, and may tax such costs, including reasonable travelling expenses, and one dollar a day for the time of each witness. The amount thus taxed may be recovered by ordinary action, either by the corporation or by the person who had advanced and paid the same, as the case may be. (Art. 98 amended.)

70. If anyone so summoned before the council or any committee fails, without just cause, to appear at the time and place mentioned in the summons, when compensation has been paid or offered to him for his reasonable travelling expenses for going and returning, and one dollar a day for his time, he incurs a fine of not less than four nor more than ten dollars, and costs, or imprisonment for not more than fifteen days. (Art. 99 amended.)

71. Any document, order or proceeding of a council, the publication of which is required by the provisions of this code, or by

par le conseil lui-même, est publié de la même manière que les avis publics. (Art. 102 amendé.)

72. Quiconque dépose ou produit un document concernant des matières municipales au bureau de la corporation ou devant le conseil en session, a droit à un récépissé attestant la production ou le dépôt de tel document. Ce récépissé est donné par le secrétaire-trésorier, si la production est faite au bureau de ce dernier, ou par la personne qui préside le conseil, si le conseil est en session.

Tout secrétaire-trésorier ou toute personne présidant qui néglige ou refuse de recevoir tel document, ou de le déposer dans les archives de la corporation, ou de donner le récépissé requis, encourt une amende n'exceedant pas cent piastres pour chaque cas, outre les dommages-intérêts occasionnés par tels refus ou négligence. (Art. 103 amendé.)

73. Les documents produits comme exhibits au bureau de la corporation ou entre les mains de ses officiers, doivent être remis sur récépissé aux personnes qui les ont produits lorsque elles les requièrent, après qu'ils ont servi à l'objet pour lequel ils avaient été produits. (Art. 104 amendé.)

74. Le bureau de la corporation est celui que le secrétaire-trésorier occupe, en sa qualité officielle, conformément à l'article 149, et doit être tenu dans les limites

the council itself, must be published in the same manner as public notices. (Art. 102 amended.)

72. Any person depositing or filing any document relating to municipal matters in the office of the corporation or before the council in session, is entitled to a receipt or acknowledgment certifying to the deposit or filing of such document. Such receipt is given by the secretary-treasurer, if the deposit is made at his office, or by the person presiding at the council, if filed before the council in session.

Any secretary-treasurer or person presiding, who neglects or refuses to receive any such document, or to deposit the same in the archives of the corporation, or to give the required receipt, incurs a fine of not more than one hundred dollars in each case, in addition to the damages caused by such refusal or neglect. (Art. 103 amended.)

73. Every document produced as an exhibit, and filed in the office of the corporation or with its officers, must be returned, on being tendered a receipt therefor, to the person who produced the same, whenever he requires it, after it has served the purposes for which it was filed. (Art. 104 amended.)

74. The office of the corporation is that which is occupied by the secretary-treasurer in his official capacity, in accordance with the provisions of article 149,

de la municipalité, sauf le cas de l'article 75. (Art. 105 amendé.)

and must be within the boundaries of the municipality, except in the case mentioned in article 75. (Art. 105 amended.)

75. Le bureau de la corporation d'une municipalité rurale, les bureaux de ses officiers et le lieu où le conseil tient ses séances, peuvent être établis dans une municipalité contiguë de village, de ville ou de cité. (Art. 106 amendé.)

75. The office of the corporation of a rural municipality or of its officers, and the place where the council holds its sittings may be established in an adjoining village, town, or city municipality. (Art. 106 amended.)

76. Toute signification ou production ou tout dépôt, qui doit être fait au bureau de la corporation, peut être fait, avec le même effet, au domicile du secrétaire-trésorier à une personne raisonnable de sa famille, ou au secrétaire-trésorier lui-même.

76. Every service, filing or deposit, to be made at the office of the corporation, may be made with equal validity upon or with the secretary-treasurer personally or at his domicile, speaking to a reasonable person belonging to his family.

En ce cas, néanmoins, le récépissé ne peut être requis que lorsque la production ou le dépôt a été fait au secrétaire-trésorier en personne. (Art. 107 amendé.)

In such case, however, the receipt cannot be demanded unless the filing or deposit has been made with the secretary-treasurer personally. (Art. 107 amended.)

77. Sans préjudice des dispositions de l'article 428, les membres du conseil ne reçoivent pour leurs services comme tels, ni salaire, ni profit, ni indemnité, sous quelque forme que ce soit. (Art. 113 amendé.)

77. Saving the provisions of article 428, members of the council do not receive any salary, profit or indemnity, in any shape whatever, for their services as such. (Art. 113 amended.)

78. Nul vote donné par une personne qui occupe illégalement la charge de membre du conseil, et nul acte auquel elle a participé en cette qualité, ne peuvent être invalidés vis-à-vis des tiers de bonne foi par le seul fait de l'exercice illégal de cette charge. (Art. 120 amendé.)

78. No vote given by a person illegally holding office as member of a council, and no act in which, in such capacity, he has participated, can be set aside, with respect to persons who have acted in good faith, solely by reason of the illegal exercise of such office. (Art. 120 amended.)

79. Tout membre du conseil votant dans une assemblée du conseil ou d'un comité, sans avoir sciemment qualité suivant la loi, est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres pour chaque vote qu'il donne. (S. R. 1909, art. 5366 amendé.)

79. Any member of a council who, to his own knowledge, is not at the time, duly qualified to vote at any sitting of the council, or of any committee thereof, is liable to a fine of not more than one hundred dollars for each such vote. (R.S. 1909, art. 5366 amended.)

CHAPITRE DEUXIEME DES CONSEILS LOCAUX

CHAPTER SECOND LOCAL COUNCILS

80. Le conseil local se compose d'un maire et de six conseillers élus par les électeurs de la municipalité, en la manière ci-après indiquée, ou nommés par le lieutenant-gouverneur, quand il n'y a pas eu d'élection. (Art. 276 amendé.)

80. The local council is composed of a mayor and six councillors, elected by the electors of the municipality in the manner hereinafter set forth, or appointed by the Lieutenant-Governor, where no election has taken place. (Art. 276 amended.)

81. La charge des conseillers locaux dure deux ans, sauf le cas des articles 85 et 248. (Art. 277 amendé.)

81. The term of office of a local councillor is two years, except in the cases of articles 85 and 248. (Art. 277 amended.)

82. Le chef du conseil se nomme "maire" et est élu tous les deux ans par les électeurs. (Art. 281 amendé.)

82. The head of the council is called "the mayor" and is elected by the electors every two years. (Art. 281 amended.)

83. Nul ne peut exercer les fonctions de conseiller local ou de maire avant d'avoir prêté, devant l'autorité compétente, le serment d'office, suivant la formule contenue dans le présent article.

83. No person can discharge the duties of mayor or local councillor, until he has taken the oath of office, before competent authority, according to the form contained in this article.

Une entrée de la prestation du serment est faite dans le livre des

An entry of the taking of the oath is made in the minute book

délibérations du conseil. (Arts 108, 109, 110 et 111 combinés et amendés.)

of the council. (Arts. 108, 109, 110 and 111 combined and amended.)

FORMULE

SERMENT D'OFFICE

Je (indiquez les nom, prénoms et la charge) de la (paroisse, canton, ou village, suivant le cas), jure solennellement que je remplirai, avec honnêteté et fidélité, les devoirs de cette charge au meilleur de mon jugement et de ma capacité. Ainsi que Dieu me soit en aide.

Assermenté (ou affirmé) devant moi, à ce A.B.
jour de , 19
C. B.
"Juge de paix."

84. Tout conseiller local reste en charge depuis la prestation de son serment d'office jusqu'à l'époque de l'élection générale à laquelle il doit être remplacé, et pas au delà de cette époque.

Le maire reste en charge, même s'il cesse de faire partie du conseil, jusqu'à ce que son successeur soit assermenté. (Arts 282 et 333 combinés et amendés.)

85. Tout membre du conseil nommé en remplacement d'un autre, soit comme maire ou comme conseiller, ne détient sa charge que durant le reste du temps pour lequel son prédécesseur était nommé. (Art. 116 amendé.)

86. Les membres de tout conseil sont "ex officio" juges de paix pendant l'exercice de leur

FORM

OATH OF OFFICE

"I (name, Christian name and municipal office) of the (parish, township or village, as the case may be), of
solemnly swear: that I will honestly and faithfully perform the duties of such office to the best of my judgment and ability. So help me God.

Sworn (or affirmed) before me at , this
day of , 19
A. B.
C. B.
Justice of the Peace.

84. Every local councillor remains in office from the taking of his oath of office until the time of the general election at which he is to be replaced, and not beyond that time.

The mayor remains in office until his successor has been sworn in, even if he ceases to be a member of the council. (Arts. 282 and 333 combined and amended.)

85. Every member of a council appointed to replace another, whether as mayor or councillor, holds office only for the remainder of the term for which his predecessor had been appointed. (Art. 116 amended.)

86. So long as they continue in office, the members of every council are "ex-officio", just-

charge, dans les limites de la municipalité où ils exercent leurs fonctions, sans autre qualité et sans être tenus de prêter les serments requis pour cet office.

Ils sont incompétents à entendre et décider les causes dans lesquelles la corporation ou ses officiers sont parties intéressées. (Art. 125 amendé.)

87. Le conseil peut, en tout temps, nommer un pro-maire, lequel en l'absence du maire ou pendant la vacance de cette charge, remplit les fonctions du maire, avec tous les privilèges, droits et obligations y attachés. (Art. 345.)

ees of the peace, within the boundaries of the municipality wherein they hold office, without other qualifications, and without being obliged to take the oaths prescribed for such office.

They are incompetent to hear and decide cases in which the corporation or its officers are interested parties. (Art. 125 amended.)

87. The council may, at any time, appoint a pro-mayor who, in the absence of the mayor or when the office is vacant, discharges the duties of the mayoralty, with all the privileges and rights, and subject to all the obligations thereunto attached. (Art. 345.)

CHAPITRE TROISIEME

DES CONSEILS DE COMTE

SECTION I

DE LA COMPOSITION DU CONSEIL DE COMTE

CHAPTER THIRD

COUNTY COUNCILS

SECTION I

COMPOSITION OF THE COUNTY COUNCIL

88. Le conseil de comté se compose des maires en fonction de toutes les municipalités locales du comté régies par les dispositions du présent code.

Ces maires portent, au conseil de comté, le nom de "conseillers de comté".

Si le maire d'une municipalité locale quelconque est absent ou se trouve incapable d'agir, le pro-

88. The county council is composed of the mayors in office, of all the local municipalities in the county which are subject to the provisions of this code.

Such mayors bear the title in the county council, of "county councillors."

If the mayor of any local municipality is absent or unable to act, the pro-mayor appointed

maire, nommé en vertu de l'article 87, peut représenter cette municipalité locale à toutes les réunions du conseil de comté. (Art. 246 amendé.)

89. Le chef du conseil se nomme "préfet". Il est choisi parmi les membres qui composent le conseil, et doit prêter le serment d'office. (Art. 247 amendé.)

90. Le préfet est nommé par les membres du conseil du comté dans le cours du mois de mars de chaque année.

Dans une municipalité de comté nouvellement organisée, la nomination du premier préfet a lien à la première session générale du conseil tenue après l'organisation de la corporation, ou à la session spéciale convoquée à cet effet en vertu de l'article 108. (Art. 248.)

91. Lorsque la charge de préfet devient vacante, le conseil doit procéder à la nomination d'un nouveau préfet à la session générale suivante, ou à une session spéciale convoquée à cet effet. (Art. 249.)

92. Le préfet détient sa charge depuis son entrée en fonction jusqu'à l'assermentation de son successeur, même s'il cesse de faire partie du conseil.

Cependant, le préfet nommé par le conseil peut être destitué en tout temps, par une résolution approuvée par les deux tiers des membres du conseil, pourvu que son successeur soit nommé en même temps et par la même résolu-

under the provisions of article 87, may represent such local municipality at all meetings of the county council. (Art. 246 amended.)

89. The head of the council is called "the warden". He is chosen from among the members who compose the council, and must take the oath of office. (Art. 247 amended.)

90. The warden is appointed by the members of the county council during the month of March in each year.

In a newly established county municipality, the appointment of the first warden takes place at the general sitting of the council held after the corporation is organized, or at the special sitting convened for that purpose in conformity with article 108. (Art. 248.)

91. When the office of warden becomes vacant, the council must proceed to the appointment of a new warden at the next general sitting, or at a special sitting convened for that purpose. (Art. 249.)

92. The warden holds office from his entry into the same until the swearing in of his successor, even if he ceases to be a member of the council.

Nevertheless, the warden appointed by the council may at any time be removed from office by a resolution approved by the vote of two-thirds of the members of such council, provided that his successor be appointed at

tion. (Art 251 et 252 combinés et amendés.)

the same time and by the same resolution. (Arts. 251 and 252 combined and amended.)

93. Jusqu'à ce que la nomination du préfet dans toute municipalité nouvellement organisée ait été faite, et, dans toute autre municipalité, durant chaque vacance dans la charge de préfet, les fonctions de cette charge sont exercées par le registraire du comté, sauf en ce qui est prescrit pour la présidence du conseil.

93. In every newly organized municipality, until the appointment of a warden has been made, and in every other municipality during any vacancy in the office of warden, the duties of such office are discharged by the registrar of the county, saving the provisions with respect to presiding over the council.

S'il y a, dans les limites de ce comté, plus d'un bureau d'enregistrement ou plus d'un officier remplissant les fonctions de registraire, les fonctions du préfet sont exercées par l'officier remplissant les fonctions de registraire que désigne le secrétaire de la province, à la demande de tout intéressé. (Art. 255 amendé.)

If, within the boundaries of such county, there is more than one registry office, or more than one officer performing the duties of registrar, the duties of the warden are discharged by the officer performing the duties of registrar whom the Provincial Secretary shall indicate, upon the application of any interested party. (Art. 255 amended.)

SECTION II

DES DELEGUES DE COMTE

SECTION II

COUNTY DELEGATES

94. Les délégués de chaque corporation de comté sont au nombre de trois.

94. The delegates of every county corporation are three in number.

Ces délégués exercent les pouvoirs et remplissent les devoirs qui leur sont dévolus dans le présent code, conjointement avec les délégués des autres corporations de comté intéressées. (Art. 261.)

Such delegates exercise the powers and discharge the duties which devolve upon them under this code, in conjunction with the delegates of the other county corporations concerned. (Art. 261.)

95. Le préfet est, à titre d'office, un des délégués du comté.

95. The warden is, "ex officio", one of the county delegates.

Les deux autres délégués sont nommés par le conseil, parmi les membres, à la session du mois de mars. Ils restent en charge jusqu'à l'entrée en fonction de leurs successeurs, même s'ils ont cessé de faire partie du conseil, à moins que, dans ce dernier cas, ils n'aient été remplacés en vertu de l'article 96. (Art. 262 amendé.)

The other two delegates are appointed by the council from among its members, at the sitting held in the month of March. They remain in office until their successors are duly installed, even if they have ceased to form part of the council, unless, in the latter case, they have been replaced under the provisions of article 96. (Art. 262 amended.)

96. Si l'un des délégués meurt, devient incapable de remplir ses devoirs pendant deux mois consécutifs par absence, maladie ou autrement, ou refuse de les remplir pendant la même période de temps, le conseil en nomme un autre pour le remplacer, à la première session tenue après tel décès ou délai de deux mois.

96. Whenever any one of the delegates dies, or becomes incapacitated from attending to his duties during two consecutive months by absence, sickness or any other cause, or refuses to discharge such duties during a like period, the council appoints another delegate in his stead at the first sitting held after such death, or delay of two months.

Si un délégué cesse de faire partie du conseil, il doit lui être nommé un remplaçant sans délai par le conseil. (Art. 263.)

If one of the delegates ceases to form part of the council, his successor must be appointed by the council without delay. (Art. 263.)

SECTION III

DU BUREAU DES DELEGUES

SECTION III

BOARD OF DELEGATES

97. Le bureau des délégués est formé des délégués de chacune des municipalités de comté dont les habitants ou quelques-uns d'entre eux sont intéressés dans un ouvrage ou un objet qui tombe sous la juridiction des corporations de ces municipalités. (Art. 266 amendé.)

97. The board of delegates is composed of the delegates from the county municipalities, whose inhabitants, or some of them, are interested in any work or matter which comes under the jurisdiction of the corporations of such municipalities. (Art. 266 amended.)

98. Le bureau des délégués siège

98. The board of delegates sits

ge pour prendre en considération et décider les matières de son ressort, chaque fois qu'il en est requis ou qu'il le juge opportun, en suivant les formalités prescrites pour la convocation de l'assemblée. (Art. 267.)

99. Les délégués s'assemblent au temps et au lieu désignés dans l'avis de convocation qui leur est donné. (Art. 268.)

100. L'assemblée du bureau des délégués est convoquée sur demande écrite, par deux membres du bureau, ou par le secrétaire-trésorier de l'une des corporations de comté.

Cette assemblée est convoquée et tenue de la même manière qu'une session spéciale d'un conseil de comté.

Le lieu où cette assemblée se tient est au choix de ceux qui la convoquent. (Art. 269 amendé.)

101. Tout intéressé dans une question soumise ou qui doit être soumise au bureau des délégués, peut réquerir le secrétaire-trésorier de l'une de ces corporations de comté de convoquer une assemblée du bureau des délégués, si une assemblée de ce bureau n'est pas déjà convoquée pour être tenue dans les quinze jours suivants. (Art. 270 amendé.)

102. Le secrétaire-trésorier de la corporation de comté qui a convoqué l'assemblée est de droit le secrétaire du bureau des délégués.

for the purpose of taking into consideration and deciding matters within the jurisdiction, whenever it deems necessary, by following the formalities prescribed for the summoning of the meeting. (Art. 267.)

99. The delegates meet at the time and place indicated in the notice of meeting given to them. (Art. 268.)

100. The meeting of the board of delegates is convened upon a requisition in writing, by two members of the board, or by the secretary-treasurer of one of the county corporations.

Such meeting is convened and held in the same manner as a special sitting of a county council.

The place where such meeting is held is selected by those who convene the same. (Art. 269 amended.)

101. Any person interested in a question submitted, or about to be submitted, to the board of delegates, may call upon the secretary-treasurer of one of such county corporations to convene a meeting of the board of delegates, if a meeting of such board has not already been convened, to be held within the fifteen days next following. (Art. 270 amended.)

102. The secretary-treasurer of the county corporation who called the meeting is, "ex-officio", the secretary of the board of delegates.

Si l'assemblée a été convoquée par deux membres du bureau, le secrétaire du bureau est le secrétaire-trésorier de la corporation dont les deux membres sont les délégués. Si les deux membres appartiennent à différents conseils, le secrétaire du bureau est nommé par les délégués et doit être le secrétaire-trésorier d'une des corporations de comté.

Le secrétaire tient minutes des délibérations des délégués, et les dépose, avec tous les autres documents du bureau, dans les archives de la corporation dont il est l'officier; et il en transmet une copie au bureau de chacune des autres corporations de comté intéressées.

Le secrétaire-trésorier de chaque corporation de comté doit transmettre à chaque corporation locale intéressée, dans le comté, copie de toute décision du bureau des délégués. (Art. 271 amendé.)

103. Quatre des délégués convoqués à l'assemblée forment le quorum du bureau. (Art. 272 amendé.)

104. L'assemblée est présidée par celui d'entre eux que les délégués présents choisissent.

Au cas de partage égal des voix sur le choix du président, celui des délégués présents que le sort désigne préside l'assemblée. (Art. 273.)

105. Toute question contestée est décidée par le vote de la majorité des délégués présents. le

If the meeting convened by two members of the board, the secretary, treasurer of the corporation whereof said two members are the delegates, is the secretary of the board. If the two members belong to different councils, the secretary of the board is appointed by the delegates, and must be the secretary-treasurer of one of the county corporations.

The secretary keeps minutes of the proceedings of the delegates, and deposits the same with all other documents of the board, in the archives of the corporation whose officer he is; and he forwards a copy to the office of each of the other county corporations interested.

The secretary-treasurer of each county corporation must forward to each local corporation interested, within the county, a copy of every decision of the board of delegates. (Art. 271 amended.)

103. Four of the delegates summoned to the meeting form a quorum of the board. (Art. 272 amended.)

104. The meeting is presided over by any one of the delegates present, chosen from among themselves.

In the case of an equal division of votes in their choice of a chairman, the chairman is chosen by lot. (Art. 273.)

105. Every disputed question is decided by the vote of the majority of the delegates present,

président comme les autres délégués, ayant droit de voter; au cas de partage égal des voix, la question est résolue dans l'affirmative. (Art. 274 amendé.)

106. Les articles 71 et 430 à 433 s'appliquent également à tout document, y compris la procédure du bureau des délégués.

Les articles 71, 72 et 73 sont aussi applicables au bureau des délégués. (Art. 275 amendé.)

TITRE III

DES REGLES COMMUNES AUX MAIRES ET AUX PREPETS

TITLE II

RULES GOVERNING BOTH MAYORS AND WARDENS

107. 1. Le chef de corporation exerce le droit de surveillance, l'investigation et de contrôle sur les affaires et les opérations de la corporation; voit spécialement à ce que la corporation observe la loi, veille à ce que les impôts soient levés conformément à la loi, et que les contributions et des résolutions du conseil municipal soient recommandées à l'intérieur de ses limites.

Il signe, scelle et exécute, au nom de la corporation, tous les règlements, résolutions, obligations,

107. he head of the corporation has the right to super-
investigation and control over the affairs and operations of the corporation; sees especially to it that the corporation observe the law; sees to it that taxes are collected and ex-
according to law; sees to it that the laws and resolutions of the council are recommended for consideration or recommendation to the council; he considers the interests of the municipality and its inhabitants;

2. He signs, seals and executes in the name of the corporation, all by-laws, resolutions, obligations,

contrats, conventions ou actes faits et passés ou ordonnés par cette dernière, lesquels lui sont présentés par le secrétaire-trésorier, après leur adoption par le conseil, pour qu'il y appose sa signature;

tions, contracts, agreements or deeds made and passed or ordered by the corporation, which are presented to him by the secretary-treasurer for his signature, after their adoption by the council;

3. Si le chef du conseil refuse de les approuver et signer, le secrétaire-trésorier les soumet de nouveau à la considération du conseil à sa session générale suivante, ou, à son avis, à une session spéciale.

3. If the head of the council refuses to approve and sign the same, the secretary-treasurer submits them anew for the consideration of the council at its next general sitting, or, after notice, at a special sitting;

4. Si une majorité des membres du conseil approuve de nouveau tels règlements, résolutions, obligations, contrats, conventions ou actes, ils sont légaux et valides comme s'ils avaient été signés et approuvés par le chef du conseil, malgré son refus.

4. If a majority of the members of the council again approve such by-laws, resolutions, obligations, contracts, agreements or deeds, they are legal and valid, as though they had been signed and approved by the head of the council, and notwithstanding his refusal;

5. Il est de son devoir de lire au conseil toutes circulaires ou communications adressées à lui-même ou au conseil par le lieutenant-gouverneur ou par le secrétaire provincial, et de les rendre publiques dans la municipalité en la manière prescrite pour les avis publics. Si telle publication est requise par le lieutenant-gouverneur, le secrétaire de la province ou par le conseil.

5. It is his duty to read to the council in session, all circulars or communications addressed to himself or to the Council by the Lieutenant-Governor or by the Provincial Secretary, and if publication is required by the Lieutenant-Governor, the Provincial Secretary or the council, to make them public in the municipality in the manner required for public notices;

6. Il est également tenu de fournir au lieutenant-gouverneur, sur demande du secrétaire de la province, tout renseignement sur l'exécution de la loi municipale, et toute autre information qu'il est en son pouvoir de donner avec le

6. He is also bound to furnish to the Lieutenant-Governor, on demand from the Provincial Secretary, all information respecting the execution of the municipal law, and such other information as he is able to give with the

conseils du conseil. (Arts 121, 122, 123 et 124, et S. R., 1909, art. 5305 combinés et amendés.)

give with the concurrence of the council. (Arts. 121, 122, 123 and 124 and R. S. 1909, art. 5305, combined and amended.)

TITRE IV DES SESSIONS DES CONSEILS

TITLE IV SITTINGS OF COUNCILS

108. Dans toute municipalité nouvellement organisée, il doit être tenu une session spéciale du conseil aussitôt que possible après l'organisation de la corporation.

108. In all newly organized municipalities, a special sitting of the council must be held as soon as possible after the organization of the corporation thereof.

S'il s'agit d'une municipalité de comté, cette première session est convoquée par le registrateur du comté et présidée par lui jusqu'à la nomination du préfet.

In the case of a county municipality, the first sitting is convened by the registrar of the county, who presides over the same until the appointment of the warden.

S'il y a, dans les limites de ce comté, plus d'un bureau d'enregistrement ou plus d'un officier remplissant les fonctions de registrateur, la convocation est faite par l'officier qui exerce les fonctions de registrateur que désigne le secrétaire de la province à la demande de tout intéressé.

If within such county there is more than one registry office, and more than one officer performing the duties of registrar, the sitting is convened by the officer performing the duties of registrar who is appointed by the Provincial Secretary, on the application of any interested party.

S'il s'agit d'une municipalité locale, la première session du conseil est tenue à l'époque et au lieu indiqués par le secrétaire de la province, dans l'avis de nomination qu'il adresse à la personne qu'il désigne pour présider la première élection de la municipalité.

In the case of a local municipality, the first sitting of the council is held at the time and place indicated by the Provincial Secretary in the notice of appointment, which he addresses to the person whom he appoints to preside at the first election in the municipality.

Si le maire ou les conseillers, ou quelqu'un d'entre eux, ont été nommés par le lieutenant-gouverneur, cette première session est tenue à l'époque et au lieu déterminés par la personne à laquelle a été adressée la lettre faisant connaître la nomination du maire ou des conseillers. (Arts. 257 et 286 combinés et amendés.)

If the mayor or the councilors, or any of them, have been appointed by the Lieutenant-Governor, such first sitting is held at the time and place fixed by the person to whom the letter was addressed announcing the appointment of such mayors or councilors. (Arts. 257 and 286 combined and amended.)

109. Les sessions du conseil de comté se tiennent au chef-lieu de ce comté.

109. The sittings of the county council are held at the chief place of the county.

Si, lors de la convocation de la première session du conseil par le registraire, le chef-lieu n'est pas déterminé, cette première session est tenue à l'endroit choisi par le registraire, et le conseil continue à siéger au même endroit jusqu'à ce que le chef-lieu soit fixé. (Art. 258.)

If, at the time of the convocation of the first sitting of the council by the registrar, the chief place has not been fixed upon, such first sitting is held at the place chosen by the registrar, and the council continues to hold its sittings there until the chief place has been fixed upon. (Art. 258.)

110. Le conseil local siège à l'endroit choisi pour la première session, en vertu de l'article 108, jusqu'à ce qu'il ait fixé par résolution un autre endroit qui, autant que possible, doit être le lieu le plus public de la municipalité, mais qui, en aucun cas, ne doit être dans un établissement où il se vend des liqueurs spiritueuses. (Art. 288 amendé.)

110. The local council sits at the place selected for the first sitting, under article 108, until, by resolution, it has fixed upon some other place, which as nearly as may be, must be in the most public place in the municipality, but under no circumstances in an establishment where intoxicating liquors are sold. (Art. 288 amended.)

111. Le quorum du conseil de comté est de sept, si les membres qui le composent sont au nombre de douze ou plus, et de la majorité s'ils sont moins de douze; celui du conseil local est de quatre. (Arts. 259 et 289 combinés et amendés.)

111. If a county council consists of twelve or more members, its quorum is seven, and if it consists of less than twelve, its quorum is a majority of its members; the quorum of a local council is four. (Arts. 259 and 289 combined and amended.)

112. Les sessions ordinaires ou générales du conseil de comté sont tenues le second mercredi de chacun des mois de mars, juin, septembre et décembre, mais tout conseil de comté peut par règlement ordonner que les sessions ordinaires ou générales ci-dessus soient tenues seulement le deuxième mercredi des mois de mars et de septembre; celles du conseil local ont lieu le premier lundi de chaque mois, à moins qu'il n'en soit autrement réglé par le conseil. (Arts 256 et 287 combinés.)

113. Les sessions commencent à dix heures du matin, s'il n'en est pas autrement ordonné par l'avis de convocation, par un ajournement, par un règlement ou par une résolution.

Elles sont publiques et ne durent qu'une seule séance, à moins qu'elles ne soient ajournées; les délibérations y doivent être faites à haute et intelligible voix. (Arts 128 et 130 combinés et amendés.)

114. Si le jour fixé pour une session ordinaire, par les dispositions du présent code ou des règlements, tombe un jour de fête, la session est tenue le jour juridique suivant. (Art. 129 amendé.)

115. Une session spéciale de tout conseil peut être convoquée en tout temps par le chef, ou le secrétaire-trésorier ou par deux membres du conseil, en donnant par écrit un avis spécial de telle session à tous les membres du conseil autres que ceux qui la convoquent. (Art. 126 amendé.)

112. The ordinary or general sittings of the county council are held on the second Wednesday of each month of March, June, September and December, but any county council may, by by-law, order that the ordinary or general sittings thereof shall be held only on the second Wednesday of each month of March and September; those of a local council are held on the first Monday of each month, unless it is otherwise provided by the council. (Arts. 256 and 287 combined.)

113. The sittings commence at ten o'clock in the morning, if not otherwise determined by the notice of the meeting, by an adjournment, or by by-law or resolution.

They are public, and consist of one sitting, unless adjourned; the proceedings must be carried on in an audible and intelligible voice. (Arts. 128 and 130 combined and amended.)

114. If the day fixed for an ordinary sitting by any provision of this code or by by-law falls upon a holiday, such sitting is held on the next following juridical day. (Art. 129 amended.)

115. A special sitting of any council may be convened at any time by the head, by the secretary-treasurer or by two members of such council, by giving special notice in writing of such sitting to all the members of the council, other than those convening the same. (Art. 126 amended.)

116. Dans une session spéciale, on ne peut traiter que les sujets et les affaires mentionnés dans l'avis de convocation.

Le conseil, avant de procéder aux affaires à cette session, doit constater et mentionner dans le procès-verbal de la séance, que l'avis de convocation a été signifié tel que requis par les dispositions du présent code, aux membres du conseil qui ne sont pas présents à l'ouverture de la séance.

S'il appert que l'avis de convocation n'a pas été signifié à tous les membres absents, la session doit être close à l'instant, sous peine de nullité de toute procédure y adoptée. (Art. 127 amendé.)

117. Toute session ordinaire ou spéciale peut être ajournée par le conseil à une autre heure du même jour ou à un jour subséquent, sans qu'il soit nécessaire de donner avis de l'ajournement aux membres qui n'étaient pas présents, sauf le cas de l'article 118. (Art. 138.)

118. Deux membres du conseil peuvent, quand il n'y a pas un quorum, ajourner la session, une heure après que le défaut de quorum a été constaté. L'heure de l'ajournement et les noms des membres du conseil présents doivent être inscrits au procès-verbal de la séance.

Dans ce cas, un avis spécial écrit de l'ajournement est donné par le secrétaire-trésorier aux mem-

116. At a special sitting, only the subjects or matters mentioned in the notice calling the council together, may be taken into consideration.

The council, before proceeding to business at such sitting, must set forth and declare in the minutes of the sitting that notice of meeting has been given in conformity with the requirements of this code, to all the members of the council who are not present at the opening of the sitting.

If it appears that the notice of meeting has not been served on all the absent members, the sitting must be immediately closed, under penalty of the nullity of all its proceedings. (Art. 127 amended.)

117. Any ordinary or special sitting can be adjourned by the council to any other hour of the same day or to a subsequent day, without its being necessary to give notice of such adjournment to the members who were not present, save in the case mentioned in article 118. (Art. 138.)

118. Two members of the council, when there is no quorum present, may adjourn the sitting at the expiration of one hour from the time it is established that there is no quorum. The hour of the adjournment and the names of the members present must be entered in the minutes of the sitting.

In such case a special notice in writing of the adjournment is given by the secretary-treasurer

bres du conseil qui n'étaient pas présents lors de l'ajournement. La signification de cet avis doit être constatée, à la reprise de la session ajournée, de la même manière que celle de l'avis de convocation d'une session spéciale, et le défaut de signification de cet avis rend nulle toute procédure adoptée à cette partie de la session ajournée. (Art. 139 amendé.)

119. L'avis de convocation des séances spéciales du conseil, ainsi que l'avis de l'ajournement au cas de l'article 118, doit être donné aux membres du conseil au moins dix jours avant le jour fixé pour la séance ou la reprise de la séance ajournée, s'il s'agit du conseil de comté, et, s'il s'agit d'un conseil local, au moins deux jours avant tel jour fixé.

Cet avis doit être signifié; cependant l'avis aux conseillers de comté est expédié par la malle par lettre recommandée. (Arts 260 et 290 combinés et amendés.)

120. Le conseil est présidé dans ses sessions par son chef, ou le pro-maire, ou, à leur défaut, par un membre choisi parmi les conseillers présents. (Art. 131 amendé.)

121. Le président du conseil maintient l'ordre et le décorum et décide les questions d'ordre, sauf appel au conseil.

Il peut arrêter ou faire arrêter

to the members of the council who were not present at the time of adjournment. The service of such notice must be established at the resumption of the adjourned sitting, in the same manner as that of the notice convening a special sitting, and the absence of service of such notice renders null every proceeding adopted at such part of the adjourned sitting. (Art. 139 amended.)

119. The notice of convocation of a special sitting of the council, as well as the notice of adjournment in the case mentioned in article 118, must be given to each member of the council at least ten days before the date fixed for the sitting, or the resumption of the adjourned sitting, if it relates to the county council, and at least two days before the day fixed, if it relates to the local council.

Such notice must be served; nevertheless the notice to the county councillors may be forwarded by registered letter through the post. (Arts. 260 and 290 combined and amended.)

120. The sittings of the council are presided over by its head or by the pro-mayor, or, in their absence, by one of its members chosen from among the councillors present. (Art. 131 amended.)

121. The officer presiding over the sitting of the council maintains order and decorum and decides questions of order, saving appeal to the council.

He may arrest or cause the ar-

toute personne troublant l'ordre du conseil durant ses séances, et la faire mettre sous garde; et cette personne encoirt, pour chaque offense, une amende n'excédant pas vingt piastres.

Il possède et peut exerceer, sauf appel au conseil, les pouvoirs accordés par l'article 285 au président de l'élection. (Art. 132; S. R., 1909, art. 5569.)

122. Toute question contestée est décidée par la majorité des membres présents, sauf dans les cas où les règlements ou une disposition de la loi exigent un plus grand nombre de voix concordantes. (Art. 133 amendé; S. R., 1909, art. 5566 amendé.)

123. Le chef du conseil ou le président ne peut voter qu'au cas de partage égal des voix, et, dans ce cas, il est tenu de donner sa voix prépondérante, sauf le cas où il est personnellement intéressé. (Art. 134 amendé.)

124. Nul membre du conseil ne peut voter sur une question dans laquelle il a un intérêt personnel distinct de l'intérêt général des autres contribuables. Le conseil, lors du vote, au cas d'objection, décide si tel membre a ou non un intérêt personnel; et tel membre n'a pas droit de voter sur la question de savoir s'il est intéressé.

Au cas où un membre du conseil intéressé donne son vote sans objection, ce vote ne vicié pas les procédures du conseil à l'égard

rest of any person disturbing the council during its sittings, and have such person taken into custody: such person shall be liable to a fine of twenty dollars for each offence.

He has and may exercise, subject to an appeal to the council, all powers conferred by article 285 on the officer presiding over an election. (Art. 132; R. S., 1909, art. 5569.)

122. Every disputed question is decided by a majority of the votes of the members present, excepting in cases where any by-law or provision of law requires a greater number of concordant votes. (Art. 133 amended; R. S. 1909, art. 5566 amended.)

123. The head of the council or the presiding officer may vote only in case of an equal division of votes, and, in such case, he is bound to give the casting vote, except when he is personally interested. (Art. 134 amended.)

124. No member of the council may vote upon a question in which he has a personal interest distinct from the general interest of the other ratepayers. The council, in case of objection, decides, at the time of the vote, whether such member has or has not a personal interest, and such member is not entitled to vote upon the question as to whether he is interested.

Should an interested member of the council give his vote without objection, such vote does not nullify the proceedings of the

des tiers de bonne foi, mais tel membre qui a voté sciemment est passible d'une amende n'excédant pas cent piastres.

Le présent article ne s'applique pas à la nomination du chef du conseil, ni à la formation des comités. (Art. 135 amendé.)

125. Si la majorité des membres d'un conseil local ont un intérêt personnel dans une question soumise à leur décision, cette question doit être référée au conseil de comté, lequel est revêtu, relativement à la considération et à la décision de cette question, des mêmes droits et privilèges et est sujet aux mêmes obligations que le conseil local. (Art. 136.)

126. Tout membre présent à une séance du conseil est tenu de voter sous peine d'une amende de dix piastres, à moins qu'il n'en soit exempt ou empêché par son intérêt personnel.

Tout vote doit se donner de vive voix, et, sur réquisition, les votes sont inscrits au livre des délibérations du conseil. (Art. 137 amendé.)

council with respect to third parties in good faith, but such member who has thus voted knowingly, is liable to a fine of not more than one hundred dollars.

This article does not apply to the appointment of the head of the council, nor to the appointment of committees. (Art. 135 amended.)

125. If the majority of the members of a local council have a personal interest in any question submitted to their decision, such decision must be referred to the county council, which, in respect of the consideration and decision of such question, possesses all the rights and privileges, and is subject to all the obligations of the local council. (Art. 136.)

126. Every member present at a meeting of the council is bound to vote, under penalty of a fine of ten dollars, unless he is exempted or debarred therefrom by reason of personal interest.

Every vote must be given by word of mouth, and, upon demand, the votes are entered in the minute book of the council. (Art. 137 amended.)

TITRE V **DES LANGUES EN USAGE DANS LE CONSEIL** **ET DES PROCÉDURES MUNICIPALES**

TITLE V **LANGUAGES USED IN THE COUNCIL** **IN MUNICIPAL PROCEEDINGS**

127. Dans les sessions du conseil, quiconque a droit d'y être entendu peut faire usage de la langue française ou de la langue anglaise. (Art. 241.)

127. In the sittings of council, whoever has a right to be heard may use either the French or the English language. (Art. 241.)

128. Les livres, registres et procédures de toute corporation sont tenus, et les certificats de publication ou de signification et tout autre document déposé ou produit au bureau de la corporation sont rédigés dans la langue française ou dans la langue anglaise. (Art. 242 amendé.)

128. The books, records and proceeding of every corporation are kept, and all certificates of publication or service, and every other document deposited or filed in the office of the corporation, are written either in the French or the English language. (Art. 242 amended.)

129. Dans toute municipalité pour laquelle il n'existe pas d'arrêté en conseil fait en vertu de l'article 130 ou d'autres dispositions de la loi, la publication des avis, résolutions, règlements ou ordres de la corporation, par affiche ou par lecture, doit être faite dans les langues française et anglaise.

129. In any municipality for which there is no order in council under article 130 or other provision of law, the publication of every notice, by-law, resolution or order of the corporation, by posting or reading aloud, must be made in the French and English languages.

Dans toute municipalité locale pour laquelle il existe un tel arrêté en conseil, la publication des avis, résolutions, règlements ou ordres d'une corporation de comté, et des avis de son secrétaire-trésorier, par affiche ou par lecture,

In every local municipality for which there is such an order in council, the publication of every notice, by-law, resolution or order of a county corporation, and of every notice by its secretary-treasurer, by posting or reading,

peut se faire dans la langue déterminée par cet arrêté en conseil seulement, au lieu d'être faite dans les langues française et anglaise. (Art. 243 amendé.)

130. Le lieutenant-gouverneur, sur une requête faite à cette fin par la corporation de toute municipalité, peut prescrire que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation, dans une municipalité, sauf celles requises dans la "Gazette officielle de Québec", se fassent à l'avenir dans une seule langue, qui est déterminée par l'arrêté en conseil.

La résolution en vertu de laquelle ladite requête est faite ne peut être adoptée qu'après qu'un avis public à cet effet a été donné aux habitants de la municipalité.

Une copie de l'arrêté en conseil est expédiée sans délai au secrétaire-trésorier de la corporation pour laquelle il est donné, et au secrétaire-trésorier de la corporation de comté. (Art. 244 amendé.)

131. Le secrétaire de la province doit publier l'arrêté en conseil dans la "Gazette officielle de Québec"; et, à compter de la date de telle publication, tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation ne peut être publié que dans la langue qui y est prescrite, excepté dans la "Gazette officielle de Québec". (Art. 245 amendé.)

may be made only in the language prescribed in such order in council, instead of being made in English and French. (Art. 243 amended.)

130. The Lieutenant-Governor, upon a petition made to him to that effect by the corporation of any municipality, may order that the publication of any notice, by-law, resolution or order of the corporation in such municipality, except such as are required to be made in the "Quebec Official Gazette", shall be made thereafter in one language only, which is determined by order in council.

The resolution under which the said petition is made cannot be adopted until after a public notice to that effect has been given to the inhabitants of the municipality.

A copy of the order in Council is transmitted without delay to the secretary-treasurer of the corporation to which it applies, and to the secretary-treasurer of the county corporation. (Art. 244 amended.)

131. The Provincial Secretary must publish the order in council in the "Quebec Official Gazette"; and from the date of such publication, every public notice, by-law, resolution or order of the corporation may be published solely in the language ordered thereby, except in the "Quebec Official Gazette". (Art. 245 amended.)

TITRE VI

DES OFFICIERS DES CORPORATIONS

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GENERALES

TITLE VI

OFFICERS OF CORPORATIONS

CHAPTER FIRST

GENERAL PROVISIONS

132. Outre les officiers qu'elle est tenue de nommer, la corporation peut, pour assurer l'exécution de ses ordonnances et des prescriptions de la loi, nommer tous autres officiers, les destituer et les remplacer.

Toute nomination ou destitution d'officier municipal faite par la corporation, est décidée par résolution qui doit être communiquée sans délai par le secrétaire-trésorier à la personne qui en est l'objet. (Arts 182 et 185, et S. R., 1909, art. 5322 combinés et amendés.)

133. Les officiers municipaux en charge lors de la mise en vigueur du présent code, sont continués dans leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient remplacés suivant les dispositions de ce même code. (Art. 183.)

134. S'il survient une vacance dans une des charges des officiers municipaux, elle doit être remplie par le conseil dans les trente jours suivants. (Art. 184.)

132. In addition to the officers whom it is bound to appoint, the corporation may, to secure the execution of its ordinances and of the requirements of law, appoint all other officers, and dismiss and replace them.

Every appointment or dismissal of a municipal officer made by the corporation, is decided by a resolution, which should be communicated without delay by the secretary-treasurer to the person therein referred to. (Arts. 182 and 185, and R. S. 1909, art. 5322 combined and amended.)

133. Municipal officers, in office at the time of the coming into force of this code, are continued in office, until they are replaced under the provisions of this code. (Art. 183.)

134. If any municipal office becomes vacant, such vacancy must be filled by the council within the thirty days next following. (Art. 184.)

135. Avant d'entrer en fonction tout officier municipal doit prêter serment d'office, et ce, dans les quinze jours qui suivent l'avis de sa nomination. Ce serment est prêté suivant la formule contenue dans l'article 83. A défaut de le faire, il est censé avoir refusé d'exercer la charge à laquelle il est nommé, et il est sujet aux pénalités prescrites pour tel refus.

Il peut, néanmoins, jusqu'à ce que la vacance créée par son refus ait été remplie, entrer dans ses fonctions et les exercer s'il en est capable, sans préjudice toutefois des frais des procédures prises contre lui.

Tout certificat attestant qu'un serment d'office a été prêté par un officier municipal, doit être déposé sans délai au bureau de la corporation, par la personne qui a prêté tel serment. (Arts 186 et 187 combinés et amendés.)

136. Nul acte, devoir, écrit ou procédure exécuté en sa qualité officielle par un officier municipal, qui détient sa charge illégalement, ne peut être invalidé par le seul fait de l'exercice illégal de cette charge. (Art. 188.)

137. Un officier municipal nommé par le lieutenant-gouverneur peut être destitué par la corporation dont il est officier, pourvu que ce soit avec l'approbation du lieutenant-gouverneur. (Art. 189 amendé.)

138. Tout officier nommé en

135. Before entering upon his duties, every municipal officer is bound to take the oath of office within fifteen days after the notice of his appointment. Such oath is taken according to the form of article 83. On his failure to do so, he is considered to have refused to discharge the duties of the office to which he has been appointed, and is subject to the penalties prescribed for such refusal.

He may, nevertheless, until the vacancy caused by his refusal is filled, enter upon his duties and discharge the same, if he is capable of so doing, without prejudice to costs of proceedings instituted against him.

Every certificate attesting that an oath of office has been taken by any municipal officer, must be filed in the office of the corporation, without delay, by the person who has taken such oath. (Arts. 186 and 187 combined and amended.)

136. No act, duty, writing or proceeding executed in his official capacity by a municipal officer who holds office illegally, can be set aside solely on the ground of his so holding such office illegally. (Art. 188.)

137. Any municipal officer appointed by the Lieutenant-Governor may be dismissed by the corporation whose officer he is, provided it be with the approval of the Lieutenant-Governor. (Art. 189 amended.)

138. Every officer appointed

remplacement d'un autre ne dé-
tient sa charge que le reste du
temps pour lequel son prédéces-
seur était nommé. (Art. 190.)

139. Tout officier qui a cessé
d'exercer sa charge doit livrer
dans les huit jours suivants, au bu-
reau de la corporation, les deniers,
clefs, livres, papiers, objets, insi-
gnes, documents et archives res-
sortissant à cette charge.

An cas de décès ou d'absence
de la province de cet officier, ses
représentants doivent faire telle
livraison dans un mois de ce dé-
cès ou de cette absence. (Arts 191
et 192 combinés et amendés.)

140. La corporation possède, en
sus de tout autre recours légal, un
droit d'action pour recouvrer, par
saisie-revendication, de tel offi-
cier ou de ses représentants, tous
tels deniers, clefs, livres, papiers,
objets, insignes, documents ou ar-
chives, avec frais, dommages et
intérêts.

Tout jugement obtenu sur une
semblable action peut être exécu-
té par contrainte par corps con-
tre la personne condamnée.

La corporation peut exercer les
mêmes droits et recours contre
toute personne détenant les dits
effets et refusant de les rendre.
Arts 193 et 194 combinés et
amendés.)

141. Quiconque refuse ou négli-
ge d'obéir à tout ordre licite don-
né par un officier municipal en
vertu des dispositions du présent

to replace another, holds office
only for the remainder of the
term for which his predecessor
was appointed. (Art. 190.)

139. Every officer who has
ceased to discharge the duties of
his office, is bound to deliver at
the office of the corporation,
within eight days next following
all the moneys, keys, papers, ar-
ticles, insignia, documents and
archives belonging to such office.

In the event of the death or
absence from the province of
such officer, his representatives
must make such delivery, within
one month from such death or
such absence. (Arts. 181 and 192
combined and amended.)

140. The corporation is enti-
tled, in addition to any other
legal recourse whatsoever, to re-
cover by process of revendication,
from such officer or his represen-
tatives, all such moneys, keys,
books, articles, insignia, docu-
ments or archives, with damages,
interest and costs.

Every judgment rendered in
any such action may be enforced
by coercive imprisonment against
the person condemned.

The corporation may exercise
the same rights and recourse
against every person detaining
the said effects and refusing to
deliver them up. (Arts. 193 and
194 combined and amended.)

141. Every person who refuses
or neglects to obey any lawful
order of any municipal officer,
given under any provision of this

code ou des règlements municipaux, encourt, pour chaque infraction, une pénalité de pas moins d'une ni de plus de cinq piastres, sauf les cas autrement prévus.

Quiconque moleste tel officier, ou lui nuit, ou cherche à le molester ou à lui nuire, dans l'exercice de ses fonctions, encourt, pour chaque offense, une amende de pas moins de deux ni de plus de dix piastres, et est, en outre, responsable de tous les dommages qu'il a occasionnés, envers ceux qui les ont soufferts. (Art. 195.)

142. Tout officier municipal, entre les mains duquel est produit ou déposé un document quelconque, est tenu, sur demande, d'en donner un récépissé sous peine de l'amende décrétée par l'article 72.

Si le document produit ou déposé doit faire partie des archives de la corporation, le devoir de l'officier qui l'a reçu est de l'y déposer le plus tôt possible, sous la même pénalité. (Art. 196 amendé.)

143. La corporation est responsable des actes de ses officiers dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés, de même que des dommages-intérêts provenant de leur refus de remplir leurs devoirs, ou de leur négligence dans l'accomplissement d'eux, sauf son recours contre tels officiers; le tout, sans préjudice du recours en dommages contre ces officiers par ceux qui les ont soufferts. (Arts 199 et 200 combinés et amendés.)

code or of any municipal by-law, incurs, for each offence, a penalty of not less than one nor more than five dollars, saving cases

Every person who hinders or obstructs or attempts to hinder or prevent such officer in the execution of his duties, incurs for each offence a fine of not less than two nor more than ten dollars, and is further responsible for all damages caused by him, towards those who have sustained them. (Art. 195.)

142. Every municipal officer in whose hands any document whatsoever is deposited or filed, is bound, on demand, to give a receipt therefor, under penalty of the fine enacted by article 72.

Should the document deposited form part of the archive of the corporation, it is the duty of the officer, who received the document, to file it among the archives without delay, under the same penalty. (Art. 196 amended.)

143. The corporation is responsible for the acts of its officers in the performance of the duties for which they are employed, as well as for damages resulting from their refusal to discharge or their negligence in discharging their duties, saving its recourse against such officers; the whole without prejudice to a recourse in damages against the officer by those who have suffered damages. (Arts. 199 and 200 combined and amended.)

144. Tout officier municipal est tenu de rendre à la corporation ou à toute personne autorisée, de la manière fixée par le conseil, un rapport par écrit sur toutes les matières relevant de ses fonctions, et de rendre compte des deniers qu'il a perçus et de ceux qu'il a payés ou déboursés pour la corporation et sous son contrôle, en spécifiant les objets pour lesquels les deniers ont été ainsi perçus, payés ou déboursés.

Chaque année, dans le cours du mois de janvier, ou plus souvent s'il en est requis par le conseil, le secrétaire-trésorier doit rendre un compte détaillé de ses recettes et dépenses et de toutes sommes, pour l'année expirée le 31 décembre précédent. (Art. 166 et S. R., 1909, art. 5333 combinés et amendés.)

145. La corporation peut poursuivre en reddition le compte tout employé comptable des deniers lui appartenant, lequel est, s'il y a lieu, condamné à rendre compte et à payer le montant dont il est reconnu débiteur, avec intérêt, frais et dépens, et, en outre, à payer des dommages-intérêts, le cas échéant.

La condamnation entraîne la contrainte par corps. (S. R., 1909, art. 5334 amendé.)

146. La corporation peut, par règlement, établir un tarif des honoraires payables aux officiers municipaux, pour leurs services soit par les personnes qui les ont

144. Every municipal officer must give an accurate report in writing to the corporation or to any authorized person, in such manner as the council may determine, upon all matters connected with his duties, and render an account of the moneys collected by him and of those which he has disbursed for the corporation and under its control, indicating the objects for which such moneys were so collected or disbursed.

During the month of January in each year, or oftener if required by the council, the secretary-treasurer must render a detailed account of his receipts or from and of his expenditures for the year ended on the thirty-first of December preceding. (Art. 166, and R. S. 1909, art. 5333 combined and amended.)

145. The corporation may bring an action to account against any employee responsible for moneys belonging to it, and he may, if sufficient cause exists, be condemned to render an account thereof, and to pay the sum which he is declared to owe, with interests and costs of suit, and, in addition, to pay any damages, if any be due.

Every such judgement may be enforced by means of coercive imprisonment. (R. S., 1909, art. 5334 amended.)

146. The corporation may by by-law establish a tariff of fees payable to municipal officers for their services, whether by the persons who have applied for

requis, soit par celles à l'occasion desquelles ils sont rendus, soit par la corporation, dans les cas où ces honoraires n'ont pas été fixés par la loi.

Tout tarif fait en vertu du présent article doit être affiché à un endroit apparent, dans le bureau de la corporation. (Art. 471 et S. R., 1909, art. 5335 combinés et amendés.)

them or by those on whose account they are rendered, or by the corporation, in cases in which such fees have not been fixed by law.

Every tariff made under this article shall be posted up in a conspicuous place in the office of the corporation. (Art. 471 and R. S. 1909, art. 5335 combined and amended.)

CHAPITRE DEUXIEME

DES SECRETAIRES-TRESORIER

SECTION I

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPTER SECOND

SECRETARY-TREASURERS

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

147. Toute corporation doit avoir un officier préposé à la garde de son bureau et de ses archives. Cet officier est désigné sous le nom de "secrétaire-trésorier".

Dans toute municipalité nouvellement organisée, le secrétaire-trésorier doit être nommé par la corporation, dans les trente jours qui suivent l'entrée en fonction de la majorité des membres du nouveau conseil. (Art. 142 amendé.)

148. Le secrétaire-trésorier reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, quoiqu'il ait été engagé pour un temps déterminé. (Art. 143 amendé.)

149. Le bureau du secrétaire-

147. Every corporation must have an officer entrusted with the care of its office and archives, and such officer is designated by the name of "secretary-treasurer."

In every newly formed municipality, the secretary-treasurer must be appointed by the corporation within thirty days after the entry into office of the majority of the members of the new council. (Art. 142 amended.)

148. The secretary-treasurer remains in office during the pleasure of the council, even if his appointment was for a fixed term. (Art. 143 amended.)

149. The office of the secre-

trésorier est établi au lieu où se tiennent les sessions du conseil, ou à toute autre place fixée de temps à autre par résolution du conseil; pourvu que ce ne soit pas dans un hôtel, dans une auberge ou dans une place d'entretien public, où il est vendu des liqueurs enivrantes. (Art. 171.)

tary-treasurer is established in the place where the sittings of the council are held, or in any other place fixed, from time to time, by resolution of the council; provided the same be not in an hotel, inn or place of public entertainment, in which intoxicating liquors are sold. (Art. 171.)

150. Le secrétaire-trésorier peut nommer sous son seing un "secrétaire-trésorier adjoint", lequel peut exécuter tous les devoirs de la charge de secrétaire-trésorier, avec les mêmes droits, pouvoirs et privilèges, et sous les mêmes obligations et pénalités que le secrétaire-trésorier lui-même, sauf en ce qui concerne le cautionnement.

150. The secretary-treasurer may appoint under his hand an assistant secretary-treasurer, who may perform all the duties of the office of secretary-treasurer, with the same rights, powers and privileges, and subject to the same obligations and penalties, as the secretary-treasurer himself, except as regards giving security.

Au cas de vacance dans la charge de secrétaire-trésorier, le secrétaire-trésorier adjoint doit continuer à exécuter les devoirs de cette charge jusqu'à ce que la vacance soit remplie.

In case of a vacancy in the office of secretary-treasurer, the assistant secretary-treasurer must continue to perform the duties of the office until the vacancy is filled.

Le secrétaire-trésorier adjoint entre en fonction après avoir prêté serment de remplir bien et fidèlement les devoirs de sa charge. Il peut être destitué ou remplacé à volonté par le secrétaire-trésorier.

The assistant secretary-treasurer enters into office, after making oath to discharge well and faithfully the duties of such office; he may be removed or replaced at will by the secretary-treasurer.

Dans l'exercice de ses fonctions, il agit sous la responsabilité du secrétaire-trésorier qui l'a nommé et sous celle des cautions de cet officier. (Art. 145 amendé.)

In the performance of his duties, he acts under the responsibility of the secretary-treasurer who appointed him, and of the sureties of such secretary-treasurer. (Art. 145 amended.)

SECTION II
DU CAUTIONNEMENT DES SECRETAIRES-TRESORIER

SECTION II
SECURITY FURNISHED BY SECRETARY TREASURERS

151. Le cautionnement du secrétaire-trésorier doit être un cautionnement par nantissement de deniers ou d'obligations (debentures), ou un cautionnement par police de garantie, ou, à l'option du conseil, un cautionnement hypothécaire. (S. R., 1909, art. 615.)

152. Le cautionnement par nantissement consiste dans le dépôt d'une somme de deniers, ou d'obligations (debentures) approuvées par le conseil et jusqu'à concurrence du montant requis. Ce dépôt doit être fait entre les mains du trésorier de la province; le secrétaire-trésorier ou toute caution pour lui peut faire ce dépôt.

Le cautionnement par police de garantie consiste dans une police de garantie, émise par une compagnie constituée en corporation et autorisée à fournir cette garantie, dans la province.

Le cautionnement hypothécaire consiste dans une constitution d'hypothèque dûment enregistrée, consentie en faveur de la corporation sur les biens-fonds de valeur suffisante, par le secrétaire-trésorier ou par toute autre caution pour lui, jusqu'à concurrence du montant requis. Le montant de ces divers cautionnements sera déterminé par le conseil mais ne devra, dans aucun cas, être inférieur à cinq cents piastres. (Arts 146 et 155a, et S. R., 1909, art. 616, combinés et amendés.)

151. The security of the secretary-treasurer must be by pledge of money or debentures, or by guarantee policy or, at the option of the council, by hypothecary security, (R. S. 1909, art. 165.)

152. Security by pledge consists in the deposit of a sum of money or of debentures approved by the council, to the amount required. Such deposit must be made with the Provincial Treasurer; and it may be made by the secretary-treasurer or by any surety for him.

Security by guarantee policy consists in a guarantee policy issued by any incorporated company empowered to furnish such guarantee within the province.

Hypothecary security consists in a duly registered hypothec granted in favor of the corporation, by the secretary-treasurer or by any surety for him, upon immoveables of sufficient value and to the amount required. The amount of such various securities shall be fixed by the council, but must, in no case, be less than five hundred dollars. (Art. 146 and 155a; R. S., 1909, art. 616, combined and amended.)

153. Dans le cas d'un cautionnement par nantissement, tous les intérêts provenant des deniers ou des obligations ("debentures") donnés en gage, appartiennent et sont remis à la personne qui a fourni ce cautionnement, tant qu'il n'y a pas eu de violation d'icelui.

Les deniers et les obligations ("debentures") donnés en gage ne sont pas, pendant la durée du cautionnement, sujets à la saisie-arrest, avant ou après jugement. (S. R., 1909, art 618 et 619.)

154. Le cautionnement hypothécaire a l'effet d'une obligation principale jusqu'à concurrence du montant d'icelui, bien que la somme reconvable par suite de la violation du cautionnement soit incertaine et indéterminée.

Cette hypothèque prend rang à compter du jour où le cautionnement a été enregistré. (S. R. 1909, art. 623.)

156. L'acte de cautionnement est accepté par le chef du conseil au nom de la corporation, et, lorsqu'il est hypothécaire, il peut être reçu devant notaire, ou sous seing privé en duplicate en présence de deux témoins qui signent. L'hypothèque consentie sous seing privé est valide dans ce cas, nonobstant l'article 2040 du Code civil.

Le secrétaire trésorier doit, sans délai, faire enregistrer son acte de cautionnement lorsqu'il est hypothécaire, et, après qu'il a été enregistré, en transmettre au chef du conseil une copie ou un double

153. In the case of security by pledge, all interest arising from the moneys or debentures deposited as security shall belong and be paid to the person who has given such security, so long as there is no violation thereof.

The moneys and debentures given as security shall not, while such security lasts, be liable to seizure either before or after judgment. (R. S. 1909, Arts. 618 and 619.)

154. The hypothecary security shall have the effect of a principal obligation for the stated amount thereof, although the amount recoverable for the breach thereof be uncertain and undetermined.

Such hypothec ranks from the date when the bond is registered. (R. S. 1909, Art. 623.)

155. The security-bond must be accepted by the head of the council in the name of the corporation, and when it is hypothecary, it must be passed before a notary, or be in duplicate by private signature in the presence of two witnesses, who sign the same. The hypothecary security under private signature is valid in such case, notwithstanding article 2040 of the Civil Code.

The secretary treasurer must, without delay, register his security bond, when it is hypothecary, and after he has registered the same, he must transmit a copy or a duplicate thereof to the head of

avec le certificat d'enregistrement. (Art. 149 amendé.)

156. Tel cautionnement doit être donné par le secrétaire-trésorier, dans les trente jours qui suivent sa nomination.

Néanmoins, le défaut de cautionnement n'empêche en aucune manière le secrétaire-trésorier de remplir les devoirs de sa charge; mais les membres du conseil qui permettent au secrétaire-trésorier d'agir comme tel, sans cautionnement, deviennent solidairement responsables avec lui envers la corporation, pour l'accomplissement fidèle de ses fonctions et pour le paiement de tous les deniers dont il peut être redevable, dans l'exercice de la charge, en capital, intérêts, frais, amendes ou dommages-intérêts.

La responsabilité indiquée dans le présent article est celle à laquelle s'obligent solidairement avec le secrétaire-trésorier, les cautions de ce dernier. (Arts 144 et 147 combinés et amendés.)

157. Toute caution du secrétaire-trésorier peut, en tout temps, en donnant avis par écrit de son intention au secrétaire-trésorier lui-même et au chef du conseil, se libérer de son cautionnement pour l'avenir, à compter de trente jours après la signification de cet avis.

Cet avis est donné et signifié par le ministère d'un notaire, ou par la caution elle-même, par écrit livré en présence d'un témoin qui signe. (Art. 150.)

the council, together with a certificate of registration. (Art. 149 amended.)

156. Such security must be given by the secretary-treasurer within thirty days after his appointment.

Nevertheless the lack of security shall in nowise prevent the secretary-treasurer from performing the duties of his office; but those members of the council who permit the secretary-treasurer to act as such without security, become jointly and severally liable with him towards the corporation for the due performance of his duties and for the payment of all moneys for which he may be accountable in the exercise of his office, whether of principal, interest, costs, penalties or damages.

The responsibility referred to in this article is that to which sureties of the secretary-treasurer oblige themselves jointly and severally with him. (Arts. 144 and 147 combined and amended.)

157. Any surety of the secretary-treasurer may, at any time, by giving notice in writing of his intention to the secretary-treasurer himself and to the head of the council, free himself from future liability under his bond, at the expiration of thirty days after the service of such notice.

Such notice is given and served by a notary, or by the surety himself, in a writing delivered in the presence of one witness, who signs the same. (Art. 150.)

158. Le secrétaire-trésorier doit, dans les trente jours après la signification de cet avis, donner une nouvelle caution en remplacement de celle qui se retire; à défaut de ce faire, il ne peut exercer aucune des fonctions de sa charge, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque infraction à cette disposition, et les membres du conseil sont solidairement responsables des actes du secrétaire-trésorier, jusqu'à ce qu'il ait fourni un nouveau cautionnement. (Art. 151 amendé.)

159. Toute caution du secrétaire-trésorier, après qu'elle a été libérée de son cautionnement pour l'avenir, ou après que le secrétaire-trésorier a cessé d'exercer les fonctions de cette charge, peut exiger du chef du conseil un certificat de libération pour l'avenir. Ce certificat, après enregistrement dans le cas d'un cautionnement hypothécaire, libère, pour toute époque subséquente, les immeubles hypothéqués par l'acte de cautionnement. (Art. 153 amendé.)

160. Si, dans l'année du décès, de démission ou de la destitution du secrétaire-trésorier, ou dans l'année qui suit les trente jours après la signification de l'avis de la libération du cautionnement pour l'avenir, par la caution, il n'apparaît pas que le secrétaire-trésorier se soit rendu coupable de négligence, d'inconduite ou de malversation, le cautionnement devient éteint.

Dans les cas ci-dessus les deniers ou les obligations (debentures)

158. The secretary-treasurer must, within thirty days after the service of such notice, furnish another surety in lieu of that which has been withdrawn; in default of so doing, he cannot discharge any of the duties of his office, under penalty of a fine of twenty dollars for each infraction of the provision, and the members of the council are jointly and severally responsible for the acts of the secretary-treasurer, until he has furnished new security. (Art. 151 amended.)

159. Any surety of the secretary-treasurer, after he is freed from future liability under his bond, or after the secretary-treasurer has ceased to discharge the duties of such office, may exact, from the head of the council, a certificate of discharge for the future. Such certificate, after registration thereof, in the case of hypothecary security, discharges thenceforth the immovables hypothecated by such security-bond. (Art. 153 amended.)

160. If, within a year from the death, resignation or dismissal of the secretary-treasurer, or if, within a year following the thirty days after the service of the notice of the withdrawal of the security for the future, by the surety, it does not appear that the secretary-treasurer has been guilty of negligence, misconduct or malversation, the security given is extinguished.

In the above cases the moneys or debentures pledged are after-

tures") donnés en gage sont ensuite remis ou l'hypothèque radiée, selon le cas. wards returned, or the hypothec cancelled, as the case may be.

Toutefois, les secrétaires-trésoriers et leurs représentants légaux restent responsables, personnellement, conformément aux dispositions du Code civil, des dommages qui peuvent résulter de leur négligence, inconduite ou malversation. (S. R., 1909, art. 633 amendé.) The secretary-treasurer and his representatives remain personally liable, however, in accordance with the provisions of the Civil Code, for the damages arising from his negligence, misconduct or malversation. (R. S., 1909, 633 amended.)

SECTION III

DES DEVOIRS COMMUNS A TOUS LES SECRETAIRES TRESORIERES

SECTION III

DUTIES COMMON TO ALL SECRETARY-TREASURERS

161. Le secrétaire-trésorier a la garde de tous les livres, registres, plans, cartes, archives et autres documents et papiers qui sont la propriété de la corporation ou qui sont produits, déposés et conservés dans le bureau de la corporation. Il ne peut se désister de la possession de ces archives qu'avec la permission du conseil, ou sur l'ordre d'un tribunal. (Art. 156 amendé.) **161.** The secretary-treasurer is the custodian of all the books, registers, plans, maps, archives and other documents and papers, which are either the property of the corporation or are deposited, filed and preserved in the office of the corporation. He cannot divest himself of the custody of such archives, except with the permission of the council, or under the authority of a court. (Art. 156 amended.)

162. Le secrétaire-trésorier doit, dans les douze mois de l'entrée en vigueur du présent code, si la chose n'a pas encore été faite, faire des copies certifiées par lui de tout procès-verbal, de tout acte d'accord et de tout règlement actuellement en vigueur, ainsi que de leurs modifications, déposés dans les archives de la corporation, relatifs aux chemins, aux ponts et aux cours d'eau, et chaque fois que, dans la suite, tel ré- **162.** The secretary-treasurer must, within twelve months after the coming into force of this code, if it has not already been done, make and certify copies of all "procès verbaux", deeds of agreement and by-laws now in force, as well as amendments thereto, deposited in the archives of the corporation, relating to roads, bridges and water-courses, and whenever thereafter any such by-law, "procès verbal" or amend-

blement ou procès-verbal, ou une modification à iceux, est déposé dans les archives de la corporation, il est du devoir du secrétaire-trésorier d'en faire une copie certifiée par lui ainsi que de tous avis et autres procédures s'y rapportant.

Ces copies ainsi certifiées par le secrétaire-trésorier sont déposées par lui au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve la municipalité; et les copies de ces copies, certifiées par le registraire, font preuve comme si elles étaient des copies faites sur les originaux.

Le registraire doit garder un registre, dans lequel il mentionne le procès-verbal, l'acte d'accord ou le règlement ainsi que leurs modifications, le chemin, le pont ou le cours d'eau auxquels il se rapporte, la date du procès-verbal et de son homologation, ou de la date du règlement, ou de toutes autres modifications, et la date du dépôt.

Le registraire a droit à un honoraire de vingt-cinq centins pour faire l'entrée de chaque règlement, acte d'accord ou procès-verbal, ou d'une modification à iceux dans ledit registre. (Nouveau.)

163. Le secrétaire-trésorier assiste aux sessions du conseil et dresse le procès-verbal de tous ses actes et délibérations dans un registre tenu pour cet objet et désigné sous le nom de "Livre des délibérations."

Tout procès-verbal de séance du conseil doit être signé par le pré-

ment thereto is deposited in the archives of the corporation, it shall be the duty of the secretary-treasurer to make and certify a copy thereof, as well as of all notices and other proceedings connected therewith.

Such copies, so certified by the secretary-treasurer, are deposited by him in the registry office of the registration division in which said municipality is situated; and copies of such copies, certified by the registrar, make proof as though the same had been copied from the originals.

The registrar must keep a register in which he shall mention each "procès-verbal", deed of agreement or by-law, as well as every amendment thereto, the road, the bridge or the water-course to which it relates, the date of the "procès-verbal" and of its homologation, or the date of the deed of agreement or the by-law, or of any amendment and the date of its deposit.

The registrar is entitled to a fee of twenty-five cents for the entry in said register of each by-law, deed of agreement or "procès-verbal" or of any amendment thereto. (New.)

163. The secretary-treasurer must attend every sitting of the council and draw up minutes of all the acts and proceedings thereof, in a register kept for that purpose, called: "The minute-book of the council".

All minutes of a sitting of the council must be signed by the per-

sident, contresigné par le secrétaire-trésorier, et approuvé par le conseil séance tenante ou à la séance suivante, mais le défaut de cette approbation n'empêche pas le procès-verbal de faire preuve.

Chaque fois qu'un règlement ou une résolution est amendé ou révoqué, mention doit en être faite à la marge du livre des délibérations, en face de tel règlement ou résolution, avec la date de l'amendement ou de la révocation. (Art. 157 amendé.)

164. Les copies et extraits, certifiés par le secrétaire-trésorier, de tous livres, registres, archives, documents et papiers conservés dans le bureau de la corporation, font preuve de leur contenu. (Art. 158 amendé.)

165. Le secrétaire-trésorier perçoit tous les deniers payables à la corporation et il les dépose, au nom et au crédit de la corporation, dans une banque légalement constituée en corporation et ayant un bureau dans la municipalité; et, s'il n'y a pas de telle banque, il les garde à titre de dépositaire, à moins que le conseil n'en ordonne autrement.

Il est aussi le percepteur des taxes scolaires, dans le cas mentionné à l'article 691. (Art. 159 amendé.)

166. Le secrétaire-trésorier paie, à même les fonds de la corporation, toute somme de deniers dus par elle, chaque fois que, par résolution, il est autorisé à le faire par le conseil. Si la somme à payer

son presiding over the council and countersigned by the secretary-treasurer, and be approved by the council at the same or at the following meeting, but the lack of such approval does not prevent the minute from making proof.

Whenever a by-law or a resolution is amended or repealed, mention must be made thereof in the margin of the minute-book, opposite such by-law or resolution, together with the date of its amendment or repeal. (Art. 157 amended.)

164. Copies and extracts, certified by the secretary-treasurer, from all books, registers, archives, documents and papers preserved in the office of the corporation, are evidence of their contents. (Art. 158 amended.)

165. The secretary-treasurer collects all moneys payable to the corporation, and deposits the same, in the name and to the credit of the corporation, in a chartered bank having an office in the municipality; if none exists, he keeps the same as depositary, unless otherwise ordered the council.

He also collects the school taxes under the provisions of article 691. (Art. 159 amended.)

166. The Secretary-treasurer pay, out of the funds of the corporation all sums of money due by it, whenever, by resolution, he is authorized so to do by the council. If the sum to be paid does

n'exécède pas dix piastres, l'autorisation du chef du conseil suffit.

Il doit acquitter, même en l'absence de l'autorisation du conseil ou du chef du conseil, sur les deniers de la corporation, tout ordre ou mandat tiré sur lui, ou toute somme demandée par quiconque est autorisé à le faire par les dispositions du présent code ou les règlements municipaux.

Néanmoins, nul ordre ou mandat ne peut être valablement acquitté s'il n'indique pas suffisamment l'emploi qui a été ou qui doit être fait de la somme y mentionnée. (Art. 160 amendé.)

167. Nul secrétaire-trésorier ne peut, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque infraction :

1. Donner aux contribuables ou autres personnes endettées envers la corporation pour taxes municipales ou autres dettes, des quittances sans avoir reçu et touché en espèces ou en valeur légale le montant mentionné dans telles quittances;

2. Prêter, directement ou indirectement, par lui-même ou par d'autres personnes, aux contribuables ou à toute autre personne des deniers reçus en paiement des taxes municipales ou appartenant à la corporation. (Art. 161.)

168. Le secrétaire-trésorier doit tenir, dans la forme prescrite par le ou les vérificateurs des comptes municipaux, ou par le secrétaire de la province si un système uniforme a été adopté par la pro-

not exceed ten dollars, the authorization of the head of the council is sufficient.

Even in the absence of authorization from the council or from its head, it is his duty to pay, out of the funds of the corporation, any draft or order drawn upon him, or any sum demanded, by any one empowered so to do by the provisions of this code, or by any municipal by-law.

No draft or order may, however, be legally paid unless the same shows sufficiently the use made or to be made of the sum therein mentioned. (Art. 160 amended.)

167. The secretary-treasurer may, under penalty of a fine of twenty dollars for each infraction :

1. Give a discharge to a ratepayer or other person indebted to the corporation for municipal taxes or other debts, without having actually received, in cash or in legal equivalent, the amount mentioned in such discharge;

2. Lend, directly or indirectly, by himself or by others, to any ratepayer or other person whatsoever, moneys received in payment of municipal taxes or belonging to the corporation. (Art. 161.)

168. The secretary-treasurer is bound to keep, in the form prescribed by his auditor or auditors of municipal accounts, or by the Provincial Secretary if a uniform system has been adopted for the

vince, des livres de comptes dans lesquels il inscrit, par ordre de date, chaque article de recette et de dépense, en y mentionnant le nom de toute personne qui a versé des deniers entre ses mains ou qui en a reçus de lui.

Il doit garder et mettre dans les archives de la corporation toutes les pièces justificatives de ses dépenses. (Art. 162 amendé.)

169. Le secrétaire-trésorier doit tenir un répertoire dans lequel il indique sommairement et par ordre de date tous les rapports, procès-verbaux, actes d'accord, actes de répartition, rôles d'évaluation, rôles de perception, jugements, cartes, plans, états, avis, lettres, papiers et documents quelconques qui sont en sa possession durant l'exercice de sa charge. (Art. 163.)

170. Les livres de comptes du secrétaire-trésorier, les pièces justificatives de ses dépenses, de même que tous les registres ou documents en sa possession comme archives de la corporation, sont ouverts à l'inspection et à l'examen des membres du conseil, des officiers municipaux, de toute personne intéressée, et de tout contribuable de la municipalité, ou de leurs procureurs, les jours de bureau, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi.

Ces personnes, par elles-mêmes ou par leurs procureurs, peuvent prendre les notes, extraits ou copies qu'elles désirent. (Art. 164 amendé.)

Province, books of account, in which he enters, according to date, each item of receipt and expenditure, mentioning therein the name of every person who has paid money into his hands, or to whom he has made any payment.

He must preserve and file amongst the archives of the corporation vouchers for all his expenditures. (Art. 162 amended.)

169. The secretary-treasurer is bound to keep a repertory in which he mentions, in a summary manner and in the order of their dates, all reports, "procès-verbaux", deeds of agreements, acts of appointment, valuation rolls, collection rolls, judgments, maps, plans, statements, notices, letters, papers and documents whatsoever, which are in his possession during his tenure of the office. (Art. 163.)

170. The secretary-treasurer's books of account and the vouchers for his expenditures, together with all the registers or documents in his possession as archives of the corporation, are, on office days, between the hours of nine in the morning and four in the afternoon, open for inspection and examination, to members of the council, to municipal officers, to every interested party, and to all ratepayers of the municipality or their attorneys.

Such persons, either themselves or by their attorneys, may take all notes, extracts or copies which they require. (Art. 164 amended.)

171. Le secrétaire-trésorier doit livrer à quiconque en fait la demande, sur paiement de ses honoraires, des copies ou des extraits de tout livre, rôle, registre, document ou autre papier qui fait partie des archives.

Il est aussi de son devoir de transmettre sans délai, par la maille, à la place principale d'affaires de toute corporation, compagnie de chemin de fer, ou de tout contribuable qui n'a pas sa place d'affaires ou son domicile dans la municipalité, et qui aura produit au bureau de la corporation une demande générale à cet effet, et fait connaître telle place d'affaires, une copie certifiée de tout avis public, règlement, résolution, procès-verbal déposé pour homologation ou homologué, qui affecte cette corporation, cette compagnie ou ce contribuable, ainsi qu'un extrait certifié du rôle d'évaluation, comprenant l'évaluation des biens imposables de telle corporation, telle compagnie, ou tel contribuable, avec un mémoire de ses honoraires, que la corporation, la compagnie, ou le contribuable est tenu de payer aussitôt après la réception du document transmis.

Ses honoraires sont de dix centins par cent mots, et de cinquante centins pour le certificat, s'ils ne sont pas autrement fixés par les dispositions du présent code.

Néanmoins, toute copie ou extrait demandé par le lieutenant-gouverneur, ou par la corporation, doit être donné gratuitement par le secrétaire-trésorier. (Art. 165 amendé.)

171. The secretary-treasurer is bound to deliver, to any person applying therefor, upon payment of his fees, copies of or extracts from any book, roll, register, document or other paper, which forms part of the archives.

It is also his duty to send without delay by mail, to the principal place of business of any corporation, railway company or ratepayer whose place of business and domicile are without the municipality, who shall have filed in the office of the corporation a general application to that effect, and shall have made such principal place of business known, a certified copy of every public notice, by-law, resolution or "procès-verbal" filed for homologation or homologated, which affects such corporation, company or ratepayer, as well as a certified extract from the valuation roll, including the valuation of the taxable property of such corporation, company or ratepayer, together with a bill of his fees, which the corporation, company or ratepayer is bound to pay immediately on receipt of such document.

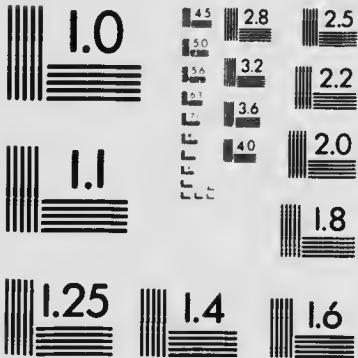
His fees, unless otherwise fixed by the provisions of this code, are ten cents per hundred words, and fifty cents for the certificate.

The secretary-treasurer is nevertheless bound to furnish gratuitously any copy or extract required by the Lieutenant-Governor or by the corporation. (Art. 165 amended.)



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc.

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

SECTION IV

DEVOIRS DES SECRETAIRES-TRESORIER

SECTION IV

DUTIES SPECIALLY INCUMBENT UPON LOCAL SECRETARY-TREASURERS

172. Le secrétaire-trésorier de la corporation locale doit tenir un "registre de voirie, de ponts et de cours d'eau"; dans lequel sont entrés, copiés au long, par ordre de date et certifiés vrais par lui, tous les procès-verbaux, les actes de répartition et les règlements en vigueur concernant les travaux des chemins, des ponts et des cours d'eau à faire et à entretenir dans la municipalité, sous la direction de la corporation locale. (Art. 368 amendé.)

173. Le secrétaire-trésorier doit faire, à la marge de tout document ainsi enregistré, mention des modifications qui sont faites dans la suite à tel document ou de son abrogation, au cas où elle est décrétee. (Art. 369.)

174. Le secrétaire-trésorier est tenu de faire tout ce qui est requis de lui en vertu des dispositions de la loi concernant la liste des jurés et la liste des électeurs parlementaires; il est aussi tenu d'exécuter tout ce qui est exigé de lui par le présent code concernant les rôles d'évaluation, les rôles de perception et autres objets. (Art. 370 amendé.)

172. The secretary-treasurer of every local corporation must keep "a register of roads, bridges and water-courses, in which are entered at full length, in the order of their dates, certified by him to be correct, all "procès-verbaux", acts of apportionment and by-laws in force, respecting work to be done on the roads, bridges and water-courses to be built and kept in repair in the municipality, under the control of the local corporation. (Art. 368 amended.)

173. The secretary-treasurer must note on the margin of every document so registered, any amendments which are subsequently made to such document, or its repeal in the event of its being repealed. (Art. 369.)

174. The secretary-treasurer must perform every duty required of him under the provisions of the law respecting the jury lists and the list of parliamentary electors; he must also perform every duty required of him by this code respecting valuation rolls, collection rolls and other matters. (Art. 370 amended.)

SECTION V

**DES RAPPORTS DES SECRETAIRES-TRESORIERES AU SECRETAIRE
DE LA PROVINCE**

SECTION V

**REPORTS OF SECRETARY-TREASURERS TO THE PROVINCIAL
SECRETARY**

175. Le secrétaire-trésorier de toute corporation locale doit, dans le mois de janvier de chaque année, transmettre au secrétaire de la province un état indiquant :

1. Le nom de la corporation ;
2. La valeur estimée des biens-fonds imposables ;
3. La valeur estimée des biens-fonds non imposables ;

4. Le nombre des personnes payant des taxes, soit comme propriétaires, locataires, occupants, ou à raison de leur profession, commerce, art ou métier, ou à raison des biens meubles déclarés imposables par règlement ;

5. Le nombre d'arpents ou d'acres de terre évalués et le sommaire prescrit par le dernier paragraphe de l'article 654 ;

6. Le taux dans la piastre des cotisations imposées pour toute fin quelconque ;

7. La valeur des biens appartenant à la corporation ;

8. Les bons émis et les emprunts effectués par la corporation ;

9. Le montant des taxes prélevées dans l'année, y compris celles pour la corporation de comté ;

10. Toutes autres sommes prélevées ;

175. The secretary-treasurer of every local corporation is bound, in the month of January in each year, to transmit to the Provincial Secretary, a return showing :

1. The name of the corporation ;
2. The estimated value of the taxable immoveables ;

3. The estimated value of the immoveables not subject to taxation ;

4. The number of persons paying taxes, whether as proprietors, tenants, occupants, or by reason of their profession, business, art or trade, or by reason of the moveable property declared by by-law to be taxable ;

5. The number of arpents or acres of land assessed, and the summary mentioned in the last paragraph of article 654 ;

6. The rate per dollar of taxation imposed for all purposes whatsoever ;

7. The value of the property of the corporation ;

8. The bonds issued and the loans made by the corporation ;

9. The amount of taxes collected within the year, including those for the county corporation ;

10. All other sums collected ;

- | | |
|---|---|
| <p>11. Le montant des arrérages de taxes;</p> <p>12. Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal;</p> <p>13. Le montant des intérêts dus sur ces emprunts;</p> <p>14. Le fonds d'amortissement, où et comment il est placé;</p> <p>15. Toutes autres dettes;</p> <p>16. Le montant prélevé par emprunt dans l'année;</p> <p>17. Le montant reçu du gouvernement en vertu de l'acte seigneurial;</p> <p>18. L'intérêt payé sur les bons;</p> <p>19. Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour le gouvernement municipal;</p> <p>20. Toutes autres dépenses;</p> <p>21. Le nombre des personnes résidant dans la municipalité; et</p> <p>22. Tout autre état que le lieutenant-gouverneur ou le secrétaire de la province, selon le cas, peut exiger. (Art. 168 amendé.)</p> <p>176. Le secrétaire-trésorier de toute corporation de comté doit transmettre au secrétaire de la province, chaque année, dans le mois de janvier, un état indiquant:</p> <p>1. Le nom de la municipalité;</p> <p>2. La valeur des biens appartenant à la corporation;</p> <p>3. Les bons émis et les emprunts effectués par la corporation;</p> <p>4. Le montant en capital dû au fonds d'emprunt municipal;</p> <p>5. Le montant des intérêts dus sur ces emprunts;</p> <p>6. Toutes autres dettes;</p> <p>7. Le montant reçu du gouvernement en vertu de l'acte seigneurial;</p> | <p>11. The amount of arrears of taxes;</p> <p>12. The capital amount due to the municipal loan fund;</p> <p>13. The amount of interest due upon such loans;</p> <p>14. The sinking-fund, where and how it is invested;</p> <p>15. All other debts;</p> <p>16. The amount raised by loan within the year;</p> <p>17. The amount received from the government under the seigniorial act;</p> <p>18. The interest paid on bonds;</p> <p>19. The expenditure for salaries and other expenses of municipal government;</p> <p>20. All other expenditures;</p> <p>21. The number of persons resident in the municipality;</p> <p>22. Any other statement which the Lieutenant-Governor, or the Provincial Secretary, as the case may be, may require. (Art. 168 amended.)</p> <p>176. The secretary-treasurer of every county corporation is bound, in the month of January in each year, to transmit to the Provincial Secretary a return, showing:</p> <p>1. The name of the corporation;</p> <p>2. The value of the property belonging to the corporation;</p> <p>3. The bonds issued and the loans made by the corporation;</p> <p>4. The capital amount due to the municipal loan fund;</p> <p>5. The amount of interest due on such loans;</p> <p>6. All other debts;</p> <p>7. The amount received from the government under the seigniorial act;</p> |
|---|---|

8. Tous autres revenus;
9. L'intérêt payé sur les bons;
10. Le fonds d'amortissement, où et comment il est placé;
11. Les dépenses pour salaires et autres dépenses pour le gouvernement municipal;
12. Toutes autres dépenses; et
13. Tout autre état que le lieutenant-gouverneur ou le secrétaire de la province, selon le cas, peut exiger. (Art. 168a amendé.)

177. Tout secrétaire-trésorier d'une corporation locale ou de comté, qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions des articles 175 ou 176, et de fournir tous les renseignements énumérés dans les formules prescrites par le lieutenant-gouverneur ou par le secrétaire de la province, si ces formules lui ont été adressées par ce dernier dans le cours du ou avant le mois de décembre précédent, est passible d'une amende de pas moins de cinquante piastres ni de plus de deux cents piastres, et des frais. (Art. 169 amendé.)

8. All other revenues;
9. The interest paid on bonds;
10. The sinking-fund, where and how it is invested;
11. The disbursements for salaries and other expenses of municipal government;
12. All other expenditures;
13. Any other statement which the Lieutenant-Governor, or the Provincial Secretary, as the case may be, may require. (Art. 168a amended.)

177. Every secretary-treasurer of a local or county corporation, who neglects or refuses to comply with the provisions of article 175 or 176, and to furnish all the information set forth in the forms prescribed by the Lieutenant-Governor or by the Provincial Secretary, if such forms have been sent to him by the latter in the course of or before the month of December preceding, is liable to a fine of not less than fifty nor more than two hundred dollars, and costs. (Art. 169 amended.)

CHAPITRE TROISIEME DES OFFICIERS DES CORPORATIONS LOCALES

SECTION I DISPOSITIONS GENERALES

CHAPTER THIRD OFFICERS OF LOCAL CORPORATIONS

SECTION I GENERAL PROVISIONS

178. Toute corporation locale doit nommer, dans le mois de mars, tous les deux ans:

1. Trois estimateurs;
2. Un inspecteur agraire pour chaque arrondissement champêtre dans la municipalité;
3. Autant de gardiens d'enclos publics qu'il juge à propos;
4. Un inspecteur pour chaque arrondissement de voirie, ou un inspecteur municipal, sujet, toutefois, à l'application des articles 179 à 181. (Art. 365 amendé.)

179. Toute corporation locale peut nommer un inspecteur des chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau pour toute la municipalité, et le payer comme un de ses employés.

Cet officier reste en fonction durant le bon plaisir du conseil, et tous travaux concernant les chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau dans la municipalité doivent être faits sous sa surveillance.

Cet officier se nomme "inspecteur municipal". Il a le contrôle absolu et la direction de tous les autres inspecteurs pour chaque

178. Every local corporation in the month of March of every second year, must appoint:

1. Three assessors;
2. A rural inspector for every rural division in the municipality;
3. As many public pound-keepers as it deems necessary;
4. An inspector for each road division, or a municipal inspector, subject, however, to the provisions of articles 179 to 181. (Art. 365 amended.)

179. Every local corporation may appoint an inspector of roads, sidewalks, bridges and water-courses for the whole municipality, and pay him as one of its employees.

Such officer remains in office during the pleasure of the council, and all work relating to roads, sidewalks, bridges or water-courses within the municipality must be done under his supervision.

Such officer is called a "municipal inspector" and has absolute control and supervision over all the other inspectors for road div-

arrondissement de voirie; et tout travail d'un caractère spécial ou permanent dont la corporation a ordonné l'exécution sur un chemin, un trottoir, un pont ou un cours d'eau doit être fait sous la surveillance et le contrôle de cet officier. (Art. 365 amendé.)

180. A défaut par la corporation de nommer un inspecteur municipal, les pouvoirs conférés et les devoirs imposés par les lois en vigueur à l'inspecteur municipal, sont conférés ou imposés, selon le cas, à l'inspecteur de chaque arrondissement de voirie, dans les limites de son arrondissement; et, spécialement, les articles 534 et suivants s'appliquent à chaque inspecteur de voirie dans les limites de son arrondissement comme s'il était l'inspecteur municipal. (Nouveau.)

181. Il est cependant loisible à une corporation locale de ne pas nommer un inspecteur pour chaque arrondissement de voirie, mais il est alors de son devoir de nommer, dans le mois de mars, tous les deux ans, un inspecteur municipal. (Nouveau.)

isions; and any work of special or permanent character ordered by the corporation on any road, sidewalk, bridge or water-course must be performed under the supervision and control of such officer. (Art. 365 amended.)

180. If a local corporation does not appoint a municipal inspector the powers conferred and the duties imposed upon the municipal inspector by the laws in force, are conferred or imposed, as the case may be, upon the inspector for each road division, within the boundaries of his division; and in particular, articles 534 and following apply to each road inspector within the boundaries of his division, as if he was the municipal inspector. (New.)

181 A local corporation need not, however, appoint an inspector for each road division, but in that case it must, every two years, in the month of March, appoint a municipal inspector. (New.)

SECTION II

DES INSPECTEURS AGRAIRES

§ 1.—Dispositions générales

SECTION II

RURAL INSPECTORS

§ 1.—General Provisions

182. Les inspecteurs agraires sont tenus de faire tout ce qui est requis d'eux, en vertu des dispositions du présent code ou des ré-

182. Rural inspectors are bound to do whatever is required of them under the provisions of this code, or any by-law respecting

glements, relativement aux nuisances publiques, découverts, fossés de ligne ou clôtures de ligne.

Quant à la clôture et au fossé de ligne à faire et à entretenir entre deux terrains contigus, mais qui, par la ligne de division entre deux municipalités, se trouvent situés l'un dans une municipalité et l'autre dans une autre municipalité—que ces deux municipalités soient situées ou non dans le même comté—les inspecteurs agraires de chacune d'elles ont juridiction concurrente.

La disposition précédente s'applique, quelles que soient les municipalités voisines, et quand même elles ne seraient pas de même dénomination. (Art. 406 amendé.)

133. La juridiction de tout inspecteur agraire nommé pour un arrondissement champêtre s'étend à toutes les personnes obligées aux travaux qui sont sous sa surveillance, qu'elles soient domiciliées dans les limites de son arrondissement ou en dehors de ses limites. (Art. 378 amendé.)

184. Chaque fois que l'inspecteur agraire est temporairement incapable d'agir dans une cause quelconque, le conseil local ou le maire doit nommer, pour le remplacer pendant cette incapacité, un autre inspecteur agraire de la municipalité, et ce, par un ordre écrit signifié à cet autre inspecteur.

Cet inspecteur n'est pas, par ce fait, déchargé de la surveillance de l'arrondissement pour lequel il avait été nommé en premier lieu. (Art. 379 amendé.)

public nuisances, clearances, boundary ditches or boundary fences.

As regards the line fence and ditch to be made and maintained between two contiguous properties, but which, by the division line between two municipalities, are situated one in one municipality and the other in another, —whether such municipalities be or be not situated in the same county,—the rural inspectors or both municipalities have concurrent jurisdiction.

The foregoing provision applies, whatever may be the adjoining municipalities, and even if they are not of the same kind. (Art. 406 amended.)

183. Every rural inspector appointed for a rural division has jurisdiction over every person liable for the performance of any work under his superintendence, whether such person is domiciled within or without the boundary of his division. (Art. 378 amended.)

184. Whenever a rural inspector is for any reason whatever temporarily unable to act, the local council or the mayor must appoint another rural inspector of the municipality to replace him while so unable, by a written order which is served upon said inspector.

Such inspector is not thereby released from the superintendence of the division for which he had been in the first instance appointed. (Art. 379 amended.)

185. Lorsqu'un inspecteur agraire est personnellement intéressé dans un ouvrage ou autre chose de sa juridiction, et qu'il refuse ou néglige d'exécuter ou de fournir ce qu'il devait faire ou fournir comme intéressé à cet ouvrage ou chose, le secrétaire-trésorier de la municipalité locale où cet inspecteur a juridiction possède, à l'égard de cet inspecteur, les mêmes droits et pouvoirs et est sujet aux mêmes obligations que l'inspecteur lui-même possède et auxquelles il est sujet à l'égard des intéressés dans le même ouvrage ou chose.

S'il s'agit de travaux en commun, l'inspecteur ainsi intéressé est toujours en demeure d'accomplir les obligations qui se rapportent à ces travaux. (Art. 380a amendé.)

186. Les dispositions des articles 541, 543, 544, 545 et 546 s'appliquent également, "mutatis mutandis", aux inspecteurs agraires. (Art. 407 amendé.)

187. Les dispositions des articles 561, 562, 563, 564, 565 et 566, relatifs à l'exécution, par l'inspecteur municipal ou par le conseil au nom de la corporation à défaut des personnes obligées, des travaux prescrits sur les chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau municipaux, et au recouvrement de la valeur de ces travaux, s'appliquent, avec le même effet, aux travaux requis en vertu des dispositions de la présente section, à l'exécution de ces travaux par l'inspecteur agraire de l'arrondisse-

185. Whenever a rural inspector is personally interested in any work or other matter within his jurisdiction, and neglects or refuses to execute or supply, as interested in such work or matter, the secretary-treasurer of the local municipality wherein such inspector has jurisdiction, possesses, in relation to such inspector, the same rights and powers, and is subject to the same obligations as the inspector himself, in relation to all persons interested in the same work or matter.

With respect to work to be performed in common, the inspector so interested is always in default to fulfil the obligations attached to such work. (Art. 380a amended.)

186. The provisions of articles 541, 543, 544, 545 and 546 likewise apply "mutatis mutandis", to rural inspectors. (Art. 407 amended.)

187. The provisions of articles 561, 562, 563, 564, 565 and 566, respecting the performance of work prescribed on municipal roads, sidewalks, bridges and water-courses, by the municipal inspector or by the council in the name of the corporation, upon the default of the persons liable for such work, and respecting the recovery of the value of such work, apply with similar effect to work prescribed under the provisions of this section, for the performance of such work by the rural

ment ou par le conseil au nom de la corporation à défaut des personnes obligées, et au recouvrement de la valeur des travaux exécutés par tel inspecteur ou conseil. (Art. 408 amendé.)

188. Quand les services d'un inspecteur agraire sont requis dans une municipalité située, partie dans les limites de la juridiction d'un inspecteur agraire et partie dans les limites d'un autre, l'un ou l'autre de ces inspecteurs peut être requis d'agir. (Art. 409 amendé.)

189. L'inspecteur agraire, quand il est requis d'agir, a droit à vingt centins pour chaque heure employée à la visite des lieux, ainsi qu'à la conduite et à la surveillance des travaux, s'il ne les exécute pas lui-même.

Il a également droit au remboursement de tous ses justes déboursés et frais encourus pour l'exécution des travaux et pour les avis et autres pièces de procédure.

Ces déboursés et ces frais sont payés par les personnes que l'inspecteur agraire trouve en défaut. Si personne n'est en défaut, ils sont payés par la partie qui a requis les services de l'officier municipal. S'il s'agit de travaux mitoyens ou en commun, ils sont payés par toutes les parties intéressées, si toutes sont trouvées en défaut.

Au cas de refus ou de contesta-

inspector of the division or by the council on behalf of the corporation, upon the default of the persons liable, and to the recovery of the value of work performed by such inspector or council. (Art. 408 amended.)

188. Whenever the services of a rural inspector are required in any locality situated partly within the boundaries of the jurisdiction of one rural inspector, and partly within the boundaries of the jurisdiction of another, one or other of such inspectors may be called upon to act. (Art. 409 amended.)

189. Every rural inspector, when called upon to act, is entitled to twenty cents for every hour employed in visiting the locality, as well as in managing and superintending the work, if he does not perform it himself.

He is also entitled to be repaid all necessary outlay and costs incurred by him for the performance of the work, and for notices and other written proceedings relating thereto.

Such outlay and costs are paid by the person whom the rural inspector finds in default. If no person is in default, they are paid by the party who applied for the services of the municipal officer. In case of common or joint works, they are paid by all the interested parties, if they are all in default.

In case of refusal or contesta-

tion, ils sont recouvrés par action ordinaire. (Art. 410 amendé.)

190. L'inspecteur agraire, dont les services ont été requis par le conseil ou pour le profit de la corporation, a droit aux mêmes honoraires de la part de cette dernière. (Art. 411 amendé.)

191. Tout avis spécial donné par un inspecteur agraire peut être donné verbalement ou par écrit; mais toute ordonnance de tel inspecteur est donnée par un avis spécial par écrit. (Art. 412 amendé.)

192. L'inspecteur agraire ou toute partie intéressée peut exiger de tout possesseur, locataire ou occupant d'un terrain, de la même manière que du propriétaire de ce terrain, l'accomplissement de toute obligation imposée à tel propriétaire relativement aux matières du ressort de l'inspecteur, sauf le recours du possesseur, locataire ou occupant contre le propriétaire, s'il y a lieu. (Art. 413 amendé.)

tion they are recovered by an ordinary action. (Art. 410 amended.)

190. The rural inspector, whose services have been called upon by the council, or for the benefit of the corporation, is entitled to the same fees from the latter. (Art. 411 amended.)

191. Every special notice by a rural inspector may be given verbally or in writing; but every order of such inspector is given by a special written notice. (Art. 412 amended.)

192. The rural inspector or any person interested may exact from any possessor, tenant or occupant of any land, in the same manner as from the owner of such land, the fulfilment of every obligation imposed upon such owner in regard to matters under the control of the inspector, saving the recourse of such possessor, tenant or occupant against the owner if any there be. (Art. 413 amended.)

§ 2.—Des nuisances sur les propriétés privées, ruisseaux et rivières

§ 2.—Nuisances on Private Properties, Creeks or Rivers

193. Chaque fois qu'il a été déposé des immondices ou des animaux morts sur une propriété quelconque, ou dans un ruisseau ou une rivière, il est du devoir de l'inspecteur agraire de l'arrondissement, dans les vingt-quatre heures après avoir reçu un avis spécial écrit ou verbal à cet effet,

193. Whenever any filth or dead animal has been deposited upon any property whatever, or in a creek or river, it is the duty of the rural inspector of the division, within twenty-four hours after he has received a special notice either written or verbal to do so, to have such filth or dead

de faire enlever ou disparaître tels immondices ou animaux morts, par les personnes qui les ont déposés.

Si la personne qui a déposé ces immondices ou animaux morts est inconnue, il est du devoir de l'inspecteur agraire de les faire enlever, dans le même délai, aux frais de la corporation. (Art. 415.)

animal removed by the person who deposited it.

If the person who deposited such filth or dead animal, is unknown, it is the duty of the rural inspector, within the same delay, to have the same removed at the expense of the corporation. (Art. 415.)

194. Quiconque dépose ou fait déposer des immondices ou des animaux morts aux endroits mentionnés à l'article 193 encourt, en sus des dommages, une amende de deux à dix piastres. (Art. 416 amendé.)

194. Whoever deposits or causes to be deposited any filth or dead animal upon any of the localities mentioned in article 193, inenrs. over and above any damages occasioned thereby, a fine of from two to ten dollars. (Art. 416 amended.)

§ 3.—Du découvert

§ 3.—Clearances

195. L'inspecteur agraire, à la réquisition écrite ou verbale de tout propriétaire ou occupant d'un terrain cultivé qui demande du découvert à son voisin, en vertu de l'article 531 du Code civil, doit se rendre à l'endroit où tel découvert est requis, après en avoir donné un avis spécial de huit jours par écrit aux parties intéressées.

Après l'examen des lieux, et sur la preuve que tel découvert est nécessaire et a été demandé par un avis spécial écrit et signifié avant le premier jour du mois de décembre précédent, il enjoint, par une ordonnance écrite, de faire abattre, dans les trente jours suivants, sur une étendue de quin-

195. The rural inspector, on application, either verbal or in writing, from a proprietor or occupant of cultivated land who applies to his neighbor for a clearance under article 531 of the Civil Code, must proceed to the spot where such clearance is required, after giving a special notice in writing to the interested parties eight days before-hand.

After examining the premises, and on proof that such clearance is necessary and has been applied for by special notice in writing served before the first day of the month of December preceding he shall, by a written order, cause to be felled within the thirty following days, over an area fifteen

ze pieds de largeur sur toute la ligne de séparation le long du terrain cultivé, tous les arbrisseaux qui sont de nature à nuire et les arbres s'y trouvant qui projettent de l'ombre sur le terrain cultivé, sauf ceux exceptés par la loi et conservés pour l'embellissement de la propriété. (Art. 417.)

feet wide on the whole dividing line along the cultivated land, all hurtful shrubs and all trees thereon throwing a shade on the cultivated land, save those excepted by law or kept to embellish the property. (Art. 417.)

196. Quiconque refuse ou néglige d'obéir aux ordres de l'inspecteur agraire relativement au découvert encontre, sans préjudice de l'exécution de ces ordonnances, une amende n'excédant pas deux piastres pour chaque arpent de découvert pour la première année, pour toute année subséquente, une amende égale au double de celle de l'année précédente, outre le dommage causé au terrain cultivé. (Art. 418.)

196. Who refuses or neglects to obey the orders of the rural inspector with the respect to the clearance, incurs, without prejudice to the execution of such orders, a fine of not more than two dollars for each arpent in length of such clearance, for the first year, and for every subsequent year a fine double that of the preceding year, over and above the damages occasioned to the cultivated land. (Art. 418.)

197. Les dommages résultant du refus ou de la négligence de donner le découvert tel que requis par l'inspecteur agraire, sont constatés par trois experts nommés comme suit: un par chacune des parties intéressées et le troisième par les deux experts d'elles nommés.

197. The damages resulting from the refusal or neglect to make the clearance as required by the rural inspector are established by three experts appointed as follows: one by each of the interested parties and the third by the two experts so appointed.

Si l'une des parties refuse de nommer son expert, il est nommé par un juge de paix sur demande de l'autre partie. (Art. 419.)

If one of the parties refuses to appoint an expert, the appointment is made by a justice of the peace, on the application of the other party. (Art. 419.)

§ 4.—Des fossés de ligne

§ 4.—Boundary Ditches

198. L'inspecteur agraire, à la réquisition écrite ou verbale de tout propriétaire ou occupant qui demande un fossé de ligne entre

198. The rural inspector, upon the written or verbal application of any owner or occupant who applies for a boundary ditch bet-

son terrain et celui de son voisin, doit se rendre sur les lieux où, après leur examen et l'audition des parties intéressées notifiées à cet effet par avis spécial de trois jours, il ordonne les travaux qui lui paraissent nécessaires et désigne comment et par qui ils doivent être exécutés.

La sentence de l'inspecteur agraire doit être faite par écrit; l'original est déposé dans les archives de la corporation et toute partie intéressée peut en avoir une copie certifiée par l'inspecteur. (Art. 420 amendé.)

199. L'inspecteur agraire, sur réquisition écrite ou verbale de l'un des voisins qui se plaint de l'insuffisance ou du mauvais état du fossé de ligne commun ou mitoyen, ou de la partie du fossé de ligne à la charge de l'autre voisin, doit ordonner, s'il en est besoin, à la personne en défaut, de creuser, nettoyer et réparer tel fossé ou partie de fossé, ou de contribuer à ces travaux, dans un délai déterminé. Ce délai ne doit pas excéder le temps strictement nécessaire pour faire les travaux.

Dans le cas où les travaux ne sont pas exécutés dans ce délai, l'inspecteur peut autoriser le plaignant à faire lui-même l'ouvrage, dont le coût est recouvré par action ordinaire. (Art. 421 amendé.)

200. Il peut ordonner en même temps à la partie plaignante de creuser, nettoyer ou réparer la

ween his land and that of his neighbor, must visit the locality, where, after an examination of the place, and hearing of the interested parties, who must have received three days' special notice thereof, he orders the performance of any work which he deems necessary, and determines how and by whom it must be performed.

The decision of the rural inspector must be in writing, the original whereof is deposited in the archives of the corporation, and any interested party may obtain a copy thereof certified by the inspector. (Art. 420 amended.)

199. The rural inspector, on the written or verbal application of one of the neighbors who complains of the insufficiency or bad condition of the common or joint boundary ditch, or of the part thereof for which his neighbor is liable, must, if it is necessary, order the person in default to deepen, cleanse and repair such ditch or part of a ditch, or to do his share of such work within a fixed delay. Such delay must not exceed the time absolutely necessary to perform such work.

In case the work be not performed within such delay, the inspector may authorize the complainant to do the work himself the cost thereof to be recovered by an ordinary action. (Art. 421 amended.)

20. He may, at the same time, order the party complaining to deepen, cleanse or repair that part

partie du fossé de ligne qui est à sa charge, dans le même délai, si elle est insuffisante ou en mauvais état. (Art. 422.)

of the boundary ditch for which he is liable, within the same delay, if he finds such part insufficient or in bad condition. (Art. 422.)

201. Quiconque obstrue ou laisse obstruer de quelque manière que ce soit un fossé de ligne, est passible d'une amende n'excédant pas une piastre pour chaque jour que le fossé reste obstrué. (Art. 424.)

201. Whoever obstructs or allows any boundary ditch to be obstructed in any manner whatsoever, is liable to a fine not exceeding one dollar for every day such ditch is so obstructed. (Art. 424.)

§ 5.—Des clôtures de ligne

§ 5.—Boundary Fences

202. L'inspecteur agraire de l'arrondissement, à la réquisition écrite ou verbale de tout propriétaire ou occupant qui demande la construction, la réparation ou des travaux d'entretien d'une clôture de ligne entre son terrain et celui de son voisin, en vertu de l'article 505 du Code civil, doit se rendre sur la ligne de tels terrains où, après avoir entendu les parties intéressées, notifiées à cet effet par avis spécial de trois jours, et examiné les travaux à faire, il ordonne à toute partie en défaut, qu'elle soit plaignante ou non, de construire ou réparer sa clôture de ligne, de manière qu'elle soit bonne et solide, dans le délai qu'il détermine. Ce délai doit être le plus court possible.

202. The rural inspector of the division, on the written or verbal application of any owner or occupant who applies for the construction or repair, or any work necessary for the preservation, of any boundary fence between his land and that of his neighbor under article 505 of the Civil Code, must visit the boundary in question, when, after having heard the interested parties, duly notified thereof by a special notice of three days, and examined the works required, he orders any party in default, whether complainant or not, to construct or repair his boundary fence, so that it be good and firm, within the delay determined by such inspector. Such delay must be as short as possible.

La sentence doit être par écrit. L'original est déposé dans les archives de la corporation, et toute partie intéressée peut en avoir une copie certifiée par l'inspecteur. (Art. 425 amendé.)

Such decision must be in writing, the original whereof is deposited in the archives of the corporation, and any interested party may obtain a copy thereof certified by the inspector. (Art. 425 amended.)

203. Dans le cas où les travaux ne sont pas exécutés dans le délai, l'inspecteur agraire peut autoriser le plaignant lui-même, ou toute autre personne, à faire faire l'ouvrage, dont le coût est assimilé aux taxes municipales et est recouvré par action ordinaire. (Art. 425a amendé.)

204. Lorsque l'eau d'une rivière qui sert de ligne de division entre deux ou plus de deux propriétés devient assez basse, pendant l'été, pour permettre aux animaux de la traverser, la corporation de la municipalité peut, sur demande à cet effet, passer un règlement y ordonnant la construction d'une clôture temporaire comme ailleurs. (Art. 425b amendé.)

205. L'inspecteur agraire ne peut ordonner de faire, dans une municipalité rurale, une clôture nouvelle, ou d'en réparer une ancienne tellement détériorée qu'elle coûterait autant qu'une nouvelle, à moins que la partie qui y est obligée n'ait reçu un avis spécial par écrit à cet effet avant le premier jour du mois de février précédent. (Art. 42.)

203. In the event of the work not being executed within such delay, the rural inspector may authorize either the complainant himself or any other person to perform the work or to have it performed, and the cost thereof is assimilated to municipal taxes, and may be recovered by an ordinary action. (Art. 425a amended.)

204. Whenever the waters of a river, serving as a division between two or more properties, become sufficiently low during the summer season to allow of animals crossing such river, the corporation of the municipality may, on application to that effect, pass a by-law ordering the erection of a temporary fence there as elsewhere. (Art. 425b amended.)

205. The rural inspector cannot, in a rural municipality, order the making of a new fence, or the repairing of an old one which is so dilapidated that the cost of repairing it would be equal to that of a new one, unless the party bound to do such work has received special notice in writing to that effect, before the first day of the month of February next preceeding. (Art. 425.)

§ 6.—De la sanction des ordres de l'inspecteur agraire

§ .—Enforcement of the Orders of Rural Inspectors

206. Quiconque refuse ou néglige de se conformer aux ordres de l'inspecteur agraire, donnés en vertu des dispositions des paragraphes 4 et 5 de la présente sec-

206. Whoever refuses or neglects to comply with the orders of a rural inspector, given under the provisions of sub-sections 4 and 5 of this section, incurs, over and

GARDIENS D'ENCLOS PUBLICS

tion, encourt, outre les dommages résultant de l'absence ou de l'insuffisance des clôtures de ligne ou des fossés de ligne, et sans préjudice de l'exécution de ces ordres, une amende n'excedant pas une piastre pour chaque arpent de longueur de clôture de ligne ou de fossé de ligne à faire, toute fraction d'arpent étant comptée comme un arpent entier. (Arts 423 et 427 combinés et amendés.)

above the damages resulting from the absence or insufficiency of the boundary fences or boundary ditches, and without prejudice to the execution of such orders, a fine of not more than one dollar for each arpent in length of boundary fence or boundary ditch which he has to make, every fraction of an arpent being counted as an arpent. (Arts. 423 and 427 combined and amended.)

SECTION III

DES GARDIENS D'ENCLOS PUBLICS

SECTION III

POUND-KEEPERS

207. Les gardiens d'enclos publics sont tenus de recevoir et de retenir sous leur garde les animaux trouvés errants sur une grève, une batture, un chemin, une place publique ou sur un terrain autre que celui de leur propriétaire, et envoyés en fourrière par l'inspecteur agraire ou par toute autre personne qui les y trouve, jusqu'à ce qu'ils soient réclamés par leurs propriétaires ou vendus à l'enchère, en vertu des dispositions de la présente section. (Art. 428.)

208. Les gardiens d'enclos publics sont tenus de fournir aux animaux mis en fourrière sous leur garde, une nourriture convenable et en quantité suffisante, et de leur donner tous les soins nécessaires, sous peine d'une amende n'excedant pas une piastre pour chaque jour de négligence à le

207. Pound-keepers are bound to receive and retain in safe-keeping animals found straying on any beach, flat, road, public place, or in any land other than that of their owners, and impounded by the rural inspector or by any other person who finds them, until such animals are claimed by their owners, or sold at auction, under the provisions of this section. (Art. 428.)

208. Pound-keepers are bound to provide animals impounded under their charge, with proper food in sufficient quantities, and to take proper care of them, under penalty of a fine of not more than one dollar for each day during which they neglect so to do,

faire, sans préjudice des dommages occasionnés par cette négligence.

Cette amende appartient au propriétaire de l'animal, et n'est recouvrable que par lui. (Art. 429.)

209. Chaque fois qu'un gardien d'enclos public reçoit un animal en fourrière, il est de son devoir, sous peine d'une amende de pas moins de deux ni de plus de dix piastres pour chaque infraction, d'avertir sans délai, par avis spécial écrit ou verbal, le propriétaire de l'animal mis en fourrière, s'il est connu et domicilié dans la municipalité. (Art. 430.)

210. Si l'animal n'est pas réclamé dans les vingt-quatre heures qui suivent cet avis spécial, ou si le propriétaire de l'animal est inconnu et ne réside pas dans la municipalité, le gardien d'enclos public doit, sous la même pénalité, donner un avis public dans lequel il désigne l'espèce et la couleur de l'animal, le lieu où il a été trouvé errant, celui où il est mis en fourrière, et en annonce la vente à l'enchère à un jour déterminé, à défaut de la réclamation de tel animal par le propriétaire et du paiement des dépenses, amendes, honoraires et frais encourus, ainsi que des dommages convenus, ou fixés d'après l'article 220. (Art. 431.)

211. Le propriétaire de tout animal mis en fourrière peut en exi-

without prejudice to all damages occasioned by such neglect.

Such fine belongs to the owner of the animal, and is recoverable by him only. (Art. 429.)

209. Whenever any animal is impounded, it is the duty of the pound-keeper, under penalty of a fine of not less than two nor more than ten dollars for each failure on his part, to give without delay special notice, either written or verbal, to the owner of the animal impounded, if he is known and domiciled in the municipality. (Art. 430.)

210. If the animal is not claimed within twenty-four hours following such special notice, or if the owner thereof is unknown or does not reside in the municipality, the pound-keeper must, under the same penalty, give public notice, in which is set forth the species and color of the animal, the place where it was found straying, and the name of the place where it is impounded; and he must further announce its sale by auction on a day fixed, unless such animal is reclaimed by its owner upon payment of all expenses, fines, fees and costs incurred, as well as such damages as may be agreed upon, or as are determined according to article 220. (Art. 431.)

211. The owner of any animal impounded may demand its del-

ger la livraison, entre sept heures du matin et sept heures du soir de chaque jour, après avoir payé ou offert légalement au gardien les dépenses, les amendes, les honoraires et les frais encourus relativement à cet animal, et les dommages convenus, ou fixés d'après l'article 220.

Si le gardien refuse ou néglige de délivrer l'animal tenu en fourrière, après que tel paiement ou offre lui a été fait, il encourt une amende de deux piastres pour chaque jour de détention de l'animal, outre les dommages occasionnés par ce refus. (Art. 432.)

212. Si, au jour fixé pour la vente, l'animal tenu en fourrière n'a pas été réclamé et si les dommages convenus ou fixés, ainsi que les amendes, les honoraires, les dépenses et les frais encourus n'ont pas été payés, cet animal doit être vendu publiquement au plus haut et dernier enchérisseur, par le gardien de l'enclos public. (Art. 433.)

213. Si, au jour fixé pour la vente, il n'y a pas d'enchérisseur, la vente est ajournée à un autre jour, et un avis public en est donné sans délai. (Art. 434.)

214. Le prix de l'adjudication doit être payé sur-le-champ et avant la livraison, à défaut de quoi l'animal est remis à l'enchère. (Art. 435.)

215. Les deniers provenant de la

ivery, between the hours of seven o'clock in the morning and seven o'clock in the evening of any day upon payment or legal tender to the pound-keeper of the expenses, fines, fees and costs incurred with regard to such animal, and such damages as may be agreed upon, or as are determined according to article 220.

If the pound-keeper refuses or neglects to deliver the animal kept in pound, after such payment or tender has been made, he incurs a fine of two dollars for every day he thereafter detains such animal, in addition to the damages occasioned by such refusal. (Art. 432.)

212. If, on the day fixed, the animal impounded has not been claimed, and if the damages agreed upon or determined, together with the fines, fees, expenses and costs incurred, have not been paid, such animal must be publicly sold by the pound-keeper to the highest and last bidder. (Art. 433.)

213. If, on the day fixed for the sale, there are no bidders, the sale is adjourned to another day, and public notice thereof is given without delay. (Art. 434.)

214. The price of adjudication must be paid on the spot, and before delivery, in default whereof the animal is again put up for sale. (Art. 435.)

215. The proceeds of the sale

vente sont employés à payer ce qui est dû par suite de la mise en fourrière de l'animal; et la balance est remise sans délai entre les mains du secrétaire-trésorier de la corporation locale, et appartient à la corporation, si elle n'est pas réclamée dans les trois ans par le propriétaire de l'animal vendu. (Art. 436 amendé.)

216. Si la vente n'a pas produit une somme suffisante, le propriétaire de l'animal est tenu de parfaire la balance. (Art. 437.)

217. Le propriétaire de tout animal vendu, s'il ne réside pas dans la municipalité ou s'il n'y a pas de place d'affaires, a droit de réclamer la propriété de son animal de l'adjudicataire, dans le mois qui suit le jour de la vente, en lui payant dix pour cent sur le prix de l'adjudication, en sus de tous ses déboursés pour achat, nourriture et autres frais. (Art. 438.)

218. Quiconque prend et amène un animal mis en fourrière, sans la permission du gardien, encourt une amende excédant de deux piastre le montant des deniers réclamés à cause de cet animal, ou un emprisonnement n'excédant pas huit jours, ou les deux peines à la fois. (Art. 439.)

219. Les amendes imposées sur les propriétaires d'animaux trouvés errants sont les suivantes, pour la première offense :

Pour chaque étalon âgé de
pas moins d'un an.....\$6.00

are employed in paying what is due in consequence of the impounding of the animal; the balance is placed without delay in the hands of the secretary-treasurer of the local corporation, and, if it is not claimed within three years by the owner of the animal sold, it belongs to the corporation. (Art. 436 amended.)

216. If the sale has not realized a sufficient sum, the owner of the animal is obliged to make up the balance. (Art. 437.)

217. If the owner of any animal so sold does not reside in the municipality, or if his place of business is not situated therein, he may reclaim his animal from the purchaser, within one month from the day of sale, by paying him ten per cent of the purchase money, over and above all disbursements for purchase, keep and other charges. (Art. 438.)

218. Whoever takes and conveys away any animal impounded, without permission from the pound-keeper, incurs a fine exceeding by two dollars, the sum claimed on account of such animal, or imprisonment for not more than eight days, or both. (Art. 439.)

219. The fines imposed on the owners of animals found straying are, for the first offence, as follows :

For each stallion not under
one year \$6.00

Pour et que taureau, ver-
rat ou béliet 2.00
Pour chaque cheval coupé,
poulin, pouliehe, jument,
boeuf, vache, veau, génis-
se, cochon annelé25
Pour chaque cochon non an-
nelé, boue ou chèvre 1.00
Pour chaque mouton10
Pour chaque oie, canard, din-
de ou autre volaille05
Pour toute offense subséquente,
l'amende est le double de celle
imposée en premier lieu. (Art.
440 amendé.)

220. Au cas de contestation, les
dommages causés par les animaux
trouvés errants sont constatés et
fixés par trois experts nommés
comme suit: un par le plaignant,
un par le propriétaire de l'ani-
mal, et le troisième par les deux
experts déjà nommés.

Si le plaignant ou le proprié-
taire de l'animal n'est pas présent,
son expert est nommé par le gar-
dien d'enclos public. Si l'une des
parties, ou, en son absence, le gar-
dien d'enclos public refuse de
nommer un expert, il est nommé
par un juge de paix.

Ces experts doivent être nom-
més sommairement et sans délai,
sur demande du propriétaire de
l'animal ou du plaignant.

Ils procèdent immédiatement à
la visite des lieux et au prononcé
de leur sentence qui est définitive.

Le montant des dommages fi-
xés par eux est recouvrable, au

For each bull, boar or ram 2.00

For each gelding, colt, filly,
mare, ox, cow, calf, heifer
or ringed hog 0.25

For each goat or unringed
hog 1.00

For each sheep 0.10

For each goose, duck, turkey
or other fowl 0.05

For each subsequent offence,
the fine is double that imposed
in the first instance.

(Art. 440 amended.)

220. In case of contestation, the
damages occasioned by animals
found straying are ascertained
and determined by three experts,
appointed as follows: one by the
complainant, one by the owner
of the animal, and the other by
the two experts already appoin-
ted.

If the complainant or the own-
er of the animal is not present,
his expert is appointed by the
pound-keeper. If one of the par-
ties, or in his absence, the pound-
keeper, refuses to appoint his ex-
pert, the appointment is made by
a justice of the peace.

Such experts must be appointed
summarily and without delay,
upon application of the owner of
the animal or of the complain-
ant.

The experts at once proceed to
visit the premises and to give
their award, which is final.

The amount of damages deter-
mined by them is recoverable, in

cas de refus, par action ordinaire. (Art. 442 amendé.)

221. Nul n'a droit d'être indemnisé des dommages causés sur son terrain par des animaux errants, si ces dommages proviennent du défaut ou du mauvais état de ses clôtures de ligne. (Art. 443.)

222. Il n'est pas nécessaire de mettre en fourrière les animaux trouvés errants pour avoir droit à l'amende et aux dommages encourus par les personnes qui les ont laissés errer. (Art. 444.)

223. Le propriétaire, l'occupant ou le locataire d'un terrain répond de l'animal qu'il prend en paeage, comme s'il était à lui. (Art. 445 amendé.)

224. Les possesseurs d'animaux trouvés errants ou mis en fourrière ont les mêmes droits et privilèges et sont sujets aux mêmes obligations et pénalités que les propriétaires de ces mêmes animaux. (Art. 446.)

225. Il est permis à tout propriétaire, locataire ou occupant de terrain, ou aux membres de sa famille, de prendre et mettre en fourrière, chez lui, tout animal trouvé errant dans la municipalité, sur une grève, une batture, un chemin, une place publique ou un terrain quelconque. Ces personnes

case of refusal to pay the same, by an ordinary action. (Art. 442 amended.)

221. No one is entitled to compensation for damages caused him upon his land by stray animals, if such damages are occasioned by the absence of or by any defect in his boundary fences (Art. 443.)

222. It is not necessary that the animals found straying be impounded, to give rise to a right of action against the persons permitting such animals to stray, for the fine and damages occasioned. (Art. 444.)

223. The owner, occupant or tenant of any land is answerable for any animal he receives to pasture thereon, as if such animal were his own property. (Art. 445 amended.)

224. Persons in possession of animals found straying or impounded, have the same rights and privileges, and are subject to the same obligations, and are liable to the same penalties, as the owners of such animals. (Art. 446.)

225. Any owner, occupant or tenant of any land, or any member of his family may take and impound on his own premises any animal found straying in the municipality, on any beach, flat, road, public place, or upon any land whatsoever. Such persons are then vested with the same powers, and

sont alors revêtues des mêmes pouvoirs et sont sujettes aux mêmes formalités, obligations et pénalités que les gardiens d'enclos publics.

Au cas du présent article, la vente de l'animal tenu en fourrière ne peut être faite que par le gardien d'enclos public de l'arrondissement champêtre, s'il y en a, sinon ou à son défaut, par l'inspecteur agraire de l'arrondissement. (Art. 44 amendé.)

subject to the same formalities, obligations and penalties as pound-keepers.

In cases which come under the provisions of this article, the animal so impounded cannot be sold except by the pound-keeper of the rural division, if there is one, or if there is no pound-keeper, or if he neglects to do so, then by the rural inspector of the division. (Art. 447 amended.)

TITRE VII

DES PERSONNES HABLES OU INHABLES AUX CHARGES MUNICIPALES ET DE CELLES QUI Y SONT SUJETTES OU EN SONT EXEMPTES

CHAPITRE PREMIER

DES PERSONNES HABLES OU INHABLES AUX CHARGES MUNICIPALES

TITLE VII

PERSONS CAPABLE AND THOSE INCAPABLE OF OR EXEMPT FROM HOLDING MUNI- CIPAL OFFICE, AND THOSE BOUND THERETO

CHAPTER FIRST

PERSONS CAPABLE AND THOSE INCAPABLE OF HOLDING MUNICIPAL OFFICE

226. Est habile à exerceer une charge municipale tout habitant mâle de la municipalité qui n'en est pas déclaré incapable par une disposition de la loi. (Art. 202 amendé.)

226. Every male resident of the municipality, who is not declared disqualified by a provision of law is competent to hold a municipal office. (Art. 202 amended.)

227. Ne peuvent être mis en nomination pour les charges du maire ou des conseillers, ni être élus à ces charges, ni être nommés aux autres charges municipales, ni les occuper :

1. Les aubains;
2. Les femmes;
3. Les mineurs et les interdits;

4. Les personnes dans les ordres sacrés et les ministres de toute croyance religieuse;

5. Les membres du Conseil privé;

6. Les juges ou magistrats recevant des émoluments des gouvernements fédéral ou provincial ou de la municipalité, et les shérifs;

7. Les officiers en pleine paie de l'armée et de la marine de Sa Majesté, et les officiers et hommes du corps de police provinciale;

8. Les aubergistes, hôteliers, maîtres de maisons d'entretien public, et ceux qui ont agi comme tels dans les douze mois précédents;

9. Les marchands ayant une licence pour la vente des liqueurs enivrantes;

10. Quiconque n'a pas sa résidence ou sa principale place d'affaires dans la municipalité; telle personne peut cependant être nommée secrétaire-trésorier, inspecteur municipal, vérificateur, estimateur ou surintendant spécial.

Toutefois, une personne domiciliée ou résidant dans une municipalité de village, de ville ou de cité constituée en corporation en

227. The following persons cannot be put in nomination for nor elected to the office of mayor or councillor, nor can they be appointed to any other municipal office:

1. Aliens;
2. Women;
3. Minors and interdicted persons;

4. Persons in holy orders and the ministers of any religious denomination;

5. Members of the Privy Council;

6. Judges or magistrates receiving emoluments from the Federal or Provincial Governments, or from the municipality, and sheriffs;

7. Officers on full pay of His Majesty's army or navy, and the officers and men of the provincial police force;

8. Keepers of inns, hotels, houses of public entertainment, and persons who have acted as such within the twelve months preceding;

9. Traders licensed for the sale of intoxicating liquors;

10. Whoever has no residence or place of business in the municipality; such person, however, may be appointed secretary-treasurer, municipal inspector, auditor assessor or special superintendent.

Nevertheless a person domiciled or residing in a village, town or city municipality incorporated by any law, may be a member

vertu d'une loi quelconque, peut être membre du conseil d'une municipalité rurale qui est contiguë à la municipalité où elle est domiciliée ou dans laquelle elle a sa résidence, si elle possède les autres qualités, pourvu, toutefois, qu'elle n'occupe aucune charge municipale dans la municipalité de son domicile ou de sa résidence;

11. Quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la corporation.

Toutefois, un actionnaire dans une compagnie légalement constituée qui a un contrat ou une convention avec la corporation, ou qui en reçoit une subvention ou un octroi, n'est pas inhabile à agir comme membre du conseil; mais il est censé intéressé, s'il s'agit de débattre en conseil ou dans un comité quelque mesure concernant cette compagnie;

Le mot "contrat" employé dans ce paragraphe, ne s'étend pas au bail ni à la vente ou à l'achat de terrains, ni à ces conventions se rapportant à l'un de ces actes.

12. Quiconque ne sait ni lire ni écrire couramment; il n'est pas suffisant de savoir lire l'imprimé ou d'écrire son nom, ou même de savoir les deux;

13. Toute personne trouvée coupable d'une trahison ou d'une offense criminelle punissable de deux années d'emprisonnement ou plus;

14. Lorsqu'il s'agit des charges de maire ou de conseiller, les per-

of a council of a rural municipality, contiguous to the municipality where he resides or has his domicile, if he is otherwise qualified, provided always that he holds no municipal office in the municipality where he resides or has his domicile;

11. Whoever, directly or indirectly, by himself or by his partner, has a contract with the corporation.

Nevertheless a shareholder in any incorporated company which has a contract or agreement with the corporation, or which receives any aid or grant therefrom, is not disqualified from acting as a member of the council; but he is considered to be interested in all measures concerning such company which are considered before the council or any committee thereof;

The word "contract" as used in this paragraph, does not include a lease nor the sale or purchase of land, nor any agreement with regard to any one thereof.

12. Whoever can neither read nor write fluently; to be able to read printed matter or write his name only, or both, is insufficient;

13. Every one found guilty of treason or of any criminal offence punishable by imprisonment for two years or more;

14. In the case of the office of mayor or councillor, all persons

sonnes qui sont responsables des deniers de la corporation, ou qui sont émeux en faveur de la corporation, ou qui reçoivent des deniers ou autres considérations de la corporation pour leurs services, et aussi, quiconque préside de fait une élection de maire ou de conseillers.

Néanmoins une personne occupant un emploi subordonné sous le conseil dont elle veut devenir membre, peut être élue à la charge de maire ou de conseiller, et, dans ce cas, la charge qu'elle occupait avant son élection devient vacante. (Arts 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, combinés et amendés.)

who are responsible for the moneys of the corporation or who are sureties in favor of the corporation, or who receive money or other consideration from the corporation for their services, and also whoever presides at an election of a mayor or councillors.

Nevertheless, a person having a subordinate position under the council whereof he wishes to become a member, may be elected to the office of mayor or councillor, and in such case the office he held before his election becomes vacant. (Arts. 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374, and R. S., 1909, art. 5363 combined and amended.)

Jurisp.—1. Un échevin de la cité de Montréal qui fournit des matériaux à un entrepreneur pour exécuter un contrat avec la cité se rend inhabile à conserver son siège d'échevin. **Stephens vs. Hurteau et la cité de Montréal.** 19 R. L. 38; L. J. C. 162; 6 M. L. R.; S. C. 148.

2. La caution d'un entrepreneur de travaux pour la cité de Québec est inéligible comme échevin. Pour devenir éligible, il ne lui suffit pas de donner avis à l'entrepreneur, qu'elle cesse d'être responsable; il faut de plus que la cité le dégage de ses obligations. **Beaubien vs. Béland.** C. S. R., 14 L. N., 390; 17 J. L. R. 127.

3. Un conseiller municipal qui fait un travail pour un entrepreneur ou qui lui fournit des matériaux pour l'exécution d'un contrat que cet entrepreneur a avec la corporation n'a pas lui-même un intérêt dans ce contrat de manière à entraîner la vacance de son siège au conseil municipal. **Poulin et al., vs. Limoges et la Ville de Maisonneuve** mise en cause. 7 R. O.; C. S. 253.

4. Des ventes pour de faibles montants, faites à une corporation municipale par un membre du conseil, au cours ordinaire des affaires et à son magasin, ne constituent pas des contrats avec la corporation au sens de l'art. 227 C. M., de manière à entraîner pour ce conseiller la perte de son siège. **Gaudry vs. Dazé,** 6 R. O.; C. S. 518.

5. Un conseiller municipal qui reçoit directement de la corporation une somme d'argent, même minime, pour travail sur une rue et matériaux fournis, se rend par là inhabile à siéger; le peu d'importance du montant reçu, pas plus que le fait de le rembourser après menaces de poursuite, ne peut purger cette déchéance. **Bouchard vs. Bélanger,** C. R. 1895, 8 R. O.; C. S. 435.

6. Un conseiller municipal forfait son siège en prenant des contrats de la corporation dont il est membre. Sur poursuite, il paie les frais avant le rapport de l'action et résigne son siège. Cette résignation est approuvée par le conseil, le siège déclaré vacant, et les contrats sont annulés. Subséquentement, le conseil remplit la vacance en nommant le même conseiller, et un second bref de quo

WARRANTO est émané contre ce conseiller, pour les mêmes raisons que la première poursuite, plus l'allégation de fraude et de connivence entre ce conseiller et les autres membres du conseil.

Jugé:—Que l'incapacité créée par suite des contrats entre une corporation et l'un des membres de son conseil n'est pas permanente. Après les formalités ci-dessus, le défendeur était redevenu rééligible la loi ne fixant aucune limite à la durée de l'incapacité encourue.—**Landry vs. Judd**, 14 R. O., C. S. 188, Plamondon, J., confirmé en Rev.

7. Le conseiller municipal qui, pendant son terme d'office, a vendu avec faculté de réméré l'immeuble sur lequel il se qualifiait, peut être dépossédé de son siège sur bref de **quo warranto**, la vente à réméré ayant son effet du jour du contrat, sauf résolution à l'avènement de la condition résolutoire sous laquelle elle est stipulée; et il importerait peu que, depuis l'émanation du bref, le conseiller aurait exercé la faculté de réméré qu'il s'était conservée. **Berthiaume vs Pilon**, 14 R. O.; C. S.; 254, C. S., Mathieu, J.,

8. 1. Sur poursuite pour faire annuler l'élection du défendeur comme maire, la qualité d'électeur du demandeur peut être contestée, bien que son nom soit sur la liste des électeurs, et il est loisible de prouver que ce nom se trouve ainsi sur telle liste par erreur.

2. Le fait que le défendeur, lors de son élection comme maire de Mont. était propriétaire d'un journal dans lequel étaient publiées les annonces de corporation lors de la dite élection, n'est pas suffisant pour faire annuler l'élection, s'il n'est pas prouvé qu'au temps de son élection le demandeur recevait de la cité quelque indemnité pécuniaire.

3. Quelques années avant son élection, le défendeur s'était fait naturaliser citoyen américain, et à son retour au Canada, il avait négligé de se conformer aux dispositions du statut impérial de naturalisation de 1870, pour recouvrer sa qualité de citoyen britannique. Mais quelques jours après son élection, il avait fait la déclaration et souscrit le serment prescrits par l'acte de naturalisation du Canada, 1881, dans les deux ans de la mise en vigueur de ce dernier acte.

Jugé:—Que l'élection était par là devenue valide.—**Ste-Marie et al., vs Beaugrand**, I. M. L. R.; S. C., 328, Torrance, J.

228. Nul ne peut être mis en nomination pour la charge de maire ou de conseiller d'une municipalité locale, ni être élu à cette charge, ni l'occuper, s'il n'est électeur et s'il ne possède dans la municipalité, à titre de propriétaire, des biens-fonds de la valeur d'au moins quatre cents piastres, après paiement ou déduction faite de toute charge imposée sur tels biens-fonds.

Le cens d'éligibilité prescrit par le présent article est établi par le rôle d'évaluation en vigueur à la date de la présentation des candidats.

S'il s'agit des municipalités du

288. No one can be put in nomination for, nor elected to, nor hold the office of mayor or councillor of a local municipality, unless he is an elector possessing within the municipality, as proprietor, immoveable property of the value of at least four hundred dollars, after payment or deduction of all incumbrances imposed thereon.

The qualification prescribed by this article is established by the valuation roll in force at the date of the nomination of candidates.

In the case of municipalities of

comté de Saguenay situées à l'est de la rivière Betsiamites, une qualité foncière quelconque suffit. (Art. 283 amendé; 3 Geo. V, c. 12, s. 2; 5 Geo. V, c. 86, s. 3.)

the county of Saguenay east of the river Betsiamites, any landed qualification whatsoever suffices. (Art. 283 amended; 3 Geo. V, c. 12, s. 2; 5 Geo. V, c. 86, s. 3.)

229. Nul ne peut exercer les fonctions de maire ou de conseiller, ni ne peut remplir une autre charge municipale, à moins qu'il ne possède en tout temps le cens d'éligibilité ou les qualités exigées par la loi. (S. R., 1909, art. 5365 amendé.)

229. No person can act as mayor or councillor, nor hold any other municipal office, unless he is eligible, and possesses at all times the qualifications required by law. (R. S. 1909, art. 5365, amended.)

Sur demande écrite présentée au conseil par un électeur, à l'effet de mettre le maire ou un conseiller, suivant le cas, en demeure d'établir son cens d'éligibilité, tel maire ou conseiller doit dans les huit jours suivants, produire et déposer au bureau de la corporation, une déclaration sous serment, établissant qu'il a la qualification foncière requise pour occuper sa charge, et contenant la désignation des biens-fonds qui lui donnent telle qualification. (Art. 283 amendé, partie.)

Upon written application to the council, by an elector for the purpose of putting the mayor or a councillor, as the case may be, in default to establish his qualification, such mayor or councillor must, within eight days following produee and file in the office of the corporation a declaration under oath establishing that he possesses the landed qualification required to occupy the said office, with the description of the real estate which gives him such qualification. (Art. 283 amended)

CHAPITRE DEUXIEME

DES PERSONNES EXEMPTES DES CHARGES MUNICIPALES ET DE
CELLES QUI Y SONT SUJETTES

CHAPTER SECOND

PERSONS EXEMPT FROM AND THOSE BOUND TO ACCEPT
MUNICIPAL OFFICE

230. Quiconque est capable d'exercer une charge municipale dans la municipalité, et n'en est pas exempt, est tenu d'accepter cette charge, s'il y est nommé, et

230. Whoever is capable of holding any municipal office in the municipality and is not exempt from so doing, is bound to accept such office, if he is the-

d'en remplir toutes les fonctions, sous les pénalités prescrites par la loi.

Néanmoins, nul n'est tenu d'accepter ou de continuer à exercer la charge de secrétaire-trésorier ou d'inspecteur municipal, dans tous les cas, ni celle de vérificateur, d'estimateur ou de surintendant spécial s'il ne réside pas dans la municipalité. (Art. 201 amendé.)

231. Ne sont pas tenus d'accepter ces charges municipales, ni de continuer à les occuper :

1. Les membres du Sénat, des Communes, du Conseil législatif et de l'Assemblée législative ;

2. Tous les fonctionnaires civils, les employés du parlement fédéral et de la législature provinciale, et les officiers de l'état-major de la milice et de la marine ;

3. Les instituteurs, pendant qu'ils exercent leur profession ;

4. Les pilotes licenciés et les navigateurs de profession ;

5. Tout meunier, quand il est le seul employé comme tel dans un moulin ;

6. Les personnes âgées de plus de soixante ans ;

7. Les geôliers et les gardiens des maisons de détention, de correction ou de réforme ;

8. Toutes les personnes préposées au service des chemins de fer. (Art. 209 amendé.)

232. Quiconque a rempli une charge municipale pendant les deux années immédiatement pré-

reunto appointed, and to perform all the duties thereof, under the penalties prescribed by law.

No one, however, is bound to accept or to continue to hold the office of secretary-treasurer or municipal inspector in any case, nor that of auditor, assessor or special superintendent, unless he resides within the municipality. (Art. 201 amended.)

231. The following persons are not bound to accept any municipal office, nor to continue to hold the same ;

1. Members of the Senate, the House of Commons, the Legislative Council or the Legislative Assembly ;

2. All civil functionaries, the employees of the Federal Parliament or the Provincial Legislature and the officers of the militia and navy staffs ;

3. Teachers, while engaged as such ;

4. Licensed pilots and those engaged in navigation ;

5. Any miller, when he is the only person employed as such in any mill ;

6. Persons over sixty years of age ;

7. Goalers and keepers of houses of confinement or correction, or of reformatories ;

8. All persons employed on railways. (Art. 209 amended.)

232. Any person who has held any municipal office during the two years next preceeding, may

cédentes, peut refuser d'accepter une charge quelconque pour la même corporation, pendant les deux années qui suivent ce service. (Art. 210.)

233. Quiconque occupe déjà un emploi pour une corporation peut, pendant qu'il remplit les fonctions de cet emploi, refuser d'accepter toute autre charge pour la même corporation. (Art. 211 amendé.)

234. Quiconque a payé l'amende pour refus d'accepter une des charges municipales est exempt de remplir une charge quelconque pour la même corporation pendant le temps pour lequel il avait été nommé. Art. 212.)

235. Quiconque a été nommé à une charge municipale dont il est exempt ou qui en devient exempt pendant qu'il l'occupe, et veut profiter de l'exemption, doit signifier au bureau de la corporation un avis spécial à cet effet, dans les quinze jours qui suivent la notification de sa nomination ou le jour qu'il devient exempt de la charge qu'il occupe.

A défaut de ce faire, il n'est plus reçu à réclamer son exemption. (Art. 213.)

236. Les juges de paix sont exempts de servir comme inspecteurs municipaux, inspecteurs agraires ou gardiens d'enclos publics. (Art. 367 amendé.)

refuse to accept any office whatsoever, for the same corporation, during the two years next after such service. (Art. 210.)

233. Any person actually holding office under any council may, while he is discharging the duties of such position, refuse to accept any other office for the same corporation. (Art. 211 amended.)

234. Any person who has paid a fine for refusal to accept any municipal office, is exempt from holding any office whatsoever for the same corporation during the period for which he had been appointed. (Art. 212.)

235. Any person who has been appointed to a municipal office from which he is exempt, or who, while holding any office, becomes exempt, and desires to avail himself of such exemption, must lodge in the office of the corporation a special notice to that effect, within fifteen days after the notification of his appointment or the day when he becomes exempt.

In default of his so doing, he can no longer claim his exemption. (Art. 213.)

236. Justices of the peace are exempt from serving as municipal inspectors, rural inspectors or pound-keepers. (Art. 367 amended.)

TITRE VIII
DES VACANCES DANS LES CHARGES DE
MAIRE, DE CONSEILLERS ET AUTRES,
ET PENALITES POUR REFUS D'AC-
CEPTER CES CHARGES OU
DE LES EXERCER

TITLE VIII
VACANCIES IN THE OFFICES OF MAYOR,
COUNCILLOR AND OTHER MUNICIPAL
OFFICES, AND PENALTIES FOR RE-
FUSING TO ACCEPT AND HOLD
THE SAME

237. La charge de maire ou de conseillers devient vacante:

1. Lorsqu'il a été nommé comme maire ou comme conseiller une personne exemptée de cette charge, ou lorsqu'une personne exerçant la charge de maire ou de conseiller en devient exemptée pendant qu'elle l'occupe, et que, dans l'un ou l'autre cas, telle personne a, dans le délai prescrit, notifié la corporation de son intention de profiter de telle exemption;

2. Lorsqu'il y a refus d'accepter ou de continuer à exercer cette charge;

3. Lorsque le maire ou le conseiller n'a plus sa résidence ou sa place d'affaires dans les limites de la municipalité locale, sauf le cas prévu par le paragraphe 10 de l'article 227;

4. Lorsque le maire ou le con-

237. The office of mayor or of councillor becomes vacant:

1. When a person who is exempt from holding either of such offices has been appointed thereto, or when a person becomes exempt therefrom during his tenure thereof, provided, in either case, such person has, within the delay prescribed, notified the corporation of his intention to avail himself of such exemption;

2. In the case of refusal to accept or continue to perform the duties of such office;

3. When the mayor or councillor no longer has his residence or place of business within the local municipality; except in the case provided for by paragraph 10 of article 227;

4. When the mayor or a coun-

seiller est tombé, après sa nomination, dans une des incapacités prononcées par le présent code;

5. Lorsque, sans permission du conseil, il y a, pendant trois mois consécutifs, absence de la municipalité locale, ou impossibilité d'agir par maladie, infirmité ou autrement;

6. Lorsque la démission du maire ou d'un conseiller a été acceptée par le conseil;

7. Lorsqu'il y a décès;

8. Lorsque la personne occupant la charge a fait cession judiciaire de ses biens ou devient insolvable. (Arts 337 et 342 combinés et amendés.)

cillor, after his appointment, has come under one of the disqualifications established by this code;

5. When, without permission, of the council, he is, during three consecutive months, either absent from the local municipality or unable to act because of sickness, infirmity or otherwise;

6. When the resignation of the mayor or councillor has been accepted by the council;

7. In case of death;

8. When the person holding such office has made a judicial abandonment of his property or has become insolvent. (Arts. 337 and 342 combined and amended.)

1. Il importe de ne pas confondre les incapacités avec les vacances. Il y a vacance quand une charge municipale n'a pas de titulaire, quand elle n'est occupée par personne. Une personne est dite **incapable**, au point de vue des charges municipales, lorsque la loi déclare que cette personne ne pourra pas les occuper.

Une charge peut devenir vacante de plusieurs manières, par exemple, par le décès du titulaire, par son refus d'exercer sa charge, par son départ de la municipalité, A. C. M. 155, 203, 283, 285. Dans ces divers cas la charge devient vacante de plein droit, et le conseil peut la remplir en nommant un autre titulaire, sans autre formalité.

Mais dans le cas d'incapacité, il en est autrement. D'abord, une personne incapable ne doit pas, ne peut être nommée. Si l'incapacité survient après sa nomination, l'incapable devra en donner avis au conseil, A. C. M. 207, lequel déclare qu'en raison de cette incapacité la charge est vacante, et cette déclaration produit la vacance qui doit alors être remplie par la nomination d'un nouveau titulaire. Tant que le conseil n'a pas déclaré la vacance, dans le cas d'incapacité, il n'y a pas vacance, et par conséquent il n'y a pas lieu de nommer un remplaçant à l'incapable.

Il n'y a donc que les vacances créées par incapacité qui doivent être déclarées avant d'être remplies.—**Paris vs Couture**, 10 Q. L. R. 1.

2. Un conseil déclare illégalement que le siège d'un conseiller est vacant. Ce conseiller a, contre la corporation, un recours par voie de mandamus.—**Savaria vs Corporation de la paroisse de Varennes**, 3 M. L. R.; S. C., 157.—Voir 10 R. O.; C. S., 69 et 85, 97, 104, causes de **Rouleau et al., vs La Corporation de St-Lambert**, sous art. 120.

Un conseiller municipal, maire de conseil, écrit au conseil qu'il est exempt des charges de conseiller et de maire, et qu'on ait à le remplacer. Cet avis équivaut à un refus de continuer à exercer les charges de conseiller et de maire, et rend ces charges vacantes *ipso facto*, sans l'intervention du conseil.

Il n'est pas nécessaire de donner à ce conseiller démissionnaire avis de la séance spéciale convoquée pour le remplacer; et si cet avis était nécessaire, l'officier démissionnaire pourrait seul s'en plaindre. Dans aucun cas, il ne peut

prendre part aux procédés du conseil pour ce qui concerne sa démission, et ne peut plus siéger dès que des procédures sont adoptées pour le remplacer.

En acceptant sa démission comme conseiller, le conseil accepte *ipso facto* sa démission comme maire. **Lemieux vs Bouchard**. 2 Rev. Jur. 381. C.S.—Cimon J.

238. S'il survient une vacance dans la charge de maire ou de conseiller, le conseil doit, à une session spéciale convoquée à cette fin, par le maire ou le secrétaire-trésorier, dans les quinze jours qui suivent la vacance, nommer par résolution, parmi les personnes éligibles de la municipalité, une personne ayant les qualités requises pour remplir la vacance. (Art. 339 amendé.)

239. Quiconque, remplissant une charge municipale autre que celle de maire ou de conseiller, devient incapable pendant qu'il exerce ses fonctions, en est de plein droit déchu et sa charge devient vacante. (S. R., 1909, art. 5365 amendé.)

240. L'omission pendant trente jours de la part d'un membre du conseil de prêter le serment d'office pour la charge à laquelle il a été nommé, constitue un refus d'accepter telle charge, et le rend sujet aux pénalités prescrites. (Art. 112 amendé.)

241. Quiconque est nommé à une charge municipale et refuse ou néglige d'accepter cette charge en ne prêtant pas le serment d'office, ou refuse ou néglige d'en remplir les devoirs pendant trois mois consécutifs, est déchu de

238. If a vacancy occurs in the office of mayor or councillor, the council must, by resolution, at a special sitting convened for that purpose by the mayor or secretary-treasurer, within fifteen days of the occurrence of the vacancy, appoint, from among the persons eligible within the municipality, a person qualified to fill such vacancy. (Art. 339 amended.)

239. Whoever becomes incapacitated while holding any municipal office than that of mayor or councillor, shall "ipso facto" lose his office, and such office shall become vacant. (R. S., 1909, art. 5365 amended.)

240. The omission, during thirty days, by any member of a council, to take the oath required for the office to which he has been appointed, constitutes a refusal to accept such office, and renders him liable to the penalties prescribed in such case. (Art. 112 amended.)

241. Whoever has been appointed to a municipal office and refuses or neglects to accept the same, by neglecting to take the oath of office, or refuses or neglects to discharge the duties of such office during three consecu-

plein droit de telle charge. (Art. 117 amendé.)

242. Si son refus ou défaut est sans cause, il est en outre passible :

1. D'une amende de vingt piastres, s'il s'agit des charges de délégué de comté, de conseiller local, d'estimateur, d'inspecteur agraire, d'inspecteur d'arrondissement de voirie, de vérificateur ou de gardien d'enclos public ;

2. D'une amende de trente piastres, s'il s'agit de la charge de maire, ou de conseiller de comté, et

3. D'une amende de quarante piastres, s'il s'agit de la charge de préfet. (Arts 118, 119, 254, 263, 334 et 367a combinés et amendés.)

tive months, is "de jure" deprived of such office. (Art. 117 amended.)

242. If his refusal or neglect is without cause, he is, in addition, liable to a fine :

1. Of twenty dollars, in the case of the office of county delegate, local councillor, assessor, rural inspector, district road-inspector, auditor or pound-keeper ; or

2. Of thirty dollars, in the case of the office of mayor or county councillor ; or

3. Of forty dollars, in the case of the office of warden. (Arts. 118, 119, 254, 263, 334, and 367a combined and amended.)

TITRE IX DES ELECTEURS

TITLE IX ELECTORS

243. Est électeur, et comme tel a droit de voter à l'élection du maire et des conseillers locaux et d'exercer tous les droits et privilèges conférés aux électeurs par les dispositions du présent code, sujet à l'application de l'article 758, tout individu qui possède, au moment d'exercer tels droits et privilèges, les conditions suivantes :

243. Every person who, at the moment of exercising such rights and privileges, comes within the following conditions, is an elector, and as such has the right to vote at the election of mayor and local councillors, and to exercise all rights and privileges conferred on electors by the provisions of this code, subject to the provisions of article 758.

1. Etre sujet de Sa Majesté et majeur;

2. Etre du sexe masculin, ou être fille ou veuve;

3. Posséder dans la municipalité dans laquelle est exercé le droit d'électeur, en son plein nom ou au nom et pour le profit de sa femme, tel qu'il appert au rôle d'évaluation en vigueur, soit comme propriétaire, un terrain de la valeur réelle d'au moins cinquante piastres, soit comme locataire résidant à ferme ou à loyer, ou comme occupant à un titre quelconque, un terrain d'une valeur annuelle d'au moins vingt piastres, et, dans les municipalités du comté de Saguenay situées à l'est de la rivière Betsiamites, posséder à titre de propriétaire, de locataire ou d'occupant, un terrain d'une valeur quelconque;

4. Etre inscrit comme propriétaire, comme locataire ou comme occupant, sur le rôle d'évaluation en vigueur dans la municipalité. (Art. 291 amendé; 55-56 V., c. 35; 3 Geo. V, c. 12, s. 3; 5 Geo. V, c. 86, s. 4.)

244. Est aussi électeur tout fils de propriétaire remplissant, au moment d'exercer tels droits et privilèges, les conditions suivantes, savoir:

1. Etre majeur et sujet de Sa Majesté;

2. Travailler depuis un an sur la terre paternelle, exploitée par le père ou la mère, si cette terre est d'une valeur suffisante pour

Such person must :

1. Be a British subject, and have attained the age of majority;

2. Be of the male sex, or be a spinster or widow;

3. Have been in possession, in the municipality in which he or she seeks to exercise the right of an elector, either in his own name or in the name of and for the benefit of his wife, as appears by the valuation roll in force, as proprietor, of immoveable property of the actual value of at least fifty dollars, or as resident tenant, farmer or lessee, or as occupant by any title whatsoever, of immoveable property of the annual value of at least twenty dollars; and, in municipalities of the county of Saguenay, east of the river Betsiamites, as proprietor, tenant or occupant, of immoveable property of any value whatsoever;

4. Be entered in the valuation roll in force in the municipality either as proprietor, tenant or occupant. (Art. 291 amended; 55-56 Vie., c. 35; 3 Geo. V. c. 12, s. 3; 5 Geo. V, c. 86, s. 4.)

244. Proprietors' sons are also electors who, at the time they exercise their rights and privileges;

1. Are British subjects and have attained the age of majority;

2. Have during the past year worked on their parents farm, cultivated by the father or mother, if such farm is of sufficient

leur donner à tous droit de voter en vertu de l'article 243;

value to qualify them as electors, under the provisions of article 243;

3. Etre inserit sur le rôle d'évaluation comme fils de propriétaire.

3. Are entered in the valuation roll as sons of proprietors.

Tels électeurs ne peuvent cependant voter qu'aux élections de maire et de conseillers. (Nouveau.)

Such electors, however, may vote only for the election of a mayor and of councillors. (New).

TITRE X

DES ELECTIONS DU MAIRE ET DES CONSEILLERS LOCAUX

CHAPITRE PREMIER

DE L'EPOQUE DES ELECTIONS ET DU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL

TITLE X

ELECTION OF THE MAYOR AND LOCAL COUNCILLORS

CHAPTER FIRST

TIME FOR HOLDING ELECTIONS AND REPLACING THE MEMBERS OF THE COUNCIL

245. Le maire et les conseillers sont mis en nomination, le deuxième mercredi de janvier, et la votation de vive voix, s'il y a lieu, se fait le jour suivant.

245. The mayor and councillors are nominated on the second Wednesday of January, and the voting by word of mouth, if it takes place, is held on the following day.

Cependant, dans les municipalités qui ont adopté le scrutin secret, la votation a lieu le lundi suivant. (Nouveau.)

Nevertheless voting takes place on the following Monday in municipalities which have adopted voting by ballot. (New.)

246. Dans toute municipalité locale nouvellement érigée, ou dans laquelle il n'y a pas de conseil en

246. In every local municipality newly erected, or in which there is no council, or in any ter-

fonction, ou dans tout territoire qui forme par lui-même une municipalité, quand les conditions requises par la loi ont été remplies à la satisfaction du secrétaire de la province, la première élection du maire et des conseillers doit être faite au jour fixé par le lieutenant-gouverneur. (Nouveau.)

247. A la première élection générale tenue après la mise en vigueur du présent code, ainsi qu'à la première élection générale tenue dans toute municipalité locale érigée dans la suite ou dans laquelle il n'y a pas de conseil en fonction, ou dans tout territoire qui forme par lui-même une municipalité, quand les conditions requises par la loi ont été remplies, il doit être élu, ou nommé, à défaut d'élection, un maire et six conseillers, lesquels sortent de charge et sont remplacés en la manière indiquée en l'article 82 et en l'article 248. (Art. 278 amendé.)

248. Des six conseillers élus à telle occasion, ou nommés par le lieutenant-gouverneur à défaut d'élection :

1. Trois doivent être remplacés à l'époque de l'élection générale suivante ;

2. Et les trois autres, au même temps, l'année suivante ;—

et ainsi de suite, de manière qu'il doive être élu ou nommé trois conseillers locaux chaque année. (Art. 279 amendé.)

ritory which forms, by itself, a municipality, when it fulfils the requirements of the law to the satisfaction of the Provincial Secretary, the first election of mayor and councillors must be held on the day fixed by the Lieutenant-Governor. (New.)

247. At the first general election held after the coming into force of this code, as well as at the first general election in every local municipality erected thereafter, or in which there is no council, or in any territory forming of itself a municipality, when the requirements of the law are fulfilled, a mayor and six councillors must be elected, or in default of election, appointed, who go out of office and are replaced in the manner indicated in article 82 and in article 248. (Art. 278 amended.)

248. Of the six councillors elected at such election, or appointed by the Lieutenant-Governor, in default of an election :

1. Three must be replaced at the next general election ;

2. The remaining three must be replaced at the same time in the following year ;

and so on, in such manner that three local councillors must be elected or appointed each year. (Art. 279 amended.)

249. Les conseillers mentionnés au paragraphe 1 de l'article 248 doivent être tirés au sort, par le conseil, séance tenante, dans le mois de décembre précédant la date de l'élection à laquelle ils doivent être remplacés; à défaut de ce faire, ils sont tirés au sort par le président de l'élection, en présence des électeurs, ou désignés par le lieutenant-gouverneur, lorsqu'il doit les remplacer.

S'il s'agit d'une élection au scrutin secret, ils sont désignés, à défaut du conseil de faire le tirage au sort en temps utile, par le secrétaire de la province, au moins dix jours avant le jour fixé pour la mise en nomination.

Nulle élection ou nomination ne peut être faite pour remplacer ces conseillers avant qu'ils aient été tirés au sort ou désignés. (Art. 280 amendé.)

249. The councillors mentioned in paragraph 1 of article 248 must be selected by lot, by the council, at a sitting thereof, in the month of December preceding the date of the election at which they are to be replaced; in default thereof the retiring councillors are chosen by lot, by the officer presiding at the election, in the presence of the electors, or are designated by the Lieutenant-Governor when they are to be replaced by him.

If the voting is to be by ballot and the council has not made the selection by lot in proper time, they are designated by the Provincial Secretary at least ten days before the date set for the nomination.

No election or appointment may take place to fill the offices of such councillors until they have been so selected by lot or designated. (Art. 280 amended.)

CHAPITRE DEUXIEME

DES OFFICIERS D'ELECTION

CHAPTER SECOND

ELECTION OFFICERS

250. Le secrétaire-trésorier de la municipalité agit comme président de toute élection qui se fait en vertu du présent code, et, dans l'application des différents articles se rapportant auxdites élections, les mots "président de l'élection" signifient le secrétaire-trésorier de la municipalité ou toute autre personne qui agit en cette qualité.

250. The secretary-treasurer of a municipality acts as presiding officer at all elections held under this code, and in the application of the various articles referring to said elections, the words 'presiding officer' or 'officer presiding at the election' mean the secretary-treasurer of the municipality or any other person who acts in that capacity.

Chaque fois que le secrétaire-trésorier refuse, ou qu'il lui est interdit, ou qu'il est incapable d'agir comme président de l'élection avant la nomination du secrétaire de l'élection en vertu de l'article 251, le maire doit, par commission sous sa signature, nommer comme président de l'élection une personne compétente.

La première élection dans une municipalité nouvellement organisée est présidée par une personne nommée à cet effet par le secrétaire de la province. Si, au moment de l'élection la personne qui doit présider est absente ou incapable d'agir, la majorité des électeurs présents choisit un président. (Arts 296, 297 et 298 combinés et amendés.)

Whenever the secretary-treasurer refuses to act or is prohibited from or is incapable of acting as presiding officer before the appointment of an election clerk under article 251, the mayor must under his signature appoint a competent person to preside at such election.

The first election in a newly organized municipality is presided over by a person appointed therefor by the Provincial Secretary. If, when the election is about to take place, the person who is to preside is absent or unable to act, the majority of the electors present choose a presiding officer. (Arts. 296, 297 and 298 combined and amended.)

Jurisp.—1. Une élection présidée par un des conseillers sortant e charge sera déclarée nulle. *Globenski vs Champagne*. 2 R. C., 235.

251. Le président de l'élection, par une commission sous sa signature, doit nommer un secrétaire d'élection, et peut, en tout temps pendant l'élection, nommer de la même manière un autre secrétaire, si celui qu'il a ainsi nommé en premier lieu démissionne, refuse, ou est incapable de remplir les devoirs qui lui sont assignés. (S. R., 1909, art. 5415 amendé.)

251. The officer presiding at the election, by a commission under his signature, must appoint an election clerk, and may at any time during the election appoint in the same manner another clerk, if the one whom he has thus first appointed resigns, refuses or is unable to perform the duties assigned to him. (R. S., 1909, art. 5415 amended.)

252. Le président de l'élection, quand il n'est pas le secrétaire-trésorier de la municipalité, de même que le secrétaire d'élection,

252. The officer presiding at the election, when he is not the secretary-treasurer of the municipality, as well as the election

doit, avant d'agir comme tel, prêter serment d'office. (S. R., 1909, art. 5416 amendé.)

253. Le secrétaire d'élection doit aider le président d'élection dans l'accomplissement de ses devoirs et le remplacer chaque fois que celui-ci refuse, ou qu'il lui est interdit, ou qu'il est incapable de remplir ses fonctions, et qu'il n'a pas été remplacé par un autre.

Au cas du remplacement d'un président d'élection, le secrétaire d'élection continue en charge, à moins d'être remplacé par un autre, à la discrétion du nouveau président d'élection. (S. R., 1909, art. 5417 amendé.)

254. Tout président d'élection, secrétaire d'élection, ou secrétaire-trésorier, qui refuse ou néglige d'accomplir quelqu'une des obligations ou formalités requises de lui par le présent titre, encourt, pour chaque tel refus ou négligence, en sus de tous dommages réellement occasionnés, une amende n'excédant pas deux cents piastres. (S. R., 1909, art. 5418 amendé.)

255. Quiconque a été nommé pour présider une élection de maire ou de conseillers locaux par le secrétaire de la province ou par le maire, selon le cas, est admis à refuser d'exercer cette charge en transmettant au secrétaire de la province ou au maire, selon le cas, un avis spécial à cet effet, dans les quatre jours de la notification de sa nomination. A défaut de ce faire, il n'est plus reçu à re-

elk, must take the oath of office before acting as such. (R. S., 1909, art. 5416 amended.)

253. The election clerk must assist the presiding officer in the performance of his duties, and act in his stead whenever he refuses or is disqualified or unable to perform his duties, and has not been replaced.

In the case of the change of a presiding officer, the election clerk continues in office, unless he is replaced in the discretion of the new presiding officer. (R. S., 1909, art. 5417 amended.)

254. Every presiding officer, election clerk or secretary-treasurer, who refuses or neglects to fulfil any of the duties or formalities required of him by this title, incurs, in addition to all damages actually caused, for each such refusal or act of negligence, a fine of not more than two hundred dollars. (R. S., 1909, art. 5418 amended.)

255. Whoever has been appointed by the Provincial Secretary, or by the mayor, as the case may be, to preside at an election of mayor or local councillors, may decline such office on transmitting special notice of his refusal to the Provincial Secretary or the mayor, as the case may be, within four days from the notification of his appointment. In default of his so doing, he may no

fuser cette charge. (Art. 305 amendé.)

longer refuse such office. (Art. 305 amended.)

256. La corporation peut faire, amender ou abroger des tarifs pour les honoraires et les dépenses des officiers d'élection. (Nouveau.)

256. The corporation may make, amend or repeal tariffs of fees and disbursements of election officers. (New.)

CHAPITRE TROISIEME DE L'AVIS DE L'ELECTION

CHAPTER THIRD NOTICE OF ELECTIONS

257. Huit jours au moins avant le deuxième mercredi de janvier, chaque année, le président de l'élection doit donner avis public, sous sa signature, désignant:

257. At least eight days before the second Wednesday of January in each year, the presiding officer must give public notice over his signature, setting forth:

a. Le lieu, le jour et l'heure fixés pour la mise en nomination des candidats;

a. The place, day and hour fixed for the nomination of candidates;

b. Les jour et lieu auxquels le bureau de votation sera ouvert pour la réception des votes des électeurs, si la votation est nécessaire;

b. The day when and the place where the poll for taking the votes of the electors will be held, in case a poll is necessary;

c. La nomination du secrétaire d'élection.

c. The appointment of the election clerk. (Art. 294 amended, R. S., 1909, art. 5419 amended.)

(Art. 294 et S. R., 1909, art. 5419 combinés et amendés.)

CHAPITRE QUATRIEME DE LA PRESENTATION DES CANDIDATS

CHAPTER FOURTH NOMINATION OF CANDIDATES

258. La présentation des candidats à une élection a lieu le deuxième mercredi de janvier, de dix heures à midi. (Nouveau.)

258. The nomination of candidates at an election is held from ten o'clock until noon, on the second Wednesday of January. (New.)

259. Le président doit recevoir et mettre en nomination les noms de toutes les personnes présentées par écrit, par au moins deux électeurs présents.

Le bulletin de présentation doit mentionner les noms, prénoms et occupations des candidats proposés, et est signé au long par les proposeurs. (Art. 309 amendé.)

260. Nul bulletin de présentation n'est valide et mis à effet par le président de l'élection, s'il n'est fait et remis comme dit précédemment.

En recevant ce bulletin, le président de l'élection doit l'examiner et déclarer sur-le-champ s'il le considère valide, et mettre sa déclaration à effet, en y insérant sous sa signature le mot "admis" ou le mot "rejeté"; avec, en ce dernier cas, les motifs du rejet.

Ce bulletin peut alors être corrigé, ou être remplacé par un autre bulletin, tant que le délai n'est pas expiré. (S. R., 1909, art. 5429 amendé.)

261. Si, à l'expiration du délai fixé pour la présentation des candidats à l'une ou à l'autre desdites charges de maire ou de conseillers, il n'y a que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour lesdites charges, ces candidats se trouvent élus "ipso facto", et il est du devoir du président de l'élection de proclamer immédiatement les candidats élus, et de donner avis public de telles élections pas plus tard que le diman-

259. The presiding officer is bound to receive and propose as candidates, the names of all persons submitted to him in writing, by at least two electors present.

The nomination papers must mention the name, surname and occupation of each of the proposed candidates, and be signed at length by the proposers. (Art. 309 amended.)

260. No nomination paper is valid nor can be given effect to by the officer presiding at the election, unless it is made and presented as above prescribed.

The presiding officer, on receiving it, examines it and immediately declares whether he considers it valid or not, and gives effect to his declaration by writing the word "admitted" or "rejected" over his signature, and, in the latter case, giving his reasons for its rejection.

Such nomination-paper may then be corrected or replaced by another nomination-paper, so long as the delay has not expired. (R. S., 1909, art. 5429 amended.)

261. If, at the expiration of the delay fixed for the nomination of candidates for mayor or councillors, only the number required for any one of the said offices is nominated, such candidates are "ipso facto" elected, and the presiding officer must forthwith proclaim such candidates elected, and give public notice of such election not later than the following Sunday. (R. S.,

che suivant. (S. R., 1909, art. 1909, art. 5430 amended.)
5430 amendé.)

262. Le rapport du président de l'élection au conseil doit être accompagné d'un procès-verbal de ses opérations, dans lequel il mentionne toute candidature proposée et écartée pour cause d'inobservance des dispositions du présent titre. (S. R., 1909, art. 5431 amendé.)

263. Tout candidat présenté peut se retirer en tout temps après sa présentation et avant le clôture de la votation, en transmettant au président de l'élection une déclaration écrite à cet effet, signée par lui-même, et tous les votes donnés en faveur du candidat qui s'est ainsi retiré sont nuls et non avvenus; et si, après cette retraite, il ne reste que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour les charges vacantes, le président de l'élection doit déclarer comme dûment élus les candidats restant sur les rangs, sans attendre le jour fixé pour la votation, ou la clôture d'icelle si la retraite en question est signifiée le jour de la votation. (S. R., 1909, art. 5432 amendé.)

264. 1. Si un candidat meurt après avoir été mis en nomination et avant la clôture de la votation, le président de l'élection est tenu de commencer de nouveau, sans délai, les procédures de cette élection, en donnant l'avis mentionné dans l'article 257, et de fixer le jour de la mise en nomination des candidats et celui de la votation,

262. The presiding officer shall accompany his return to the council, with a report of his proceedings and of any nomination proposed and rejected for non-compliance with the requirements of this title. (R. S., 1909, art. 5431 amended.)

263. Any candidate nominated may withdraw at any time after his nomination and before the closing of the poll, by filing with the officer presiding at the election a declaration in writing to that effect, signed by himself; and any votes cast for the candidate who has so withdrawn shall be null and void; and if, after the withdrawal, there remain but the number of candidates nominated that are required for the vacant offices, the presiding officer returns as duly elected the candidates so remaining, without waiting for the day fixed for holding the poll, or for the closing of the poll if such withdrawal is filed on the polling day. (R. S., 1909, art. 5432 amended.)

264. 1. If a candidate dies after being nominated and before the closing of the poll, the presiding officer must immediately recommence the proceedings for the election by giving the notice mentioned in article 257, and must fix the dates for the nomination of candidates and for the voting, with an intervening de-

avec un délai intermédiaire de quatre jours si l'élection est faite au scrutin secret.

2. L'élection, dans le cas du présent article, doit être, d'ailleurs conduite comme les autres élections régies par le présent titre.

3. Dans son rapport de l'élection, le président de l'élection doit transmettre au conseil un rapport spécial des causes qui ont ainsi occasionné l'ajournement de l'élection. (S. R., 1909, art. 5433 amendé.)

265. S'il y a plus que le nombre voulu de candidats mis en nomination pour l'une desdites charges, il est du devoir du président de l'élection d'ordonner la votation, pourvu que personne ne puisse être élu s'il n'a été préalablement mis en nomination comme susdit. (S. R., 1909, art. 5434 amendé.)

lay of four days, if the election is by ballot.

2. In the case mentioned in this article, the election is, in other respects, held in the same manner as other elections under this title:

3. In his report respecting the election, the presiding officer must forward to the council a special report of the reasons which occasioned the postponement of the election. (R. S., 1909, art. 5433 amended.)

265. If more candidates are nominated for any of the said offices than are required, the presiding officer must grant a poll, but no person shall be elected who has not been nominated in the manner hereinabove provided. (R. S., 1909, art. 5434 amended.)

CHAPITRE CINQUIEME

DE LA VOTATION

CHAPTER FIFTH

VOTING

266. La votation dure de huit heures du matin à six heures du soir. Elle se fait de vive voix, à moins que la corporation n'ait ordonné par règlement qu'elle se fasse au scrutin secret, conformément aux dispositions du chapitre huitième du présent titre. (Nouveau.)

267. Seuls, les officiers d'élection, les candidats ou leurs agents (qui ne doivent pas être au nombre de plus de deux pour chaque

266. Voting takes place from eight o'clock in the morning until six in the evening. It is done by word of mouth, unless the corporation has ordained by by-law that it shall take place by ballot, in accordance with the provisions of chapter eighth of this title. (New.)

267. Only the election officers, the candidates or their agents (who must not be more than two in number for each candidate)

candidat), ou, à défaut de ces agents, deux électeurs pour représenter chaque candidat, peuvent assister à la votation dans la salle où elle a lieu. (S. R., 1909, art. 326 amendé.)

268. Toute personne qui présente au président, en aucun temps, une autorisation écrite d'un candidat pour le représenter à l'élection ou à quelque opération de l'élection est réputée l'agent de ce candidat pour les fins de la votation seulement. (S. R., 1909, art. 327 amendé.)

269. Lorsque, dans le présent titre, des expressions sont employées prescrivant ou autorisant de faire quelque chose ou impliquant que quelque chose doit être fait en présence des agents des candidats, ces expressions sont réputées s'appliquer à la présence de tels agents des candidats qui sont autorisés à être présents et qui sont de fait présents aux temps et lieux où la chose est faite; et l'absence des agents ou de l'agent en ces temps et lieux n'a pas pour effet, si la chose est d'ailleurs régulière, d'invalider en quoi que ce soit l'acte accompli ou la chose faite. (S. R., 1909, art. 328 amendé.)

270. Un candidat peut lui-même remplir les fonctions que quel qu'un de ses agents, s'il en eût nommé, aurait pu remplir, ou peut aider son agent dans l'accomplissement de ses fonctions, et peut être présent à tout endroit où son agent est, en vertu du présent titre, autorisé à être présent. (S. R., 1909, art. 329 amendé.)

or, in default of such agents, two electors to represent each candidate, may be present at the voting in the room where it takes place. (R. S., 1909, art. 326 amended.)

268. Any person producing to the presiding officer at any time, a written authority from a candidate to represent him at the election or at any proceeding of the election, is deemed an agent of such candidate for the purposes of the voting only. (R. S. 1909, Art. 327 amended.)

269. Whenever in this title any expressions are used, requiring or authorizing any act to be done, or implying that any act or thing is to be done, in the presence of agents of the candidates, such expressions shall be deemed to refer to the presence of such agents of the candidates as are authorized to attend, and as have, in fact, attended at the time and place where such act or thing is being done; and the non-attendance of any agents or agent at such time and place shall not, if the act or thing is otherwise duly done, invalidate the act or thing done. (R. S., 1909, Art. 328 amended.)

270. A candidate may himself undertake the duties which any agent of his, if appointed, might have undertaken, or may assist his agent in the performance of such duties, and may be present at any place at which his agent may, under the provisions of this title, be authorized to attend. (R. S., 1909, Art. 329 amended.)

271. Tout président d'élection ou greffier du bureau de votation, qui agit comme agent d'un candidat dans l'organisation ou la conduite de son élection dans la municipalité, est passible d'une amende n'excédant pas deux cents piastres. (S. R., 1909, arr. 330 amendé.)

272. Le président doit entrer, lorsque la votation se fait de vive voix, dans un livre tenu dans les conditions ci-après prescrites, et dans l'ordre qu'ils sont donnés, les votes des électeurs, en y inscrivant les noms et qualités de chacun d'eux, et indiquant le candidat pour qui il vote, par une marque dans la colonne réservée pour ce candidat. (Art. 313 amendé.)

273. Le président, lors de la votation, doit avoir par devers lui le rôle d'évaluation. (Nouveau.)

274. Tout électeur peut voter pour autant de candidats qu'il y a de charges à remplir dans la municipalité.

L'électeur doit voter sans retard inutile et sortir du bureau de votation aussitôt que son vote a été donné. Il doit être congédié s'il retarde indûment de le faire et son vote doit être refusé par le président. (Art. 314 et S. R., 1909, art. 347 combinés et amendés.)

275. Quiconque se présente pour voter doit prêter le serment qui suit, devant le président, s'il en est requis par ce dernier, par un

271. Every presiding officer or poll-clerk who acts as agent for any candidate in the management or conduct of his election is liable to a fine of not more than two hundred dollars. (R. S. 1909, Art. 330 amended.)

272. When the voting is by word of mouth the presiding officer must enter in a book kept in accordance with the conditions hereinafter prescribed, and in the order in which they are given, the votes of the electors, by entering therein the name and style of each, and mentioning the name of each candidate for whom he votes, by a mark in the column reserved for each such candidate. (Art. 313 amended.)

273. The presiding officer must have the valuation roll with him during the election. (New.)

274. Every elector may vote for as many candidates as there are offices to be filled in the municipality.

Every elector shall vote without undue delay, and shall quit the poll as soon as his vote has been given. He must be sent away without having voted if he unduly delays doing so, and his vote must be refused by the presiding officer. (Art. 314, and R. S., 1909, art. 347, amended.)

275. Any person tendering his vote must take the following oath before the presiding officer, if so required by such presiding officer.

électeur, par un candidat, ou par le représentant d'un candidat.

"Je jure (ou j'affirme) que je suis sujet britannique, que rien ne m'a été donné ou promis pour m'engager à voter à cette élection, que je suis âgé d'au moins vingt et un ans, et que je n'ai pas déjà voté à cette élection. Ainsi que Dieu me soit en aide."

Si l'électeur refuse de prêter tel serment, son vote doit être refusé. (Art. 315 amendé.)

276. Quiconque vote à une élection sans avoir, au moment où il donne son vote, les qualités requises d'un électeur, encourt une amende de vingt piastres. (Art. 316 amendé.)

277. Si quelqu'un se présente pour voter comme étant un électeur après qu'un autre a voté comme étant cet électeur, il a, après avoir prêté serment suivant la formule No 6 et après avoir autrement établi son identité à la satisfaction du président, droit de voter comme tout autre électeur.

Il est fait mention au cahier de votation du fait que ce votant a voté alors qu'il apparaît par le cahier qu'un vote a déjà été donné sous le même nom, et qu'il a, sur demande, prêté le serment ou l'affirmation mentionnée dans l'article 275.

Il est aussi fait mention, dans le cahier, des objections faites à ce vote, au nom de quelqu'un des

er, by an elector, by any candidate or by the representative of any candidate:

"I swear (or I affirm) that I am a British subject; that nothing has been given or promised me to induce me to vote at this election; that I am duly qualified to vote at this election; that I am at least twenty-one years of age, and that I have not already voted at this election. So help me God."

If such elector refuses to take such oath, his vote must be refused. (Art. 315 amended.)

276. Any person voting at an election without being, at the time of voting, a duly qualified elector, is liable to a fine of twenty dollars. (Art. 316 amended.)

277. If a person, representing himself to be an elector, tenders his vote after another person has voted as such elector, the applicant, upon taking the oath as set forth in form No. 6, and otherwise establishing his identity to the satisfaction of the presiding officer, shall be entitled to vote as any other elector.

Mention shall be made in the poll-book of the fact of the elector having voted, although it appeared by the poll book that a vote had already been given under the same name, and that, on demand, he has taken the required oath or affirmation mentioned in article 275. Mention shall also be made in the poll-book of any objection made to

candidats, avec indication du nom de ce candidat. (S. R., 1909, art. 345 amendé.)

such vote on behalf of any of the candidates, and of the name of such candidate. (R. S. 1909, Art. 345 amended.)

278. Lorsque le président ne comprend pas la langue parlée par un ou plusieurs électeurs, il doit nommer un interprète, lequel, avant d'agir, prête, devant le président, le serment suivant :

278. Whenever the presiding officer does not understand the language spoken by one or more electors, he must appoint an interpreter who, before acting, takes before such presiding officer, the following oath:

“Je jure (ou j'affirme) que je traduirai les serments, déclarations, affirmations, questions et réponses que le président m'enjoindra de traduire, concernant cette élection. Ainsi que “Dieu me soit en aide”. (Art. 317.)

“I swear (or affirm) that I will faithfully translate the oaths, declarations, affirmations, questions and answers which the presiding officer may require me to translate, respecting this election. So help me “God.” (Art. 317.)

279. Chaque page du cahier de votation doit être numérotée en toutes lettres et paraphée par le président de l'élection. (Art. 318.)

279. Each page of the poll-book must be numbered in writing, and initialed by the officer presiding at the election. (Art. 318.)

280. Si un électeur prête le serment requis, ou s'il refuse de le prêter, ou si objection est présentée à son vote, mention de chacun de ces faits doit être consignée dans le cahier de votation, dans les termes suivants: “assermement”, “refusé” ou “objecté”, selon le cas. (Art. 319.)

280. If an elector takes the oath required, or refuses to take the same, or if objection is made to his vote, mention of each of such facts must be made in the poll-book, in the following terms: “sworn”, “refused”, or “objected to”, as the case may be. (Art. 319.)

281. Le président, à la clôture de l'élection, mais avant de proclamer les candidats élus, doit certifier sous sa signature, sur le cahier de votation, le nombre total des votes inscrits, depuis le pre-

281. The presiding officer at the close of the election, but before proclaiming the candidates elected, must certify under his signature, on the poll-book, the total number of votes entered,

mier entré sur le livre jusqu'au dernier, ainsi que le nombre total des votes donnés à chacun des candidats. (Art. 320 amendé.)

from the first to the last entry in the book, and also the total number of votes given for each of the candidates. (Art. 320 amended.)

282. Au cas de partage égal des voix en faveur de deux ou de plusieurs d'entre les candidats, le président doit donner son vote quand même il ne serait pas électeur, sous peine d'une amende de pas moins de vingt ni de plus de cinquante piastres.

282. In case of an equal division of votes in favor of two or more of the candidates, the presiding officer is bound to vote, even although he is not an elector, under penalty of a fine of not less than twenty nor more than fifty dollars.

Le président ne peut voter à l'élection qu'au cas d'égalité de voix. (Arts. 299 et 321 combinés et amendés.)

The person presiding at the election cannot vote thereat except in case of an equal division of votes. (Art. 299 and 321 combined and amended.)

283. A la clôture de l'élection, le président proclame élus le ou les candidats qui ont obtenu le plus grand nombre de voix eu égard au nombre de sièges qui sont vacants. (Art. 325 amendé.)

283. At the close of the election, the presiding officer declares elected the candidate or candidates obtaining the largest number of votes, having regard to the number of offices vacant. (Art. 325 amended.)

CHAPITRE SIXIEME

DU MAINTIEN DE LA PAIX ET DU BON ORDRE AUX ELECTIONS

CHAPTER SIXTH

MAINTENANCE OF PEACE AND GOOD ORDER AT ELECTIONS

284. Le président de l'élection est un conservateur de la paix, de puis huit heures du matin du jour de la présentation des candidats jusqu'au lendemain de la clôture de la votation, à neuf heures du matin. Il jouit, à cet égard, des mêmes pouvoirs qu'un juge de paix et peut les exercer dans toute l'étendue de la municipalité.

284. The presiding officer is a keeper of the peace from eight o'clock in the morning on the day of nomination of candidates, until nine o'clock in the morning on the day which follows the close of the poll. He possesses in this respect all the powers of a justice of the peace, and may exercise them throughout the municipality.

Il doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné, ni molesté à l'intérieur, ni aux abords du bureau. (Art. 300 amendé.)

He shall secure the admittance of every elector into polling-station and shall see that he is not impeded or molested at or about the polling-station. (Art. 300 amended.)

285. Le président de l'élection, à l'effet de maintenir la paix et le bon ordre, peut en outre :

285. The presiding officer may, moreover, for the purpose of preserving peace and good order :

1. Assermenter autant de constables spéciaux qu'il le juge à propos ;

1. Swear in as many special constables as he deems necessary ;

2. Requérir l'assistance de tout juge de paix, constable et autre personne résidant dans la municipalité, par ordre verbal ou écrit ;

2. Call for the assistance of all justices of the peace, constables or other persons residing in the municipality, by verbal or written order ;

3. Commettre à vue, à la garde d'un constable ou de toute autre personne, durant quarante-huit heures au plus, quiconque trouble la paix et le bon ordre ;

3. Commit, on view, to the custody of a constable or of any other person, for a period of not more than forty-eight hours, any one disturbing the public peace or good order ;

4. Faire emprisonner tel délinquant, après conviction sommaire, dans la prison commune du district ou dans toute autre maison ou autre lieu de détention établi dans les limites de la municipalité de comté, durant une période n'excédant pas dix jours. (Art. 301.)

4. Cause such offender, upon summary conviction, to be imprisoned in the common goal of the district, or in any house or other place of detention within the county municipality, for a period not exceeding ten days. (Art. 301.)

Le président n'a pas droit, après l'élection, de faire emprisonner par un ordre de sa main, les personnes qui troublent l'assemblée par des cris et des menaces de violence au président, lorsqu'il est prouvé que ces personnes n'ont fait que réclamer énergiquement contre la conduite injuste du président ; et s'il le fait, il est passible de dommages pour faux emprisonnement. Il ne peut emprisonner qu'après conviction sommaire, s'il ne fait pas appréhender de suite à vue le coupable. — *Trépanier vs. Cloutier*, 11 Q. L. R. 86.

Emprisonner après conviction sommaire veut dire : après avoir régulièrement fait le procès du délinquant, et l'avoir trouvé coupable. Mais ce procès peut se faire séance tenante.

286. Il est défendu, durant les jours de votation pour l'élection du maire ou des conseillers, dans

286. No hotel bar, inn, shop or store, whether licensed or otherwise, where intoxicating li-

toute la municipalité régie par les dispositions du présent code, de tenir ouverts une buvette d'hôtel, une auberge ou boutique, ou un magasin, sous licence ou non, où il se vend ordinairement des liqueurs enivrantes; il est également défendu à toute personne quelconque, dans lesdits établissements, de vendre, échanger, prêter, livrer ou donner gratuitement aucune telle liqueur.

Toute infraction à l'une des dispositions du présent article rend celui qui en est coupable passible d'une amende n'excédant pas cinquante piastres, et d'un emprisonnement n'excédant pas trois mois à défaut de paiement. (Art. 301a amendé.)

quor is habitually sold, may be kept open on any day when voting takes place for the election of the mayor or councillors in any municipality governed by the provisions of this code; and no person whosoever, in such establishment, may sell, exchange, lend, deliver, or give gratuitously any such liquor.

Every offense against any of the provisions of this article shall render the offender liable to a fine of not more than fifty dollars, and to imprisonment not exceeding three months, in default of payment. (Art. 301a amended.)

CHAPITRE SEPTIEME

DE LA PROCEDURE APRES LA VOTATION

CHAPTER SEVENTH

PROCEDURE AFTER VOTING

287. Dans les trois jours qui suivent la clôture de l'élection, le président doit donner au maire et à chacun des conseillers élus un avis spécial de son élection.

S'il est président d'une première élection dans une municipalité nouvellement érigée, il doit désigner, dans cet avis, l'époque et le lieu de la première session qui ont été fixés par le secrétaire de la province conformément à l'article 108. Si ce dernier n'a pas fixé cet endroit, ou l'époque de telle session, le président les fixe lui-même. (Art. 302 amendé.)

287. Within three days after the close of the election, the presiding officer must give to the mayor and each of the councillors elected, special notice of his election.

If he is the presiding officer at the first election of a newly erected municipality, he must, in such notice, indicate the time and place of the first sitting fixed by the Provincial Secretary according to article 108. If the latter has not fixed the time or place for such sitting, the presiding officer himself does so. (Art. 302 amended.)

288. Dans les huit jours qui suivent la clôture de l'élection du maire, le président doit en faire connaître le résultat au préfet ou au secrétaire-trésorier du conseil de comté; il doit donner, en même temps, les nom, prénoms, qualité et résidence du maire élu.

288. Within eight days after the close of the election of the mayor, the presiding officer must make the result thereof known to the warden or to the secretary-treasurer of the county corporation; he must, at the same time, give the name, surname, style and residence of the person elected mayor.

S'il s'agit d'une municipalité locale située dans un territoire non organisé en municipalité de comté, le résultat et les renseignements ci-dessus doivent être communiqués au secrétaire de la province. (Art. 303 amendé.)

In the case of a local municipality situated in a territory not organized into a county municipality, the result and the information above indicated must be communicated to the Provincial Secretary. (Art. 303 amended.)

289. S'il y a eu votation, le président doit, dans le même délai de huit jours, remettre au bureau de la corporation, pour qu'ils y soient posés dans les archives, les cahiers ou autres livres de votation tenus par lui à l'élection. (Art. 304 amendé.)

289. If a poll has been held, the presiding officer must, within the same delay of eight days, deliver at the office of the corporation, for deposit among the archives thereof, the poll-book or other books used by him at such election. (Art. 304 amended.)

CHAPITRE HUITIEME DE LA VOTATION AU SCRUTIN SECRET

CHAPTER EIGHTH VOTING BY BALLOT

290. Sur le vote de la majorité absolue des membres du conseil, la corporation locale peut, par règlement, ordonner que la votation aux élections se fasse au scrutin secret, au lieu d'être faite de vive voix; elle peut aussi, de la même manière, rétablir le vote de vive voix.

290. A local corporation may, by by-law passed by the absolute majority of the members of its council, enact that voting at elections shall be held by ballot in place of by word of mouth; it may also, in the same manner, re-establish the method of voting by word of mouth.

Toute telle modification doit être faite au moins six mois avant

Every such change must be made at least six months before

la date des élections auxquelles elle sera mise en vigueur. (Nouveau.)

291. Lorsque la votation est nécessaire, le président de l'élection doit, le dimanche suivant la mise en nomination, donner avis public qu'il y aura votation au scrutin secret à la date déjà mentionnée dans l'avis publié en vertu de l'article 257, en indiquant les noms, prénoms, résidences et professions des candidats présentés par ordre alphabétique. (S. R., 1909, art. 5435 amendé.)

292. Lors de la votation au scrutin secret, le président remplit les devoirs imposés et possède les pouvoirs conférés au sous-officier-rapporteur par la loi électorale de Québec; le secrétaire d'élection agit comme greffier du bureau de votation; le tout hormis incompatibilité dans les dispositions suivantes décrétées par le présent chapitre. (Nouveau.)

293. Dans l'intervalle entre la mise en nomination et la votation, le président se procure les boîtes de scrutin nécessaires, fait imprimer en nombre suffisant des bulletins de vote, qui tous doivent être de la même description et aussi semblables que possible, et doivent contenir les noms, prénoms, résidences et professions des candidats, et ce, par ordre alphabétique, (Nouveau.)

294. Les boîtes de scrutin sont construites en matériaux solides,

the date of the election at which it is to come into force. (New.)

291. When polling is necessary, the presiding officer must, on the Sunday following the nomination, give public notice that a poll by ballot will be held at the date already mentioned in the public notice given under article 257, giving, in alphabetical order, the name, surname, residence and occupation of each of the candidates nominated. (R. S. 1909, art. 5435 amended.)

292. During the voting by ballot, the presiding officer performs the duties and possesses the powers of a deputy-returning-officer under the Quebec Election Act; the election clerk acts as poll clerk; the whole subject to any incompatible provisions in this chapter. (New.)

293. In the interval between nomination and polling, the presiding officer procures all necessary ballot-boxes, causes a sufficient number of ballots to be printed, which must be all of the same description and as like each other as possible, and must contain, in alphabetical order, the name, surname, residence and occupation of each of the candidates. (New.)

294. The ballot-box shall be made of some durable material,

avec serrure et clef, et il y est ménagé une ouverture étroite sur le dessus, pratiqué de manière que les bulletins puissent y être introduits, mais ne puissent être retirés sans ouvrir la boîte. (S. R., 1909, art. 318.)

with lock and key, and with a slit or narrow opening in the top, and so constructed that the ballots may be introduced therein, but cannot be withdrawn therefrom unless the box is unlocked. (R. S. 1909, art. 318).

295. Un bulletin de vote spécial est préparé pour le maire et un bulletin séparé pour les conseillers. Il en est de même pour les boîtes de scrutin. (Nouveau.)

295. A separate ballot is used for the election of the mayor and a separate ballot for the election of the councillors. This applies also to the ballot-boxes. (New.)

296. 1. Le bulletin de chaque électeur est un papier imprimé, appelé bulletin de vote, sur lequel doivent être imprimées les particularités indiquées dans l'article 293; et le bulletin de vote est aussi muni d'un talon avec ligne perforée entre le bulletin et le talon, le tout suivant la formule No 9 ou la formule No 10, selon qu'il s'agit du bulletin pour l'élection du maire ou du bulletin pour l'élection des conseillers.

296. 1. The ballot of each voter is a printed paper, called a ballot, on which must be printed the particulars set out in article 293, and the ballot shall also be provided with a counterfoil, and there shall be a line of perforations between the ballot and the counterfoil, the whole as set forth in form No. 9, or form No. 10, according to whether it is a ballot for the election of the mayor or of councillors.

2. Le bulletin de vote doit être imprimé sur papier à écrire suffisamment fort pour que la marque du crayon ne paraisse pas à travers, sur le dos.

2. The ballot shall be printed upon writing paper sufficiently thick so that the pencil mark shall not appear through it on the back.

3. Les bulletins de vote portent le nom de l'imprimeur qui en fait l'impression.

3. The ballots shall bear the name of the printer who prints them.

4. En délivrant les bulletins de vote au président de l'élection, l'imprimeur doit lui remettre un affidavit énonçant la description des bulletins de vote qu'il a imprimés, le nombre de ces bulletins fournis au président de l'élection, et le fait que nuls autres

4. The printer shall, upon delivering the ballots to the presiding officer, file in his hands an affidavit setting forth the description of the ballots so printed by him, the number of ballots supplied to such officer, and the fact that no other ballots have

bulletins n'ont été fournis par lui à qui que ce soit. (S. R., 1909, art. 319 amendé.)

297. S'il arrive qu'un candidat se désiste de sa candidature, mais trop tard pour pouvoir faire imprimer de nouveaux bulletins de vote, et qu'il soit procédé à la votation pour d'autres candidats, le président se sert des bulletins en mains après avoir biffé visiblement et uniformément par une barre en encre le nom du candidat mis hors des rangs, et ces bulletins servent à toutes fins pour l'élection. (S. R., 1909, art. 320.)

298. La propriété des boîtes de scrutin, des bulletins de vote, des enveloppes et des instruments servant à marquer les bulletins fournis ou employés pour une élection, est attribuée à la corporation. (S. R., 1909, art. 321.)

299. L'un des agents de chaque candidat et, en l'absence de cet agent, l'un des électeurs représentant chaque candidat, s'il se trouve pareil électeur, en étant admis au bureau de votation, doit prêter serment suivant la formule No 11, de garder le secret sur les noms des candidats en faveur desquels les électeurs marqueront leurs bulletins de vote en sa présence, ainsi que ci-dessous décrit. (S. R., 1909, art. 331.)

300. Les agents et électeurs autorisés à être présents dans le bureau de votation pendant les heures de votation, ont le droit de fai-

been supplied by him to any one else. (R. S. 1909, Art. 319 amend-)

297. If a candidate withdraws too late to allow of the printing of new ballots, and polling is proceeded with for other candidates, the presiding officer must make use of the ballots on hand, after plainly striking out, in a uniform manner by a line in ink, the name of the candidate who has withdrawn, and such ballots serve for all the purposes of the election. (R. S. 1909, Art. 320.)

298. The ownership of the ballot-boxes, ballots, envelopes and marking instruments procured for or used at any election shall be in the corporation. (R. S. 1909, Art. 321.)

299. One of the agents of each candidate, and in the absence of such agent, one of the electors representing each candidate, if there is such elector, on being admitted to the polling-station, must take an oath as set forth in form No. 11, to keep secret the name of the candidate for whom any of the voters has marked his ballot in his presence, as hereinafter required. (R. S. 1909, Art. 331.)

300. Agents and electors entitled to be present in the polling-station during polling hours, are entitled to have the ballots intend-

re soigneusement compter en leur présence les bulletins de vote destinés à servir à l'élection, avant l'ouverture du bureau, et ils ont le droit d'examiner ces bulletins et tous autres papiers, formules et documents se rattachant à la votation; pourvu que ces agents ou électeurs soient présents au moins un quart d'heure avant l'heure fixée pour l'ouverture du bureau. (S. R., 1909, art. 332.)

301. A l'heure fixée pour le commencement de la votation, le président et le greffier doivent, en présence des candidats, de leurs agents et des électeurs présents, ouvrir la boîte du scrutin et constater qu'elle ne renferme ni bulletin de vote, ni aucun papier; après quoi la boîte est fermée à clef, et le président en garde la clef. (S. R., 1909, art. 334 amendé.)

302. 1. Immédiatement après que la boîte du scrutin est fermée comme susdit, le président invite, à huit heures précises, les électeurs à voter.

2. Le président doit faciliter l'entrée de chaque électeur dans le bureau de votation, et veiller à ce qu'il ne soit ni gêné ni molesté à l'intérieur ni aux abords du bureau. (S. R., 1909, art. 335 amendé.)

303. 1. Pas plus d'un électeur pour chaque compartiment ne doit entrer en aucun temps dans la salle où se tient le scrutin, et, en y entrant, chaque électeur décline

ed for use thereat carefully counted in their presence before the opening of the poll, and to inspect such ballots, and all other papers, forms and documents relating to the poll, provided that such agents or electors are in attendance at least fifteen minutes before the hour fixed for opening the poll. (R. S. 1909, Art. 332.)

301. At the hour fixed for opening the poll, the presiding officer and poll clerk must, in the presence of the candidates, their agents, and such of the electors as are present, open the ballot-box and ascertain that there are no ballots or other papers therein, after which the box shall be locked, and the presiding officer shall keep the key thereof. (R. S. 1909, Art. 334 amended.)

302. 1. Immediately after the ballot-box is locked, as above provided, the presiding officer must, at eight o'clock precisely, call upon the electors to vote.

2. The presiding officer must secure the admittance of every elector into the polling station, and must see that he is not impeded or molested at or about the polling station. (R. S. 1909, Art. 335 amended.)

303. 1. Not more than one elector for each compartment may, at any one time, enter the room where the poll is held, and each elector upon so entering shall de-

son nom et son occupation, détails qui sont inserits par le greffier du bureau de votation dans le cahier de votation en mettant un numéro avant le nom.

2. Le cahier de votation est tenu suivant la formule No 12. (S. R., 1909, art. 336 amendé.)

304. Les votes sont donnés au scrutin secret, et chaque électeur ayant droit de voter reçoit du président un bulletin de vote sur le verso duquel le président a préalablement apposé ses initiales, de manière qu'elles puissent être vus sans ouvrir le bulletin de vote lorsqu'il est plié, et sur le verso du talon duquel il a aussi apposé ses initiales. (S. R., 1909, art. 341 amendé.)

305. Le président, à l'exclusion de tous autres, peut et doit, s'il en est requis, donner à l'électeur, sincèrement et ouvertement, les renseignements nécessaires pour lui montrer comment faire sa marque, mais sans la moindre indication de préférence ou de suggestion. (S. R., 1909, art. 342 amendé.)

306. L'électeur, en recevant le bulletin de vote, se rend immédiatement dans l'un des compartiments du bureau de votation et y marque son bulletin, en faisant une croix avec un crayon de mine noire dans l'espace blanc contenant le nom du candidat en faveur duquel il veut voter; après quoi il plie le bulletin de manière

to declare his name and occupation, which particulars shall be entered in the poll-book by the poll-clerk, a number being prefixed to the name.

2. The poll-book shall be kept in the manner set forth in form No. 12. (R. S. 1909, Art. 336 amended.)

304. The votes shall be given by ballot, and each elector who is entitled to vote shall receive from the presiding officer a ballot, on the back of which such presiding officer has previously put his initials, so placed that when the ballot is folded they can be seen without opening it, and on the back of the counterfoil of which he has also placed his initials. (R. S. 1909, Art. 341 amended.)

305. Only the presiding officer may, and he must when requested so to do, sincerely and openly give to an elector the information necessary to show him how to make his mark, but without the slightest indication of preference or suggestion. (R. S. 1909, Art. 342 amended.)

306. The voter, on receiving the ballot, shall forthwith proceed into one of the compartments of the polling station and there mark his ballot, making a cross with a black lead pencil within the white space containing the name of the candidate for whom he intends to vote, and shall then fold up the ballot so that the ini-

que les initiales, à son verso et sur le talon, puissent être vues sans l'ouvrir, et il le remet au président qui, sans le déplier, constate par l'examen de ses initiales que c'est bien le même bulletin qu'il a fourni à l'électeur, et qui, à la vue de tous ceux qui sont présents, y compris le votant, détache le talon et le détruit, et dépose le bulletin dans la boîte du scrutin, laquelle est placée sur la table, de manière à être bien à la vue des personnes présentes. (S. R., 1909, art. 343 amendé.)

307. Un électeur qui a par inadvertance marqué, maculé ou déchiré le bulletin qui lui a été remis, de manière qu'il ne puisse convenablement servir, obtient — en le rendant au président, qui doit l'annuler en y insérant le mot "nul" avec ses initiales, — un autre bulletin de vote pour le remplacer. (S. R., 1909, art. 344 amendé.)

308. Le président, à la demande de tout électeur illettré, ou incapable pour cause de cécité ou autre infirmité physique de voter de la manière prescrite par le présent chapitre, doit aider cet électeur en lui marquant son bulletin de la manière que lui prescrit l'électeur, en la présence des agents assermentés des candidats, ou des électeurs assermentés qui le représentent dans le bureau de votation, mais d'aucune autre personne, et en déposant ce bulletin dans la boîte du scrutin; et le président doit exiger du votant qui lui fait

tials on the back of it on the counterfoil can be seen, without opening it, and hand it to the presiding officer, who shall without unfolding it, ascertain by examining his initials that it is the same which he furnished to the voter, and shall then, in full view of those present, including the elector, remove the counterfoil and destroy it and place the ballot in the ballot-box, which box shall be placed on a table in full view of those present. (R. S. 1909, Art. 343 amended.)

307. A voter who has inadvertently marked, defaced or torn the ballot given him in such manner that it cannot be conveniently used, shall, — on returning it to the presiding officer, who shall cancel it by writing thereon the word "null" with his initials — obtain another ballot in its place. (R. S. 1909, Art. 344 amended.)

308. 1. The presiding officer, on the application of any elector who is unable to read or is incapacitated by blindness or other physical cause from voting in the manner prescribed by this chapter, must assist such elector by marking his ballot in the manner directed by such elector, in the presence of the sworn agents of the candidates, or of the sworn electors representing them in the polling station, and of no other person, and by placing such ballot in the ballot-box; and the presiding-officer must require the

cette demande, avant qu'il vote, de faire serment de son incapacité de voter sans cette aide, selon la formule No 13.

2. Le président inscrit dans le cahier de votation, en regard des noms des votants dont les bulletins de vote ont été ainsi marqués, la raison pour laquelle ce bulletin a été marqué par lui. (S. R., 1909, art. 346 amendé.)

309. Toute personne qui—

a. Fabrique, ou contrefait, ou frauduleusement altère, efface ou détruit quelque bulletin de vote ou le paraphé du président qui y est apposé; ou

b. Fournit sans autorisation quelque bulletin de vote à qui que ce soit; ou

c. Dépose frauduleusement dans une boîte de scrutin quelque papier autre que le bulletin que la loi l'autorise à y déposer; ou

d. Emporte frauduleusement d'un bureau de votation quelque bulletin de vote; ou

e. Sans autorisation, détruit, prend, ouvre ou manipule autrement quelque boîte de scrutin ou paquet de bulletins alors en usage dans les opérations électorales; ou

f. Etant président, frauduleusement appose, autrement que ne l'autorise l'article 304, ses initiales sur le verso de quelque papier comportant être ou pouvant être employé comme bulletin de vote à une élection; ou

g. Dans une intention frauduleuse, imprime quelque bulletin de

elector making such application before voting, to make oath, as set forth in form No. 13, of his inability to vote without such assistance.

2. The presiding officer must enter in the poll-book opposite the name of each voter whose ballot has been so marked, the reason why such ballot was marked by him. (R. S. 1909, Art. 346 amended.)

309. Every one who:

a. forges, counterfeits, fraudulently alters, defaces or fraudulently destroys a ballot or the initials of the presiding officer signed thereon; or

b. without authority supplies a ballot to any person; or

c. fraudulently puts into a ballot-box a paper other than the ballot which he is authorized by law to put in; or

d. fraudulently takes a ballot out of the polling station; or

e. without any authority destroys, takes, opens or otherwise interferes with a ballot-box or packet of ballots then in use for the purposes of the election; or

f. being a presiding officer, fraudulently puts, otherwise than as authorized by article 304, his initials on the back of any paper purporting to be or capable of being used as a ballot at an election; or

g. with fraudulent intent prints any ballot or what purports to be

vote ou ce qui pourrait être un bulletin de vote ou peut être employé comme tel à une élection; ou

h. Etant autorisé par le président à imprimer les bulletins de vote pour une élection, en imprimant, dans une intention frauduleuse, plus qu'elle n'est autorisée d'en imprimer; ou

i. Tente de commettre quelque-une des infractions spécifiées au présent article;—

est passible, si c'est le président de l'élection ou un autre officier employé aux opérations de l'élection, d'une amende d'au plus cinq cents piastres et d'un emprisonnement d'un plus trois mois et d'un moins six mois, à défaut de paiement de l'amende.—et, si c'est une autre personne, d'une amende de cinquante piastres à quatre cents piastres, et d'un emprisonnement de six mois à deux ans, à défaut du paiement de l'amende. (S. R., 1909, art. 350 amendé.)

310. A la clôture du scrutin, les bulletins sont comptés et additionnés en la présence des personnes mentionnées en l'article 301, par le président qui doit mettre le résultat de ses opérations dans le cahier de votation, conformément à l'article 281, et qui proclame élus les candidats ayant obtenu la majorité des votes. (Nouveau.)

311. Si lors du dépouillement du scrutin, le président s'aperçoit, en comptant les bulletins pour les

or is capable of being used as a ballot at an election; or

h. Being authorized by the presiding officer to print the ballots for an election, prints, with fraudulent intent, more ballots than he is authorized to print; or

i. attempts to commit any offence specified in this article;—

is liable, if he is a presiding officer, or other officer engaged at the election, to a fine of not more than five hundred dollars and not less than one hundred dollars, and to imprisonment for not more than three years and for not less than six months, in default of payment of such fine, — and, if he is any other person, to a fine of from fifty dollars to four hundred dollars, and to imprisonment for not more than two years and for not less than six months, in default of payment of such fine. (R. S. 1909, Art. 350 amended.)

310. At the close of the poll, the ballots are counted and added in the presence of the persons mentioned in article 301, by the presiding officer, who must write the result of his operations in the poll-book, as provided by article 281, and proclaim elected the candidates who have obtained the majority of votes. (New.)

311. When, at the counting of the ballots, the presiding officer notices in counting, for the pur-

attribuer à chaque candidat, qu'il a omis, par mégarde ou oubli, de mettre ses initiales sur le dos de quelque bulletin ou de tous les bulletins, il peut alors réparer cette omission, en présence des personnes dans le bureau de votation, et, en même temps, l'indiquer par une note qu'il initiale dans le cahier de votation.

Mais avant d'apposer ainsi ses initiales sur lesdits bulletins, le président doit écrire, signer et attester, sous serment, devant le secrétaire d'élection, la déclaration suivante :

"Je jure que c'est par oubli ou mégarde que je n'ai pas apposé mes initiales sur ("indiquer le nombre") bulletins, lesquels je reconnais comme ayant été fournis par moi dans le cours de la votation, et que j'ai trouvés dans la boîte du scrutin. Ainsi, que Dieu me soit en aide."

Assermenté devant moi, A.F.
à 19
ee C. D.,
Secrétaire d'élection.

Cette déclaration doit être déposée avec les autres documents dans la boîte du scrutin.

Ces bulletins sont alors comptés comme si toutes les formalités avaient été accomplies à leur égard. (S. R., 1909, art. 355 amendé.)

312. La décision du président, quant à l'admission ou au rejet d'un bulletin de vote, est finale, et ne peut être annulée que sur contestation de l'élection. (Nouveau.)

pose of assigning them to each candidate, that, by oversight or forgetfulness, he has omitted to initial any or all of the ballots on the back, he may then do so in presence of the persons in the polling-station, and at the same time indicate it by a note initialed by him in the poll-book.

But, before so affixing his initials on the said ballots, the presiding officer must write, sign and attest under oath, before the election clerk, the following declaration :

"I swear that, through forgetfulness or oversight, I did not affix my initials on (state the number), ballots, which I acknowledge as having been supplied by me during the polling, and which I have found in the ballot-box. So help me God."

Sworn before me, at
this day of 19
A.F.
C. D.
Election Clerk

Such declaration must be deposited with the other documents in the ballot-box.

Such ballots are then counted as if all formalities had been duly complied with in respect thereto. (R. S. 1909, art. 355 amended.)

312. The decision of the presiding officer with respect to the admission or rejection of a ballot is final, and can only be reversed upon contestation of the election. (New.)

313. Pour le surplus, les règles du présent titre s'appliquent, "mutatis mutandis", hormis incompatibilité. (Nouveau.)

313. As regards other matters the rules of this title apply "mutatis mutandis", except where incompatible. (New.)

TITRE XI ELECTIONS CONTESTEES

TITLE XI CONTESTED ELECTIONS

314. Toute élection de maire ou de conseiller local, faite par les électeurs, peut être contestée par un électeur, pour cause de violence, de corruption, de fraude, ou d'incapacité, ou pour défaut d'observation des formalités essentielles. (Art. 346 amendé.)

314. Any election of a mayor or a local councillor by the electors may be contested by any elector, on the ground of violence, corruption, fraud or incapacity, or on the ground of non-compliance with the necessary formalities. (Art. 346 amended.)

Jurisp.—1 L'assistant secrétaire-trésorier a le même droit que le secrétaire-trésorier de présider l'assemblée des électeurs pour l'élection des conseillers.

Le défaut d'habileté à voter, chez ceux qui ont présenté les candidats, n'est pas une cause de nullité de l'élection, s'il n'y a pas eu d'objection faite lors de la mise en nomination, ni avant l'ouverture du poll, et si la votation s'est faite régulièrement.

L'omission de la qualité des électeurs dans le livre du poll n'est pas une cause de nullité de l'élection, s'il n'en est résulté aucune injustice.

L'absence du secrétaire-trésorier du bureau municipal pendant la semaine qui a précédé l'élection, et l'impossibilité en résultant pour les électeurs de payer leurs taxes, ne sont pas une cause de nullité d'une élection, si cette absence a eu de justes causes et est exempte de fraude, et si de fait un seul électeur s'est présenté pour payer ses taxes, et n'a pu le faire vu l'absence du secrétaire-trésorier. **Marier vs. Rasconi.** 7 R. L. 140.

2 L'élection ou la nomination d'un conseiller municipal doit être contestée directement, ne peut être attaquée incidemment par la contestation d'une résolution à l'adoption de laquelle le conseiller a concouru.

La juridiction donnée à la Cour de Circuit ou de Magistrat par l'art. 348 C. M., pour la contestation de l'élection des conseillers par les électeurs et de la nomination du maire par le conseil est, pour les causes de violence, de corruption, de fraude et d'incapacité, ou pour défaut d'observation des formalités essentielles, exclusive de toute autre, et spécialement de celle créée par les art. 1016 et suivant du C. P. C., pourvu que les moyens de contestation n'aient pas originé subseqüemment à l'élection contestée. **Paris vs. Couture.** 10 Q. L. R. 1; **Fiset vs. Fournier.** 3 Q. L. R. 334; **Delage vs. Germain.** C. S. R. 12 Q. L. R. 149.

3 Le fait, de la part d'un candidat ou de ses agents, de payer les taxes municipales et scolaires des voteurs, pour leur permettre de voter en faveur

de tel candidat, constitue un acte de corruption suffisant pour rendre nuls les votes de ces électeurs, et pour faire annuler l'élection si la majorité s'en trouve affectée. **Dostaler et al. vs. Couture.** 11 R. L., 109.

4 Le fait de payer les taxes dues par un électeur pour lui permettre de voter, de la part d'un candidat, est un acte de corruption. **Auclair vs. Poirier.** 28 L. C. J. 231.

5 Non seulement les votes entachés de corruption doivent être retranchés, mais l'élection doit être annulée, s'il y a preuve de corruption générale de la part des cabaleurs et des membres du comité du candidat élu, même dans le cas où, en retranchant les votes entachés de corruption, il resterait une majorité en faveur de ce candidat. **Parent vs. Patry.** 12 L. N. 370.

6 On peut contester l'élection d'un conseiller proclamé élu par le président de l'élection, bien qu'après cette proclamation ce conseiller ait produit sa démission au conseil, et que le conseil, sur cette démission, ait passé une résolution déclarant vacant le siège de ce conseiller, et bien que le lieutenant-gouverneur ait nommé un autre conseiller à la place de celui qui a résigné. Et dans ce cas, il n'est pas nécessaire de signifier la requête et la contestation à d'autre partie qu'à celle qui a été proclamée élue. **Vinet, Fletcher et al.** 18 R. L. 672.

7 Le défaut de qualification des contestants peut être invoqué par exception à la forme. **Poudrier vs. Bonin dit Dufresne.** 5 M. L. R. 56. Il ne peut l'être par défense en fait. **Desjardins et al. vs. Tweedie.** 7 R. O.; C. S. 74.

8 Le paiement d'une somme d'argent à des électeurs pour leur dérangement et partie de leurs dépenses et perte de temps en venant voter, constitue un acte de corruption en vertu du droit commun.

Une promesse ou un don fait à une personne pour un vote qu'elle n'a pas ne constitue pas un acte de corruption. **Venner vs. Archer.** 1 Q. L. R. 283.

9 Une nouvelle élection sera ordonnée si des actes de corruption ont été commis par le réquerant qui était candidat et qui réclame le siège, et par ses agents à sa connaissance, même si le défendeur n'avait pas la majorité des votes légaux.

La rétribution mensuelle scolaire est une taxe dans le sens de l'art. 291. **Auclair vs. Poirier.** 28 L. C. J. 231.

10 Les fautes des officiers qui n'affectent pas le droit ou l'exercice du vote n'emportent nullité que si la loi le déclare expressément. **Bureau vs. Normand,** et **Gouin et al.,** intervenants, 5 R. L. 40.

11 Un conseiller dont l'élection est contestée pour illégalité et fraude ne peut demander le rejet de la requête en contestation parce que l'autre candidat mis en nomination contre lui n'était pas qualifié. Ce plaidoyer sera rejeté sur réponse en droit.

Dans une contestation d'élection municipale, la preuve récriminatoire de faits de corruption par l'autre candidat doit être admise, de manière à établir lequel des candidats a été réellement élu, les votes entachés de fraude étant retranchés de part et d'autre. **Surprenant et al., vs. Tremblay.** 11 L. N. 137.

12 L'art. 346 C. M. ne s'applique pas au cas de la nomination d'un conseiller par le conseil. Dans ce cas, on procède par Quo Warranto. **Bissonnette et al., vs. Nadeau.** 1 R. O.; C. S. 34.

13 Le recours donné par l'art. 100 du C. M. pour faire casser les résolutions d'un conseil n'est pas exclusif du droit accordé par les arts. 1016 et suiv. du code de procédure. **Bourbonnais vs. Filiatrault.** 4 R. O.; C. S. 13 Rev.

14 Le défendeur, conseiller de la ville de Maisonneuve, ayant fait cession de ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, son siège fut déclaré vacant par le conseil; mais à l'élection qui eut lieu pour remplir cette vacance, il fut de nouveau élu conseiller.

Jugé. (Confirmant le jugement de Pagnuelo, — qu'on pouvait contester, pour cause d'insolvabilité, le droit du défendeur d'occuper cette charge par

voie de Quo Warranto, sans recourir à une contestation d'élection sous les arts. 4275 et suivants des S. R. Q., **Biendeau vs. Dudevair**, 12 R. O.; C. S. 273. C. R.

15 1. Les prêts d'argent faits personnellement à des électeurs par un candidat, pour leur permettre de payer leurs taxes, sont des manœuvres corruptrices qui entraînent la nullité de l'élection de ce candidat.

2. Pour être habile à voter à une élection municipale, il suffit que par le rôle d'évaluation en vigueur le votant paraisse posséder un terrain d'une valeur suffisante. En l'absence d'allégation de fraude, aucune preuve ne sera admise pour contredire le rôle à cet égard.

3. Le fait par les agents ou amis d'un candidat de boire avec des parents et amis électeurs, qui les ont visités durant l'élection, hors de la connaissance du candidat, et dans les limites de leurs habitudes quotidiennes, ne peut affecter le vote donné par ces électeurs en faveur de ce candidat.

Un conseiller municipal qui était aubain lors de son élection et de l'émission d'un bref de **quo warranto** demandant son exclusion de sa charge pour la raison qu'il n'était pas sujet britannique ne peut, en se faisant naturaliser pendant l'instance, obtenir le renvoi de ce bref, la naturalisation n'ayant aucun effet rétroactif.—**Campeau vs. Grosboillot**, 17 R. O., C. S. 116. Charland, J.

16 1. Aux termes de l'article 987 C. P. C., toute personne peut porter plainte lorsqu'un individu usurpe ou exerce une charge dans une corporation municipale. On doit considérer comme personne intéressée, aux termes de cette disposition, le propriétaire d'immeubles porté au rôle d'évaluation, et qui paie des taxes à telle corporation municipale. Il n'est pas nécessaire que ce propriétaire, lors de l'institution des procédures sous l'article 987, possède les qualifications d'électeur municipal; ces qualifications ne sont requises que lorsque les procédures sont instituées sous l'article 346 C. M., relatif aux contestations d'élections municipales.

2. Quand les délais fixés par l'article 350 C. M., pour contester une élection municipale sont expirés, il y a ouverture à la procédure par **quo warranto** (C. P. C. 987) contre le conseiller qui exerce illégalement sa charge, par défaut de la qualification requise par l'article 283 C. M. Le fait que la qualification de ce conseiller était la même lors de son élection n'est pas une objection à la procédure par **quo warranto**. C'est au moment de l'ouverture de cette procédure par **quo warranto** qu'il y a lieu d'examiner si le conseiller occupe la charge légalement ou non. L'élection d'une personne qui au moment de cette élection ne possède pas la qualification foncière requise est nulle; mais outre cette nullité de l'élection, tant que cette personne n'est pas qualifiée, elle ne peut agir comme conseiller.

3. Par le paragraphe 3 de l'article 174 C. P. C., l'absence de qualité du demandeur pour faire une plainte sous l'article 987 C. P. C., doit être invoquée par exception à la forme.

4. La partie qui a été appelée devant un tribunal autre que celui qui doit connaître de la contestation peut demander le renvoi devant le tribunal compétent par voie d'exception déclinatoire.—**Sigouin vs. Viau**, 5 Rev. Jur. 419, C. R. (Montréal); 16 R. O., C. S. 143.

17 1. Le propriétaire par indivis d'un immeuble, dont la part n'est pas évaluée séparément au rôle d'évaluation, peut cependant être reconnu comme électeur s'il est prouvé que telle part indivise ainsi possédée est d'une valeur suffisante pour le qualifier;

2. Dans une élection municipale, tout avantage, direct ou indirect, accordé par un candidat ou ses agents à un électeur, de nature à l'influencer, constitue une manœuvre frauduleuse;

3. Le fait de la part d'un candidat ou de ses agents de payer les taxes municipales ou scolaires des voteurs pour leur permettre de voter en faveur de tel candidat, peut constituer des manœuvres frauduleuses, des actes de corruption suffisants pour rendre nulle une élection municipale, si la majorité s'en

trouve affectée. Sur contestation d'une telle élection, non seulement les votes attachés de corruption doivent être retranchés, mais l'élection elle-même sera déclarée nulle, s'il y a preuve d'un système général de corruption.—**Aubert vs. O'Brien et al.**, 8 Rev. Jur. 460, Tremblay, magistrat.

18 Les promesses, dons et faveurs ou menaces qui peuvent induire un électeur à voter pour un candidat, sont des manoeuvres frauduleuses dont l'effet est d'annuler l'élection de ce candidat, quelque soit le nombre des voteurs qu'il a pu ainsi corrompre. Mais les votes illégaux par suite du défaut de qualité de l'électeur n'invalident pas l'élection si, ces votes étant retranchés, le candidat élu conserve la majorité des votes légaux.—**Labbé vs. Morin**, 23 R. O.; C. S. 407, Lemieux, J.

315. La connaissance et la décision de telle contestation appartiennent, à l'exclusion de tout autre tribunal, à la Cour de circuit du district ou du comté, ou à la Cour de magistrat du district dans lequel est située la municipalité. (Art. 348 amendé.)

316. Cette contestation est instituée devant la cour par une action ordinaire, qui doit être signifiée aux intéressés, dans les trente jours qui suivent la date de l'élection, à peine de déchéance.

L'action doit être rapportée dans les six jours de sa signification, et la contestation en est liée sous les mêmes délais que dans les actions entre locateurs et locataires.

Le demandeur peut aussi, dans son action, indiquer les personnes qui ont droit à la charge en question, énoncer les faits propres à établir ce droit, et demander qu'elles soient déclarées éligibles; mais, dans ce cas, la personne dont l'élection est contestée peut alléguer et prouver que certains votes donnés à l'autre candidat n'étaient pas légaux. (Art. 349 amendé.)

315. The hearing and decision of such contestation is, to the exclusion of all other tribunals, vested in the Circuit Court of the district or county, or in the Magistrate's Court of the district in which the municipality is situated. (Art. 348 amended.)

316. Such contestation is brought before the court by an ordinary action, which, on pain of nullity, must be served upon the interested parties within thirty days from the date of the election.

The action must be returned within six days from its service, and issue is joined within the same delays as in actions between lessor and lessee.

The plaintiff may also, in his action, indicate the person who has a right to the office in question, and state the facts necessary to establish such right, and pray that he be declared elected; in such case, the person whose election is contested may allege and prove that certain votes given to the other candidate were illegal. (Art. 349 amended.)

317. Un dépôt de cent piastres, pour garantir les frais, doit être remis entre les mains du greffier de la cour, en même temps que le "praeceipe" de l'action: au cours de l'instance, et sur motion à cet effet, le dépôt peut être augmenté à la discrétion du tribunal. (Art. 352 amendé.)

318. La cour peut, par son jugement, confirmer ou annuler l'élection, ou déclarer qu'une autre personne a été dûment élue. (Art. 357 amendé.)

319. Le demandeur doit signifier à la corporation le jugement sur son action, en en faisant laisser une copie authentique au secrétaire-trésorier.

Cette copie doit aussi être signifiée à toute autre personne désignée par le tribunal.

Si, par le jugement, l'élection du défendeur est annulée, et qu'un autre candidat soit déclaré dûment élu, ce dernier doit être reconnu par le conseil; mais s'il a été jugé simplement que l'élection contestée doit être annulée, le siège du défendeur est réputé vacant, et les procédures d'une nouvelle élection pour remplir cette vacance doivent être commencées dans les huit jours de la signification du jugement.

Les délais d'avis et autres formalités sont les mêmes que pour les élections ordinaires, "mutatis mutandis". (S. R., 1909, art. 5552 amendé.)

317. At the time of the filing of the "fiat", a deposit of one hundred dollars must be made with the clerk of the court, as security for costs, during the progress of the case, and upon motion to that effect, the court, in its discretion, may order that the deposit be increased. (Art. 352 amended.)

318. The court, by its judgment, may confirm or annul the election, or declare another person to have been duly elected. (Art. 357 amended.)

319. The plaintiff must have the judgment rendered in the action served upon the corporation, by leaving an authentic copy thereof with the secretary-treasurer.

Such copy must also be served upon every other person designated by the court.

If, by the judgment the election of the defendant is annulled, and another candidate is declared duly elected, the latter must be recognized by the council; but if the judgment merely declares the contested election null, the seat of the defendant is considered vacant, and the proceedings for a new election to fill such vacancy must be commenced within eight days from the service of the judgment.

The delays of notice and other formalities are the same as those for ordinary elections, "mutatis mutandis." (R. S., 1909, art. 5552 amended.)

TITRE XII

DES NOMINATIONS PAR LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR

TITLE XII

APPOINTMENTS BY THE LIEUTENANT-GOVERNOR

320. Les nominations aux charges municipales sont faites par le lieutenant-gouverneur, avec le même effet que si elles étaient faites par le conseil, chaque fois :

1. Que l'élection du maire et des conseillers locaux n'a pas lieu au temps fixé par la loi, ou par le lieutenant-gouverneur, ou par l'avis public si l'élection a lieu à la suite d'une contestation, ou que l'élection ayant eu lieu, il a été élu un nombre insuffisant de membres du conseil : ou

2. Qu'un conseil de comté a laissé s'écouler le délai prescrit pour faire la nomination du préfet ou des délégués, sans faire telle nomination : ou

3. Qu'un conseil local refuse ou néglige de remplir une vacance dans la charge de conseiller ou de maire dans les quinze jours qui suivent telle vacance : ou

4. Que, par cause de vacance, il reste moins de quatre membres d'un conseil local en fonction : ou

5. Qu'un conseil a laissé s'écouler le délai prescrit sans faire une nomination qu'il est tenu de faire d'après les dispositions du présent code ou des règlements,

320. Appointments to municipal offices are made by the Lieutenant-Governor, with the same effect as though made by the Council, whenever :

1. The election of mayor and local councillors did not take place within the time prescribed by law, or by the Lieutenant-Governor, or by public notice if the election takes place after a contestation, or, the election having taken place, an insufficient number of members of the council was elected : or

2. A county council has allowed the prescribed delay to expire for the appointment of a warden or delegates, without making such appointment : or

3. A local council refuses or neglects to fill a vacancy in the office of councillor or of mayor, within fifteen days after the occurrence of such vacancy : or

4. By reason of vacancies, there remain less than four members of a local council in office : or

5. A council has allowed the prescribed delays to expire without making any appointment which it is bound to make under the provisions of this code or of

cepté, cependant, pour le secrétaire-trésorier. (Arts 177, 250, 264, 326, 338, 340, 341 et 344 combinés et amendés.)

321. Un conseil qui a négligé de nommer les officiers de la corporation, ou de remplir les vacances qu'il doit remplir dans les char- ges municipales, dans le délai pres- crit, peut encore le faire après ce délai, moins que le lieutenant- gouverneur ne l'ait fait lui-même en vertu des dispositions du pré- sent titre. (Art. 101 amendé.)

322. Si, quinze jours après l'ex- piration du délai déterminé à l'ar- ticle 660 pour déposer le rôle d'é- valuation, ce dernier n'est pas en- core déposé, le lieutenant-gouver- neur, aussitôt que le fait est par- venu à sa connaissance, nomme trois estimateurs auxquels il en- joint de faire et de déposer au bu- reau de la corporation un rôle d'évaluation, dans un délai qu'il détermine.

Si ce délai n'est pas déterminé, ces estimateurs doivent faire et déposer le rôle d'évaluation dans les trente jours qui suivent celui où ils ont reçu avis de leur nomi- nation. (Art. 728 amendé.)

323. Les estimateurs nommés par le lieutenant-gouverneur en vertu de l'article 322 n'exercent leurs fonctions que relativement au rôle d'évaluation que ces esti- mateurs en office ont été chargés de faire.

Ces estimateurs sont des offi- ciers municipaux; et, dans

any by-law, with the exception of that of the secretary-treasurer. (Arts. 177, 250, 264, 326, 338, 341 and 344 combined and amended.)

321. A council which has neg- lected to appoint the officers of the corporation or to fill an- vacancy in a municipal office when it is bound to fill, within the de- lay prescribed, may still do so after such delay, unless the Lieu- tenant-Governor has already done so under the provisions of this title. (Art. 101 amended.)

322. If, fifteen days after the expiration of the delay fixed by article 660 for the deposit of the valuation roll, such roll has not been deposited, the Lieutenant-Governor, as soon as he obtains knowledge thereof, appoints three assessors whom he orders to make a valuation roll and deposit the same at the office of the cor- poration within a delay fixed by him.

If such delay is not fixed, such assessors must make and deposit the valuation roll within thirty days after receiving their ap- pointment. (Art. 728 amended.)

323. Assessors appointed by the Lieutenant-Governor under article 322 act only relative to the valuation roll which the as- sessors in office omitted to make.

Such assessors are municipal officers; and, in the exercise of

de leurs devoirs, ils sont revêtus des mêmes droits et pouvoirs, soumis aux mêmes obligations et sujets aux mêmes pénalités pour refus, négligence, défaut ou omission, que les estimateurs nommés par la corporation. (Art. 72 amendé.)

Les estimateurs nommés par l'article 322 reçoivent des maîtres d'honneur pour leur jour d'occupation des biens imposables en reconnaissance du rôle de ces biens, évalués sous le contrôle du maire et reconnus par l'action ordinaire par les estimateurs en défaut, lesquels sont tenus solidairement au paiement de ces honoraires avec dépens. (Art. 730 amendé.)

325. Le Lieutenant-gouverneur, si les estimateurs nommés par l'article 322 sont négligents de faire le rôle d'évaluation dans le délai prescrit, les remplace par de nouveaux estimateurs, et ce jusqu'à ce que le rôle d'évaluation soit fait et déposé suivant les dispositions du présent code. (Art. 731 amendé.)

326. Dans les cas mentionnés dans le présent titre, il est du devoir du secrétaire-trésorier, ou, à son défaut, du chef du conseil, d'en informer sans délai le lieutenant-gouverneur, par lettre adressée au secrétaire de la provin-

their duties they are vested with the same rights and powers, subject to the same obligations and liable to the same penalties for refusal, negligence, default or omission as the assessors appointed by the corporation. (Art. 72 amended.)

324. Each of the assessors appointed under article 322 is entitled to an allowance of two dollars for each day he is employed in valuing taxable property, and in making up the valuation roll. The amount of such fee is determined and taxed by certificate of the mayor, and is recoverable by an ordinary action by the assessor entitled thereto, from the assessors in default, who are jointly and severally liable for the amount of the same, with costs. (Art. 730 amended.)

325. The Lieutenant-Governor, if the assessors appointed under article 322 refuse or neglect to make any valuation roll within the prescribed delay, replace them by new assessors, and so on until the valuation roll is made and deposited in conformity with the provisions of this code. (Art. 731 amended.)

326. In the cases mentioned in this title, it is the duty of the secretary-treasurer, or, in his default, of the head of the council, to inform the Lieutenant-Governor thereof without delay by a letter addressed to the Provincial Secretary.

Il est permis à tout contribuable de la municipalité de donner cette information au lieutenant-gouverneur. (Arts 178 et 326 combinés et amendés.)

327. Le lieutenant-gouverneur, aussitôt que la connaissance de ces faits lui est parvenue nomme, parmi les personnes de la municipalité éligibles à ces charges, autant de membres du conseil ou d'officiers qu'il y a de charges à remplir. (Arts 180 et 327 combinés et amendés.)

328. Toute nomination faite par le lieutenant-gouverneur doit être signifiée par lettre du secrétaire de la province au secrétaire-trésorier de la municipalité, ou à l'un des membres du conseil dont la nomination est constatée par cette lettre.

Celui à qui cette lettre a été expédiée est tenu de donner, sans délai, à chacune des personnes ainsi nommées, un avis spécial de sa nomination. (Arts 179 et 328 combinés et amendés.)

329. Si la nomination faite par le lieutenant-gouverneur est celle des premiers membres du conseil d'une municipalité nouvellement organisée, ou dans laquelle il n'y a pas de conseil en fonction, la personne à qui la lettre a été expédiée doit, dans l'avis spécial donné à chacun des membres nommés, en même temps désigner le lieu et l'époque de la première session du conseil. (Art. 328 amendé.)

Any ratepayer of the municipality may give such information to the Lieutenant-Governor. (Arts. 178 and 326 combined and amended.)

327. As soon as such information is communicated to him, the Lieutenant-Governor must appoint, from amongst the qualified persons in the municipality, as many members of the council or officers as there are offices to fill. (Arts. 180 and 327 combined and amended.)

328. Every appointment made by the Lieutenant-Governor must be made known, by a letter from the Provincial Secretary, to the secretary-treasurer of the municipality, or to any of the members of the council whose appointment is announced by such letter.

The person receiving such letter must, without delay, give a special notice of his appointment to each of the persons so appointed. (Arts. 179 and 328 combined and amended.)

329. If the appointment made by the Lieutenant-Governor is that of the first members of the council of a newly organized municipality, or of one in which there is no council, the person to whom the letter is sent must, at the same time, in the special notice given to each of the members appointed, fix the place and time of the first sitting of the council. (Art. 328 amended.)

TITRE XIII DES AVIS MUNICIPAUX

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GENERALES

TITLE XIII MUNICIPAL NOTICES

CHAPTER FIRST GENERAL PROVISIONS

330. Tout avis en vertu des dispositions du présent code, ou des ordres d'un conseil, ou pour des fins municipales, doit être donné, publié et signifié d'après les formalités prescrites dans le présent titre. (Art. 214 amendé.)

331. Tout avis ainsi donné est public ou spécial. (Art. 215 amendé.)

332. Tout avis par écrit doit contenir:

1. Le nom de la corporation, quand il est donné par un officier ou le chef de la corporation;

2. Les noms, la qualité officielle et la signature de la personne qui le donne;

3. Une désignation suffisante de ceux à qui il est adressé;

4. Le lieu et la date auxquels il est fait;

5. L'objet pour lequel il est donné;

330. Every notice under any provision of this code, or under any order of a council, or for any municipal purpose, must be given, published and served in accordance with the formalities prescribed in this title. (Art. 214 amended.)

331. Every notice so given is either special or public. (Art. 215 amended.)

332. Every notice in writing must contain:

1. The name of the corporation when such notice is given by an officer or by the head of such corporation;

2. The name, official capacity and signature of the person who gives it;

3. A sufficient description of those to whom it is addressed;

4. The place where and the time when it is made;

5. The object for which it is given;

6. Le lieu, le jour et l'heure auxquels les personnes appelées à satisfaire à cet avis doivent le faire. (Art. 216 amendé.)

333. Toute copie d'un avis par écrit qui doit être signifié, publié, affiché ou lu, est attestée, soit par la personne qui donne l'avis, soit par le secrétaire-trésorier de la corporation sous le contrôle de laquelle agit cette personne. (Art. 218.)

334. L'original de tout avis par écrit doit être accompagné d'un certificat de publication ou de signification.

L'original de cet avis et le certificat qui l'accompagne doivent être déposés par la personne qui a donné l'avis au bureau de la corporation, pour faire partie des archives. (Art. 219 amendé.)

335. Le certificat doit contenir :

1. Le nom, la résidence, la qualité officielle et la signature de la personne qui l'a donné;
2. La description de la manière dont l'avis a été publié ou signifié;
3. Le jour, le lieu et l'heure de la publication ou de la signification.

La vérité des faits relatés dans ce certificat doit être attestée sous le serment d'office de la personne qui le donne, si cette personne en a prêté un, sinon, sous son serment spécial.

Ce certificat est écrit sur l'avis

6. The place, day and hour at which those summoned to answer such notice must do so. (Art. 216 amended.)

333. Every copy of a notice in writing which must be served, published, posted up or read is attested by the person who gives such notice, or by the secretary-treasurer of the corporation under whose control such person acts. (Art. 218.)

334. The original of every notice in writing must be accompanied by a certificate of publication or of service.

The original of such notice and the certificate which accompanies it must be filed by the person who has given it, in the office of the corporation, to form part of the archives thereof. (Art. 219 amended.)

335. The certificate must set forth:

1. The name, residence, official capacity and signature of the person who has given it;
2. A summary statement of the manner in which the notice was published or served;
3. The place, day and hour of publication or of service.

The truth of the facts set forth in such certificate must be attested under the oath of office of the person giving it, if such person has taken an oath of office, and, if not, by his special oath.

Such certificate is written either

original, ou sur une feuille qui y est annexée. (Art. 220.)

336. Lorsqu'il s'agit d'un avis spécial donné verbalement, l'affirmation sous serment de la personne qui a donné tel avis tient lieu du certificat de signification; cette affirmation n'est requise que dans le cas de contestation, et doit comprendre l'objet de l'avis. (Art. 221.)

337. Tout propriétaire de terrain ou contribuable, domicilié en dehors des limites de la municipalité, peut, par un avis spécial déposé au bureau de la corporation, se nommer un agent qui le représente pour toutes les fins municipales. (Art. 222 amendé.)

338. Quiconque a acquiescé à ce qui est requis par un avis, ou en a, de quelque manière, connu suffisamment la teneur ou l'objet, ne peut ensuite se prévaloir de l'insuffisance ou de l'informalité de tel avis, ou du défaut de sa publication ou signification. (Art. 223.)

on the original notice or on a paper annexed thereto. (Art. 220.)

336. In the case of a special notice given verbally, the affirmation under oath of the person who served such notice takes the place of the certificate of service; such affirmation is only required in case of contestation, and must contain the object of the notice. (Art. 221.)

337. Any owner of land or any ratepayer, domiciled without the boundaries of a municipality may, by a special notice, filed in the office of the corporation, appoint an agent to represent him for all municipal purposes. (Art. 222 amended.)

338. No person who has acquiesced in that which is required by a notice, or who has in any manner whatsoever become sufficiently acquainted with its tenor or object, can thereafter avail himself of the insufficiency or informality of such notice, or of the omission of its publication or service. (Art. 223.)

CHAPITRE DEUXIEME DE L'AVIS SPECIAL

CHAPTER SECOND SPECIAL NOTICES

339. Tout avis spécial doit être donné verbalement ou par écrit, sauf les cas particuliers où la loi prescrit que l'avis spécial doit être donné par écrit, et il doit être ré-

339. Every special notice must be given verbally or in writing, except in particular cases in which the law prescribes that the special notice must be given in writ

digé ou donné dans la langue de la personne à laquelle il est adressé, à moins que cette personne ne parle une autre langue que le français ou l'anglais.

L'avis spécial adressé ou donné à une personne qui ne parle ni la langue française ni la langue anglaise, ou qui parle ces deux langues, lui est donné dans l'une ou l'autre de ces langues. (Art. 224 amendé.)

340. La signification d'un avis spécial donné par écrit se fait en laissant une copie de l'avis à celui à qui il est adressé en personne, soit à son domicile, soit à sa place d'affaires; si la signification se fait au domicile, la copie peut être laissée à une personne raisonnable de la famille; si la signification est faite à la place d'affaires, la copie peut être laissée à toute personne qui y est employée. (Art. 225 amendé.)

341. Tout avis spécial par écrit adressé à un propriétaire ou contribuable absent, qui s'est nommé un agent résidant dans la municipalité, doit être signifié à cet agent, de la même manière qu'à un propriétaire présent.

A défaut de la nomination d'un agent qui réside dans la municipalité, la signification de tout tel avis se fait en en déposant une copie au bureau de poste de la localité, sous enveloppe cachetée et recommandée à l'adresse du propriétaire ou contribuable absent, ou à tout autre agent, s'il en a nommé. (Art. 226.)

ing, and it must be given or drawn up in the language of the person to whom it is addressed, unless such person speaks a language other than French or English.

A special notice given or addressed to any person who speaks neither the French nor the English language, or who speaks both of these languages, may be given in either language. (Art. 224 amended.)

340. The service of a special written notice is made by leaving a copy of the notice with the person to whom it is addressed, in person, or at his domicile or place of business; if the service is made at his domicile, the copy may be left with a reasonable member of his family; if at his place of business, the copy may be left with any person employed there. (Art. 225 amended.)

341. Every special notice in writing addressed to an absent proprietor or ratepayer, who has appointed an agent residing in the municipality, must be served on such agent, in the same manner as on a resident proprietor.

If an agent resident in the municipality has not been appointed, every such notice is served by lodging in the post-office of the locality, a copy thereof, in a sealed and registered envelope, addressed to the absent proprietor or ratepayer, or to any other agent if he has appointed one. (Art. 226.)

342. L'avis spécial et verbal est communiqué par la personne qui doit le donner, ou de sa part, à l'individu auquel il s'adresse, en personne, ou à une personne raisonnable de sa famille, à son domicile, ou à sa place d'affaires, à une personne y employée. (Art. 227 amendé.)

343. La signification de l'avis spécial peut être faite entre sept heures du matin et sept heures de l'après-midi, même les jours de fête.

Néanmoins, la signification d'un avis spécial ne peut être faite à une place d'affaires que les jours juridiques. (Art. 229 amendé.)

344. Si les portes du domicile ou de la place d'affaires où doit être faite la signification d'un avis spécial par écrit sont fermées, ou s'il ne se trouve aucune personne raisonnable de sa famille, à son domicile, ou une personne employée à sa place d'affaires, la signification se fait en affiant la copie de l'avis sur une des portes du domicile ou de la place d'affaires. (Art. 230 amendé.)

345. Le délai intermédiaire, après un avis spécial, court à dater du jour qu'il a été signifié, ce jour non compris. (Art. 231.)

342. A special verbal notice is given by the person who should give it, or on his behalf to the person to whom it is addressed, in person, or at his domicile to a reasonable member of his family, or at his place of business to a person employed there. (Art. 227 amended.)

343. Special notices may be served between the hours of seven o'clock in the morning and seven o'clock in the evening, and even upon holidays.

Special notices, however, cannot be served at places of business except upon juridical days. (Art. 229 amended.)

344. If the doors of the domicile or place of business where service of a special notice in writing is to be made, are closed, or if there is not a reasonable member of the family at the domicile, or a person employed at the place of business, service is effected by affixing a copy of the notice to one of the doors of the domicile or of the place of business. (Art. 230 amended.)

345. The intermediate delay after a special notice begins to run from the day on which such notice was served, such day not being included. (Art. 231.)

CHAPITRE TROISIEME

DE L'AVIS PUBLIC

CHAPTER THIRD

PUBLIC NOTICES

346. L'avis public doit être par écrit.

346. Public notices must be in writing.

La publication d'un avis public donné pour des fins municipales locales, se fait en affichant une copie de cet avis dans la municipalité, à deux endroits différents fixés de temps à autre par résolution.

A défaut d'endroits fixés par le conseil, l'avis public doit être affiché sur la porte principale d'au moins un bâtiment destiné au culte public, ou près de cette porte, s'il y a tel bâtiment, et à un autre endroit public dans cette municipalité.

Dans l'un comme dans l'autre cas, s'il y a dans la municipalité une église catholique, ledit avis devra être sur ou près de la porte principale de cette église. (Art. 232 amendé.)

347. Lorsqu'une municipalité rurale est contiguë à une municipalité de cité, de ville ou de village, constituée en corporation, un des endroits fixés par le conseil de la municipalité rurale pour y afficher les avis publics peut être situé dans telle municipalité de cité, de ville ou de village, excepté les cités de Québec, de Montréal, de Trois-Rivières, de Westmount, de Maisonneuve et de Sherbrooke. (Art. 233 amendé.)

348. La corporation locale peut aussi, par résolution, fixer un ou plusieurs endroits dans la municipalité, ou dans une municipalité de cité, de ville ou de village voisine, si telle municipalité de cité, de ville ou de village fait partie de la même paroisse ou du même canton que la première, où tout

The publication of a public notice for local municipal purposes is made by posting a copy of such notice at two different places in the municipality, fixed from time to time by resolution.

In default of localities fixed by the council, the public notice must be posted on or near the principal door of at least one place of public worship, if any there be, and at some other place of public resort in such municipality. In either case, if there is a Roman Catholic church in the municipality, the notice must be posted on or near the main door of such church. (Art. 232 amended.)

347. When a rural municipality is adjacent to an incorporated city, town or village municipality one of the localities fixed by the council of the rural municipality for the posting of public notices, may be situated in such city, town or village municipality, except in the cities of Montreal, Quebec, Three Rivers, Westmount, Maisonneuve and Sherbrooke. (Art. 233 amended.)

348. The local corporation may also by resolution, fix one or more localities in the municipality, or in a neighboring city, town or village municipality, if such city, town or village municipality forms part of the same parish or of the same township as the former, in which any public notice must be

avis public doit être lu à haute et intelligible voix, le dimanche qui suit le jour que cet avis a été rendu public, à l'issue du service divin, si tel service a été célébré.

L'omission de cette lecture n'invalide pas la publication de l'avis, mais rend passible d'une amende de pas moins de deux ni de plus de dix piastres les personnes qui devaient la donner, ainsi que celles qui s'étaient chargées de la faire. (Art. 234.)

349. S'il s'agit d'un avis public donné pour des fins de comté, la publication s'en fait dans toutes les municipalités locales aux habitants desquelles il est adressé. Il est affiché et lu aux mêmes endroits et de la même manière que les avis publics donnés pour des fins locales dans ces municipalités.

Les officiers de la corporation de comté qui donnent cet avis peuvent requérir, par lettre, le secrétaire-trésorier de chaque telle municipalité locale, après lui avoir transmis autant de copies de cet avis qu'il en est besoin, de voir à ce qu'il soit affiché et lu tel que requis, et à ce qu'un certificat de publication leur en soit transmis sans délai, sous peine d'une amende de pas moins de dix ni de plus de quarante piastres. (Art. 235 amendé.)

350. Tout avis public convoquant une assemblée publique, ou donné pour un objet quelconque, doit être publié au moins sept jours francs avant le jour fixé pour telle assemblée ou autre pro-

read, aloud in a distinct manner on the Sunday next following the day on which the same was published, at the close of divine service, if such service has been held.

The omission to read such notice does not invalidate the publication of the notice, but the persons who were bound or who undertook to read it, thereby incur a fine of not less than two nor more than ten dollars. (Art. 234.)

349. Every public notice given for county purposes is published in all the local municipalities to whose inhabitants it is addressed. It is posted and read in the same localities and in the same manner as public notices given for local purposes in such municipalities.

The officers of the county corporation giving such notice may, by letter, order the secretary-treasurer of each such local municipality, after having transmitted to him as many copies of such notice as are requisite, to provide that he same be posted, and that a certificate of the publication thereof be transmitted to them without delay, under penalty of a fine of not less than ten nor more than forty dollars. (Art. 235 amended.)

350. Every public notice convening any public meeting, or for any object whatever, must be published at least seven clear days before the day appointed for such meeting or other proceeding, ex-

cédure, sauf les cas autrement réglés. (Art. 238.)

351. Sauf les cas autrement prévus, le délai intermédiaire, après un avis public, court du jour où l'avis a été rendu public en vertu de l'article 346 ou de l'article 349, ce jour non compris. (Art. 239 amendé.)

352. Les avis publics affectent les propriétaires ou contribuables domiciliés en dehors de la municipalité, de la même manière que les résidents, sauf les cas autrement prévus. (Art. 240.)

353. Quiconque à dessein, déchire, endommage ou efface un document quelconque, affiché à un endroit public sous l'autorité des dispositions du présent code, encourt une amende de pas moins de une, ni de plus de huit piastres, pour chaque offense. (Art. 11.)

cept in cases otherwise provided for. (Art. 238.)

351. Except in cases otherwise provided for, the immediate delay after a public notice begins to run from the date on which such notice has been published under article 346 or article 349, exclusive of such date. (Art. 239 amended.)

352. Public notices are applicable to and binding upon proprietors or ratepayers domiciled out of the municipality in the same manner as upon residents, except in cases otherwise provided for. (Art. 240.)

353. Every person who wilfully tears down, injures or defaces any document whatsoever posted in any public place under the authority of any provision of this code, incurs a fine of not less than one nor more than eight dollars for each offense. (Art. 11.)

TITRE XIV RESOLUTIONS

CHAPITRE PREMIER DISPOSITION GENERALE

TITRE XIV RESOLUTIONS

CHAPTER FIRST GENERAL PROVISIONS

354. Chaque fois qu'une corporation juge à propos de se servir des pouvoirs qui lui sont conférés

354. Whenever any corporation deems it advisable to avail itself of the powers which are granted

dans le présent titre, pour chacun des objets y mentionnés, elle doit le faire par résolution.

Le présent article n'affecte pas le droit qu'a toute corporation de décider et exercer, par résolution, tout acte d'administration qui la concerne et qui n'est pas incompatible avec les dispositions du présent code. (Nouveau.)

to it by this title, for any of the objects therein mentioned, it must do so by resolution.

This article does not affect the right which all corporations have to decide and exercise, by resolution, all acts of administration concerning them and which are not incompatible with the provisions of this code. (New.)

CHAPITRE DEUXIEME

DES RESOLUTIONS DU RESSORT DE TOUTES LES CORPORATIONS

CHAPTER SECOND

RESOLUTIONS WITHIN THE JURISDICTION OF ALL CORPORATIONS

355. Une corporation peut, par résolution, nommer un officier chargé de faire les significations des avis spéciaux, requises par les dispositions du présent code ou des règlements.

La nomination d'un tel officier ne rend pas les autres officiers municipaux incapables de faire les significations qu'ils sont autorisés de faire sous l'autorité du présent code. (Art. 469 amendé.)

355. Every corporation may, by resolution, appoint an officer whose duty it shall be to serve the special notices required by any provision of this code or by-law.

The appointment of any such officer does not render other municipal officers incapable of making the services which they are authorized by this code to make. (Art. 469 amended.)

356. Une corporation peut aussi, par résolution:

a. Acquérir, à titre onéreux ou gratuit, pour l'utilité ou l'intérêt de la corporation, tout terrain situé dans la municipalité ou en dehors des limites de la municipalité; (Art. 486.)

b. Pourvoir à la location, à l'achat ou à l'érection de tout édifice dont la corporation a besoin; (Art. 488);

c. Ordonner le recensement des habitants de la municipalité ou d'une partie de la municipalité; (Art. 504 amendé.)

356. Every corporation may, also, by resolution:

a. Acquire, for the use or benefit of the corporation, either gratuitously or for a consideration, any land, situated either within or without the municipality; (Art. 486.)

b. Provide for the lease, purchase or erection of any building which the corporation requires; (Art. 488.)

c. Order a census to be taken of the inhabitants of the municipality or of any part thereof; (Art. 504 amended.)

152 RESOLUTIONS DU RESSORT DES CORPORATIONS DE COMTES

d. Donner des primes à quiconque tue des bêtes féroces et déterminer les conditions auxquelles ces primes sont accordées; (Art. 505.)

e. Offrir et donner des primes pour parvenir à l'arrestation des personnes qui ont commis des offenses criminelles. (Art. 506 amendé.)

d. Give bounties for the destruction of wild animals, and determine the conditions upon which such bounties are to be given; (Art. 505.)

e. Offer and give rewards for information which may lead to the arrest of persons who have committed criminal offences. (Art. 506 amended.)

CHAPITRE TROISIEME

DES RESOLUTIONS DU RESSORT DES CORPORATIONS DE COMTE

CHAPTER THIRD

RESOLUTIONS WITHIN THE JURISDICTION OF
COUNTY CORPORATIONS

357. La corporation de comte peut, par résolution:

a. Pourvoir à la transcription de tous les actes qu'il convient de déposer dans le bureau d'enregistrement, suivant l'article 7481 des Statuts refondus, 1909; (Art. 518 amendé.)

b. Placer des poteaux indicateurs sur les chemins publics, pour marquer la distance des places principales où conduisent ces chemins aux dépens des corporations des municipalités locales dans lesquelles sont placés ces poteaux. (Art. 519 amendé.)

357. Every county corporation may, by resolution:

a. Provide for the copying of all deeds which must be deposited in the registry office, according to article 7481 of the Revised Statutes, 1909; (Art. 518 amended.)

b. Cause guide-posts to be set up on public roads to show the distance to the principal places to which such roads lead, at the expense of the corporations of the local municipalities in which such posts are set up. (Art. 519 amended.)

CHAPITRE QUATRIEME

DES RESOLUTIONS DU RESSORT DES CORPORATIONS LOCALES

CHAPTER FOURTH

RESOLUTIONS WITHIN THE JURISDICTION OF
LOCAL CORPORATIONS

358. La corporation locale peut, par résolution:

a. Indemniser les personnes dont les propriétés ont été détrui-

358. Every local corporation may, by resolution:

a. Indemnify persons whose property has been destroyed or

tes ou endommagées, en tout ou en partie, par des émeutiers dans les limites de la municipalité; injured, either in whole or in part, by rioters, within the municipality; (Art. 586.)

b. Subvenir à l'aide et au soutien des personnes pauvres de la municipalité, et qui, à raison de l'infirmité, de l'âge ou d'autres causes, sont incapables de gagner leur vie; (Art. 587.)

c. Assister tout individu qui a reçu des blessures ou contracté des maladies à un incendie; (Art. 588.)

d. Accorder des récompenses, en deniers ou de toute autre manière, à quiconque, dans la municipalité, fait une action méritoire dans un incendie, ou préserve ou essaie de préserver quelqu'un de se noyer, ou de tout autre accident grave; (Art. 589 amendé.)

e. Pourvoir aux besoins de la famille de toute personne qui périt dans un incendie, dans la municipalité, en préservant, ou en essayant de préserver quelqu'un d'un accident grave; (Art. 590 amendé.)

f. Pourvoir à l'achat de pompes, d'appareils ou d'objets propres à prévenir les accidents du feu et à arrêter les progrès des incendies. (Art. 663.)

b. Contribute to the support of poor persons of the municipality who, from infirmity, old age, or other cause, are unable to earn their own livelihood; (Art. 587.)

c. Relieve any person who has received any bodily injury or contracted any sickness or disease at a fire; (Art. 588.)

d. Grant rewards, in money or otherwise, to any person in the municipality who performs a meritorious action at a fire, or who saves or endeavors to save any one from drowning or from other serious accident; (Art. 589 amended.)

e. Provide for the wants of the family of any person who loses his life at a fire, within the municipality, while saving or endeavoring to save any one from a serious accident; (Art. 590 amended.)

f. Provide for the purchase of engines, apparatus or any device for the prevention of accidents by fire, or for arresting the progress of fires. (Art. 663.)

TITRE XV REGLEMENTS

CHAPITRE PREMIER

DES FORMALITES CONCERNANT LES REGLEMENTS

SECTION I

DE LA PASSATION, DE LA PROMULGATION ET DE L'ENTREE EN VIGUEUR DES REGLEMENTS

TITLE XV BY-LAWS

CHAPTER FIRST

FORMALITIES RESPECTING BY-LAWS

SECTION I

PASSING, PROMULGATION AND COMING INTO FORCE OF BY-LAWS

359. Tout règlement, sous peine de nullité, doit être précédé d'un avis de motion donné séance tenante, et il ne peut être lu et adopté qu'à une séance subséquente. (Nouveau.)

360. L'original de tout règlement pour être authentique, doit être signé par le chef de la corporation ou par la personne présidant le conseil lors de la passation de ce règlement, ou par le secrétaire-trésorier.

Si le règlement a dû être soumis à l'approbation des électeurs, ou du lieutenant-gouverneur, avant son entrée en vigueur, et que l'une ou l'autre de ces approbations ou les deux aient été données, un certificat, sous la signature du chef du conseil et du secrétaire-trésorier, attestant cha-

359. Every by-law must, on pain of nullity, be preceded by a notice of motion given at a sitting of the council, and it can be read and passed only at a subsequent sitting. (New.)

360. The original of every by-law, to be authentic, must be signed either by the head of the corporation, or by the person presiding at the sitting of the council at the time such by-law was passed, and by the secretary-treasurer.

If it was necessary to submit the by-law for the approval of the electors or of the Lieutenant-Governor, before it could come into force, and it has received one or other or both of such approvals, a certificate under the signature of the head of the council and of the secretary-treasurer certifying to

each of such facts, must accompany and form part of the original of such by-law. (Art. 457 amended.)

361. Le secrétaire-trésorier de la corporation du comté doit transmettre une copie certifiée de tout règlement passé par telle corporation au bureau de la corporation de chaque municipalité locale, dans les limites de laquelle ce règlement est en vigueur. (Art. 458 amended.)

361. The secretary-treasurer of the county corporation must transmit a certified copy of every by-law of such corporation to the office of the corporation of each local municipality within which such by-law is in force. (Art. 458 amended.)

362. Tout règlement est inscrit au livre des délibérations dans un livre spécial intitulé: "Livre des règlements de la corporation de ...". Ces inscriptions sont signées par le maire et countersignées par le secrétaire-trésorier.

362. Every by-law must be entered in a minute book and in a special book entitled "Register of by-laws of the corporation of...": such entry must be signed by the mayor and countersigned by the secretary-treasurer.

Le secrétaire-trésorier doit, en outre, entrer dans ce livre, à la suite de tel règlement enregistré, qu'il certifie, de l'avis de la publication de ce règlement. (R. S., 1909, art. 5597 amended.)

The secretary-treasurer must further enter in the register of by-laws at the end of every by-law registered therein, a copy certified by himself of the notice of publication of such by-law. (R. S., 1909, art. 5597, amended.)

363. Il peut être disposé de plusieurs objets dans un même règlement.

363. Several subject-matters may be provided for in one and the same by-law.

Dans le cas où plusieurs objets de ... il est disposé dans un même règlement requiert l'approbation des électeurs, ou du lieutenant-gouverneur, l'approbation de ce règlement donnée par les électeurs, ou par le lieutenant-gouverneur, ou par les deux selon qu'il est requis, suffit pour le règlement tout entier. (Art. 45 amended.)

In the case of several subject-matters provided for in one and the same by-law requiring the approval of the electors or of the Lieutenant-Governor, the approval of such by-law, given either by the electors or by the Lieutenant-Governor, or by both if necessary, suffices for the entire by-law. (Art. 459 amended.)

364. Sauf, toutefois, les cas autrement prévus par la loi, les règlements entrent en vigueur et ont force de loi, s'il n'y est pas autrement prescrit, quinze jours après celui où ils ont été publiés. (Art. 454 et S. R., 1909, art. 5600 combinés et amendés.)

365. Les règlements qui, en vertu de leurs propres dispositions, ou de celles du présent code, ne peuvent entrer en vigueur qu'à dater d'une certaine époque, doivent être promulgués au moins quinze jours avant telle époque. (Art. 455 amendé.)

366. Les règlements sont promulgués et publiés dans le mois qui suit leur passation, ou leur approbation définitive, dans le cas où ils ont été soumis à l'approbation des électeurs ou du lieutenant-gouverneur, ou des deux, par un avis public dans lequel il est fait mention de l'objet du règlement, de la date à laquelle il a été passé, et de l'endroit où il peut être pris en communication.

Cet avis est donné sous la signature du secrétaire-trésorier et publié en la manière ordinaire.

Si le règlement est revêtu de l'approbation des électeurs ou de celle du lieutenant-gouverneur ou des deux, ou de celle d'une autre corporation, quand elle est requise, l'avis de publication doit mentionner, en outre, l'accomplissement de chacune de ces formalités, et les dates auxquelles elles ont été accomplies. (Art. 692

364. Except where otherwise provided by law, every by-law shall come into force and be effective as law, if not otherwise provided for therein, fifteen days after publication. (Art. 454, and R. S., 1909, art. 5600 combined and amended.)

365. Every by-law which, in consequence of any provision of its own or of this code, comes into force only at some stated period, must be promulgated at least fifteen days before such period. (Art. 455 amended.)

366. Every by-law is published within one month after the passing thereof, or of its final approval in a case where it has been submitted for approval to the electors or to the Lieutenant-Governor, or to both, by a public notice mentioning the object of the by-law, the date of the passing thereof, and the place where communication thereof may be had.

Such notice is given under the hand of the secretary-treasurer, and is published in the ordinary manner.

If the by-law is approved by the electors, or by the Lieutenant-Governor, or by both, or by any other corporation, when such approval is required, the notice of publication must also mention that such formalities has been observed, and the date upon which each one has been complied with. (Art. 692 amended.)

367. A l'expiration du délai prescrit pour la publication d'un règlement, la promulgation est censée en avoir été régulièrement faite, jusqu'à ce que le contraire soit allégué. (Art. 697 amendé.)

368. Les règlements restent en vigueur et sont exécutoires jusqu'à ce qu'ils aient été amendés, abrogés ou cassés par l'autorité compétente, ou jusqu'à l'expiration du délai pour lequel ils ont été faits. (Arts 461 et 462 combinés et amendés.)

369. Les règlements qui, avant d'avoir en vigueur et effet, ont été soumis à l'approbation des électeurs ou du lieutenant-gouverneur, ou des deux, ne peuvent être amendés ou abrogés que par un autre règlement approuvé de la même manière. (Art. 463 amendé.)

370. L'abrogation ou la modification d'un règlement ne peut avoir lieu que par un autre règlement. (S. R., 1909, art. 5605.)

367. At the expiration of the delay prescribed for the publication of a by-law, the promulgation thereof is presumed to have been regularly made until the contrary is alleged. (Art. 697 amended.)

368. Every by-law remains in force and is executory until it has been amended, repealed or annulled by competent authority, or until the expiration of the delay for which it was made. (Arts. 461 and 462 combined and amended.)

369. No by-law which was submitted for approval to the electors or to the Lieutenant-Governor, or to both, before it came into force and effect, can be amended or repealed except by another by-law approved in the same manner. (Art. 463 amended.)

370. No by-law can be repealed or amended except by another by-law. (R. S., 1909, art. 5605.)

SECTION II

DES PENALITES ATTACHEES AUX REGLEMENTS

SECTION II

PENALTIES IN CONNECTION WITH BY-LAWS

371. La corporation, par chacun des règlements qu'elle a droit de faire, peut imposer, pour toute infraction aux règlements, soit une amende, avec ou sans les frais, ou un emprisonnement; et, si c'est une amende, avec ou sans les frais,

371. Every corporation may impose by any by-law within its powers, for each and every infraction thereof, either a fine, with or without costs, or imprisonment; and if a fine, with or without costs, it may provide for imprisonment in default of immediate pay-

elle peut ordonner l'emprisonnement à défaut du paiement immédiat de ladite amende avec ou sans les frais, suivant le cas; mais, à l'exception des cas pour lesquels il est autrement prescrit, cette amende ne doit pas excéder vingt piastres, et cet emprisonnement ne doit pas être pour plus d'un mois; et, quand c'est pour défaut du paiement de l'amende, ou de l'amende et des frais, que l'emprisonnement est ordonné, cet emprisonnement cesse dès que l'amende, ou l'amende et les frais, ont été payés.

Si l'infraction d'un règlement est continue, cette continuité constitue, jour par jour, s'il n'y a pas bonne foi, une offense séparée.

Les frais ci-dessus mentionnés comprennent, dans tous les cas, les frais se rattachant à l'exécution du jugement.

Le tribunal ne peut imposer les pénalités encourues pour violation des règlements, qu'en autant qu'elles sont suffisamment décrites et mentionnées dans les règlements qui les édictent. (Art. 508 et S. R., 1909, art. 5608 combinés et amendés.)

ment of such fine, with or without costs, as the case may be; but except where otherwise provided, such fine shall not exceed twenty dollars, nor such imprisonment be for more than one month; and where such imprisonment is ordered in default of payment of the fine or of the fine and costs, it shall cease on payment of the fine or of the fine and costs.

If the infraction of a by-law is continued, such continuance shall, from day to day, constitute a new offence, save in the case of good faith.

The costs above mentioned shall include in all cases the costs connected with the execution of the judgment.

No penalty provided for the violation of any by-law can be imposed by the court, unless it is fully described and set forth in the by-law in question. (Art. 508 and R. S., 1909, art. 5608 combined and amended.)

Jurisp.—1 Un règlement municipal imposant, pour la violation de ses dispositions, l'amende et l'emprisonnement, est illégal. Mais ce règlement peut être rectifié au moyen d'un amendement, par lequel il est dit que la violation du règlement sera punie par l'amende ou l'emprisonnement. **Corbeille vs. La Corporation du village Saint-Jean-Baptiste**, 7 R. L. 616.

2 Le Statut de Québec, 32 Victoria, ch. 70, s. 17, qui permet au conseil de la cité de Montréal d'imposer dans ses règlements une amende et les frais, et à défaut de paiement immédiat, l'emprisonnement, ou d'imposer l'amende et les frais en sus du dit emprisonnement, est inconstitutionnel, la ss. 15 de la sec. 92 de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord 1867 ne permettant que l'amende ou l'emprisonnement. **Papin vs. Le Maire &c. de Montréal**, 16 L. C. J. 319.

3 Un règlement décrétant une pénalité pour chaque jour qu'une chose sera faite, quand le statut sur lequel le règlement est basé autorise seulement la corporation à imposer telle amende n'excédant pas \$20, ou tel emprisonnement

n'excédant pas trente jours, ou les deux, suivant que cela sera jugé nécessaire, est nul. **Brown vs. Sexton**, 18 L. C. J. 194.

4 La loi (23 Vict. ch. 72, s. 13; 27-28 Vict. ch. 60, s. 50; 32 Vict. ch. 70 s. 17) autorisait un conseil à passer des règlements imposant des pénalités ou l'emprisonnement ou les deux. Un règlement fait en vertu de cette loi donnait au Recorder le pouvoir de condamner à l'amende ou à l'emprisonnement. Ce règlement a été déclaré illégal, vu qu'il donne au Recorder la discrétion que la loi n'avait donnée qu'au conseil.

Une conviction condamnant aux dépens est illégale si le règlement n'autorise pas spécialement cette condamnation aux dépens. **Marry et Sexton**, 14 L. C. J. 163; 2 R. L. 188.

5 Le § 15 de l'art. 92 de l'acte de l'Amérique Britannique du Nord qui donne à la législature le pouvoir d'infliger des punitions par voie d'amende, pénalité ou emprisonnement, ne limite pas le pouvoir de la législature, mais lui donne le pouvoir d'infliger ces punitions cumulativement si elle le juge à propos, le mot ou, dans ce paragraphe, ayant le sens du mot **et**. **Aubry et Genest**, 4 R. O.; C. A. 523.

SECTION III

DE L'APPROBATION DES ELECTEURS

SECTION III

APPROVAL BY THE ELECTORS

372. Chaque fois qu'un règlement doit être approuvé par les électeurs, avant d'avoir vigueur et effet, le conseil qui passe ce règlement ordonne, par résolution, la convocation des électeurs de la municipalité en assemblée publique, pour approuver ou désapprouver ce règlement et procéder à la votation, s'il y a lieu. (Art. 671 amendé.)

373. Si le règlement a été passé par le conseil de comté, il est soumis à l'approbation des électeurs, dans chaque municipalité locale du comté; et l'assemblée est convoquée par le préfet, pour le même jour, à neuf heures du matin dans chacune de ces municipalités locales. (Art. 672 amendé.)

374. Le jour pour lequel l'assemblée des électeurs est convoquée ne doit pas être plus rapproché que vingt jours, ni plus éloigné que trente jours après la passation du règlement. (Art. 673 amendé.)

372. Whenever a by-law must be approved by the electors before coming into force and effect, the council which has passed such by-law, must order, by resolution, that a public meeting of the electors of the municipality be held for the purpose of approving or disapproving of such by-law, and, if necessary, of voting thereon. (Art. 671 amended.)

373. If the by-law has been passed by the county council, it is submitted for the approval of the electors in each local municipality of the county; and the meeting is convened by the warden, for the same day, at nine o'clock in the forenoon, in each of such local municipalities. (Art. 672 amended.)

374. The day for which the meeting of the electors is convened must not be less than twenty days nor more than thirty days after the passing of the by-law. (Art. 673 amended.)

375. L'assemblée des électeurs commence à neuf heures du matin et est tenue à l'endroit où siège le conseil. (Art. 674 amendé.)

376. Une copie certifiée du règlement soumis à l'approbation des électeurs doit être affichée, au moins quinze jours avant la tenue de l'assemblée aux endroits où sont ordinairement publiés les règlements. (Art. 675 amendé.)

377. Un certificat du secrétaire-trésorier attestant que la copie du règlement publié est une copie conforme du règlement adopté, ainsi que l'avis de convocation des électeurs doit être affiché et publié en même temps et de la même manière que la copie du règlement. (Art. 676 amendé.)

378. L'assemblée des électeurs est présidée, dans chaque municipalité locale, par le maire ou, en son absence, par une personne choisie par l'assemblée. (Art. 677.)

379. Le secrétaire-trésorier de la corporation locale est tenu d'assister à cette assemblée, avec l'original ou une copie certifiée du rôle d'évaluation en vigueur; il y agit comme greffier de l'assemblée. (Art. 678 amendé.)

380. Le président, après avoir ouvert l'assemblée et donné lecture du règlement, doit ouvrir le bureau de votation sans délai, et procéder à l'enregistrement des votes. (Art. 678a.)

381. Le président de l'assemblée

375. The meeting of the electors is held at nine o'clock in the morning at the place where the local council holds its sittings. (Art. 674 amended.)

376. A certified copy of the by-law submitted for the approval of the electors must be posted at least fifteen days before the holding of the meeting, in the places where by-laws are ordinarily posted. (Art. 675 amended.)

377. A certificate of the secretary-treasurer, certifying that the copy of the by-law published is a true copy of the by-law passed, and also the notice convening the electors, must be posted and published at the same time and in the same manner as the copy of the by-law. (Art. 676 amended.)

378. The meeting of the electors is presided over, in each local municipality, by the mayor, or, in his absence, by a person chosen by the meeting. (Art. 677.)

379. The secretary-treasurer of the local corporation is bound to be present at such meeting, with the original or a certified copy of the valuation roll in force; he acts as clerk at such meeting. (Art. 678 amended.)

380. The presiding officer, after opening the meeting and reading the by-law, is bound to open the poll without delay, and to proceed to the recording of the votes. (Art. 678a.)

381. The presiding officer has

n'a pas le droit de voter à cette assemblée, sauf au cas de partage égal des voix, ou lorsqu'il s'agit d'un règlement de comté. (Arts. 679 et 685 combinés et amendés.)

382. La votation sur les règlements dure jusqu'à six heures du soir le même jour.

Les articles 275, 276, 277, 278, 280, 284 et 285 s'appliquent également *"mutatis mutandis"*, à l'assemblée convoquée pour l'approbation ou la désapprobation des règlements. (Art. 680 amendé.)

383. Tout électeur, sauf le cas de l'article 758, a droit de voter pour approuver ou désapprouver le règlement soumis. Les électeurs votent par "oui" ou par "non"; le mot "oui" signifie qu'ils approuvent le règlement, et le mot "non" qu'ils le désapprouvent.

Les cahiers de votation sont tenus comme ceux employés à une élection de maire et de conseillers de vive voix, sauf en ce qui est contrairement prescrit dans la présente section. (Art. 681 amendé.)

384. A la clôture de la votation, le président compte les "oui" et les "non", constate et certifie, après le cahier de votation, le nombre de votes donnés dans la municipalité, pour ou contre le règlement. Le certificat doit être signé en outre par le greffier de l'assemblée. (Art. 682 amendé.)

385. Les livres de votation et le certificat sont déposés au bureau

no right to vote thereat, except on an equal division of votes or in the case of a county by-law. (Arts. 679 and 685 combined and amended.)

382. Voting upon a by-law continues until six o'clock in the evening of the same day.

Articles 275, 276, 277, 278, 280, 284 and 285 likewise apply, *"mutatis mutandis"*, to meetings called for the approval or disapproval of by-laws. (Art. 680 amended.)

383. Every elector, except in the case of article 758, is qualified to vote for or against the by-law submitted. The electors give their votes "yea" or "nay"; the word "yea" means that they approve of the by-law, and the word "nay" that they disapprove of it.

The poll-books are kept in the same manner as those used for an election of mayor and councillors by word of mouth; excepting in so far as the contrary is prescribed in this election. (Art. 681 amended.)

384. At the close of the poll, the presiding officer counts the "yeas" and "nays", and ascertains and certifies, according to the poll-book, the number of votes given in the municipality for or against the by-law. The clerk of the meeting must also sign the certificate. (Art. 682 amended.)

385. Within two days after the close of the poll, the poll-books

de la corporation dont le conseil a passé le règlement, par le président de l'assemblée, dans les deux jours de la clôture du vote. (Art. 683 amendé.)

and the certificate are deposited in the office of the corporation whose council passed the by-law, by the officer who presided at the meeting. (Art. 683 amended.)

386. Si le règlement a été passé par un conseil de comté, le préfet aussitôt que les livres de votation et les certificats ont été déposés au bureau de la corporation, constate, d'après chaque certificat, le nombre total des votes donnés pour ou contre le règlement. (Art. 684 amendé.)

386. If the by-law has been passed by a county council, the warden, so soon as the poll-books and certificates have been deposited at the office of the corporation, ascertains from such certificates the total number of votes given for or against the by-law. (Art. 684 amended.)

387. L'approbation ou la désapprobation des électeurs doit être constatée sans délai par un certificat signé par le chef du conseil qui a passé le règlement et par le secrétaire-trésorier. Ce certificat est soumis au conseil à une des sessions suivantes.

387. The approval or disapproval of the electors must be established without delay, by a certificate signed by the head of the council which passed the by-law and by the secretary-treasurer. Such certificate is submitted to the council at one of its ensuing sittings.

Le conseil peut examiner sur-le-champ les livres de votation.

The council may immediately examine the poll-books.

Tous les documents relatifs à cette votation sont déposés dans les archives de la corporation. (Art. 686 amendé.)

All documents relating to such poll are deposited among the archives of the corporation. (Art. 686 amended.)

SECTION IV

DE L'APPROBATION DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

SECTION IV

APPROVAL BY THE LIEUTENANT-GOVERNOR

388. Chaque fois qu'il est prescrit qu'un règlement doit être approuvé par le lieutenant-gouverneur avant d'avoir vigueur et effet, le secrétaire-trésorier de la corporation, après que tel règlement a été approuvé par les élec-

388. Whenever it is required that a by-law must be approved by the Lieutenant-Governor before having force or effect, the secretary-treasurer of the corporation, after such by-law has been approved by the electors, must

teurs, expédie au secrétaire de la province une copie certifiée de tous les documents propres à renseigner le lieutenant-gouverneur sur l'accomplissement des prescriptions de la loi et sur l'utilité de la passation de ce règlement.

Le lieutenant-gouverneur ne doit approuver un règlement qu'après avoir eu la preuve de l'accomplissement des formalités requises pour la passation de tel règlement. (Arts. 687, 689 et 690 combinés et amendés.)

389. Le lieutenant-gouverneur peut exiger du conseil qui a passé tel règlement tous les documents et tous les renseignements qu'il croit nécessaires pour s'assurer de l'utilité du règlement ou de quelques-unes de ses dispositions. (Art. 688.)

forward to the Provincial Secretary a certified copy of all documents tending to inform the Lieutenant-Governor of the fulfilment of the provisions of the law and the advisability of the passing of such by-law.

The Lieutenant-Governor must not approve a by-law until he has received proof of the fulfilment of all the formalities required for the passing of such by-law. (Arts. 687, 689 and 690 combined and amended.)

389. The Lieutenant-Governor may exact from the council which has passed such by-law, all the documents and information he deems necessary for assuring himself of the usefulness of the by-law or of any of its provisions. (Art. 688.)

CHAPITRE DEUXIEME

DES REGLEMENTS QUI PEUVENT ETRE FAITS PAR LES CORPORATIONS LOCALES

SECTION I

DES POUVOIRS GENERAUX DE REGLEMENTATION

CHAPTER SECOND

BY LAWS WITHIN THE JURISDICTION OF LOCAL CORPORATIONS

SECTION I

GENERAL POWER TO PASS BY-LAWS

390. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour assurer la paix, l'ordre, le bon gouvernement, le bien-être général et l'amélioration de la municipalité, pourvu que ces règlements ne soient pas contrai-

390. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To secure the peace, order, good government, general welfare and improvement of the municipality, provided such by-laws are not contrary to the laws of

res aux lois du Canada ou de la province, ni incompatibles avec quelque disposition spéciale du présent code;

2. Pour amender, remplacer ou abroger, en tout ou en partie, les ordonnances ou règlements faits par les corporations qui ont eu antérieurement la régie du territoire compris dans la municipalité, et qui ont été continués en territoire. (Art. 464 et S.R., 1909, art. 5636 combinés et amendés.)

Canada, or of this province, nor inconsistent with any special provision of this code;

2. To amend, replace or repeal, in whole or in part, all ordinances or by-laws made by the corporation previously governing the territory comprised within the municipality, and which have been continued in force within such territory. (Art. 464 and R. S., 1909, art 5636 combined and amended.)

SECTION II

DU GOUVERNEMENT DU CONSEIL ET DES OFFICIERS DE LA CORPORATION

SECTION II

GOVERNMENT OF THE COUNCIL AND THE OFFICERS OF THE CORPORATION

391. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour contraindre les membres du conseil à assister aux séances du conseil ou des comités, et à y remplir leurs devoirs;

2. Pour régler la conduite des débats du conseil, pour désigner, conformément à l'article 122, les cas dans lesquels il faut plus que la majorité des membres présents pour décider une question contestée, et pour régler le maintien du bon ordre et de la bienséance pendant les séances du conseil ou des comités;

3. Pour définir les devoirs non déterminés par le présent code, des officiers de la corporation; et

391. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To compel members of the council to attend the sittings of the council or of any committee thereof, and to perform their duties thereat;

2. To regulate the manner in which debates are to be carried on: to determine, in conformity with article 122, the cases wherein a greater number than the majority of the members present is required to decide a contested question; and to regulate the manner in which order and decorum are to be preserved during the sittings of the council or of any committee;

3. To define the duties of the officers of the corporation not defined by this code; and to im-

leur imposer des pénalités, conformément à l'article 371, pour négligence ou omission dans l'accomplissement de leurs devoirs, dans les cas où des pénalités pour telles négligences ou omissions n'ont pas été fixées par le présent code;

4. Pour fixer la rémunération des officiers nommés par son conseil, en sus des honoraires ou des amendes qu'ils peuvent recevoir sous l'autorité du présent code, de toute autre loi ou des règlements;

5. Pour déterminer quels jours de la semaine le bureau de la corporation doit être ouvert, entre neuf heures du matin et quatre heures de l'après-midi.

A défaut par le conseil de déterminer les jours de bureau, le bureau de la corporation doit être ouvert tous les jours juridiques, entre les mêmes heures. (Arts. 465, 466, 470, 472 et 473 combinés et amendés.)

pose penalties in accordance with article 371 for negligence or omission in the performance of their duties, in cases in which penalties for such negligence or omission have not been provided by this code;

4. To fix the remuneration of the officers appointed by the council, in addition to the fees or fines which they are entitled to receive under the authority of this code, of any other act, or of any by-law;

5. To determine upon what days of the week the office of the corporation is to be kept open, between nine o'clock in the forenoon and four o'clock in the afternoon.

In default of the council determining such office days, the office of the corporation must be kept open every juridical day, during such hours. (Arts. 465, 466, 470, 472 and 473 combined and amended.)

SECTION III

DES BATIMENTS, ETC.

§ 1.—Des visites des maisons, etc.

SECTION III

BUILDINGS, ETC.

§ 1.—Visits to Houses, etc.

392. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour autoriser ses officiers à visiter et examiner, entre sept heures du matin et sept heures du soir, toute propriété mobilière et immobilière, ainsi que

392. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to authorize its officers, between the hours of seven o'clock in the morning and seven o'clock in the evening, to visit and examine all moveable and immove-

l'intérieur et l'extérieur de toute maison, bâtiment ou édifice quelconque, pour constater si les règlements y sont exécutés, et pour obliger les propriétaires, locataires ou occupants de ces maisons, bâtiments et édifices à recevoir ses officiers et à répondre à toutes les questions qui leur sont posées relativement à l'exécution des règlements. (Art. 507 amendé.)

able property, as well as the interior of any house, building or edifice whatsoever, to ascertain if the by-laws are carried out, and to compel the owners, tenants or occupants of such properties, buildings or edifices to receive its officers, and to answer all questions put to them relative to the carrying out of the by-laws. (Art. 507 amended.)

§ 2.—De l'érection de certains bâtiments près de la ligne frontière

§ 2.—Erection of Certain Buildings near the Boundary Line

393. Toute corporation locale dont le territoire est situé près de la ligne frontière entre cette province et les Etats-Unis d'Amérique, peut faire, amender ou abroger des règlements pour prohiber la construction de maisons ou de bâtiments quelconques sur le, ou au-dessous, ou au-dessus du sol, à moins de dix pieds de distance de cette ligne frontière. (Art. 463a amendé.)

393. Every local corporation whose territory is situated near the boundary line between this Province and the United States of America, may make, amend or repeal by-laws to prohibit the erection of dwelling houses or buildings of any kind upon, under, or above the ground within a distance of at least ten feet from such boundary line. (Art. 463a amended.)

SECTION IV

DES SAISIES ET CONFISCATIONS

SECTION IV

SEIZURES AND CONFISCATIONS

394. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour autoriser la confiscation de tout article offert en vente, vendu ou livré en contravention avec les règlements faits en vertu des dispositions du présent code. (Arts. 581 et 636 et S. R., 1909, art. 5637 combinés et amendés.)

394. Every local corporation may make, amend, or repeal by-laws to authorize the confiscation of all articles offered for sale, or sold, or delivered, in contravention of this code. (Arts. 581 and 636, and R. S., 1909, art. 5637 combined and amended.)

SECTION V

DES CLOTURES, MURS, FOSSES, CHAUSSEES, ETC.

SECTION V

FENCES, WALLS, DITCHES, EMBANKMENTS

395. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements :

1. Pour ordonner que les clôtures soient faites en fil métallique, le long des chemins municipaux, aux endroits que le conseil juge à propos ;

2. Pour protéger les personnes et les animaux contre les blessures ou les dommages que peuvent causer les clôtures de fil de fer barbelé ; ou pour prohiber entièrement ces clôtures dans toute la municipalité ou en quelques localités seulement ;

3. Pour ordonner qu'aucun mur ou qu'aucune clôture, excédant une certaine hauteur ne soit érigé le long des chemins municipaux, ou dans un rayon de quarante pieds de ces chemins. (Arts. 476a et 476b combinés et amendés.)

396. Toute corporation locale peut aussi faire, amender ou abroger des règlements au sujet de la construction, de l'ouverture, de l'élargissement, de l'approfondissement, de la réparation et de l'entretien, aux frais de la corporation, de tous fossés, chaussées, murs et clôtures dans l'intérêt des habitants de la municipalité ou d'une partie notable d'entre eux.

L'article 525 est applicable "mutatis mutandis", quand un règlement a été adopté en vertu du présent article. (Art. 475 amendé.)

395. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws :

1. To order that fences be made of wire along municipal roads, at the places which the council deems expedient ;

2. To protect persons and animals from injuries and damages from barbed wire fences ; or to entirely prohibit fences being constructed in the municipality or in certain parts thereof only ;

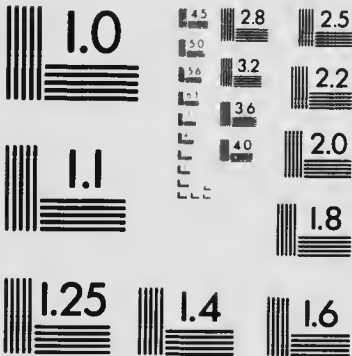
3. To order that no wall or fence over a certain height shall be erected along municipal roads, or within forty feet from such roads. (Arts. 476a and 476b combined and amended.)

396. Every local corporation may also make, amend or repeal by-laws with respect to the construction, opening up, widening, deepening, repairing or maintaining, at the expense of the corporation, of all ditches, sewers, embankments, walls and fences, when in the interest of the inhabitants of the municipality or of a considerable portion thereof. Article 525 applies, "mutatis mutandis", when a by-law has been passed under this article. (Art. 475 amended.)



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc.

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482 - 0300 - Phone
(716) 288 - 5989 - Fax

SECTION VI

**DE L'AIDE A LA CONSTRUCTION ET A L'ENTRETIEN DES PONTS
SUBVENTIONNES PAR LE GOUVERNEMENT**

SECTION VI

**AID IN THE CONSTRUCTION AND MAINTENANCE OF BRIDGES
SUBSIDIZED BY THE GOVERNMENT**

397. Toute eorporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour aider, en fournissant des deniers, à la construction de ponts construits avec l'aide du gouvernement de la province, et d'après les plans approuvés par le département des Travaux publics et du travail, ou par celui de la Colonisation, des mines et des pêcheries, soit dans la municipalité, soit dans toute autre municipalité, et pour aider, de la même manière, à l'entretien de tels ponts dans l'avenir. (Art. 855b amendé.)

397. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to aid in the construction of bridges erected with the assistance of the Government of the province, according to plans approved by the department of Public Works and Labour, or by that of Colonization, Mines and Fisheries, whether within or without the municipality, by contributing money therefor, and to aid in the same manner in the maintenance thereof in future. (Art. 855b amended.)

SECTION VII

**DE L'AIDE A L'AGRICULTURE, A L'HORTICULTURE, AUX ARTS,
AUX SCIENCES ET AUX ETABLISSEMENTS DE CHARITE**

SECTION VII

**AID TO AGRICULTURE, HORTICULTURE, ARTS, SCIENCES AND
CHARITABLE INSTITUTIONS**

398. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour aider à l'agriculture, à l'horticulture, aux arts et aux sciences, dans la municipalité;

2. Pour aider à l'établissement et au maintien de bibliothèques publiques gratuites, associations de bibliothèques et instituts d'artisans, dans la municipalité ou les municipalités qui y sont adjacentes;

398. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To aid agriculture, horticulture, arts and sciences within the municipality;

2. To aid in the establishment and maintenance of free public libraries, library associations and mechanics' institutes in the municipality, or in adjoining municipalities;

3. Pour établir et administrer des maisons ou autres hospices d'annône ou de refuge pour le soulagement des nécessiteux; pour accorder du secours, à domicile, aux pauvres de la municipalité; et pour subventionner les institutions charitables établies dans la municipalité. (Arts. 484, 484a et 591 combinés et amendés.)

3. To establish and maintain poor-houses, houses of refuge or other establishments for the refuge and relief of the poor and destitute; to give domiciliary relief to the poor of the municipality; and to aid charitable institutions established in the municipality. (Arts. 484, 484a and 691 combined and amended.)

SECTION VIII

DES ABUS PREJUDICABLES A L'AGRICULTURE

SECTION VIII

ABUSES PREJUDICIAL TO AGRICULTURE

399. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

399. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. Pour empêcher d'abattre, d'endommager ou de détruire les arbres plantés ou conservés pour l'ombre ou l'ornement, tant sur la voie publique que sur la propriété privée;

1. To prevent the cutting down, damaging or destruction of trees planted or kept for shade and ornament, either on public roads or on private property;

2. Pour prévenir ou faire cesser tous les abus préjudiciables à l'agriculture, au sujet desquels la loi ne contient aucune disposition;

2. To prevent or cause to be done away with all abuses prejudicial to agriculture, and not provided for by law;

3. Pour établir des enelos publics, afin d'y mettre en fourrière les animaux pris errants sur une grève, une batture, un chemin, une place publique, ou sur un terrain autre que celui de leurs propriétaires.

3. To establish pounds, in which animals found straying on beaches, flats, roads, or public places, or on the property of another than their owner, may be impounded.

Les dispositions du présent paragraphe 3 sont impératives pour toute corporation de ville ou de village. (Arts. 558, 559 et 560 combinés et amendés.)

The provisions of paragraph 3 are binding on every town or village corporation. (Arts. 558, 559 and 560 combined and amended.)

SECTION IX
DU PLAN ET DE LA DIVISION DE LA MUNICIPALITE

SECTION IX
PLAN AND DIVISION OF THE MUNICIPALITY

400. 1. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

a. Pour faire des cartes, plans ou arpentages de la municipalité;

Les cartes ou les plans de la municipalité, faits aux dépens de la corporation, ne peuvent être exécutés que par un arpenteur géomètre de la province, et sur une échelle de pas moins de quatre pouces au mille;

b. Pour diviser le territoire de la municipalité en autant d'arrondissements de voirie, selon qu'il est jugé convenable pour les fins de la surveillance et de la direction des travaux de voirie et de tous autres travaux mis sous la direction des inspecteurs;

c. Pour diviser le territoire de la municipalité en arrondissements champêtres, selon qu'il est jugé convenable pour les fins de surveillance et de la direction des travaux de clôtures, de fossés, et de tous autres travaux mis sous la juridiction des inspecteurs agraires.

2. A défaut de division en divers arrondissements champêtres ou de voirie, la municipalité ne forme qu'un seul arrondissement.

3. S'il est fait des changements dans la division de la municipalité en vertu des paragraphes 2 ou 3 du présent article, pendant que des inspecteurs sont en fonction,

400. 1. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

a. To have maps, plans or surveys of the municipality made.

Maps or plans of the municipality, prepared at the expense of the corporation, must be made by a Quebec land surveyor, and upon a scale of at least four inches to the mile;

b. To divide the territory of the municipality into as many road divisions as may be deemed suitable for the supervision and direction of work on roads and of all other work under the direction of the inspectors;

c. To divide the municipality into such rural divisions as may be deemed expedient, for the superintendence and direction of work in connection with fences, ditches and all other work under the jurisdiction of rural inspectors.

2. If the municipality is not divided into several rural or road divisions, it forms one division only.

3. If, under paragraph 2 or 3 of this article, any change is made in the division of the municipality while inspectors are in office, the jurisdiction of each inspector

la juridiction de chacun d'eux doit être déterminée par une résolution, à défaut de quoi, ces inspecteurs exercent leur juridiction comme si les changements n'avaient pas été faits. (Arts. 554, 555, 556 et 557 combinés et amendés.)	must be determined by a resolution; otherwise such inspectors continue in the exercise of their jurisdiction, as if no change had been made. (Arts. 554, 555, 556 and 557 combined and amended.)
--	---

SECTION X

DE LA VENTE DU BOIS

SECTION X

SALE OF WOOD

401. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour régler le mesurage du bois de corde, de l'écorce, du bois de construction et de bardeaux, offerts en vente dans la municipalité. (Art. 580.)	401. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to regulate the measuring of cord-wood, bark, lumber and shingles offered for sale in the municipality. (Art. 580.)
---	--

SECTION XI

DES LICENCES POUR LA VENTE DE LIQUEURS ENIVRANTES ET AUTRES LICENCES

SECTION XI

LICENSES FOR THE SALE OF INTOXICATING LIQUOR AND OTHER LICENSES

402. Sujet à la loi des licences de Québec, toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:	402. Subject to the license law of the Province of Quebec, every local corporation may make, amend or repeal by-laws:
---	---

- | | |
|---|---|
| <p>1. Pour permettre ou prohiber la vente en gros ou en détail des liqueurs enivrantes, et le commerce d'embouteillage;</p> | <p>1. To permit or prohibit the wholesale or retail sale of intoxicating liquor, and the carrying on of the trade of bottling;</p> |
| <p>2. Pour limiter et déterminer le nombre de licences que le percepteur du revenu de la province du district peut octroyer, pour vendre des liqueurs enivrantes dans les tavernes, les auberges et au-</p> | <p>2. To limit and determine the number of licenses which the collector of provincial revenue for the district may issue for the sale of intoxicating liquor in taverns, inns, and other places of public</p> |

tres lieux d'entretien public, ou dans des magasins et des boutiques;

3. Pour imposer les droits reconnus par l'article 1105 des Statuts refondus, 1909, et, dans les limites dudit article, sur les personnes munies d'une licence en vertu de la loi des licences de Québec. (Nouveau et arts. 568 et 615 combinés et amendés.)

entertainment, or in stores and shops;

3. To impose the duties mentioned in article 1105 of the Revised Statutes, 1909, and, within the limits of the terms of such articles, upon persons granted a license under the Quebec License Law. (New, and Arts. 568 and 615 combined and amended.)

SECTION XI.

DE LA DECENCE ET DES BONNES MOEURS

SECTION XII

DECENCY AND GOOD MORALS

403. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour prohiber les cirques, théâtres ou autres représentations publiques; les réglementer, aux conditions jugées convenables; et les soumettre à l'imposition d'un droit ou taxe, qui ne doit pas excéder cinquante piastres pour chaque représentation.

Tout droit imposé par un règlement, fait en vertu du présent article, peut être prélevé, s'il n'est pas payé à demande, sur tous les meubles et effets, même sur ceux ordinairement exempts de saisie, trouvés en la possession de toute personne attachée à tel cirque, théâtre ou représentation, sur un mandat de saisie signé par le maire ou par un juge de paix, et exécutoire "instantanément" sans autre formalité préliminaire;

2. Pour empêcher, les jours de dimanche et fêtes d'obligation, les courses et tout autre exercice

403. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To prohibit circuses, theatres, or other public exhibitions from being held; to regulate them upon such conditions as may be deemed proper, and subject them to a duty or tax which must not exceed fifty dollars for each performance.

Every tax imposed by a by-law made under this article, if it is not paid on demand, may be levied upon all moveables and effects, even upon those which are ordinarily exempt from seizure, found in the possession of any of the persons connected with such circus, theatre of exhibition, under a warrant of seizure signed by the mayor or by a justice of the peace, and executory forthwith, without other preliminary formality;

2. To prohibit, on Sundays and holidays of obligation, horse races and all other horse exercises, upon

ries, appentis, latrines, et les cours qui dépendent de ces édifices, aux époques et de la manière que le conseil juge convenable;

3. Pour régler la construction d'abattoirs, usines à gaz, tanneries, fabriques de chandelles ou de savon, distilleries et autres manufactures qui peuvent devenir des nuisances publiques.

Les corporations de ville ou de village, peuvent, en outre, empêcher la construction de tels établissements et faire disparaître les abattoirs déjà en existence dans leur municipalité (Arts. 592, 649 et 651 combinés et amendés.)

houses, privies and the yards connected with such buildings, at such time and in such manner as the council deems expedient;

3. To regulate the construction of slaughter-houses, gas-works, tanneries, candle or soap factories, distilleries and other manufactures which may be public nuisances.

Every town or village corporation may also prohibit the construction of such establishments, and abolish slaughter-houses already existing within the municipality. (Arts. 592, 649 and 651 combined and amended.)

SECTION XIV DU BUREAU D'HYGIENE

SECTION XIV BOARDS OF HEALTH

405. Toute corporation locale peut, par règlement, établir un bureau d'hygiène, en nommer les membres, et faire tout ce qui est requis et autorisé par la loi d'hygiène publique de Québec. (Art. 607 amendé.)

405. Every local corporation may, by by-law, establish a board of health, appoint the members thereof, and do all that is required and authorized by the Quebec Public Health Act. (Art. 607 amended.)

SECTION XV DES CHIENS

SECTION XV DOGS

406. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements, pour faire tenir les chiens muselés ou attachés; pour empêcher de les laisser errer libres ou sans maîtres ou autres

406. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to order dogs to be kept muzzled or tied up; to prevent them from being at large without their masters or other persons

personnes qui en prennent soin; pour imposer une taxe n'excédant pas deux piastres sur les propriétaires de tout chien gardé dans la municipalité.

L'amende imposée pour contravention aux règlements faits en vertu du présent article peut être recouvrée, sauf en ce qui regarde la taxe, contre les personnes résidant en dehors de la municipalité, et dont les chiens sont trouvés en contravention avec ces règlements. (Art. 595 amendé.)

to take charge of them; to impose a tax not exceeding two dollars on the owner of every dog kept in the municipality.

The fine imposed for the contravention of any by-law made under this article may be recovered, except in so far as respects the tax, from persons residing outside the municipality, whose dogs are found in contravention of such by-law. (Art. 595 amended.)

SECTION XVI

DE LA PRECAUTION CONTRE LE FEU

SECTION XVI

PRECAUTIONS AGAINST FIRE

407. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour toute personne de tirer des feux d'artifice ou des pétards, de décharger des armes à feu, d'allumer du feu en plein air, dans le chemin ou dans le voisinage d'un édifice, d'un boeage ou d'une clôture;

2. Pour prescrire la manière de placer les poêles, les grilles, les tuyaux de poêles, de faire les cheminées, les fourneaux et les fours de tous genres, et en régler l'usage;

3. Pour encourager, établir et régir des compagnies de pompiers, afin de protéger les propriétés. (Arts. 594, 610 et 653 combinés et amendés.)

407. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To prevent any person from setting off fireworks or fire-crackers, discharging fire-arms, or lighting fires in the open air, in the streets or roads, or in the neighborhood of a building, grove or fence;

2. To prescribe how and where stoves, grates and stove pipes may be placed, and the manner of making chimneys, furnaces and ovens of every description, and to regulate their use;

3. To encourage, establish and maintain fire companies for the protection of property. (Arts. 594, 610 and 653 combined and amended.)

SECTION XVII
DE L'EAU ET DE L'ECLAIRAGE

SECTION XVII
WATER AND LIGHT

408. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour pourvoir à l'établissement, à la protection et à l'administration d'aqueducs, de puits publics ou de réservoirs, et empêcher que l'eau n'en soit salie ou dépensée inutilement;

2. Pour accorder à toute compagnie, personne ou société de personnes, qui se charge de la construction d'un aqueduc, de puits publics ou de réservoirs, ou qui en prend l'administration, un privilège exclusif n'excédant pas vingt-cinq années pour poser des tuyaux servant à l'approvisionnement d'eau dans les limites de la municipalité, ou dans toute partie d'elle, et effectuer un contrat pour l'approvisionnement de telle eau, pour une ou plusieurs années, mais pour une période de pas plus de vingt-cinq années;

3. a. Pour pourvoir, en sus de toute taxe pour l'établissement ou pour le maintien d'aqueducs, de puits publics ou de réservoirs, à faire payer une compensation pour l'eau, calculée d'après un tarif qu'elle juge convenable, par tout propriétaire, locataire ou occupant d'une maison, magasin, ou bâtiment semblable, que ces derniers se servent de l'eau ou ne s'en servent pas, pourvu que le conseil leur ait signifié qu'il est

408. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To provide for the establishment, protection and management of water-works, public wells or reservoirs, and to prevent the same from being fouled or water from the same being wasted;

2. To grant, for a term of not more than twenty-five years, to any company, person or firm of persons, undertaking to construct a system of water-works, a public well or reservoir, or assuming the management thereof, the exclusive privilege of laying pipes to supply water within the municipality or any part thereof, and to enter into a contract for such supply of water for one or more years, but not for a period of more than twenty-five years;

3. a. To provide, over and above any tax for the establishment or for the maintenance of water works, public wells or reservoirs, for the payment of a compensation for the water according to such tariff as it deems advisable, by every proprietor, tenant or occupant of any house, shop or like building, provided always that the council cause a notice to be served on them, to the effect that it is prepared to bring water, at

prêt à leur conduire l'eau, à ses frais, dans ou auprès de leurs maisons, magasins ou bâtiments.

b. Tout règlement pour obliger les propriétaires, locataires ou occupants à payer telle compensation pour l'eau doit, avant d'avoir vigueur à cet effet, être approuvé par la majorité des électeurs propriétaires de biens-fonds de la municipalité qui votent sur tel règlement, et par le lieutenant-gouverneur, pourvu toujours que le nombre de ceux qui votent en faveur du règlement soit au moins le tiers du nombre total de tels électeurs propriétaires.

c. Dans le cas de partie de municipalité, un règlement peut être passé à cet effet, lorsqu'il est demandé par requête signée par les deux tiers des électeurs, propriétaires du territoire affecté par ce règlement, sans qu'il soit nécessaire de soumettre le règlement à l'approbation des électeurs.

d. Tout propriétaire, ayant un ou plusieurs locataires, sous-locataires ou occupants, est tenu au paiement de la compensation, s'il refuse ou néglige de donner un tuyau d'approvisionnement distinct et séparé à chaque tel locataire, sous-locataire ou occupant;

4. Pour pourvoir au paiement d'un subside annuel à toute compagnie, personne ou société de personnes, qui se charge de la construction d'un aqueduc, puits public, ou d'un réservoir, pendant la période dont il est convenu. Tout règlement fait en vertu du présent paragraphe 4, avant d'avoir vigueur et effet, doit être approu-

its own expense, into or near their houses, shops or buildings;

b. Every by-law to compel proprietors, tenants or occupants to pay such compensation for water, must, before having force and effect, be approved by the majority of the electors, being proprietors of immoveables in the municipality, who vote on such by-law, and by the Lieutenant-Governor; provided always that the number of those who vote in favor of such by-law is at least one-third of the total number of such electors who are proprietors.

c. In the case of part of a municipality, a by-law may be passed for that purpose, upon application by petition signed by two-thirds of the electors who are proprietors in the territory affected by such by-law, without its being necessary to submit the by-law to the approval of the electors.

d. Every proprietor having one or more tenants, sub-tenants or occupants, is liable for the payment of such compensation in the event of his refusing or neglecting to furnish a separate and distinct supply pipe to each such tenant, sub-tenant or occupant;

4. To provide for the payment of an annual subsidy to any company, person or firm of persons undertaking the construction of any waterworks, public well or reservoir, during such period as may be agreed upon. Every by-law passed in virtue of this paragraph 4 must, before having force and effect, be approved by the

vé par la majorité des électeurs propriétaires de biens-fonds qui votent sur tel règlement, et par le lieutenant-gouverneur, pourvu toujours que le nombre de ceux qui votent en faveur de tel règlement soit le tiers du nombre total de tels électeurs propriétaires;

5. Pour pourvoir à l'éclairage de la municipalité, de toute manière jugée convenable;

6. Pour obliger les propriétaires ou occupants de terrains, situés tant dans la municipalité que dans les municipalités voisines environnantes, jusqu'à une distance de pas plus de trente milles, à laisser faire et souffrir tous les travaux entrepris pour fournir l'eau ou l'éclairage aux habitants de la municipalité, et s'approprier, pour les fins de l'approvisionnement de l'eau et de l'alimentation des aqueducs et autres constructions hydrauliques, des lacs, rivières non navigables, étangs, sources vives, cours d'eau ayant leur origine ou coulant sur la propriété privée, sans toutefois préjudicier aux droits qu'ont les propriétaires riverains de s'en servir, tant en vertu du droit commun que des lois concernant les cours d'eau, sauf l'indemnité déterminée suivant entente avec les intéressés ou, à défaut de telle entente, conformément à l'article 409;

7. a. Pour transférer ses droits et pouvoirs, relativement à l'approvisionnement d'eau, à toute compagnie, personne ou société de personnes, qui veut s'en charger, pourvu que telle compagnie,

majority of the electors who are proprietors of immoveables, and who vote on such by-law, and by the Lieutenant-Governor; provided always that the number of those who vote in favor of such by-law is at least one-third of the total number of such electors who are proprietors:

5. To provide for the lighting of the municipality, in any manner deemed suitable;

6. To compel the owners or occupants of lands situated, as well in the municipality as in the neighboring municipalities not more than thirty miles distant, to permit and allow all works undertaken for the purpose of providing the inhabitants of the municipality with water or light, to be carried on, and the taking possession, for the purpose of supplying and feeding such waterworks and other hydraulic constructions, of the lakes, non-navigable rivers, ponds, springs, and water-courses having their source or flowing on private property; without, however, prejudicing the rights of the riparian proprietors to make use thereof, as well under the common law as under the laws respecting water-courses, subject to the indemnity to be determined by agreement with the interested parties, or, failing such agreement, in conformity with the provisions of article 409;

7. a. To transfer its rights and powers, respecting the supplying of water, to any company, person or firm of persons wishing to take charge thereof; provided that such company, person or firm does

personne ou société de personnes ne prélève pas, pour l'usage de l'eau, des taux plus élevés que ceux approuvés ou fixés par règlement; et la corporation peut souscrire des actions dans telle compagnie, ou prêter des deniers à telle compagnie, personne ou société de personnes.

b. Si le montant des actions fixé par tel règlement ne se trouve pas en caisse, aucune de ces actions ne peut être prise ou souscrite en exécution de ce règlement, par le chef du conseil ou autre personne autorisée à cet effet, avant que la corporation ait ordonné une émission de bons ou un emprunt suffisant pour payer le montant des actions à souscrire. (Arts. 482, 637, 637a, 637b, 638, 639, et 640 combinés et amendés.)

409. Si la corporation, la compagnie, la personne ou la société de personnes, qui est aux droits de la corporation ne peut s'entendre avec les propriétaires ou occupants de terrains sur le montant de l'indemnité, il est procédé à l'expropriation de la manière mentionnée dans le présent code. (Art. 640 amendé.)

not exact, for the supplying of the water, higher rates than those fixed and approved by by-law; and the corporation may take stock in such company, or lend money to such company, person or firm of persons.

b. If the price of the shares fixed by such by-law is not in hand, none of such shares can be taken or subscribed for in execution of such by-law, by the head of the council or other person thereunto authorized, before the corporation has ordered a bond issue, or a loan to be contracted, sufficient to cover the amount of shares to be subscribed for. (Arts. 482, 637, 637a, 637b, 638, 639 and 640 combined and amended.)

409. If the corporation, or the company, person or firm of persons in the rights of the corporation, cannot agree with the owners or occupants of the lands upon the amount of the indemnity, the expropriation is proceeded with in the manner indicated in this code. (Art. 640a amended.)

SECTION XVIII DES PLACES PUBLIQUES

SECTION XVIII PUBLIC PLACES

410. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour ouvrir, clore, orner, améliorer et entretenir, à ses frais, des carrés, parcs ou pla-

410. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws to open, enclose, embellish, improve and maintain at its expense, squares, parks or public

ees publiques propres à contribuer à la santé et au bien-être des habitants de la municipalité. (Art. 543.)	places, of a nature to conduce to the health and well-being of the inhabitants of the municipality. (Art. 543.)
--	--

SECTION XIX

DES TROTTOIRS, TRAVERSES ET CANAUX SOUTERRAINS

SECTION XIX

SIDEWALKS, CROSSINGS AND UNDERGROUND DRAINS

411. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour faire et entretenir, à ses frais, pour le tout ou pour partie, des trottoirs, traverses ou canaux souterrains.

L'article 525 est applicable, "mutatis mutandis", quand un règlement a été adopté en vertu du présent article. (Art. 475 amendé.)

412. Toute corporation locale peut aussi faire, amender ou abroger des règlements :

1. Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur des chemins appartenant à des syndics de chemins à barrière, sur des chemins municipaux ou autres, ou sur des places publiques dans toute la municipalité, ou dans une partie seulement de la municipalité, à faire et entretenir sur ces chemins ou places publiques adjacents à leurs propriétés, des trottoirs en bois, en pierre ou autre matière déterminée;

2. Pour obliger tels propriétaires à faire et à entretenir des canaux souterrains vis-à-vis de leurs propriétés respectives, ainsi

411. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws for the making and maintaining at its expense, wholly or in part, of sidewalks, crossings or underground drains.

Article 525 applies, "mutatis mutandis", when a by-law has been passed under this article. (Art. 475 amended.)

412. Every local corporation may also make, amend or repeal by-laws:

1. To oblige the proprietors of lands situated on roads belonging to trustees of turnpike roads, on municipal or other roads, or on public places, in the whole municipality or in a part only of the municipality, to make and maintain on such roads or public places, adjacent to their respective properties, sidewalks of wood, stone or other material decided upon;

2. To oblige such proprietors to make and maintain underground drains in front of their respective properties as well as

que des traverses d'un côté du chemin ou de la rue à l'autre; crossings to communicate from one side of the street or road to the other;

3. Pour déterminer la manière de faire ou d'entretenir ces trottoirs, ces traverses ou ces canaux; et même les faire aux frais de la corporation, conformément à l'article 411, ou par répartition sur une partie de la municipalité; 3. To determine the manner in which such sidewalks, crossings or drains must be made or maintained; and even to construct them at the expense of the corporation, in conformity with article 411, or by apportionment upon a portion of the municipality;

4. Pour faire enlever la neige des trottoirs aux frais de la corporation ou par répartition sur une partie de la municipalité. (Arts. 544, 545, et 546 combinés et amendés.) 4. To have the sidewalks cleared of snow at the expense of the corporation, or by apportionment upon a part of the municipality. (Arts. 544, 545 and 546 combined and amended.)

SECTION XX DES ATTRIBUTIONS DIVERSES

SECTION XX MISCELLANEOUS POWERS

413. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements sur chacune des matières suivantes: 413. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. Pour ériger dans la municipalité, s'il n'y a pas de prison de district dans cette municipalité, une maison de détention pour l'emprisonnement des personnes condamnées à pas plus de trente jours de prison, en vertu des dispositions du présent code ou des règlements; 1. To erect in the municipality, if there is no district goal in such municipality, a lock-up house for the incarceration of persons sentenced to a term of imprisonment for not more than thirty days, under any provision of this code or of any by-law;

2. Pour obliger le propriétaire et les occupants de terrains à clore ces terrains, le long des chemins municipaux; 2. To oblige the proprietors and occupants of lands to fence the same along municipal roads;

3. Pour clore à ses frais tout terrain connu comme cimetière, et se charger, moyennant considération, de l'entretien de ce cimetière; 3. To enclose, at its own expense, any land recognized as a public cemetery, and to undertake, for consideration, the up-keep of the cemetery;

4. Pour établir, régler et entretenir des abreuvoirs publics dans la municipalité;

5. Pour faire planter, à ses frais, des arbres le long des chemins municipaux et des places publiques;

6. Pour empêcher de passer plus vite qu'au trot ordinaire, en voiture ou à cheval, sur des chemins municipaux, ou aucune partie de ces chemins, ou sur les places publiques.

Pour exercer, dans les limites de la municipalité, les pouvoirs accordés aux corporations de comté par l'article 429. (Arts. 547, 548, 548b, 609, 612, 613 et 614 combinés et amendés.)

4. To establish, regulate and maintain public drinking fountains in the municipality;

5. To have trees planted along municipal roads and public places, at its expense;

6. To prevent any person from driving or riding faster than an ordinary trot on municipal roads, or any part thereof, or in public places;

7. To exercise, within the boundaries of the municipality, the powers granted to county corporations under article 429. (Arts. 547, 548, 548b, 609, 612, 613 and 614, combined and amended.)

SECTION XXI

DISPOSITION GENERALE

SECTION XXI

GENERAL PROVISIONS

414. Toute corporation locale peut aussi faire, amender ou abroger, dans l'intérêt des habitants de la municipalité, tout autre règlement, pour un objet d'une nature purement locale et municipale, et non spécialement mentionné dans les dispositions du présent code. (Art. 509.)

414. Every local corporation may, moreover, make, amend or repeal, in the interest of the inhabitants of the municipality, any other by-law for any object of a local municipal nature only, not specially provided for by this code. (Art. 509.)

CHAPITRE TROISIEME

DES REGLEMENTS QUI PEUVENT ETRE FAITS PAR LES CORPORATIONS DE VILLE OU DE VILLAGE

SECTION I

DES POUVOIRS GENERAUX DE REGLEMENTATION

CHAPTER THIRD

BY-LAWS WITHIN THE JURISDICTION OF TOWN AND VILLAGE CORPORATIONS

SECTION I

GENERAL POWERS TO PASS BY-LAWS

415. Toute corporation de ville ou de village peut, aussi, en sus des pouvoirs accordés par le chapitre deuxième du présent titre (articles 390-414), faire, amender ou abroger des règlements sur chacune des matières mentionnées dans le présent chapitre. (Art. 616 amendé.)

415. Every town or village corporation may, moreover, in addition to the powers granted by chapter second of this title (Arts. 390-414), make, amend or repeal by-laws with respect to each of the matters mentioned in this chapter. (Art. 616 amended.)

SECTION II

DES MARCHES PUBLICS

SECTION I

PUBLIC MARKETS

416. Toute corporation de ville ou de village peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour ériger, permettre d'ériger, changer, abolir ou entretenir des marchés publics ou des places de marché public; et régler le louage des étaux ou autres places qui s'y trouvent, pour vendre ou exposer en vente toute espèce d'objets ou de denrées, ou certains articles en particulier;

2. Pour déterminer et définir les devoirs et les pouvoirs respectifs des employés de la corporation, des occupants d'étaux dans

416. Every town or village corporation may make, amend or repeal by-laws:

1. To establish, change, abolish or keep in order, public markets or market places, or to permit the establishment thereof; and to regulate the lease of stalls and stands therein, for the sale, or offering for sale, of every description of merchandise or products, or of any specific commodity;

2. To determine and define the respective duties and powers of employees of the corporation, of occupants of stalls in the public

les marchés publics, et des propriétaires ou occupants d'étaux privés, dans toute l'étendue de la municipalité;

3. Pour empêcher toute personne qui réside en dehors des limites de la municipalité de vendre ou d'exposer en vente, dans la municipalité, des provisions, grains, denrées ou autres articles de commerce, ailleurs que sur les marchés de la corporation;

4. Pour empêcher toute personne résidant dans la municipalité de couper, de détailler ou de peser dans le but de vendre, de la viande, (boeuf, mouton, agneau, veau, porc, ou lard salé), ou d'exposer lesdits articles en vente ailleurs qu'à un étal de boucher ou un étal de vendeur de provisions salées, dans et sur aucun de ces marchés, pourvu que rien de contenu dans le présent paragraphe ne soit considéré comme défendant aux cultivateurs ou chasseurs d'y apporter et d'y vendre en entier ou en quartier seulement, de la viande d'aucune espèce, ainsi que de la venaison, le tout sans préjudice de la loi de la chasse de Québec;

5. Pour empêcher, ou permettre, de la manière et aux endroits à être fixés dans la municipalité, aux résidents et aux non résidents, la vente de toute espèce de poisson frais ou non salé, le tout sans préjudice des lois de pêche;

6. Pour imposer des droits sur toute personne qui vend dans les chemins, sur les marchés, ou sur les places de marché de la corporation, des provisions, des légu-

markets, and proprietors or occupants of private stalls, within the whole extent of the municipality;

3. To prohibit any person, not resident in the municipality, from selling or exposing for sale in the municipality, provisions, grain products or other merchandise, elsewhere than upon the corporation markets;

4. To prohibit any person residing in the municipality, from cutting up, retailing or weighing any meat, (beef, mutton, lamb, veal, pork, or salt beef), for the sale thereof, or from exposing the same for sale, on any such markets, elsewhere than in a butcher's stall or in a stall for the sale of salt provisions; provided that nothing contained in this paragraph shall be deemed to prohibit the sale on such markets, by farmers or hunters, of any kind of meat or venison not cut up, or in quarters only, the whole without prejudice to anything contained in the Quebec Game Laws.

5. To prohibit or allow the sale, by residents or non-residents in the municipality, of any kind of fresh or unsalted fish, in such manner and at such places as may be fixed upon; the whole without prejudice to anything contained in the laws relating to fishing;

6. To impose duties on all persons selling on the roads or on the markets or market-places of the corporation, any provisions, vegetables, butcher's meat, poultry,

s or oc-
within
municipal-
son, not
ty, from
e in the
grain
handise,
corpora-

son res-
y, from
weighing
, lamb,
for the
sing the
y such
a but-
for the
rovided
in this
to pro-
kets, by
y kind
up, or
e with-
ontain-
ws.

ie sale,
nts in
ind of
n such
as may
with-
ontain-
shing;
ll per-
on the
of the
veget-
oultry,

mes, des viandes de boucherie, des volailles, du grain, du foin, de la paille, du bois de chauffage et des bardeaux ou autres articles;

7. Pour imposer des droits sur les chariots, charrettes, traîneaux, bateaux, canots et voitures de toutes sortes, dans lesquels des objets sont exposée en vente sur les marchés, la voie publique, ou sur une grève;

8. Pour régler la manière dont ces chariots, charrettes, traîneaux, bateaux, canots et voitures doivent être placés sur les marchés et places de marché ou dans les chemins;

9. Pour restreindre et réglementer les regrattiers et les personnes qui achètent, pour les revendre, les articles apportés dans la municipalité;

10. Pour déterminer d'après lequel des deux modes, ou du poids ou de la mesure, doivent être vendus les objets apportés ou produits dans la municipalité, et au sujet desquels la loi n'a aucune disposition. (Arts. 625, 626, 627, 628, 629, 631, 632, 633, 634 et 635 combinés et amendés.)

grain, hay, straw, firewood, shingles of other articles,

7. To impose duties upon waggons, carts, sleighs, boats, canoes, and vehicles of all descriptions, in which articles are exposed for sale upon the markets, on the public roads or upon a beach;

8. To regulate the manner in which such waggons, carts, sleighs, boats, canoes or vehicles shall be placed on markets or market-places, or on the roads;

9. To restrict and make regulations affecting bucksters, or persons who purchase for the purpose of retailing articles brought into the municipality.

10. To determine whether articles brought into or produced in the municipality, to which no provision of law applies, must be sold by weight or measure. (Arts. 625, 626, 627, 628, 629, 631, 632, 633, 634, and 635 combined and amended.)

SECTION III

DE LA VOIE PUBLIQUE ET DES TROTTOIRS

SECTION III

HIGHWAYS AND SIDEWALKS

417. Toute corporation de ville ou de village peut faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour prohiber l'érection des, ou faire enlever les perrons, marches, d'escaliers, porches, balustrades, galeries, bâtiments ou au-

417. Every town or village corporation may make, amend or repeal by-laws.

1. To prohibit the erection or cause the removal, at the expense of the owners or occupants, of any door-steps, stairs, porches, rail-

tres constructions, qui projettent en dehors de l'alignement du chemin public, ou obstruent la voie publique, aux frais des propriétaires ou occupants et obliger ces derniers à demander l'alignement de la voie publique avant de construire;

2. Pour empêcher de jeter sur la voie publique ou dans les allées, des balayures, ordures, eaux sales, ou autres saletés; et en ordonner l'enlèvement aux frais de la corporation ou de ceux qui ont causé ces nuisances;

3. Pour contraindre tout propriétaire ou occupant à enlever la neige et la glace du toit des maisons ou autres édifices érigés sur la voie publique; et ordonner de faire enlever ces nuisances par l'inspecteur municipal, aux dépens de tel propriétaire ou occupant, au cas de refus ou de négligence de sa part;

4. Pour prévenir et empêcher l'encombrement des trottoirs, des chemins et des places publiques;

5. Pour faire numéroter les maisons et les terrains situés le long des chemins, dans la municipalité, et donner des noms aux rues et aux chemins, et les changer;

6. Pour faire balayer, arroser et tenir propres les chemins ou les trottoirs et faire enlever la neige des dits chemins ou trottoirs; le tout aux frais de la corporation ou par répartition sur une partie de la municipalité;

7. Pour déterminer le niveau, l'alignement et la hauteur des trottoirs, des murs d'appui ou de

ings, balconies, buildings or other constructions which project beyond the line of the public road, obstruct public communication and to compel such owners or occupants to apply for the running of the line of the public highway before building;

2. To permit the throwing in any public road or lane of any sweepings, filth, dirty water or other ordure, and to order the removal thereof at the expense of the corporation or of those who caused such nuisances;

3. To compel the owner or occupant to remove snow and ice from the roofs of houses or other buildings erected on the public highway, and to order the removal thereof by the municipal inspector, at the expense of such proprietor or occupant who refuses or neglects to do so;

4. To prohibit the obstruction of sidewalks, roads and public places;

5. To cause the houses and lots situated on the roads in the municipality to be numbered; to give names to the streets and roads, and to alter the same;

6. To have the streets and sidewalks swept, watered and kept clean; and to have the snow removed from the said streets or sidewalks; the whole at the expense of the corporation, or by apportionment upon a part of the municipality;

7. To determine the level line and height of sidewalks, safety and division walls, upon public

gs or other
project bey
lic road, or
munication.
ners or ne
he running
ie highway

owing into
ne of any
water or
der the re
xpense of
those who

ner or oc
w and ice
es or other
the public
er the re
municipal
se of such
t who re-
so;

struction of
public pla-

es and lots
n the mu-
ed; to give
nd roads

and side
and kept
snow re-
streets or
t the ex-
on, or by
art of the

veel line
ts, safety
on public

se... ..
se... ..
a... ..
l... ..
m... ..
d... ..

1.
on... ..
on... ..
des... ..
d... ..

2.
res... ..
lesq... ..
res... ..
et... ..
port... ..
frat... ..
g... ..
g... ..
652... ..

41... ..
on... ..
on... ..
1.
res... ..
autr... ..
sear... ..
min... ..
prop... ..

whenever the council deems
sient for the convenience,
or benefit of the inhabit
f the municipality. Arts
62, 644 645 667 668 and
chined and amended

TIQUE

Every town or village cor
may make, amend or re
laws

regulate the construction
es and cellars, and the
in which they shall be

compel all owners and oc-
of lands on which there
nant waters to drain or
up, and, in case of neg-
 refusal on the part of such
to authorize the officers
poration to perform such
their expense (Arts 646
combined and amended.)

LE P... ..

VIK

ery town or village cor-
may make, amend or
laws

oblige owners or occu-
houses or other buildings
de themselves with
sbor of fire buckets,
other apparatus suit-
preventing accidents by

par le feu; et avoir des échelles du sol au toit et du toit au faite; et ordonner que telle maison ou tel édifice ne soient reconverts en bardeaux, à moins qu'une couche de ciment ou de mortier bien adhésif, d'au moins un demi-pouce d'épaisseur, soit posée sur la couverture en planche au-dessus de la couverture en bardeaux, et entre l'une et l'autre, sous peine pour chaque contravention, d'une amende dont le montant est fixé par ledit règlement;

2. Pour empêcher toute personne d'entrer dans les étables, écuries, porcheries, granges ou hangars, avec des lumières non placées dans des lanternes fermées, ou d'y entrer avec des cigares, cigarettes ou des pipes allumées, ou d'y transporter du feu sans les précautions suffisantes pour prévenir les incendies;

3. Pour empêcher toute personne d'allumer ou de garder du feu dans un hangar, porcherie, grange, appenti ou autre bâtiment, autrement que dans une cheminée, ou dans un poêle en métal communiquant avec une cheminée;

4. Pour empêcher toute personne de transporter du feu sur la voie publique, dans un jardin, une cour, ou un champ, autrement que dans un vase en métal;

5. Pour contraindre les propriétaires ou occupants de granges, fenils ou autres bâtiments contenant des matières combustibles ou inflammables, à en tenir les portes fermées;

6. Pour contraindre les propriétaires ou les occupants de maisons à en faire ramoner les che-

fire, and to have ladders from the ground to the roofs of their houses, and thence to the ridge of the roof, and to order that such houses or buildings be not covered with shingles, unless a coat of cement or adhesive mortar, at least one half inch in thickness, be placed upon the boarded roof, underneath the shingles, and between the two, under a penalty for each contravention of a fine, the amount whercof is fixed by the by-law;

2. To prevent any person from entering any cattle-shed, stable, piggery, barn or out-house with a light not enclosed in a lantern, or with a lighted cigar, cigarette or pipe, or from carrying any fire into the same without proper precaution;

3. To prevent any person from lighting any fire in any out-house, piggery, barn, shed or other building, unless such fire be placed in a chimney or in a metal stove connected with a chimney;

4. To prevent any person from carrying fire in or through any public road or way, or through any garden, yard or field, unless such fire is contained in a metal vessel;

5. To compel the owners or occupants of barns, hay-lofts or other buildings, containing combustible or inflammable materials, to keep the doors thereof closed;

6. To compel the owners or occupants of houses to have their chimneys swept; to determine the

minées; prescrire la manière dont ces cheminées doivent être ramonnées, et le nombre de fois qu'elles doivent l'être dans une période d'année; et nommer les ramoneurs qui doivent être employés;

7. Pour empêcher la vente de toute matière explosive, après le coucher du soleil.;

8. Pour empêcher ou régler la construction de fourneaux pour y faire du charbon de bois;

9. Pour prescrire la manière dont la chaux vive ou les cendres doivent être gardées ou déposées;

10. Pour empêcher l'érection d'édifices ou de clôtures en bois, dans la municipalité ou dans une partie déterminée de la municipalité;

11. Pour empêcher qu'il ne soit érigé, dans la municipalité, des manufactures ou des mécanismes mus par la vapeur ou la gazoline; les permettre à certaines conditions, ou déterminer les endroits de la municipalité où il peut en être érigé;

12. Pour prévenir les vols et déprédations aux incendies;

13. Pour autoriser certaines personnes à faire sauter, démolir et abattre autant de constructions qu'il paraît nécessaire pour arrêter les progrès d'un incendie, sauf tous dommages et indemnités payables par la corporation aux propriétaires de ces constructions;

En l'absence de règlement, le maire peut, dans le cours d'un incendie, exercer ce pouvoir, en donnant une autorisation spéciale.

La corporation peut toujours, même en l'absence de tel règle-

manner in which sweeping must be done, and the number of times such chimneys must be swept within a given period; and to appoint the chimney-sweepers to be employed;

7. To prevent the sale of any explosive substance after sunset;

8. To prevent or regulate the construction of furnaces for making charcoal;

9. To determine the manner in which ashes or quick-lime must be kept or stored;

10. To prohibit the erection of wooden buildings or fences within the municipality, or in any specified part of it;

11. To prohibit the erection in the municipality of manufactories or machinery propelled by steam or gasoline; to permit them upon certain conditions or to determine the places in the municipality where they may be erected;

12. To prevent thefts and depredations at fires;

13. To authorize certain persons to blow up, destroy or pull down as many buildings as may be deemed necessary, to arrest the progress of a fire, saving recourse for any damages or indemnities payable by the corporation to the owners of such buildings.

In the absence of any by-law, the mayor may, in the course of a fire, exercise such power by giving a special authorization.

The corporation may always, even in the absence of any by-law

ment, ou d'autorisation spéciale du maire à cet effet, accorder et payer une indemnité à quiconque a souffert des pertes et des dommages par suite de la démolition de ces constructions dans un incendie;

or special authorization by the mayor to that effect, award and pay an indemnity to any person who has suffered loss or damage by the demolition of his buildings during a fire;

14. Pour régler la conduite de toute personne présente à un incendie. (Arts. 647, 648, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 664, 665 et 666 combinés et amendés.)

14. To regulate the conduct of every person present at a fire. (Arts. 647, 648, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 664, 665 and 666 combined and amended.)

SECTION VI DE LA FORCE DE POLICE

SECTION VI POLICE FORCE

420. Toute corporation de ville ou de village peut faire, amender ou abroger des règlements pour maintenir, armer, loger et habil-
ler une force de police dans la municipalité; et déterminer les de-
voirs des membres qui constituent
ce corps. (Art. 668.)

420. Every town or village cor-
poration may make, amend or re-
peal by-laws to maintain, arm,
lodge and clothe a police force in
the municipality, and to fix the
duties of the members of such
force. (Art. 668.)

SECTION VII DE LA DEMOLITION DES MURS, CHEMINEES ET EDIFICES DANGEREUX

SECTION VII DEMOLITION OF DANGEROUS WALLS, CHIMNEYS AND BUILDINGS

421. Toute corporation de ville ou de village peut faire, amender ou abroger des règlements pour faire démolir et enlever tous murs, cheminées ou édifices en ruine ou menaçant de s'écrouler; et détermi-
ner en quel temps, par quels moy-
ens, et aux frais de qui doivent
être faits cette démolition ou cet
enlèvement. (Art. 642.)

421. Every town or village cor-
poration may make, amend or re-
peal by-laws to cause to be pulled
down or removed, all walls, chim-
neys or buildings which are in a
state of dilapidation or decay, or
threaten to fall down, and to fix
at what time, by what means, and
at whose expense the same shall
be so pulled down or removed.
(Art. 642.)

CHAPITRE QUATRIEME

DES REGLEMENTS DU RESSORT PARTICULIER DES CORPORATIONS DE COMTE

CHAPTER FOURTH

BY-LAWS WITHIN THE JURISDICTION OF COUNTY CORPORATIONS

422. Toute corporation de comté peut faire, amender ou abroger des règlements sur chacune des matières mentionnées aux sections première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième et septième du chapitre deuxième du présent titre (articles 390-398) et dans le paragraphe 1 de l'article 402 et exercer, pour des fins de comté, le pouvoir général de réglementation prévu à l'article 414. (Nouveau.)

423. 1. Toute corporation de comté doit faire, et peut amender et abroger des règlements pour pouvoir:

a. A l'érection et à l'entretien d'autant de bureaux d'enregistrement qu'il y a de divisions d'enregistrement dans le comté; et

b. A l'érection et à l'entretien d'un édifice destiné à la Cour de circuit, si telle cour est établie dans le comté, et à fournir les accessoires convenables à la tenue de cette cour.

2. La corporation de comté peut ériger ou acquérir un seul et même édifice pour le bureau d'enregistrement et la Cour de circuit, ou un édifice séparé pour chacun; mais tout tel édifice doit contenir une voûte à l'épreuve du feu munie d'un ameublement convenable pour son objet.

422. Every county corporation may make, amend or repeal by-laws upon each of the matters mentioned in the first, second, third, fourth, fifth, sixth and seventh sections of the second chapter of this title (Arts. 390-398), and in the first paragraph of article 402, and may exercise, for all county purposes, the general powers to pass by-laws conferred by article 414. (New.)

423. 1. Every county corporation must make, and it may amend or repeal by-laws to provide:

a. For the erection and maintenance of as many registry offices as there are registration divisions in the county; and

b. For the erection and maintenance of a building for the Circuit Court, if such is established in the county, and for furnishing the accessories necessary for holding such court.

2. The county corporation may erect or acquire a common building for the registry office and Circuit Court, or a building for each; but every such building must contain a fireproof vault furnished in a manner suitable for its purpose.

3. La corporation doit acquérir un terrain convenable à l'érection de tel édifice, soit pour le bureau d'enregistrement, soit pour le palais de justice, ou pour les deux, ou elle peut exproprier tout immeuble déjà affecté à l'une ou à l'autre de ces fins, ou aux deux, que tel immeuble soit situé dans les limites du comté, ou dans les limites d'une cité, ville ou autre municipalité comprise dans la même division d'enregistrement, et ce, nonobstant les dispositions de la charte de cette cité, ville, ou autre municipalité ou toutes dispositions contraires.

4. La corporation de comté doit tenir en bon état de réparation le ou les bâtiments, les voûtes ou coffres-forts nécessaires servant au bureau d'enregistrement et à la Cour de circuit; elle doit aussi tenir en bon état de réparation l'ameublement de la Cour de circuit et l'ameublement des voûtes ou coffres-forts servant au bureau d'enregistrement ou à la Cour de circuit; le tout à la satisfaction du ministre des travaux publics et du travail.

5. La corporation de toute cité, ville ou autre municipalité qui se trouve comprise dans les limites du même comté, pour les fins d'enregistrement ou de la Cour de circuit de comté, est tenue de contribuer aux frais faits ou à être faits par la corporation de ce comté, en vertu du présent article, ainsi qu'aux frais de réparation et d'ameublement jugés nécessaires par la suite, dans la même proportion que les autres corporations locales du comté, d'après le montant total

3. The county corporation must acquire land suitable for the erection of such building, whether intended for a registry office or for a court house, or both, or it may expropriate an immoveable already in use for either the one or the other such purpose, or for both, whether such immoveable is situated within the county, or within a city, town or other municipality situated in the same registration division, notwithstanding the provisions of the charter of such city, town, or other municipality, or any contrary provisions.

4. The county corporation must maintain the building or buildings used for the registry office and the Circuit Court, together with the vaults or safes, in a good state of repair; it must also maintain a good state of repair the furniture of the Circuit Court and the fixtures of the vaults or safes used for the registry office or for such court; the whole to the satisfaction of the Minister of Public Works and Labour.

5. The corporation of every city, town or other municipality situated within one and the same county, for registration purposes or for the purposes of the County Circuit Court, is obliged to contribute to the cost incurred or to be incurred by the county corporation under this article, as well as to the costs of repair and furnishing considered necessary thereafter, in the same proportion as other local corporations in the county, according to its total va-

de l'évaluation de ses biens-fonds imposables; et la corporation du comté peut en déterminer le montant et le recouvrer de cette corporation comme de toute autre corporation municipale.

6. Chaque corporation de cité ou de ville dans le comté, doit produire en temps opportun, un certificat de ses biens-fonds imposables; et, si elle refuse ou néglige de produire ce certificat, le conseil du comté peut fixer le montant de sa part, selon qu'il le croit juste. (Arts. 513, 514 et 515 et S. R., 1909, art. 3114 combinés et amendés.)

424. Toute corporation qui omet ou néglige de se conformer à l'article 423, est responsable de tous les dommages occasionnés par cette omission ou négligence. (Art. 515 amendé.)

425. S'il est démontré au ministre des travaux publics et du travail qu'un bâtiment servant à un bureau d'enregistrement ou à la Cour de circuit ou aux deux, selon le cas, sont sans voûte à l'épreuve du feu, ou que la voûte est défectueuse, ou que le coffre-fort ou l'ameublement de la voûte ou du coffre-fort n'est pas convenable, le lieutenant-gouverneur peut faire construire dans ce bâtiment ou près d'icelui une voûte convenable pour ce bureau d'enregistrement ou cette Cour de circuit, selon le cas, ou faire réparer ou renouveler celle qui y est, ou faire acheter un coffre-fort ou l'ameublement nécessaire aux frais de la

valuation of taxable immoveable property; and the corporation of the county may determine its share, and recover the amount thereof, in the same manner as from any other local corporation.

6. Each city or town corporation in the county, must produce in due time, a certificate of its taxable immoveable property; and if it refuses or neglects to produce such certificate, the county council may fix the amount of its contribution, according to what it considers just. (Arts. 513, 514 and 515, and R. S., 1909, art. 3114 combined and amended.)

424. Every corporation which omits or neglects to conform to the provisions of article 423, is responsible for all damages occasioned by such omission or neglect. (Art. 515 amended.)

425. If it is established to the satisfaction of the Minister of Public Works and Labour, that a building used for a registry office or for the Circuit Court, or for both, as the case may be, is without a fireproof vault, or that such vault is defective, or that the safe or the fixtures of such vault or safe are not suitable, the Lieutenant-Governor may have a proper vault built in or near such building, for such registry office or Circuit Court, as the case may be, or may have the existing vault renewed or repaired, or a safe or the necessary fixtures bought, at the cost of the province; and the sum so expended may be recover-

la province; et la somme ainsi payée peut être recouvrée des corporations intéressées, comme une créance de la couronne. (Art. 516 amendé.)

426. 1. S'il y a plusieurs municipalités de comté dans la même division d'enregistrement, les déboursés et les frais sont dus par toutes les corporations de comté, et peuvent être recouvrées contre une seule d'entre elles, sauf son recours contre les autres pour leurs parts.

2. Si une municipalité de comté contient plusieurs divisions d'enregistrement, la corporation est sujette aux obligations imposées ci-dessus pour chaque bureau d'enregistrement dans chacune des divisions d'enregistrement.

3. Tous les frais nécessités pour mettre à effet les dispositions des articles 423 à 426, sont répartis par la corporation de comté parmi les corporations de toutes les municipalités comprises dans telle division d'enregistrement. (Arts 517 et 517a combinés et amendés.)

427. Les obligations décrétées par les articles 423 à 426 s'appliquent, quel que soit le bâtiment dans lequel est tenu ou transporté le bureau d'enregistrement ou la Cour de circuit. (Art. 515 amendé.)

428. La corporation de comté peut aussi faire, amender ou abroger des règlements pour accorder et fixer une indemnité au préfet, aux membres et aux délégués du

ed from the corporations interested as a debt due to the Crown. (Art. 516 amended.)

426. 1. If there are several county municipalities in the same registration division, the expenses and costs are due by all the county corporations, and may be recovered from any out of them, saving its recourse against the others for their proportion.

2. If a county municipality contains several registration divisions, the corporation is subject to the obligations hereinabove imposed, for each registry office in each registration division.

3. All necessarily incurred for putting into effect the provisions of articles 423 to 426 are apportioned by the county corporation among the corporations of all the municipalities contained in such registration division. (Arts. 517 and 517a combined and amended.)

427. The obligations enacted by articles 423 to 426, apply, no matter what building the registry office or the Circuit Court may be established in or removed to. (Art. 515 amended.)

428. Every county corporation may, moreover, make, amend or repeal by-laws to award and fix an indemnity to the warden, to the members and to the dele-

conseil, pour leurs dépenses de voyage et de pension. (Art. 524.)

429. La corporation de comté peut aussi faire, amender ou abroger des règlements:

1. Pour fixer à deux pouces et demi au moins, et à quatre pouces au plus, la largeur des bandes des roues des voitures destinées à porter de lourdes charges dont se servent les personnes résidant dans la municipalité, et leur défendre de se servir de telles voitures ayant des roues moins larges sur les chemins municipaux ou sur les chemins appartenant à des syndies de chemins à barrières ou autres, dans la municipalité;

2. Sujet aux dispositions des articles 7630 et suivants des Statuts refondus, 1909, pour défendre aux personnes résidant dans la municipalité d'y faire usage d'aucune voiture d'hiver sur les chemins municipaux, ou sur des chemins appartenant à des syndies de chemins à barrières ou autres, à moins que le cheval ou les chevaux ou autres bêtes de trait, lorsqu'ils ne sont pas attelés de front, ne soient attelés de manière à ce que le patain gauche de la voiture suive la trace de tel cheval ou de tels chevaux ou autres bêtes de trait; et régler, en outre, la longueur et la largeur des voitures dont les mêmes personnes peuvent faire usage sur ces chemins. Dans ce cas il n'est permis à aucune personne de se servir et de faire usage de voitures autres que celles ci-dessus mentionnées. (Arts. 520a et 521 combinés et amendés.)

gates of the council, for their travelling expenses and board. (Art. 524.)

429. Every county corporation may, moreover, make, amend or repeal by-laws:

1. To fix the width of the wheel tires of vehicles for heavy loads used by persons residing in the municipality, at two inches and a half at the least and four inches at the most, and prohibit their using vehicles with narrower wheel tires on the municipal roads or on roads belonging to turnpike road trustees or others in the municipality;

2. Subject to the provisions of article 7630 of the Revised Statutes, 1909, and following, to prohibit persons residing in the municipality from using any winter vehicle on the municipal roads or on those belonging to the turnpike road trustees or others, unless the horse or horses or other draught animals, when they are not harnessed abreast, are harnessed so that the left runner of the vehicle shall follow in the tracks of such horse or horses or other draught animals; and also to regulate the length and breadth of the vehicles such persons may use on such roads. In such case no person shall be allowed to use winter vehicles other than those above mentioned. (Arts. 520a and 521 combined and amended.)

TITRE XVI

DE LA CASSATION DES REGLEMENTS, RESOLUTIONS ET AUTRES PROCE- DURES MUNICIPALES

TITLE XVI

ANNULMENT OF BY-LAWS, RESOLUTIONS AND OTHER MUNICIPAL PROCEEDINGS

430. Tout règlement, procès-verbal, rôle, résolution ou autre ordonnance de la corporation, ou actes des officiers municipaux, peuvent être cassés par la Cour de circuit du comté ou du district, ou par la Cour de magistrat de district, pour cause d'illégalité, avec dépens contre la corporation. (Art. 100 amendé.)

431. La poursuite pour obtenir telle cassation est instituée au moyen d'une action ordinaire, et la procédure sur cette action est sommaire.

Tout électeur ou tout intéressé est habile à instituer telle poursuite.

Un dépôt de cinquante piastres, pour garantir les frais, doit être remis entre les mains du greffier de la cour en même temps que le "priecepe" de l'action; au cours de l'instance, et sur motion à cet effet, le dépôt peut être augmenté à la discrétion du tribunal. (Arts. 698, 700 et 702 combinés et amendés.)

432. Le tribunal peut, par son jugement :

430. Any by-law, "procès-verbal", roll, resolution, or other ordinance of a corporation, or any act of a municipal officer, may be annulled, on the ground of illegality, by the Circuit Court of the county or district, or by the Magistrate's Court of the district with costs against the corporation. (Art. 100 amended.)

431. The suit for such annulment is instituted by an ordinary action, and the proceedings are same as in summary matters.

Any elector or other interested party is competent to take such proceedings.

A deposit of fifty dollars, as security for costs, must be made with the clerk of the court with the production of the "fiat"; during the pendency of the suit, and upon motion to that effect, the deposit may be increased at the discretion of the court. Arts. 698, 700 and 702 combined and amended.)

432. The court may, by its judgment :

1. Prononcer la cassation de tout tel règlement, procès-verbal, rôle, résolution ou autre procédure municipale, en tout ou en partie;

2. Ordonner la signification de la sentence au bureau de la corporation intéressée dans un délai qu'il indique;

3. Faire publier cette sentence en la manière prescrite pour les ordres de la corporation.

La décision du tribunal est finale et sans appel, nonobstant toute disposition à ce contraire. (Art. 703 amendé.)

433. Le droit à telle poursuite se prescrit par trois mois à compter de la passation de l'acte ou de la procédure ainsi attaquée pour cause d'illégalité. (Art. 708 amendé.)

Le recours spécial donné par ce titre n'exclut pas l'action en nullité dans les cas où elle peut avoir lieu en vertu de l'article 50 du code de procédure civile. Mais les frais de l'action en nullité ne peuvent, en aucun cas, être plus élevés que ceux d'une action de quatrième classe, en Cour Supérieure.

1. Annul such by-law, "procès-verbal", roll, resolution or other municipal proceeding, in whole or in part;

2. Order the service of such judgment at the office of the corporation interested within a delay which it must fix;

3. Cause the same to be published in the manner prescribed for the publication of ordinances of the corporation.

Notwithstanding any provision to the contrary, the decision of the court is final and without appeal. (Art. 703 amended.)

433. Such action is prescribed by three months from the date of the passing of the act or proceeding attacked for illegality. (Art. 708 amended.)

The special recourse given by this title does not do away with the action to annul in cases where it might be taken under article 50 of the code of civil procedure. But the costs of the action to annul may not, in any case be higher than the costs of a fourth class Superior Court action.

TITRE XVII

DU RACHAT DES RENTES CONSTITUEES

TITLE XVII

REDEMPTION OF CONSTITUTED RENTS

434. Toute corporation locale ou de comté, après la réception d'une requête de la part d'au moins dix personnes intéressées, lui demandant de racheter les rentes constituées affectant les terrains dans la susdite municipalité, doit nommer un surintendant spécial, chargé de s'enquérir de tous les faits concernant les rentes constituées dans la municipalité, de lui faire rapport ou de dresser procès-verbal, s'il y a lieu, dans le délai qu'il lui fixe. (Art. 891a amendé.)

435. Le surintendant spécial, après avoir prêté serment comme tel, doit convoquer, tenir et présider une assemblée publique des contribuables intéressés, au jour, à l'heure et au lieu qu'il a fixés et dont il a donné avis public.

Le surintendant spécial peut, en tout temps après l'assemblée publique desdits contribuables, aller à leur domicile et requérir d'eux tous les renseignements dont il croit avoir besoin. (Art. 891b amendé.)

436. Si le surintendant considère qu'il est possible à la corporation de se procurer les deniers nécessaires, au taux qu'il fixe, pour

434. Every local or county corporation, on receipt of an application from at least ten interested persons, calling upon it to redeem the constituted rents affecting lands in such municipality, must appoint a special superintendent to inquire into all the facts connected with the constituted rents in the municipality, to report to it, and, if necessary, to draw up a "procès-verbal" thereof, within such delay as it shall specify. (Art. 891a amended.)

435. The special superintendent, after taking the oath as such, must call, hold and preside over a public meeting of the ratepayers interested, on the day and at the hour and place fixed by him, and whereof he has given public notice.

The special superintendent may, at any time after the public meeting of the said ratepayers, proceed to their domiciles and apply to them for all the information he may require. (Art. 891b amended.)

436. If the superintendent considers it possible for the corporation to procure the necessary moneys at the rate he fixes, to

racheter le capital des rentes constituées dues par les contribuables de la municipalité à raison des terrains leur appartenant dans la municipalité, il dresse un procès-verbal d'après les dispositions ci-après indiquées: s'il est d'avis contraire, il donne dans son rapport les motifs de son opinion. (Art. 891c.)

redeem the capital of the constituted rents due by the ratepayers of the municipality on the lands belonging to them in the municipality, he draws up a "procès-verbal", according to the provisions hereinafter set forth; if he is of a contrary opinion, he must give the reasons for such opinion in his report. (Art. 891c.)

437. Le procès-verbal doit indiquer:

437. The "procès-verbal" must state:

1. Le nom de chaque contribuable dont le capital des rentes constituées n'a pas été racheté;

1. The name of every ratepayer, the capital of whose constituted rents is not redeemed;

2. Le montant de la rente annuelle due par ce contribuable, et la désignation du ou des terrains affectés au paiement de cette rente;

2. The amount of yearly rent due by such ratepayer, and the description of the lot or lots liable for the payment of such rent;

3. Le montant total nécessaire pour racheter le capital des rentes dues par les contribuables mentionnés au procès-verbal et acquitter les frais du procès-verbal et des autres procédures relatives à son exécution;

3. The total amount needed for redeeming the capital of the rents due by the ratepayers mentioned in the "procès-verbal", and for the payment of the cost of the "procès-verbal" and of the other proceedings for carrying out the same;

4. Le nom d'un procureur, qui peut être le surintendant spécial lui-même, chargé d'offrir à qui de droit et de consigner, si nécessaire, le capital des diverses rentes mentionnées au procès-verbal;

4. The name of an attorney, who may be the special superintendent himself, who shall offer to the person entitled thereto, and, if necessary, deposit the capital of the various rents mentioned in the "procès-verbal";

5. Le montant, le nombre et la date du paiement des versements que chaque contribuable doit payer, chaque année, à la corporation pour payer l'intérêt et l'amortissement sur le capital des bons municipaux ci-après mentionnés.

5. The amount, number and date of payment of the instalments that each ratepayer shall pay every year to the corporation, to pay the interest and sinking-fund on the bonds hereinafter mentioned.

de ces versements à po-

None of such instalments im-

sés contre un contribuable, ne doit pas être supérieur au montant d'un arrérage de rente constituée, auparavant payée par ce contribuable;

6. Le montant et la dénomination des bons municipaux que la corporation doit émettre, pour rembourser l'emprunt contracté en vertu du procès-verbal; les conditions et délais de rachat de ces bons municipaux, et l'établissement d'un fonds d'amortissement, qui est d'un moins un pour cent. (Art. 891d amendé.)

438. Le procès-verbal doit contenir le mode de versements aux contribuables, dont le capital des rentes constituées doit être racheté, et la rémunération des officiers chargés de faire cette perception. (Art. 891e.)

439. Le conseil peut homologuer ce procès-verbal avec ou sans amendement, ou le rejeter, pourvu qu'un avis public ait été donné par le secrétaire-trésorier de la corporation du lieu et du temps auxquels doit commencer son examen.

Lors de la considération de ce procès-verbal, tout membre du conseil, bien qu'intéressé au procès-verbal, peut prendre part aux délibérations et voter. (Art. 891f.)

440. Les dispositions du titre vingt-cinquième du présent code (articles 758-783) s'appliquent aux

posed on a ratepayer shall exceed the amount of arrears of constituted rents previously paid by such ratepayer;

6. The amount and denomination of the municipal bonds which the corporation must issue for the purpose of redeeming the loan contracted under the "procès-verbal"; the conditions and delay for the redemption of such bonds, and the establishment of a sinking-fund, which must be at least one per cent. (Art. 891d amended.)

438. The "procès-verbal" must specify the manner of collecting instalments imposed upon the ratepayers the capital of whose constituted rents is to be redeemed, and the remuneration of the officers appointed to make such collection. (Art. 891e.)

439. The council may homologate such "procès-verbal" with or without amendments, or reject the same, provided public notice has been given by the secretary-treasurer of the corporation, of the place where and the time when such examination is to begin.

While the "procès-verbal" is under consideration, any member of the council may take part in the deliberations and vote, although interested in the "procès-verbal". (Art. 891f.)

440. The provisions of the twenty-fifth title of this code (arts. 758-783) apply to loans

and bond issues under this title.
Art. 89(g) amended.)

and bond issues under this title.
Art. 89(g) amended.)

441. The corporation is, without registration, legally subrogated in all the rights, privileges and hypothecs conferred by law or otherwise upon the seigniors or their proprietors of constituted rents. Art. 89(h)

441. The corporation is, without registration, legally subrogated in all the rights, privileges and hypothecs conferred by law or otherwise upon the seigniors or their proprietors of constituted rents. Art. 89(h)

442. Every corporation is authorized to issue the necessary municipal bonds for procuring sufficient sums for the redemption of the capital of constituted rents of the municipality. Art. 89(i) amended

442. Every corporation is authorized to issue the necessary municipal bonds for procuring sufficient sums for the redemption of the capital of constituted rents of the municipality. Art. 89(i) amended

443. The instalments required for paying the interest and sinking fund of the capital of the bonds, are due only by the ratepayers interested in the redemption, and no tax may be imposed on taxable property which does not benefit by the redemption. Nevertheless, the corporation shall be responsible for the amount of the loan. Art. 89(j)

443. The instalments required for paying the interest and sinking fund of the capital of the bonds, are due only by the ratepayers interested in the redemption, and no tax may be imposed on taxable property which does not benefit by the redemption. Nevertheless, the corporation shall be responsible for the amount of the loan. Art. 89(j)

all exceed
of constit-
paid by

enominat-
d bonds
must issue
nning the
ne "pro-
ons and
of such
ment of
st be at
rt. 89ld

" must
collecting
on the
whose
redeem-
of the
ke such

umolog
with or
reject
notice
retary-
on, of
e time
to be-

al" is
mber
art in
e, al-
procès-

the
code
loans

TITRE XVIII

DES CHEMMINS, PONTS ET COURS D'EAU

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS COMMUNES AUX CHEMINS, PONTS ET
COURS D'EAU
DE LA RESPONSABILITE POUR LEUR ENTRETIEN ET CELUI
DES TROTTOIRS

TITLE XVIII

ROADS, BRIDGES AND WATER-COURSES

CHAPTER FIRST

PROVISIONS COMMON TO ROADS, BRIDGES AND WATER-COURSES
RESPONSIBILITY FOR THEIR MAINTENANCE AND THAT OF
SIDEWALKS

444. Les chemins, les ponts et les cours d'eau municipaux sont locaux ou de comté. (Arts. 754, 851 et 869 combinés et amendés.)

445. Jusqu'à ce qu'il en soit autrement disposé en vertu des articles 447 ou 448:

1. Les chemins, ponts et cours d'eau locaux sont ceux qui sont situés tout entier dans une seule municipalité locale;

2. Les chemins, ponts et cours d'eau de comté sont ceux qui sont situés entre deux municipalités locales, ou partie dans une municipalité locale et partie dans une autre, ou qui traversent ou séparent deux municipalités locales ou plus. Si ces chemins, ponts et cours d'eau sont situés entre deux

444. Municipal roads, bridges and water-courses are either local or county roads, bridges and water-courses. (Arts. 754, 851 and 869 combined and amended.)

445. Until otherwise provided for under article 447 or 448:

1. Every municipal road, bridge or water-course, which is wholly situated within one municipality, is a local road, bridge or water-course;

2. County roads, bridges and water-courses are those which are situated between two local municipalities, or partly in one local municipality and partly in another, or which pass through or divide two or more local municipalities. If such roads, bridges, or water-courses are situated be-

municipalités locales faisant partie de deux municipalités de comté, ou qu'ils séparent ou traversent des municipalités locales faisant partie de plusieurs municipalités de comté, ils sont les chemins, ponts ou cours d'eau de toutes ces municipalités de comté (Arts. 755, 851 et 869 combinés.)

tween two local municipalities which form part of two county municipalities, or if they divide or pass through local municipalities forming part of several county municipalities, they are the roads, bridges or water-courses of all such county municipalities. (Arts. 755, 851 and 869 combined and amended.)

446. Les chemins, ponts et cours d'eau municipaux sont sous la direction des corporations des municipalités auxquelles ils appartiennent. S'ils sont les chemins, ponts et cours d'eau de plusieurs municipalités de comté, ils sont sous la direction conjointe des corporations de ces municipalités de comté, représentées par le bureau des délégués.

446. Municipal roads, bridges and water-courses are under the control of the corporation of the municipality to which they belong. If they are roads, bridges or water-courses of several county municipalities, they are under the joint control of the corporations of such county municipalities, represented by the board of delegates.

En outre, tous les chemins, ponts et cours d'eau sont faits et entretenus d'après les dispositions du présent code, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par une loi spéciale. (Arts. 748, 757, 850, 858, 867, 878 combinés et amendés.)

Moreover, all roads, bridges and water-courses are made and maintained under the provisions of this code, unless otherwise ordained by a special act. (Arts. 748, 757, 850, 858, 867 and 878 combined and amended.)

447. La corporation de comté peut, par résolution ou dans un procès-verbal, déclarer :

447. The county corporation may, by resolution, or in a "procès-verbal", declare :

1. Qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau sous la direction d'une corporation locale de la municipalité de comté, soit à l'avenir un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté;

1. That a road, bridge, or water-course under the control of a local corporation of the county municipality shall in future be a county road, bridge or water-course;

2. Qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté sous la direction exclusive de la corporation de comté, soit à l'avenir un chemin, un pont ou un cours d'eau

2. That a county road, bridge or water-course, which is under the exclusive control of the county corporation, shall for the future be a local road, bridge or water-

local, sous la direction de la corporation de la municipalité locale dans laquelle il est situé ou qu'il sépare d'une autre municipalité.

La corporation de comté, après avoir déclaré qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau local est un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté, peut, si les circonstances l'exigent, déterminer par règlement ou par procès-verbal quelles corporations sont responsables de la construction, de l'ouverture, de l'entretien et des réparations de tel chemin, pont ou cours d'eau, et déclarer dans ce règlement ou procès-verbal quelle est la part contributive de chaque corporation. (Arts. 758, 855a, 858 et 878 combinés et amendés.)

448. Le bureau des délégués peut également, par résolution ou dans un procès-verbal, déclarer:

1. Qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau local, situé dans les limites des municipalités de comté dont ce bureau représente les corporations, soit à l'avenir un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté sous la direction conjointe de toutes ces corporations de comté; ou

2. Qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté, sous la direction exclusive d'une des corporations de comté que ce bureau représente, soit à l'avenir sous la direction conjointe de toutes ces corporations de comté; ou

3. Qu'un chemin, un pont ou un cours d'eau sous la direction conjointe des corporations du comté que ce bureau représente, soit à

course under the control of the corporation of the local municipality in which it is situated, or which it separates from another municipality.

A county corporation, after having declared that a local road, bridge or water-course shall be a county road, bridge or water-course, may, when occasion requires, determine by by-law or "procès-verbal", which corporation shall be liable for the construction, opening, maintenance and repair of such road, bridge or water-course, and may declare in such by-law or "procès-verbal" what proportion each corporation shall contribute. (Arts. 758, 855a, 858 and 878 combined and amended.)

448. The board of delegates may likewise, by resolution or in a "procès-verbal", declare:

1. That any local road, bridge or water-course situated within the boundaries of the county municipalities whose corporations are represented by such board, shall for the future be a county road, bridge or water-course under the joint control of such county corporations; or

2. That any county road, bridge or water-course under the exclusive control of one of the county corporations represented by such board, shall of the future be under the joint control of all such county corporations; or

3. That any road, bridge or water-course under the joint control of the county corporations represented by such board shall,

l'avenir un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté sous la direction exclusive d'une seule de ces corporations de comté, ou un chemin, un pont ou un cours d'eau local sous la direction de la corporation de la municipalité locale dans laquelle il est situé ou qu'il sépare d'une autre municipalité. (Arts. 759 et 855a combinés et amendés.)

449. A compter de toute déclaration faite en vertu de l'un ou de l'autre des articles 447 ou 448, qu'elle soit antérieure à la loi 2 Edouard VII, chapitre 46, ou non, les travaux à faire sur le chemin, le pont ou le cours d'eau, au sujet duquel la résolution a été passée, deviennent à la charge de la corporation qui a la direction du chemin, pont ou cours d'eau, jusqu'à ce que de nouvelles dispositions soient faites conformément à la loi. (Art. 760 amendé.)

450. Les déclarations mentionnées aux articles 447 et 448 ne peuvent être faites qu'après qu'un avis public a été donné à cet effet, et, aussitôt après leur passation, elles doivent être publiées dans les municipalités intéressées ou affectées par les procès-verbaux, règlements ou résolutions. (Art. 761 amendé.)

451. Les attributions conférées par les articles 447 et 448 à la corporation de comté et au bureau des délégués, peuvent être également exercées par eux relativement à un chemin, pont ou cours d'eau à faire, de la même manière

for the future, be a county road, bridge or water-course, under the exclusive control of one only of such county corporations, or a local road, bridge or water-course under the control of the corporation of the local municipality in which it lies, or which it divides from another municipality. (Art. 759 and 855a combined and amended.)

449. From the date of any declaration made under either article 447 or 448, whether before or after the coming into force of the act 2 Ed. VII, chapter 46, the work to be performed on any road, bridge or water-course, with respect to which the resolution has been passed, is at the sole charge of the corporation which has the control of such road, bridge or water-course, until new provisions are made according to law. (Art. 760 amended.)

450. No declaration as mentioned in article 447 or 448 can be made until after a public notice to that end has been given, and as soon as such declaration is made it must be immediately published in the municipalities interested in or affected by the "procès-verbal", by-law or resolution. (Art. 761 amended.)

451. The powers conferred by articles 447 and 448, on the county corporation and the board of delegates, may be also exercised by them in regard to any road, bridge or water-course to be made, in the same manner as for a road,

re que pour les chemins, ponts ou cours d'eau déjà faits. (Art. 762 amendé.)

bridge or water-course already made. (Art. 762 amended.)

452. Les terrains de la couronne ne sont pas assujettis aux travaux des chemins, ponts et cours d'eau municipaux; et les chemins de front de ces terrains sont faits et entretenus comme routes.

452. Crown lands are not liable to contribute work on municipal roads, bridges or water-courses; and the front roads of such lands are made and maintained as by-roads.

Néanmoins les occupants des terrains de la couronne, avec ou sans permis d'occupation ou billet de location, sont assujettis aux travaux municipaux pour les terrains qu'ils occupent, et cela de la même manière qu'un propriétaire de tout autre terrain. (Arts 780, 858 et 878 combinés et amendés.)

Nevertheless, occupants of Crown Lands, with or without occupation licenses or location tickets, are liable for municipal work for the lots they occupy, in the same manner as the owner of any other land. (Arts. 780, 858 and 878 combined and amended.)

453. Toute corporation est obligée de faire tenir les chemins, ponts, cours d'eau et trottoirs qui sont sous sa direction, dans l'état requis par la loi, les procès-verbaux et les règlements qui les régissent, sous peine d'une amende n'excédant pas vingt piastres pour chaque infraction.

453. Every corporation is bound to have the roads, bridges, water-courses and sidewalks under its control maintained in the condition required by law, by the "procès-verbaux" and by the by-laws which govern them, under penalty of a fine of not more than twenty dollars for each infraction thereof.

Elle est, en outre, responsable de tous les dommages qui résultent du défaut d'exécution de ces procès-verbaux, règlements ou dispositions de la loi, sauf son recours contre les contribuables ou les officiers en défaut, selon le cas.

It is further responsible for all damages resulting from the non-execution of such "procès-verbaux", by-laws or provisions of law, saving its recourse against the ratepayers or officers in default, as the case may be.

Si le chemin, le pont ou le cours d'eau, est sous la direction de plusieurs corporations de comté, ces corporations sont solidairement obligées de faire tenir ce chemin, pont ou cours d'eau, dans l'état

If the road, bridge or water-course is under the control of several county corporations, such corporations are jointly and severally bound to have such road, bridge or water-course maintained

requis, sous les mêmes pénalités et responsabilités.

Mais nulle action en dommages ou pénale n'est intentée contre telle corporation, à moins qu'un avis de quinze jours, par écrit, de telle action n'ait été donné au secrétaire-trésorier de la corporation. Cet avis peut être signifié par lettre recommandée.

Cependant, si la corporation répare tel chemin, pont, cours d'eau ou trottoir, avant l'expiration du délai mentionné dans l'avis, elle ne peut être poursuivie pour la pénalité, mais elle est responsable des frais d'avis.

Si tous les chemins, ponts, cours d'eau ou trottoirs municipaux, ou une partie d'iceux, à la charge des contribuables et situés dans la municipalité locale sont mis à la charge et aux frais de la corporation en vertu des dispositions du présent code ou autrement, toutes les obligations imposées aux contribuables, relativement à ces chemins, ponts, cours d'eau ou trottoirs, ou partie d'iceux, même avant cette modification, sont assumées par la corporation. (Arts 536, 793, 858 et 878 combinés et amendés.)

in the required condition, under the same penalties and responsibilities.

But no action in damages nor penal action may be taken against any such corporation, without fifteen days' written notice of such action being given to the secretary-treasurer of the corporation. Such notice may be given by registered letter.

Nevertheless, if the corporation repairs such road, bridge, water-course or sidewalk before the expiration of the delay mentioned in the notice, it cannot be prosecuted for the penalty, but it is responsible for the costs of the notice.

If all the municipal roads, bridges, water-courses or sidewalks, or a portion thereof, at the charge and expense of the ratepayers and situated in a local municipality, are put at the charge and expense of the corporation under the provisions of this code or otherwise, all the obligations imposed upon the ratepayers in respect to such roads, bridges, water-courses or sidewalks, or any part thereof, even before such change, are assumed by the corporation. (Arts. 536, 793, 858 and 878 combined and amended.)

CHAPITRE DEUXIEME

DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX CHEMINS

SECTION I

DES GENERALITES

CHAPTER SECOND

PROVISIONS SPECIALLY APPLICABLE TO ROADS

SECTION I

MISCELLANEOUS

454. Les chemins ruraux se classent en :

1. Chemins de terre;
2. Chemins gravelés;
3. Chemins macadamisés. (Nouveau.)

455. Les chemins de terre sont ceux qui n'ont été recouverts ni d'une couche de gravier, ni d'une couche de macadam. (Nouveau.)

456. Un chemin est dit gravelé, quand il a reçu une couche uniforme de gravier de pas moins de neuf pouces d'épaisseur, sur toute sa longueur et sur une largeur de pas moins de sept pieds, et cela après préparation spéciale de l'infrastructure de tel chemin. (Nouveau.)

457. Un chemin est dit macadamisé quand, au lieu de gravier il est employé de la pierre cassée au concasseur, et que cette pierre a été tassée et liée de manière à former une sorte de béton imperméable aux eaux de pluie. (Nouveau.)

454. Rural roads are classed:

1. Earth roads;
2. Gravel roads;
3. Macadamized roads. (New.)

455. Earth roads are such as have not been covered with a coating of gravel or macadam. (New.)

456. A road is classed as a gravel road when it has received a uniform coating of not less than nine inches of gravel for its whole length, and for a width of at least seven feet, after having the road-bed specially prepared. (New.)

457. A road is classed as a macadamized road when, instead of gravel, stone broken by a stone-crusher is used, and when the stone has been crowned up and so packed as to form a sort of concrete impervious to rain water. (New.)

458. Tous les chemins municipaux locaux ou de comté sont des chemins de front ou des routes.

Les chemins de front sont ceux dont le tracé général est sur le travers des lots d'un rang, et qui ne conduisent pas d'un rang à un autre, devant ou derrière.

Tous les autres chemins municipaux sont des routes. (Art. 763.)

459. Un chemin de front qui passe entre deux rangs est le chemin de front des deux rangs, à moins que ce chemin ne soit, par résolution du conseil ou du bureau des délégués sous la juridiction duquel il se trouve, déclaré être le chemin de front de l'un de ces rangs. (Art. 764.)

460. Le chemin de front d'un lot est toute partie de ce chemin qui traverse le lot dans sa largeur, ou auquel aboutit ce lot à l'une ou l'autre de ses extrémités.

Au cas où un chemin est le chemin de front de deux rangs, la juste moitié de ce chemin adjacente à chaque lot est le chemin de front de tel lot.

Les chemins dans les municipalités de ville ou de village sont des chemins de front, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le conseil. (Art. 765 amendé.)

461. Il peut être déclaré, dans un procès-verbal ou dans un règlement relatif aux chemins municipaux, qu'un chemin nouveau, ou un chemin déjà désigné ou connu comme route, soit à l'avenir un chemin de front ou qu'un che-

458. All county or local municipal roads are either front roads or by-roads.

Front roads are those whose general course is across the lots in any range, and which do not lead from one range to another in front or in rear thereof.

All other municipal roads are by-roads. (Art. 763.)

459. Every front road passing between two ranges is the front road of both ranges, unless such road is, by resolution of the council or of the board of delegates under whose jurisdiction it is situated, declared to be the front road of one of such ranges. (Art. 764.)

460. The front road of a lot includes every portion of such road which crosses such lot throughout its breadth, or upon which such lot borders at one or other of its extremities.

Whenever a road is the front road of two ranges, the exact half of such road, adjacent to each lot, is the front road of such lot.

Roads in town and village municipalities are front roads, unless otherwise ordered by the council. (Art. 765 amended.)

461. Any "procès-verbal" or any by-law respecting municipal roads may declare that any new road, or any road already designated or recognized as a by-road, shall for the future be a front road, or that any new road, or

min nouveau ou un chemin déjà désigné ou connu comme chemin de front, soit à l'avenir une route.

Toute déclaration qui constitue un chemin quelconque un chemin de front doit désigner en même temps le terrain dont ce chemin est le chemin de front. (Art. 766.)

462. S'il s'agit d'un chemin de front de deux rangs, la corporation peut passer un règlement ou un procès-verbal à l'effet de diviser ce chemin sur le travers pour des fins d'entretien, de manière que chaque propriétaire ou occupant de terrain entretienne seul toute la largeur dudit chemin sur la moitié de la largeur de son terrain, sauf le cas où la nature du sol ou autres obstacles rendraient cette division injuste; et, faute d'entente entre les parties intéressées sur ce partage, l'inspecteur municipal, à la demande de l'une d'elles, fait lui-même ladite division. (Art. 795a amendé.)

463. Toute corporation peut, à ses frais, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe sur tous les biens-fonds imposables de la municipalité ou aux frais de quiconque est tenu aux travaux, faire niveler ou nettoyer tout gué et faire paver, graver, macadamiser ou planchier tout chemin ou partie de chemin sous sa direction.

S'il s'agit du maintien et de l'entretien d'un chemin macadamisé, et qui devient sous le contrôle d'une corporation locale ou de comté, la corporation locale ou

any road already designated or recognized as a front road, shall for the future be a by-road.

Every declaration constituting any road whatsoever a front road must, at the same time, set forth the lot of which such road is the front road. (Art. 766.)

462. In the case of a road which is the front road of two ranges, the corporation may pass a by-law or a "procès-verbal" to divide such road across for the purpose of maintenance, so that each proprietor or occupant of land shall keep the whole width of the road upon one-half of the breadth of his land, except in cases where the nature of the soil or other obstacles shall render such division unjust; and, in default of agreement between the parties interested respecting such division, the municipal inspector, upon application of one of the parties, must himself make the division. (Art. 795a amended.)

463. Any corporation may, at its own expense, with moneys levied by direct taxation on all taxable immoveable property in the municipality, or at the expense of anyone liable for such work, have any ford levelled or cleared, or may pave, gravel, macadamize or plank any road or part of a road under its control.

As regards the up-keep and maintenance of a macadamized road which comes under the control of a local or county corporation, the local or the county cor-

de comté, selon le cas, sur requête à cette fin, peut ordonner, par résolution ou par règlement, que ce chemin soit maintenu et entretenu comme chemin macadamisé, et que les travaux d'entretien soient faits par les contribuables eux-mêmes tels que désignés dans la résolution ou le règlement, ou à leurs frais, ou aux frais et à la charge de la corporation intéressée, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe sur tous les biens-fonds imposables de la municipalité dans les limites de laquelle se trouve le chemin en question. (Arts 533 et 535a combinés et amendés.)

poration, as the case may be, upon application to that effect, may, by resolution or by-law, order that such road shall be kept up and maintained as a macadamized road, and that the work of keeping up such road shall be done by the ratepayers themselves, as indicated in the resolution or by-law, or at their expense, or at the charge and expense of the corporation interested, with moneys levied by direct taxation on all taxable immoveable property of the municipality, but, in every case, under the control of the corporation of the municipality within which the road in question is situated. (Arts. 533 and 535a combined and amended.)

464. Les terrains ou passages occupés comme chemin par simple tolérance du propriétaire ou de l'occupant, sont des chemins municipaux, s'ils sont clôturés de chaque côté ou autrement séparés du reste du terrain et ne sont pas habituellement fermés à leurs extrémités; mais la propriété du terrain de ces chemins et l'obligation de l'entretien d'iceux continuent à appartenir, dans tous les cas, au propriétaire, hormis qu'il en soit disposé autrement, sous l'autorité des articles 523 ou 524.

464. Lands or passages used as roads by the mere permission of the owner or occupant, if they are fenced on either side, or otherwise divided off from the remaining land, and are not habitually kept closed at their extremities; but the ownership of the land, and the obligation of maintenance, remain, in all cases, with the owner, unless otherwise provided under article 523 or 524.

La corporation ou le bureau des délégués, sous la direction duquel sont ces chemins, peut, par une résolution, enjoindre au propriétaire ou à l'occupant de les fermer par des clôtures ou des barrières, sous peine d'une amende de vingt piastres pour chaque jour

The corporation or the board of delegates who have the control of such roads may, by resolution, order the owner or occupant to close the same by means of fences or gates, under the penalty of a fine of twenty dollars for each day he may neglect or refuse to ex-

que dure le refus ou la négligence d'exécuter cet ordre. (Art. 749 amendé.)

such order. (Art. 749 amended.)

465. 1. Les chemins publics sous le contrôle du gouvernement fédéral ou du gouvernement provincial, et les chemins à barrières, régis en vertu de lettres patentes ou de chartes particulières, ou d'après la loi concernant les compagnies pour la construction de chemins, ne tombent pas sous la direction ni sous le contrôle des corporations municipales.

465. 1. Public roads under the control of the Federal or Provincial Government, and turnpike roads governed under letters-patent or special acts, or under the law respecting companies for the construction of roads, do not fall under the direction and control of municipal corporations.

2. Les chemins et ponts construits par le gouvernement de la province dans une municipalité sont à la charge de la municipalité locale ou de la municipalité du comté, suivant le cas, comme tout autre chemin et pont.

2. Roads and bridges built by the Provincial Government in a municipality, are at the charge of the local municipality or of the county municipality, as the case may be, in the same manner as all other roads and bridges.

3. Une corporation municipale a le droit de réglementer, par procès-verbal ou autrement, tout chemin ou pont de colonisation construit par le gouvernement de la province dans la municipalité, mais il ne peut en ordonner la fermeture sans une ordonnance du ministre de la colonisation, des mines et des pêcheries. (Art. 751 amendé.)

3. Any municipal corporation has the right to regulate, by "procès-verbal" or otherwise, any colonization road or bridge built by the Provincial Government in the municipality, but cannot order it to be closed without the permission of the Minister of Colonization, Mines and Fisheries. (Art. 751 amended.)

466. Le terrain occupé par un chemin municipal appartient à la corporation sous la direction de laquelle il est placé, et ne peut être aliéné en aucune manière, tant qu'il est employé à cet usage.

466. The land occupied by any municipal road belongs to the corporation having control of such road, and cannot in any manner be alienated, so long as it is used for such purpose.

Le présent article ne s'applique pas au terrain d'un chemin conduisant exclusivement à un passage d'eau ou à un pont de péage, et dont les travaux sont à

This article does not apply to the land occupied by a road which leads solely to a ferry or toll-bridge, and which is maintained at the expense of the proprietor of

la charge du propriétaire de tel passage d'eau ou pont de péage. (Art. 752 amendé.)

such ferry or toll-bridge. (Art. 752 amended.)

467 Tout terrain de chemin aboli revient de droit au terrain dont il a été détaché, et est à la charge de l'occupant de ce terrain.

467. Every part of the land of a discontinued road returns, "de jure", to the lot from which it has been detached, and is at the charge of the occupant of such lot.

Si le terrain du chemin aboli n'a pas été détaché des terrains voisins, il revient de droit aux terrains entre lesquels il est situé, pour moitié à chacun.

If the land of the discontinued road has not been taken from the neighboring lots, it returns, "de jure", to the lots between which it is situated, in the proportion of one-half to each.

Néanmoins, si un des propriétaires voisins du chemin aboli fournit le terrain ou une partie du terrain nécessaire au nouveau chemin, le terrain de l'ancien lui appartient en proportion de celui qu'il a fourni.

Nevertheless, if one of the proprietors whose property borders upon the discontinued road, gives the land or a part thereof required for the new road, the land of the former road belongs to him in proportion to the extent of that given by him.

Les personnes qui ont des parts de clôtures dans le chemin aboli ont le droit de les enlever dans les quinze jours après la fermeture de ce chemin. (Arts. 753 et 767 combinés et amendés.)

Persons who own any portion of the fencing along the discontinued road, have the right to remove such portion within fifteen days from the closing of the road. (Arts. 753 and 767 combined and amended.)

468. Tout nouveau chemin doit avoir trente-six pieds de largeur, mesure française, entre les clôtures de chaque côté.

468. Every new road must have a width of thirty-six feet, French measure, between the fences on either side thereof.

Néanmoins toute corporation peut, avec la permission du lieutenant-gouverneur obtenue sur requête à lui adressée, dans des cas spéciaux et exceptionnels, ordonner que la largeur soit moindre que celle ci-dessus prescrite, mais pas moindre, toutefois, que vingt-

Any corporation may, however, with the permission of the Lieutenant-Governor obtained upon petition, in special and exceptional cases, order that the width be less than the above prescribed, but not less than twenty-six feet, French measure, between the fen-

six pieds, mesure française, entre ces on either side. Articles 5887
les clôtures de chaque côté. and 5888 of the Revised Statutes,

Les articles 5887 et 5888 des 1909, shall continue to apply to
Statuts refondus, 1909, restent ap- the municipalities indicated there-
plicables aux municipalités qu'ils in Arts. 768 and 770a combined
désignent. Arts 768 et 770a com- and amended
binés et amendés.

469. Les chemins peuvent avoir une largeur plus grande que celle prescrite dans l'article 468 s'il en est ainsi ordonné par les actes qui les régissent. **469.** Any such road may be wider than proscribed by article 468 if so ordered by the enactments by which it is governed.

Les chemins municipaux existant le 2^e novembre 1871, peuvent conserver la largeur qu'ils ont actuellement, bien que cette largeur soit moindre que celle requise par la loi en vertu de laquelle ils ont été établis. Art. 769 amendé. Municipal roads which existed on the second of November, 1871, may retain the width which they now have, although such width be less than that required by the law under which such roads were established. Art. 769 amended.

470. Tout chemin doit avoir, s'il en est besoin, de chaque côté, une fosse convenablement faite ayant une largeur et une pente suffisantes pour l'écoulement des eaux tant du chemin que du terrain voisin, et autant de rigoles petites ou est besoin, communiquant d'une fosse à l'autre. Art. 771. **470.** Every road must have, if required, on each side thereof, a ditch properly made, of sufficient width and with sufficient fall to carry off the water from the road and from the adjoining lands, and as many small drains as are necessary, communicating from one ditch to the other. (Art. 771.)

471. Si pour faire écouler les eaux d'un chemin il est nécessaire de creuser un cours d'eau ou une fosse sur les bords duquel se trouvent des chemins ou routes, l'entretien de ces cours d'eau ou fosses est réglé conformément à l'article 574 et est fait ou entrepris soit par les personnes tenues aux travaux de chemin ou à leurs héritiers, soit par les propriétaires ou occupants des terrains dont les eaux s'écoulent ou doivent s'écouler par tel cours d'eau ou fosse. **471.** If in order to carry off the water from any road, it is necessary to make any water course or ditch upon the lands bordering upon such road, such water course or ditch is regulated in accordance with the provisions of article 574 and is constructed and kept in repair, either by the persons liable for road work upon such road, or at their expense, or by the owners or occupants of the lands the water wherefrom flows

es 5887
Statutes,
apply to
d there-
combined

may be
article
enact-
ment.

existed
r, 1871.
ch they
ndth be
by the
ls were
ended.

ave, if
roof, a
ufficient
fall to
in the
glands,
as are
from
771.)

off the
neces-
rse or
dering
r cour-
econd-
of art-
d and
e per-
upon
use, or
of the
flows

THE
172
173
174
175
176
177
178
179
180
181
182
183
184
185
186
187
188
189
190
191
192
193
194
195
196
197
198
199
200
201
202
203
204
205
206
207
208
209
210
211
212
213
214
215
216
217
218
219
220
221
222
223
224
225
226
227
228
229
230
231
232
233
234
235
236
237
238
239
240
241
242
243
244
245
246
247
248
249
250
251
252
253
254
255
256
257
258
259
260
261
262
263
264
265
266
267
268
269
270
271
272
273
274
275
276
277
278
279
280
281
282
283
284
285
286
287
288
289
290
291
292
293
294
295
296
297
298
299
300
301
302
303
304
305
306
307
308
309
310
311
312
313
314
315
316
317
318
319
320
321
322
323
324
325
326
327
328
329
330
331
332
333
334
335
336
337
338
339
340
341
342
343
344
345
346
347
348
349
350
351
352
353
354
355
356
357
358
359
360
361
362
363
364
365
366
367
368
369
370
371
372
373
374
375
376
377
378
379
380
381
382
383
384
385
386
387
388
389
390
391
392
393
394
395
396
397
398
399
400
401
402
403
404
405
406
407
408
409
410
411
412
413
414
415
416
417
418
419
420
421
422
423
424
425
426
427
428
429
430
431
432
433
434
435
436
437
438
439
440
441
442
443
444
445
446
447
448
449
450
451
452
453
454
455
456
457
458
459
460
461
462
463
464
465
466
467
468
469
470
471
472
473
474
475
476
477
478
479
480
481
482
483
484
485
486
487
488
489
490
491
492
493
494
495
496
497
498
499
500
501
502
503
504
505
506
507
508
509
510
511
512
513
514
515
516
517
518
519
520
521
522
523
524
525
526
527
528
529
530
531
532
533
534
535
536
537
538
539
540
541
542
543
544
545
546
547
548
549
550
551
552
553
554
555
556
557
558
559
560
561
562
563
564
565
566
567
568
569
570
571
572
573
574
575
576
577
578
579
580
581
582
583
584
585
586
587
588
589
590
591
592
593
594
595
596
597
598
599
600
601
602
603
604
605
606
607
608
609
610
611
612
613
614
615
616
617
618
619
620
621
622
623
624
625
626
627
628
629
630
631
632
633
634
635
636
637
638
639
640
641
642
643
644
645
646
647
648
649
650
651
652
653
654
655
656
657
658
659
660
661
662
663
664
665
666
667
668
669
670
671
672
673
674
675
676
677
678
679
680
681
682
683
684
685
686
687
688
689
690
691
692
693
694
695
696
697
698
699
700
701
702
703
704
705
706
707
708
709
710
711
712
713
714
715
716
717
718
719
720
721
722
723
724
725
726
727
728
729
730
731
732
733
734
735
736
737
738
739
740
741
742
743
744
745
746
747
748
749
750
751
752
753
754
755
756
757
758
759
760
761
762
763
764
765
766
767
768
769
770
771
772
773
774
775
776
777
778
779
780
781
782
783
784
785
786
787
788
789
790
791
792
793
794
795
796
797
798
799
800
801
802
803
804
805
806
807
808
809
810
811
812
813
814
815
816
817
818
819
820
821
822
823
824
825
826
827
828
829
830
831
832
833
834
835
836
837
838
839
840
841
842
843
844
845
846
847
848
849
850
851
852
853
854
855
856
857
858
859
860
861
862
863
864
865
866
867
868
869
870
871
872
873
874
875
876
877
878
879
880
881
882
883
884
885
886
887
888
889
890
891
892
893
894
895
896
897
898
899
900
901
902
903
904
905
906
907
908
909
910
911
912
913
914
915
916
917
918
919
920
921
922
923
924
925
926
927
928
929
930
931
932
933
934
935
936
937
938
939
940
941
942
943
944
945
946
947
948
949
950
951
952
953
954
955
956
957
958
959
960
961
962
963
964
965
966
967
968
969
970
971
972
973
974
975
976
977
978
979
980
981
982
983
984
985
986
987
988
989
990
991
992
993
994
995
996
997
998
999
1000

RIS. ALX. CHEMINS

2 5

shall flow off by such
the owner or litch according
provided in the process
shall conformably to article 745
at the expense of the corpora-
Art. 745 amended.

172 By the said drains and
dges form part of the municipal
roads on which they are sit-
ed.

the proprietors deep waters
rather dangerous places which
it be filled up or protected in
the manner as to prevent acci-
ts likewise form part of the
ds on which they are situated
the corporation may, however
at that the work shall be done
hole or in part at the expense
the municipality or of a por-
thereof Art. 773 amended.

3. The fence dividing the land
private individual from a mu-
nial road, the maintenance of
this is at the expense of the cor-
tion, shall be considered a
dary fence as between the
er or occupant of such private
and the corporation, saving
case of an express provision
in contrary in a by law or a
decs verbal."

This article does not apply to
dividing a front road
any lot, which fence, when
red remains at the expense
owner or occupant of the
er the establishment of a
road between two ranges
a manner alters the obliga-
of neighbors when such

voisins quand ce chemin est entièrement à la charge de l'un des rangs.

Néanmoins, quand le chemin de front d'un rang se trouve situé, en tout ou en partie, dans un autre rang, l'obligation de l'entretenir n'en reste pas moins à la charge des propriétaires du rang dont il est le chemin de front.

Nonobstant les dispositions du présent article, les clôtures restent toujours sujettes à la réglementation autorisée par les articles 395, 396 et 413. (Art. 774 amendé.)

474. Sur un chemin qui longe la ligne d'un terrain, la moitié de la clôture qui sépare le chemin du terrain fait partie des travaux à faire sur ce chemin.

Mais si une route divise un terrain en deux parties, il ne doit pas être laissé au propriétaire de ce terrain plus de clôture à faire le long de cette route qu'avant son établissement. Le reste des clôtures fait partie des travaux de la route.

Les parts de clôtures à faire sur ces chemins ou routes, à défaut de disposition d'un procès-verbal ou d'un règlement, selon le cas, sont déterminées par l'inspecteur municipal, de manière que la position du propriétaire voisin ne soit pas plus onéreuse qu'avant l'établissement du chemin ou de la route. (Art. 775 amendé.)

475. Toute clôture requise sur

road is solely at the charge of one of such ranges.

Nevertheless, when the front road of an upper range is situated, in whole or in part, in another range, the proprietors of the range of which it is the front road are none the less bound to keep in order.

Notwithstanding the provisions of this article, fences are always subject to the regulations authorized by articles 395, 396 and 413. (Art. 774 amended.)

474. Upon any road which runs along the line of any lot, one-half of the fence which separates such road from the lot, forms part of the work to be done upon such road.

If, however, a by-road divides a lot into two portions, the owner of such lot is not obliged to put up more fencing along such by-road than he was before the establishment thereof; the surplus fencing forms part of the work on the by-road.

The proportions of the amount of the fencing to be put up on such roads or by-roads in default of provision therefor in any "procès-verbal" or by-law, as the case may be, are determined by the municipal inspector, in such a manner that the position of the neighboring proprietor shall not be more onerous than it was before the establishment of such road or by-road. (Art. 775 amended.)

475. Every fence required on

un chemin municipal doit être faite et tenue en bon ordre suivant la loi. (Art. 776.)

any municipal road must be well made, and kept in good order according to law. (Art. 776.)

476. Les gués font partie des chemins municipaux où ils se trouvent. Si un gué relie deux chemins différents, la juste moitié du gué fait partie du chemin auquel elle est adjacente.

476. Fords form part of the municipal roads with which they are connected. If a ford unites two different roads, one half of the ford forms part of the road to which it is adjacent.

Ils doivent être indiqués par des balises, et entretenus en tout temps libres de cailloux et autres embarras; et le fond doit en être tenu uni et de niveau autant que possible. (Art. 777.)

They must be marked out with balises (guide-poles) and kept at all times free from loose stones and other impediments; and the bottom thereof must be kept as smooth and even as practicable. (Art. 777.)

477. Les arbustes et les mauvaises herbes, tels que les marguerites, chardons, endeuils sauvages, chicorées, élidoines, épervières orangées et autres, reconnus comme nuisibles, qui croissent sur les chemins municipaux, doivent être coupés et détruits entre le vingtième jour de juin et le dixième jour de juillet de chaque année par les personnes tenues à l'entretien des chemins où ils se trouvent.

477. Shrubby and weeds, such as daisies, thistles, wild endive, chicory, celandine, orange hawk-weed (paint-brush), and other plants considered noxious, growing upon any municipal road, must be cut down and destroyed between the twentieth day of June and the tenth day of July in each year, by the persons liable for the maintenance of such road.

Les arbres doivent être aussi émondés, à la même époque, par les mêmes personnes, jusqu'à une hauteur de dix pieds. (Art. 778 amendé.)

Trees must also be pruned during the same period, by the same persons, to a height of ten feet. (Art. 778 amended.)

478. Tout chemin municipal doit être tenu en toute saison dans un bon ordre, sans trous, cahots, ornières, pentes, roches, embarras ou nuisances quelconques, avec garde-fous aux endroits dangereux, de manière à rendre la circulation en voitures de toutes sortes

478. Every municipal road must, at all times, be kept in good order, free from all holes, cavities, ruts, slopes, stones, incumbrances or impediments whatsoever, with hand-rails at dangerous places, in such a manner as to permit of the free passage of vehicles of every

faciles de jour et de nuit, sauf le cas de l'article 553.

Les trottoirs doivent être également tenus en bon ordre, sans trous, ni embarras ou obstructions quelconques, et avec garde-fous aux endroits dangereux. (Art. 788 amendé.)

479. Quiconque, sans motif ou autorité, coupe, mutile ou détériore des arbres plantés ou conservés pour l'embellissement dans un chemin municipal, ou des poteaux, inscriptions, ouvrages ou objets qui font partie du chemin municipal ou en dépendent, est responsable de tous les dommages causés par lui, et est, en outre, passible d'une amende de pas moins de cinq ni de plus de dix piastres. (Art. 792 amendé.)

description, both by day and night, except in the case mentioned in article 553.

The side-walks must also be kept in good repair, free from all holes, obstacles and impediments whatsoever, with hand-rails at dangerous places. (Art. 788 amended.)

479. Every person who, without reason or authority, cuts, mutilates or injures any trees planted or preserved for ornament on any municipal road, or any posts, inscriptions, works, or objects forming part of, or connected with any municipal road, is responsible for all damages occasioned thereby, and further incurs a fine of not less than five nor more than ten dollars. (Art. 792 amended.)

SECTION II

DES CHEMINS D'HIVER

§ 1.—Dispositions générales

SECTION II

WINTER ROADS

§.—General Provisions

480. Les chemins d'hiver sont tracés avant le premier décembre de chaque année, aux endroits fixés par l'inspecteur municipal d'après les instructions du conseil, si ce dernier juge à propos d'en donner.

Ce tracé se fait au moyen de balises ayant au moins cinq pieds de hauteur, plantées dans le sol de chaque côté du chemin, à une distance de pas plus de trente-six pieds l'une de l'autre, sur chaque

480. Winter roads are laid out before the first day of December in each year, in the places fixed by the municipal inspector, in accordance always with the orders of the council, if the latter sees fit to give any.

The line thereof is marked by means of balises, of at least five feet in height, fixed in the ground at each side of the road, at a distance of not more than thirty-six feet one from the other, on each

ligne. Si le chemin est tracé en voie double, un rang de balises doit être planté de la même manière entre les deux voies.

Les chemins de front sont tracés par les personnes tenues aux travaux de ces chemins, et les routes par l'inspecteur municipal. (Art. 832 amendé.)

481. La corporation sous la direction de laquelle se trouve un chemin quelconque, peut ordonner, par résolution, que ce chemin soit tracé et entretenu, l'hiver, en voie double, dont l'une pour les voitures qui vont dans une direction, et l'autre pour celles qui vont dans la direction opposée.

A défaut d'une ordonnance de la corporation, il doit être fait et entretenu sur tout le chemin municipal d'hiver un tracé en voie double de vingt-cinq pieds de longueur, à des distances de pas plus de quatre arpent les uns des autres. (Art. 833 amendé.)

482. Quiconque place des balises dans un chemin d'été, après qu'a été tracé en dehors de ce chemin celui qui doit lui être substitué en hiver, ou déplace les balises déjà plantées, encourt une amende n'excédant pas huit piastres. (Art. 834.)

483. Un chemin d'hiver doit avoir au moins sept pieds de largeur entre les deux rangs de balises, si le chemin est simple. Si le tracé est fait en double, chaque tracé doit avoir au moins cinq pieds de largeur. Les corporations

line. If the road is laid down with two tracks, a row of balizes must be fixed in a similar manner between the two tracks.

Front roads are laid out by persons who are liable for the work on such roads, and by-roads by the municipal inspector. (Art. 832 amended.)

481. The corporation under whose control any road whatsoever falls, may, by resolution, order that such road be, during the winter, laid out and kept in repair as a double road, one track thereof to be for vehicles going in one direction, and the other being for vehicles going in the opposite direction.

In default of an order of the corporation, a double track of twenty-five feet in length, at distances not more than four arpents from one another, must be made and maintained on every municipal winter road. (Art. 833 amended.)

482. Every person placing balizes on a summer road, after the road which must be substituted therefor in winter has been laid out beyond the limits of such road, or displacing balizes already placed, incurs a fine of not more than eight dollars. (Art. 834.)

483. No winter road, if there is a single track, shall be less than seven feet in width, between the two rows of balizes. If there is a double road, each track must be at least five feet in width. It is, however, lawful for corporations

peuvent, toutefois, faire et adopter des règlements pourvoyant à ce que les chemins d'hiver soient tracés et entretenus d'une largeur moindre ou plus grande que sept pieds, et fixer différentes largeurs pour les différents chemins. (Art. 835 amendé.)

484. Dans tous les cas où la chose est jugée nécessaire par l'inspecteur municipal, tout propriétaire ou occupant de terrain situé le long d'un chemin de front, et tous les intéressés aux routes, doivent, entre le premier décembre de chaque année et le premier avril suivant, tenir abattues, jusqu'à vingt-quatre poncees du sol, toutes les clôtures érigées le long des chemins municipaux, et toutes celles qui font angle avec les clôtures du chemin, jusqu'à une distance de vingt-cinq pieds.

La présente disposition ne s'applique pas aux haies-vives, aux piquets, aux clôtures éloignées du chemin de plus de vingt-cinq pieds, ni celles qui ne peuvent être abattues ou relevées sans de grands frais, ni à celles érigées dans les bois, ou dans les limites d'un village constitué ou non en municipalité distincte.

Cependant les propriétaires ou occupants de terres qui entretiennent des clôtures le long d'un chemin de front qui n'est pas celui auquel ils sont obligés de travailler, doivent payer à la personne tenue à l'entretien de ce chemin le surcroît d'ouvrage occasionné par le fait que telles clôtures ne

to make and enact by-laws providing that certain winter roads be laid out and maintained at a lesser or greater width than seven feet, and fixing different widths for different roads. (Art. 835 amended.)

484. Whenever the municipal inspector deems it necessary, every proprietor or occupant of land on a front road, and every person interested in a by-road must, between the first of December in each year and the first of April following, keep all fences erected by the side of municipal roads, and all fences forming an angle with the fences of such roads, to a distance of twenty-five feet, levelled to within twenty-four inches of the ground.

This provision does not apply to hedges, picket fences more than twenty-five feet distant from the road, nor to those which cannot be taken down or put up again without great expense, nor to fences erected in the woods, or within the boundaries of a village, whether it has been erected into a separate municipality or not.

Nevertheless, the owners or occupants of land who maintain the fences along any front road, not being that on which they are obliged to work, must pay to the person bound to maintain such road, the excess of work occasioned by the fact that, as such fence cannot be taken down, the person

pouvant être démolies donneraient à l'obligé du chemin un surplus de travail.

L'inspecteur municipal, quand des clôtures ont été abattues, tel que ci-dessus, peut obliger les mêmes personnes à les relever à l'époque qu'il fixe. (Arts 541 et 836 combinés et amendés.)

485. Toute corporation peut, par résolution, donner les instructions qu'elle croit convenables touchant le mode d'entretenir les chemins d'hiver qui sont sous sa direction. Ces instructions obligent les officiers de la corporation et toute partie intéressée aux travaux du chemin qu'elles concernent. (Art. 837 amendé.)

486. Sur requête écrite de la majorité des propriétaires de biens-fonds d'un rang ou d'une partie d'un rang, la corporation peut, par règlement, ordonner que le chemin de front du rang ou de la partie du rang désignée dans la requête soit entretenu au moyen d'un rouleau ou d'autres machines désignées dans la requête.

Les travaux ainsi ordonnés sont payés au moyen de contributions en deniers prélevés par répartition spéciale faite par le secrétaire-trésorier de la corporation en la manière ordinaire, et basée sur la valeur des biens-fonds assujettis à ces travaux ou d'après l'étendue du terrain en superficie, telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur suivant la décision de la corporation.

liable for the work on such road has additional labour.

When fences have been taken down, the municipal inspector may compel the same persons to put them up again, at such time as he shall fix. (Arts. 541 and 836 combined and amended.)

485. Every corporation may, by resolution, give such orders as it deems proper respecting the maintenance of the winter roads under its control. Such orders are binding upon the officers of the corporation, and upon all parties interested in the work upon the road upon which they relate. (Art. 837 amended.)

486. Upon the petition in writing of the majority of the proprietors of immovable property in any range, the corporation may, by by-law, order that the front road of the range, or of the part of the range, described in the petition, be maintained by means of a roller or other machine described in the petition.

The work so ordered shall be paid for by means of a contribution in money levied by special apportionment made by the secretary-treasurer of the corporation in the ordinary manner, and based upon the value of the immovables liable for such work, or according to the superficial extent of the land, as entered upon the valuation roll in force, in conformity with the decision of the corporation.

Chaque année, ces travaux sont donnés aux personnes et de la manière indiquées dans l'article 610. (Art. 837a amendé.)

Every year such work is given out to the persons and in the manner provided for by article 610. (Art. 837a amended.)

487. Si une route conduisant exclusivement à un passage d'eau ou à un pont de péage, et dont les travaux sont à la charge du propriétaire ou occupant de tel passage d'eau ou pont de péage, sert en hiver pour conduire à un autre chemin public, les travaux d'entretien de cette route ou du chemin qui lui est substitué ne sont pas, pendant l'hiver, à la charge de tel propriétaire ou occupant, mais sont faits comme ceux de toute autre route. (Art. 839.)

487. If any by-road, leading solely to any ferry or toll-bridge, the road work of which is at the charge of the owner or occupant of such ferry or toll-bridge, serves in winter as a passage to any other public road, the work of maintaining such by-road or the road which is substituted therefor, is not, during the winter, at the charge of such owner or occupant, but is performed in the same manner as that of any other by-road. (Art. 839.)

§ 2.—Des chemins d'hiver substitués aux chemins municipaux d'été

§ 2.—Winter roads substituted for Summer municipal Roads

488. Les chemins d'hiver sur la terre ferme peuvent être tracés en dehors de leur voie d'été, à travers tous champs, enelos ou terrains en bois debout. Si le propriétaire d'un terrain en éprouve des dommages, ils lui sont payés par la corporation de la municipalité. S'il y a entente entre la corporation et le propriétaire, le montant convenu est payé; s'il n'y a pas entente, la corporation fait faire l'estimation de ces dommages par les évaluateurs de la municipalité; la corporation conservant toujours son recours contre les intéressés au chemin, pour le remboursement des deniers dépensés.

488. Winter roads on land may be laid out beyond the lines of the summer road, across any field, enclosure or standing timber. If the proprietor of such land suffers damage, he shall be indemnified therefor by the corporation of the municipality. If the corporation and the proprietor come to an understanding thereon, the amount agreed upon is paid; if they do not, the corporation has the damage assessed by the municipal assessors, and the corporation shall always have its recourse against the persons interested in the road for the reimbursement of the money spent.

Néanmoins, sans le consente-

Such roads cannot, however,

ment du propriétaire ou de l'occupant, ces chemins ne peuvent être tracés à travers les jardins, vergers, cours ou autres terrains clos de haies-vives ou de clôtures qui ne peuvent être abattues ou relevées qu'à grands frais.

La corporation peut passer des règlements dans le but de permettre d'ouvrir des chemins d'hiver à travers tous champs ou bois pour transporter des billots, bois de charpente ou bois de corde, pourvu que ce soit sans causer de dommages, et en se conformant aux restrictions du présent article. (Art. 840 amendé.)

489. Les chemins d'hiver substitués aux chemins municipaux d'été sont entretenus par les personnes qui, en été, sont obligées aux travaux des chemins auxquels les premiers sont substitués, ou par la corporation elle-même, au cas où ces chemins sont à ses frais, sauf le cas de l'article 487. (Art. 838 et 841 combinés et amendés.)

without the consent of the proprietor or occupant, be laid out through gardens, orchards, yards or other lands enclosed within hedges, or fences which cannot be taken down or replaced without incurring heavy expense.

The corporation may make by-laws for the purpose of allowing the opening of winter roads across any field or through any wood, for hauling logs, square timber or cord-wood, provided it be done without causing damage, and by complying with the restrictions contained in this article. (Art. 487 amended.)

489. Winter roads which are substituted for municipal summer roads are maintained by the persons who in summer are bound to perform work on the roads for which the former are substituted, or by the corporation itself when such roads are at its charge, except in the case mentioned in article 487. (Arts. 838 and 841 combined and amended.)

§ 3.—Des chemins d'hiver sur les rivières

§ 3.—River Winter Roads

490. La corporation de toute municipalité locale, située sur le bord d'une rivière ou de toute autre étendue d'eau qui sépare en front cette municipalité ou une partie de cette municipalité d'une autre, est tenue de tracer et d'entretenir, pendant l'hiver, sur la moitié de cette rivière ou étendue d'eau, pour relier ces deux municipalités, tout chemin demandé

490. The corporation of every local municipality situated on the banks of a river or of any other body of water, which separates, in front, such municipality or a part of such municipality from another, is bound to lay out and maintain during the winter, across half of such river or body of water, for the purpose of connecting the two municipalities, any

par la corporation de l'une d'elles. (Art. 842 amendé.)

road applied for by the corporation of one of such municipalities. (Art. 842 amended.)

491. Sur refus ou négligence de la corporation de la municipalité voisine, le chemin peut être tracé, fait et entretenu par la corporation qui le demande, aux frais et sous la responsabilité de la corporation en défaut. (Art. 843 amendé.)

491. On the refusal or neglect of the corporation of the neighboring municipality, the road may be laid out, made and maintained by the corporation applying for the same, at the expense of the corporation in default, which is responsible therefor. (Art. 843 amended.)

492. La corporation de toute municipalité locale située sur le fleuve Saint-Laurent est tenue de tracer et d'entretenir pendant l'hiver, dans ses limites et sur la moitié de l'étendue d'eau qui sépare cette municipalité ou une partie de cette municipalité d'une autre, ou d'une municipalité de ville ou de cité, pour relier cette municipalité locale à une autre municipalité locale, ou à une municipalité de ville ou de cité, ou pour relier deux municipalités de ville ou de cité, situées sur les rives de ce fleuve, tout chemin demandé par la corporation de l'une de ces municipalités locales ou d'une de ces municipalités de ville ou de cité; et, sur refus ou négligence de la corporation de ladite municipalité, le chemin peut être tracé, fait et entretenu par la corporation de la municipalité locale, de ville ou de cité qui le demande, aux frais et sous la responsabilité de la corporation en défaut. (Art. 842a.)

492. The corporation of every local municipality situated on the river St. Lawrence, is bound to lay out and maintain during the winter, within its boundaries and across one-half of the body of water separating such municipality or a portion thereof, from another, or from a city or town municipality, for the purpose of connecting such local municipality with another local municipality or with a city or town municipality, or of connecting two city or town municipalities situated on the banks of such river, every road applied for by the corporation of one of such local municipalities, or of one of such city or town municipalities; and on the refusal or neglect of the corporation of such municipality so to do, the road may be laid out, made and maintained by the corporation of the local, city or town municipality applying for the same, at the expense and on the responsibility of the corporation in default. (Art. 842a.)

493. Tout chemin tracé et entre-

493. Any road laid out and

tenu sur la glace, en vertu de l'article 490, peut être continué, aux frais de la corporation tenue aux travaux du chemin, à travers un champ ou un terrain en bois quelconque, sauf les vergers, les cours et les terrains clos de murs ou de haies-vives, pour relier le chemin de la rivière ou autre étendue d'eau à tout autre chemin public passant dans les environs.

Toute personne qui, pour se procurer un approvisionnement de glace, pratique une ouverture ou un trou dans la glace d'une rivière ou autre étendue d'eau sur laquelle un chemin public est tracé, doit entourer cette ouverture ou ce trou d'une clôture ou d'embarras suffisants pour prévenir tout accident, sous peine d'une amende de pas moins de cinq et de pas plus de cinquante piastres, sans préjudice du recours en dommages de toute partie lésée. (Art. 844.)

494. Ces chemins sont tracés aussitôt que la glace est suffisamment forte, sous la direction des inspecteurs municipaux ou autres officiers spéciaux des deux corporations intéressées. (Art. 845 amendé.)

495. Les frais encourus pour le tracé et l'entretien de tout chemin d'hiver sur le fleuve Saint-Laurent, la rivière Ottawa, la rivière des Mille-Iles, la rivière Chambly et la rivière des Prairies, par les corporations des municipalités de campagne ou de village situées sur le bord de tels fleuves ou rivières, leur sont rem-

maintained upon the ice, under article 490, may be continued at the expense of the corporation liable for such road work, across any field or land in standing timber, except through any orchard, yard or ground enclosed by a wall or hedge, to connect the road on the river or other body of water with any other public road in the vicinity.

Every person who, for the purpose of obtaining a supply of ice, makes an opening or a hole in the ice of a river or other body of water upon which a public road is laid out, must surround such opening or hole with a fence or barrier sufficient to prevent any accident, under penalty of a fine of not less than five nor more than fifty dollars, without prejudice to the recourse in damages of any person injured thereby. (Art. 844.)

494. Such roads are laid out as soon as the ice is sufficiently strong, under the direction of the municipal inspectors or other special officers of the two corporations interested. (Art. 845 amended.)

495. Expenses incurred in laying out and maintaining any winter road upon the river St. Lawrence, the Ottawa river, the Rivière Mille-Iles, the Chambly river, and the Rivière des Prairies, by the corporations of the rural or village municipalities situated on the banks of such rivers, are repaid them by the corporation of

boursés par la corporation de la municipalité du comté, sur la présentation d'un état de ces frais, certifié par le maire ou le secrétaire-trésorier de la corporation locale; sauf le cas où ces frais doivent être remboursés par les corporations de ville ou de cité, en vertu de l'article 496. (Art. 846.)

the county municipality upon presentation of a statement of such expenses, certified by the mayor or secretary-treasurer of the local corporation, saving the case when such expenses must be reimbursed by town or city corporations under article 496. (Art. 846.)

496. La corporation de toute municipalité de cité ou de ville située sur le bord du fleuve Saint-Laurent, est tenue de rembourser à la corporation de la municipalité locale qui les a encourus, les frais faits pour le tracé et l'entretien de tout chemin d'hiver sur ce fleuve, quand tel chemin aboutit dans un rayon de deux milles des limites de cette municipalité.

496. The corporation of any city or town municipality, situated on the banks of the river St. Lawrence, is bound to reimburse the expenditure incurred in laying out and maintaining every winter road on such river, which terminates within two miles from the boundaries of such municipality, to the corporation of the local municipality which has incurred them.

Si ce chemin traverse une municipalité locale et est fait pour relier deux municipalités de cité ou de ville, situées sur les rives opposées du fleuve Saint-Laurent, les corporations de ces municipalités de cité ou de ville sont tenues de rembourser à la corporation de la municipalité ainsi traversée par ce chemin, les frais encourus pour le tracé et l'entretien de tout chemin d'hiver, chacune pour partie, en proportion de la valeur respective de l'évaluation de la propriété, telle que constatée par le rôle d'évaluation.

If such road runs through a local municipality, and is made for the purpose of connecting two city or town municipalities, situated on opposite banks of the river St. Lawrence, the corporations of such city or town municipalities are bound to reimburse, to the corporation of the municipality through which such road runs, the expenditure incurred in laying out and maintaining the whole of such winter road, each paying a share in proportion of the respective valuation of its property, as established by the valuation roll.

Cependant, la corporation de toute municipalité de cité ou de ville située sur le bord du fleuve Saint-Laurent, ayant une population de moins de trois mille âmes qui, à ses propres frais, trace et

Nevertheless, the corporation of any town or city municipality situated on the banks of the river St. Lawrence, having a population of less than three thousand souls, which at its own cost opens and

entretient sa part d'un chemin d'hiver sur ledit fleuve, est exempt de responsabilité pour le coût de tout autre chemin sur le même fleuve. (Art. 847 amendé.)

maintains its proportion of one winter road across such river, is exempt from further liability for the cost of any other road on the same river. (Art. 847 amended.)

497. La corporation de la municipalité du comté de Maskinongé est seule responsable des dommages résultant du défaut d'entretien des chemins d'hiver sur le fleuve Saint-Laurent, de la part des corporations des municipalités de campagne et de village comprises dans cette municipalité de comté. (Art. 847a.)

497. The corporation of the municipality of Maskinongé is solely responsible for damage resulting from the improper maintenance of the winter roads on the river St. Lawrence by the corporations of the rural and village municipalities included in such county municipality. (Art. 847a.)

498. Les dispositions de présent paragraphe 3 ne s'appliquent pas aux chemins sur les rivières ou autres étendues d'eau, substitués à des chemins d'été. (Art. 848 amendé.)

498. The provisions of this subsection 3 do not apply to roads on rivers or other bodies of water which are substituted for summer roads. (Art. 848 amended.)

CHAPITRE TROISIEME

DISPOSITIONS PARTICULIERES AUX COURS D'EAU MUNICIPAUX

CHAPTER THIRD

PROVISIONS SPECIALLY APPLICABLE TO MUNICIPAL WATER-COURSES

499. Tous les cours d'eau servant à égoutter plusieurs terrains, excepté les fossés de chemins et les fossés de ligne qui n'égouttent que les deux terrains entre lesquels ils sont situés, sont régis d'après les dispositions du présent chapitre. (Art. 867 amendé.)

499. Every water-course draining several pieces of land, with the exception of road and boundary ditches, which drain only the two properties between which they are situated, is governed according to the provisions of this chapter. (Art. 867 amended.)

500. Toute rivière ou cours

500. Every river or natural wa-

d'eau nature dans ses parties non navigables. Floatable est un cours d'eau municipal dans le sens des dispositions du présent chapitre.

Une rivière ou cours d'eau naturel, qui n'est floatable qu'à certaines époques de l'année ou après les pluies, ne cesse pas d'être un cours d'eau municipal (Art. 868 amendé).

501. Les travaux sur les cours d'eau municipal en vue de la manière prévue pour les déversoirs, ponts et cours d'eau peuvent aussi être faits par acte d'accord entre les intéressés ou par les propriétaires de terrains riverains.

L'article 461 ne s'applique à la corporation qu'au cas de travaux sur un cours d'eau dont les règles par un acte d'accord. Arts 870 et 878 combinés et amendés.

502. Les personnes intéressées dans un cours d'eau municipal peuvent, par un procès verbal ou en vertu de l'article 614, peuvent par un acte d'accord approuvé par la corporation ou le bureau des délégués sous la présidence duquel est ce cours d'eau, en déterminer les travaux à faire et par qui ils doivent être faits. Art. 868.

503. L'acte d'accord est soumis au droit au premier enregistrement qui s'applique aux cours d'eau.

ter course, in the parts thereof which are neither navigable nor floatable, is a municipal water course within the meaning of the provisions of this chapter.

A river or natural water course which is floatable only at certain periods of the year or after rains does not cease to be a municipal water course. Art. 868 amended.

501. In addition to the manner provided for the performance of work on roads, bridges and water courses, work on any municipal water course may also be performed according to a deed of agreement among the parties interested or the proprietors of the lands drained.

Article 461 does not apply to the corporation when the work on a water course has been settled by a deed of agreement. Arts 870 and 878 combined and amended.

502. The persons interested in any municipal water course whether the same is governed by a by-law, by a "procès verbal" or by article 614 may, by a deed of agreement approved by the corporation or the board of delegates having the control of such water course determine the work to be done thereon the manner in which and by whom, it shall be done. Art. 868.

503. The deed of agreement is subject to the place of the "procès verbal", or by law, gov-

President
of the
W. M. A.

2. The second section focuses on the methodology used for data collection. It describes how information was gathered from various sources, ensuring that the data is reliable and representative of the population being studied. The process involved multiple rounds of data entry and cross-checking to minimize errors.

3. The third part presents the results of the analysis. It shows that there is a significant correlation between the variables being measured, indicating that the findings are statistically meaningful. These results provide valuable insights into the trends and patterns observed in the dataset.

4. Finally, the conclusion summarizes the key findings and highlights the implications of the study. It suggests that the research has contributed to the understanding of the subject matter and provides a basis for further exploration in this field. The authors express their gratitude to the participants and funding agencies who made this project possible.

08. No person is bound to perform work upon any municipal course between the first of November in each year, the thirtieth day of the month following, both days inclusive, except when such water is obstructed by snow or ice in the order of the municipal inspector. Art. 877 amend.

507. Dans le cas où les travaux ne sont pas exécutés par la main-d'œuvre des contribuables, l'inspecteur municipal doit, dans le temps où les cours d'eau doivent être libres, chaque fois qu'il en est requis, enlever ou faire enlever les obstructions causées par la neige, par la glace ou autrement; et le coût de ces travaux est payé par les intéressés mentionnés dans le règlement ou au procès-verbal. (Art. 877b amendé.)

508. La corporation peut, par résolution dûment publiée, changer les dates indiquées aux articles 505 et 506. (Art. 877a amendé.)

509. Quiconque obstrue ou laisse obstruer d'une manière quelconque un cours d'eau municipal encourt, outre les dommages occasionnés, une amende n'excédant pas une piastre pour chaque jour que l'obstruction continue à exister, après deux jours de notification verbale ou écrite de la part de tout intéressé, à l'effet de faire disparaître l'obstruction. (Art. 879.)

510. Une corporation ou un bureau de délégués, par lui-même ou par ses officiers, ne peut ordonner la démolition d'une chaussée, digue ou écluse d'un moulin ou d'une manufacture quelconque, pour le motif que cette chaussée, digue ou écluse offre un obstacle à un cours d'eau. (Art. 880 amendé.)

507. In cases when the work is not done by the labour of the ratepayers, the municipal inspector must, at the time when the water courses should be open and clear whenever he is called upon so to do, remove or cause to be removed the obstructions caused by snow or ice or otherwise; and the cost of such work is paid by the interested parties mentioned in the by-law or "procès-verbal". (Art. 877b amended.)

508. The corporation may, by resolution duly published, alter the dates mentioned in articles 505 and 506. (Art. 877a amended.)

509. Whoever obstructs any municipal water-course or allows it to remain obstructed in any manner, after the expiration of two days from the receipt of a written or verbal notice having for object the removal of such obstruction, given by or on behalf of any interested person, incurs, over and above the damages occasioned, a fine of not more than one dollar for every day such obstruction remains. (Art. 879.)

510. No corporation or board of delegates may, by itself or by its officers, direct the demolition of any dam, dyke, or flood-gate of any mill or factory whatsoever, on the ground that such dam, dyke, or flood-gate is an obstruction to a water-course. (Art. 880 amended.)

511. Nul n'est tenu de faire ou d'aider à faire en aucune manière, sur son propre terrain, un cours d'eau d'une profondeur plus grande que celle qui lui est nécessaire pour l'égout de ce terrain. (Art. 881.)

511. No person is in any manner bound to make or to assist in making, through his own land, a water-course of any depth greater than is necessary for the drainage of such land. (Art. 881.)

512. Les propriétaires ou occupants de terrains bas et marécageux peuvent construire des cours d'eau sur les terrains voisins, ou se servir de ceux qui y sont déjà faits, les creuser s'ils ne sont pas assez profonds, les réparer et les entretenir, en autant qu'il est besoin pour égouter ces terrains bas et marécageux.

512. The owner or occupant of any low or swampy land may make a water-course through any neighboring land, or avail himself of those which are already made, deepen the same if they are not deep enough, and repair and keep them in order, in so far as necessary for the drainage of such low or swampy land.

Les travaux à faire sur ces cours d'eau peuvent être réglés par règlements, procès-verbaux ou par actes d'accord. (Art. 882.)

The work to be done on such water-course may be determined by by-law, "procès-verbal" or by deed of agreement. (Art. 882.)

513. L'inspecteur municipal peut autoriser à pratiquer une tranchée ou une ouverture dans tout chemin public, pour y faire passer un cours d'eau.

513. The municipal inspector may authorize the opening of any trench or excavation in any public road, to allow a water-course to pass through the same.

Cette tranchée ou ouverture doit être indiquée de jour et de nuit de manière à prévenir tout accident, sous peine des dommages encourus.

Such trench or excavation must be indicated, both by day and night, in such a manner as to prevent accident, under penalty of the damages occasioned.

Dans les quarante-huit heures qui suivent le commencement des travaux dans le chemin, il doit être construit sur le cours d'eau un pont ou ponceau convenable et solide, de la largeur du chemin. (Art. 883 amendé.)

Within forty-eight hours after the commencement of the work upon the road, a suitable and solid bridge or culvert of the width of the road must be built over such water-course. (Art. 883 amended.)

514. Les eaux d'un cours d'eau municipal peuvent être dirigés dans un autre cours d'eau municipal, s'il en est ainsi ordonné par

514. The waters of any municipal water-course may be turned into any other municipal water-course, if so ordered by a "pro-

un procès-verbal ou un règlement, selon le cas, sans que ces deux cours d'eau soient considérés comme un seul cours d'eau par le fait de leur jonction. (Art. 886.)

515. Tout propriétaire ou occupant, dont le terrain est égoutté par un cours d'eau, peut être assujéti aux travaux de ce cours d'eau, en vertu d'un procès-verbal ou d'un règlement fait sous l'autorité de l'article 574, à raison de l'étendue en superficie de son terrain égoutté, dans la proportion établie par le surintendant spécial, le conseil ou le bureau des délégués, suivant le cas; mais lorsqu'il se rencontre une erreur de pas plus de dix pour cent dans l'étendue du terrain égoutté, il n'en est pas tenu compte. La partie de terrain ainsi égoutté n'a pas besoin d'être désignée autrement que par l'indication de sa contenance et le numéro officiel du lot.

La description ainsi faite dans les procès-verbaux ou règlements actuellement existants est déclarée suffisante, sans préjudice toutefois des causes pendantes. (Art. 887 amendé.)

516. Il est permis de faire usage de tout cours d'eau municipal, ainsi que de ses rives, pour le transport de toute espèce de bois et pour la conduite des bateaux, baes et canots, à la charge toutefois de réparer sans délai les clôtures, les égouts ou fossés endommagés, et de payer tous les dommages causés dans l'exercice de ce droit. (Art. 891.)

“procès-verbal” or by-law, as the case may be, without such water-courses being considered as a single one on account of their junction. (Art. 886.)

515. Any proprietor or occupant whose land is drained by any water-course may, for and by reason of the superficial extent of his land so drained, be made liable for the work on such water-course under a “procès-verbal” or a by-law made under article 574, in the proportion established by the special superintendent, the council or the board of delegates, as the case may be; but should an error of not more than ten per cent of the whole of the land so drained be made, such error is not to be taken into account. The portion of the land so drained need not be designated otherwise than by indicating its area and by the official number of the lot.

The description so given in any “procès-verbal” or by-law now in existence is declared sufficient, without prejudice, however, to pending cases. (Art. 887 amended.)

516. Any person may use any municipal water-course as well as the banks thereof, for the conveyance of all kinds of timber or wood, and for the passage of all boats, ferry-boats, and canoes, subject always to the obligation of repairing, without delay, all fences, drains or ditches damaged thereby, and to the payment of all damages resulting from the exercise of such right. (Art. 891.)

CHAPITRE QUATRIEME

DE LA REGLEMENTATION DES CHEMINS, PONTS ET COURS D'EAU DISPOSITIONS GENERALES POUR CERTAINS AUTRES TRAVAUX

CHAPTER FOURTH

BY-LAWS GOVERNING ROADS, BRIDGES AND WATER COURSES GENERAL PROVISIONS FOR OTHER WORK

517. Tous les travaux à faire sur les chemins, ponts et cours d'eau municipaux sont réglés et déterminés par règlement ou par procès-verbal, sauf les cas autrement prévus, et sont faits sous la direction de la corporation. (Nouveau.)

517. All work to be performed on municipal roads, bridges or water-courses is governed and determined by by-law or "procès-verbal", and is performed under the control of the corporation, except in cases otherwise provided for. (New.)

518. L'ouverture, la construction, l'élargissement, le changement, le détournement, la division ou l'entretien de tous tels chemins, ponts ou cours d'eau doit être également ordonné par règlement ou procès-verbal, à la discrétion du conseil, sauf les cas autrement prévus. (Nouveau.)

518. The opening, construction, enlargement, alteration, change of direction, division or maintenance of any such road, bridge or water-course must likewise, in the discretion of the council, be ordered by by-law or "procès-verbal", except in cases otherwise provided for. (New.)

519. La fermeture, l'abolition ou la démolition de tous chemins, ponts ou cours d'eau est ordonnée de la même manière.

519. The closing, abolition or demolition of any road, bridge or water-course is ordered in the same manner.

Néanmoins, tout règlement ou procès-verbal fait pour fermer un chemin qui sert de sortie, descente ou montée à une municipalité locale voisine, ou pour détourner ce chemin à l'endroit de telle sortie, descente ou montée, n'a de vigueur qu'après avoir été approuvée par une résolution de la corporation de comté, adoptée par la majorité des membres qui composent son conseil.

Nevertheless, no by-law or "procès-verbal" ordering the closing of a road leading into or from any neighboring local municipality, or for diverting such road at a point where it leads into or from such municipality, has any force or effect until it is approved by a resolution of the county corporation passed by a majority of the members of its council.

Si la municipalité locale voisine fait partie d'une autre municipalité

If the neighboring local municipality forms part of another

lite de comté, le règlement ou procès-verbal doit être approuvé par une résolution du bureau des délégués de ces municipalités de comté, adoptée par les deux tiers des membres composant le bureau des délégués. (Art. 762a amendé.)

county municipality, the by-law or "procès-verbal" must be approved by a resolution of the board of delegates of such county municipalities, passed by two-thirds of the members of the board of delegates. Art. 762a amended.

520. Tels règlements ou procès-verbaux sont adoptés ou homologués par la corporation ou le bureau des délégués sous la juridiction duquel se trouvent les chemins, ponts ou cours d'eau qu'il s'agit de réglementer, en suivant les formalités indiquées au chapitre sixième du présent titre, (articles 574-593.) (Nouveau.)

520. Such a by-law or "procès-verbal" is adopted or homologated by the corporation or the board of delegates having jurisdiction over the roads, bridges or water-courses in question, by following the formalities prescribed in chapter sixth of the title. Arts. 574-593. (New.)

521. Les travaux sur un chemin, un pont ou un cours d'eau municipal ordonnés par la loi et par procès-verbal ou règlement, suivant le cas, sauf les cas autrement prévus, sont faits :

521. The work ordered by law, by "procès-verbal", or by by-law, or otherwise provided for, as the case may be, upon any municipal road, bridge or water-course is performed :

1. Par les contribuables qui y sont assujettis en vertu des procès-verbaux ou des règlements en vigueur, ou, à défaut de procès-verbaux ou de règlements, en vertu des dispositions de la loi; ou

1. By the ratepayers made liable therefor under a "procès-verbal" or by-law in force, or, in the absence of a "procès-verbal" or by-law, under any provision of law; or

2. D'après les règles prescrites à l'article 610 ou aux articles 624 à 633 s'il en est ainsi ordonné par les procès-verbaux ou par les règlements qui les régissent, ou par la corporation; ou

2. According to the rules laid down in article 610, or articles 624 to 633, if so ordered by the "procès-verbaux" or by-laws governing them, or by the corporation; or

3. Par la corporation locale, en tout ou en partie, s'il a été passé un règlement à cet effet en vertu des articles 522 et suivants. (Arts. 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871 et 878 combinés et amendés.)

3. By the local corporation in whole or in part, if a by-law to that effect has been passed under articles 522 and following. (Arts. 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871 and 878 combined and amended.)

by-law
be ap-
of the
h coun-
by two-
of the
et 762a

procès-
volagat-
e board
ediction
water-
flowing
n chap-
ts, 571

by law,
as the
municipal
rs. is

liable
erbal"
the ab-
or by-
law;

s laid
articles
y the
s gov-
por-

on 1
aw to
under
A.

er 1

522. Toute corporation
peut ordonner que les
chemins, ponts et cours d'eau
communaux ou de coteau à
charge des contribuables
dans les limites de la munici-
cipalité, soit faits, entretenus,
réparés, et entretenus
aux frais des contribuables
moyennant des taxes levées
sur la taxation de la propriété
objet, sur les chemins im-
munables de cette nature.

La corporation peut
excepter de la taxation
personnes ou propriétés
chemins, ponts et cours d'eau
qui sont ou
sont de nature
à être de la nature
de l'eau.

Les dispositions de l'ar-
ticle 41 ne s'appliquent pas
à l'égard des chemins, ponts
et cours d'eau.

Toi-même, l'article ne pe-
ut que le pré-
voir en janvier
Arts. 47
et al.

3. Toute corporation
peut ordonner que les
chemins, ponts et cours d'eau
communaux ou de coteau à
charge des contribuables
dans les limites de la munici-
palité, soient faits, entretenus,
réparés, et entretenus
aux frais des contribuables
moyennant des taxes levées
sur la taxation de la propriété
objet, sur les chemins im-
munables de cette nature.

522. Every local corporation
may order that all local or coun-
ty, municipal roads, bridges or
water-courses for which the rate-
payers are liable and which are
made, built, nu-
repaired and maintained
at the charge of the cor-
poration, shall be
taxed for such
taxation for such
the taxable prop-
erty.

However, the corporation may, however,
except persons or properties
from those who are bound to do
work thereon, front roads as well
as roads or bridges leading exclu-
sively to ferries or toll-bridges,
and water-courses.

This article does not apply
to roads referred to in art.

Law made under this act
shall come into force until the
day of January following its
enactment. (Arts. 475, 535 and
536 combined and amended.)

523. Every local corporation
may likewise, on a petition from
the majority of the ratepayers in-
terested in certain works, order
what work on local or county mu-
nicipal roads, bridges or water-
courses for which such ratepayers
are liable, or even at the charge
of the corporation, and which are
situated within the boundaries of
the local municipality, shall be
performed by the corporation at
the expense of the ratepayers.

seront faits par, à la charge et aux frais de la corporation.

Une taxe spéciale est alors imposée pour l'exécution des travaux, sur les biens-fonds des contribuables y intéressés, ou, à la discrétion du conseil, sur ceux des contribuables qui ont signé la requête.

Les autres travaux à la charge et aux frais de la corporation sont payés au moyen de deniers prélevés, par voie de taxation directe sur les biens-fonds imposables autres que ceux déjà chargés de la taxe spéciale ci-dessus mentionnée.

Tout règlement fait en vertu du présent article ne peut entrer en vigueur que le premier jour du mois de janvier après sa promulgation. (Arts. 533a, 535a et 855a combinés et amendés.)

524. Une corporation locale peut aussi ordonner que tous les chemins, ponts ou cours d'eau municipaux, locaux ou de comté, à la charge des contribuables et situés dans les limites de la municipalité locale soient faits, construits, améliorés, réparés et entretenus par et aux frais de la corporation, au moyen de deniers prélevés par voie de taxation directe pour cet objet, sur tous les biens-fonds imposables de cette municipalité.

Pour les chemins et les ponts, la contribution est basée sur la valeur de ces biens-fonds, telle que portée au rôle d'évaluation en vigueur; mais, pour tous les cours

therein mentioned, and what work shall be performed by and at the charge and expense of the corporation.

A special tax is then imposed for the performance of the work, on the immoveable property of the ratepayers interested or, at the discretion of the council, on that of the ratepayers who have signed the petition.

The other work at the charge and expense of the corporation is paid for with moneys levied by direct taxation on the taxable immoveable property other than that upon which the special tax above mentioned has already been imposed.

No by-law under this article shall come into force until the first day of January following its promulgation. (Arts. 533a, 535a, and 855a combined and amended.)

524. Every local corporation may likewise order that all local or county municipal roads, bridges or water-courses, for which the ratepayers are liable, and situated within the local municipality, shall be made, constructed, improved, repaired and maintained by and at the expense of the corporation out of moneys levied therefor, by means of direct taxation upon all the taxable immoveable property of such municipality.

For roads and bridges the contribution is based upon the value of the said property according to the valuation roll then in force, but for water-courses such contri-

d'eau, telle contribution est basée sur l'étendue en superficie du terrain égoutté, telle que portée au règlement ou au procès-verbal régissant tel cours d'eau.

Les chemins mentionnés à l'article 464, de même que les chemins de front, les chemins ou ponts qui conduisent exclusivement à des passages d'eau ou à des ponts de péage, peuvent être exclus de l'application du présent article.

Tout règlement fait en vertu du présent article ne peut entrer en vigueur que le premier jour du mois de janvier après sa promulgation. (Art. 535 amendé.)

525. A compter de l'entrée en vigueur des règlements adoptés en vertu des articles 522, 523 ou 524, ou autrement, et mettant tous ou certains travaux sur les chemins, ponts ou cours d'eau aux frais et à la charge de la corporation locale, et tant que ces règlements sont en vigueur :

1. Nul contribuable n'est tenu aux travaux des chemins, ponts ou cours d'eau ainsi mis aux frais et à la charge de la corporation, et cette dernière est substituée aux contribuables dans toutes leurs obligations à l'égard de tels travaux, soit qu'elles naissent des procès-verbaux, des règlements ou des dispositions de la loi, sous les pénalités et responsabilités édictées à l'article 453;

2. Toute partie d'un procès-verbal ou d'un règlement qui désigne les travaux à faire, la manière de les faire, la nature et la

tribution is based upon the superficial extent of the land drained, as set forth in the by-law or "procès-verbal" governing such water-courses.

The roads mentioned in article 464, as well as front roads and bridges leading exclusively to ferries or toll-bridges, may be excluded from the application of this article.

No by-law under this article shall come into force until the first day of January following its promulgation. (Art. 535 amended.)

525. From the coming into force of any by-law passed under article 522, 523, or 524, or otherwise, and placing all or any work on roads, bridges or water-courses at the charge and expense of the local corporation, and so long as such by-law is in force:

1. No ratepayer is liable for work on the roads, bridges or water-courses so placed at the charge and expense of the corporation, and such corporation is substituted in the place and stead of the ratepayers in all obligations in respect of such works, whether they proceed from "procès-verbaux", by-laws or provisions of law, under the penalties and responsibilities mentioned in article 453;

2. Every part of a "procès-verbal" or by-law which determines the work to be done, the manner of doing it, the nature and qual-

qualité de l'ouvrage, et les devoirs des officiers préposés à ces travaux, reste en vigueur et est obligatoire pour la corporation ou les contribuables, selon le cas; les autres parties du procès-verbal ou du règlement sont suspendues et ne reprennent vigueur qu'après l'abrogation du règlement mettant tous ou certains travaux aux frais et à la charge de la corporation ou des contribuables, selon le cas. (Arts. 539 et 537.)

526. La corporation peut, par résolution, définir la manière dont les deniers prélevés pour les travaux à sa charge doivent être dépensés et appliqués dans la municipalité.

Elle peut aussi, pour l'exécution de ces travaux, faire les contrats qu'elle croit convenables conformément à l'article 610 ou aux articles 624 à 633. (Art. 538 amendé.)

527. Un règlement adopté en vertu des articles 522, 523 ou 524 ou autrement et mettant à la charge de la corporation tous ou certains travaux, ne peut être abrogé que par un autre règlement voté par les deux tiers des membres du conseil, et ne devant venir en vigueur que le premier jour du mois de janvier qui suit sa promulgation. (Art. 540 amendé.)

528. Si les travaux ont été donnés à l'entreprise, l'entrepreneur est sujet aux mêmes obligations et pénalités que les corporations

ity of the work, and the duties of the officers entrusted with such work, remains in force and is binding upon the corporation or the ratepayers, as the case may be; the other parts of the "procès-verbal" or of the by-law are suspended, and shall not again come into force until after repeal of the by-law putting any or all work at the charge and expense of the corporation or of the ratepayers, as the case may be. (Arts. 536 and 537 combined and amended.)

526. Every corporation, may, by resolution, define the manner in which the money levied for the work for which it is liable is to be expended and applied in the municipality.

It may likewise, for the performance of such work, make any contracts it thinks proper in conformity with the provisions of article 610 or articles 624 to 633. (Art. 538 amended.)

527. No by-law passed under article 522, 523 or 524, or otherwise, and placing all or certain work at the charge and expense of the corporation, can be repealed except by another by-law passed by a two-thirds vote of the members of the council, and which shall not come into force until the first day of the month of January next after its promulgation. (Art. 540 amended.)

528. If the work has been given out by contract, the contractor is liable to the same obligations and penalties as are the corporations

assujetties aux travaux qu'il a entrepris, et demeure leur garant de tous dommages et intérêts, pénalités et frais qu'elles peuvent avoir été appelées à payer pour défaut d'exécution de ces travaux. (Art. 790 amendé.)

which are responsible for the work for which he has contracted, and he is their surety for all damages, penalties and costs which they may be called upon to pay, in default of the work being performed. (Art. 790 amended.)

529. Tout contribuable peut être assujetti aux travaux d'un chemin ou d'un pont municipal, en vertu d'un procès-verbal ou d'un règlement, à raison des biens-fonds qu'il possède ou occupe.

529. Any ratepayer may be made liable for any work on a municipal road or bridge by a "procès-verbal" or by a by-law, by reason of the taxable immovable property he owns or occupies.

L'article 515 règle la responsabilité des contribuables qui peuvent être assujettis aux travaux des cours d'eau.

Article 515 governs the responsibility of ratepayers who are liable for work on water-courses.

Néanmoins, nul contribuable d'une municipalité locale n'est tenu aux travaux d'un chemin, d'un pont ou d'un cours d'eau situé dans une municipalité locale voisine à moins que ce chemin, ce pont ou ce cours d'eau ne soit un chemin, un pont ou un cours d'eau de comté. (Arts 782, 795, 811, 855, 858, 878 et 887 combinés et amendés.)

Nevertheless, no ratepayer of a local municipality is liable for any work on any road, bridge or water-course situated within any neighboring local municipality unless such road, bridge or water-course is a county road, bridge or water-course. (Arts. 782, 795, 811, 855, 858, 878 and 887 combined and amended.)

530. Chaque fois qu'un lot ou un terrain a été divisé entre plusieurs propriétaires ou occupants, après la passation d'un règlement ou la confection d'un procès-verbal en vertu duquel ce lot ou terrain est assujetti aux travaux d'un chemin, d'un pont ou d'un cours d'eau municipal, tous les propriétaires ou occupants du lot ou terrain ainsi divisé sont tenus solidairement, sauf leur recours l'un contre l'autre en proportion de la valeur du terrain

530. Whenever any lot or piece of land has been divided between several owners or occupants, after the passing of a by-law or the drawing up of a "procès-verbal" under which such lot or piece of land is liable for work upon any municipal road, bridge or water-course, all the owners or occupants of the lot or piece of land so divided are jointly and severally liable, saving to each his recourse against the others in proportion to the value of the land

qu'ils occupent, aux travaux ordonnés par le procès-verbal ou le règlement, jusqu'à ce qu'il en soit autrement réglé par un procès-verbal ou un règlement subséquent. (Arts 781, 858 et 878 combinés et amendés.)

occupied, for the work ordered by the "procès-verbal" or by law, until otherwise ordered by a subsequent "procès-verbal" or by law. (Art. 781, 858 and 878 combined and amended.)

531. Les travaux sur toutes les routes d'une municipalité en général, ou sur une route en particulier, qui doivent être exécutés par la main-d'œuvre des personnes tenues à ces travaux, sont répartis, soit en proportion de l'étendue en superficie du terrain à raison duquel ces personnes sont obligées à ces routes, soit en proportion de sa valeur, suivant la décision du conseil de la municipalité.

531. The work on all by-roads of the municipality in general, or on any particular by-road, to be performed by the labor of the persons liable for such work, is divided either in proportion to the superficial extent of such land, by reason whereof such persons are liable for such by-road, or in proportion of the value of such land, according to the decision of the council of the municipality.

Les règlements et procès-verbaux relatifs aux travaux à faire suivant l'étendue du terrain, en vigueur le 27 mai 1882, et qui n'ont pas été révoqués depuis, continuent à être en vigueur jusqu'à ce qu'ils aient été révoqués ou amendés. (Art. 783.)

The by-laws and "procès-verbaux" regarding the work to be performed, according to the area of the land, in force on the twenty-seventh day of May 1882, and which have not since been repealed, remain in force until they are repealed or amended. (Art. 783.)

532. Quiconque est tenu de fournir des matériaux ou de faire des travaux sur des chemins, ponts ou cours d'eau municipaux ou sur des trottoirs ou autres ouvrages, est en demeure d'accomplir ces obligations à dater de l'entrée en vigueur des règlements, résolutions, procès-verbaux, ou actes de répartition prescrivant l'exécution de ces travaux ou la fourniture de ces matériaux, sans qu'aucun avis spécial ou public ne soit nécessaire, si ce n'est pour les on-

532. Every person bound to supply materials or perform work upon municipal roads, bridges, or water-courses, or upon side-walks, or other work, is in default to fulfil such obligations, from the time when the by-law, resolution, "procès-verbal" or act of apportionment, prescribing the performance of such work or the supplying of such materials, comes into force, without any special or public notice being requisite, except in the case of work to be performed

travaux à faire en commun. (Arts in common. (Arts. 789, 858 and 789, 791, 858 et 878 combinés et 878 combined and amended.)

533. Les personnes tenues aux travaux requis par les dispositions de la loi, des procès-verbaux ou des règlements sont toujours en demeure de les exécuter. (Arts. 789, 791, 858 et 878 combinés et amendés.)

533. Persons liable to perform work required by any provision of law, are always in default to perform such work. (Arts. 789, 791, 858 and 878 combined and amended.)

CHAPITRE CINQUIEME

DE L'EXECUTION ET DE LA SURVEILLANCE DES TRAVAUX SUR
LES CHEMINS, TROTTOIRS, PONTS ET COURS D'EAU

DE L'INSPECTEUR MUNICIPAL ET DES INSPECTEURS D'ARRONDIS-
SEMENTS DE VOIRIE ET DE LEURS DEVOIRS

CHAPTER FIFTH

PERFORMANCE AND SUPERINTENDENCE OF WORK ON ROADS,
SIDE WALKS, BRIDGES AND WATER COURSES

MUNICIPAL INSPECTORS AND DIVISIONAL ROAD INSPECTORS,
AND THEIR DUTIES

534. L'officier chargé de veiller à ce que les dispositions de la loi, des règlements ou des procès-verbaux concernant et régissant les chemins, trottoirs, ponts et cours d'eau municipaux tant locaux que de comté, soient observés se nomme "inspecteur municipal" ou "inspecteur d'arrondissement de voirie", selon que la corporation locale s'est prévalu du choix autorisé par les articles 178, 179, 180 et 181. (Art. 539 amendé.)

534. The officer whose duty it is to see that the provisions of law, of by-laws or of "procès-verbaux" concerning and regulating municipal roads, sidewalks, bridges or water courses, whether local or county, are carried out, is called "municipal inspector" or "divisional road inspector", according as the local corporation avails itself of the right of choice authorized by articles 178, 179, 180 and 181. (Art. 539 amended.)

535. Tout inspecteur d'arrondissement de voirie, quand un inspecteur municipal est nommé conformément à l'article 179, est soumis au contrôle et à la surveillance

535. Every divisional road inspector, when a municipal inspector has been appointed in conformity with article 179, is under the control and supervision of such

140

53

1

—

537

1.

A37

711

444

1

438

1999

said art.

municipal
on what
le of dis
eal coun
ppoint a
ring such

dischar
only be
nt. Art.

ation of
he coun
es of an
sist him
rk under

also, of
it he
ate an
the mu
perform
w)

ector is
ork of
repair
micipal
s and
an the
pality,
nd to
formed
visions
or of

super
al in-
ol 406

XXI

CIT

701

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

11

DE DES TRAVAIL, ETC

443

539. The municipal inspector, at the expense of the corporation, takes or causes to be made in the snow or ice trenches and all other works which are required to prevent floods and to facilitate the drainage of water. Art. 414 amended.

540. Every municipal inspector has jurisdiction over every person liable to perform the work under his superintendence, whatever such person's domicile may be. Art. 418 amended.

541. The municipal inspector is an officer of the county corporation in relation to county work and he has the superintendence of it. Art. 480 amended.

542. Whenever a municipal inspector is personally interested in any work or other matter within his jurisdiction and neglects or refuses to execute or supply it, which he is bound to execute or supply by reason of his interest in such work or matter, the ordinary treasurer of the local municipality wherein such inspector has jurisdiction, possesses the same rights and powers and is subject to the same obligations in relation to such inspector as the treasurer possesses and is subject to in relation to all persons interested in the same work or matter. In respect of work to be performed in common, the inspector interested is always in default to discharge the obligations attaching to such work. Art. 480a, added.

543. Lorsque les travaux doivent être faits en commun sur les chemins, ponts ou cours d'eau municipaux, l'inspecteur municipal doit faire connaître aux personnes obligées à ces travaux, par un avis spécial verbal ou par écrit, ou par un avis public de trois jours :

1. Le temps et le lieu où ces travaux doivent être exécutés ;

2. La quantité et la description des matériaux qui sont requis, et le temps et le lieu où ils doivent être fournis ;

3. La quantité de la main-d'œuvre à laquelle chacune d'elles doit contribuer ;

4. La description des outils et des instruments requis, lesquels doivent être de ceux généralement en usage chez les cultivateurs de la municipalité.

Néanmoins, si les travaux à faire en commun ne sont pas suffisants, dans l'opinion du conseil, pour justifier l'appel des contribuables intéressés, l'inspecteur municipal peut faire exécuter ces travaux et en faire payer le coût par parts égales par les contribuables intéressés à tels travaux, avec, en outre, les frais de perception, lesquels sont taxés par le conseil. (Art. 382 amendé.)

544. Si la nature de l'ouvrage l'exige, l'inspecteur municipal peut requérir chacune de ces personnes d'amener ou de faire conduire un certain nombre de chevaux ou de boeufs de travail, avec

543. Whenever any work must be performed in common upon any municipal road, bridge, or watercourse, it is the duty of the municipal inspector to notify the persons who are liable to perform such work, either by special, verbal or written notice, or by public notice, of three days :

1. Of the time and place where such work must be performed ;

2. Of the quantity and description of materials which are required, and of the time when and place where they must be provided ;

3. Of the amount of labour which each must contribute ;

4. Of the description of tools and implements required, which must be of the kind ordinarily used by farmers in the municipality.

If the work to be performed in common is, however, not sufficient, in the opinion of the council, to justify the making of a call upon the ratepayers interested, the municipal inspector may cause such work to be performed and the costs thereof to be paid in equal proportions by the ratepayers interested in such work, together with the costs of collection, which shall be taxed by the council. (Art. 382 amended.)

544. If the nature of the work requires it, the municipal inspector may call upon each of such persons to bring or to cause to be brought a certain number of horses or oxen, with proper har-

les harnais, les chariots ou les charmes convenables, si elles les possèdent.

Chaque journée de travail d'un cheval ou d'une paire de boeufs, avec harnais, chariots ou charmes, est porté au compte de celui qui les a fournis comme une journée de travail (Art. 383 amendé.)

harness, carts or ploughs, if he has them.

Every day's labour of a horse or yoke of oxen, with harness, carts or ploughs, is credited to the person who brought the same, as one day's work. (Art. 383 amended.)

545. Il est du devoir de l'inspecteur municipal :

1. De diriger et surveiller l'exécution des travaux ;

2. De fixer l'heure à laquelle le travail commence et finit, et le temps du repos et des repas, de manière que la journée soit de dix heures entières de travail sur les lieux de l'ouvrage ;

3. De congédier quiconque ne travaille pas, empêche les autres de travailler, ou refuse d'obéir à ses ordres.

Il peut remplacer immédiatement toute personne qui ne s'est pas présentée pour travailler à l'heure fixée ou qui a été congédiée, aux frais de la personne en défaut ; tels frais pouvant être recouvrés par le remplaçant ou par l'inspecteur, en la manière prescrite pour les amendes imposées par le présent code. (Art. 384 amendé.)

545. It is the duty of the municipal inspector :

1. To direct and superintend the performance of all work ;

2. To fix the hour of commencing and leaving off such labour, and the time for rest and meals, so that the day may consist of ten clear hours of labour on the spot where the work is to be done ;

3. To dismiss any person who is idle, who hinders the others from working, or who refuses to obey his orders.

He may at once replace any person who has not attended at the hour appointed for labour, or who has been dismissed, at the cost of the person so in default ; such costs may be recovered by the substitute or by the inspector in the manner prescribed for the recovery of fines imposed by this code. (Art. 384 amended.)

546. Tout inspecteur municipal encourt, outre les dommages occasionnés, une amende de deux piastres, pour chaque jour qu'il est en défaut, lorsqu'il refuse ou néglige, sans motif raisonnable :

1. De remplir quelque devoir qui lui est imposé par les dispositions du présent code ou des ré-

546. Every municipal inspector, in addition to the damages caused, a fine of two dollars for each day on which he is in default, when he refuses or neglects, without reasonable cause :

1. To perform any duty which imposed upon him by the provisions of this code, or by by-law,

gements, on qui est requis de lui en vertu des mêmes dispositions; ou

2. D'obéir, relativement à des travaux qui sont sous sa surveillance, aux ordres du conseil local ou du conseil de comté. (Art. 381 amendé.)

547. Sur résolution de la corporation locale à cet effet, l'inspecteur municipal doit se procurer et garder en bon état une herse à neige, un rouleau, une râpette garnie de fer ou d'acier, ou autres instruments, pour être employés sur les chemins municipaux.

Quiconque est tenu aux travaux des chemins municipaux peut être obligé par l'inspecteur municipal de se servir de tels instruments, comme partie des travaux qu'il doit accomplir sur son chemin.

L'usage de ces instruments peut être gratuit, et les frais encourus pour leur achat et leur entretien sont à la charge de la corporation locale. (Art. 385 amendé.)

548. Toute corporation peut, sur simple résolution et sans autre formalité:

1. Acquiescer des concasseurs de pierres, des rouleaux ou autres machines pour reconstruire, améliorer et entretenir les chemins locaux ou de comté;

2. Conclure avec les corporations rurales et les corporations de ville ou de village dont la population est moindre que quatre mille âmes, situés dans les limites du comté, des arrangements pour leur en accorder l'usage pour leurs chemins, et fixer le prix de

or which is required of him under any of such provisions; or

2. To obey the orders of the local or county council, in respect of the work under his superintendence. (Art. 381 amended.)

547. The municipal inspector must, on resolution of the local corporation to that effect, procure and keep in good order, a snow-plough, a roller, an iron or steel shod scraper or other implements to be used on the municipal roads.

Every person who is bound to perform work on municipal roads may be compelled by the municipal inspector to make use of such implements as part of the road work he is bound to perform.

The use of such implements is gratuitous, and the outlay incurred for their purchase and repair falls upon the local corporation. (Art. 385 amended.)

548. Any corporation may, on mere resolution, and without any other formality:

1. Acquire stone-crushers, rollers or other machines to construct, improve and maintain both local and county roads;

2. Make arrangements with the rural corporations and the corporations of towns or villages with a population of less than four thousand souls, situated within the boundaries of the county, for the purpose of allowing them the use thereof for their roads, and

tel usage, ou en accorder l'usage gratuit;

3. Acquérir ces machines, conjointement avec les corporations mentionnées dans le paragraphe 2 du présent article, et conclure avec elles, au sujet de ces machines, tous les arrangements nécessaires relativement à leur som. usage et réparation. (Arts. 522a et 522b combinés et amendés.)

fix the price for their use, or give them the gratuitous use thereof;

3. Acquire such machines jointly with the corporations coming within the provisions of paragraph 2 of this article, and make with them all necessary arrangements for the care, use and repair of such machines. (Arts. 522a and 522b combined and amended.)

549. L'inspecteur municipal est le gardien et le dépositaire de tous les outils, instruments et machines, et de tous matériaux appartenant à la corporation; il doit veiller à leur entretien et conservation, et en est responsable envers la corporation, sauf son recours contre toute personne en défaut.

Il n'a pas le droit de prêter à qui que ce soit aucun des outils, instruments, machines ou autres effets appartenant à la corporation, sauf tel que porté aux articles 547 et 548. (Nouveau.)

549. The municipal inspector is the custodian and depository of all tools, implements and machines, and of all materials belonging to the corporation; he is responsible to the corporation for their care and preservation, saving his recourse against any person at fault.

He has no right to loan to any person whomsoever, any of the tools, implements, machines or other effects belonging to the corporation, except as mentioned in articles 547 and 458. (New.)

550. L'inspecteur municipal doit faire enlever ou faire disparaître, sans délai ou à l'expiration du délai accordé au cas de l'article 553, les embarras et les nuisances de toute sorte qui se trouvent sur les chemins, les trottoirs, les passages d'eau, les ponts et dans les cours d'eau municipaux, situés dans les limites de sa juridiction, par les personnes qui les ont causés, ou, sur leur refus ou négligence, par toute autre personne qu'il autorise à cet effet, aux frais de la personne en défaut.

Ces frais sont recouvrés par action ordinaire, intentée par l'ins-

550. The municipal inspector must forthwith, or at the expiration of the delay granted in cases where come under the provisions of article 553, see to the removal or suppression of all obstructions and nuisances from the municipal roads, sidewalks, ferries, bridges or water-courses within his jurisdiction, by the persons who have occasioned them, or, in the event of their refusal or neglect, by any other person whom he authorizes so to do, at the cost of the person in default.

Such costs are recovered by an ordinary action instituted by the

pecteur en sa qualité officielle, et la corporation locale en répond, si la personne en défaut est sans moyen.

Si la personne qui a causé ces embarras ou nuisances n'est pas connue, ils doivent être enlevés aux frais de la corporation locale. (Art. 386 amendé.)

551. Sont réputés embarras ou nuisances:

1. Tout immondice, animal mort, ou objet placé ou laissé sur un chemin ou sur un pont municipal, ou dans un cours d'eau ou un fossé qui dépend de ces chemins ou ponts;

2. Toute tranchée ou ouverture faite dans un chemin municipal;

3. L'ancrage ou l'amarrage de tout vaisseau, embarcation ou autre objet flottant, au débarcadère des passages d'eau, de manière à gêner l'accès à la grève ou à un quai. (Art. 387.)

552. Quiconque a commis un acte dont l'effet peut être d'obstruer, d'empêcher ou d'incommoder le passage des voitures ou des piétons, sur une partie quelconque d'un chemin, d'un trottoir ou d'un pont municipal, ou d'empêcher l'écoulement des eaux provenant de ces travaux, est considéré avoir causé un embarras ou une nuisance dans le sens des articles 550 et 551. (Art. 388.)

553. Toutefois, l'inspecteur municipal peut, aux conditions qu'il juge convenables, et lorsque la chose lui paraît utile, permettre, sur les chemins, les gués, les pas-

municipal inspector in his official capacity, and the local corporation is liable therefor, if the person in default is without means.

If the person who occasioned such obstruction or nuisance is unknown, it must be removed at the expense of the local corporation. (Art. 386 amended.)

551. The following are deemed obstructions or nuisances:

1. Filth, dead animals, or other objects placed or left on any municipal road or bridge, or in any water-course or ditch connected with such road or bridge;

2. Any trench or opening made in any municipal road;

3. The anchoring or mooring of any vessel, boat or other floating object, at the landing place of any ferry, so as to impede free access to the beach or to a wharf. (Art. 387.)

552. Whoever has committed any act which may have the effect of obstructing, impeding or rendering inconvenient the free passage of vehicles or foot-passengers over any part of a municipal road, sidewalk or bridge, or of impeding the flow of water in connection therewith, is deemed to have occasioned an obstruction or nuisance within the meaning of articles 550 and 551. (Art. 388.)

553. Nevertheless, the municipal inspector may, upon such conditions as he deems advisable, and whenever it appears expedient to him, permit upon any road,

sages d'eau, les trottoirs, les ponts ou les cours d'eau qui se trouvent sous la direction de la corporation, l'exécution de certains ouvrages dont l'effet pourrait être d'obstruer, d'empêcher ou d'incommoder le passage sur ces chemins, gués, passages d'eau, trottoirs, ponts ou cours d'eau. (Arts 389 et 476 combinés et amendés.)

ford, ferry, sidewalk, bridge or water-course, which is under the control of the corporation, the performance of any work which may have the effect of obstructing, impeding or rendering inconvenient the passing over such road, ford, ferry, sidewalk, bridge or water-course (Arts. 389 and 476 combined and amended.)

554. Chaque fois qu'un ouvrage ainsi autorisé est exécuté de la manière mentionnée l'article 553, les cavités et autres endroits dangereux doivent y être indiqués, pendant le jour et la nuit, de manière à prévenir tout accident, sous peine d'une amende n'excedant pas vingt piastres pour chaque jour que dure la contravention au présent article, outre les dommages sont arts. (Art. 390 amendé.)

554. Whenever any such duly authorized work is in course of performance, as mentioned in article 553, excavations and other dangerous places must be indicated, both by day and night, in such a manner as to prevent accident, under penalty of a fine of not more than twenty dollars for each day during which the provisions of this article are contravened, in addition to the damages occasioned thereby. (Art. 390 amended.)

555. Quiconque cause un embarras ou une nuisance sur les chemins, les gués, les trottoirs, les passages d'eau, les ponts et les cours d'eau municipaux ou en rend l'usage incommode ou dangereux, encourt, pour chaque infraction, en sus des dommages occasionnés, une amende de pas moins de deux ni de plus de dix piastres. (Art. 391 amendé.)

555. Whoever causes any obstruction or nuisance on any municipal road, ford, sidewalk, ferry, bridge or water-course, or renders the use thereof difficult or dangerous, incurs for each offence over and above the damages occasioned thereby, a fine of not less than two nor more than ten dollars. ((Art. 391 amended.)

556. L'inspecteur municipal doit faire rapport sans délai à la corporation des empiétements faits sur les chemins, les trottoirs, les ponts, les cours d'eau et les autres ouvrages publics qui sont sous sa surveillance. (Art. 392 amendé.)

556. The municipal inspector must, without delay, report to the corporation respecting any encroachment on any road, sidewalk, bridge, water-course or other public work under his superintendence. (Art. 392 amended.)

557. Tout inspecteur municipal et toute personne qui l'accompagne, ou qui est autorisée par lui par écrit peuvent entrer, de jour, sans avis préalable, sur un terrain quelconque occupé ou non, clos ou non, pour y faire un relevé relatif à un chemin, un pont ou un cours d'eau, ou sur toute terre non occupée pour y faire des recherches de bois, de pierre ou d'autres matériaux nécessaires aux travaux publics, en payant la valeur des dommages qu'ils auraient causés. (Art. 393 amendé.)

558. Tout inspecteur municipal chargé de surveiller ou de diriger l'exécution des travaux sur un chemin, un pont, un cours d'eau ou tout autre ouvrage public, peut, par lui-même ou par d'autres personnes, de jour, et sans avis préalable, pénétrer jusqu'à une distance d'un arpent de l'ouvrage public, sur toute terre non cultivée, et y prendre tous les matériaux nécessaires à ces travaux, excepté les arbres fruitiers, les érables, les plaines et tout autre arbre conservé pour l'embellissement. (Art. 394 amendé.)

559. L'inspecteur municipal, aussitôt qu'il le peut doit déclarer sous serment à quelle somme se montent, dans son opinion, les dommages causés par l'enlèvement de ces matériaux.

Si le montant des dommages excède vingt piastres, ils doivent être évalués par les arbitres, selon les règles prescrites aux articles 787 et suivants du présent co-

557. Every municipal inspector, and every person who accompanies him, or who is authorized by him in writing, may in the day-time, without previous notice, enter upon any land whatever, whether occupied or unoccupied, enclosed or unenclosed, for the purpose of making a survey for any road, bridge or water-course, or upon any unoccupied land, for the purpose of searching for timber, stone or materials necessary to carry on any public work, by making compensation for actual damage done. (Art. 393 amended.)

558. Every municipal inspector entrusted with the superintendence or direction of labour on any road, bridge, water-course, or other public work, may, either in person or by others acting under his direction, and without previous notice, enter, in the day-time, to the distance of one arpent from such public work, upon any uncultivated land, and may take therefrom any materials requisite for such work, except fruit-trees, maples, and any other trees preserved for ornament. (Art. 394 amended.)

559. The municipal inspector must, as soon as possible, declare on oath what he believes to be the value of the damage occasioned by the taking of such materials.

If the amount of damage exceeds twenty dollars, it must be assessed by arbitrators, according to the rules laid down in article 787 and following of this code,

de, concernant l'expropriation pour les fins municipales. (Art. 395 amendé.)

560. Le montant des dommages est payé par l'inspecteur municipal à la personne qui a souffert les dommages, déduction faite de toutes taxes municipales, amendes et frais dus par elle à la corporation ou à ses officiers sur les deniers mis entre ses mains pour le coût des travaux. A défaut de tels deniers, le montant des dommages est payé par la corporation, sauf son recours contre les personnes tenues à ces travaux. (Art. 396 amendé.)

561. L'inspecteur municipal peut, sans être autorisé par le conseil, exécuter lui-même ou faire exécuter les travaux requis sur tous chemins, ponts, cours d'eau ou trottoirs municipaux situés dans les limites de sa juridiction, et qui n'ont pas été accomplis de la manière ou dans le temps prescrits par les personnes obligées à ces travaux.

Il peut également fournir, acheter ou faire fournir les matériaux qui devaient être fournis ou achetés pour ces travaux publics, et qui ne l'ont pas été, de la manière ou dans le temps prescrits.

Néanmoins le coût des travaux exécutés et des matériaux fournis ou achetés en vertu du présent article ne peut excéder cinq piastres chaque année, pour chaque terrain assujéti à tels ouvrages, à moins que l'inspecteur n'ait

respecting expropriation for municipal purposes. (Art. 395 amended.)

560. The amount of damage is paid by such municipal inspector out of the moneys placed in his hands for defraying the cost of such works, to the person who has suffered the damage, all municipal taxes, fines or costs due by such person to the corporation or its officers being previously deducted therefrom. In default of such moneys it is payable by the corporation, saving its recourse against the persons bound to perform such work. (Art. 396 amended.)

561. The municipal inspector may, without being authorized by the council, perform or have performed the work required on any municipal road, bridge, water-course or sidewalk within his jurisdiction, which has not been performed in the manner or at the time prescribed, by the persons bound to perform such work.

He may also furnish, purchase or cause to be furnished the materials which should have been furnished or purchased for such public work, and which have not been so furnished or purchased in the manner or at the time prescribed.

Nevertheless, the cost of the work performed and the materials furnished or purchased under this article, must not exceed five dollars each year for each piece of land liable for such work, unless the inspector has previously

préalablement signifié aux personnes tenues à ces ouvrages municipaux un avis spécial verbal ou par écrit leur enjoignant d'exécuter ces travaux ou de fournir les matériaux requis dans un délai de quatre jours et ce, sans préjudice des amendes ni des dommages encourus par ces personnes par le défaut d'exécuter ces travaux ou de fournir ces matériaux de la manière et dans le temps prescrits par les procès-verbaux, les règlements ou la loi.

Dans tous les cas, l'inspecteur municipal qui a fait ou fait faire des travaux ou fourni ou acheté ou fait fournir des matériaux en vertu du présent article doit en informer au plus tôt les personnes en défaut, par un avis spécial, et leur faire connaître dans le même avis le montant dû pour tels travaux ou matériaux. (Art. 397 amendé.)

562. La valeur de ces travaux ou matériaux, avec vingt par cent en sus de cette valeur, peut être recouvrée avec dépens de quiconque est tenu d'exécuter ces travaux ou de fournir ces matériaux, par l'inspecteur municipal, en sa qualité officielle, au moyen d'une action ordinaire. La corporation en est responsable si la personne en défaut ne peut les payer. (Art. 398 amendé.)

563. Si l'inspecteur municipal ne se conforme pas à l'article 561, quand des travaux ou des matériaux requis sur des travaux municipaux n'ont pas été faits, ou fournis de la manière ou dans le

served on the persons liable for such municipal work, a special notice, either verbal or written, enjoining them to perform such or to furnish the materials required within a delay of four days, the whole without prejudice to penalties or damages incurred by such persons, by reason of their default to perform such work or to furnish such materials in the manner and within the delay prescribed by the "procès-verbaux", by the by-laws or by law.

In every case, the municipal inspector who has performed work, or had the same performed, or furnished or purchased materials, or had the same furnished, under this article, must, as soon as possible, inform the persons in default by a special notice, containing a statement of the amount due for such work or materials. (Art. 397 amended.)

562. The value of such work or materials, with twenty per cent in addition thereto, may be recovered by the municipal inspector in his official capacity, together with costs against any person bound to perform such work or furnish such material, by means of an ordinary action. The corporation is responsible therefor if the person in default is unable to pay them. (Art. 398 amended.)

563. If the municipal inspector does not comply with the provisions of article 561, when the labour or materials required on any municipal work have not been performed or furnished in the

temps prescrits, il doit en faire rapport au conseil. (Art. 399 amendé.)

564. Le conseil, sur ce rapport, autorise l'inspecteur municipal à faire exécuter ces travaux ou fournir ou acheter les matériaux requis, par une personne de son choix ou de celui de l'inspecteur, aux frais de la corporation. (Art. 400 amendé.)

565. Le coût de ces travaux ou matériaux est payé sur l'ordre de l'inspecteur municipal, par le secrétaire-trésorier de la corporation et est recouvré des personnes en défaut par la corporation, avec vingt pour cent en sus, et les dépens, par action ordinaire. (Art. 401 amendé.)

566. Le montant fixé par tout jugement rendu en faveur de l'inspecteur municipal ou de la corporation sur poursuite en recouvrement de la valeur des travaux exécutés ou des matériaux fournis ou achetés par l'un ou par l'autre et des vingt pour cent en sus, avec intérêt et frais, est assimilé aux taxes municipales. (Art. 402 amendé.)

567. L'inspecteur municipal doit, lorsqu'il y a urgence, faire hausser, arrondir, ou recouvrir en sable, en gravier ou toute autre substance jugée convenable, tout chemin ou partie de chemin sous la direction de la corporation.

manner and at the time prescribed, he must report hereon to the council. (Art. 399 amended.)

564. The council, on such report, authorizes the municipal inspector or to have the work done or the required materials furnished or purchased at the cost of the corporation, by some person selected either by it or by the inspector. (Art. 400 amended.)

565. The cost of such work or materials is paid, on the order of the municipal inspector, by the secretary-treasurer of the corporation, and is recovered by the corporation from the persons in default, with twenty per cent over and above the amount thereof, and costs, by ordinary action. (Art. 401 amended.)

566. The amount of any judgment rendered in favor of the municipal inspector or of the corporation, on any action brought to recover the value of the work performed or the materials furnished or purchased by either the municipal inspector or the corporation, and the twenty per cent in addition thereto, together with interest and costs, are assimilated to municipal taxes. (Art. 402 amended.)

567. In case of urgency the municipal inspector must have every road or piece of road under the control of the corporation raised, rounded, or covered with sand, gravel or other substance deemed suitable.

Les frais de ces travaux sont payés par la corporation dans tous les cas, mais elle doit s'en faire rembourser des personnes tenues aux travaux de tel chemin, si l'entretien de ce chemin n'est pas à la charge et aux frais de la corporation. Art. 535n amendé.

The cost of such work is, in every case, paid by the corporation, but it must recover the same from the persons liable for work on such roads, if the maintenance thereof is not at the charge and expense of the corporation. Art. 535n amended.

568. L'inspecteur municipal doit, quand il le croit nécessaire, et chaque fois qu'il en est requis par le conseil ou par le maire :

568. The municipal inspector must, whenever he deems it necessary, or whenever he is called upon so to do by the council or the mayor :

1. Parcourir et inspecter les passages d'eau, les chemins, les trottoirs, les cours d'eau et les ponts municipaux situés dans sa juridiction.

1. Visit and inspect municipal ferries, roads, sidewalks, water courses and bridges situated within his jurisdiction.

2. Noter l'état dans lequel se trouvent ces passages d'eau, chemins, trottoirs, cours d'eau et ponts, et les ouvrages qui en font partie :

2. Take note of the condition of such ferries, roads, sidewalks, water courses and bridges, and the work in connection therewith.

3. Noter les personnes qui ont négligé d'y remplir leurs obligations et les poursuivre au nom de la corporation :

3. Take note of the persons who have neglected to fulfill their obligations, and prosecute them in the name of the corporation.

4. Faire à la corporation, deux fois par année, du premier au quinze des mois de juin et d'octobre, un rapport écrit contenant la substance des notes qu'il a prises et des renseignements qu'il a obtenus sur tout ouvrage public sous sa surveillance, et mentionnant en outre les arriérés des travaux qui n'ont pas été exécutés, ou des matériaux qui n'ont pas été fournis, la valeur en deniers de ces travaux ou matériaux et les arriérés et les frais qui n'ont pas été payés, indiquant les arriérés en raison desquels ils

4. Report in writing to the corporation, twice a year, between the first and the fifteenth days of the months of June and October, the substance of the notes he has taken and the information he has obtained upon every public work under his superintendence, and he must further state the arrears of labor not performed or of materials not furnished, the value in money of such labour or materials, and the fines and costs remaining unpaid, specifying the lots in connection with which the same are due, and the owners or

contiens de los propietarios, in- occupants de ces terrains s'ils sont connus. Art. 404 amendé.

569. Il est du devoir de l'inspecteur municipal de surveiller et de faire payer chaque année au conseil lorsque les chemins, ponts, canaux ou autres travaux sont mis à la charge d'une ville ou de la corporation.

a. Il doit dresser un rapport annuel détaillé, lequel sera soumis au conseil, et dans lequel il doit indiquer le nombre d'hommes et de chevaux employés et la nature des travaux, les matériaux employés, le coût de ces travaux, et les autres dépenses.

b. Le rapport doit être soumis au conseil municipal, et le conseil doit en faire un rapport au conseil municipal, et le conseil doit en faire un rapport au conseil municipal, et le conseil doit en faire un rapport au conseil municipal.

570. Il est du devoir de l'inspecteur municipal de surveiller et de faire payer chaque année au conseil lorsque les chemins, ponts, canaux ou autres travaux sont mis à la charge d'une ville ou de la corporation.

571. Lorsque, par suite d'un accident, un pont, un chemin, un canal ou autres travaux sont mis à la charge d'une ville ou de la corporation, l'inspecteur municipal doit en faire un rapport au conseil municipal, et le conseil doit en faire un rapport au conseil municipal, et le conseil doit en faire un rapport au conseil municipal.

569. The municipal inspector must, when the roads, bridges, water courses or other works are at the charge and expense of the corporation, lay before the council, in the month of January in each year.

a. A detailed list accompanied by vouchers of all work which has been performed during the year, the cost thereof, the number of men and horses employed, their wages, and the materials purchased.

b. An estimate of the amounts which he will require to meet the expenses of the coming year upon roads, bridges, water courses, or other works. Now.

570. The municipal inspector must lay before the council, in the month of January in each year, a detailed inventory in duplicate of all articles, tools, implements and materials in his charge, and of what he is indebted to.

571. Whenever, by accident or otherwise, a bridge, road, canal or other works are at the charge and expense of the corporation, the municipal inspector must lay before the council, in the month of January in each year, a detailed inventory in duplicate of all articles, tools, implements and materials in his charge, and of what he is indebted to.

faire au point de passage de la route, sans que les dépenses de la corporation soient...

La loi sur les travaux publics, en ce qui concerne la corporation, est applicable aux travaux de la corporation, et les dépenses de la corporation sont assimilées aux dépenses de la corporation, et les dépenses de la corporation sont assimilées aux dépenses de la corporation. Art. 405.

673. Quand la corporation a été divisée en divisions, le conseil municipal ou la corporation a le droit d'appointer un inspecteur pour chaque division, et le conseil municipal ou la corporation a le droit d'appointer un inspecteur pour chaque division, et le conseil municipal ou la corporation a le droit d'appointer un inspecteur pour chaque division. New.

673. Every person in default under article 533 to perform, on any municipal road, bridge, water course or sidewalk, any work prescribed by any provision of law or of the "procès-verbaux" or by-laws governing such work, is responsible for all damages resulting from the non performance of such work, in favor of the parties interested or of the corporation or of any municipal officer when such damages have been exacted from them and is further liable to a fine of not less than one nor more than four dollars for each

agency, reconstruct or repair the same or make a temporary bridge or crossing, at the expense of the local corporation.

Such work is done by day labor and its costs is recoverable by the local corporation, by means of an ordinary action, from the persons or corporations who are liable therefor under the law, by-laws or "procès-verbaux", and the amount of the judgment, with interest and costs is assimilated to municipal taxes. (Art. 405 amended.)

673. When the municipality is divided into road divisions, the municipal inspector may, if the corporation has not appointed a road inspector for each division, appoint a competent foreman or superintendent of works for each division. The salary of such foreman or superintendents of works is fixed and paid by the corporation. New.

673. Every person in default under article 533 to perform, on any municipal road, bridge, water course or sidewalk, any work prescribed by any provision of law or of the "procès-verbaux" or by-laws governing such work, is responsible for all damages resulting from the non performance of such work, in favor of the parties interested or of the corporation or of any municipal officer when such damages have been exacted from them and is further liable to a fine of not less than one nor more than four dollars for each

repair the
ary bird
pense of

day lab
coverable
y means
from the
who are
law, hy-
ax", and
ent, with
simulated
Art. 405

capacity is
ons, the
if the
outed a
division.
eman or
for each
ch fore
if work-
corpora

default
form, on
e, water
work pre
of law
" or hy-
k, is res
resulting
e of such
arties in
ation or
er when
exacted
er liable
one nor
for each

FORM	YES
1. The character of the work is such that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
2. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
3. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
4. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
5. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
6. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
7. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
8. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
9. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
10. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
11. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
12. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
13. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
14. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
15. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
16. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
17. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
18. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
19. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
20. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
21. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
22. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
23. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
24. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
25. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
26. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
27. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
28. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
29. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
30. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
31. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
32. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
33. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
34. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
35. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
36. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
37. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
38. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
39. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
40. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
41. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
42. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
43. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
44. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
45. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
46. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
47. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
48. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
49. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
50. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
51. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
52. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
53. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
54. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
55. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
56. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
57. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
58. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
59. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
60. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
61. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
62. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
63. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
64. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
65. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
66. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
67. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
68. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
69. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
70. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
71. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
72. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
73. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
74. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
75. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
76. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
77. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
78. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
79. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
80. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
81. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
82. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
83. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
84. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
85. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
86. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
87. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
88. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
89. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
90. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
91. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
92. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
93. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
94. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
95. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
96. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
97. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
98. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
99. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes
100. The work is of such a nature that it is necessary to employ a large number of men.	Yes

ARTICLE 11. REGLEMENTS, ETC.

It is that he refuses or neglects to
perform such work. Arts. 791,
792 and 793 contained and amended
and

SIXIEME

ARTICLE 12. REGLEMENTS ET ORDRES
DE TRAVAIL ET D'ENTRETIEN

SIXTH

THE BY LAWS AND ORDERS FOR
WORK AND WATER COURSES

574. Whenever any corporation
ordered by resolution upon the
pending closing construction or
improvement alteration divergence
maintenance of a road bridge
water course which is or should
be under its control or whenever
petition of one or more persons,
located in any such work is
referred to its council placing
the work to be performed on
a road bridge or water course
settled and determined the
council must without delay

1. Summon the ratepayers in-
volved in the projected work to
a public meeting by public notice
and after hearing them it is
opinion that such work should
be performed as by law is made
law to settle determine
proportion if need be the
sums on such road bridge or wa-
ter course

Appoint a special superintendent
to supervise the work it shall be to
the place mentioned in the
law resolution or petition to

faire rapport, ou de dresser un procès-verbal, s'il y a lieu, dans les trente jours de sa nomination, ou dans le délai fixé par le conseil.

Si le travail à faire est un ouvrage relevant de la juridiction de deux ou de plusieurs comtés, le surintendant spécial est nommé par le conseil du comté où l'initiative a été prise. (Arts 794, 855, 855a et 884 combinés et amendés.)

575. Si les travaux doivent être exécutés aux frais de la corporation locale, il n'est pas obligatoire de faire un procès-verbal pour les travaux qui sont à la charge et aux frais de cette corporation; tels travaux sont alors réglés et déterminés par la corporation qui les ordonne. (Art. 529 amendé.)

576. Le surintendant spécial, ayant prêté serment d'office, doit convoquer, tenir et présider une assemblée publique des contribuables intéressés dans l'ouvrage projeté, au jour, à l'heure et au lieu qu'il a fixés, et dont il a donné avis public.

Tout contribuable intéressé et présent à cette assemblée a droit d'être entendu.

Le surintendant spécial peut, en tout temps après l'assemblée publique des contribuables intéressés dans l'ouvrage projeté, aller au domicile desdits contribuables, requérir d'eux tous les renseignements dont il croit avoir besoin, et notamment la valeur ré-

port thereon to the council or to draw up a "procès-verbal", if necessary, within thirty days of his appointment, or within a delay fixed by the council.

If the work to be performed comes within the jurisdiction of two or more counties, the special superintendent is appointed by the council of the county in which the initiative is taken. (Arts. 794, 855, 855a, and 884 combined and amended.)

575. If the work is to be performed entirely at the expense of a local corporation, the making of a "procès-verbal" for the work at the charge and expense of such corporation is not obligatory, but such work shall be regulated and determined by the corporation ordering the same. (Art. 529 amended.)

576. The special superintendent, after having taken the oath of office, must call, hold and preside over a public meeting of the ratepayers interested in the proposed work, on the day and at the hour and place which he has fixed, and whereof he has given public notice.

Every ratepayer interested and present at such meeting is entitled to be heard.

The special superintendent may, at any time after the public meeting of the ratepayers interested in the proposed work, go to the domiciles of the said ratepayers and obtain from them all the information he may deem necessary, and especially the real value.

elle, l'étendue et le numéro officiel du terrain à raison duquel chaque contribuable est assujéti à l'ouvrage projeté. (Art. 796 amendé.)

577. Si le surintendant spécial considère que l'ouvrage en question ne devrait pas être fait, il donne dans son rapport les motifs de son opinion. Si, au contraire, il est d'avis que cet ouvrage doit être exécuté, il dresse un procès-verbal. (Art. 797 amendé.)

578. La corporation, après l'expiration du délai pendant lequel un rapport doit être fait, au cas où il n'en a pas été fait, ou après avoir reçu le rapport du surintendant spécial, au cas où ce dernier conclut à ce que l'ouvrage ne soit pas fait, peut donner à cet officier de nouvelles instructions avec ordre de préparer un procès-verbal d'après les dispositions du présent chapitre dans un délai déterminé, ou bien nommer un autre surintendant spécial en remplacement du premier. (Art. 798 amendé.)

579. Tout procès-verbal doit indiquer:

1. La situation et la désignation ou le devis de l'ouvrage auquel il se rapporte;

2. Les travaux à faire et les délais dans lesquels ils doivent être faits.

3. Les biens-fonds imposables des propriétaires ou occupants tenus de faire les travaux ou de contribuer à leur confection;

the extent and official number of the lot by reason whereof each ratepayer is liable for the proposed work. (Art. 796 amended.)

577. If the special superintendent is of opinion that the work in question should not be performed, he sets forth in his report the reasons for such opinion. If, on the contrary, he is of opinion that such work should be performed, he draws up a "procès-verbal". (Art. 797 amended.)

578. The corporation, after the expiration of the delay within which such report should be made, in the event of its not having been made, or after having received the report of the special superintendent whenever the latter is of opinion that the work should not be performed, may either give such officer fresh instructions and order him to draw up, within a fixed delay a "procès-verbal" in accordance with the provisions of this chapter, or appoint another special superintendent in his stead. (Art. 798 amended.)

579. Every "procès-verbal" must indicate:

1. The situation and description or the specification of the work to which it relates;

2. The work to be performed and the delay within which it must be performed;

3. The taxable immoveable property of the owners or occupants bound to perform work or to contribute to its performance;

4. La partie de l'ouvrage qui doit être faite par chaque contribuable, si la nature des travaux le permet, dans les cas où l'ouvrage doit être fait par les contribuables eux-mêmes.

S'il s'agit d'un procès-verbal pour un cours d'eau, il doit aussi indiquer l'étendue en superficie de chaque terrain égoutté, en tout ou en partie, par tel cours d'eau. (Arts. 799, 855 et 887 combinés et amendés.)

580. S'il s'agit d'un chemin de front et que tous les travaux de ce chemin soient mis à la charge des propriétaires ou occupants des lots ayant front sur tel chemin, l'indication de ces lots au procès-verbal n'est pas requise. (Art. 800.)

581. S'il s'agit d'un chemin de front et que, à raison de certaines circonstances, les travaux à faire sur ce chemin par un propriétaire ou un occupant excèdent de plus de la moitié la moyenne des travaux à faire sur le chemin des propriétaires de terrains de la même valeur, ce propriétaire ou occupant peut être exempté, dans le procès-verbal, d'une partie des travaux ou des frais de ce chemin; laquelle partie de chemin désignée au procès-verbal est considérée comme une route. Tel chemin de front ne doit pas dépasser en longueur le double de la largeur du terrain dont il est le chemin de front. L'excédent est considéré et entretenu comme route, et le procès-verbal ou le règlement ne peut,

4. The proportion of labour to be performed by each ratepayer if the nature of the work admits of it, whenever the work is to be done by the ratepayers themselves.

In the case of a "procès-verbal" for a water-course, it must also indicate the superficial extent of each piece of land drained, in whole or in part, by such water-course. (Arts. 799, 855 and 887 combined and amended.)

580. In the case of a front road, if all the work upon such road is imposed upon the owners or occupants of the lots fronting on such road, it is not necessary to indicate such lots in the "procès-verbal". (Art. 800.)

581. In the case of a front road, if owing to peculiar circumstances, the work to be done upon such road by any owner or occupant exceeds by more than one half the average of the work to be done upon the same road by owners of lands of equal value, such owner or occupant may be, in and by the "procès-verbal", exempted from a part of the work upon or the cost of such road; and such part of the road described in the "procès-verbal" is considered as a by-road. Such front road must not exceed in length twice the width of the lot whereof it is the front road. The excess is considered and kept in repair as a by-road, and the "procès-verbal" or by-law must not, in any case, derogate

en aucun cas, déroger aux dispositions de l'article 607 du présent code. (Art. 801 amendé.)

from the provisions of article 607 of this code. (Art. 801 amended.)

582. Il peut être ordonné, en outre, par tout procès verbal :

582. It may be further ordered by any "procès-verbal" :

1. Que tout pont ou autre ouvrage faisant partie des travaux d'un chemin ou d'un cours d'eau soit fait en pierre, en brique ou autres matériaux, d'après des dimensions données, et suivant des plans et devis annexés au procès-verbal, et susceptibles d'être modifiés par le conseil ou par le bureau des délégués qu'il appartient.

1. That any bridge or other construction forming part of the work upon a road or water-course be constructed of stone, brick or other material of certain dimensions and according to plans and specifications annexed to the "procès-verbal", and which may be amended by the proper council or board of delegates;

2. Que des clôtures ou garde-fous soient placés sur les bords de tout chemin, aux endroits où il traverse ou longe des précipices, ravins ou autres places dangereuses;

2. That fences or hand-rails be placed at the side of any road where it passes near or borders upon any precipice, ravine, or other dangerous place;

3. Que toute partie d'un chemin qui traverse des marais ou savanes soit construite, en tout ou en partie, avec des fascines ou des pièces de bois équarrées, suivant un mode de construction déterminé;

3. That any piece of road, through a swamp or marshy ground, be made in whole or in part with fascines or pieces of square timber, according to the mode of construction decided upon;

4. Que tout chemin soit ou ne soit pas plus élevé au milieu qu'aux bords;

4. That any road be or be not raised in the middle;

5. Que des matériaux d'une espèce quelconque soient ou ne soient pas employés pour construire ou entretenir le chemin, le pont ou le cours d'eau;

5. That any specified kind of materials be or be not used in making or repairing such road, bridge or water-course;

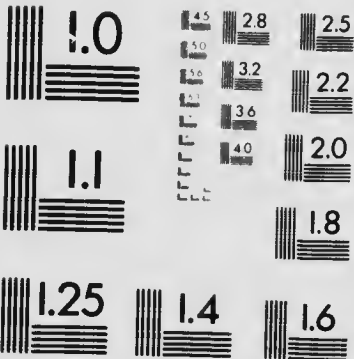
6. Que, si le chemin traverse des terrains en bois debout, les arbres de chaque côté du chemin soient abattus par le propriétaire ou l'occupant du terrain ou par les personnes tenues aux travaux du chemin, jusqu'à la distance de vingt pieds de chaque clôture,

6. That, if a road runs through standing timber the trees on each side of the road be felled by the owner or occupant of such land or by persons bound to perform the road work, for the space of twenty feet from each fence, unless such trees are fruit trees, or



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482-0300 - Phone
(716) 288-5989 - Fax

à moins que ces arbres ne soient des arbres fruitiers, ou des érables ou des plaines faisant partie d'une érablière, ou ne soient conservés pour l'embellissement d'une propriété;

7. Que les travaux soient exécutables à compter de l'entrée en vigueur du procès-verbal, sans qu'il soit nécessaire de faire un acte de répartition au cas où il n'en est pas besoin;

8. Que les travaux de construction ou d'entretien ne soient pas exécutés par les contribuables eux-mêmes, mais soient faits à l'entreprise à leurs frais, et à cette fin soient adjugés publiquement, et dans chaque cas, conformément aux articles 624 et suivants, ou soient faits à la journée sous la direction de l'officier ayant la surveillance des travaux. (Art. 802 amendé.)

583. S'il s'agit d'un pont qui doit être construit, en tout ou en partie, avec les deniers de la province, il n'est pas nécessaire que le procès-verbal ou le règlement contienne un plan, un devis ou une désignation de l'ouvrage, mais il suffit d'énoncer, au procès-verbal ou au règlement, que le pont sera construit suivant le plan, le devis, les règlements ou la direction du gouvernement, ou du département octroyant les deniers, ou des officiers autorisés de ce département. (Art. 855 amendé.)

584. Tout procès-verbal peut, de plus, régler le mode général de construction ou d'entretien du

maple trees forming part of a maple grove, or are reserved for ornament to a property;

7. That the work may be done from the date of the coming into force of such "procès-verbal", without it being necessary to draw up a deed of apportionment.

8. That the work of building or repairing be not performed by the ratepayers themselves, but be done by contract at their expense, and that for such purpose it be awarded publicly or be done by day labour under the direction of the officer who has the superintendence of the work, and, in each case, in conformity with articles 624 and following. (Art. 802 amended.)

583. In the case of a bridge to be built, in whole or in part, with the moneys of the province, the "procès-verbal" or the by-law need not contain a plan, or specifications, or a description of the work; but it shall be sufficient to state, in the "procès-verbal" or by-law that the bridge will be built according to the plans, specifications, regulations or direction of the Government or of the department granting the funds, or of the officers of such department. (Art. 855 amended.)

584. Every "procès-verbal" may, in addition, determine the general mode of construction or

chemin, du pont ou du cours d'eau et des travaux qui s'y rapportent. (Art. 803 amendé.)

585. Le surintendant spécial doit déposer le procès-verbal ou le rapport dressé par lui, au bureau de la corporation qui l'a nommé, dans le délai fixé par l'article 574 ou par le conseil au cas de l'article 578. ((Art. 804 amendé.)

586. S'il apparaît au secrétaire-trésorier au bureau duquel le procès-verbal ou le rapport a été déposé, que l'ouvrage à faire est un ouvrage de la juridiction d'une autre corporation, il doit transmettre, sans délai, le procès-verbal et toute la procédure qui s'y rapporte, au bureau de la corporation qu'il appartient, pour examen et homologation par le conseil de cette dernière ou par le bureau des délégués, selon le cas.

Si l'ouvrage en question tombe sous la juridiction de plus d'une corporation de comté, le procès-verbal et la procédure doivent être transmis au bureau de la corporation du comté où l'initiative de l'ouvrage a été prise, pour être ensuite soumis au bureau des délégués. (Art. 805 amendé.)

587. Le conseil ou le bureau des délégués qu'il appartient peut, en tout temps après le dépôt du procès-verbal fait au bureau de la corporation en vertu de l'un ou de l'autre des articles

repairing the road, bridge or water-course, and works connected therewith. (Art. 803 amended.)

585. The special superintendent must deposit the "procès-verbal" or the report drawn up by him, in the office of the corporation by which he was appointed, within the delay fixed by article 574 or fixed by the council in the case of article 578. (Art. 804 amended.)

586. If it appears to the secretary-treasurer at whose office such "procès-verbal" or report has been deposited, that the work to be performed is work falling within the jurisdiction of another corporation, he must, without delay, transmit the "procès-verbal" and all the proceedings connected therewith, to the office of the corporation to which they belong, for examination and homologation by its council, or by the board of delegates, as the case may be.

If the work in question comes under the jurisdiction of more than one county corporation, the "procès-verbal" and proceedings connected therewith must be transmitted to the office of the corporation of the county in which the work was originally proposed, to be afterwards submitted to the board of delegates. (Art. 805 amended.)

587. The council or board of delegates concerned, at any time after the "procès-verbal" has been deposited at the office of the corporation under article 585 or 586, may homologate such

585 ou 586. homologuer ce procès-verbal avec ou sans amendements, ou le rejeter, pourvu qu'un avis public ait été donné aux intéressés par le secrétaire-trésorier de telle corporation ou le secrétaire du bureau des délégués, tel avis devant indiquer le lieu et le temps auxquels doit commencer l'examen du procès-verbal.

Tout intéressé a droit d'être entendu par le conseil ou par le bureau des délégués, lors de la prise en considération du procès-verbal. (Art. 806 amendé.)

588. Le conseil ou le bureau des délégués, dans toute décision sur le mérite d'un procès-verbal, peut taxer les frais de la procédure, et les faire payer par les intéressés, la corporation ou par toute autre personne qu'il juge convenable.

A défaut d'une décision du conseil ou du bureau des délégués, les frais encourus peuvent être recouvrés de la corporation sous la direction de laquelle le surintendant special a agi, sauf son recours contre les requérants qui ont demandé le procès-verbal.

Ces frais sont recouvrables par action ordinaire. (Art. 807 amendé.)

589. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de la corporation ou du secrétaire du bureau des délégués, de donner sans délai un avis public de l'homologation de tout procès-verbal fait en vertu

"procès-verbal", with or without amendments, or reject the same; provided that public notice has been given by the secretary-treasurer of such corporation or by the secretary of the board of delegates, to the parties interested, of the time and place at which the consideration of such "procès-verbal" is to commence.

Every person interested is entitled to be heard by the council or by the board of delegates, at the time appointed for the consideration of such "procès-verbal". (Art. 806 amend d.)

588. The council or the board of delegates, in any decision on the merits of a "procès-verbal", may tax the costs of the proceedings, and cause them to be paid by the parties interested, by the corporation or by any other person, in its discretion.

In the absence of a decision by the council or by the board of delegates, the costs incurred may be recovered from the corporation under whose direction the special superintendent acted, saving its recourse against the petitioners who applied for the "procès-verbal".

Such costs may be recovered by an ordinary action. (Art. 807 amended.)

589. The secretary-treasurer of the corporation, or the secretary of the board of delegates, is bound, without delay, to give public notice of the homologation of any "procès-verbal" made under the

des dispositions du présent chapitre. (Art. 808 amendé.)

provisions of this chapter. (Art. 808 amended.)

590. Tout procès-verbal entre en vigueur à l'expiration des quinze jours qui suivent l'avis public donné en vertu de l'article 589; mais il cesse d'être en vigueur si les travaux y ordonnés ne sont pas exécutés dans les cinq années qui suivent son entrée en vigueur. (Art. 809 amendé.)

590. Every "procès-verbal" comes into force at the expiration of fifteen days after the public notice given under article 589; but it shall cease to be in force if the work thereby ordered is not performed within five years from its coming into force. (Art. 809 amended.)

591. Si les travaux ordonnés par un procès-verbal ou un règlement en vigueur se démolissent, menacent ruine, ou tombent de vétusté, ils peuvent être réparés ou reconstruits en vertu de ce procès-verbal ou règlement, en observant les formalités qui y sont prescrites, ou avec les modifications faites par le conseil, s'il a modifié ce procès-verbal ou ce règlement.

591. If any work ordered to be performed by a "procès-verbal" or by a by-law in force is falling to pieces or becoming ruinous, or is likely to fall from decay, it may be repaired or rebuilt under such "procès-verbal" or by-law by observing the formalities prescribed therein, or with the amendments made by the council, if such "procès-verbal" or by-law has been amended.

Néanmoins, la reconstruction ou réparation de ces travaux ne peut être ordonnée par le conseil que sur le rapport de l'inspecteur municipal constatant qu'il est nécessaire de faire exécuter tels travaux. (Art. 809a amendé.)

The rebuilding or repairing of such work may, however, only be ordered by the council on the report of the municipal inspector establishing that it is necessary to perform such work. (Art. 809a amended.)

592. Tout procès-verbal en vigueur peut, en tout temps, être modifié ou abrogé par la corporation, par règlement, sur requête d'un ou de plusieurs intéressés, ou sur l'ordre du conseil, pourvu qu'un avis public, dans tous les cas, ait été donné aux intéressés par le secrétaire-trésorier de la corporation, ou par le secrétaire du bureau des délégués, tel avis devant indiquer le lieu et le temps

592. Every "procès-verbal" in force may, at any time, be amended or repealed by the corporation, by by-law, on petition of one or more interested parties, or on the order of the council, provided that public notice be in every case given by the secretary-treasurer of the corporation or by the secretary of the board of delegates, to the parties interested, of the place where and the time when the

auxquels doit commencer l'examen du procès-verbal. (Arts 810 et 810a combinés et amendés.)

consideration of the "procès-verbal" shall be begun. (Arts. 810 and 810a combined and amended.)

593. Une copie de tout procès-verbal, homologué par un conseil de comté ou un bureau de délégués, doit être transmise sans délai au bureau de la corporation de chaque municipalité locale où est situé, en tout ou en partie, le chemin, pont ou cours d'eau régi par ce procès-verbal. (Art. 813 amendé.)

593. A copy of every "procès-verbal" homologated by a county council or by a board of delegates, must be transmitted without delay to the office of the corporation of each local municipality in which the road, bridge or water-course governed by such "procès-verbal" is situated either in whole or in part. (Art. 813 amended.)

CHAPITRE SEPTIEME

DE L'ACTE DE REPARTITION

CHAPTER SEVENTH

ACT OF APPORTIONMENT

594. Si le procès-verbal ne dispense pas de faire un acte de répartition, les travaux requis par ce procès-verbal ne peuvent être exigés des contribuables qu'après la confection et l'entrée en vigueur d'un acte de répartition. (Art. 812.)

594. If the "procès-verbal" does not dispense with the making of an act of apportionment, the work required by such "procès-verbal" need not to be performed by the ratepayers until an act of apportionment has been drawn up and comes into force. (Art. 812.)

595. Dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur de tout procès-verbal, le surintendant spécial doit faire et produire au bureau de la corporation où est déposé le procès-verbal, un acte de répartition des travaux à faire en vertu de ce procès-verbal, à moins qu'il n'en soit dispensé par une disposition expresse

595. Within thirty days after the coming into force of any "procès-verbal", the special superintendent must draw up and file, at the office of the corporation in which the "procès-verbal" is deposited, an act of apportionment of the work to be done under such "procès-verbal", unless an express provision of the "procès-

se du procès-verbal. (Art. 814 amendé.)

596. Tout acte de répartition doit indiquer:

1. L'ouvrage et le procès-verbal auxquels il se rapporte;
2. Les travaux à faire;
3. Les biens-fonds imposables par les propriétaires ou occupants desquels ces travaux doivent être exécutés;
4. La part des travaux qui doit être faite par chacun d'eux;

5. Le montant de la contribution qui doit être fournie par eux en deniers, en main d'oeuvre ou en matériaux;

6. Le lieu, le temps et les officiers auxquels cette contribution doit être livrée. (Art. 815.)

2

597. Si le surintendant spécial n'a pas fait et déposé l'acte de répartition dans le délai prescrit par l'article 595, le conseil au bureau duquel cet acte devait être déposé peut enjoindre au surintendant spécial ou à toute autre personne de le faire ou de le déposer dans un délai déterminé. (Art. 816 amendé.)

598. Chaque fois que le conseil l'ordonne, il peut être fait un nouvel acte de répartition des travaux ordonnés en vertu d'un ancien procès-verbal, s'il s'agit de nouveaux travaux de réparation ou de reconstruction ordonnés en vertu d'un tel procès-verbal. (Art. 816a.)

verbal" dispenses therewith. (Art. 814 amended.)

596. Every act of apportionment must indicate:

1. The work and the "procès-verbal" to which it relates;
2. The work to be done;
3. The taxable immoveable property by the owners or occupants of which such work must be performed;
4. The proportion of the work which must be done by each of them;

5. The amount of the contribution which must be made by them in money, labour or materials;

6. The place where and time when, and the officers to whom such contribution must be delivered. (Art. 815.)

597. If the special superintendent has not drawn up and filed the act of apportionment within the delay prescribed by article 595, the council in whose office such act should have been filed may order such special superintendent or any other person to draw up or file the same within a fixed delay. (Art. 816 amended.)

598. Whenever the council so orders, a new act of apportionment may be made of the work ordered under an old "procès-verbal", if the repair or rebuilding ordered by such "procès-verbal" is in question. (Art. 816a.)

599. L'acte de répartition entre en vigueur quinze jours après qu'il a été déposé au bureau de la corporation, pourvu qu'un avis de ce dépôt ait été donné dans ce délai. (Art. 817 amendé.)

600. Tout acte de répartition est annexé au procès-verbal auquel il se rapporte.

Au cas de l'article 593, une copie doit en être transmise sans délai au bureau de la corporation de chaque municipalité locale où est situé, en tout ou en partie, le chemin, le pont ou le cours d'eau (Art. 818 amendé.)

601. La corporation au bureau de laquelle est déposé un acte de répartition, peut modifier cet acte sur la requête d'un contribuable ou de l'inspecteur municipal, après avoir fait donner un avis public aux intéressés, du lieu, du jour et de l'heure auxquels il doit procéder à l'examen de la requête et à la modification de l'acte de répartition, et après avoir donné audience à toute partie intéressée qui veut être entendue.

Toute modification à cet acte de répartition entre en vigueur quinze jours après sa passation. (Art. 819 amendé.)

602. Les dispositions d'un acte de répartition ne peuvent être incompatibles avec celles du procès-verbal auquel tel acte se rapporte. (Art. 820.)

603. A moins que le conseil n'en

599. The act of apportionment comes into force fifteen days after it has been fyled in the office of the corporation, provided that public notice of the fyling thereof has been given within such delay. (Art. 817 amended.)

600. Every act of apportionment is annexed to the "procès-verbal" to which it relates.

In the case mentioned in art. 593 a copy thereof must be transmitted without delay to the office of the corporation of each local municipality in which the road, bridge or water-course is situated either in whole or in part. (Art. 818 amended.)

601. The corporation in whose office an act of apportionment is fyled may amend such act, on the petition of any ratepayer or of the municipal inspector, after having given public notice to the parties interested, of the place, day and hour at which the consideration of the petition and the amendment of the act of apportionment are to be proceeded with, and after having heard any interested party who desires to be heard.

Every amendment to such act of apportionment comes into force fifteen days after the passing thereof. (Art. 819 amended.)

602. No provision of any act of apportionment may be inconsistent with those of the "procès-verbal" to which it relates. (Art. 820.)

603. Unless by by-law or "pro-

ordonne autrement par règlement ou procès-verbal, la contribution des personnes tenues aux travaux des chemins et des ponts est basée, pour les ponts, sur la valeur, et, pour les chemins, sur la superficie des biens-fonds assujettis. (Art. 821 amendé.)

cès-verbal" the council otherwise orders, the contribution of the persons liable for work on roads and bridges is based, as to the bridges, upon the value, as to the roads, upon the area of the immoveable property subject thereto. (Art. 821 amended.)

CHAPITRE HUITIÈME

DES PERSONNES OBLIGÉES AUX TRAVAUX DES CHEMINS, PONTS
OU COURS D'EAU A DÉFAUT DE PROCÈS-VERBAL OU
DE RÈGLEMENT

SECTION I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

CHAPTER EIGHTH

PERSONS LIABLE FOR WORK ON ROADS, BRIDGES AND WATER-
COURSES IN THE ABSENCE OF A PROCÈS-VERBAL OR BY-LAW

SECTION I

GENERAL PROVISIONS

604. Les dispositions du présent chapitre, autres que celles créées par l'article 607 et par le troisième alinéa de l'article 613 ne sont applicables qu'en l'absence de procès-verbal ou de règlement. (Art. 822 amendé.)

604. The provisions of this chapter, excepting those contained in article 607, and the third paragraph of article 613 are applicable only in the absence of a "procès-verbal" or by-law. (Art. 822 amended.)

605. La preuve qu'un chemin, pont ou cours d'eau n'est pas n'est pas régi par les dispositions du présent chapitre est toujours à la charge de la partie qui réclame l'exemption. (Art. 823 amendé.)

605. The burden of proving that any municipal road, bridge or water-course is not subject to the provisions of this chapter, is always upon the party claiming the exemption. (Art. 823 amended.)

SECTION II
DES CHEMINS DE FRONT

SECTION II
FRONT ROADS

606. Le chemin de front de chaque lot est entretenu par le propriétaire ou l'occupant de ce lot.

Si un lot est possédé ou occupé par partie par deux individus ou plus, ces propriétaires ou occupants sont tenus solidairement aux travaux à faire sur tout le chemin de front de ce lot, lors même que la partie du lot possédée ou occupée par eux n'aurait pas front sur le chemin, sauf leur recours l'un contre l'autre en proportion de la valeur du terrain occupé par chacun d'eux. (Art. 824.)

607. Nul n'est tenu d'entretenir sur un même terrain, dans une profondeur de trente arpents, plus d'un chemin de front régi par les dispositions du présent chapitre.

S'il existe plus d'un chemin de front sur telle profondeur de terrain à entretenir d'après les dispositions du présent chapitre, le conseil doit déclarer lequel de ces chemins doit être entretenu par le propriétaire ou l'occupant du lot; et les autres chemins de front sont considérés comme routes.

A défaut de telle déclaration, le propriétaire ou l'occupant n'est tenu qu'aux travaux du chemin le plus rapproché de sa demeure. (Art. 825.)

606. The front road of each lot is kept in repair by the owner or occupant of such lot.

If a lot is owned or occupied in portions, by two or more persons, such owners or occupants are jointly and severally liable for the work to be done on the whole of the front road of such lot, even in the case when the part of the lot owned or occupied by them does not border upon the road, saving their recourse against each other in proportion to the value of the land occupied by each. (Art. 824.)

607. No one is bound to keep in repair on one and the same parcel of land, in a depth of thirty arpents, more than one front road governed by the provisions of this chapter.

If there is more than one front road on any piece of land of such depth to be kept in repair, in accordance with the provisions of this chapter, the council must declare which of such roads is to be kept in repair by the owner or occupant of the lot; and the other front roads are treated as by-roads.

In default of such declaration, the proprietor or occupant is liable for work only upon the road in closest proximity to his residence. (Art. 825.)

SECTION III DES ROUTES

SECTION III BY-ROADS

608. Les travaux d'entretien sur les routes qui conduisent d'un rang à un autre sont faits par les propriétaires ou occupants des biens-fonds imposables compris dans le rang auquel ces routes conduisent d'un rang plus ancien. (Art. 826 amendé.)

609. Les travaux d'entretien à faire sur ces routes ne sont pas exécutés par la main-d'œuvre de ceux qui y sont tenus, mais au moyen de contributions en deniers, prélevées par l'inspecteur municipal sur les biens-fonds imposables à raison desquels ils sont assujettis à ces travaux, au moyen d'un acte de répartition fait par cet officier, suivant la règle prescrite à l'article 603 et approuvé par résolution du conseil. (Art. 827 amendé.)

610. Chaque année ces travaux sont donnés à faire publiquement, au rabais, par l'inspecteur municipal, après avis public, au mois d'octobre pour le temps compris entre le premier de novembre et le trente d'avril inclusivement, et au mois d'avril pour le temps compris entre le premier de mai et le trente et un d'octobre inclusivement, à quiconque offre des garanties suffisantes pour l'exécution de ces travaux.

Le conseil peut, par résolution,

608. The work of keeping by-roads leading from one range to another in repair, is performed by the proprietors or occupants of the taxable immoveable property in the range to which such by-roads lead from any older range. (Art. 826 amended.)

609. Repairs to be made on such by-roads are not executed by the labour of the parties bound to maintain the same, but by contribution, in money levied by the municipal inspector, on the taxable immoveable property by reason whereof such parties are liable for such repairs, by means of an act of apportionment made by such officer, according to the rule prescribed by article 603, and approved by resolution of the council. (Art. 827 amended.)

610. Such work, every year, is publicly given out by the municipal inspector after public notice, to the lowest tenderer, during the month of October for the period included between the first day of November and the thirtieth day of April inclusive, and in the month of April for the period included between the first day of May and the thirty-first day of October inclusive, who offers satisfactory security for the performance of such work.

The council may, by resolution,

ordonner que ces travaux soient donnés à faire par l'inspecteur municipal pour une période n'excédant pas cinq années, de la même manière et suivant les formalités indiquées aux articles 624 et suivants. (Art. 828 amendé.)

order that such work shall be given out for a period of not more than five years, in the same manner and according to the formalities mentioned in articles 624 and following. (Art 828 amended.)

611. Tous les travaux sur les routes qui conduisent exclusivement à un passage d'eau ou à un pont de péage sont faits par le propriétaire ou l'occupant de tel passage d'eau ou pont de péage. (Art. 829.)

611. All work on by-roads leading exclusively to ferries or toll-bridges, is done by the owners or occupants of such ferries or toll-bridges. (Art. 829.)

612. Sur toute autre route, les travaux sont faits aux frais de la corporation de la municipalité. (Art. 830.)

612. The work on any other by-road is done at the expense of the corporation of the municipality. (Art. 830.)

SECTION IV PONTS

SECTION IV BRIDGES

613. A défaut de procès-verbaux ou de règlements qui les concernent, les travaux de construction, d'amélioration ou d'entretien des ponts situés sur un chemin de front sont à la charge de tous les propriétaires ou occupants de biens-fonds imposables compris dans le rang où se trouve ce chemin de front, et ceux des ponts situés sur les routes sont à la charge des personnes obligées aux travaux de ces routes.

613. In the absence of any "procès-verbal" or by-law respecting it, the work of constructing, improving or maintaining any bridge situated on a front road is performed at the cost of all the owners or occupants of the immoveable taxable property comprised in the range in which such front road is situated, and the work upon a bridge situated upon a by-road is at the cost of persons liable for such work on such by-road.

Les travaux de construction ou d'amélioration sont, en ce cas, faits par contrats adjugés en la manière prescrite au titre vingtième.

The work of constructing or improving such bridge is in such case performed by contract given out in the manner prescribed in

me du présent code (article 624-633) et les travaux d'entretien sont exécutés d'après les règles prescrites aux articles 609 et 610. (Art. 856 amendé.)

Tout pont doit couvrir le chemin dans toute sa largeur, excepté s'il a huit pieds d'arche ou plus, auquel cas il doit avoir au moins quatorze pieds de largeur entre les garde-fous ou autres défenses suffisantes dont il doit être pourvu.

the twentieth title of this code, (Articles 624-633.) and repairs are made according to the rules laid down in articles 609 and 610. (Art. 856 amended.)

Every bridge must cover the whole width of the road, unless it has eight foot arches, in which case it must be at least fourteen feet wide between the railings or other sufficient guards with which it must be provided.

SECTION V

DES COURS D'EAU

SECTION V

WATER-COURSES

614. A défaut de règlement, d'acte d'accord ou de procès-verbal, les travaux d'un cours d'eau municipal sont faits par le propriétaire ou l'occupant de chaque terrain où passe ce cours d'eau. Si le cours d'eau passe entre deux terrains, il est à la charge commune des propriétaires ou occupants de ces terrains.

Néanmoins, dans le cas de l'article 512 et à défaut de règlement, d'acte d'accord ou de procès-verbal, les travaux sont à la charge des propriétaires ou occupants des terrains bas et marécageux égouttés par le cours d'eau. (Art. 871 amendé.)

614. In the absence of any by-law, deed of agreement, or "procès-verbal", the work on a municipal water-course is performed by the owner or occupant of each piece of land through which such water-course passes. If a water-course passes between two pieces of land, it is at the joint cost of the owners or occupants of the same.

Nevertheless, in the case mentioned in article 512, and in the absence of a by-law, deed of agreement, or "procès-verbal", the work is at the cost of the owners or occupants of the low and swampy lands drained by the water-course. (Art. 871 amended.)

TITRE XIX DES PASSAGES D'EAU

TITLE XIX FERRIES

615. Tous les passages d'eau (traverses), sur une rivière ou toute autre étendue d'eau, sont sous la direction de la corporation de la municipalité locale dans les limites de laquelle est située telle rivière ou étendue d'eau et sous la surveillance de l'inspecteur municipal de cette municipalité. (Art. 860 amendé.)

616. Si un fleuve, une rivière ou autre étendue d'eau sépare une municipalité locale d'une autre, le passage d'eau est sous la direction conjointe des corporations des deux municipalités locales avoisinant le fleuve, la rivière ou l'étendue d'eau et sous la surveillance conjointe des inspecteurs municipaux de ces municipalités. (Art. 861 amendé.)

617. 1. Toute corporation locale peut faire, amender ou abroger des règlements pour :

a. Régler les passages d'eau qui sont sous sa direction, déterminer la somme à payer et les conditions à observer pour l'octroi d'une licence de passage d'eau ;

b. Fixer et approuver les taux payables pour passer sur des passages d'eau, dans un bateau, un vapeur ou toute autre embarcation.

615. Every ferry on any river or other body of water is under the control of the corporation of the local municipality within which such river or body of water is situated, and under the superintendence of the municipal inspector of such municipality. (Art. 860 amended.)

616. If a river, stream or other body of water separates one local municipality from another, the ferry is under the joint control of the corporations of the two local municipalities adjoining such river, stream or body of water, and under the joint superintendence of the municipal inspectors of said municipalities. (Art. 861 amended.)

617. 1. Every local corporation may make, amend or repeal by-laws :

a. To regulate the ferries which are under its direction, and to determine the amount to be paid and the conditions to be observed to obtain any ferry license ;

b. To fix and approve the tolls payable for crossing such ferries either in a boat, steamboat or other craft ;

2. Toutefois, nul règlement, fait en vertu du présent article ne peut fixer ou approuver des taux de péage moindres pour certaines personnes que pour d'autres, ni donner à certaines personnes ou à certaines localités des avantages refusés à d'autres. (Arts 549, 550 et 551 combinés et amendés.)

618. Si le passage d'eau se trouve sous la direction conjointe de deux corporations locales, tel que mentionné dans l'article 616, l'une ou l'autre corporation peut faire des règlements au sujet de ce passage d'eau, en vertu de l'article 617; mais ces règlements n'ont force et effet qu'après avoir été approuvés par une résolution de l'autre corporation, ou, à son défaut, par le lieutenant-gouverneur. (Art 553 amendé.)

619. Nul ne peut faire le commerce ou le métier de batelier (traversier), sans avoir une licence à cet effet; quiconque exerce ce commerce ou métier sans licence encourt une amende n'excédant pas quatre piastres pour chaque personne ou objet qu'il traverse.

Telle licence ne peut être octroyée pour une période plus longue que dix ans. (Arts 862 et 552 combinés et amendés.)

620. Au cas de l'article 616, la licence est donnée par les corporations des deux municipalités intéressées, conformément aux règlements en vigueur à cet effet, ou, si ces corporations ne s'enten-

2. Nevertheless, no by-law passed under this article may fix or approve the tolls payable by certain persons at a less sum than those payable by others, nor give to certain persons or localities advantages refused to others. (Arts. 549, 550 and 551 combined and amended.)

618. If the ferry is under the joint control of two local corporations, as mentioned in article 616, either corporation may make by-laws respecting such ferry, under article 617; but such by-laws have no force or effect until they are approved by a resolution of the other corporation, or, in default of such resolution, by the Lieutenant-Governor. (Art. 553 amended.)

619. No person can carry on the occupation or trade of a ferryman without a license to that effect; any one so acting without a license incurs a fine of not more than four dollars for each person or thing ferried by him.

Such license cannot be issued for a period exceeding ten years. (Art. 862 and 552 combined and amended.)

620. In the case mentioned in article 616, the license is given by the corporations of the two municipalities interested, in conformity with the by-laws in force to that end, or, if such corpora-

dent pas, par le lieutenant-gouverneur, conformément aux règlements faits en vertu de l'article 618, et approuvés par lui. (Art. 863.)

621. Les deniers provenant de toute licence accordée par le lieutenant-gouverneur appartiennent, par moitié, aux corporations des deux municipalités intéressées. (Art. 864.)

622. Il ne peut être accordé par la corporation locale ou le lieutenant-gouverneur, de licence de passage d'eau dans les limites pour lesquelles un privilège exclusif a été accordé par une loi au propriétaire d'un pont de péage. (Art. 865.)

623. Les passages d'eau qui se trouvent entre la paroisse de Notre-Dame de la Victoire et la cité de Québec, et ceux entre la paroisse de Longueuil et la cité de Montréal, entre Montréal et Laprairie, et entre Lachine et Caughnawaga, ne sont pas régis d'après les dispositions du présent code. (Art. 866.)

tions do not agree, then by the Lieutenant-Governor, in conformity with the by-laws made under article 618 and approved by him. (Art. 863.)

621. The moneys derived from any license granted by the Lieutenant-Governor belong in equal shares to the corporations of the two municipalities interested. (Art. 864.)

622. Neither the local corporation nor the Lieutenant-Governor may grant any ferry license within the territory for which an exclusive privilege has, by any law, been conferred on the proprietor of a toll-bridge. (Art. 865.)

623. Ferries between the parish of Notre Dame de la Victoire and the city of Quebec, between the parish of Longueuil and the city of Montreal, between Montreal and Laprairie, and between Lachine and Caughnawaga, are not governed by the provisions of this code. (Art. 866.)

TITRE XX

DES TRAVAUX PUBLICS DES CORPORATIONS MUNICIPALES

TITLE XX

PUBLIC WORKS OF MUNICIPAL CORPORATIONS

624. Tous les travaux publics des corporations locales ou de comté dont l'exécution n'est pas spécialement réglée par les dispositions du présent code, sont faits aux frais de la corporation qui les ordonne, par contrat adjudgé et passé d'après les règles du présent titre, ou à la journée sous la direction de l'inspecteur municipal. (Art. 892 amendé.)

625. Dans le cas où les travaux sont faits à l'entreprise, par contrat, sur résolution à cet effet, il est donné un avis public spécifiant succinctement les travaux à faire, les détails prescrits et le temps pendant lequel les soumissions pour l'entreprise de ces travaux peuvent être produites. (Art. 893.)

626. L'entreprise des travaux doit être accordée par résolution. (Art. 894.)

627. Le contrat est passé au nom de la corporation, et accepté par le chef du conseil ou par une personne spécialement autorisée à cet effet. (Art. 895.)

624. All public works of county or local corporations the execution whereof is not specially governed by the provisions of this code, are performed at the expense of the corporation which orders them, by contract awarded and passed according to the rules laid down in this title, or by day labour under the direction of the municipal inspector. (Art. 892 amended.)

625. In case any work is performed by contract, on resolution to that effect, public notice is given, specifying summarily the work to be performed, the details prescribed, and the time during which tenders therefor may be sent in. (Art. 893.)

626. The contract for such work must be awarded by resolution. (Art. 894.)

627. The contract is made in the name of the corporation, and accepted by the head of the council, or by a person specially authorized for that purpose. (Art. 895.)

628. L'adjudicataire de l'ouvrage doit fournir caution, à la satisfaction du conseil, pour le parfait accomplissement de l'ouvrage et pour le paiement de tous dommages, frais et intérêts. (Art. 896 amendé.)

629. Lorsque l'ouvrage est sous la direction des délégués de comté, l'avis est publié et le contrat est adjugé et passé, d'après les instructions du bureau des délégués, par la corporation du comté où a été prise l'initiative de l'ouvrage en question. (Art. 897 amendé.)

630. Le contrat est obligatoire pour toute corporation intéressée à l'ouvrage y mentionné. (Art. 898 amendé.)

631. La corporation avec laquelle le contrat a été passé peut en poursuivre l'exécution devant tout tribunal. (Art. 899 amendé.)

632. Les autres corporations, intéressées à l'ouvrage auquel se rapporte le contrat, peuvent intenter une semblable poursuite, mais seulement après avoir donné à la corporation qui a passé le contrat un avis spécial de quinze jours, lui enjoignant d'intenter l'action. (Art. 900 amendé.)

633. La corporation ou le bureau des délégués, sous la direction duquel s'exécute ce contrat, doit ordonner à l'inspecteur municipal dans la juridiction duquel se

628. The person to whom such work is awarded must give security to the satisfaction of the council, for the due performance thereof, and for the payment of all damages, interest and costs. (Art. 896 amended.)

629. Whenever work is under the control of the county delegates, the notice is published, and the contract is awarded and entered into, according to instructions from the board of delegates, by the corporation of the county which originally proposed the work in question. (Art. 897 amended.)

630. The contract is binding on every corporation interested in the work to which it relates. (Art. 898 amended.)

631. The corporation with which the contract has been made, may sue before any court to enforce the performance thereof. (Art. 899 amended.)

632. The other corporations interested in the work to which such contract relates, may bring a similar action, but only after having given the corporation which entered into the contract, a special notice of fifteen days, calling upon it to institute such action. (Art. 900 amended.)

633. The corporation or the board of delegates under whose control such contract is being executed, must order the municipal inspector within whose jurisdic-

fait l'ouvrage, d'en surveiller l'exécution. (Art. 901 amendé.)

tion the work is being done, to superintend its execution. (Art. 901 amended.)

TITRE XXI

DES REVENUS DE LA CORPORATION, DE LEUR ADMINISTRATION ET DE LEUR VERIFICATION

CHAPITRE PREMIER

DES REVENUS DE LA CORPORATION ET DE LEUR ADMINISTRATION

TITLE XXI

REVENUES OF THE CORPORATION, THEIR ADMINISTRATION AND AUDITING OF ACCOUNTS

CHAPTER FIRST

REVENUES OF THE CORPORATION AND THEIR ADMINISTRATION

634. Les revenus de la corporation consistent dans les taxes et licences que le présent code l'autorise à prélever, dans les revenus des biens appartenant à la corporation et dans les autres deniers qui lui sont payés en vertu de la loi, des règlements et des procès-verbaux. (S. R., 1909, art. 5690 amendé.)

635. Tous les deniers non spécialement appropriés font partie du fonds général de la corporation.

Chaque fois qu'une somme prélevée est plus élevée que celle nécessaire pour mettre la corporation en état de satisfaire aux obli-

634. The revenues of the corporation consist of the moneys derived from the taxes and licenses which this code authorizes it to levy, of those derived from property owned by it, and of such moneys as are paid to it under the law or under any by-law or "procès-verbal". (R. S., 1909, art. 5690 amended.)

635. All sums of money not specially appropriated form part of the general fund of the corporation.

Whenever any sum levied is more than the amount required by the corporation to meet the liabilities for which such sum

gations pour lesquelles la somme a été prélevée, le surplus doit être versé dans le fonds général de la corporation. (Art. 501 amendé.)

636. Les deniers faisant partie du fonds général de la corporation peuvent être employés à toutes les fins qui sont de son ressort. (Art. 502 amendé.)

637. Tous droits, amendes, revenus et taxes de quelque nature que ce soit, dus ou appartenant à la corporation, sont payés au secrétaire-trésorier et reçus par lui seulement, ou par les officiers désignés par lui à cette fin; et aucun autre officier n'a droit, sous quelque prétexte que ce soit, de recevoir ces droits, amendes, revenus et taxes, à moins d'y avoir été spécialement autorisés. (S.R., 1909, art. 5694 amendé.)

638. Toute corporation peut placer à intérêt les deniers lui appartenant, dans une banque légalement constituée, ou dans les fonds publics du Canada ou de la province, ou sur première hypothèque.

Lorsque ces deniers sont destinés à un fonds d'amortissement pour le rachat des bons émis, la corporation peut, au lieu de les déposer dans une banque légalement constituée, racheter ses propres bons.

Toute corporation qui a fait quelques arrangements avec une banque légalement constituée ou autre institution, pour y déposer un fonds d'amortissement en vertu d'aucune résolution ou règle-

was raised, the surplus falls into the general fund of the corporation. (Art. 501 amended.)

636. All sums of money forming part of the general fund of the corporation may be employed for any purpose within its jurisdiction. (Art. 502 amended.)

637. All fees, fines, revenues, or taxes, of every nature whatsoever, accruing or belonging to the corporation, shall be paid to and received by the secretary-treasurer alone, or by the officials designated by him for that purpose; and no other official shall, under any pretext whatsoever, receive any such fees, fines, revenues or taxes, unless specially authorized so to do. (R. S., 1909, art. 5694 amended.)

638. Every corporation may deposit at interest in a chartered bank, or invest in the public funds of Canada, or of this province, or on first hypothec, any moneys belonging to it.

When the sums are intended to form a sinking-fund for the redemption of bonds issued, the corporation, instead of depositing the same in a chartered bank, may redeem its own bonds.

Any corporation which had agreement with any chartered bank or other institution, for depositing a sinking-fund, under any resolution or by-law or otherwise, for redeeming bonds issued

ment, ou autrement, pour racheter les bons émis par elle en vertu d'aucun tel règlement antérieur au vingt-huit décembre 1876, peut retirer toute somme d'argent déposée en vertu d'icelui avec l'intérêt qui y est accru, du consentement de telle banque ou institution, pourvu que cette somme d'argent soit immédiatement appliquée à racheter les bons pour lesquels tel fonds d'amortissement est payable.

Chaque banque où tel fonds d'amortissement peut avoir été déposé, peut payer toute telle somme d'argent, aussi bien que l'intérêt qui y est accru, à telle corporation, sur réception d'une copie dûment certifiée d'une résolution à cet effet. (Art. 499 amendé.)

639. La corporation locale peut, chaque fois qu'elle le juge convenable, autoriser par résolution le secrétaire-trésorier, ou tout autre officier, à ajouter au montant de toutes taxes à prélever sur des biens imposables dans la municipalité, une somme n'excédant pas dix pour cent pour couvrir les pertes, frais et mauvaises dettes. (Art. 994 amendé.)

640. Le secrétaire-trésorier doit, même en l'absence de règlement ou de résolution à cet effet, déposer temporairement, mais à intérêt, si possible, au nom de la corporation, dans une banque légalement constituée en corporation si telle banque existe dans la localité, les deniers appartenant à la corporation, et les y laisser jus-

by it under any such by-law, previous to the twenty-eighth of December 1876, may, with the consent of such bank or institution, withdraw any money deposited in virtue of the same, together with the interest thereon accrued, provided the money be applied forthwith to redeem the issued bonds for which such sinking-fund is payable.

Any such bank in which such sinking-fund has been deposited, may pay over all such money, as well as the interest thereon accrued, to such corporation, on receiving a duly certified copy of a resolution to that effect. (Art. 499 amended.)

639. The local corporation may, by resolution, whenever it deems it advisable, authorize the secretary-treasurer or any other officer to add a sum not exceeding ten per cent to all taxes to be levied on the taxable property in the municipality, to cover losses, costs and bad debts. (Art. 944 amended.)

640. The secretary - treasurer must, even in the absence of any by-law or resolution to that effect, deposit temporarily, but at interest if possible, in the name of the corporation, in a chartered bank, if there is any such bank in the locality, the moneys belonging to the corporation, and leave such moneys on deposit un-

qu'à ce qu'ils soient employés aux fins pour lesquelles ils ont été prélevés, ou jusqu'à ce qu'il en soit disposé par le conseil. (Art. 500 amendé.)

til they are applied to the purposes for which they were levied, or until they are disposed of by the council. (Art. 500 amended.)

641. Les taxes, cotisations, licences et autres redevances municipales annuelles sont dues et exigibles aux dates que le conseil détermine. (S. R., 1909, art. 5695 amendé.)

641. Annual municipal taxes, assessments, license fees and other dues, are due and payable on the dates fixed by the council. (R. S., 1909, art. 5695 amended.)

CHAPITRE DEUXIEME

DE LA VERIFICATION DES COMPTES DE LA CORPORATION TENUS PAR LES SECRETAIRES-TRESORIER

CHAPTER SECOND

AUDITING OF THE CORPORATION ACCOUNTS KEPT BY THE SECRETARY-TREASURER

642. Chaque année, au mois de janvier, ou chaque fois qu'il le juge nécessaire, ou s'il en est requis par une demande écrite qui lui est adressée par au moins cinq contribuables ou par le secrétaire-trésorier lui-même, le conseil doit ordonner la vérification des comptes de la corporation tenus par le secrétaire-trésorier en charge ou sorti de charge, pour l'année terminée le trente et un décembre précédent, ou pour toute autre des cinq années antérieures, par un ou des vérificateurs nommés par lui à cet effet.

Les frais de cette vérification sont supportés par le secrétaire-trésorier, s'il est trouvé reliquataire et en défaut, sinon, ils sont à la charge des personnes qui

642. Every year in the month of January, or whenever it seems it necessary, or upon a written application addressed to it by at least five ratepayers, or by the secretary-treasurer himself, the council must order an audit of the corporation's accounts kept by the secretary-treasurer in office or out of office for the year ending the thirty-first of December preceding, or for any of the five previous years, by one or more auditors appointed by it for that purpose.

The costs of such audit are payable by the secretary-treasurer if he is found to be short in his accounts, and at fault; if not, they are chargeable to the per-

l'ont demandée si elle ne profite pas à la corporation. (Art. 173 amendé.)

Cette vérification peut être légalement ordonnée, conformément aux présentes dispositions, pour une période n'excédant pas cinq ans, antérieure à la mise en vigueur du présent code.

643. Dans le cas d'une vérification ordinaire ou spéciale des comptes tenus par le secrétaire-trésorier, le vérificateur doit donner à celui-ci, au moins cinq jours avant celui fixé pour cette vérification, un avis spécial, conformément aux dispositions du présent code, ou un avis écrit par le ministère d'un huissier qui en dresse procès-verbal, lui enjoignant d'y assister pour y fournir toutes les explications ou documents qui peuvent lui être demandés. (Nouveau.)

644. Si le secrétaire-trésorier refuse ou néglige de se rendre à l'injonction qui lui a été faite en vertu de l'article 643, le vérificateur n'en procède pas moins à la vérification de ses comptes, et transmet au conseil son rapport, auquel doit être annexé un compte de ses frais et déboursés. En séance régulière, le conseil adopte ce rapport, en tout ou en partie, certifie le montant dû au vérificateur, s'il y a lieu, et fait signifier au secrétaire-trésorier, par un huissier, une copie de la résolution qu'il a adoptée concernant ce rapport. (Nouveau.)

sons who have applied for it, if it did not benefit the corporation. (Art. 173 amended.)

Such audit may likewise be ordered in conformity with these provisions for any period of not more than five years, prior to the coming into force of this code.

643. In the case of any regular or special audit of the secretary-treasurer's accounts the auditor must, at least five days before the date fixed for the audit, give special notice to the secretary-treasurer in conformity with the provisions of this code, or a written notice served upon him by a bailiff, who shall make a return of such service, calling upon such secretary-treasurer to attend and give all explanations and produce all documents that may be required of him. (New.)

644. If the secretary-treasurer refuses or neglects to comply with the order served upon him, under article 643, the auditor must, nevertheless, proceed to the auditing of such accounts, and forward his report to the council, together with a statement of the amount of his costs and disbursements. The council, at a regular meeting, adopts the said report, in whole or in part, certifies the amount, if any, due the auditor, and causes a copy of the resolution adopted by it respecting the report, to be served upon the secretary-treasurer by a bailiff. (New.)

645. Si le rapport du vérificateur établit qu'il y a un déficit dans ses comptes, le secrétaire-trésorier doit acquitter, dans les quinze jours qui suivent la signification de la copie de la résolution mentionnée dans l'article 644, le montant dont il a été trouvé reliquataire. (Nouveau.)

646. Si le secrétaire-trésorier refuse ou néglige de se conformer aux prescriptions de l'article 645, il peut être poursuivi par la corporation ou par tout contribuable intéressé, devant la Cour de circuit du comté ou du district, et être condamné à payer le montant dont il s'est reconnu ou dont il sera déclaré reliquataire par le tribunal et, en sus, toute autre somme que le tribunal peut lui imposer, ainsi que les frais de la poursuite.

Cette condamnation entraîne la contrainte par corps. (Nouveau.)

Les dispositions de cet article s'appliquent également au cas où le secrétaire-trésorier s'est déclaré ou reconnu reliquataire dans un acte de reddition ou de réformation de compte accepté par le conseil.

647. Toute action ou réclamation contre le secrétaire-trésorier résultant de sa gestion se prescrit par cinq ans à compter du jour où le requant a été dénoncé au conseil par le vérificateur. (Nouveau.)

648. Les dispositions du présent chapitre n'affectent en aucune

645. If the auditor's report establishes a shortage in the secretary-treasurer's accounts, the latter must, within fifteen days after the service of the copy of the resolution mentioned in article 644, pay the amount of such shortage. (New.)

646. If the secretary-treasurer refuses or neglects to comply with article 645, he may be sued by the corporation or by any interested rate-payer and may be condemned to pay the amount which he has acknowledged, or which the court has decided, that he owes, together with all such other sums as the court orders him to pay, as well as the costs of the prosecution.

Such judgment may be enforced by coercive imprisonment. (New.)

The provisions of this article apply likewise to the case where the secretary-treasurer declares or acknowledge that he owes according to the account rendered or reformed and accepted by the council.

647. All actions or claims against the secretary-treasurer resulting from his administration are prescribed by five years from the day on which the shortage in his accounts is reported by the auditor to the council. (New.)

648. The provisions of this chapter shall in nowise affect the

manière le recours de la corporation, en vertu du cautionnement que le secrétaire-trésorier fournit conformément aux articles 151 et suivants. (Nouveau.)

corporation's recourse under the surety bond given by the secretary-treasurer under articles 151 and following. (New.)

TITRE XXII

DU ROLE D'EVALUATION ET DES ESTIMATEURS

TITLE XXII

VALUATION ROLL AND ASSESSORS

649. Les estimateurs, dans l'accomplissement de leurs devoirs, doivent agir tous ensemble, et ils peuvent requérir les services du secrétaire-trésorier de la corporation ou de tout assistant.

Le secrétaire-trésorier ou assistant, dont les services ont été requis, a droit, pour chaque jour d'occupation, tel que certifié par les estimateurs qui l'ont employé, à la somme déterminée et payable par la corporation. (Arts 375 et 733 combinés et amendés.)

650. Aux mois de juin et de juillet, tous les trois ans, les estimateurs de toute municipalité locale doivent dresser, par eux-mêmes ou par toute autre personne employée par eux, un rôle d'évaluation basé sur la valeur réelle des propriétés; dans ce rôle sont énoncées, avec soin et exactitude, toutes les particularités requises par les dispositions du présent titre.

Néanmoins, dans le comté des îles de la Madeleine, le rôle d'é-

649. Assessors, in the performance of their duties, must act together, and may avail themselves of the services of either the secretary-treasurer of the corporation or any assistant.

The secretary-treasurer or assistant whose services have been so made use of, is entitled, for every day during which he is employed, on certificate of the assessors who employed him, to the amount decided upon and payable by the corporation. (Arts. 375 and 733 combined and amended.)

650. In the months of June and July, in every third year, the assessors of every local municipality must themselves draw up, or have drawn up by any other person employed by them, a valuation roll based upon the real value of the property; in such roll are set forth, carefully and correctly, all the particulars required by the provisions of this title.

Nevertheless in the county of the Magdalen Islands, the valua-

valuation doit être dressé dans les mois de février et de mars. (Art. 716 amendé.)

651. Sont des biens imposables tous les terrains, immeubles ou biens-fonds situés dans une municipalité locale, sauf ceux mentionnés dans l'article 693.

Peuvent être aussi déclarés imposables, pour fins locales, les biens meubles ou les personnes mentionnés dans les articles 698, 699, 700 et 704, mais seulement dans les limites et de la manière y indiquées. (Arts 709 et 710 combinés et amendés.)

652. Les terres de la couronne occupées, avec ou sans permis d'occupation ou billet de location, sont des biens-fonds imposables; mais les taxes municipales qui les affectent ne peuvent, en aucun cas, être recouvrées contre la couronne. (Art. 714 amendé.)

653. Dans toute municipalité locale où il n'existe pas de rôle d'évaluation, ou lorsque le rôle d'évaluation a été cassé, les estimateurs sont tenus d'en faire un, sur l'ordre du conseil, dans le délai déterminé par ce dernier, lors même que ce ne serait pas l'année pendant laquelle se font les rôles d'évaluation, en vertu de l'article 650.

Le rôle d'évaluation ainsi fait est sujet à l'examen du conseil de comté et reste en vigueur jus-

tion roll must be drawn up in the months of February and March. (Art. 716 amended.)

651. All land or immoveable property situate in a local municipality, except that mentioned in article 693, is taxable property.

The moveable property or persons mentioned in articles 698, 699, 700, and 704, may likewise be declared taxable for local purposes, but solely to the extent and in the manner therein indicated.

Nevertheless in the county of the Magdalen Islands, the valuation roll must be drawn up in the months of February and March. (Arts. 709 and 710 combined and amended.)

652. All Crown lands occupied with or without an occupation license for a location ticket, are taxable property; but municipal taxes for which they are liable cannot in any case be recovered from the Crown. (Art. 714 amended.)

653. In every local municipality where there is no valuation roll, or in which the valuation roll has been set aside, the assessors are bound to make one upon an order of the council, within the delay determined by the latter, even if it should not be the year during which valuation rolls are made under article 650.

The valuation roll so made is subject to the examination of the county council, and remains in

qu'au mois de juillet de l'année pendant laquelle les rôles d'évaluation sont faits en vertu de l'article 650, et, ultérieurement, jusqu'à l'entrée en vigueur du nouveau rôle d'évaluation.

S'il n'y a pas de rôle d'évaluation en vigueur lors de la première élection dans une municipalité locale nouvellement organisée, la qualité des électeurs et celle des candidats aux charges de membres du conseil sont établies, pour cette élection, de la manière déterminée par la corporation de comté, ou par le secrétaire de la province s'il s'agit d'une municipalité locale ne faisant pas partie d'une municipalité de comté. (Art. 717 amendé.)

654. Doivent être portés au rôle d'évaluation, en autant de colonnes distinctes et dans l'ordre suivant :

1. Le numéro d'ordre de toute inscription faite au rôle ;
2. La désignation et la superficie de tout immeuble de la municipalité, ainsi que de toute partie d'immeuble de la municipalité, possédée ou occupée séparément ; (s'il s'agit d'un lot ou d'une partie de lot, la désignation doit être faite par le numéro que le lot ou la partie de lot portent au cadastre) ;
3. La valeur réelle de tout immeuble et de toute partie d'immeuble imposable ;
4. Le revenu annuel de tout immeuble et de toute partie d'immeuble imposable ;
5. La valeur réelle de tout immeuble et de toute partie d'im-

meuble until the month of July of the year in which valuation rolls are made under article 650, and subsequently until the coming into force of the new valuation roll.

If, at the time of the first election in a newly organized local municipality, there is no valuation roll in force, the qualification of the electors and of the candidates for office as members of the council, is established for such election in the manner fixed by the county corporation, or by the Provincial Secretary in the case of a local municipality which does not form part of a county municipality. (Art. 717 amended.)

654. The following must be entered on the valuation roll in as many separate columns and in the following order :

1. The consecutive number of every entry on the roll ;
2. The description and area of every immovable in the municipality and of every part of an immovable in the municipality owned or occupied separately ; in the case of a lot or part of a lot, it must be described by the number borne on the cadastre by such lot or part of a lot ;
3. The real value of every taxable immovable or part of an immovable ;
4. The annual revenue from every taxable immovable or part of an immovable ;
5. The real value of every non-taxable immovable or part of an

meuble non imposable, et la valeur réelle seule de tout immeuble ou partie d'immeuble qui ne peut être imposable dans les limites du paragraphe 2 de l'article 694;

6. Les noms et prénoms des propriétaires de tout immeuble et de toute partie d'immeuble, s'ils sont connus;

7. Les noms et prénoms des locataires de tout immeuble et de toute partie d'immeuble, s'ils sont connus, ainsi que le chiffre du loyer annuel;

8. Les noms et prénoms des occupants de tout immeuble et de toute partie d'immeuble, s'ils sont connus;

9. Les noms et prénoms de toute personne imposable à raison de son emploi, de sa profession ou de son occupation ou de ses biens meubles;

10. Les noms et prénoms de tout fils de propriétaire âgé de vingt et un ans révolus sujet de Sa Majesté, et qui travaille habituellement sur la terre de son père ou de sa mère;

11. Les noms et prénoms des personnes suivantes qui sont du sexe masculin, sujets de Sa Majesté, âgées de vingt et un ans révolus et domiciliées dans la municipalité:

a. Les fils de propriétaire, d'occupant ou de locataire qui ont leur domicile chez leur père, et les fils de veuve qui ont leur domicile chez leur mère;

b. Les prêtres, curés, vicaires, missionnaires et ministres de toute religion;

c. Les instituteurs, les professeurs, les directeurs de maison

immoveable and the real value only of every immoveable or part of immoveable which may be taxable only within the limits of paragraph 2 of article 694;

6. The name and surname of the owner of every immoveable or part of immoveable, if known;

7. The name and surname of every tenant of an immoveable or part of immoveable, if known, and the amount of the yearly rental;

8. The name and surname of every occupant of an immoveable or part of immoveable, if known;

9. The name and surname of every person who is a ratepayer by reason of his employment, occupation, business, or moveable property;

10. The name and surname of every owner's son, of the full age of twenty-one years, a British subject and habitually working on his father's or mother's farm,

11. The names and surnames of the following persons being males, British subjects, of the full age of twenty-one years and domiciled in the municipality;

a. Sons of owners, occupants or tenants domiciled with their father, and widow's sons domiciled with their mother;

b. Priests, rectors, vicars, missionaries and ministers of any religious denomination;

c. Teachers, professors, principals of educational institutions,

d'enseignement, ainsi que les membres de toute congrégation enseignante;

d. Les navigateurs qui sont propriétaires, en tout ou en partie, de quelque vaisseau enregistré, ainsi que les pêcheurs qui sont propriétaires de bateaux, filets, seines et engins de pêche, et la valeur réelle de ces objets;

e. Les rentiers;

f. Les personnes qui, à quelque titre que ce soit, reçoivent un revenu en argent ou en nature, et la valeur réelle de ce revenu pour les douze derniers mois;

12. L'âge, l'occupation et, dans le cas du paragraphe 11, la qualification de toute personne portée au rôle;

13. Le lieu du domicile et celui de la résidence de toute personne portée au rôle;

14. Le nombre des personnes qui résident dans la municipalité;

15. Tous autres renseignements requis par le conseil;

16. Tous autres détails prescrits par le secrétaire de la province.

Si les choses inscrites dans une colonne du rôle peuvent être additionnées, le total doit en être indiqué au bas de cette colonne. (Art. 718 amendé; 5 Geo. V, c. 17, s. 3, amendée.)

Le secrétaire-trésorier doit aussi, à la fin du rôle, inscrire un sommaire indiquant la superficie de l'ensemble des terrains:

- a. possédés en propriété;
- b. possédés en location;
- c. améliorés;
- d. non améliorés;
- e. en forêt;

and members of teaching congregations;

d. Navigators who are owners in whole or in part of a registered ship, and fishermen who are owners of boats, nets, seines and fishing tackle, and the real value of such things;

e. Annuity holders;

f. Persons who receive a revenue by any title whatever, in money or in kind, and the real value of such revenue for the past twelve months;

12 The age, occupation and, in the case of paragraph 11, the qualification of every person entered on the roll;

13. The place of the domicile and residence of every person entered on the roll;

14. The number of persons resident in the municipality;

15. All other information required by the council;

16. All other details required by the Provincial Secretary.

If the entries in any column of the roll can be added up, the total must be indicated at the foot of such column. (Art. 718 amended; 5 Geo. V., c. 17, s. 3 amended.)

The secretary-treasurer must also, at the end of the roll, enter a summary showing the total area of land which is:

- a—held in ownership;
- b—held under lease;
- c—improved;
- d—unimproved;
- e—forest and land;

f. marécageux;
g. ineultes.

f—swamp land; uneultivated land.

655. En établissant la valeur qui doit être donnée aux terrains employés pour des fins agricoles, situés dans les limites des municipalités de ville ou de village, il est tenu compte de la valeur de ces terrains pour les fins agricoles seulement, sauf de la partie aboutissant aux rues et aux chemins, jusqu'à la profondeur ordinaire des lots à bâtir dans la localité, laquelle peut être taxée suivant la valeur réelle. (Art. 942a.)

655. In determining the value to be given to lands used for agricultural purposes and situated within town or village municipalities, regard is had to the value of such lands for agricultural purposes only, except for that part thereof fronting on streets or roads, to the ordinary depth of building lots in that locality, which may be taxed according to its real value. (Art. 942a.)

656. La valeur réelle des biens-fonds imposables comprend la valeur du terrain, et la valeur des constructions, ainsi que celle de toutes les améliorations qui y ont été faites, sauf ce qui est prescrit par l'article 657. (Art. 719 amendé.)

656. The real value of the taxable immoveable property includes the value of the land and of the buildings, and of all improvements which may have been made thereto, except those set forth in article 657. (Art. 719 amended.)

657. Les compagnies de chemin de fer qui possèdent des biens-fonds dans la municipalité doivent transmettre au bureau de la corporation locale, au mois de mai de chaque année, un état désignant la valeur réelle de leurs propriétés immobilières dans la municipalité et aussi la valeur réelle du terrain occupé par elles, en se basant sur la valeur moyenne du terrain d'agriculture dans la municipalité.

657. Every railway company which owns immoveable property in the municipality must transmit to the office of the local corporation, in the month of May in each year, a statement showing the real value of its immoveable property in the municipality, and also the real value of the land occupied by it, estimated upon the average value of farm land in the municipality.

Cet état doit être communiqué, à temps, aux estimateurs par le secrétaire-trésorier. Néanmoins, les estimateurs peuvent fixer une autre valeur que celle mentionnée

Such statement must be communicated by the secretary-treasurer to the assessors in due time. Nevertheless, the assessors may fix a valuation other than that mention-

dans l'état, et, dans ce cas, doivent en transmettre un avis au bureau principal de la compagnie dans la province.

Si l'état n'est pas transmis dans le délai prescrit par la loi, les estimateurs font l'évaluation de toutes les propriétés immobilières de la compagnie comme celles de tout autre contribuable. (S. R., 1909, art. 5700 et arts 720, 721 et 722 combinés et amendés.)

658. Quand les estimateurs évaluent un immeuble possédé par indivis, ou dont le partage n'est pas encore enregistré au bureau d'enregistrement, il leur est permis de le désigner comme appartenant à "la succession de.....", en ayant soin de mentionner le nom de l'auteur des parties intéressées, ou le nom de l'un des copropriétaires d'icelui. (S. R., 1909, art. 5701 amendé.)

659. Le rôle d'évaluation doit être signé par au moins deux des estimateurs qui l'ont dressé ou fait dresser, et par le secrétaire-trésorier ou toute autre personne qu'ils ont employée comme clerc, et il doit être attesté par chacune des mêmes personnes sous le serment suivant:

"Je (nom de l'estimateur, ou du clerc ou du secrétaire-trésorier, selon le cas), jure et déclare solennellement, qu'au meilleur de mes connaissances et croyances le rôle d'évaluation ci-dessus est correct et basé sur la valeur réelle et annuelle des propriétés, et que

ed in the statement, and, in such case, they must send a notice thereof to the head office of the company in the province.

If the statement is not sent within the delay prescribed by law, the assessors must value all the company's immoveable property like that of any other ratepayer. (R. S., 1909, art. 5700 amended; Arts. 720, 721 and 722 combined and amended.)

658. When the assessors assess immoveable property owned in undivided shares, or the partition whereof has not been registered in the registry office, they may designate such property as belonging to "the estate of.....", mentioning the name of the predecessor of the interested parties, or the name of one of the co-proprietors thereof. (R. S., 1909, art. 5701 amended.)

659. The valuation roll must be signed by at least two of the assessors who drew it up or had it drawn up, and by the secretary-treasurer or other person whom they employed as clerk, and it must be attested by each of such persons on oath, in the following form:

"I (the name of assessor, of the clerk or secretary-treasurer, as the case may be,) swear and solemnly affirm, that, to the best of my knowledge and belief, the foregoing valuation roll is correct; it is based upon the real and annual value of the prop-

rien n'y a été inséré ou omis, indûment ou frauduleusement. Ainsi que Dieu me soit en aide". (Art. 725 amendé.)

"erty, and nothing has been unduly or fraudulently omitted from or inserted in it. So help me God". (Art. 725 amended.)

Comme il n'est pas exigé que les estimateurs sachent écrire, ceux qui ne le savent pas signeront en faisant leur marque en présence d'un témoin qui signe.

1. Un rôle d'évaluation est nul si les estimateurs qui l'ont préparé ont été assermentés, non par l'un des officiers mentionnés à l'art. 7 C. M., mais par un commissaire *per dedimus potestatem*".—**Price vs La Corporation de Tadousac**, 1 Rev. Jur. 206 C. C., Gagné, J. Voir remarques sous l'article 6.

2. Le rôle d'évaluation est nul s'il est fait par trois évaluateurs dont l'un a été nommé par le maire sur le refus d'agir de l'un des évaluateurs nommés par le conseil, même si cette nomination du maire est ratifiée par le conseil, lors de l'homologation du rôle, et est également nul s'il n'est signé et attesté sous serment ni par les cotiseurs, ni par le secrétaire-trésorier qui a agi comme leur clerc.—**Rolfe et al., vs La Corporation du Canton de Stoke**, C. B. R., 24 L. C. J. 213.

3. Un rôle de cotisation est nul si les évaluateurs ne possèdent pas la qualité requise par la loi, ou s'ils n'ont pas prêté le serment requis, ou s'ils n'ont pas signé le rôle.—**Patton vs La Corporation de St-André d'Acton**, 13 L. C. J. 12.

4. Le défaut de qualité des évaluateurs ne donne pas lieu à une action en dommage et intérêts, de la part d'un contribuable, lorsqu'il émane contre lui une saisie exécution suivie de vente, pour cotisations scolaires basées sur leur rôle d'évaluation.—**Barrette vs Les Commissaires d'Ecoles pour La Municipalité de la Paroisse de St-Columban**, 7 R. L. p. 185.

660. Les estimateurs doivent déposer le rôle d'évaluation fait par eux, au bureau de la corporation, dans le délai déterminé pour faire ce rôle. A l'expiration de ce délai, si le rôle n'a pas été déposé, les estimateurs sont passibles d'une amende de vingt piastres chacun.

Nonobstant telle pénalité, ils peuvent cependant déposer le rôle dans les quinze jours après l'expiration du dit délai, mais non plus tard. (Arts 726 et 727 combinés et amendés.)

661. Aussitôt que les estimateurs ont déposé le rôle d'évaluation au bureau de la corporation, le secrétaire-trésorier doit en donner un avis public.

660. The assessors must deposit the valuation roll made by them, in the office of the corporation, within the delay fixed for making such roll; if the roll has not been deposited, the assessors are liable to a fine of twenty dollars each.

Notwithstanding such penalty, they may however deposit the roll within fifteen days from the expiration of the delay but not thereafter. (Arts. 726 and 727 combined and amended.)

661. So soon as the assessors have deposited the valuation roll in the office of the corporation, the secretary-treasurer must give public notice thereof.

L'avis comporte que le rôle restera ouvert à l'examen des intéressés ou de leurs représentants, durant les trente jours qui suivent celui de l'avis, et qu'il sera pris en considération par le conseil, à sa première session générale suivant l'expiration desdits trente jours. (Arts 732 et 736 et S. R., 1909, art. 5705 combinés et amendés.)

662. Quiconque se croit lésé par le rôle d'évaluation préparé par les estimateurs peut demander à le faire amender de manière à obtenir justice, en produisant sa demande écrite au bureau de la corporation locale, le ou avant le jour fixé pour l'examen du rôle par le conseil, ou en articulant verbalement sa plainte devant le conseil lors de cet examen. (Art. 735 amendé.)

663. Le conseil local doit, à sa première session générale après l'expiration des trente jours mentionnés dans l'article 661, examiner le rôle d'évaluation déposé par les estimateurs et l'amender, même en l'absence de plainte ou de demande à cet effet, en faisant l'évaluation de tous les biens impossibles dont l'entrée a été omise, et en y mentionnant tels biens omis, ainsi que leur valeur et toutes autres particularités y ayant rapport, d'après l'article 654; en retranchant tous les biens y mentionnés par erreur; en fixant au chiffre qu'il croit convenable la valeur d'évaluation de biens impossibles.

The notice must state that the roll will remain open to the examination of the parties interested or their representatives, during the thirty days next following the date of the notice, and that it will be taken into consideration by the council at its first general sitting following the expiration of the said thirty days. (Arts. 732 and 736, and R. S., 1909, art. 5705, combined and amended.)

662. Every person who deems himself aggrieved by the valuation roll made by the assessors may apply to have it amended so as to obtain justice, by filing his written complaint in the office of the local corporation on or before the day fixed for examination and consideration of the roll by the council, or by making his complaint verbally before the council at the time of such examination. (Art. 735 amended.)

663. The local council must, at the next general sitting after the expiration of the thirty days mentioned in article 661, examine the valuation roll deposited by the assessors, and amend it, even in the absence of any complaint or application to that effect, by inserting therein the description, and all other particulars required by article 654, of any taxable property which has been omitted from such roll, together with the valuation thereof; by striking therefrom any property erroneously inserted therein; by fixing at such sum as it thinks reasonable, any valuation of taxable property which it

qu'il juge avoir été faite au-dessus ou au-dessous de sa vraie valeur, réelle ou annuelle, ou en corrigeant les noms des personnes qui y sont inscrites, ou la désignation des terrains qui y sont mentionnés, ou en y insérant ce que les estimateurs ont omis d'entrer. (Art. 734 amendé.)

664. Le conseil, lors de l'examen du rôle d'évaluation, doit prendre connaissance des plaintes produites au bureau de la corporation ou articulées verbalement devant lui et entendre toute partie intéressée, et les estimateurs quand ils sont présents, ainsi que leurs témoins. (Art. 737 amendé.)

665. Tout amendement fait au rôle d'évaluation doit être ordonnée par une résolution du conseil et inscrit sur le rôle lui-même, ou sur un papier qui y est annexé, avec les initiales du secrétaire-trésorier.

Une déclaration, attestant l'exactitude des amendements et en déterminant le nombre, ainsi que la date à laquelle ils ont été faits, doit être inscrite sur le rôle ou lui être annexée, sous la signature du président et du secrétaire-trésorier. (Art. 738.)

666. Le secrétaire-trésorier doit, dans les dix jours qui suivent l'homologation du rôle par le conseil, transmettre au bureau de la corporation du comté une copie certifiée du rôle d'évaluation, tel qu'il se trouve alors.

Le secrétaire-trésorier doit aus-

believes to have been made under or above its true, real or annual value; or by correcting the names of persons entered therein, or the description of the lands mentioned therein; or by inserting therein whatever the assessors may have omitted to insert. (Art. 734 amended.)

664. The council, at the time of the examination of the valuation roll, may take cognizance of all complaints filed at the office of the corporation or verbally stated before it, and may hear all interested parties and the assessors when present, and their witnesses. (Art. 737 amended.)

665. Any amendment made to the valuation roll must be ordered by a resolution of the council and be entered upon such roll, or on a paper annexed thereto, with the initials of the secretary-treasurer.

A declaration testifying to the accuracy of the amendments and determining the number thereof, together with the date at which they were made, must be entered on the roll, or on a paper annexed thereto, under the signatures of the person presiding and of the secretary-treasurer. (Art. 738.)

666. The secretary-treasurer must, within ten days after the homologation of the roll by the council, send a certified copy thereof, in its then condition, to the office of the county corporation.

The secretary-treasurer must,

si transmettre, dans les trente jours qui suivent la mise en vigueur d'un rôle d'évaluation ou de la revision d'un rôle d'évaluation, au secrétaire de la province ou au registrateur de la division d'enregistrement où la municipalité est située, une copie certifiée de ce rôle ou de la revision, sous peine, pour chaque contravention, d'une amende de vingt piastres, et d'une autre de deux piastres, pour chaque jour que subsiste la contravention; et, à défaut du paiement de l'amende, tel secrétaire est passible d'un emprisonnement n'excedant pas vingt jours.

La poursuite pour le recouvrement de cette amende peut être intentée par et au nom du percepteur du revenu de la province pour le district dans les limites duquel se trouve la municipalité dont le secrétaire-trésorier est en défaut. (Art. 739 amendé.)

667. Tout conseil de comté doit, dans le cours du mois de septembre de l'année dans laquelle les nouveaux rôles d'évaluation sont faits en vertu de l'article 650 ou à une époque subséquente fixée par le conseil de comté ou le préfet,—avis spécial étant donné préalablement à tous les membres qui composent le conseil—examiner tous les rôles d'évaluation faits dans les municipalités locales du comté et transmis à son bureau, constater si l'évaluation faite dans chacune de ces municipalités locales est proportionnée à celle faite dans les autres, et augmenter ou diminuer, s'il en est be-

also, within thirty days after the coming into force of any valuation roll, or of any revision thereof, forward to the Provincial Secretary and to the registrar of the registration division in which the municipality is situated, a certified copy of such valuation roll, or of such revision, under penalty of a fine of twenty dollars for each contravention, and a further fine of two dollars for each day during which the contravention lasts; and in default of payment of the fine, such secretary-treasurer is liable to imprisonment for a period of not more than twenty days.

The suit for the recovery of such fine may be instituted by and in the name of the collector of provincial revenue for the district within which municipality whose secretary-treasurer is in default is situated. (Art. 739 amended.)

667. Every county council must, during the month of September, in the year wherein the new valuation rolls are made under article 650, or at a subsequent date fixed by the county council or by the warden,—special notice to that effect having been previously given to all the members of such council,—examine all the valuation rolls made in the local municipalities of the county, which have been forwarded to the office of the county corporation; ascertain whether the valuation made in each of them bears a just proportion to the valuation made in the others; and increase or de-

soin, le montant de l'évaluation portée au rôle de chacune de ces municipalités, du pourcentage qui lui paraît nécessaire pour établir une juste proportion entre tous les rôles d'évaluation faits dans la municipalité du comté.

Néanmoins, le conseil de comté ne peut en aucune manière réduire le chiffre total des rôles d'évaluation faits dans le comté.

Le rôle d'évaluation ainsi amendé ne sert que pour les fins de comté. (Art. 740 amendé.)

668. Si une copie d'un nouveau rôle d'évaluation est transmise au bureau de la corporation du comté après l'examen fait en vertu de l'article 667, le conseil du comté doit, dans les trente jours qui suivent la transmission de cette copie, prendre communication du nouveau rôle, et, s'il en est besoin, en proportionner le montant de l'évaluation avec celui des rôles des autres municipalités locales du comté, d'après la règle prescrite à l'article 667, sans, toutefois, diminuer ni augmenter les divers montants des rôles d'évaluation en vigueur dans les autres municipalités. (Art. 741 amendé.)

669. Tout rôle d'évaluation entre en vigueur tel qu'alors amendé, s'il l'a été dans le temps prescrit, nonobstant toute action en cassation, pour les fins locales, dès qu'il a été déclaré homologué par le conseil local et, pour les fins de comté, à l'expiration du délai pendant lequel le conseil de

crease, if necessary, the amount of the valuation entered on the roll of each of such municipalities, by any rate per cent. which it deems requisite to establish a just proportion between all the valuation rolls made in such county municipality.

Nevertheless, the county council cannot in any way reduce the total amount of all the valuation rolls made in the county.

The valuation roll so amended serves only for county purposes. (Art. 740 amended.)

668. If a copy of a new valuation roll is forwarded to the office of the county corporation after the examination made under article 667, the county council must, within thirty days thereafter, take communication of the new roll, and, if necessary, proportion the amount of the valuation thereof to the amount set forth in the rolls of the other local municipalities of the county, in conformity with the rule laid down in article 667, without, however, diminishing or increasing the several amounts of the valuation rolls in force in the other municipalities. (Art. 741 amended.)

669. Every valuation roll comes into force as amended, if it has been amended within the time prescribed, notwithstanding any action to set the same aside,—for local purposes, from the date of the homologation thereof by the local council,—and for county purposes, from the expiration of

comté pouvait en prendre connaissance.

Le défaut de se conformer à ce qui est prescrit par les articles 667 et 668, de la part du conseil de comté, n'empêche pas néanmoins l'entrée en vigueur des rôles d'évaluation pour les fins de comté. (Art. 742 amendé.)

670. Il reste en vigueur jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation, fait d'après les dispositions du présent titre; et, pendant ce temps, il sert de base aux taxes, contributions, répartitions en deniers, mains-d'œuvre ou matériaux imposés en vertu des règlements, procès-verbaux ou actes de répartition, ainsi qu'à toute qualité foncière, et au paiement de toute dette municipale, sauf les cas particuliers où il en est autrement ordonné par les dispositions du présent code. (Art. 743 amendé.)

671. Si, après que le rôle d'évaluation a été homologué, quelque propriété immobilière dans la municipalité subit une diminution de valeur considérable, soit par incendie, démolition, accident ou toute autre cause, le conseil peut, sur requête du propriétaire, réduire l'estimation de telle propriété à sa valeur réelle.

L'article 666 s'applique, "mutatis mutandis", à compter du jour où le conseil a établi la réduction de l'estimation. (S. R., 1909, art. 5711 amendé.)

672. Les propriétaires ou occu-

the delay during which the county council might take communication thereof.

The failure of the county council to comply with the provisions of articles 667 and 668, does not prevent the valuation roll from coming into force for county purposes. (Art. 742 amended.)

70. Such valuation roll remains in force until the coming into force of the new valuation roll made in accordance with the provisions of this title; and, during such time, it serves as a basis for all taxes, rates, apportionments in money, labour or materials imposed under by-laws, "procès-verbaux" or acts of apportionment, as well as for any immoveable property qualification, and for the payment of all municipal debts, except in special cases otherwise provided for by the provisions of this code. (Art. 743 amended.)

671. If, after the valuation roll has been homologated, any immoveable property in the municipality is considerably diminished in value, either by fire, the pulling down of buildings, accidents, or any other cause, the council may, on application of the owner, cause the valuation of such property to be reduced to its real value.

Article 666 applies, "mutatis mutandis", from the day when the council reduced the valuation. (R. S., 1909, art. 5711 amended.)

672. The owners or occupants

pants des biens-fonds imposables ou des biens déclarés imposables et les personnes qui peuvent être taxées en vertu de quelque disposition du présent code sont tenus, en autant qu'ils le peuvent, de donner tous les renseignements demandés par les estimateurs et de répondre la vérité aux questions posées par eux relativement à l'évaluation de ces biens, et, sur leur refus de donner ces renseignements ou de répondre la vérité à ces questions, tels propriétaires, occupants ou personnes encourrent une amende de pas moins de cinq ni de plus de huit piastres. (Art. 745 amendé.)

673. Après chaque mutation de propriétaire, d'occupant ou de locataire d'un terrain mentionné au rôle d'évaluation en vigueur, le conseil local, sur demande par écrit à cet effet, et sur preuve suffisante, doit biffer le nom de l'ancien propriétaire, occupant ou locataire et y inscrire celui du nouveau.

Le conseil, sur requête écrite et preuve suffisante, après avis à la partie intéressée ou de son consentement, doit aussi biffer du rôle d'évaluation le nom de toute personne qui, y ayant été inscrite en vertu du paragraphe 10 ou du paragraphe 11 de l'article 654, a cessé de posséder les qualités exigées, et inscrire sur ce rôle les noms des personnes devenues qualifiées en vertu de l'un ou l'autre de ces paragraphes, depuis la confection ou la révision du rôle d'évaluation. (Art. 746 amendé.)

of taxable immoveables or of property declared taxable, and the persons who may be taxed under any provision of this code, are bound in so far as it lies in their power to give all the information applied for by the assessors and to answer truly the questions put to them by the assessors relative to the value of their properties, and, upon their refusal to give such information or to answer such questions truly, such owners, occupants or persons incur a fine of not less than five nor more than eight dollars. (Art. 745 amended.)

673. After every change of owner, occupant or tenant of any land set forth in the valuation roll in force, the local council, on a written application to that effect, and after sufficient proof, must erase from such roll the name of the former owner, occupant or tenant, and enter therein the name of the new one.

The council must also, upon application in writing and sufficient proof, after notice served on the interested party or with his consent, also strike from the valuation roll the name of every person who, having been entered thereon under paragraph 10 or paragraph 11 of article 654, has become disqualified, and must enter upon such roll the name of every person who has become qualified under either of such paragraphs, since the preparation or revision of the valuation roll. (Art. 746 amended.)

674. Les estimateurs en office sont tenus de faire, chaque année, sur l'ordre du conseil, en la manière et au temps prescrits par lui, un état de toutes les personnes taxées par le conseil à raison de leur emploi, profession, genre d'affaires, ou de leur loyer, ou à raison de leurs propriétés mobilières seulement.

Sur le refus ou la négligence des estimateurs de faire cet état, de la manière et dans le temps prescrits, le conseil peut le faire faire par le secrétaire-trésorier.

Cet état est déposé au bureau de la corporation, et avis public de tel dépôt est donné.

Ledit état est soumis pour homologation au conseil à la séance à laquelle il fait la revision annuelle du rôle en vertu de l'article 575.

Les personnes qui ont des plaintes à faire à l'encontre dudit état doivent les produire par écrit au bureau de la corporation, ou les articuler verbalement devant le conseil lors de l'homologation. (Art. 585 amendé.)

Le dit état peut être revisé de temps à autre dans l'année, soit en tout soit en partie, chaque fois que le conseil le juge à propos, mais après avis spécial à la personne intéressée.

675. Le conseil local doit, chaque année qu'il n'est pas fait un nouveau rôle d'évaluation, reviser et amender le rôle d'évaluation en vigueur, ainsi que l'état préparé en vertu de l'article 674, après avis public de quinze jours.

674. The assessors in office are bound to make each year, upon the order of the council, in the manner and at the time it directs, a statement of all persons taxed by the council by reason of their employment, profession, business or rental, or on moveable property only.

Upon the refusal or neglect of the assessors to make such statement in the manner and at the time prescribed, the council may have it made by the secretary-treasurer.

Such statement is deposited at the office of the corporation, and public notice thereof is given.

Such statement is submitted to the council for homologation at the sitting which the annual revision of the roll is made under article 675.

Persons having complaints to make against such statement must produce them in writing at the office of the corporation, or make them verbally before the council at the time of the homologation. (Art. 585 amended.)

The said statement must be revised from time to time during the year, either wholly or in part, whenever the council deems it expedient, but only after special notice to the person interested.

675. The local council must, each year in which no new valuation roll is made, and after public notice of fifteen days has been given, revise and amend the valuation roll then in force, as well as the statement made under article 674,

en se conformant aux formalités prescrites par les articles 661, 664 et 665.

Cette revision aura lieu au mois de juin.

Les amendements ainsi faits au rôle d'évaluation, soit par le conseil agissant de lui-même, soit en vertu de l'état déposé par les estimateurs, entrent immédiatement en vigueur. (Art. 746a amendé.)

676. Lorsque le rôle d'évaluation a été cassé en vertu des articles 430 et suivants, l'ancien rôle redevient en vigueur, et sert jusqu'à l'entrée en vigueur d'un nouveau rôle d'évaluation. (Art. 747 amendé.)

677. Il y a droit d'appel à la Cour de circuit du comté ou du district, ou à la Cour de magistrat de district, dont la sentence sera finale :

1. De toute décision du conseil, sur plainte ou demande produite en vertu des articles 662, 673, 674 ou 675, dans les trente jours à compter de cette décision; ou

2. De tout refus ou de toute négligence par le conseil de prendre en considération une plainte ou une demande écrite, produite en vertu des articles 662, 673, 674 ou 675, dans les trente jours après l'expiration du délai pendant lequel il pouvait en prendre connaissance.

Les procédures sur cet appel sont prises par action ordinaire. (S. R., 1909, art. 5715 amendé.)

by complying with the formalities prescribed by articles 661, 664 and 665.

Such revision is made in the month of June.

The amendments thus made to the valuation roll by the council, whether of its own motion or by reason of the statement of the assessors, come into force and effect forthwith. (Art. 746a amended.)

676. Whenever the valuation roll has been set aside under articles 430 and following, the former roll revives and remains in force until a new valuation roll comes into force. (Art. 747 amended.)

677. An appeal lies to the Circuit Court of the county or of the district, or to the Magistrate's Court of the district, whose decision shall be final:

1. From any decision of the council upon a complaint or application under article 662, 673, 674 or 675, within thirty days from such decision; or

2. Whenever the council has neglected or refused to consider any written complaint or application made under article 662, 673, 674 or 675, within thirty days after the expiration of the delay within which it might have taken cognizance thereof.

The proceedings upon such appeal are taken by an ordinary action. (R. S., 1909, art. 5715 amended.)

678. La décision ne peut être infirmée que dans le cas où une injustice réelle a été commise, et nullement à cause d'une variante ou d'une irrégularité de peu d'importance. (S. R., 1909, art. 5722.)

678. The decision may be set aside only when substantial injustice has been committed, and never by reason of any trifling variance or informality. (R. S., 1909, art. 5722.)

TITRE XXIII DES TAXES ET DES PERMIS

CHAPITRE PREMIER DISPOSITIONS GÉNÉRALES

TITLE XXIII TAXES AND LICENSES

CHAPTER FIRST GENERAL PROVISIONS

679. Les taxes municipales imposées par une corporation locale sur des biens imposables d'une municipalité doivent être réparties, tant sur les biens-fonds imposables que sur les biens meubles et les personnes déclarés imposables par les règlements, à moins qu'il ne soit spécialement déclaré qu'elles doivent être imposées uniquement sur les biens-fonds imposables.

Les taxes municipales imposées par une corporation de comté ne doivent être réparties que sur les biens-fonds imposables. (Art. 937 amendé.)

679. Municipal taxes imposed by a local corporation on the taxable property of a municipality must be apportioned as well upon taxable immovables as on moveable property and persons declared to be taxable by the by-laws, unless it is specially declared that such taxes must be imposed solely on taxable immovable property.

Municipal taxes imposed by a county corporation may be apportioned only on taxable immovable property. (Art. 937 amended.)

680. Le montant de toute taxe imposée par une corporation de

680. The amount of every tax imposed by a county corporation

comté, pour des fins générales ou spéciales, est prélevé, sauf le cas de l'article 697, sur toutes les corporations locales de ce comté, en proportion de la valeur totale de leurs biens-fonds imposables affectés au paiement de cette taxe. (Art. 938 amendé.)

681. La part imposée à chaque corporation locale constitue une dette payable par elle à la corporation du comté d'après les conditions et aux termes déterminés par le conseil du comté.

Le montant de cette part ou dette est perçu, dans la municipalité locale, comme les taxes locales, sur tous les biens-fonds imposables affectés à cette taxe, sans qu'il soit besoin de faire d'autres règlements ou d'émettre d'autres ordres à cet effet.

En cas de refus ou de négligence de la part de la corporation locale de payer la part qui lui est imposée, elle peut être recouvrée par une action ordinaire. (Art. 939 amendé.)

682. Il est de devoir du secrétaire-trésorier de la corporation du comté, avant le quinze de mai de chaque année ou à toute autre époque fixée par le conseil, de répartir, avec l'approbation de ce dernier, entre toutes les corporations locales de la municipalité du comté, les sommes payables à la corporation du comté, pendant l'année courante, en vertu des ordres municipaux ou de répartitions antérieures en vigueur, et de

for general or special purposes. is levied, except in the cases mentioned in article 697, on all the local corporations of such county, in proportion to the total value of their taxable immovable property liable for the payment of such tax. (Art. 938 amended.)

681. The portion imposed on each local corporation, according to the conditions and on the terms fixed by the county council.

The amount of such portion or debt is levied in the local municipality in the same manner as local taxes, on all the taxable immovable property subject to such tax, without its being necessary to pass any other by-law or give any other order for that purpose.

In the case of refusal or neglect on the part of the local corporation to pay the portion which has been imposed upon it, such portion may be recovered from it by an ordinary action. (Art. 939 amended.)

682. The secretary-treasurer of every county corporation must, before the fifteenth day of May in each year, or at any other time fixed by the council, apportion, with the approval of the latter, among all the local corporations of the county municipality, the sums payable to the county corporation during the current year, under either municipal orders or former apportionments in force, and transmit to the office of each

transmettre au bureau de chaque corporation locale une copie certifiée de cette répartition.

Chaque fois qu'une nouvelle somme de deniers est imposée par la corporation de comté, après l'époque déterminée par le présent article, une nouvelle répartition doit être faite et transmise de la même manière par le secrétaire-trésorier. (Art. 940 amendé.)

683. Les taxes imposées pour des fins de comté en vertu d'un règlement, d'un procès-verbal ou d'un acte de répartition se rapportant à un procès-verbal, ou fait en vertu de l'article 697, sont perçues par le secrétaire-trésorier ou autres officiers municipaux à ce préposés de chacune des municipalités locales où sont situés les biens-fonds imposables affectés au paiement de ces taxes, de la même manière que les taxes imposées pour des fins locales.

Un état de ces taxes doit être transmis sans délai au secrétaire-trésorier de la corporation locale.

A défaut par le secrétaire-trésorier de la corporation locale ou des officiers municipaux à ce préposés, de prélever ces taxes dans les deux mois qui suivent la transmission de cet état, le secrétaire-trésorier du comté possède, pour le prélèvement et la perception de ces taxes, tous les droits et pouvoirs qu'a le secrétaire-trésorier local en vertu du chapitre quatrième du présent titre (articles 710-725), et le paiement de ces taxes,

local corporation a certified copy of such apportionment.

Whenever a new sum of money is required by the county corporation at the period fixed by this article, a new apportionment must be made and transmitted in the same manner by the secretary-treasurer. (Art. 940 amended.)

683. Taxes imposed for county purposes under a by-law, "procès-verbal" or act of apportionment in connection with a "procès-verbal", or made under article 697, are collected by the secretary-treasurer or other municipal officers appointed for the purpose by each local municipality in which the taxable immoveable property liable for the payment of such taxes is situated, in the same manner as taxes imposed for local purposes.

A statement of such taxes must be transmitted without delay to the secretary-treasurer of the local corporation.

In default of the secretary-treasurer of the local corporation or the municipal officers appointed for the purpose of levying such taxes within two months after the transmission of such statement, the county secretary-treasurer possesses, for the purpose of levying such taxes, all the powers which the local secretary-treasurer has under chapter fourth of this title, (arts. 710-725), and payment of the taxes in such case shall be

dans ce cas, se fait au bureau du secrétaire-trésorier du comté. (Art. 941 amendé.)

made at the office of the county secretary - treasurer. (Art. 941 amended.)

684. Toutes les taxes municipales imposées sur des biens impossibles, doivent être réparties avec justice, d'après le rôle d'évaluation en vigueur, sur tous les biens assujettis au paiement de ces taxes, en proportion de leur valeur imposable, c'est-à-dire de la valeur réelle pour les biens-fonds, et de la valeur estimée ou du montant fixé dans les limites de la loi par la corporation locale pour les biens ou les personnes qui peuvent être et ont été déclarées impossibles en vertu du présent code; sauf le cas de l'article 531 ou de toutes autres dispositions spéciales. (Art. 942 amendé.)

684. All municipal taxes imposed on taxable property must be fairly apportioned according to the valuation roll in force, on all property liable for the payment of such taxes, in proportion to its taxable value, that is to say, in proportion to the real value of the immoveable property, and the estimated value, or the amount fixed within the limits prescribed by law by the local corporation, of moveable property declared taxable or the persons who may be and have been taxed under any provision of this code, saving the case mentioned in article 531, or any other special provision. (Art. 942 amended.)

685. Les répartitions, taxes ou contributions municipales en main-d'œuvre ou en matériaux sont toujours convertibles en deniers, après leur échéance, par une résolution du conseil après avis spécial donné aux contribuables intéressés, ou par le jugement d'un tribunal. (Art. 945 amendé.)

685. Municipal apportionments, taxes or contributions in labour or materials are always, after they fall due, convertible into money, by a resolution of the council, after special notice to the rate-payers interested, or by the judgment of a court. (Art. 945 amended.)

686. Dans les municipalités de ville ou de village dont la population dépasse dix mille âmes, d'après le dernier recensement général, ou un recensement particulier, certifié par le maire ou le secrétaire-trésorier, les taxes destinées à payer l'intérêt de bons municipaux émis dans le but de subvenir aux frais de construction d'aqueducs ou de canaux souterrains, comme celles destinées au

685. In town or village municipalities in which the population exceeds ten thousand souls according to the last general census, or a special census certified by the mayor or secretary-treasurer, the taxes destined to the payment of interest on municipal bonds, issued for the purpose of providing for the cost of constructing water-works or underground drains, as well as those destined to the pay-

paiement du fonds d'amortissement ou au rachat de ces bons, peuvent être imposées sur la valeur du revenu annuel des biens-fonds imposables, affectés au paiement du fonds d'amortissement ou au rachat de ces bons, et doivent être prélevées d'après le dernier rôle d'évaluation. (Art. 640i.)

687. Les taxes portent intérêt à dater de l'expiration du délai pendant lequel elles doivent être payées, sans qu'il soit nécessaire qu'une demande spéciale soit faite à cet effet. Il n'est pas au pouvoir du conseil ou des officiers municipaux de faire remise de ces intérêts. (Art. 947 amendé.)

688. Toutes taxes municipales imposées sur un terrain peuvent être réclâmées, aussi bien de l'occupant ou autre possesseur de ce terrain que du propriétaire, de même que tout acquéreur subséquent de ce terrain, lors même que tel occupant, possesseur ou acquéreur n'est pas inscrit sur le rôle d'évaluation. (Art. 948.)

689. Quiconque, n'étant pas propriétaire, paie les taxes municipales imposées à raison du terrain qu'il occupe, est subrogé, sans autre formalité, aux privilèges de la corporation contre les biens, meubles et immeubles, du propriétaire, et peut, à moins de convention contraire, retenir sur le prix du loyer, ou sur toute autre somme qu'il lui doit, ou recouvrer de lui par action personnelle, le montant qu'il a payé, en capital, intérêt et frais. (Art. 949.)

ment of the sinking-fund or the redemption of such bonds, may be levied upon the annual revenue of the taxable immoveable property liable for the payment of the sinking-fund or the redemption of such bonds, and shall be levied according to the last valuation roll. (Art. 640i.)

687. Taxes bear interest from the expiration of the delay during which they ought to be paid, without its being necessary for such purpose that a special demand of payment be made. Neither the council nor any municipal officer can remit such interest. (Art. 974 amended.)

688. All municipal taxes imposed on any land may be collected from the occupant or other possessor of such land as well as from the owner thereof, or from any subsequent purchaser of such land, even when such occupant, possessor or purchaser is not entered on the valuation roll. (Art. 948.)

689. Any person, not being the owner, who pays municipal taxes imposed by reason of the land which he occupies, is subrogated without other formality in the privileges of the corporation on the moveable and immoveable property of the owner, and may, unless there is an agreement to the contrary, withhold from the rent or from any other debt which he owes him, or recover from him by personal action, the amount which he has paid in principal, interest and costs. (Art. 949.)

690. Les arrérages de taxes municipales se preserivent par trois ans. Cette disposition est sujette à l'application des articles 2267 et 2270 du Code civil. (Art. 950 amendé.)

690. Arrears of municipal taxes are prescribed by three years. This provision is subject to the application of articles 2267 and 2270 of the Civil Code. (Art. 950 amended.)

691. Le conseil local doit, sur la réquisition des commissaires ou des syndics d'écoles de toute municipalité scolaire située, en tout ou en partie, dans les limites de la municipalité locale, accepter le rôle ou un extrait certifié du rôle de perception pour les écoles, présenté par eux, et ordonner au secrétaire-trésorier de faire la perception de ces taxes de la même manière et en même temps que les taxes municipales. (Art. 952 et S. R., 1909, art. 2867 combinés et amendés.)

691. The local council must, on the requisition of the school commissioners or trustees of any school municipality situated in whole or in part within the local municipality, accept the school assessment roll or the certified extract therefrom, presented by them, and order the secretary-treasurer to collect such taxes in the same manner and at the same time as municipal taxes. (Art. 952 and R. S., 1909, art. 2867 combined and amended.)

692. Les taxes prélevées par la corporation locale pour les travaux publics dans chacun des cantons réunis pour former une municipalité locale distincte, en vertu du titre premier du présent code (articles 23-61) sont dépensées, déduction faite des frais de perception et d'administration, dans le canton où elles ont été prélevées, à moins que la corporation du comté n'en ordonne autrement. (Art. 953 amendé.)

692. Taxes levied by the local corporation for public works in each of the townships united to form a distinct local municipality, under title first of this code (arts. 23-61), are expended, less the costs of collection and of management, in the townships in which such taxes were levied, unless the county corporation otherwise orders. (Art. 953 amended.)

CHAPITRE DEUXIEME DES BIENS NON-IMPOSABLES

CHAPTER SECOND NON-TAXABLE PROPERTY

693. Sont des biens non imposables:

a. Les propriétés appartenant à

693. The following property is not taxable:

a. Property belonging to His

Sa Majesté ou tenues en fidéicom-
mis pour son usage, celles possé-
dées ou occupées par la corpora-
tion de la municipalité où elles
sont situées, les édifices où se
tiennent les Cours de circuit et les
bureaux d'enregistrement;

b. Celles possédées ou occupées
par le gouvernement fédéral ou
provincial, ou qui leur appartiennent;

c. Celles appartenant à des fa-
briques ou à des institutions ou
corporations religieuses, charita-
bles ou d'éducation, ou occupées
par ces fabriques, institutions ou
corporations, pour les fins pour
lesquelles elles ont été établies, et
non possédées par elles unique-
ment pour en retirer un revenu;

d. Les cimetières, les évêchés,
les presbytères et leurs dépen-
dances;

e. Toutes les propriétés appar-
tenant à des compagnies de che-
min de fer, recevant ou pouvant
recevoir une subvention du gou-
vernement de la province, pour
une période de vingt ans, à com-
pter de la date du premier paiement
en acompte de la subvention;

f. Toutes maisons d'éducation
qui ne reçoivent aucune subven-
tion de la corporation de la muni-
cipalité où elles sont situées ainsi
que leurs dépendances et les ter-
rains sur lesquels elles sont éri-
gées;

g. Toutes les propriétés appar-
tenant aux sociétés d'agriculture
et d'horticulture, ou spécialement
employées par ces sociétés pour
des fins d'exposition.

Majesty or held in trust for his
use, property owned or occupied
by the corporation of the munici-
pality in which it is situated, and
the buildings in which the Circuit
Courts are held and registry offi-
ces are situated;

b. Property owned or occupied
by the Federal or Provincial Gov-
ernment;

c. Property belonging to "fa-
briques", or to religious, charit-
able or educational institutions or
corporations, or occupied by such
"fabriques", institutions or cor-
porations for the ends for which
they were established, and not
possessed by them solely to derive
a revenue therefrom;

d. Burial-grounds, bishops' pal-
aces, parsonage houses, and their
dependencies;

e. All property belonging to
any railway company receiving a
subsidy from the Provincial Gov-
ernment, for the period of twenty
years from the date of the first
payment on account of the sub-
sidy;

f. All educational institutions
which do not receive a grant from
the corporation of the municipal-
ity in which they are situated, as
well as their dependencies and the
land on which they are erected;

g. All property belonging to or
used specially for exhibition pur-
poses by agricultural or horticul-
tural societies.

694. 1. Les propriétaires et les occupants des immeubles mentionnés dans les paragraphes e, d, e, f, g de l'article 693 sont néanmoins tenus aux travaux d'entretien sur les chemins de front situés en face de ces biens dans les municipalités locales où ces chemins ne sont pas à la charge et aux frais de la corporation, en tout ou en partie, conformément aux dispositions du présent code.

Il en est de même pour les travaux des ponts et cours d'eau du découvert, des fossés de ligne et des clôtures de ligne dépendant de ces terrains.

2. Les immeubles mentionnés dans les paragraphes e, d, e, f, et g de l'article 693, sont cependant imposables pour l'éclairage public, pour l'achat et l'entretien des appareils destinés à combattre les incendies et pour la consommation de l'eau. Ils sont aussi imposables pour l'ouverture et l'entretien des chemins, ponts et cours d'eau, quand ces travaux sont à la charge et aux frais de la corporation, en tout ou en partie, pourvu que les travaux d'ouverture ou d'entretien, sur les chemins, ponts et cours d'eau dépendant de ces immeubles soient assumés par la corporation.

Pour les fins du présent paragraphe, la valeur réelle seule du terrain est considérée, nonobstant les dispositions de l'article 656, pour établir la taxe imposable sur les immeubles mentionnés dans les paragraphes e, d, e, f et g de l'article 693. (Art. 713 amendé.)

694. 1. The owners and occupants of immoveable property mentioned in paragraphs e, d, e, f, g of article 693 are nevertheless liable for works of repair upon the front roads situated opposite such property, in the local municipalities wherein such roads are not, in whole or in part, in accordance with any provision of this code, at the costs and charge of the corporation. They are also liable for work on bridges, water-courses, clearances, boundary ditches and fences, belonging to such lands.

2. The immoveables mentioned in paragraphs e, d, e, f, g, of article 693 are nevertheless, taxable for public lighting, for the purchase and maintenance of fire-fighting apparatus and for the payment for the use of water. They are also taxable for the opening and maintenance of roads, bridges and water-courses, when such works are, in whole or in part, at the costs and charge of the corporation, provided that such work of opening and maintaining such roads, bridges and water-courses accessory to such immoveables is assumed by the corporation.

For the purposes of this paragraph, only the real value of the land is to be considered notwithstanding the provisions of article 656, in order to determine the tax payable upon any of the immoveables mentioned in paragraphs e, d, e, f, g of article 693. (Art. 713 amended.)

CHAPITRE TROISIEME
DE L'IMPOSITION DES TAXES

CHAPTER THIRD
IMPOSITION OF TAXES

695. Toutes taxes sont imposées par règlement ou procès-verbal, sauf dans les cas autrement réglés. (Nouveau.)

695. All taxes are imposed by by-law or "procès-verbal", except in cases otherwise provided for. (New.)

696. Toute corporation locale peut imposer et prélever annuellement dans les limites fixées par le présent code, par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables et les personnes qui peuvent être taxées, ou seulement sur tous les biens-fonds imposables de la municipalité, toute somme de deniers nécessaire pour rencontrer les dépenses d'administration, ou pour un objet spécial quelconque dans les limites de ses attributions.

696. Every local corporation may impose and levy annually, within the limits determined by this code, by direct taxation on all taxable property, and persons who may be taxed, or only on all the taxable immoveable property of the municipality, any sum of money required to defray the expenses of administration, or for any special purpose whatever, within its jurisdiction.

Une corporation de comté possède les mêmes pouvoirs, mais la taxation directe ne peut être exercée que sur les biens-fonds imposables. (Art. 489 amendé.)

A county corporation has the same powers, but direct taxation may be levied only on taxable immoveable property. (Art. 489 amended.)

697. Toute corporation locale peut imposer et prélever annuellement dans les limites fixées par le présent code, par voie de taxation directe, sur tous les biens imposables, ou seulement sur les biens-fonds imposables des personnes qui, dans l'opinion du conseil, sont intéressées dans un ouvrage public sous la direction de la corporation, ou qui bénéficient de tel ouvrage, toute somme de deniers nécessaire pour subvenir à

697. Every local corporation may impose and levy annually, within the limits determined by this code, by means of direct taxation on all the taxable property, or only on the taxable immoveable property, belonging to those persons, who in the opinion of its council, are specially interested in any public work under the control of the corporation, or belonging to those who specially benefit by such work, all sums of money

la construction et à l'entretien de cet ouvrage.

Une corporation de comté possède les mêmes pouvoirs, mais la taxation directe ne peut être exercée que sur les biens-fonds imposables. (Art. 490 amendé.)

698. Toute corporation locale peut imposer et prélever annuellement, sur tout fonds de marchandises ou tous effets de commerce tenu par des marchands ou commerçants et exposés en vente dans des magasins ou gardés dans des voûtes, entrepôts ou hangars: sur tout clos ou dépôt de bois brut, scié ou manufacturé, et sur tous clos ou dépôt de charbon ou de tous autres articles de commerce gardés pour la vente—une taxe n'excédant pas, dans aucun cas, en totalité, un dixième d'un pour cent sur la valeur moyenne estimée desdits fonds de marchandises ou autres effets de commerce. (S. R., 1909, art. 5732 amendé.)

699. Toute corporation locale peut imposer et prélever annuellement les taxes ci-après désignées sur les personnes suivantes:

1. Sur tout locataire qui paie loyer, une taxe n'excédant pas cinq centins par piastre, sur le montant de son loyer;

2. Sur tous les habitants mâles, âgés de vingt et un ans, résidant dans la municipalité et non autrement taxés en vertu du présent code, une taxe n'excédant pas une piastre. (Art. 584 et S. R., 1909, art. 5734 combinés et amendés.)

700. Une corporation locale peut

required for the construction and maintenance of such work.

A county corporation has the same powers, but direct taxation can be levied only on taxable immoveable property. (Art. 490 amended.)

698. Every local corporation may impose and levy annually on all the stock in trade or goods kept by merchants and dealers and exposed for sale in shops, or kept in vaults, warehouses or store-houses; on all yards or depots for rough, sawn or manufactured wood or lumber, and on all yards or depots for coal or other articles of commerce kept for sale, a tax, in no case exceeding in the aggregate one-tenth of one per cent on the estimated value of such stock in trade or other articles of commerce. (R. S., 1909, Art. 5732 amended.)

699. Every local corporation may impose and levy annually the taxes hereinafter mentioned, upon the following persons:

1. Upon every male person who pays rent, a tax not exceeding five cents in the dollar upon the amount of his rent;

2. Upon every male person, twenty-one years of age, residing in the municipality and not otherwise taxed under this code, a tax not exceeding one dollar. (Art. 584 and R. S., 1909, Art. 5734 combined and amended.)

700. Every local corporation

imposer et pr lever certains droits annuels ou taxes sur tous commerces, manufactures, établissements financiers ou commerciaux, occupations, arts, professions, métiers, ou moyens de profit et d'existence, exercés ou exploités par une ou des personnes, sociétés ou corporations, dans la municipalité, pourvu que ces droits ou taxes n'excèdent, dans aucun cas, en totalité, la somme de cent piastres.

Ces droits ou taxes peuvent être plus élevés pour les personnes qui ne résident pas depuis douze mois dans la municipalité que pour celles qui y résident. (Arts. 582, 582a et 710 et S. R., 1909, art. 5735 combinés et amendés.)

701. Le montant de ces droits ou taxes est fixé et déterminé par règlement. Le montant ainsi fixé peut être différent pour chaque classe d'affaires, de commerces, de métiers, de professions, d'occupations, d'arts ou moyens de profit ou d'existence. (Nouveau.)

702. Il est prohibé à une corporation de prélever des taxes sur un commis-voyageur, prenant des commandes ou vendant des marchandises ou autres articles sur échantillon, catalogue ou liste de prix, ou d'obliger quelqu'une de ces personnes à prendre une licence de telle corporation, et ce, notwithstanding toute disposition contraire contenue dans quelque statut. (S. R., 1909, art. 5932 amendé.)

703. Toute taxe, imposée en ver-

may impose and levy certain annual dues or taxes on all trades, manufactures, financial or commercial establishments, occupations, arts, professions, callings or means of earning a profit or livelihood, carried on or followed by one or more persons, firms or corporations in the municipality, provided that such dues or taxes do not exceed in the aggregate, in any one case, the sum of one hundred dollars.

Such dues or taxes may be higher for persons who have not resided in the municipality for twelve months, than for persons who reside therein. (Arts. 582, 582a, and 710, and R. S., 1909, Art. 5735 combined and amended.)

701. The amount of such dues or taxes is fixed and determined by by-law. The amount thus fixed may be different for each class of business, commerce, trade, profession, art, occupation, calling or means of earning a profit or livelihood. New.)

702. Nevertheless, no corporation may levy taxes upon any commercial traveller soliciting orders or selling merchandise or other articles, by sample, catalogue or price-list, nor oblige any such persons to take a license from such corporation, notwithstanding any provision to the contrary in any statute. (R. S., 1909, art. 5932 amended.)

703. Every tax imposed under

tu de l'article 700, peut être imposée et prélevée sous forme de permis ou licence, et alors cette taxe est payable annuellement, aux dates et conditions et avec les restrictions que le conseil détermine. (S. R., 1909, art. 5736 amendé.)

article 700 may be imposed and levied in the form of a permit or license; and thereupon such tax shall be payable annually, at such time and under such conditions and with such restrictions as the council may determine. (R. S., 1909, Art. 5736 amended.)

704. La répartition des taxes dont l'imposition est autorisée par le présent code, quand il s'agit de personnes ou de biens meubles déclarés imposables, n'autorise pas une imposition plus considérable, en totalité, que celle fixée par les règlements adoptés en vertu des articles 698, 699, 700, 701 et 703 par la corporation locale.

704. The apportionment of the taxes authorized by this code, in the case of persons or moveable property declared to be taxable, does not authorize the imposition of a larger amount, in the aggregate, than that fixed by by-laws passed by the local corporation under articles 698, 699, 700, 701 and 703.

Le produit de la taxe, de la licence ou du permis, selon le cas, forme partie du fonds général de la corporation locale qui peut en disposer suivant la loi. (Nouveau.)

The proceeds of the tax, license or permit, as the case may be, form part of the general fund of the local corporation, which may dispose of the same according to law. (New.)

705. Tout charretier ou roulier public, licencié comme tel dans la municipalité locale où il est domicilié, peut transporter des effets qui proviennent de cette municipalité, ou voiturier des personnes qui en viennent, dans toute autre municipalité locale, érigée en vertu d'une loi quelconque, sans y payer de licence ou de taxes à raison de ce transport.

705. Every carter or common carrier, licensed as such in the local municipality in which he is domiciled, may convey any articles taken from such municipality, or drive any person going therefrom, into any other municipality erected under any law whatsoever, without having to pay therein for any license or tax on account of such conveyance.

Il peut aussi, sans être tenu de prendre d'autre licence ou de payer d'autre taxe, transporter dans la municipalité locale où il est licencié des effets ou des personnes venant d'une autre muni-

He may also, without being bound to take out any other license or to pay any other tax, convey into the local municipality wherein he is licensed goods or persons coming from any other munici-

unicipalité érigée en vertu d'une loi quelconque.

En l'absence de règlement concernant les charretiers ou rouliers publics, le conseil peut donner à tout charretier ou roulier public, domicilié dans la municipalité locale, un permis qui lui assure les droits conférés par les dispositions du présent code. (Art. 583 amendé.)

706. En sus des taxes mentionnées dans le présent chapitre, la corporation peut aussi imposer les taxes dont le prélèvement est autorisé par d'autres dispositions du présent code. (S. R., 1909, art. 5737 amendé.)

707. Toutes taxes imposées en vertu des dispositions qui précèdent sont payables annuellement et à l'époque fixée par les règlements. (S. R., 1909, art. 5738.)

708. Dans le cas d'une taxe imposée sur une société commerciale, à raison des affaires de cette société, la taxe peut être réclamée et recouvrée en entier de tout membre de cette société. (S. R., 1909 art. 5744 amendé.)

709. La corporation peut adopter les règlements qui sont nécessaires pour assurer la perception de toute taxe imposée en vertu du présent chapitre. (S. R., 1909, art. 5745 amendé.)

pality erected under any law whatsoever.

In the absence of any by-law respecting carters or common carriers, the council may grant to any carter or common carrier, domiciled within the local municipality, a permit which secures to him the rights granted by the provisions of this article. (Art. 583 amended.)

706. In addition to the taxes mentioned in this charter, every corporation may also impose and levy such taxes as are otherwise authorized by this code. (R. S., 1909, Art. 5737 amended.)

707. Every tax imposed under any of the foregoing provisions, shall be payable annually, at the time fixed by by-law. (R. S., 1909, Art. 5738.)

708. In the case of any tax imposed on any commercial firm or partnership, in respect of the business of such firm or partnership, such tax may be claimed and recovered in full from any member thereof. (R. S., 1909, Art. 5744 amended.)

709. The corporation may pass such by-laws as may be necessary to enforce the collection of any tax imposed under this chapter. (R. S., 1909, Art. 5745 amended.)

CHAPITRE QUATRIEME**DU ROLE DE PERCEPTION ET DE LA PERCEPTION DES TAXES****SECTION I****DU ROLE DE PERCEPTION****CHAPTER FOURTH****COLLECTION ROLL AND COLLECTION OF TAXES****SECTION I****COLLECTION ROLL**

701. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de toute corporation locale de faire, chaque année, dans le mois d'octobre ou en tout autre temps fixé par le conseil, un rôle général de perception, comprenant toutes les taxes, tant générales que spéciales, alors imposées, et les mentionnant séparément.

Il fait aussi un rôle spécial de perception chaque fois qu'une taxe spéciale a été imposée après la confection du rôle général, ou chaque fois qu'il en reçoit l'ordre du conseil. Ce rôle spécial n'existe séparément que jusqu'à la date fixée par le conseil pour la préparation du rôle général, et il doit alors être compris dans le rôle général nouveau que doit préparer le secrétaire-trésorier. (S. R., 1909, art. 5747 amendé.)

711. Tout rôle de perception doit contenir, dans des colonnes différentes:

1. Les nom et état de chaque propriétaire contribuable inscrit au rôle d'évaluation, ou le mot

710. The secretary-treasurer of every local corporation must make a general collection roll, each year, in the month of October or at any time fixed by the council, which shall include all taxes, both general and special, then imposed, making separate mention thereof.

He must also make a special collection roll, whenever any special tax has been imposed after the making of the general collection roll, or whenever he is ordered so to do by the council. Such special roll shall exist as a separate roll only until the date fixed by the council for the preparation of the new general roll, and it must then be included in the new general roll which the secretary-treasurer must prepare. (R. S., 1909, Art. 5747 amended.)

711. Every collection roll must contain in different columns:

1. The name and style of each proprietor who is a ratepayer entered on the valuation roll, or the

"inconnu", si le propriétaire est inconnu;

2. Les nom et état de chaque personne qui occupe un terrain imposable, sans en être le propriétaire, si elle est connue, qu'elle soit inscrite ou non sur le rôle d'évaluation;

3. La valeur réelle des biens-fonds imposables de chaque contribuable;

4. Le montant du loyer payé par les locataires, ou la valeur annuelle de la propriété, s'il s'agit d'un occupant;

5. Le montant total des valeurs imposables de tout contribuable;

6. Le montant de tous arrérages de taxes dûs par chaque contribuable;

7. Le montant des taxes payables par chaque contribuable. (Art. 955 amendé.)

712. Si une propriété a été omise du rôle d'évaluation ou de perception pendant un certain temps, elle peut, sur le rôle de perception de l'année suivante, être chargée pour les taxes de l'année alors courante et pour les arrérages des années pendant lesquelles elle a été ainsi omise. (Nouveau.)

713. Si le rôle de perception est général, il doit mentionner en détail, dans autant de colonnes distinctes, toutes les taxes dues depuis la confection du dernier rôle général de perception, en distinguant les taxes locales de celles qui ont été imposées pour des fins de comté. (Art. 956.)

word "unknown" if the proprietor is unknown;

2. The name and style of every occupant of a taxable immoveable who is not owner thereof, if such occupant is known, whether he is or is not entered upon the valuation roll;

3. The real value of the taxable immoveable property of each ratepayer;

4. The amount of the rental paid by each tenant, or, in the case of an occupant, the annual value of the property;

5. The total value of the taxable property of each ratepayer;

6. The amount of arrears of taxes due by each ratepayer.

7. The amount of taxes payable by each ratepayer. (Art. 955 amended.)

712. If any property has been omitted from the valuation or collection roll during a certain time, it may be held liable, on the collection roll of the following year, for the taxes of that year, as well as for the taxes of all the years during which it was thus omitted. (New.)

713. If the collection roll is general, it must set forth in detail, in as many distinct columns, all taxes due since the making of the last general collection roll, distinguishing therein local taxes from those imposed for county purposes. (Art. 956.)

714. Dans toute municipalité locale où il a été imposé des taxes, en vertu des articles 406 et 698 et suivants, le secrétaire-trésorier doit porter au rôle général de perception, dans la colonne des noms des contribuables, les noms et états de toutes les personnes assujetties à ces taxes, et, dans des colonnes séparées, les montants dûs. (Art. 957 amendé.)

715. Le secrétaire-trésorier doit porter au rôle général de perception, et percevoir toutes taxes municipales payables ou converties en deniers, ordinairement perçues par d'autres officiers municipaux, et dues ou payables soit à la corporation, soit à ses officiers, par des personnes occupant des biens-fonds imposables dans la municipalité, pourvu qu'un état certifié et attesté sous serment spécial en soit transmis au bureau de la corporation avant la confection du rôle général de perception. (Art. 958 amendé.)

716. Le secrétaire-trésorier, après avoir complété le rôle de perception, donne avis public par lequel il annonce que le rôle général de perception, ou le rôle spécial, suivant le cas, a été complété et est déposé à son bureau, et il requiert toutes les personnes sujettes au paiement des taxes ou sommes y mentionnées, d'en payer le montant à son bureau, dans les vingt jours qui suivent la publication de cet avis. (Art. 960.)

717. A l'expiration du délai de vingt jours, le secrétaire-trésorier

714. In every local municipality in which taxes have been imposed under articles 406 or 698 and following, the secretary-treasurer must enter on the general collection roll, in the column for the names of the ratepayers, the name and style of every person liable for such taxes, and in separate columns the amounts due. (Art. 957 amended.)

715. The secretary-treasurer must enter on the general collection roll and collect all municipal taxes payable in or converted into money, ordinarily collected by other municipal officers, and due or payable either to the corporation or to its officers, by persons occupying taxable immoveable property in the municipality, provided that a statement certified and attested under special oath, be transmitted to the office of the corporation before the making of the general collection roll. (Art. 958 amended.)

716. The secretary-treasurer, after having completed the collection roll, gives public notice by which he announces that the general collection roll, or the special roll, as the case may be, has been completed and is deposited at his office, and he calls upon every person liable for the payment of the taxes or sums there mentioned, to pay the same at his office, within twenty days after the publication of such notice. (Art. 960.)

717. At the expiration of such delay of twenty days, the secret-

doit, par lettre recommandée, faire la demande de paiement, de toutes les taxes et sommes de deniers portées au rôle de perception et non encore perçues, aux personnes obligées de les payer.

Telle lettre contient un état détaillé des sommes dues par eux et un avis de les payer.

Le secrétaire-trésorier a droit à vingt-cinq centins, frais de poste compris, pour chaque lettre et avis de compte. (Art. 961 amendé.)

ary-treasurer must, by registered letter, make a demand of payment of all taxes and sums of money entered in the collection roll and remaining uncollected, from the persons liable for the same.

Such letters must contain detailed statements of the sums due by them and notices to pay.

The secretary-treasurer is entitled to twenty-five cents including postage for each letter and notice of account. (Art. 961 amended.)

SECTION II

DE LA SAISIE ET DE LA VENTE DES MEUBLES POUR DEFAIT DE PAIEMENT DES TAXES

SECTION II

SEIZURE AND SALE OF MOVEABLES FOR NON-PAYMENT OF TAXES

718. Si, après les quinze jours qui suivent la demande faite en vertu de l'article 717, les sommes dues par les personnes inscrites au rôle de perception n'ont pas été payées, le secrétaire-trésorier peut les prélever avec dépens, au moyen de la saisie et de la vente de tous les biens meubles et effets de telle personne, trouvés dans la municipalité. (Art. 962.)

719. Telle saisie et vente sont faites en vertu d'un mandat signé par le maire ou par le préfet, suivant le cas.

Ce mandat est adressé à un huissier, et doit être exécuté par cet officier sous son serment d'office, d'après les mêmes règles, et sous les mêmes responsabilités et pénalités qu'un bref d'exécution

718. If, after the expiration of the fifteen days next following the demand made under article 717, the sums due by the persons entered on the collection roll have not been paid, the secretary-treasurer may levy upon them, together with costs, by seizure and sale of the goods and chattels of such persons which may be found in the municipality. (Art. 962.)

719. Such seizure and sale are made under a warrant signed by the mayor or by the warden, as the case may be.

Such warrant is addressed to the bailiff, and must be executed by that officer under his oath of office, according to the same rules and under the same responsibilities and penalties as a writ of ex-

"de bonis" émis par la Cour de circuit.

Le maire ou le préfet, suivant le cas, en donnant et en signant tel mandat, n'encourt personnellement aucune responsabilité; il agit sous la responsabilité de la corporation au profit de laquelle se fait la perception. (Art. 963 amendé.)

720. Le jour et le lieu de la vente des meubles et des effets ainsi saisis doivent être annoncés par l'huissier, par un avis public donné en la manière prescrite pour les ventes judiciaires de meubles.

Cet avis doit également mentionner le nom et état de la personne dont les biens doivent être vendus. (Art. 964.)

721. Si le débiteur est absent, ou s'il n'y a personne pour ouvrir les portes de la maison, armoires, coffres et autres lieux fermés, ou s'il y a refus de les ouvrir, l'officier saisissant peut être autorisé, par un ordre du maire ou de tout juge de paix à en faire l'ouverture, en présence de deux témoins, avec toute la force requise, sans préjudice de la contrainte par corps, s'il y a refus, violence ou autre obstacle physique. (Art. 965 amendé.)

722. La saisie et la vente ne peuvent être suspendues que par une opposition, prise à la Cour de magistrat de district, ou à la Cour Supérieure suivant le montant de la saisie, ou à la Cour de circuit du comté ou du district. Cette opposition doit être accompagnée d'un ordre de sursis, signé par le juge, le magistrat ou le greffier.

execution "de bonis" issued by the Circuit Court.

The mayor or warden, as the case may be, in giving and signing such warrant, does not incur any personal responsibility; he acts under the responsibility of the corporation on whose behalf the collection is made. (Art. 963 amended.)

720. The day and place of sale of the moveables and effects so seized, must be announced by the bailiff by public notice, in the manner prescribed for judicial sales of moveables.

Such notice must also state the name and style of the person whose effects are to be sold. (Art. 964.)

721. If the debtor is absent, or if there is no person to open the doors of the house, the cupboards, chests, or other closed places, or in the event of refusal to open the same, the seizing officer may, by order of the mayor or of any justice of the peace, have the same opened, in the presence of two witnesses, with all necessary force, without prejudice to coercive imprisonment, if there is a refusal, violence or other physical obstacle. (Art. 965 amended.)

722. The seizure and sale can be suspended only upon an opposition issued either from the District Magistrate's Court or from the Circuit Court for the county or district or from the Superior court, according to the amount of the seizure. Such opposition must be accompanied by an order of suspension signed by the judge,

Elle est rapportable dans les huit jours et est instruite et jugée suivant les règles du Code de procédure civile. (Art. 966 amendé.)

the magistrate or the clerk. It is returnable within eight days, and is tried and decided according to the rules of the Code of Civil Procedure. (Art. 966 amended.)

723. Les deniers provenant de la vente des effets saisis sont appliqués par le secrétaire-trésorier, déduction faite des frais de saisie et de vente, au paiement des sommes portées au rôle de perception, avec intérêt et frais.

723. The proceeds of the sale of the effects seized, the costs of seizure and sale being deducted therefrom, are applied by the secretary-treasurer to the payment of the amounts which appear on the collection roll, with interest and costs.

Le surplus, s'il y en a, est payé par le secrétaire-trésorier à la personne contre laquelle la vente a été faite, ou est retenu par lui, au cas de réclamation, jusqu'à ce qu'il intervienne une décision de la cour, sur requête à cet effet. Si la réclamation est admise par le défendeur, les deniers sont payés au réclamaant par le secrétaire-trésorier. (Art. 968 amendé.)

The surplus, if any, is paid by the secretary-treasurer to the person whose effects were so sold, or is retained by him, when a claim is made against it, until a decision has been rendered by the court, upon petition to that effect. If the claim is admitted by the defendant, the moneys are paid by the secretary-treasurer to the claimant. (Art 968 amended.)

SECTION III

DE LA POURSUITE EN RECouvreMENT DE TAXES ET DE LA PRODUCTION DE LA RECLAMATION DE LA CORPORATION AU BUREAU DU SHERIF OU AU BUREAU DU PROTONOTAIRE, LORS D'UNE VENTE EN JUSTICE

SECTION III

SUITS FOR THE RECOVERY OF TAXES AND FYLING OF THE CLAIM OF THE CORPORATION IN THE SHERIFF'S OR THE PROTHONOTARY'S OFFICE, WHEN THERE HAS BEEN A JUDICIAL SALE

724. Le paiement des taxes municipales, quel qu'en soit le montant, peut être aussi réclainé, au nom de la corporation, par une action instituée exclusivement devant le Cour de magistrat de dis-

724. The payment of municipal taxes, whatever be the amount, may also be recovered in the name of the corporation, by an action instituted either before the District Magistrate's Court or the

triet ou la Cour de circuit du comté ou du district. (Art. 951 amendé.)

Circuit Court of the county or district. (Art. 951 amended.)

725. Chaque fois qu'un immeuble assujéti aux taxes municipales a été saisi et vendu par autorité de justice, ou est l'objet d'une demande de ratification de titre ou en expropriation, le secrétaire-trésorier doit produire la réclamation de la corporation, en déposant, dans les délais requis, au bureau du shérif ou du protonotaire, selon le cas, un état détaillé de cette réclamation, certifié par le maire ou par lui-même, accompagné des pièces justificatives nécessaires. (Art. 969 amendé.)

725. Whenever any immovable, liable for the payment of municipal taxes, has been seized and sold under authority of justice, or is the object of a petition for confirmation of title or for expropriation, the secretary-treasurer must produce the claim of the corporation, by filing within the required delay, at the office of the sheriff or of the prothonotary, as the case may be, a detailed statement of such claim, certified either by the mayor or by himself, together with the necessary vouchers. (Art. 969 amended.)

TITRE XXIV

DE LA VENTE DES IMMEUBLES POUR DEFAUT DE PAIEMENT DE TAXES

CHAPITRE PREMIER

DE LA VENTE ET DE L'ADJUDICATION DES IMMEUBLES

TITLE XXIV

SALE OF IMMOVEABLES FOR NON-PAYMENT OF TAXES

CHAPTER FIRST

SALE AND ADJUDICATION OF IMMOVEABLES

726. Le secrétaire-trésorier de la corporation locale doit préparer, dans le cours du mois de novembre de chaque année, un état mentionnant dans autant de colonnes distinctes :

726. The secretary-treasurer of every local corporation must prepare, in the course of the month of November in each year, a statement showing, in as many separate columns :

1. Les noms et états de toutes personnes endettées envers la corporation pour taxes municipales, tels qu'indiqués au rôle d'évaluation, s'ils y sont entrés;

2. Le montant de toutes taxes municipales restant dues à la corporation, par chacune de ces personnes ou par des personnes inconnues;

3. Le montant des taxes municipales dues par chacune de ces personnes aux officiers de la corporation;

4. Le montant des taxes scolaires dues par chacune de ces personnes, jusqu'à la confection de cet état, si un état des arriérés a été remis à temps au bureau de la corporation, par le secrétaire-trésorier des commissaires ou syndics d'écoles;

5. Les frais de perception dus par ces personnes;

6. La désignation de tous biens-fonds assujettis au paiement des taxes mentionnées dans cet état;

7. Le montant total des taxes et des frais affectant ces biens-fonds, pour des fins municipales ou scolaires;

8. Tout autre renseignement requis par le conseil et toute remarque jugée opportune.

Cet état doit être soumis au conseil et approuvé par lui. (Arts 371 et 372 combinés et amendés.)

727. Le secrétaire-trésorier de la corporation locale, s'il en reçoit l'ordre du conseil, doit trans-

1. The name and style of every person indebted to the corporation for municipal taxes, as set forth in the valuation roll, if entered therein;

2. The municipal taxes remaining due to the corporation by each of such persons or by persons unknown;

3. The amount of municipal taxes due by each of such persons to the officers of the corporation;

4. The amount of school taxes due by each of such persons, up to the date of the drawing up of such statement, if a statement of such arrears has been lodged in time in the office of the corporation, by the secretary-treasurer of the school commissioners or trustees;

5. The costs of collection due by each of such persons;

6. The description of all immoveable property liable for the payment of the taxes mentioned in such statement;

7. The total amount of taxes and costs affecting such immoveable property for municipal or school taxes;

8. All other information required by the council, and all other opportune remarks.

Such statement must be submitted to the council and approved by it. (Arts. 371 and 372 combined and amended.)

727. The secretary-treasurer of every local corporation must, if ordered by the council, before the

mettre, avant le vingtième jour de décembre de chaque année, au bureau de la corporation du comté, un extrait de cet état tel qu'approuvé par le conseil, contenant :

1. Les noms et qualités de toutes les personnes endettées pour les taxes municipales ou scolaires, imposées sur des biens-fonds possédés ou occupés par ces personnes ;

2. La désignation de tout immeuble assujéti au paiement des taxes municipales ou scolaires ;

3. La somme totale des taxes qui affectent ces immeubles, pour des fins municipales ou scolaires. (Art. 373 amendé.)

728. Le secrétaire-trésorier de toute corporation de comté doit préparer, dans le mois de novembre de chaque année, un état mentionnant, dans autant de colonnes distinctes :

1. Les noms et occupations de toutes personnes endettées envers la corporation de comté ou ses officiers, pour taxes imposées pour fins de comté en vertu d'un procès-verbal ou d'un acte de répartition se rapportant à un procès-verbal, ou fait en vertu des dispositions du présent code, tels qu'indiqués à l'acte de répartition ;

2. Le montant de toutes taxes restant dues à la corporation de comté ou à ses officiers par chacune de ces personnes ou par des personnes inconnues ;

3. Les frais de perception dus par ces personnes ;

4. La désignation de tous biens-

twentieth day of December in each year, transmit to the office of the county corporation an extract from such statement as approved by the council, containing :

1. The name and style of every person indebted for municipal or school taxes imposed on the immovable property owned or occupied by such persons ;

2. The description of all immovable property liable for the payment of municipal or school taxes ;

3. The sum total of the taxes affecting such immovable property for municipal or school purposes. (Art. 373 amended.)

728. The secretary-treasurer of every county corporation must prepare, in the month of November of each year, a statement showing, in as many distinct columns :

1. The name and style of every person indebted to the county corporation or its officers for taxes imposed for county purposes under a "procès-verbal" or an act of apportionment in connection with a "procès-verbal", or made under any provision of this code, as indicated in the act of apportionment ;

2. The amount of all taxes remaining due to the county corporation or its officers by each of such persons or by persons unknown ;

3. The costs of collection due by each of such persons ;

4. The description of every im-

fonds assujettis au paiement des taxes mentionnées dans cet état :

5. Le montant total des taxes, intérêts et frais affectant ces biens-fonds.

Cet état doit être soumis au conseil de comté et approuvé par lui. (Art. 941a amendé.)

729. Le secrétaire-trésorier de toute corporation de comté doit préparer, avant le huitième jour du mois de janvier de chaque année, d'après les états transmis au bureau de la corporation en vertu de l'article 727 et d'après celui qu'il a fait lui-même en vertu de l'article 728, une liste indiquant :

1. La désignation de tous les immeubles situés dans la municipalité du comté, et affectés au paiement de taxes municipales ou scolaires dues, avec les noms des propriétaires, tels qu'indiqués au rôle d'évaluation ;

2. En regard de la description de ces immeubles, le montant des taxes qui les affectent.

Cette liste est accompagnée d'un avis public annonçant que ces immeubles doivent être vendus à l'enchère publique, au lieu où le conseil de comté tient ses sessions, le premier mercredi juridique du mois de mars suivant, à dix heures du matin, à défaut du paiement des taxes auxquelles ils sont affectés et des frais encourus.

Dans le comté des Îles de la Madeleine, l'avis public doit annon-

moveable property liable for the payment of the taxes mentioned in such statement :

5. The total amount of taxes, interest and costs affecting such immoveable property.

Such statement shall be submitted to the county council and approved by it. (Art. 941a amended.)

729. The secretary-treasurer of every county corporation must, before the eighth day of the month of January in each year, from the statements transmitted to the office of the corporation under article 727, and from the statement made by himself under article 728, prepare a list showing :

1. The description of every immoveable situated in the county municipality, on account of which municipal or school taxes are due, together with the names of the owners as mentioned in the valuation roll ;

2. Opposite the description of every such immoveable, the amount of the taxes for which it is liable.

Such list is accompanied by a public notice setting forth that such immoveables are to be sold at public auction, at the place where the sittings of the county council are held, on the first juridical Wednesday of the month of March following, at ten o'clock in the forenoon, in default of payment of the taxes for which they are liable, and the costs incurred.

In the county of the Magdalen Islands the public notice must set

er que ces terrains seront vendus à l'enchère publique le premier mercredi juridique du mois de juillet suivant. (Art. 998 amendé; 5 Geo. V, c. 87, s. 1.)

730. La liste et l'avis qui l'accompagne doivent être publiés en la manière ordinaire, et, de plus, deux fois dans la "Gazette officielle de Québec", dans le cours du mois de janvier.

Ces publications, quand il s'agit de terrains situés dans le comté des Îles de la Madeleine, doivent être faites dans le cours du mois de mai.

Dès la première publication de la liste et de l'avis, le secrétaire-trésorier doit, par lettre recommandée, en transmettre sans délai une copie au registrateur de la division d'enregistrement dans laquelle se trouve l'immeuble annoncé en vente, et il est du devoir du registrateur d'informer les intéressés en la manière prescrite au Code civil.

Le défaut de donner l'avis au registrateur n'annule pas les procédures, mais l'officier défaillant est responsable de tous les dommages en résultant.

Lorsqu'il n'est pas procédé à la vente de l'immeuble mentionné dans la liste de l'avis ci-dessus, le secrétaire-trésorier chargé de telle vente doit, par lettre recommandée, donner un avis au registrateur l'informant de ce fait. (Art. 999 amendé; 5 Geo. V, c. 87, s. 2; 5 Geo. V, c. 76, s. 5.)

731. Au temps fixé pour la vente, le secrétaire-trésorier de la cor-

forth that such immoveables are to be sold at public auction on the first juridical Wednesday of the month of July following. (Art. 998 amended, 5 Geo. V, c. 87, s. 1)

730. The list and the notice accompanying it must be published in the ordinary manner, and also twice in the "Quebec Official Gazette", during the month of January.

Such publications, in the case of immoveables situated in the county of the Magdalen Islands, must be made during the month of May.

At the time of the first publication of the list and notice, the secretary-treasurer must send a copy of the same by registered letter to the registrar of the registration division in which the immovable advertised for sale is situated, and it shall be the duty of the registrar to notify interested parties in the manner indicated by the Civil Code.

Failure to notify the registrar shall not render the proceedings null, but the officer so in default shall be responsible for all damages resulting therefrom.

When the sale of an immovable mentioned in the list and notice above mentioned is not proceeded with, the secretary-treasurer in charge of such sale must inform the registrar thereof by registered letter. (Art. 999 amended; 5 Geo. V, c. 87, s. 2; 5 Geo. V, c. 76, s. 5.)

731. At the time appointed for the sale, the secretary-treasurer

poration de comté, par lui-même ou par une autre personne, vend, en la manière indiquée par l'article 732, ceux des immeubles décrits dans la liste, à raison desquels il est encore dû des taxes, après avoir fait connaître le montant des deniers à prélever sur chacun de ces immeubles, y compris la part des frais encourus pour la vente, à raison et en proportion du montant de la dette et des déboursés qui ont été faits pour parvenir à la vente de chacun desdits immeubles.

Dans toutes les procédures faites et adoptées pour parvenir à la vente, la corporation du comté n'est pas responsable des erreurs ou irrégularités commises par les corporation, locales contre lesquelles, seules, les tiers ont des recours. (Art. 1000 amendé.)

732. Quiconque offre alors de payer le montant des deniers à prélever, y compris les frais, pour la moindre partie de cet immeuble, en devient l'acquéreur, et cette partie de l'immeuble doit lui être adjugée sur-le-champ par le secrétaire-trésorier, qui vend celle qui convient le mieux à l'intérêt du débiteur. (Art. 1001 amendé.)

733. Le secrétaire-trésorier a droit à dix centins par chaque cent mots ou chiffres, pour tous avis, listes ou autres documents relatifs à la vente des immeubles endettés pour taxes, et, en sus, au remboursement de toute somme

of the county corporation, or some other person acting for him, sells, in the manner prescribed by article 732, those immovables described in the list upon which taxes are still due, after making known the amount to be raised on each of such immovables, including therein a share of the costs of the sale, according and in proportion to the amount of the debt and of the disbursements that have been made to effect the sale of each of said immovables.

In all proceedings had and adopted to effect such sale, the county corporation shall not be responsible for errors and informalities committed by local corporations, against which alone third parties shall have recourse. (Art. 1000 amended.)

732. Any person offering then and there to pay the amount of the moneys to be raised, together with the costs, for the smallest portion of such immovable, becomes the purchaser thereof, and such portion of the immovable must be at once adjudged to him by the secretary-treasurer, who sells such portion of the property as appears to him best for the interest of the debtor. (Art. 1001 amended.)

733. The secretary-treasurer is entitled to ten cents for each hundred words or figures, for every notice, list or other document in relation to the sale of immovables liable for taxes, and further to the repayment of any sum ad-

qu'il aura avancée pour payer les frais de publication dans la "Gazette officielle de Québec", et à une piastre et cinquante centins pour chaque certificat d'adjudication, ou pour tout contrat de vente, aux frais d'enregistrement d'iceux, jusqu'à ce que les honoraires soient autrement fixés par une résolution. (Art. 1001a amendé.)

734. L'adjudicataire de tout immeuble ou partie d'immeuble doit payer le montant de son acquisition au moment même de l'adjudication.

A défaut de paiement immédiat, le secrétaire-trésorier remet tout de suite l'immeuble en vente, ou ajourne la vente au jour suivant ou à un autre jour dans la huitaine en donnant avis de l'ajournement aux personnes présentes, à voix haute et intelligible. (Art. 1002.)

735. Si, au moment de la vente, aucune enchère n'est offerte, ou si tous les immeubles annoncés ne peuvent être vendus à ce premier mercredi de mars—ou de juillet s'il s'agit du comté des Iles de la Madeleine—la vente doit être ajournée au jour suivant ou à un autre jour dans la huitaine, en la manière indiquée dans le second alinéa de l'article 734. (Art. 1003 amendé; 5 Geo. V, c. 87.)

736. Sur paiement par l'adjudicataire du montant de son acquisition, le secrétaire-trésorier cons-

vuenced by him to defray the cost of publication in the "Quebec Official Gazette", and to one dollar and fifty cents for each certificate of adjudication, or for each deed of sale, in addition to the costs of the registration thereof, until such time as such fees are otherwise established by resolution. (Art. 1001a amended.)

734. The purchaser of any immovable or part of an immovable, must pay the amount of his purchase money immediately upon the adjudication thereof.

In default of immediate payment, the secretary-treasurer either at once puts up the immovable again for sale, or adjourns the sale to the following day, or to any other day within eight days, by giving all persons present notice of such adjournment in an audible and intelligible voice. (Art. 1002.)

735. If at the time of the sale no bid is made, or if all the immovables advertised cannot be sold on the said first Wednesday in March, — or of July in the case of the county of the Magdalen Islands, — the sale must be adjourned to the following day, or to any other day within eight days, in the manner set forth in the second paragraph of article 734. (Art. 1003 amended; 5 Geo. V, c. 87.)

736. On payment by the purchaser of the amount of the purchase money, the secretary-treas-

tate les particularités de la vente dans un certificat fait en duplicate sous sa signature; il est de son devoir d'en remettre un duplicate à l'adjudicataire.

L'adjudicataire est dès lors saisi de la propriété de l'immeuble adjugé, et il peut en prendre possession, sujet aux rentes foncières constituées et aussi au retrait qui peut en être fait dans les deux années suivantes.

Néanmoins, l'acquéreur ne peut enlever du bois sur l'immeuble ainsi vendu pendant les deux premières années de sa possession. (Art. 1004 amendé.)

737. La corporation de la municipalité locale où sont situés les immeubles mis en vente peut enchérir sur la vente de ces immeubles, et en devenir l'acquéreur par l'entremise du maire ou autre personne, sur autorisation du conseil, sans être tenue de payer immédiatement le montant de l'adjudication. (Art. 1005.)

738. Une liste des immeubles vendus en vertu des dispositions du présent titre, mentionnant, dans chaque cas, le nom et la résidence de l'adjudicataire, ainsi que le prix de la vente, doit être transmise par le secrétaire-trésorier de la corporation du comté au bureau de toute municipalité locale où sont situés ces immeubles, dans les quinze jours après l'adjudication; et le secrétaire-trésorier de la corporation locale doit sans délai informer, par un

urser sets forth the particulars of the sale in a certificate made in duplicate and signed by himself; he must deliver one of such duplicates to the purchaser.

The purchaser is thereupon seized of the immovable adjudged, and may enter into possession thereof, subject to the same being redeemed within the two years next following, and to the payment of the constituted ground rents.

The purchaser cannot, however, remove timber from such immovable during the first two years he is in possession thereof. (Art. 1004 amended.)

737. The corporation of the local municipality in which the immovables put for sale are situated, may bid at the sale of such immovables, and may become the purchaser thereof through the mayor or another person, on the authorization of the council, without being held to pay forthwith the amount of the purchase money. (Art. 1005.)

738. A list of immovables sold under the provisions of this title, setting forth in each case the name and residence of the purchaser and the price of sale, must be transmitted by the secretary-treasurer of the county corporation, to the office of the corporation of every local municipality in which such immovables are situated, within fifteen days after the adjudication, and the secretary-treasurer of every local corporation must, without delay, give

avis spécial, les propriétaires ou occupants de chaque immeuble, de la vente qui en a été faite, et des particularités y relatives mentionnées dans la liste transmise par le secrétaire-trésorier de la corporation du comté. (Art. 1006 amendé.)

739. Dans les huit jours qui suivent l'adjudication, le secrétaire-trésorier de toute corporation de comté doit transmettre au registraire une liste des immeubles vendus pour taxes, en vertu des dispositions du présent code.

Pour l'accomplissement de ce devoir, il a droit à vingt cents pour chaque partie de l'immeuble mentionnée dans la liste produite; une moitié de cette somme est transmise au registraire pour payer les honoraires de ce dernier, pour le dépôt, l'entrée d'elles et pour son annulation.

Le défaut de transmettre cette liste ou d'y mentionner tout immeuble n'invalide pas les procédures dans l'affaire dans laquelle il y a un tel défaut, mais le secrétaire-trésorier est responsable de tous les dommages qui pourraient en résulter. (Art. 1006a amendé.)

740. Si, dans les deux années qui suivent le jour de l'adjudication, l'immeuble adjugé n'a pas été racheté ou retrait, d'après les dispositions du chapitre deuxième du présent titre (articles 754-757), l'adjudicataire en demeure propriétaire absolu. (Art. 1007 amendé.)

a special notice to the owner or occupant of every such immovable, of the sale thereof, and of the particulars concerning it set forth in the list transmitted by the secretary-treasurer of the county corporation. (Art. 1006 amended.)

739. The secretary-treasurer of every county corporation must, within eight days after the adjudication thereof, transmit to the registrar a list of immovables sold for taxes under the provisions of this code.

For the performance of such duty he is entitled to twenty cents for each part of an immovable mentioned in the list furnished by him, of which one-half is transmitted by him to the registrar with the list, to cover the fees of the latter for the deposit and entry, and for the cancellation thereof.

The failure to forward such list, or to mention any lot therein, does not invalidate any proceedings in the matter in which such failure may occur, but the secretary-treasurer in default is responsible for damages which result therefrom. (Art. 1006a amended.)

740. If, within two years from the delay of the adjudication, the immovable sold has not been bought back or redeemed according to the provisions of chapter second of this title (Arts. 754-757), the purchaser becomes the absolute owner thereof. (Art. 1007 amended.)

741. Tel acquéreur, sur exhibi- **741.** Such purchaser, upon ex-
 tion du certificat d'adjudication hissing the certificate of his pur-
 et sur preuve du paiement de tou- chase and showing the payment of
 tes taxes municipales devenues all municipal taxes which in the
 dues dans l'intervalle, à raison of time have become due there-
 de l'immeuble, a droit, à l'ex- on, is entitled at the expiration
 piration de deux ans, à un acte of two years' day, to a deed of
 de vente de la part de la corpora- sale from the corporation of the
 tion de la municipalité, en vertu of which
 dans les limites de laquelle se sit- situated.
 uera l'immeuble vendu. (Art. 1008 amendé.)

742. L'acte de vente est consenti **742.** The deed of sale is given
 au nom de la corporation de la ville in the name of the corporation
 té, par le secrétaire-trésorier, en ated by the secretary-treasurer,
 présence de deux témoins, ou, en with the presence of two witnesses,
 l'absence de ceux-ci, par le secré- in the absence of them, by the secre-
 taire. (Art. 1009.) tary. (Art. 1009.)

743. L'acte de vente est dûment **743.** The deed of sale is duly
 enregistré avec diligence par le enregistré by the secretary-treasurer
 secrétaire-trésorier, et l'acte de with due diligence. (Art. 1010
 amendé.) amended.)

744. Les frais de l'acte de vente **744.** The costs of the deed of
 et de l'enregistrement sont pay- and of registration there-
 bles par l'acquéreur, et peuvent be paid by the purchaser,
 être exigés avant que l'acte de sale may be demanded before the deed
 soit enregistré. (Art. 1011.) is registered. (Art. 1011.)

745. The sale effected under the **745.** The sale effected under the
 provisions of this chapter is a provisions of this chapter is a
 title which conveys the owner- title which conveys the owner-
 ship of the immovable sold, to ship of the immovable sold, to
 the purchaser, and all the rights in the purchaser, all the
 of the original owner, and rights of the original owner, and
 releases the immovable from all releases the immovable from all
 mortgages and hypothecs whatso- mortgages and hypothecs whatso-
 ever, which it may be subject, ever, which it may be subject,
 except claims for constituted except claims for constituted
 ground rents, for seigniorial dues ground rents, for seigniorial dues
 and for rents substituted therefor, and for rents substituted therefor,
 and the amounts for which such

immuable peut être grevé pour le paiement des bons municipaux pour venir en aide à la construction de chemins de fer ou autres entreprises publiques; et excepté aussi le droit des syndics pour le montant de toute cotisation imposée sur ledit immeuble pour défrayer les dépenses de construction ou de répartition d'une église, sacristie, presbytère ou cimetière, pourvu que, huit jours au moins avant la vente, le président des syndics ait fait parvenir au secrétaire-trésorier de la corporation du comté qui est chargé de faire cette vente, un compte attesté sous serment devant un juge de paix, et constatant le montant pour lequel l'immeuble est affecté.

Toutefois, au cas où l'immeuble a été vendu et adjugé avant l'émission des lettres patentes de la couronne, la vente ne confère à l'acquéreur que le droit de préemption, ou tous autres droits déjà acquis à l'égard de cet immeuble. (Art. 1013 amendé.)

746. Si l'immeuble adjugé n'existe pas, l'adjudicataire n'a droit qu'au recouvrement de ce qu'il a payé, avec intérêt à raison de quinze pour cent par année.

Si l'adjudication ou la vente est déclarée nulle, sur demande en cassation ou sur toute instance ou incident, l'acquéreur ne peut exiger que le remboursement de ce qu'il a payé pour le prix d'acquisition, avec le coût des réparations nécessaires et des améliorations qui ont augmenté la valeur de

immovable may be encumbered for the payment of municipal bonds issued in aid of the construction of railways and other public undertakings; and except also the rights of trustees, for the amount of any assessment imposed on such immovable for defraying the cost of building or repairing any church, sacristy, parsonage or cemetery, provided that at least eight days before such sale, the chairman of the trustees has lodged with the secretary-treasurer of the county corporation, whose duty it is to make such sale, a statement attested under oath before a justice of the peace, and establishing the amount of such assessment for which the immovable is liable.

In all cases, however, where the immovable in question has been adjudged and sold before the issue of the letters-patent from the Crown, such sale merely vests in the purchaser the right of preemption, or other rights already acquired in relation to such immovable. (Art. 1013 amended.)

746. If the immovable sold does not exist, the purchaser is merely entitled to recover the sum paid by him, with interest at the rate of fifteen per cent per annum.

If the adjudication or sale is declared null on any action brought to set aside the same, or in any other cause or contestation, the purchaser can exact only repayment of the purchase money paid by him, together with the cost of necessary repairs and of improvements which have in-

l'immeuble, jusqu'à concurrence de cette valeur, à moins qu'il ne veuille les enlever, avec intérêt sur tout le montant à raison de dix pour cent par année. (Art. 1014 amendé.)

747. L'action pour faire annuler une vente d'immeuble faite en vertu des dispositions du présent chapitre, ou le droit d'en invoquer l'illégalité, se prescrit par deux ans à compter de la date de l'adjudication. (Art. 1015 amendé.)

748. Si un immeuble décrit dans la liste publiée en vertu de l'article 730 est annoncé pour être vendu par le shérif, le secrétaire-trésorier de la corporation du comté ne peut vendre cet immeuble, mais il doit, sans délai, transmettre au shérif un état du montant des taxes et des frais de publication dû à raison de cet immeuble, lequel montant est payé sur les deniers provenant de la vente faite par le shérif.

Ces frais encourus par le secrétaire-trésorier sont privilégiés au même rang que les taxes municipales et scolaires. (Art. 1016 amendé.)

749. Néanmoins, si le premier lundi de mars, ou, pour le comté des Îles de la Madeleine, le premier lundi de juillet, les procédures sur la vente par le shérif ont été discontinuées, le secrétaire-trésorier peut faire la vente de l'immeuble en la manière ordinaire. (Art. 1017 amendé; 5 Geo. V, c. 87.)

increased the value of the immovable, up to such value, unless he prefers to remove the same, with interest upon the whole amount at the rate of ten per cent per annum. (Art. 1014 amended.)

747. The action to annul the sale of an immovable effected under the provisions of this chapter, or the right to contest the legality thereof, is prescribed by two years from the date of such sale. (Art. 1015 amended.)

748. If any immovable described in the list published under article 730 is advertised for sale by the sheriff, the secretary-treasurer of the county corporation cannot sell such immovable, but must without delay transmit to the sheriff a statement of the sums due for taxes and costs of advertising on account of such immovable, which sums are paid out of the proceeds of the sale made by the sheriff.

Such costs incurred by the secretary-treasurer are privileged, and rank with municipal and school taxes. (Art. 1016 amended.)

749. Nevertheless, if on the first Monday of March,—or on the first Monday of July, for the county of the Magdalen Islands,—the proceedings on the sheriff's sale have been discontinued, the secretary-treasurer may sell the immovable in the usual manner. (Art. 1017 amended; 5 Geo. V, c. 87.)

750. La corporation, au profit de laquelle la vente d'un immeuble par le secrétaire-trésorier du comté est faite, peut, au cas où ce même immeuble est annoncé pour être vendu par le shérif, et que les procédures sur cette vente sont suspendues, intervenir dans l'instance et demander et obtenir l'adoption de toute mesure faisant à la reddition d'un jugement final. (Art. 1018 amendé.)

751. La demande en cassation ou en nullité de la vente faite en vertu des dispositions du présent titre, de même que l'exercice de toute réclamation provenant de telle vente, ne peut être portée que contre la corporation dont le conseil ou les officiers sont en défaut. (Art. 1019 amendé.)

752. La vente faite sous l'autorité des dispositions du présent titre peut être résiliée et annulée du consentement des corporations municipales intéressées, du propriétaire et de l'adjudicataire. (Art. 1020.)

753. Un immeuble vendu à défaut de paiement de taxes, sous l'autorité des dispositions du présent titre ne peut être vendu sous l'autorité des mêmes dispositions, dans le mois de mars de l'année suivante ou dans le mois de juillet de l'année suivante, s'il s'agit du comté des Iles de la Madeleine. (Art. 1021 amendé; 5 Geo. V, c. 87, s. 1.)

750. The corporation for whose benefit any immovable might be sold by the secretary-treasurer of the county, may, in case such immovable is advertised to be sold by the sheriff, and the proceedings upon such sale are suspended, intervene in the cause and ask and obtain the adoption of any step having for object the rendering of any final judgment. (Art. 1018 amended.)

751. The action to set aside or to annul any sale under the provisions of this title, or any action to enforce any claim arising from such sale, may be instituted only against the corporation whose council or officers are in default. (Art. 1019 amended.)

752. Any sale made under the authority of the provisions of this title may be rescinded and set aside, with the consent of the municipal corporations interested, the owner and the purchaser. (Art. 1020.)

753. No immovable sold in default of payment of taxes, under the authority of the provisions of this title, can be again sold under the authority of the same provisions in the month of March of the following year, or in the month of July of the following year, in the case of the county of the Magdalen Islands. (Art. 1021 amended; 5 Geo. V, c. 87, s. 1.)

CHAPITRE DEUXIEME

DU RETRAIT DES IMMEUBLES VENDUS POUR TAXES

CHAPTER SECOND

REDEMPTION OF IMMOVEABLES SOLD FOR TAXES

754. Le propriétaire de tout immeuble vendu en vertu des dispositions du chapitre premier du présent titre (articles 726-753), peut le retraire dans les deux ans qui suivent le jour de l'adjudication, en payant au secrétaire-trésorier de la corporation du comté où est situé cet immeuble, la somme déboursée pour le prix de l'acquisition, y compris le certificat d'acquisition et l'avis au registraire, avec intérêt à raison de dix pour cent par an, toute fraction d'année étant comptée pour une année entière. (Art. 1022 amendé.)

755. Tout individu, autorisé ou non, peut retraire cet immeuble de la même manière, mais au nom et pour le profit seulement de celui qui en était le propriétaire au temps de l'adjudication.

Lorsque le retrait est fait par un individu non spécialement autorisé, le secrétaire-trésorier, dans la quittance qu'il donne en duplicate, fait mention du nom, de la qualité et du domicile de la personne qui a opéré le rachat.

Cette quittance donne à la personne qui y est mentionnée le droit de se faire rembourser la somme payée par elle, avec intérêt à raison de huit pour cent. Après avoir été enregistrée au bu-

754. The owner of any immoveable sold under the provisions of the first chapter of this title (arts. 726-753), may, within two years after the date of the adjudication, redeem the same, by reimbursing to the secretary-treasurer of the corporation of the county in which such immoveable is situated, the amount laid out for the purchase of such immoveable, including the cost of the certificate of purchase and the notice to the registrar, with interest at ten per cent per annum, every fraction of a year being reckoned as a year. (Art. 1022 amended.)

755. Any person, whether authorized or not, may redeem such immoveable in the same manner, but only in the name and for the benefit of the person who was the owner thereof at the time of the adjudication.

When the redemption is made by a person not especially authorized, the secretary-treasurer, in the receipt which he gives in duplicate, must set forth the name, style and domicile of the person effecting such redemption.

Such receipt entitles the person mentioned therein to be reimbursed the amount paid by him, with interest at the rate of eight per cent, and secures him a privilege, ranking next after municipi-

reau d'enregistrement qu'il convient, elle lui assure, pour le remboursement de ses deniers, sur l'immeuble en question, un privilège, prenant rang après les taxes municipales, et ce, nonobstant toute disposition contraire de l'article 2009 du Code civil. (Art. 1023 amendé.)

756. Le secrétaire-trésorier doit, dans les quinze jours après le retrait opéré, en donner un avis spécial à la corporation de la municipalité locale où est situé l'immeuble, ainsi qu'à l'adjudicataire, et remettre à ce dernier, sur demande, le montant payé entre ses mains, en retenant pour ses honoraires deux et demi pour cent sur le prix d'acquisition. (Art. 1024 amendé.)

757. L'adjudicataire peut se faire rembourser du propriétaire, ou de la personne qui exerce le retrait en son nom, le coût de toutes les réparations et améliorations nécessaires qu'il a faites sur l'immeuble retrait, lors même qu'elles n'existent plus, avec intérêt sur le tout à raison de dix pour cent par an, toute fraction d'année étant comptée pour une année entière.

Cette créance de l'adjudicataire est privilégiée sur l'immeuble en question.

L'adjudicataire peut retenir la possession de l'immeuble retrait jusqu'au paiement de cette créance. (Art. 1025 amendé.)

pal taxes, on the immovable in question, for the reimbursement of such money, after such receipt has been registered in the proper registration division, notwithstanding any provisions to the contrary contained in article 2009 of the Civil Code. (Art. 1023 amended.)

756. The secretary-treasurer must, within fifteen days after the redemption is effected, give special notice thereof to the corporation of the local municipality in which such immovable is situated, and to the purchaser, and, on demand, he must remit to the latter the amount paid into his hands, less two and a half per cent on the purchase money for his fees. (Art. 1024 amended.)

757. The purchaser may compel the owner, or the person who redeems the immovable in the name of the owner, to indemnify him for all necessary repairs and improvements made by him on the immovable so redeemed, even if they are then non-existent, with interest on the whole at the rate of ten per cent per annum, every fraction of a year being reckoned as a year.

Such claim carries with it a privilege in favor of the purchaser upon the immovable in question.

The purchaser may retain possession of the immovable redeemed until payment of such claim. (Art. 1025 amended.)

TITRE XXV **DES EMPRUNTS ET DES EMISSIONS** **DE BONS**

CHAPITRE PREMIER

COMMENT ILS SONT CONTRACTES ET EMIS

TITLE XXV **LOANS AND BOND ISSUES**

CHAPTER FIRST

HOW LOANS ARE CONTRACTED AND BONDS ISSUED

758. Les emprunts des corporations par émission de bons ou autrement, ne sont faits que sur un règlement passé à cet effet et approuvé: 1. par la majorité des propriétaires électeurs, en nombre et en valeur immobilière, qui ont voté, et qui seuls ont droit de voter sur tel règlement; et 2. par le lieutenant-gouverneur. (Art. 497 et S. R., 1909, art. 5782 combinés et amendés.)

758. Corporation loans by a bond issue or otherwise are effected only under a by-law to that effect, approved: 1. by a majority in number and in real value of the proprietors who are electors who have voted, and who alone are entitled to vote upon such by-law; and 2. by the Lieutenant-Governor. (Art. 497, and R. S., 1909, Art. 5782, combined and amended.)

759. Tout règlement, qui décrète ou autorise un emprunt, doit déclarer les fins auxquelles la somme à emprunter doit être appliquée, et doit contenir toute disposition jugée nécessaire pour assurer le bon emploi des deniers et atteindre le but indiqué dans le règlement. (Art. 494 amendé.)

759. Every by-law ordering or authorizing a loan must specify the purposes to which the sum to be borrowed is to be applied, and must contain all provisions deemed requisite to ensure the proper application of the money and the attainment of the end set forth in the by-law. (Art. 494 amended.)

760. Tout bon doit mentionner:
1. Le nom de la corporation qui l'émet;

760. Every bond must specify:
1. The name of the corporation by which it is issued;

2. Le règlement en vertu duquel il est émis;

3. Le montant pour lequel il est émis;

4. Le taux de l'intérêt annuel;

5. Le temps et le lieu du paiement, tant des intérêts que du capital;

6. La date de son émission.

Il doit également porter la signature du chef du conseil, et de toute autre personne autorisée à le signer et celle du secrétaire-trésorier.

Il doit contenir, en outre, toute disposition nécessaire à la mise à effet des intentions du règlement en vertu duquel il est émis. (Arts. 981 et 982 combinés et amendés.)

761. L'intérêt sur les bons est payable tous les six mois, et ne doit en aucun cas excéder six pour cent. (Art. 983 amendé.)

762. Il peut être annexé à chaque bon, des coupons pour le montant de l'intérêt semi-annuel, indiquant le lieu de leur paiement, signés par le maire et contresignés par le secrétaire-trésorier, et payables au porteur à l'échéance de l'intérêt qui y est mentionné.

Lors de leur paiement, les coupons sont remis au secrétaire-trésorier; et la possession par cet officier d'un coupon est, "prima facie", une preuve du paiement de l'intérêt semi-annuel qui y est mentionné. (S. R., 1909, art. 5780 amendé.)

763. Le principal et les intérêts des bons émis par la corporation

2. The by-law authorizing the issue thereof;

3. The amount for which it is given;

4. The rate of interest per annum;

5. The time and place of payment both principal and interest;

6. The date of issue.

It must also bear the signature of the head of the council or of any other person authorized to sign it, as well as that of the secretary-treasurer.

It must also contain all provisions necessary to give effect to the intentions of the by-law under which it is issued. (Art. 981 and 982 combined and amended.)

761. The interest on bonds is payable half-yearly, and must in no case be higher than six per cent. (Art. 983 amended.)

762. Coupons to the amount of the half-yearly interest, setting forth the place of payment, signed by the mayor and countersigned by the secretary-treasurer, and payable to bearer when the interest specified therein falls due, may be annexed to each bond.

At the time of payment, the coupons must be handed to the secretary-treasurer; and the possession by such officer of any coupon is "prima-facie" evidence that half-yearly interest specified therein has been paid. (R. S., 1909, art. 5780 amended.)

763. The principal and interest of every bond issued by the cor-

sont assurés à même le fonds général de la municipalité. (S. R., 1909, art 5781 amendé.)

poration are secured by the general funds of the municipality. (R. S., 1909, art. 5781 amended.)

764. Dans une action sur un bon il n'est pas nécessaire d'alléguer ni de prouver les avis, règlements, statuts et autres procédures en vertu desquels le bon a été émis. (Art. 996.)

764. In any action upon a bond, it is not necessary either to allege or to prove the notices, by-laws, statutes or other proceedings under which such bond was issued. (Art. 996.)

765. Tout bon, émis en vertu d'un règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur, avant ou après la mise en vigueur du présent code, est valide et ne peut être contesté pour quelque cause que ce soit. (Art. 997 amendé.)

765. Every bond issued under a by-law approved by the Lieutenant-Governor, whether before or after the coming into force of this code, is valid, and cannot be contested for any cause whatsoever. (Art. 997 amended.)

766. Aucune émission de bons ne peut être faite, et aucun emprunt ne peut être contracté, à moins qu'il ne soit imposé, par le règlement qui les autorise, sur les biens-fonds imposables affectés au paiement de tels emprunts ou bons, une taxe annuelle suffisante pour payer l'intérêt de chaque année, et au moins un pour cent, à part de l'intérêt, comme fonds d'amortissement, jusqu'à l'extinction de la dette; la répartition des deniers ou la taxe à imposer et à prélever pour payer les intérêts et le fonds d'amortissement, annuellement, doit être basée sur le rôle d'évaluation en vigueur lors de telle répartition ou de tel impôt, sans préjudice des droits des porteurs de bons.

766. No bonds may be issued and no loan may be contracted unless the by-law authorizing the same, imposes upon all taxable immovable liable property liable for the payment of such loan or bonds, an annual tax sufficient for the payment of the yearly interest thereon, and at least one per cent over and above such interest, as a sinking-fund, until the extinction of such debt; the apportionment of the moneys or the tax to be imposed and levied for the payment each year of the interest and the sinking-fund, shall be based on the valuation roll in force at the time of such apportionment or the imposition of such tax, without prejudice to the rights of bond-holders.

Le fonds d'amortissement doit être perçu chaque année et placé conformément au règlement, et les

The sinking-fund must be collected each year, and invested according to the by-laws; and the

membres du conseil sont personnellement et solidairement responsables de la perception et du placement de ce fonds. (Art. 495 amendé.)

members of the council are personally and jointly and severally responsible for the collection and investment of such fund. (Art. 495 amended.)

767. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de faire, chaque année, jusqu'au paiement ou au rachat des bons, un rôle spécial de perception, répartissant sur les biens immeubles imposables assujettis, suivant leur valeur portée à tel rôle d'évaluation, le montant de la taxe imposée sur chacun d'eux pour l'intérêt et le paiement annuel du fonds d'amortissement

767. The secretary-treasurer must make, each year, until the payment or redemption of the bonds, a special collection roll apportioning on the taxable immoveable properties liable therefor, according to their respective values as shown on such valuation roll, the amount of the tax imposed on each for the interest and for the annual payment to the sinking-fund.

Le montant perçu pour l'intérêt et le fonds d'amortissement sur les emprunts par bons doit être déposé dans une banque légalement constituée en corporation, au crédit de la corporation qui a émis ces bons, sous un compte spécial et distinct du compte général de la corporation, ou être employé au rachat de tels bons. Aucune partie de ce montant ne peut être dépensée ni appropriée pour d'autres fins que pour le paiement desdits intérêts et fonds d'amortissement ou rachat; et tout membre du conseil qui autorise verbalement, par écrit, par son vote ou tacitement, la dépense ou l'appropriation de ce montant ou de partie d'icelui, pour d'autres fins que celles auxquelles il est destiné, est tenu personnellement responsable de tout montant ainsi illégalement détourné de sa destination, envers la corporation qui peut en obtenir le recouvrement, par action en justice, et même par

The amount collected for interest and sinking-fund, upon any loan by means of a bond issue, must be deposited in a chartered bank, to the credit of the corporation issuing the same, in a special account, distinct from the general account of the corporation, or it must be employed for the redemption of such bonds. No portion of such amount shall be expended or appropriated for any other purpose than for the payment of the said interest and sinking-fund, or for such redemption; and every member of the council who, either verbally or in writing, by his vote or tacitly, authorizes the expenditure or appropriation of such amount, or any part thereof, for other than the purposes for which it is destined, is held personally responsible for all sums thus illegally diverted from the use for which they are destined, towards the corporation, which may recover the same by an ac-

contrainte par corps, contre le ou les membres du conseil en défaut.

Cette responsabilité est solidaire et s'applique au secrétaire-trésorier qui participe à un tel versement de fonds illégal.

La poursuite en recouvrement de tel montant peut aussi être prise par tout contribuable. (Art. 978a amendé.)

768. Tout règlement autorisant un emprunt doit être, dans les trente jours de sa passation, soumis à l'approbation des propriétaires électeurs, conformément aux articles 372 à 387. (S. R., 1909, art. 5788.)

769. Il est du devoir du secrétaire-trésorier de la corporation qui a passé tel règlement, de transmettre au lieutenant-gouverneur, en même temps que la copie du règlement à faire approuver, un état de la valeur totale de la propriété immobilière imposable affectée par le règlement, ainsi que toutes les autres dettes et obligations encore à la charge de la corporation.

Ce tableau doit être attesté sous le serment spécial du secrétaire-trésorier. (Art. 498 amendé.)

770. La dette totale contractée par une corporation de comté ne peut, en aucun temps, excéder cinq pour cent de l'évaluation totale des biens-fonds imposables

in law, enforceable by coercitive imprisonment, against the member or the members of the council in default.

Such responsibility is joint and several, and applies to the secretary-treasurer who participates in such illegal diversion of such funds.

The action to recover such amount may likewise be taken by any ratepayer. (Art. 978a amended.)

768. Every by-law authorizing a loan must be submitted to the approval of the electors who are proprietors, in accordance with articles 372 to 387, within thirty days after the same has been passed. (R. S., 1909, art. 5788.)

769. The secretary-treasurer of the corporation which has passed any such by-law, must forward to the Lieutenant-Governor, together with a copy of the by-law submitted for approval, a statement showing the total value of the taxable immoveable property liable under such by-law, and all the other debts and liabilities still at the charge of the corporation.

Such statement must be attested under a special oath of the secretary-treasurer. (Art. 498 amended.)

770. The total indebtedness contracted by any county corporation must not, at any time, exceed five per cent of the total value of the taxable immoveable prop-

de la municipalité. (Art. 977 amendé.)

771. Une corporation locale ne peut contracter des dettes pour une somme excédant en totalité, y compris sa part à payer de la dette de la corporation du comté, dix pour cent de l'évaluation totale des biens-fonds imposables de la municipalité. (Art. 978 amendé.)

771. No local corporation may contract debts for any amount exceeding, in the aggregate, ten per cent of the value of the taxable immoveable property of the municipality, such amount to include the share which such corporation has to contribute towards paying the debts of the county corporation. (Art. 978 amended.)

772. Sauf les cas prévus par les articles 765 et 784, si une corporation fait un emprunt ou contracte une dette, sans observer toutes les formalités prescrites dans le présent titre, ou excède son pouvoir d'emprunt, tel qu'indiqué aux articles 770 et 771, les prêteurs ou créanciers ont droit de se faire payer leur créance par le ou les membres du conseil qui a ou ont participé, d'une façon quelconque, même tacitement, à contracter cet emprunt ou cette dette, et qui en sont tenus personnellement et solidairement responsables. (Nouveau.)

772. Saving the case mentioned in articles 765 and 784, if a corporation effects a loan or contracts a debt without observing all the formalities prescribed in this title, or exceeds the limits of its borrowing powers, as provided by articles 770 and 771, the lenders or creditors have a right to recover their claim from the member or members of the council personally, and jointly and severally, who participated in any manner whatever, even tacitly, in effecting such loan or contracting such debt. (New.)

773. Les emprunts contractés et les bons émis ou dont l'émission a été autorisée avant la promulgation du présent code, en vertu des actes concernant le fonds d'emprunt municipal, et qui n'ont pas été acquittés, continuent à être réglés par les dispositions des statuts qui s'y rapportent.

773. The loans contracted and the bonds issued, or those the issue whereof was authorized before the promulgation of this code in conformity with the acts respecting the municipal loan fund, and remaining unpaid, continue to be governed by the provisions of the acts relating thereto.

Les montants de ces emprunts ou bons sont remboursables, les taxes à prélever pour les acquitter sont réparties et perçues, même

The amounts of such loans or bonds are repayable, the taxes to discharge them are apportioned and collected, and the duties and

dans le cas où la corporation se-
rait en défaut, et les devoirs et les
obligations des conseils et des of-
ficiers municipaux relatifs à ces
emprunts ou bons, doivent être ac-
complis, jusqu'au parfait acquit-
tement de ces emprunts ou bons,
comme si le présent code n'eût
pas été promulgué; sujet néan-
moins à l'application de l'article
767. (Art. 980.)

obligations of the council and of-
ficers regarding such loans or
bonds must be discharged and ful-
filled, until the same have been
wholly paid and redeemed, in the
manner as if this code had not
been promulgated, subject never-
theless to the application of art-
icle 676. (Art. 980.)

774. Toute dette contractée, pour
des fins générales, par une corpo-
ration de comté, est payable en
principal, intérêts et frais à ladite
corporation, par toutes les corpo-
rations locales du comté, et est
répartie et prélevée de la même
manière que les taxes imposées
par la corporation du comté. (Art.
973 amendé.)

774. The principal, interest and
costs of any debt contracted by a
county corporation for general
purposes, are payable to the said
corporation by all the local cor-
porations of the county, and are
apportioned and levied in the same
manner as taxes imposed by the
county corporation. (Art. 973 a-
mended.)

CHAPITRE DEUXIEME

DE L'ENREGISTREMENT DU REGLEMENT D'EMPRUNT

CHAPTER SECOND

REGISTRATION OF LOAN BY-LAWS

775. Le secrétaire-trésorier de
toute corporation qui a passé un
règlement pour faire un emprunt
au moyen d'une émission de bons,
doit transmettre au registraire
de la division d'enregistrement
dans les limites de laquelle se
trouve la municipalité, et au se-
crétaire de la province, avant la
négociation, la vente ou la pro-
messe de vente de bons, une co-
pie authentique du règlement au-
torisant l'émission de bons, avec
un rapport indiquant:
1. La nature et l'objet du règle-
ment;

775. The secretary-treasurer of
any corporation which has passed
a by-law for the purpose of rais-
ing money by means of a bond
issue, must, before the negotia-
tion, sale or promise of sale of any
of such bonds, transmit to the
registrar of the registration div-
ision in which such municipality
is situated, and to the Provincial
Secretary, an authentic copy of
the by-law authorizing such bond
issue, together with a return
showing:

1. The nature and object of
such by-law;

2. La somme à emprunter;
3. Le nombre de bons qui doivent être émis;
4. Leur montant respectif;
5. Les dates respectives de leur échéance;
6. La valeur des biens meubles et immeubles appartenant à la corporation;
7. Le montant des hypothèques et privilèges qui affectent les biens immeubles de la corporation;
8. Le montant de l'évaluation des biens-fonds imposables de la municipalité;
9. Le taux annuel de l'imposition par piastre requis pour liquider ces bons. (Art. 990.)

776. Le registrateur doit recevoir, déposer et conserver dans son bureau les règlements qui lui sont transmis en vertu de l'article 775, et les enregistrer dans un livre tenu à cet effet. (Art. 992 amendé.)

777. Les règlements et les rapports enregistrés et déposés au bureau du registrateur, et tous ses livres d'entrée, sont ouverts à l'examen de quiconque désire en faire l'inspection, durant les heures de bureau, moyennant paiement. Le registrateur a droit aux honoraires suivants, pour tout service requis en vertu des articles du présent chapitre:

1. Pour l'enregistrement de toute copie authentique d'un règlement municipal \$2.00

2. The amount to be borrowed thereunder.

3. The number of bonds to be issued;

4. The amounts thereof, respectively;

5. The date at which the same respectively fall due;

6. The value of the moveable and immoveable property belonging to the corporation;

7. The amount of the privileges and hypothecs to which the immoveable property of the corporation is subject;

8. The total valuation of the taxable immoveable property in the municipality;

9. The annual rate of assessment in the dollar required to liquidate the bonds. (Art. 990.)

776. The registrar must receive, file and keep in his office, all by-laws which are transmitted to him under article 775, and register them in a book kept for that purpose. (Art. 992 amended.)

777. The by-laws and returns registered or filed in the registrar's office and all his books of entry are open to the examination of any one desiring to inspect the same, during office hours, on payment of a fee. The registrar is entitled to the following fees for any services required under this chapter:

1. For the registration of an authentic copy of any municipal by-law \$2.00

2. Pour l'enregistrement de tout rapport, transmis en vertu de l'article 775 1.00

3. Pour recherche, inspection et examen de chaque copie d'un règlement et des entrées qui s'y rapportent . . . 1.00 (Arts. 993 et 994 combinés et amendés.)

2. For the registration of any return transmitted under article 775 1.00

3. For search, inspection and examination of each copy of a by-law, and of the entries which refer thereto . . . 1.00 (Arts. 993 and 994 combined and amended.)

778. Tout bon émis avec les formalités prescrites par la loi, par une corporation municipale régie par le présent code, payable au porteur, ou à une personne y léguée ou au porteur, peut être transféré par délivrance, et ce transfert en transmet la propriété au possesseur, et lui donne le droit de maintenir une action sur ce bon, en son propre nom. (S. R., 1909, art. 5900.)

778. Any bond issued, with the formalities required by law, by any municipal corporation governed by this Code, payable to bearer or to any person named therein or to bearer, may be transferred by delivery, and such transfer shall vest the property of such bond in the holder thereof, and enable him to maintain an action thereupon in his own name. (R. S., 1909, art. 5900.)

779. Tout bon émis comme susdit, payable à une personne, ou à une personne ou à son ordre est, après l'endossement d'icelui par telle personne, transférable par délivrance à dater de tel endossement; ce transfert en transmet la propriété au possesseur et lui donne le droit de maintenir une action sur tel bon, en son propre nom. (S. R., 1909, art. 5901.)

779. Any bond as aforesaid, payable to any person or to any person or order shall (after general endorsement thereof, by such person), be transferable by delivery from the time of such endorsement, and the transfer shall vest the property thereof in the holder, and enable him to maintain an action thereupon in his own name. (R. S., 1909, art. 5901.)

780. Dans toute poursuite ou action sur semblable bon, il n'est pas nécessaire d'alléguer, dans la déclaration ou dans toute autre procédure, ou de prouver de quelle manière une personne est devenue en possession de tel bon, ni d'alléguer ou prouver les avis, règlements ou autres procédures en

780. In any suit or action upon such bond, it shall not be necessary for the plaintiff to set forth in the declaration or other pleading, or to prove, the mode by which he became the holder of such bond, or to set forth or to prove the notices, by-laws, or other proceedings under or by

crowed

to be

respect-

e same

aveable

belong-

vileges

he im-

corpor-

of the

arty in

assess-

red to

990.)

ceive,

ull by-

to him

register

at pur-

returns

regis-

oks of

nation

nspect

rs, on

gistrar

g fees

under

of

1-

\$2.00

vertu desquels le bon a été émis; mais il suffit de désigner le demandeur comme étant en possession de ce bon (énonçant l'endossement), d'alléguer brièvement son effet légal, et de faire la preuve en conséquence. (S. R., 1909, art. 5902.)

virtue of which the bond was issued, but it shall be sufficient to describe the plaintiff as the holder of the bond (alleging the general endorsement, if any) and shortly to state its legal effect and purport, and to make proof accordingly. (R. S., 1909, art. 5902.)

781. Sujet à l'application de l'article 766, tout bon émis par toute corporation municipale est valide et recouvrable en entier, bien qu'il puisse avoir été négocié par cette corporation à un taux au-dessous du pair, et ne peut être pour cette cause entaché d'invalidité entre les mains d'un porteur pour valeur. (S. R., 1909, art. 5903; 4 Geo. V., c. 50, s. 1.)

781. Subject to the provisions of article 766, any bond issued by any municipal corporation shall be valid and recoverable to the full amount thereof, notwithstanding its negotiation by such corporation at a rate less than par, and shall not be impeachable for such reason in the hands of a holder for value. (R. S., 1909, art. 5903; 4 Geo. V., c. 50, s. 1.)

782. Lorsque, par suite de la hausse dans les taux d'intérêt, entre la date d'un règlement d'emprunt adopté avant l'entrée en vigueur du présent code et la date de la vente ou de la négociation des bons émis en vertu de ce règlement, ces bons, ou l'un d'entre eux ne peuvent être vendus ou négociés qu'à un taux d'escompte comportant une réduction substantielle du montant pour lequel le règlement pourvoyait, le conseil municipal peut, avec l'approbation du lieutenant gouverneur en conseil, mais sans qu'il soit besoin de le soumettre à l'approbation des électeurs municipaux, adopter un règlement annulant ce règlement d'emprunt, et pourvoyant à un taux d'intérêt plus élevé ainsi que, au besoin, à une

782. Where, owing to an advance in the rate of interest between the date of a loan by-law passed before the coming into force of this Code, and the date of the sale or other disposal of the bonds issued under such by-law, they or any of them cannot be sold or disposed of except at a discount involving a substantial reduction in the amount provided for by the by-law, the municipal council may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, and without submitting the same for the approval of the municipal electors, pass a by-law to amend the first mentioned by-law by providing for an increased rate of interest, and also, if necessary, for a corresponding increase in the special tax imposed by such

augmentation correspondante de la taxe spéciale annuelle qui aurait été imposée par ce règlement. (S. R., 1909, art. 5903a; 4 Geo. V, c. 50, s. 1.)

by-law. (R. S., 1909, art. 5903a; 4 Geo. V, c. 50, s. 1.)

783. Tout secrétaire-trésorier qui refuse ou néglige de se conformer à l'article 775, dans le temps requis, encourt une amende n'excédant pas deux cents piastres, et, à défaut de paiement, il est passible d'emprisonnement jusqu'au paiement de l'amende et des frais. Cet emprisonnement cesse sur paiement de l'amende et des frais et ne doit pas, dans tous les cas, excéder une période de douze mois. (Art. 995.)

783. Every secretary-treasurer who neglects or refuses to comply with the provisions of article 775, within the required time, incurs a fine of not more than two hundred dollars, and, in default of payment, he is liable to imprisonment until payment of the fine and costs; such imprisonment ends on payment of the fine and costs, and must not, however, in any case exceed twelve months. (Art. 995.)

CHAPITRE TROISIEME DES EMPRUNTS TEMPORAIRES

CHAPTER THIRD TEMPORARY LOANS

784. Nonobstant les dispositions du présent titre, toute corporation a le pouvoir d'emprunter de temps à autre par billet sur simple résolution et sans autre formalité, les sommes requises pour rencontrer les besoins imprévus et immédiats de la corporation. Les dits emprunts ne peuvent être faits pour une période plus longue qu'une année, et il est du devoir du conseil de percevoir et de rembourser les sommes ainsi empruntées dans la période d'un an.

Toute infraction aux dispositions du présent article rend chacun des membres du conseil en défaut passible d'une amende de

784. Notwithstanding the provisions of this title, every corporation has power to borrow from time to time on notes, by a mere resolution and without other formality, the amounts required to meet the unforeseen and immediate needs of the corporation. Such loans must not be for a longer period than one year, and the council must collect and repay the sums so borrowed within the same period of one year.

Every infringement of the provisions of this article shall render each member of the council in default liable to a fine of one hun-

cent piastres recouvrable par action ordinaire. (Nouveau.)

dred dollars recoverable by an ordinary action. (New.)

Cette action peut être instituée par tout contribuable, en son nom particulier, ou par la corporation.

Such action may be taken by any ratepayer in his own name, or by the corporation.

TITRE XXVI

DE LA PREPARATION PAR LE SECRETAIRE DE LA PROVINCE D'ETATS SOMMAIRES ET DE TABLEAUX CONCERNANT LES MUNICIPALITES

TITLE XXVI

PREPARATION BY THE PROVINCIAL SECRETARY OF SUMMARY STATEMENTS AND TABLES RESPECTING MUNICIPALITIES

785. Le secrétaire de la province est tenu de faire tous les ans un état compilé, par comté, des rapports faits en vertu des articles 175 et 176, avec un sommaire de ces rapports par comté, et de les transmettre à la Législature dans les premiers quinze jours de la session suivante. (Art. 168b.)

785. The Provincial Secretary must, every year, compile a statement, by counties, of the returns made under articles 175 and 176, with a summary of such returns by counties, and submit the same to the Legislature within the first fifteen days of the following session. (Art. 168b.)

786. Le secrétaire de la province doit préparer tous les ans dans le mois de juin, d'après les états transmis à son bureau en vertu des articles 175 et 176, un tableau spécial indiquant :

786. The Provincial Secretary must, every year, in the month of June, from the returns transmitted to his office in conformity with articles 175 and 176, compile a statement in tabular form showing :

1. Les noms de toutes les corporations municipales endettées ;

1. The name of every corporation indebted.

2. Le montant de la dette de chacune de ces corporations;

3. Le montant des intérêts dûs par elles;

4. La valeur des biens meubles et immeubles qui leur appartiennent;

5. Le montant de l'évaluation des biens imposables de chacune des municipalités dont la corporation est endettée;

6. Le taux total de la taxation ou cotisation par piastre imposée pour des fins quelconques, sur les biens imposables ou seulement sur les biens-fonds imposables de telles municipalités.

Une copie de ce tableau doit être transmise à la Législature par le secrétaire de la province, dans les quinze premiers jours de la session suivante. (Art. 979 amendé.)

2. The amount of the debt of each;

3. The amount of interest due by each;

4. The value of the moveable and immoveable property belonging to each;

5. The amount of the valuation of taxable property in each municipality whose corporation is indebted;

6. The total rate of taxation or assessment in the dollar, levied for any purpose whatsoever upon taxable property or only upon taxable immoveable property in each municipality.

A copy of such tabular statement must be submitted by the Provincial Secretary to the Legislature, within the first fifteen days of the following session. (Art. 979 amended.)

TITRE XXVII

DE L'EXPROPRIATION POUR LES FINS MUNICIPALES

TITLE XXVII

EXPROPRIATION FOR MUNICIPAL PURPOSES

787. Toute corporation municipale peut s'approprier le terrain nécessaire à l'exécution des travaux ordonnés par des règlements, des procès-verbaux, ou tout autre ordre de son ressort, en se conformant aux dispositions du présent titre. (Art. 902 amendé.)

787. Every municipal corporation may, by complying with the provisions of this title, appropriate any land required for the execution of any work provided for by any by-law, "procès-verbal", or other order within its jurisdiction. (Art. 902 amended.)

788. La corporation peut aussi s'approprier, en tout ou en partie, en se conformant aux dispositions du présent titre, les chemins macadamisés ou gravelés dans la municipalité, appartenant à une ou plusieurs compagnies. (S. R., 1909, art. 5791 amendé.)

788. The corporation may also, by complying with the provisions of this title, expropriate the whole or any part of any macadamized or gravel road in the municipality, belonging to one or more companies. (R. S., 1909, art. 5791 amended.)

789. Nulle corporation de comté ou de campagne ne peut, sans le consentement par écrit du propriétaire :

789. No county or rural corporation may, without the consent in writing of the proprietor :

1. Démolir ou endommager une maison, grange, moulin ou autre édifice ;

1. Demolish or injure any house, barn, mill or other building ;

2. Faire passer un chemin public à travers une basse-cour ou un jardin clos d'une haie vive ni à travers une érablière ou un verger, situé dans un rayon de quatre cents pieds de la maison habitée par le propriétaire ou l'occupant de telle érablière ou verger ; ni à travers une cour à bois de sciage, un terrain d'amusement, ou autre terrain clos et entouré, contigu aux dépendances d'une maison de campagne ou résidence et en faisant partie. (Art. 904 amendé.)

2. Have a public road made through any farm yard or any garden enclosed by a wall or hedge, nor through any orchard or maple grove situated within a radius of four hundred feet from the house inhabited by the owner or occupant of such orchard or grove, nor through any lumber yard, pleasure ground or other unimproved and enclosed land being contiguous to and forming the dependency of a country-house or residence. (Art. 904 amended.)

790. Nulle corporation municipale ne peut, sans le consentement par écrit du propriétaire, ni en aucun manière, à un canal, ou à une dérivation, le moulin ou de manufacture, ni détourner le cours de l'eau alimentant un canal ou moulin ou une manufacture, ni faire passer une route publique à travers les propriétés d'un particulier. (Art. 905 amendé.)

790. No municipal corporation may, without the consent in writing of the owner, in any manner, in any stream, or the dam of any mill or manufactory, nor divert the course of the water which feeds such sluice, mill or manufactory, nor cause a public road to run through property mentioned in the paragraphs a, b, c, d, e, f, g, h, i, j, k, l, m, n, o, p, q, r, s, t, u, v, w, x, y, z, of this title. (Art. 905 amended.)

791. Nulle indemnité ne doit être accordée pour le terrain nécessaire au premier chemin de front sur un lot, ni pour le terrain réservé pour un chemin public dans l'octroi ou concession d'un lot. (Art. 906 amendé.)

791. No indemnity may be allowed for the land required for the first front road upon a lot, nor for the land reserved for a public road in the grant or concession of a lot. (Art. 906 amended.)

792. Dans l'évaluation du terrain pris pour un chemin public, la valeur du chemin aboli qui échait, en vertu de l'article 467, au propriétaire exproprié, et les avantages particuliers que ce propriétaire retire du nouveau chemin tel que tracé, doivent être estimés et portés en déduction de la compensation qui peut être accordée pour la valeur de ce terrain.

792. In the valuation of any land taken for a public road, the value of the road which has been done away with, and which falls to the expropriated proprietor under article 467, and the special advantages which such proprietor derives from the new road as laid out, must be estimated and go in reduction of the compensation which may be granted for the value of such land.

Si c'est pour un ouvrage public que le terrain est pris, les avantages que le propriétaire doit retirer de l'ouvrage sont aussi estimés et portés en déduction de la compensation qui peut être accordée pour la valeur du terrain. (Art. 907 amendé.)

If the land is taken for any other public work, the advantages which the proprietor derives from such work are likewise estimated, and go in reduction of the compensation which may be granted for the value of such land. (Art. 907 amended.)

793. La corporation ne peut prendre, par voie d'expropriation, les propriétés suivantes:

793. A corporation cannot expropriate the following properties:

1. Celles appartenant à Sa Majesté ou tenues en fief commis pour son usage.

1. Property belonging to His Majesty or held in trust for his use;

2. Celles possédées ou occupées par le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial;

2. Property owned or occupied by the Federal or Provincial Government;

3. Celles possédées ou occupées par des compagnies de chemin de fer, par des fabriques, ou par des institutions ou corporations religieuses, charitables ou d'éducation;

3. Property owned or occupied by railway companies, "fabriques", or religious, charitable or educational institutions or corporations;

4. Les cimetières, les palais des évêques,

4. Cemeteries, bishops' palaces,

les presbytères et leurs dépendances. (S. R., 1909, art. 5792 amendé.)

parsonages, or their dependencies. (R. S., 1909, art. 5792 amended.)

794. L'indemnité à payer pour tout immeuble, partie d'immeuble, ou servitude, sujet à expropriation, peut être fixée et arrêtée par convention entre la corporation et le propriétaire de cet immeuble, partie d'immeuble ou servitude.

794. The indemnity to be paid for any immovable or part of an immovable, or any servitude liable to expropriation, may be fixed and established by agreement between the corporation and the owner.

Dans le cas de substitution, le grevé,—dans le cas d'usufruit, l'usufruitier,—dans le cas d'interdiction, le curateur,—dans le cas de minorité, le tuteur,—dans le cas de biens propres appartenant à la femme commune, et dans le cas de séparation de biens, la femme autorisée par son mari, ou, s'il est absent, ou interdit, ou refuse, autorisée par le juge,—peut faire telle convention. (S. R., 1909, art. 5794 amendé.)

In case of substitution, the institute,—in case of usufruct, the usufructuary,—in case of interdiction, the curator,—in case of minority, the tutor,—in case of private property of the wife common as to property and in case of separation as to property, the wife authorized by her husband, or if he is absent or interdicted or refuses, by the judge,—may enter into such agreement. (R. S., 1909, art. 5794, amended.)

795. 1. A défaut d'entente entre les parties, la valeur de l'immeuble, de la partie d'immeuble ou de la servitude en question, de même que tout ce qui entre en compensation de la valeur de l'immeuble, de la partie de l'immeuble ou de la servitude est estimée par les estimateurs de la municipalité locale où est situé l'immeuble, et l'indemnité est fixée ou refusée par eux.

795. 1. If there is no agreement between the parties, the value of the immovable, or the part of immovable or servitude in question, together whatever goes in compensation of the value of such immovable or part of immovable or servitude shall be estimated by the assessors of the local municipality in which the immovable is situated, and the indemnity shall be determined or refused by them.

2. Nul ne peut agir comme estimateur en vertu des dispositions du présent titre:

2. No one may act as assessor under the provisions of this title:

a. Dans le cas où lui, ou ses parents ou alliés jusqu'au degré de

a. Whenever he himself, or his relations either by blood or mar-

consin germain exclusivement, sont intéressés comme expropriés.

b. Dans le cas où lui-même serait appelé à payer l'indemnité qui peut être accordée.

Néanmoins nul ne peut être récusé comme estimateur à raison de sa parenté avec une des parties qui doivent payer l'indemnité au cas où il peut être accordé.

3. Nulle objection à la compétence d'un estimateur ne peut être faite après le prononcé de la sentence fixant ou refusant l'indemnité.

4. Si à raison d'incompétence, d'absence, de refus ou d'autres causes, quelques-uns des estimateurs en office, ou de ceux nommés pour les remplacer, n'agissent pas en vertu des dispositions du présent titre, le conseil local doit les remplacer par d'autres personnes capables d'exercer cette charge.

Ces remplaçants sont revêtus des mêmes obligations et sujets aux mêmes pénalités que les estimateurs en office, et ne remplissent leurs fonctions que relativement au cas d'expropriation pour lequel ils ont été nommés.

5. Les estimateurs appelés à procéder en vertu des dispositions du présent titre, commencent les procédures au temps et au lieu fixés par le conseil qui demande l'expropriation et dont ils ont donné un avis public ainsi qu'un avis spécial d'au moins cinq jours aux parties expropriées.

riage, to the degree of consin-german exclusively, are interested as expropriated persons:

b. Whenever he himself will be called upon to pay the indemnity which may be granted.

Nevertheless, no assessor may be objected to on the ground of relationship to any one of the parties who must pay the indemnity, in the case where such indemnity may be granted.

3. No objection to the competence of any assessor can be made after the award fixing or refusing such indemnity has been rendered.

4. If, by reason of incompetence, absence, refusal or other causes, any of the assessors in office, or any of those appointed to replace them, do not act under the provisions of this title, the local council must replace them by other persons capable of discharging such office.

Such substitutes are vested with the same powers, subject to the same obligations, and liable to the same penalties as the assessors in office but they discharge their duties with regard only to the special case of expropriation for which they are appointed.

5. The assessors called upon to proceed in virtue of the provisions of this title must commence their proceedings at the time and place fixed by the council applying for the expropriation and also a special notice of at least five days to the parties to be expropriated.

Ils peuvent ajourner leurs délibérations et l'examen des parties intéressées et de leurs témoins d'un jour à un autre jusqu'à la prononciation de la sentence.

6. Ces estimateurs après avoir examiné et évalué ce qui fait l'objet de l'expropriation, et entendu les parties intéressées et leurs témoins, rendent leur sentence par un ou plusieurs certificats qu'ils déposent au bureau du conseil qui demande l'expropriation. Avis public de ce dépôt doit être donné sans délai par le secrétaire-trésorier du conseil.

7. Toute sentence rendue par les estimateurs est définitive et sans appel à l'expiration des trente jours qui suivent l'avis du dépôt des certificats, à moins qu'objection n'y soit faite en vertu du paragraphe 8.

8. Quiconque est lésé par toute sentence ainsi rendue peut y porter objection en produisant une requête par écrit à cet effet, au bureau de la corporation dans les trente jours qui suivent l'avis public donné en vertu du paragraphe 6 du présent article.

9. Après la production de cette requête au bureau de la corporation trois arbitres sont nommés de la façon suivante: un par la corporation, un autre par le propriétaire ou de sa part, et un troisième par les deux premiers arbitres, ou si ces arbitres ne s'entendent pas par un juge de la cour supérieure à la demande des parties intéressées.

They may adjourn their investigations and the examination of the parties interested and their witnesses, from day to day, until the award is rendered.

6. Such assessors having examined and valued the land and heard the parties interested and their witnesses, render their award by means of one or more certificates, which are filed by them in the office of the council applying for the expropriation.

Public notice of such filing must be given without delay by the secretary-treasurer of the council.

7. Every award rendered by the assessors is final, and cannot be appealed from after the expiration of thirty days from the notice of the filing of the certificates, unless objection be made thereto under paragraph 8 of this article.

8. Any one aggrieved by any award so rendered may make objection thereto by producing a petition in writing to such effect at the office of the council, within thirty days after the public notice given under paragraph 6 of this article.

9. After the production of such petition at the office of the corporation three arbitrators shall be appointed as follows: one by the corporation, one by the owner or on his behalf, and a third by the two former, or, if they cannot agree, by a judge of the Superior Court on application of any of the interested parties.

796. Lorsque, en vertu des dispositions de ce code, il y a lieu de nommer un ou des arbitres ou un tiers-arbitre, et que l'une ou l'autre des parties refuse ou fait défaut de faire choix dudit arbitre, après en avoir été dûment requis, en la manière prévue par la loi ou stipulée dans un règlement, l'autre partie peut, par requête sommaire, dont avis a été signifié à la partie adverse, s'adresser à un juge de la Cour supérieure, qui a alors juridiction et pouvoir de faire la nomination.

Cette nomination est réputée être et est tenue, à toutes fins que de droit, comme le choix de la partie qui ne l'a pas faite. (S. R., 1909, art. 5796.)

797. Les arbitres procèdent, au temps et au lieu fixés par eux, et dont ils ont donné un avis spécial d'au moins dix jours, aux parties intéressées.

Les arbitres, après avoir examiné et évalué l'immeuble, partie d'immeuble ou servitude, et entendu les parties et leurs témoins, sous serment administré par l'un d'eux, donnent leur décision au moyen d'un certificat signé par eux ou par la majorité d'entre eux, et ils déposent le certificat au bureau de la corporation qui demande l'expropriation.

Cette décision est fin. et sans appel. (S. R., 1909, art. 5797 amendé.)

798. Dans toute décision rendue par eux, les arbitres désignent le

796. Whenever, under the provisions of this code, it is necessary that one or more arbitrators or a third arbitrator be appointed, and either party fails or refuses to select the said arbitrator, after having been duly required so to do in the manner by law or by by-law provided, the other party may, by summary petition, of which notice has been given to the adverse party, apply to a judge of the Superior Court, who shall then have jurisdiction and power to make the appointment.

Such appointment shall be deemed and held for all lawful purposes to be that of the party who has failed to make it. (R. S., 1909, art. 55796.)

797. The arbitrators must proceed at the time and place fixed by them, and of which they shall have given at least ten days' special notice to the parties interested.

The arbitrators, after having examined and valued the immovable, part of immovable, or servitude, and heard the parties and their witnesses, under oath administered by one of them, shall give their award by means of a certificate signed by them or by the majority of them, and they shall deposit the certificate in the office of the corporation applying for the expropriation.

Such award shall be final and without appeal. (R. S., 1909, art. 5797 amended.)

798. In any award rendered by them, the arbitrators must men-

lot dont l'immeuble ou partie d'immeuble pris fait partie ou qui est affecté par la servitude, indiquent le propriétaire de ce lot ainsi que le règlement ou l'ordre du conseil en vertu duquel les procédures sont prises, et fixent le montant de l'indemnité, s'ils en accordent une, sinon, ils en constatent le refus. (S. R., 1909, art. 5798 amendé.)

799. Sur le paiement ou l'offre légale du montant de l'indemnité convenue ou accordée, ou sur le dépôt fait en vertu de l'article 801, la corporation a droit de prendre possession de l'immeuble ou partie d'immeuble ou d'exercer la servitude.

Si quelqu'un résiste ou s'oppose à la prise de possession ou à l'exercice de la servitude, un juge de la Cour supérieure peut, sur preuve de la décision des arbitres et du paiement, ou de l'offre, ou du dépôt, selon le cas, adresser son mandat à un huissier ou au shérif pour mettre la corporation en possession de l'immeuble ou de l'exercice de la servitude et faire cesser toute résistance ou opposition; ce que l'huissier ou le shérif fait, en prenant avec lui l'assistance suffisante. (S. R., 1909, art. 5799 amendé.)

800. 1. Ce mandat peut aussi être accordé par tout tel juge,

tion the lot whereof the immovable or part of immovable taken forms part or which is affected by the servitude, the name of the owner of such immovable, and also the by-law or order of the council under which the proceedings are taken, and must fix the amount of the indemnity, if they grant one, and, if they do not, a statement to that effect shall be entered in the award establishing their refusal. (R. S., 1909 art. 5798 amended.)

799. On payment or lawful tender of the amount of the indemnity agreed upon or awarded, or on the deposit thereof under article 801, the corporation may take possession of the immovable or part of immovable, or exercise such right of servitude.

If such taking possession or exercise of the right of servitude is resisted or opposed by any person, any judge of the Superior Court, on proof of the award of the arbitrators, and of the payment, or tender, or deposit of the amount thereof, as the case may be, may issue his warrant addressed to any bailiff or to the sheriff in order to have the corporation placed in possession of such immovable or such right of servitude, and to cause all resistance or opposition to cease; all which the bailiff or sheriff shall effect, providing himself for that purpose with the assistance required. (R. S., 1909, art. 5799 amended.)

800. 1. Such warrant may also be granted by any judge, without

sans pareille décision des estimateurs ou des arbitres ou semblable convention, sur un affidavit satisfaisant portant que la possession immédiate du terrain, ou le pouvoir de faire la chose mentionnée dans l'avis, est nécessaire pour la confection de quelque partie des travaux ordonnés par le conseil dans les limites de ses attributions, et que la corporation est prête à commencer immédiatement.

2. Aucun juge ne doit accorder ce mandat en vertu du présent article, à moins qu'un avis du temps et du lieu auxquels la demande lui en est faite ait été signifié dix jours d'avance au propriétaire du terrain, ou à la personne ayant droit d'en passer titre translatif, ou ayant un intérêt dans l'immeuble à exproprier ou dans la servitude à exercer ou qui peut être exposée à souffrir des dommages par suite de l'enlèvement des matériaux ou de l'exercice de pouvoirs ou de l'exécution de la chose à faire par la corporation.

3. Aucun juge ne doit accorder un tel mandat à moins que la corporation ne donne cautionnement à sa satisfaction, en déposant dans une banque légalement constituée en corporation qu'il désigne, au nom de la corporation et de tel propriétaire ou de telle personne conjointement, une somme plus forte que celle à laquelle il estime l'indemnité probable.

Les frais de requête et d'audition devant le juge sont payés

such award by the assessors or arbitrators, or agreement, on affidavit to his satisfaction that the immediate possession of the lands, or of the power to do this thing mentioned in the notice, is necessary for the execution of some part of the work ordered by the council, within the limits of its powers, and with which the corporation is ready forthwith to proceed.

2. No judge shall grant any warrant under this article unless ten days' previous notice of the time and place when and where application for its granting will be made to him, has been served upon the proprietor of the land, or the person empowered to convey the land, or interested in the land, or interested in the land sought to be taken, or the servitude to be exercised, or which may suffer damage from the taking of material sought to be taken, or from the exercise of the rights sought to be exercised, or the doing of the thing sought to be done by the corporation.

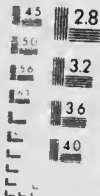
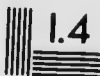
3. No judge shall grant any such warrant except upon the corporation giving security to his satisfaction, by depositing in a chartered bank to be designated by him, to the credit of the corporation and of such proprietor or such person jointly, a sum larger than his estimate of the probable indemnity.

The costs of the application to and of any hearing before the



MICROCOPY RESOLUTION TEST CHART

(ANSI and ISO TEST CHART No. 2)



APPLIED IMAGE Inc

1653 East Main Street
Rochester, New York 14609 USA
(716) 482-0300 - Phone
(716) 288-5989 - Fax

par la corporation à tout événement.

4. La requête, le mandat de possession et tous autres documents se rapportant à telle procédure incidente doivent rester dans les archives de la Cour supérieure du district où telle procédure est faite, et un registre spécial de telle procédure est tenu par le protonotaire.

5. Nulle partie du dépôt ou de l'intérêt qui en provient ne doit être remboursée ou payée à la corporation, ni payée au propriétaire ou à ladite personne, sans un ordre du juge qui est autorisé à l'émettre, rendu conformément aux termes de la décision des arbitres ou de l'arrangement à l'amiable entre les parties. (5 Geo. V, c. 64, s. 1.)

801. Si le propriétaire exproprié est inconnu, ou si la corporation, par crainte de réclamation ou autre cause, juge à propos d'en agir ainsi, elle dépose le montant de l'indemnité avec les intérêts pour six mois, au bureau du protonotaire de la Cour supérieure du district, avec une copie de l'acte d'arrangement ou de la décision des arbitres; et la ratification de tel acte ou de telle décision se poursuit de la même manière et avec les mêmes effets que dans les demandes ordinaires en ratification de titre. (S. R., 1909, art. 5800 amendé.)

802. Si les travaux qui nécessitent l'expropriation sont sous la

judge shall be borne by the corporation in any event.

4. The petition, the warrant of possession, and all other documents connected with such incidental proceedings, shall remain of record in the Superior Court of the District in which such proceedings were had, and a special register of such proceedings shall be kept by the prothonotary.

5. No part of the deposit, or of the interest arising therefrom, shall be reimbursed or paid to the corporation, or paid to the proprietor, or to the said person, without the order of the judge, who is authorized to grant the same in conformity with the terms of the award of the arbitrators, or of the amicable agreement between the parties. (5 Geo. V, c. 64, s. 1.)

801. If the owner expropriated is unknown, or if the corporation, through apprehension of future claims or from other motives deems it advisable so to do, the amount of indemnity, together with six months' interest thereon, shall be deposited in the office of the prothonotary of the Superior Court of the district, together with a copy of the deed agreement, or of the award of the arbitrators; and the ratification of such deed or award is prosecuted in the same manner and with the same effect as an ordinary application for the confirmation of title. (R. S., 1909, art. 5800 amended.)

802. If the works necessitating the expropriation are under the

direction des délégués de comté, l'expropriation se fait sous le contrôle de la corporation du comté dans les limites duquel est situé cet immeuble, d'après les instructions du bureau des délégués. (Art. 924 amendé.)

direction of the county delegates, the expropriation takes place under the control of the corporation of the county within which such immovable is situated, according to the instructions of the board of delegates. (Art. 924 amended.)

TITRE XXVIII

DU RECOUVREMENT DES AMENDES IMPOSEE EN VERTU DU PRESENT CODE

TITLE XXVIII

RECOVERY OF FINES IMPOSED UNDER THIS CODE

803. Sauf les règles spéciales contenues dans le présent titre, les amendes imposées par le présent code ou par les règlements faits sous son autorité sont recouvrées, avec frais, conformément aux dispositions des articles 7538 et suivants des Statuts refondus, 1909. (Art. 1042 amendé.)

803. Saving the special provisions contained in this title, fines imposed by this code or by any by-law passed thereunder are recovered, with costs, according to the provisions of article 7538 and following of the Revised Statutes, 1909. (Art. 1042 amended.)

804. Toutes les amendes encourues par une même personne peuvent être comprises dans la même poursuite. (Art. 1043.)

804. All fines incurred by the same person may be included in the same suit. (Art. 1043.)

805. Lorsque, dans les dispositions du présent code ou des règlements municipaux adoptés sous son autorité, il est imposé une amende pour chaque jour que dure une infraction, il ne peut être recouvré d'amende que pour le premier jour, à moins qu'un avis spécial, verbal ou écrit, ait

805. Whenever, under any provision of this code or of any municipal by-law passed thereunder, a fine is imposed for each day during which the same is contravened, such penalty may be recovered for the first day only, unless special verbal or written notice has been given to the person

été donné à l'infracteur. Si cet avis est donné, l'amende peut aussi être recouvrée pour tous les jours suivants que dure l'infraction.' (Art. 1044.)

contravening the same. If such notice is given, the fine may also be recovered for each day thereafter on which such contravention continued. (Art. 1044.)

806. Toute poursuite en recouvrement de ces amendes doit être, sous peine de déchéance, commencée dans les trois mois après le jour où elles ont été encourues. (Art. 1045 amendé.)

806. Every suit to recover any such fine must be begun within three months from the date when it was incurred, after which period the suit cannot be brought. (Art. 1045 amended.)

807. Telle poursuite peut être instituée par toute personne majeure, en son nom particulier, ou par la corporation. (Art. 1046 amendé.)

807. Such suit may be instituted by any person of age, in his own name, or by the corporation. (Art. 1046 amended.)

808. Les amendes recouvrées en vertu des règlements municipaux ou des dispositions du présent code appartiennent, à moins qu'il n'en soit autrement réglé, pour une moitié au poursuivant, et pour l'autre moitié à la corporation.

808. Every fine recovered under any by-law or under any provision of this code, belongs, unless otherwise provided, one-half to the prosecutor and the other half to the corporation.

Si la poursuite est intentée par la corporation, l'amende lui appartient toute entière.

If the suit is instituted by the corporation, the fine belongs altogether to it.

Si l'amende est due par la corporation, elle appartient pour moitié au poursuivant et pour l'autre moitié à la couronne; la moitié revenant à la couronne doit, dans ce cas, être payée au percepteur du revenu pour le district.

If the fine is due by the corporation, it belongs one-half to the prosecutor and the other half to the Crown, and the Crown's half shall, in such case, be paid to the collector of provincial revenue of the district.

Il est du devoir du greffier du tribunal, quand une partie de l'amende revient à la couronne, de dénoncer le jugement condamnant à l'amende au contrôleur du revenu de la province ou au percepteur du revenu du district,

When a portion of the fine is payable to the Crown, it is the duty of the clerk of the court to give notice of the judgment imposing the fine to the comptroller of provincial revenue, or to the collector of provincial revenue

sous peine d'une amende de vingt piastres qui appartient, moitié à la couronne et moitié au poursuivant. (Art. 1048 amendé.)

for the district, under penalty of a fine of twenty dollars, which fine shall belong one-half to the Crown and one-half to the prosecutor. (Art. 1048 amended.)

809. A défaut du paiement, dans les quinze jours après le prononcé du jugement, de l'amende infligée par la cour et des frais, les biens de la personne ainsi condamnée sont saisis et vendus, jusqu'à concurrence du montant de l'amende et des frais, et, à défaut de biens suffisants, la personne condamnée doit être incarcérée dans la prison, pour un temps n'excédant pas trente jours. L'emprisonnement cesse sur paiement de la somme due.

809. In default of payment of the fine imposed by the court, and of the costs, within fifteen days from the rendering of the judgment, the property of the person so condemned is seized and sold, up to the amount of the fine and costs, and in default of sufficient property, the person condemned must be imprisoned for any time not exceeding thirty days, which imprisonment ends, however, on payment of the sum due.

Cet emprisonnement décharge la personne qui le subit de son obligation de satisfaire au jugement prononcé contre elle. (Art. 1049.)

Such imprisonment discharges the person undergoing the same from the obligation of satisfying the judgment against him. (Art. 1049.)

810. Le demandeur, dont l'action a été renvoyée avec dépens, est tenu au paiement de ces dépens, à peine de la saisie. Il est aussi passible d'emprisonnement, à la discrétion du tribunal, en la manière et dans le délai prescrits à l'article 809. (Art. 1050 amendé.)

810. The plaintiff whose suit has been dismissed with costs, is bound to pay such costs under penalty of seizure. He is also, in the discretion of the court, liable to imprisonment in the manner and within the delays mentioned in article 809. (Art. 1050 amended.)

TITRE XXIX

DE L'EXECUTION DES JUGEMENTS RENDUS CONTRE LES CORPORATIONS

TITLE XXIX

EXECUTION OF JUDGMENTS AGAINST CORPORATIONS

811. Lorsqu'une copie d'un jugement condamnant une corporation au paiement d'une somme de deniers a été signifiée au bureau de cette corporation, le secrétaire-trésorier doit aussitôt en acquitter le montant sur les fonds à sa disposition, sur autorisation du conseil ou du chef du conseil, conformément à l'article 166. (Art. 1026 amendé.)

812. S'il n'y a pas de fonds, ou si ceux à la disposition du secrétaire-trésorier ne sont pas suffisants, le conseil doit, aussitôt après la signification du jugement de la cour, ordonner par résolution au secrétaire-trésorier de prélever, sur les biens imposables de la municipalité affectés par le jugement, une somme suffisante pour le mettre en état d'acquitter le montant des deniers dus, avec intérêt et frais. (Art. 1027.)

813. Le tribunal peut, sur requête à cet effet, en terme ou en vacance, accorder de temps à autre à la corporation tout délai qu'il croit nécessaire pour lui

811. Whenever a copy of a judgment condemning a corporation to pay a sum of money has been served at the office of such corporation, the secretary-treasurer must forthwith pay the amount thereof out of the funds at his disposal, on the authorization of the council or of the head of the council in accordance with article 166. (Art. 1026 amended.)

812. If there are no funds, or if those at the disposal of the secretary-treasurer are not sufficient, the council must, immediately after the service of the judgment of the court, order the secretary-treasurer, by resolution, to levy on the taxable property in the municipality liable for such judgment, a sum sufficient to pay the costs. (Art. 1027.)

813. The court may, on petition presented either in or out of term, grant to the corporation, from time to time, any delay which it deems necessary to levy the

donner le temps de prélever le montant des deniers requis. (Art. 1028 amendé.)

amount of money required. (Art. 1028 amended.)

814. S'il n'a pas été satisfait au jugement, dans les deux mois après la signification qui en a été faite au bureau de la corporation, ou à l'expiration du délai accordé par la cour ou convenu entre les parties, la personne qui l'a obtenu ou son procureur, peut, en produisant le rapport de la signification du jugement, faire émaner par la cour, sur réquisition par écrit à cet effet, un bref d'exécution contre la corporation en défaut. Ce bref est rapportable, devant ce même tribunal aussitôt après le prélèvement du montant du jugement et des frais. (Art. 1029 amendé.)

814. If the judgment has not been satisfied within two months after the service thereof at the office of the corporation, or at the expiration of the delay granted by the court, or as agreed upon by the parties, the person in whose favor such judgment was rendered, or his attorney, on producing the return of service of such judgment at the office of the corporation, and on a written requisition to that effect, may obtain from the court the issue of a writ of execution against the corporation in default. Such writ is returnable before the same court so soon as the amount of the judgment and costs has been levied. (Art. 1029 amended.)

815. Ce bref est attesté et signé par le greffier ou par le protonotaire, scellé du sceau de la cour, et adressé au shérif du district où est située la municipalité, et il enjoint, entre autres choses :

815. Such writ is attested and signed by the clerk or protonotary, sealed with the seal of the court, and addressed to the sheriff of the district in which such municipality is situated, and among other things it enjoins him:

1. De prélever de la corporation, avec toute la diligence possible, le montant de la dette, des intérêts et des frais, tant du jugement que de la saisie-exécution ;

1. To levy from the corporation, with all possible despatch, the amount of the debt, with interest, and costs of the judgment as well as for the execution;

2. A défaut de paiement immédiat par la corporation :

2. In default of immediate payment by the corporation :

a. De répartir le montant des deniers à prélever sur tous les biens imposables dans la municipalité affectés par le jugement, à proportion de la valeur telle que portée au rôle d'évaluation, avec

a. To apportion the sums to be levied on all taxable property in the municipality liable for such judgment, in proportion to its value, as appears by the valuation roll, with the same powers and

les mêmes pouvoirs et obligations, et sous les mêmes pénalités que les conseils et les secrétaires-trésoriers, auxquels ledit shérif est substitué de droit relativement au prélèvement de ces deniers;

b. De faire immédiatement, si le jugement a été rendu contre une corporation de comté, une répartition sur toutes les corporations locales du comté, et d'en transmettre immédiatement une copie au bureau de chacune de ces corporations;

c. De dresser, sans délai, et en même temps que la répartition, au cas du sous-paragraphe b précédent, d'après les règles prescrites par l'article 711, un rôle spécial de perception pour chaque municipalité locale où des deniers doivent être prélevés sous l'autorité de ce bref;

d. De publier ce rôle spécial dans la municipalité, en la manière requise par l'article 716;

e. D'exiger et de percevoir les sommes portées au rôle spécial de perception, en la manière et dans les délais prescrits aux articles 716 et 717;

f. A défaut de paiement de ces sommes par les personnes qui y sont obligées, de les prélever avec dépens sur leurs biens meubles, en la manière prescrite aux articles 718 à 723 inclusivement;

g. De vendre les biens-fonds affectés à ces sommes, à défaut de paiement, le premier lundi juridique de mars suivant,—ou de juillet suivant, s'il s'agit d'une municipalité située dans le comté des Îles de la Madeleine—en la manière et d'après les règles indiquées

obligations, and under the same penalties, as the councils and secretary-treasurers for whom the sheriff is, "de jure", substituted for the levying of such money;

b. To make forthwith, if the judgment has been rendered against a county corporation, an apportionment on the local corporations of the county, and transmit immediately a copy thereof to the office of each of such corporations;

c. To prepare without delay, and at the same time as the apportionment in the case mentioned in sub-paragraph b, according to the rules prescribed by article 711, a special collection roll for each local municipality in which money must be levied under the authority of such writ;

d. To publish such special roll in the municipality in the manner prescribed by article 716;

e. To levy and collect the amounts entered on the special collection roll, in the manner and within the delay prescribed by articles 716 and 717;

f. To levy such amounts with costs, on the moveable property of persons who are bound to pay the same, on their failure so to do, the whole in the manner prescribed by articles 718 to 723 inclusive;

g. To sell the immoveable property liable for such amounts, in default of their payment, on the first juridical Monday of the following March,—or July in the case of a municipality situated in the county of the Magdalen Islands,—in the manner and ac-

aux articles 725 à 757, après avoir donné les publications et avis requis par les dispositions du titre vingt-quatrième (articles 726-757), "mutatis mutandis";

3. De faire rapport à la cour des deniers prélevés et de ses procédures, aussitôt que le montant de la dette, des intérêts et des frais a été perçu, ou, de temps à autre, sur ordre du tribunal. (Art. 1030 amendé; 5 Geo. V, c. 87.)

816. Le shérif a libre accès aux registres, rôles d'évaluation, rôles de perception et autres documents déposés au bureau de la corporation de toute municipalité où il doit prélever des deniers, et il peut requérir les services des officiers de cette corporation, sous les pénalités ordinaires. (Art. 1032 amendé.)

817. Le shérif doit se mettre en possession des rôles d'évaluation et des documents qui lui sont nécessaires pour l'exécution du jugement et des ordres de la cour.

Sur refus ou négligence de la corporation ou de ses officiers de lui remettre ces documents, il est autorisé à en prendre possession. (Art. 1033 amendé.)

818. S'il est impossible à l'officier saisissant de se procurer les rôles d'évaluation qui doivent servir de base à la perception des deniers, ou s'il n'y a pas tels rôles d'évaluation, le shérif doit procéder sans délai à faire l'évaluation des biens imposables assujettis au

according to the rules laid down in articles 725 to 757, after having given the publications and notices required by the provisions of the twenty-fourth title (arts. 726-757), "mutatis mutandis";

3. To make a return to the court of the amount levied, and of his proceedings, as soon as the amount of the debt, interest and costs has been collected, or from time to time as the court may order. (Art. 1030 amended; 5 Geo. V., c. 87.)

816. The sheriff has free access to the registers, valuation rolls, collection rolls and other documents deposited in the office of the corporation of every municipality in which he must levy the money, and he may command the services of the officers of such corporation, under the ordinary penalties. (Art. 1032 amended.)

817. The sheriff must take possession of all the valuation rolls and other documents which he requires for the execution of the judgment and orders of the court.

On the refusal or neglect of the corporation or its officers to deliver up such documents, he is authorized to take possession thereof. (Art. 1033 amended.)

818. If it is impossible for the seizing officer to obtain the valuation rolls which should serve as a basis for the collection of the moneys, or if there are no such valuation rolls, the sheriff must, without delay, proceed to make a valuation of the taxable property

paiement du jugement, et il est autorisé à baser la répartition ou le rôle spécial de perception des deniers à prélever, sur cette évaluation, comme si elle était celle portée au rôle d'évaluation en vigueur pour cette municipalité.

liable for the payment of the judgment; and he is authorized to base the apportionment or the special roll for the collection of the moneys to be levied, on such valuation as if it was the valuation given in the roll in force for such municipality.

Les frais encourus pour cette évaluation, tels que taxés par la cour d'où est émané le bref, font partie des frais d'exécution et sont recouvrables contre les corporations locales en défaut. (Art. 1034 amendé.)

The costs incurred in making such valuation, as taxed by the court from which the writ issued, form part of the costs of execution, and are recoverable from the local corporations in default. (Art. 1034 amended.)

819. La vente et l'adjudication des biens-fonds par le shérif, à défaut de paiement des sommes spécifiées au rôle de perception fait par lui, ont les mêmes effets que ceux mentionnés au titre vingt-quatrième (articles 726-757) et pas d'autres.

819. The sale and adjudication of immoveable property by the sheriff in default of payment of the amount specified in the collection roll made by him, have the same effects as, but no other than, those mentioned in title twenty-fourth (Arts. 726-757).

L'acte de vente de l'immeuble est donné en la manière prescrite au même titre, par le préfet de la municipalité du comté où se trouve alors situé l'immeuble, à l'expiration de deux ans, si le retrait n'a pas été fait dans l'intervalle. (Art. 1035 amendé.)

The deed of sale of the immoveable is signed by the warden of the county municipality in which such immoveable is then situated, in the manner prescribed in the same title, at the expiration of two years, if the redemption of the same has not, in the meantime, been effected. (Art. 1035 amended.)

820. Les honoraires, frais et déboursés du shérif sont taxés par le juge de la cour d'où est émané le bref d'exécution, à sa discrétion. (Art. 1036.)

820. The fees, costs and disbursements of the sheriff are taxed at the discretion of the judge of the court from which the writ of execution issued. (Art. 1036.)

821. Le shérif doit remettre une copie de son rôle spécial de perception, et tout autre rôle et document dont il était en possession,

821. The sheriff must transmit a copy of his special collection roll, and any other roll or document whereof he has taken pos-

au bureau de la corporation qu'il appartient, après avoir prélevé tout le montant porté au bref d'exécution, avec intérêt et frais. (Art. 1037 amendé.)

session, to the office of the corporation to which it belongs, after having levied the whole amount set forth in the writ of execution, together with interest and costs. (Art. 1037 amended.)

822. Les arrérages dus en vertu de la répartition ou du rôle spécial de perception du shérif appartiennent à la corporation au profit de laquelle ils devaient être perçus, et peuvent être recouvrés par elle comme toute autre taxe municipale.

822. Arrears due under the apportionment or the special collection roll of the sheriff, belong to the corporation on whose behalf they should be levied, and may be recovered by such corporation, in the same manner as any other municipal tax.

Le surplus, s'il y en a entre les mains du shérif, appartient à cette corporation. (Art. 1038.)

If any surplus remains in the hands of the sheriff, it belongs to the corporation. (Art. 1038.)

823. Si la corporation contre laquelle a été rendu un jugement la condamnant au paiement d'une somme de deniers possède des biens en son nom seul, ces biens peuvent être saisis en la manière ordinaire prescrite au Code de procédure civile. (Art. 1039.)

823. If the corporation against which any judgment has been rendered ordering the payment of any sum of money, holds property in its own name, such property may be seized and taken in execution in the ordinary manner prescribed in the Code of Civil Procedure. (Art. 1039.)

824. Le shérif peut obtenir de la cour tout ordre propre à faciliter et à assurer la parfaite exécution du bref qui lui a été adressé. (Art. 1040.)

824. The sheriff may obtain from the court any order calculated to facilitate and ensure the complete execution of the writ which has been addressed to him. (Art. 1040.)

825. Si un immeuble, annoncé pour être vendu par le shérif sous l'autorité du présent titre, est annoncé pour être vendu le même jour par le secrétaire-trésorier du comté, ce dernier ne peut vendre l'immeuble, mais il est de son devoir de transmettre sans délai au shérif un état de sa réclamation

825. If any immovable advertised to be sold by the sheriff under authority of this title, is advertised to be sold on the same day by the secretary-treasurer of the county, the latter cannot sell the immovable, but must forthwith transmit to the sheriff a statement of his claim and costs,

avec les frais, lequel éant doit être ajouté au montant réclaté par le shérif, et perçu par lui en même temps que ce montant. (Art. 1041 amendé.)

which must be added to the amount claimed by the sheriff, and be levied by him at the same time as such amount. (Art. 1041 amended.)

TITRE XXX

DISPOSITIONS EXCEPTIONNELLES APPLICABLES A CERTAINES MUNICIPALITES

TITLE XXX

EXCEPTIONAL PROVISIONS FOR CERTAIN MUNICIPALITIES

826. 1. Dans la municipalité du comté de Sherbrooke; dans les municipalités locales du comté de Compton, tel qu'il existait le 8 janvier 1894—moins les municipalités de Winslow-Nord et de Whitton-Nord—; dans les municipalités locales des comtés de Stanstead, Brôme, Missisquoi, Richmond, et dans celles du comté de Shefford—moins les municipalités des cantons de Milton et de Roxton—; dans celles du comté de Huntingdon—moins la municipalité de la paroisse de Saint-Anicet—; dans la municipalité du canton de Leeds—moins la municipalité de Leeds-Est, si son conseil municipal passe un règlement à cette fin—; dans le comté de Mégantie, ainsi que dans les municipalités de l'Avenir, de Durham-Sud, le canton de Kingsey et le canton de Durham, dans le comté de Drummond: tous les travaux sur les chemins et les ponts

826. 1. In the municipality of the county of Sherbrooke; in the local municipalities of the county of Compton, as it existed on the 8th of January, 1894,—less the municipalities of North Winslow and North Whitton—; in the local municipalities of the counties of Stanstead, Brome, Missisquoi, Richmond, and in those of the county of Shefford,—less the municipalities of the townships of Milton and Roxton—; in those of the county of Huntingdon—less the municipality of the parish of St. Anicet—; in the municipality of the township of Leeds—less the municipality of East Leeds, if its municipal council passes a by-law to that effect—; in the county of Megantie, as well as in the municipalities of L'Avenir, South Durham, the township of Kingsey, and the township of Durham, in the county of Drummond: all works on municipal

municipaux ne sont faits qu'aux frais de la corporation, de la même manière que s'il y était passé un règlement à cet effet, en vertu des dispositions du présent code.

2. Les corporations de ces municipalités peuvent, par règlement ou résolution, ordonner que la taxe imposée pour ces travaux soit commuable, en tout ou en partie, contre une corvée, suivant une échelle ou un tarif à taux fixe. Si aucune partie de la taxe n'est ainsi commuée, le conseil peut, chaque année, mettre de côté la proportion de la taxe qu'il juge convenable, pour la confection ou la réparation permanente des chemins dans la municipalité; et, si une partie seulement de la taxe est commuée, alors l'autre partie, ou la partie que le conseil juge convenable peut également être mise de côté. La partie de la taxe ainsi mise à part ne doit pas être employée pour d'autres fins que celles de la confection ou de la réparation permanente des chemins; et, si elle n'est pas toute employée durant l'année pour laquelle elle est mise à part, elle reste, comme fonds séparé, applicable à ces fins, au cours de l'année ou des années suivantes. Cet ouvrage permanent doit être exécuté sous la surveillance de l'inspecteur municipal. (Art. 1080 amendé; 7 Edouard VII, c. 66, s. 113.)

827. 1. Les corporations mentionnées dans l'article 826 peuvent aussi décréter les dispositions qu'elles jugent les plus justes, relativement à la confection

roads and bridges are executed at the expense of the corporation in the same manner as if a by-law was passed to that effect under any provision of this code.

2. The corporation of any of such municipalities may, by by-law or resolution, order that the tax imposed for such works be commutable, in whole or in part, into statute labour according to a scale or tariff at a fixed rate. If no portion of the tax is so commuted, then the council may, each year, set apart such portion of the tax as it deems advisable for permanent road construction or repairs in the municipality; and, if only a part of the tax is commuted, then the remaining part, or such portion thereof as the council deems advisable, may in like manner be set apart. The portion of tax so set apart must not be used for any other purpose than for permanent road construction or repairs; and if it is not all employed during the year for which it is set apart, it shall remain as a separate fund available for such use during the succeeding year or years. Such permanent work shall be carried on under the supervision of the municipal inspector. (Art. 1080 amended; 7 Edward VII, c. 66, s. 113.)

827. 1. Any of the corporations mentioned in article 826 may also enact such provisions as it deems most equitable for the making and maintenance of the fences along

et à l'entretien des clôtures le long des chemins municipaux, ou pour ordonner que ces clôtures et toutes celles faisant angle avec les clôtures de ces chemins municipaux jusqu'à une distance de vingt-cinq pieds soient, durant une partie de l'année, tenues abattues jusqu'à douze ou vingt-quatre poncees du sol.

Les règlements ou ordonnances peuvent être mis en vigueur selon que les conseils le jugent plus équitable, soit en forçant les propriétaires de terrains adjacents à les faire ou à les abattre comme susdit, soit de toute autre manière.

2. Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux haies-vives, aux piquets, aux clôtures éloignées du chemin de plus de vingt-cinq pieds, ni à celles qui ne peuvent être abattues ou relevées sans de grands frais. (Art. 1080 amendé.)

828. Les corporations mentionnées dans l'article 826 peuvent aussi définir, par procès-verbal, le temps durant lequel toute route doit rester ouverte, sans qu'il soit obligatoire pour la corporation de faire aucune partie spéciale de telle route dans un temps déterminé. (Art. 1080 amendé.)

829. Les corporations mentionnées dans l'article 826 peuvent aussi entretenir leurs chemins d'hiver en adoptant l'une des méthodes suivantes:

1. Par le travail à la journée;
2. Par contrat;

municipal roads, or for ordering that such fences and all those forming an angle with the fences of such municipal roads, for a distance of twenty-five feet, be, during part of the year, kept down within twelve or twenty-four inches of the ground.

Any such by-law or order may be put into force, as the council may deem most equitable, either by compelling the owners of the adjacent lands to make fences or to take them down as aforesaid, or in any other manner.

2. The provisions of this article do not apply to hedges, to picket fences nor to fences at a greater distance than twenty-five feet from the road, nor to those which cannot be taken down or put up again without great expense. (Art. 1080 amended.)

828. Any of the corporations mentioned in article 826 may also, by "procès-verbal", specify the time during which any by-road shall be made, without its being obligatory on the corporation to make any particular part of such road in any special time. (Art. 1080 amended.)

829. Any of the corporations mentioned in article 826 may also maintain its winter roads by adopting any of the following methods:

1. By day labour;
2. By contract;

3. En accordant le droit de faire ces travaux au plus bas soumissionnaire.

Et pour chacune desdites fins, ils peuvent diviser lesdites municipalités en un ou plusieurs arrondissements de chemin, et faire prélever sur chaque arrondissement une taxe spéciale pour payer le coût des travaux exécutés dans icelui; ou bien ils peuvent imposer sur tous les biens imposables situés dans la municipalité une taxe générale pour le paiement de tous les travaux. (Art. 1080 amendé.)

830. Les corporations des municipalités locales suivantes possèdent les attributions et pouvoirs conférés aux corporations de comté, outre ceux donnés aux corporations locales; et elles ne font pas partie des municipalités de comté dans lesquelles elles sont situées:

a. La municipalité de l'Île aux Coudres, dans le comté de Charlevoix;

b. La municipalité de l'Île aux Grues, dans le comté de Montmagny;

c. Toutes les municipalités constituées et celles qui pourront l'être à l'avenir dans le comté de Saguenay, à l'est de la rivière Betsiamites. (Art. 1081 amendé; 3 Geo. V., c. 12, s. 6; 5 Geo. V., c. 86, s. 7.)

3. By awarding the right to perform such work to the lowest bidder.

For any of such purposes it may divide such municipality into one or more road divisions, and may cause a special tax to be levied on each division to pay the cost of the work performed therein, or it may impose on all the taxable property situated in the municipality a general tax for the payment of the whole of such work. (Art. 1080 amended.)

830. The corporations of the following local municipalities possess the attributes and powers conferred upon county corporations, in addition to those conferred upon local corporations, and they do not form part of the municipalities of the counties within which they are situated:

a. The municipality of l'Île aux Coudres, in the county of Charlevoix;

b. The municipality of Crane Island, in the county of Montmagny;

c. Every municipality already constituted or which may in future be constituted in the county of Saguenay east of the river Betsiamites. (Art. 1081 amended; 3 Geo. V., c. 12, s. 6; 5 Geo. V., c. 86, s. 7.)

TITRE XXXI

DISPOSITIONS FINALES

TITLE XXXI

FINAL PROVISIONS

831. Toutes les dispositions du Code municipal de la province de Québec, mis en vigueur le 2 novembre 1871, et leurs modifications statutaires subséquentes, sont abrogées.

Toutefois, en ce qui concerne les transactions, matières et choses antérieures à la mise en vigueur du présent code, et auxquelles on ne pourrait en appliquer les dispositions sans leur donner un effet rétroactif, les dispositions de la loi qui, sans le présent code, s'appliqueraient à ces transactions, matières et choses, restent en vigueur et s'y appliquent, hormis d'un texte précis au contraire, et le présent code ne s'y applique qu'en autant qu'il coïncide avec ces dispositions. (Art. 1086 amendé.)

832. Les statuts spéciaux applicables à une municipalité régie par le Code municipal, sauf certaines dérogations contenues dans ces statuts, continuent à s'appliquer, à moins d'une disposition contraire sur une matière particulière quelconque de laquelle il puisse être inféré, expressément ou implicitement, que les statuts spéciaux, sous ce rapport, sont modifiés. (Art. 1086 amendé.)

831. All the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec put in force on the second of November 1871, and their subsequent statutory amendments, are repealed.

Nevertheless, as regards transactions, matters and things anterior to the coming into force of this code, and to which its provisions could not apply without having a retroactive effect, the provisions of law which, without this code, would apply to such transactions, matters and things, remain in force and apply to them, saving the case of a special provision to the contrary, and this code applies to them only in so far as it coïncides with such provisions. (Art. 1086 amended.)

832. Special statutes applicable to a municipality governed generally by the Municipal Code, with certain derogations contained in such statutes, continue to apply unless there is a contrary provision regarding any special matter, from which it may be inferred either expressly or by implication, that the special statutes are amended in that respect. (Art. 1086 amended.)

the
vince
the
and
end-

ans-
nte-
e of
ovi-
out
the
out
uch
gs,
to
cial
his
so
ro-

le
n-
h
n
y
i-
;
d
;
e
.

SCHEDULE

FORMS

1.—Article 71)

Publication of any Order, Document or Proceeding of The Council other than a By-law

PUBLIC NOTICE

Province of Quebec.
Municipality of

To the inhabitants (or other persons) of the municipality of

Public notice is hereby given by A. B., secretary-treasurer, that the council has passed the following resolution (or, as the case may be.)

(Insert here the whole of the resolution, etc., passed by the council, with its heading.)

Given this _____ day of the month of _____

N. B.

Secretary-treasurer.

(Form in connection with article 102, amended.)

2.—(Article 115)

Special Notice in Writing, concerning a special Sitting of the Council.

Province of Quebec,
Municipality of

To

O. P., C. J., P. Q., R. L., M. N., etc., councillors,

Gentlemen,

Special notice is given you by the undersigned, A. B., (warden or mayor or secretary-treasurer, or by the undersigned N. O. and C. D., councillors) that a special sitting of the council of this municipality is hereby convened by me (or by us) to be held at the usual place of the sittings of the council, on the _____ of (month) instant, (or next,) and that the following subjects will then be taken into consideration, viz:

Donné ce
neuf cent

(Ordres du jour)
jour du mois de

mil

A. B.,
(Qualité.)

ou

} N. O.,
Conseiller,
C. D.,
Conseiller,

(Formule de l'art. 126 amendée.)

3.—(Article 118)

Avis spécial par écrit de l'ajournement d'une session

Province de Québec,
Municipalité d

A
O. P.,
Conseiller.

Monsieur,

Avis spécial vous est donné par les présentes, par moi, N. F.,
secrétaire-trésorier, que la session générale (ou spéciale) de ce conseil, tenue le
au , a été ajournée, faute de quorum,
, par D. E. et F. G., conseillers, conformément à
l'article 118 du Code municipal de la province de Québec, 1916.
Donné ce
neuf cent jour du mois de mil

N. F.,
Secrétaire-trésorier.

(Formule de l'art. 139 amendée.)

4.—(Articles 118, 1. 9, 334, 335, 341, 344, etc.)

Certificat de signification d'un avis spécial par écrit

Province de Québec,
Municipalité d

Je, soussigné, A. J., qualité), domicilié dans (domicile)
certifie sous mon serment d'office (ou sous mon serment spécial, selon le cas) que j'ai signifié l'avis spécial par écrit
d'autre part, (ou annexé aux présentes,) à (nom de la personne à
laquelle l'avis est adressé) en lui laissant une copie à lui-même en
personne,—ou à une personne raisonnable de son domicile ou de sa

Given this
nineteen hundred

(Orders of the day.)
day of the month of

A. B. { or N. O. councillor
(style.) { C. D., councillor

(Form in connection with Art. 126, amended.)

3.—(Article 118)

Special Notice in Writing of the Adjournment of a Sitting

Province of Quebec,
Municipality of

To

O. P., councillor,

Sir,

Special notice is hereby given you, by me, N. F., secretary-treasurer, that the general (or special) sitting of this council, held on the _____ has been adjourned owing to the absence of a quorum, until the _____ by D. E. and F. G., councillors, in conformity with article 118 of the Municipal Code of the Province of Quebec, 1916.

Given this _____ day of the month of _____
nineteen hundred _____

N. F.,
Secretary-treasurer.

(Form in conformity with Art. 139, amended.)

4.—(Articles 118, 119, 334, 335, 341 and 344, etc.)

Certificate of the Service of a Special Notice in Writing

Province of Quebec,
Municipality of

I, the undersigned, A. J., (style,) domiciled in (domicile) certify under my oath of office, (or under my special oath, as the case may be,) that I served the special notice in writing on the other side hereof (or annexed to these presents) upon (name of the person to whom the notice is addressed) by personally delivering to himself a copy thereof,—or by delivering it unto a reasonable person at his

place d'affaires,—ou à R. S., son agent dûment nommé, ou à une personne raisonnable de la place d'affaires de R. S., son agent dûment nommé—ou en en déposant une copie au bureau de poste de cette localité, sous enveloppe cachetée et recommandée, les frais de poste ayant été payés d'avance, (suivant le cas des articles 119 ou 341),—ou en en affichant une copie sur la porte (ou une des portes) du domicile (ou à la place d'affaires), ayant trouvé les portes fermées (ou n'ayant trouvé aucune personne raisonnable dans ce domicile ou aucun employé à sa place d'affaires)—entre et heures de l'—midi, le jour du mois de mil neuf cent

(Si l'avis est adressé et signifié à plusieurs personnes, décrivez comment il a été signifié à chacune de ces personnes.)

En foi de quoi je donne ce certificat, ce jour du mois de mil neuf cent sa

A. J., (qualité) ou

A. † J.,

marque apposée en présence de Y. Z.,

Témoin.

(F. aule des arts 219, 220, 226, 230 et 260 amendée.)

5.—(Article 155)

Cautionnement du secrétaire-trésorier reçu sous seing privé

Province de Québec,
District de
Comté de

Attendu que moi, A. B., ai été nommé secrétaire-trésorier de la corporation municipale de , dans le district de , et attendu que, conformément aux dispositions du Code municipal de la province de Québec, 1916, nous, C. D. (qualité et domicile) et E. F. (qualité et domicile) avons été approuvés et acceptés comme cautions dudit A. B., pour le paiement de toute somme de deniers dont il, ledit A. B., peut, en sa qualité de secrétaire-trésorier par lui-même ou par toute autre personne dont il est responsable, être comptable envers la corporation de (nom de la corporation) ou toute autre personne, tant en capital, intérêts et frais qu'en amendes, dommages et intérêts encourus durant l'exercice de sa charge;

Sachez par ces présentes que nous, lesdits A. B., C. D. et E. F., nous nous reconnaissons solidairement obligés à payer et rembour-

domicile, or at his place of business,—or by delivering it unto R. S., his agent duly appointed, or to a reasonable person at the place of business of R. S., his agent duly appointed,—or by depositing a copy thereof, in the post office of this locality, in an envelope sealed and registered, the postage prepaid, (in the case of articles 119 or 341, as the case may be)—or by affixing a copy thereof upon the door (or one of the doors) of his domicile, (or place of business), having found the doors closed, (or not having found any reasonable person in such domicile, or any employee in such place of business,) between and o'clock in the , on day of the month of nineteen hundred

(If the notice is addressed to and served upon several persons, describe how it was served on each person.)

In testimony whereof, I give this certificate, this day of the month of nineteen hundred.

A. J., or his
A. X J.
mark, affixed in the presence of
Y. Z.,
Witness.

(Form in connection with Arts. 219, 220, 226, 230 and 260, amended.)

5.—(Article 155)

Surety-Bond of the Secretary-Treasurer by Private Writing.

Province of Quebec,
District of
County of

Whereas, I, A. B., have been appointed secretary-treasurer of the municipal corporation of in the district of , in the county of and whereas, in conformity with the provisions of the Municipal Code of the Province of Quebec, 1916, we, C. D. (style and domicile,) and E. F., (style and domicile,) have been approved of and accepted as the sureties of the said A. B., for the payment of all sums of money, for which he, the said A. B. may, in his capacity of secretary-treasurer, be, by himself, or by any person for whom he is responsible, accountable towards the corporation of (name of the corporation) or towards any other person, including principal, interest and costs, as well as penalties and damages, to which he may become liable in the discharge of his office;

Know all men by these present that we, the said A. B.; C. D. and E. F., jointly and severally acknowledge ourselves firmly bound

ser à la corporation de (nom de la corporation) toute somme que ledit A. B., par lui-même ou par toute autre personne dont il est responsable peut, dans l'exercice de sa charge, devenir comptable envers la corporation ou toute autre personne, en capital, intérêts, frais, amendes ou dommages et intérêts; et, pour garantir le paiement de ces sommes, nous hypothéquons spécialement, au montant de la somme de _____ piastres, les propriétés suivantes, savoir: ledit A. B. une terre (désignation de l'immeuble accepté par le conseil.) et ledit C. D. une terre (description de cet immeuble).

La condition de ce cautionnement est que si ledit A. B., remplit bien et fidèlement en tout temps les fonctions et les devoirs de la charge de secrétaire-trésorier à laquelle il a été nommé, en rend compte, paye ou remet à ladite corporation ou à toute personne, toute somme de deniers dont il deviendra redevable, lui et toute autre personne, dont il est responsable, durant l'exercice de sa charge envers telle corporation ou personne, en capital, intérêts, frais, amendes ou dommages et intérêts, alors ce cautionnement sera nul; autrement il demeurera dans toute sa vigueur.

Et nous avons signé à _____

ce

A. B.,
C. D.,
E. F.,

G. H.,

Témoins—(noms des témoins)

J. H.,

(Formule de l'art. 149.)

6.—(Article 277)

Serment d'identité par un électeur qui désire voter quand une autre personne a voté sous son nom

Vous jurez (ou affirmez solennellement) que vous êtes (nom), de _____ (tel que sur le rôle d'évaluation), dont le nom _____ est inscrit sur le rôle d'évaluation qui vous est actuellement montré. Ainsi, que Dieu vous soit en aide.

(S. R., 1909, formule de l'art. 345 amendée.)

7.—(Articles 121, 284, 285)

Serment des constables spéciaux

Je, A. B., jure que je remplirai bien et fidèlement mon devoir envers Notre Souverain Seigneur le Roi, comme constable spécial pour _____ sans faveur ni partialité, malice ou mauvaise volonté, que je ferai tout mon possible pour faire maintenir la paix et le bon ordre, et que je préviendrai toutes offenses

to repay and reimburse to the corporation of (name of the corporation) all sums for which the said A. B., by himself or by any other person for whom he may be responsible, may, in the discharge of his office, become accountable towards the corporation or any other person, in principal, interest, costs, penalties or damages; and for surety of the payment of such sums well and truly to be made, we do specially hypothecate for the sum of _____ dollars the properties hereinafter mentioned, viz: the said A. B. a piece of land (description of the immoveable accepted by the council (and the said C. D. a piece of land (description of immoveable.)

Now the condition of this surety-bond is, that if the said A. B., do at all times well and faithfully discharge the functions and duties of the office of secretary-treasurer to which he has been appointed, and accounts for, pays, or hands over to the said corporation or to any other person, any sums of money for which he himself, or any person for whom he is responsible, during his tenure of office, is accountable, towards such corporation or person, in principal, interest, costs, penalties or damages, then this bond shall be null; otherwise it shall remain in full force.

And we have signed
this _____ day of _____ at
_____ nineteen

Witnesses: }
(Name of witnesses) }
G. H. }
J. H. }

A. B.
C. D.
E. F.

(Form in connection with Art. 149.)

M

6.—(Article 277)

Oath of Identity by Elector tendering his vote after another has voted in his Name.

You swear (or solemnly affirm) that you are (name), of (as on the valuation roll) whose name is entered on the valuation roll now shown you. So help you God.

(R. S., 1909, Form in connection with Art. 345, amended.)

7.—(Articles 121, 284 and 285)

Oath of a special Constable

I, A. B., do swear that I will well and truly serve our Sovereign Lord the King in the office of special constable for the _____ of _____ without favour or affection, malice or ill-will; and that I will, to the best of my power, cause peace and good order to be kept, and prevent all offences against the persons

contre la personne et la propriété des sujets de Sa Majesté; et que tant que je demeurerai en exercee, je remplirai au meilleur de mes eapacités et conmaissance tous les devoirs de ma charge conformément à la loi.

Ainsi, que Dieu me soit en aide.

Assermenté devant moi, à

ec

A. B.

J. H.

(Formule de l'art. 301.)

8.—(Articles 121, 284, 285.)

Mandat d'emprisonnement à vue

Province de Québec,
Municipalité d

A tous les constables et officiers de la paix, et à ehaecun d'eux dans le distriet de , et au gardien de la (maison de correction, lieu de détention, etc.), à dans le distriet de

Attendu que A. B., (nom et qualité), a, ce jour, pendant l'élection des conseillers locaux pour la municipalité de (ou pendant une autre assemblée ou procédé) enfreint ou troublé la paix publique en (dites de quelle manière) et cela en présence et à la vue du soussigné dûment nommé pour présider ladite élection (ou pour conduire tel autre procédé) et la présidant; et attendu que j'ai condamné ledit A. B., pour ladite offense à être emprisonné dans la (maison de correction, lieu de détention, etc.) (pour l'espace de jours;

A ces causes, les présentes sont pour vous enjoindre, à vous lesdits constables et officiers de paix, ou à ehaecun de vous, au nom de Sa Majesté, de conduire immédiatement ledit A. B., à la (maison de correction, lieu de détention, etc.), et là de le livrer au gardien avec le présent ordre:

Et je vous ordonne, à vous ledit gardien de la (matson de correction, ect.), de recevoir ledit A. B., sous votre garde dans ladite (maison de correction, etc.), pour l'y détenir en sûreté jusqu'à l'expiration du dit terme d'emprisonnement.

Donné sous mon seing, ce jour du mois de mil neuf eent

à. (lien).

Z. Y.,

Qualité.

(Formule de l'art. 301.)

381

A. B.

J. H.

8.—(Articles 121, 284 and 285.)

Province of Quebec,
Municipality of

Whereas A. B., (name and style,) has, this day, during the election of local councillors for the municipality of (or during any other meeting or proceedings), broken and disturbed the public peace (here describe the manner), in the presence and within view of the undersigned, duly appointed to preside at the said election (or to conduct such other proceeding) and presiding thereat; and whereas I have adjudged the said A. B. for the said offence to be imprisoned in the (house of correction, lock-up house, etc.,) for the time and space of _____ days;

And I hereby require you, the said keeper of the (house of correction, etc.), to receive the said A. B. into your custody in the said (house of correction, etc.), and there safely keep him until the expiration of the said period of imprisonment.

Z. Y.
(Style)

Form in connection with Art. 301.)

9.—(Article 296)

Bulletin de vote pour l'élection des conseillers

Election pour les conseillers de la municipalité de19.....	1	BUREAU (Jean Bureau, paroisse de St-Henri, comté de Lévis, marchand.)
	2	MEUNIER (Joseph Meunier, paroisse de St-Henri, comté de Lévis, médecin.)
	3	RICHARD (Antoine Richard, paroisse de St-Henri, comté de Lévis, cultivateur.) X
	4	RICHARD (Joseph Richard, paroisse de St-Henri, comté de Lévis, avocat.)

Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.

Le nom de l'imprimeur est imprimé ici.

TALON

Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.

Le papier du bulletin sera percé par une ligne de points, à l'endroit de la ligne de points noirs, afin qu'on le puisse facilement détacher du talon.

Les noms des candidats sont inscrits dans le bulletin de vote comme dans le bulletin de présentation.

Il n'y a pas de marge à la gauche du bulletin.

L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.

(S. R., 1909, formule de l'article 319, amendé.)

9.—(Article 296)

Ballot for election of Councillors.

19	Election of councillors for the municipality of	1	BUREAU (Jean Bureau, parish of St. Henri, county of Levis, merchant.)
		2	MEUNIER (Joseph Meunier, parish of St. Henri, county of Levis, physician.)
		3	RICHARD (Antoine Richard, parish of St. Henri county of Levis, farmer.) X
		4	RICHARD (Joseph Richard, parish of St. Henri, county of Levis, advocate.)

The initials of the Presiding Officer
should be placed here.

The name of the Printer to be printed here.

COUNTERFOIL

The initials of the
Presiding Officer should
be placed here.

The ballot to be perforated by a line of points, along the line of black dots, to facilitate the detaching thereof from the counterfoil.

The names of the candidates are entered in the ballot as in the nomination-paper.

There shall be no margin on the left of the ballot.

The elector is supposed to have marked his ballot in favor of Antoine Richard.

(R. S., 1909, Form in connection with Art. 319, amended.)

10.—(Article 296)

Bulletin de vote pour l'élection du maire

Election du maire pour la municipalité de	19		
	1	BUREAU (Jean Bureau, paroisse de Beauport, comté de Québec, marchand.)	
	2	MEUNIER (Joseph Meunier, paroisse de Beauport, comté de Québec, cultivateur.)	
	3	RICHARD (Antoine Richard, paroisse de Beauport, comté de Québec, médecin.)	X

TALON

Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.

Ici doivent être mises les initiales du président de l'élection.

Le nom de l'imprimeur est imprimé ici.

Le papier du bulletin sera percé par une ligne de points à l'endroit de la ligne de points noirs, afin qu'on le puisse facilement détacher du talon.

Les noms des candidats seront inscrits dans le bulletin de vote comme dans le bulletin de présentation.

Il n'y a pas de marge à la gauche du bulletin.

L'électeur est supposé avoir marqué son bulletin de vote en faveur d'Antoine Richard.

(S. R., 1909, formule de l'art. 319 amendée.)

10.—(Article 96)

Ballot for the Election of Mayor.

19	Election of Mayor for the municipality of	1	BUREAU (Jean Bureau, parish of Beauport, county of Quebec, merchant.)	
		2	MEUNIER (Joseph Memmier, parish of Beauport, county of Quebec, farmer.)	
		3	RICHARD (Antoine Richard, parish of Beauport, county of Quebec, physician.)	X

COUNTERFOIL

The initials of the
Presiding-Officer should
be placed here.

The initials of the Presiding Officer
should be placed here.

The name of the printer to be printed here.

The ballot is to be perforated by a line of points, along the line of black dots, to facilitate the detaching thereof from the counterfoil.

The names of the candidates are entered in the ballot as in the nomination-paper.

There shall be no margin on the left of the ballot.

The elector is supposed to have marked his ballot in favor of Antoine Richard.

(R. S., 1909, Form in connection with Art 319, amended.)

11.—(Article 299)

Serment de l'agent d'un candidat ou de l'électeur représentant un candidat

Je, soussigné G. H., agent de (ou électeur représentant, suivant le cas, J. K., l'un des candidats à l'élection maintenant pendant pour la municipalité de , jure solennellement (ou si c'est une personne à qui la loi permet d'affirmer dans les causes civiles, affirme solennellement) que je garderai le secret sur le nom du candidat pour lequel tout votant au bureau de votation de dans la municipalité de , pourra avoir marqué son bulletin de vote en ma présence à cette élection. Ainsi, que Dieu me soit en aide.

G. H.

Assermenté (ou affirmé) devant moi
à , ce }
jour de , 19 . }

A. B.,

Président de l'élection,
ou C. P.,
Juge de paix.

(S. R., 1909, formule de l'art. 331.)

11.—(Article 299)

Oath of Agent of a Candidate, or of Elector representing a Candidate.

I, the undersigned, G. H., agent for (or elector representing, as the case may be), J. K., one of the candidates at the electio now pending for the municipality of _____ solemnly swear (or, if one o fthe persons permitted by law to affirm in civil cases, solemnly affirm) that I will keep secret the name of the candidate for whom any of the voters at the poll in the municipality of _____ may have marked his ballot-paper in my presence, at this ele _____ So help me God.

G. H.

Sworn (or affirmed) before me,
at _____, this _____ day
of _____, 19 _____

A. B.,
Presiding-Offieer
(or) C. P.,
Justice of the Peace.

(R. S., 1909. Form in connection with Art. 331.)

12.—(Article 303)
Cahier de votation

	Numéros des votants
	NOM DES VOTANTS
	Occupation
	Résidence
	Propriétaires
	Locataires ou Occupants
	Objections
	Assermenté ou affirmé
	Refus du votant de jurer ou d'affirmer
	Votes donnés
	Electeurs votant après que d'autres ont voté sous leurs noms
	Bulletins préparés avec l'aide du président de l'élection
	Remarques générales

(S. R., 1909, formule de l'art. 336 amendée.)

12.—(Article 303)

Poll-Book.

	Numbers of the voters
	NAMES OF THE VOTERS
	Occupation
	Residence
	Owners
	Tenants or occupants
	Objections
	Sworn or affirmed
	Voters refusing to take the oath or affirmation
	Votes given
	Electors voting after others have voted in their names.
	Ballots prepared with the aid of the presiding officer
	General remarks

(R. S., 1909. Form in connection with Art. 336, amended.)

13.—(Article 308)

Serment d'un électeur qui ne peut marquer le bulletin de vote

Vous jurez (ou affirmez solennellement) que vous ne savez pas lire et ne pouvez comprendre le bulletin de vote de manière à le marquer (ou que vous êtes incapable, pour cause de cécité ou autre infirmité physique, selon le cas, de voter) sans aide.

Ainsi, que Dieu vous soit en aide.
(S. R., 1909, formule de l'art. 346.)

14.—(Article 335)

Certificat sous serment spécial

Province de Québec,
Municipalité d

Je, soussigné, P. T. (qualité, résidence), étant dûment assermenté dépose et dis: que j'ai signifié l'avis spécial par écrit d'autre part, (ou annexé aux présentes) à (tel que mentionné à la formule No 4.)

En foi de quoi je donne ce certificat ce
mois de mil neuf cent

jour du

P. T. (qualité) on

sa
P. + T.
marque apposée en pré-
sence de N. O.
Témoïn.

Assermenté ce
à
juge de paix

jour de 19
devant moi, soussigné
(ou préfet, etc.)

}

H. P.
(Qualité.)

(Formule de l'art. 220 amendée.)

13.—(Article 308)

Oath of Elector unable to mark his Ballot.

You swear (or solemnly affirm) that you are unable to read and to understand the ballot so as to mark it, (or that you are incapacitated by blindness or other physical cause, as the case may be, from voting) without assistance. So help you God.
(R. S., 1909. Form in connection with Art. 346.)

14.—(Art. 335)

Certificate under special Oath.

Province of Quebec,
Municipality of

I, the undersigned, T. P., (style) residing in (residence) being duly sworn, depose and say: that I served the within special notice in writing (or the special notice in writing hereunto annexed) upon (as set forth in form No. 4.)

In testimony whereof, I give this certificate, this day
of the month of nineteen hundred

P. T. (or)
(style)

his
P. X T.,
mark, affixed in presence of
N. O.,
Witness.

Sworn this day of 191
at (place) before me, the undersigned }
Justice of the Peace (or Warden, etc.) }

H. P.
(Style)

(Form in connection with Art. 220, amended.)

15.—(Articles 335, 348)

Certificat de publication d'un avis public

Province de Québec,
Municipalité d

Je, soussigné, N. B., (qualité) résidant dans la paroisse de
(ou le canton de), certifie sous mon serment d'office
que j'ai publié l'avis public d'autre part (ou annexé aux présentes),
en en affichant une copie à chacun des endroits suivants, savoir:
(endroits où l'avis a été affiché). (Si la lecture en a été faite con-
formément à l'article 348 du Code municipal, 1916, ajoutez:) et en
le lisant (ou en le faisant lire) à voix haute et intelligible à
à heures à l'issue
du service divin le jour du mois
de étant le dimanche suivant immédiatement le jour
où cet avis a été affiché comme susdit.

En foi de quoi je donne ce certificat, ce jour
du mois de mil neuf cent

N. B.,
(Qualité.)

(Formule de l'art. 220 amendée.)

16.—(Articles 335, 348)

Certificat donné sous serment spécial

Province de Québec,
Municipalité d

Je, soussigné N. C. (qualité) résidant dans étant
dûment assermenté dépose et dis: que j'ai publié l'avis public annexé
aux présentes (ou d'autre part), en en affichant une copie à chacun
des endroits suivants, savoir: (endroits où l'avis a été affiché); (Si
la lecture en a été faite conformément à l'article 348 du Code
municipal, 1916, ajoutez:) et en le lisant (ou en le faisant lire) à
voix haute et intelligible, à à l'issue du service divin
le jour de du mois de étant
le dimanche suivant immédiatement le jour où cet avis a été affiché
comme susdit.

15.—(Articles 335 and 348)

Certificate of Publication of a Public Notice

Province of Quebec,
Municipality of

I, the undersigned, N. B., (style) residing in the parish (or the township) of, (name of parish or township, as the case may be) certify under my oath of office that I published the within public notice (or public notice hereunto annexed) by posting a copy thereof, at each of the following places, viz: (places where the notice was posted.) (If it was read in conformity with article 348 of The Municipal Code, 1916, add:) and by reading the same (or causing the same to be read) in a loud and distinct manner, at the close of divine service in the forenoon, on the day of the month of being the Sunday next after the posting of such notice as aforesaid.

In testimony whereof, I give this certificate, this day of the month of nineteen hundred

N. B.,
(style.)

(Form in connection with Art. 220, amended.)

16.—(Articles 335 and 348)

Certificate given under Special Oath

Province of Quebec,
Municipality of

I, the undersigned, N. C., (style.) residing in being duly sworn, do depose and say that I have published the public notice hereunto annexed (or the within public notice,) by posting a copy thereof attached of the following places, viz: (places where the notice was posted.) (If the notice was read in conformity with article 348. of the Municipal Code, 1916, add:) and by reading the same (or causing the same to be read) in a loud and distinct manner, at the close of divine service on the day of the month of being the Sunday next after the day of the posting of such notice as aforesaid.

En foi de quoi je donne ce certificat, ce jour du
mois de mil neuf cent

N. C. (qualité) ou N. C. sa
marque apposée en pré-
sence de N. O.
Témoin.

Assermenté ce jour du mois de
19 à devant moi, le sous-
signé A. B., juge de paix (ou préfet, etc.) }
A. B.

(Formule de l'art. 220 amendée.)

(Qualité.)

17.—(Article 339)

Avis spécial par écrit

Province de Québec,
Municipalité d

A Joseph B.
(qualité)

Monsieur,

Avis spécial vous est par les présentes donné, par le soussigné
L. M. (noms et qualité du soussigné) que (objet de l'avis spécial).
Donné ce jour du mois de mil
neuf cent

L. M. (qualité) ou L. M. sa
marque apposée en pré-
sence de N. O. Témoin.

(Formule de l'art. 224.)

18.—(Article 346)

Avis public

Province de Québec,
Municipalité d

Aux (personnes auxquelles l'avis est donné.)
 Avis public est par les présentes donné, par N. B. (qualité) que
 (objet pour lequel l'avis est donné, et temps et lieu auxquels les

In testimony whereof, I give this certificate, this
day of the month of nineteen hundred

N. C.,
(style)

(or) N.

his
C.

mark, affixed in presence of

N. O.,
Witness.

Sworn this day of the month
of 191 at (place) before me,
the undersigned, A. B., justice of the
peace, (or warden, etc.)

A. B.,
(style.)

(Form in connection with Art. 220, amended.)

17.—(Article 339)

Special Notice in Writing.

Province of Quebec,
Municipality of

To

Joseph B.
(style,)

Sir,

Special notice is hereby given you by the undersigned, L. M.,
(name and style of the undersigned) that (the object of the special
notice.)

Given this day of the month of
nineteen hundred

L. M.

(style.)

(or) L.

his
X M.

mark, affixed in presence of

(Form in connection with Art. 224.)

18.—(Article 346)

Public Notice

Province of Quebec,
Municipality of

To (the persons to whom notice is given.)

Public notice is hereby given by N. B., (style) that (the object
for which notice is given, and time and place in which the persons

personnes appelées à satisfaire à cet avis doivent le faire.).)

Donné ce jour de mil neuf cent

sa

N. B. (qualité) ou

N. † B.

marque apposée en présence de N. O.

Témoin.

(Formule de l'art. 232.)

19.—(Article 366)

Publication d'un règlement spécial

AVIS PUBLIC

Province de Québec,
Municipalité de

Aux habitants de la municipalité de

Avis public est par les présentes donné par A. B., secrétaire-trésorier, que le conseil de cette municipalité, à une session tenue (place et date de la séance), a passé un règlement concernant (dire l'objet du règlement et le jour de son entrée en vigueur à une époque déterminée par ses dispositions; indiquer de plus l'endroit où il peut en être pris communication.)

(Si le règlement a été soumis à l'approbation des électeurs municipaux et du lieutenant-gouverneur, ajoutez:)

Et que ce règlement a été soumis à l'approbation des électeurs municipaux de la municipalité, et à celle du lieutenant-gouverneur, conformément aux dispositions du Code municipal, 1916, et a été approuvé par eux de la manière prescrite par ledit code, savoir par les électeurs municipaux au poll tenu le _____ jour du mois de _____ mil neuf cent _____ et par le lieutenant-gouverneur le _____ jour du mois de _____ mil neuf cent _____

(Si le règlement a été soumis à l'approbation d'une autre corporation, indiquer la date à laquelle cette approbation a été donnée.)

Donné ce jour du mois de mil
neuf cent

N. B.

Secrétaire-trésorier.

(Formule de l'art. 692 amendée.)

summoned to comply with the notice must do so.)

Given this _____ day of _____, nineteen hundred
 N. B., _____ (or) N. ^{his} X B.
 (style.) _____ mark, affixed in presence of
 N. O.,
 Witness.

(Form in connection with Art. 232.)

19.—(Article 366)

Publication of a Municipal By-Law.

PUBLIC NOTICE

Province of Quebec,
Municipality of

To the inhabitants of the municipality of

Public notice is hereby given by A. B., seeretary-treasurer:

That the council of his municipality, at a sitting held (place and date of sitting) has passed a by-law respecting (object of the by-law, and the day of its coming into force, if it comes into force at a time fixed by any of its provisions: indicate also the place where communication thereof may be had.)

(If the by-law has been submitted for the approval of the municipal electors and of the Lieutenant-Governor add—)

And that such by-law has been submitted for the approval of the municipal electors of the municipality, and for that of the Lieutenant-Governor in conformity with the provisions of the Municipal Code, 1916, and has been approved by them, in the manner prescribed by the said code, to wit, by the municipal electors at a poll held on the _____ day of the month _____ nineteen hundred _____

And by the Lieutenant-Governor on the _____ day of the month of _____ nineteen hundred _____

(If the by-law has been submitted for the approval of another corporation, indicate the date on which such approval was given.)

Given this _____ day of the month of _____
 nineteen hundred _____

N. B.,
Secretary-treasurer.

(Form in connection with Art. 692, amended.)

20.—(Article 403)

Mandat de saisie en vertu d'un règlement fait d'après l'article 403

Province de Québec,

La corporation d

vs

A. B.

A J. L. (résidence) un des huissiers de la Cour supérieure de la province de Québec, exerçant dans le district de

Attendu qu'en vertu d'un certain règlement fait et passé par le conseil municipal d à une session dudit conseil, tenue à (insérez le lieu.)

le jour du mois de mil neuf cent conformément aux dispositions du Code municipal, 1916, il a été statué (ici insérez la partie du règlement enfreinte);

Et attendu que certaine (s) personnes (s) a (ou ont) dernièrement, savoir: le jour d courant (ou dernier.) tenu (ou donné, selon le cas,) en (ici mentionnez la nature de l'exhibition ou de la représentation;) et attendu que A. B., étant (le propriétaire, etc., selon le cas), (ici mentionnez le rapport que cette personne peut avoir avec l'exhibition ou la représentation), a été requis par le secrétaire-trésorier de la corporation de payer entre ses mains, pour la corporation susdite, la somme de , étant le montant de la taxe imposée sur telle exhibition (ou représentation); et attendu que ledit A. B. a refusé ou négligé de payer audit secrétaire-trésorier sur sa demande ladite somme de

légalement imposée sur ladite exhibition (ou représentation) comme susdit; en conséquence, les présentes sont pour vous enjoindre de faire immédiatement la saisie des meubles et effets dudit A. B. et de tous les meubles et effets servant à ladite exhibition (ou représentation) ou appartenant à chacune des personnes attachées à telle exhibition (ou représentation); et si, dans les jours qui suivront immédiatement ladite saisie, ladite somme ainsi que les frais et dépens raisonnables de ladite saisie ne sont pas payés, alors vous ferez la vente desdits meubles et effets par vous saisis, et paierez le montant provenant de la vente desdits meubles et effets au secrétaire-trésorier de ladite corporation, afin qu'il l'emploie ainsi que voulu par la loi, et qu'il puisse rendre le surplus, s'il y en a, sur demande, au dit A. B., ou autres qui y sont concernés; et si ladite saisie ou vente ne peut s'effectuer, alors vous ne le cer-

20.—(Article 403)

Warrant of Seizure in Virtue of a By-Law made under Article 403.

Province of Quebec

The Corporation of

vs.

A. B.,

To J. L., (residence) one of the bailiffs of the Superior Court of the Province of Quebec, acting in the district of

Whereas in and by a certain by-law made and passed by the Council of the municipality of at a sitting of the said council held at (place) on the day of the month of nineteen hundred in conformity with the provisions of the Municipal Code, 1916, it was enacted (here insert the part of the by-law which has been infringed.)

And whereas, certain persons did lately, to wit; on the day of (instant or now last past) hold (or give, as the case may be,) a (here state the nature of performance or exhibition); and whereas A. B., being (the proprietor, etc., as the case may be,) (here insert the connection such person may have with the performance or exhibition,) (has been required by the secretary-treasurer of the corporation to pay into his hands for and on behalf of the said corporation, the sum of being the amount of the tax imposed on every such performance (or exhibition); and whereas the said A. B. has neglected or refused to pay unto the said secretary-treasurer, on his said demand, the sum of lawfully imposed on the said performance (or exhibition,) as aforesaid; these are therefore to command you forthwith to seize the goods and chattels of the said A. B., and all and every the goods and chattels appertaining to the said performance (or exhibition,) or to all or any of the persons connected with such performance (or exhibition); and, if within a delay of days after such seizure, the said mentioned sum, together with the reasonable costs and charges of the said seizure are not paid, that then you do sell the said goods and chattels so by you detained, and do pay the money arising from such sale to the secretary-treasurer of the said corporation, that he may apply the same as by law directed, and may render the surplus, if any, on demand, to the said A. B., or others whom it may concern; and if no such seizure or sale can be made,

FORMULES

tifierez afin que je puisse adopter telles procédures ultérieures que de droit à cet égard.

[illegible]

Y. X.
Maire.

(Tout autre mandat de saisie exécutoire instantané peut être émis dans la forme du dernier mandat, en y échangeant les allégations de circonstance.)

(Formule de l'art. 601 amendée.)

21.—(Article 719)

Mandat de saisie et vente de meubles pour taxes municipales

Province de Québec,
Municipalité d

La Corporation d

vs

A. B., (nom du contribuable, sa qualité et son domicile.)

A. J. L., (résidence) un des huissiers de la Cour supérieure de la province de Québec, exerçant dans le district de

Attendu que le dit A. B. a été requis par le secrétaire-trésorier de la corporation de _____ de payer entre ses mains pour la corporation de _____ la somme de _____ étant le montant dû par lui à ladite corporation, comme taxes municipales, ainsi qu'il appert du rôle général (ou spécial) de perception, publié par ledit secrétaire-trésorier, par l'avis donné le _____ jour du mois de _____ de payer audit secrétaire-trésorier, dans le délai prescrit par le Code municipal, 1916, ladite somme de _____ piastres; les présentes sont, en conséquence, pour vous ordonner de saisir sans délai les biens meubles et effets dudit A. B., qui seront trouvés dans les limites de la municipalité de _____; et si, dans l'espace de _____ jours après telle saisie, la somme susmentionnée avec les frais de la saisie, n'est pas payée, alors vous vendrez lesdits biens et effets ainsi par vous détenus, et vous paierez les deniers provenant de la vente audit

Given under my hand at _____ in the said district, the
day of _____ nineteen hundred _____

(Any other warrant of seizure excoentory without delay, may be issued in the same form as the above, by changing the allegations of fact therein.)

(Form in connection with Art. 601 amended.)

Warrant of Seizure and Sale of Moveables for Municipal Taxes.

The Corporation of

A. B., (name of the rate-payer indebted, his style and domicile.)

Whereas the said A. B. has been required, by the secretary-treasurer of the municipal corporation of _____, to pay into his hands, on behalf of the corporation of _____, the sum of _____, being the amount by him due

the sum of _____, being the amount by him due to the said corporation for municipal taxes, as appears by the general (or special) collection roll published by the said secretary-treasurer, by notice given on the _____ day of the month of _____ nineteen hundred _____; and whereas the said A. B. _____ has neglected or refused to pay to the secretary-treasurer within the delay required by the Municipal Code, 1916, the said sum of _____ dollars; these are therefore to command you to seize, without delay, the goods and chattels of the said A. B., which are found within the boundaries of the municipality; and if, within a delay of _____ days after such seizure, the aforesaid sum, together with the costs of seizure,

secrétaire-trésorier afin qu'il les emploie tel qu'ordonné par la loi et si la saisie ne peut être faite, vous me le certifierez afin qu'il soit adopté telles procédures que de droit.

Donné sous mon seing, ce
d mil neuf cent jour du mois

N. C.
Maire (ou préfet, selon le cas.)

(Formule de l'art. 963.)

loi
afin
nois

(s.)

Given under my hand, this day of the month of
nineteen hundred at
district of

(Form in connection with Art. 963.)

TABLE DE CONCORDANCE

DE

L'Ancien Code avec
le Nouveau

TABLE OF CONCORDANCE

OF THE

Old Code with the
New Code

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
1.....	1.....	Combiné avec S. R., 1909, art. 5257, et amendé.	Combined with R. S., 1909, 5257, and amended.
2.....	3.....	Amendé.	Amended.
3.....	4.....	Amendé.	Amended.
4.....	5.....	Amendé.	Amended.
5.....	6.....	Amendé.	Amended.
6.....	7.....	Combiné avec S. R., 1909, art. 26, et amendé.	Combined with R. S., 1909, 26, and amended.
	8.....	Amendé.	Amended.
7.....		Non reproduit.	Not reproduced.
8.....		Amendé.	Amended.
8.....	9. 10...	Amendé.	Amended.
		Non reproduit.	Not reproduced.
10.....	11.....	Amendé.	Amended.
11.....	353.....		
12.....		Non reproduit.	Not reproduced.
13.....	12.....	Amendé.	Amended.
14.....		Non reproduit.	Not reproduced.
15.....	14.....	Amendé.	Amended.
17.....	227.....	Amendé.	Amended.
		Combiné avec 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374 and R. S., 1909, 5363, and amended.
18.....	15.....		
19.....	16.....	Combiné avec S. R., 1909, arts 36, 71.	Combined with R. S., 1909, 36, 71.
19 § 1..	§ 1..		
19 § 2..	§ 2..		
19 § 3..	§ 4..		
19 § 4..	§ 5..		
19 § 5..	§ 6..		
19 § 6..	§ 7..		
19 § 7..			
19 § 8..	§ 8..	Non reproduit.	Not reproduced.
19 § 9..	§ 9..		
19 § 10..	§ 10..		
19 § 11..	§ 11..		
19 § 12..	§ 12..		

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

409

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
19 § 13..	§ 16	Non reproduit.	Not reproduced.
19 § 14..	§ 17		
19 § 15..	§ 18		
19 § 16..	§ 19		
19 § 17..	§ 20		
19 § 18..	§ 21		
19 § 19..	§ 22		
19 § 19a..	§ 23		
19 § 20..	§ 24		
19 § 21..	§ 25		
19 § 22..	§ 26		
19 § 23..	§ 27		
19 § 24..	§ 28		
19 § 25..	§ 29		
19 § 26..	§ 30		
19 § 27..	§ 31		
19 § 28..	§ 32		
19 § 29..	§ 33		
19 § 30..	§ 34		
19 § 31..	§ 35		
19 § 32..	§ 36		
19 § 33..	§ 18		
19 § 34..	19.....	Amendé.	Amended.
20	20.....	Amendé.	Amended.
21	21.....	Amendé.	Amended.
22	22.....	Amendé.	Amended.
22a	49.....	Non reproduit.	Not reproduced.
23	23.....	Amendé.	Amended.
23a	24.....		
24	25.....	Amendé.	Amended.
25	26.....	Amendé.	Amended.
26	27.....	Amendé.	Amended.
27	30.....	Amendé.	Amended.
28	28.....	Non reproduit.	Not reproduced.
29	28.....	Combiné avec 35, et amendé	Combined with 35 and amended.
30			
31			
32		Non reproduit.	Not reproduced.
32a		Non reproduit.	Not reproduced.
33		Non reproduit.	Not reproduced.
34	47.....	Combiné avec 38, 39, 40 et 67, et amendé.	Combined with 38, 39, 40 and 67, and amended.
35	31, 33...	Amendé.	Amended.
36	36.....	Combiné avec 37, et amendé.	Combined with 37 and amended.
36	29		

410 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
37	32	Combiné avec 31, et amendé.	Combined with 31, and Amended.
37a		Non reproduit.	Not reproduced.
37b		Non reproduit.	Not reproduced.
38	47	Combiné avec 34, 39, 40, 67, et amendé.	Combined with 34, 39, 40, 67, and amended.
39	47	Combiné avec 34, 38, 40, 67, et amendé.	Combined with 34, 38, 40, 67, and amended.
40	47	Combiné avec 34, 38, 39, 67, et amendé.	Combined with 34, 38, 39, 67, and amended.
41		Non reproduit.	Not reproduced.
42		Non reproduit.	Not reproduced.
43	44	Combiné avec 72, et amendé.	Combined with 72, and amended.
44	45		
45		Non reproduit.	Not reproduced.
46		Non reproduit.	Not reproduced.
47		Non reproduit.	Not reproduced.
48		Non reproduit.	Not reproduced.
48a		Non reproduit.	Not reproduced.
48b		Non reproduit.	Not reproduced.
49		Non reproduit.	Not reproduced.
50		Non reproduit.	Not reproduced.
51		Non reproduit.	Not reproduced.
52		Non reproduit.	Not reproduced.
53		Non reproduit.	Not reproduced.
54		Non reproduit.	Not reproduced.
55		Non reproduit.	Not reproduced.
56		Non reproduit.	Not reproduced.
57		Non reproduit.	Not reproduced.
58		Non reproduit.	Not reproduced.
59		Non reproduit.	Not reproduced.
60		Non reproduit.	Not reproduced.
61	38	Amendé.	Amended.
62	38	Amendé.	Amended.
63		Non reproduit.	Not reproduced.
64		Non reproduit.	Not reproduced.
65		Non reproduit.	Not reproduced.
65a		Non reproduit.	Not reproduced.
65b	37, 43	Amendé.	Amended.
66		Non reproduit.	Not reproduced.
67	47	Combiné avec 34, 38, 39, 40, et amendé.	Combined with 34, 38, 39, 40, and amended.
68		Non reproduit.	Not reproduced.
69		Non reproduit.	Not reproduced.
70		Non reproduit.	Not reproduced.
71		Non reproduit.	Not reproduced.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE 411

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
72	44	Combiné avec 43, et amen- dé.	Combined with 43, and amended.
73		Non reproduit.	Not reproduced.
74		Non reproduit.	Not reproduced.
75		Non reproduit.	Not reproduced.
76		Non reproduit.	Not reproduced.
77		Non reproduit.	Not reproduced.
78		Non reproduit.	Not reproduced.
79	53	Amendé.	Amended.
80		Non reproduit.	Not reproduced.
81		Non reproduit.	Not reproduced.
82	54	Amendé.	Amended.
83	55	Amendé.	Amended.
84	56	Amendé.	Amended.
85	57	Amendé.	Amended.
86	52	Combiné avec S. R., 1909, art. 2596, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 2596, and amended.
87	58	Amendé.	Amended.
88	59	Amendé.	Amended.
89	60	Amendé.	Amended.
90	61	Amendé.	Amended.
91	51		
91	46		
92a	48	Amendé.	Amended.
93	62	Amendé.	Amended.
94	63		
95	64		
96	65	Combiné avec 452, et amen- dé.	Combined with 452, and amended.
97	68		
98	69	Amendé.	Amended.
99	70	Amendé.	Amended.
100	430	Amendé.	Amended.
101	321	Amendé.	Amended.
102	71	Amendé.	Amended.
103	72	Amendé.	Amended.
104	73	Amendé.	Amended.
105	74	Amendé.	Amended.
106	75	Amendé.	Amended.
107	76	Amendé.	Amended.
108			
109	83	Combinés et amendés.	
110			
111			
112	246	Amendé.	Amended.
113	77	Amendé.	Amended.

412 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
114	227	Combiné avec 17, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374, et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374, and R. S., 1909, 5363, and amended.
115	227	Combiné avec 17, 114, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374 et S. R. 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 155, 203, 204, 205, 284, 285, 374, and R. S., 1909, 5363, and amended.
116	85	Amendé.	Amended.
117	241	Amendé.	Amended.
118	242	Combiné avec 119, 254, 263, 334, et 367a, et amendé.	Combined with 119, 254, 263, 334, 367a, and amended.
119	242	Combiné avec 118, 254, 263, 334 et 367a, et amendé.	Combined with 118, 254, 263, 334, 367a, and amended.
120	78	Amendé.	Amended.
121	107	Combiné avec S. R., 1909, art. 5305, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5305, and amended.
122	86	Amendé.	Amended.
123	115	Amendé.	Amended.
124	116	Amendé.	Amended.
125	113	Combiné avec 130, et amendé.	Combined with 130, and amended.
126	114	Amendé.	Amended.
127	113	Combiné avec 128, et amendé.	Combined with 128, and amended.
128	120	Amendé.	Amended.
129	121	Combiné avec S. R., 1909, art. 5569, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5569, and amended.
130	122	Combiné avec S. R., 1909, art. 5566, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5566, and amended.
131	123	Amendé.	Amended.
132	124	Amendé.	Amended.
133	125	Amendé.	Amended.
134	126	Amendé.	Amended.
135	117	Amendé.	Amended.
136	118	Amendé.	Amended.
137	119	Non reproduit.	Not reproduced.
138	140	Non reproduit.	Not reproduced.
139	141	Amendé.	Amended.
140	142	Amendé.	Amended.
141	143	Amendé.	Amended.
142	144	Combiné avec 147, et amendé.	Combined with 147, and amended.
143	150	Amendé.	Amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

413

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
146	152	Combiné avec 155a et S. R. 1909, art. 616, et amendé.	Combined with 155a and R. S., 1909, art. 616, and amended.
147	156	Combiné avec 144, et amendé.	Combined with 144 and amended.
148		Non reproduit.	Not reproduced.
149	155	Amendé.	amended.
150	157		
151	158	Amendé.	Amended.
152		Non reproduit.	Not reproduced.
153	159	Amendé.	Amended.
154		Non reproduit.	Not reproduced.
155	227	Combiné avec 17, 114, 115, 203, 2204, 205, 284, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 203, 204, 2 , 284, 285, 374 and R. S., 1909, art. 5363, and amended.
155a	152	Combiné avec 146, et S. R., 1909, art. 616, et amendé.	Combined with 146, and R. S., 1909, art. 616, and amended.
156	161	Amendé.	Amended.
157	163	Amendé.	Amended.
158	164	Amendé.	Amended.
159	165	Amendé.	Amended.
160	166	Amendé.	Amended.
161	167		
162	168	Amendé.	Amended.
163	169		
164	170	Amendé.	Amended.
165	171	Amendé.	Amended.
166	144	Combiné avec S. R., 1909, art. 5333, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5333, and amended.
167		Non reproduit.	Not reproduced.
168	175	Amendé.	Amended.
168a	176	Amendé.	Amended.
168b	785		
169	177	Amendé.	Amended.
170		Non reproduit.	Not reproduced.
171	149		
172		Non reproduit.	Not reproduced.
173	642	Amendé.	Amended.
174		Non reproduit.	Not reproduced.
175		Non reproduit.	Not reproduced.
176		Non reproduit.	Not reproduced.
177	320	Combiné avec 250, 264, 326, 338, 340, 341, 344, et amendé.	Combined with 250, 264, 326, 338, 340, 341, 344, and amended.

414 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
178	326	Combiné avec 326, et amen- dé.	Combined with 326, and amended.
179	328	Combiné avec 328, et amen- dé.	Combined with 328 and amended.
180	327	Combiné avec 327, et amen- dé.	Combined with 327 and amended.
181		Non reproduit.	Not reproduced.
182	132	Combiné avec 185 et S. R., 1909, art. 5322, et amen- dé.	Combined with 185 and R. S., 1909, art. 5322, and amended.
183	133		
184	134		
185	132	Combiné avec 182 et S. R., 1909, art. 5322, et amen- dé.	Combined with 182, R. S., art. 5322, and amended.
186	153		
187			
188	136		
189	137	Amendé.	Amended.
190	138		
191			
192	139		
193			
194	140		
195	141		
196	142	Amendé.	Amended.
197		Non reproduit.	Not reproduced.
198		Non reproduit.	Not reproduced.
199			
200	143		
201	230	Amendé.	Amended.
202	226	Amendé.	Amended.
203	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 204, 205, 284, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 155, 204, 205, 284, 285, 374, and R. S., 1909, art. 5363, and amended.
204	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 203, 205, 284, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 155, 203, 205, 284, 285, 374 and R. S., 1909, art. 5363, and amended.
205	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 203, 204, 284, 285, 374, et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 155, 203, 204, 284, 285, 374, and R. S., 1909, art. 5363, and amended.
206		Non reproduit.	Not reproduced.
207		Non reproduit.	Not reproduced.
208		Non reproduit.	Not reproduced.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

415

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
209	231	Amendé.	Amended.
210	232		
211	233	Amendé.	Amended.
212	234		
213	235		
214	330	Amendé.	Amended.
215	331	Amendé.	Amended.
216	332	Amendé.	Amended.
217		Non reproduit.	Not reproduced.
218	333		
219	334	Amendé.	Amended.
220	335		
221	335		
222	337	Amendé.	Amended.
223	338		
224	339	Amendé.	Amended.
225	340	Amendé.	Amended.
226	341		
227	342	Amendé.	Amended.
228		Non reproduit.	Not reproduced.
229	343	Amendé.	Amended.
230	344	Amendé.	Amended.
231	345		
232	346	Amendé.	Amended.
233	347	Amendé.	Amended.
234	348		
235	349		
236		Non reproduit.	Not reproduced.
237		Non reproduit.	Not reproduced.
238	350		
239	351		
240	352		
241	127		
242	128	Amendé.	Amended.
243	129	Amendé.	Amended.
244	130	Amendé.	Amended.
245	131	Amendé.	Amended.
246	88	Amendé.	Amended.
247	89	Amendé.	Amended.
248	90		
249	91		
250	320	Combiné avec 177, 264, 326, 338, 340, 341, 344, et amendé.	Combined with 177, 264, 326, 338, 340, 341, 344, and amended.
251			
252	92		

416 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
253		Non reproduit.	Not reproduced.
254	242	Combiné avec 118, 119, 263, 334 et 367n, et amendé.	Combined with 118, 119, 263, 334, and 367a, and amended.
255	93	Amendé.	Amended.
256	112	Combiné avec 287, et amen- dé.	Combined with 287 and amended.
257	108	Combiné avec 286, et amen- dé.	Combined with 286 and amended.
258	109		
259	111	Combiné avec 289, et amen- dé.	Combined with 289 and amended.
260	119	Combiné avec 290, et amen- dé.	Combined with 290 and amended.
261	94		
262	95	Amendé.	Amended.
263	96		
	242	Combiné avec 118, 119, 254, 334 et 367a, et amendé.	Combined with 118, 119, 254, 334 and 367a and amended.
264	320	Combiné avec 177, 250, 326, 338, 340, 341, 344, et amendé.	Combined with 177, 250, 326, 338, 340, 341, 344 and amended.
265		Non reproduit.	Not reproduced.
266	97	Amendé.	Amended.
267	98		
268	99		
269	100	Amendé.	Amended.
270	101	Amendé.	Amended.
271	102	Amendé.	Amended.
272	103	Amendé.	Amended.
273	104		
274	105	Amendé.	Amended.
275	106	Amendé.	Amended.
276	80	Amendé.	Amended.
277	81	Amendé.	Amended.
278	247	Amendé.	Amended.
279	248	Amendé.	Amended.
280	249	Amendé.	Amended.
281	82	Amendé.	Amended.
282	84	Combiné avec 331, et amen- dé.	Combined with 333 and amended.
283	228	Amendé.	Amended.
284	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 285, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 155, 203, 204, 205, 285, 374 and R. S., 1909, art. 5363, and amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

417

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS	
119, and	285	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 374 et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284 374, and R. S., 1909, art. 5363, and amended.
and	286	108	Combiné avec 257, et amendé.	Combined with 257 and amended.
and	287	112	Combiné avec 256, et amendé.	Combined with 256 and amended.
	288	110	Amendé.	Amended.
and	289	111	Combiné avec 259, et amendé.	Combined with 259 and amended.
and	290	119	Combiné avec 260, et amendé.	Combined with 260 and amended.
	291	243	Amendé.	Amended.
	292		Non reproduit.	Not reproduced.
	293		Non reproduit.	Not reproduced.
119, and	294	257	Combiné avec S. R., 1909, art. 5419, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5419, and amended.
	295		Non reproduit.	Not reproduced.
250, 344	296			
	297	250	Combinés et amendés.	Combined and amended.
	298			
	299	282	Combiné avec 321, et amendé.	Combined with 321 and amended.
	300	284	Amendé.	Amended.
	301	285		
	301a	286	Amendé.	Amended.
	302	287	Amendé.	Amended.
	303	288	Amendé.	Amended.
	304	289	Amendé.	Amended.
	305	255	Amendé.	Amended.
	306		Non reproduit	Not reproduced.
	307		Non reproduit.	Not reproduced.
	308		Non reproduit.	Not reproduced.
	309	259	Amendé.	Amended.
	310		Non reproduit.	Not reproduced.
	311		Non reproduit.	Not reproduced.
	312		Non reproduit.	Not reproduced.
	313	272	Amendé.	Amended.
and	314	274	Combiné avec S. R., 1909, art. 347, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 347, and amended.
	315	275	Amendé.	Amended.
	316	276	Amendé.	Amended.
14, 285, art.	317	275		
	318	279		
	319	280		
	320	281	Amendé.	Amended.

418 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
321	282	Combiné avec 299, et amen- dé.	Combined with 299 and amended.
322		Non reproduit.	Not reproduced.
323		Non reproduit.	Not reproduced.
324		Non reproduit.	Not reproduced.
325	283	Amendé.	Amended.
326	320	Combiné avec 177, 250, 264, 338, 340, 341, 344, et amendé.	Combined with 177, 250, 264, 338, 340, 341, 344, and amended.
	326	Combiné avec 178, et amen- dé.	Combined with 178 and amended.
327	327	Combiné avec 180, et amen- dé.	Combined with 180 and amended.
328	328	Combiné avec 179, et amen- dé.	Combined with 179 and amended.
	329	Amendé.	Amended.
329		Non reproduit.	Not reproduced.
330		Non reproduit.	Not reproduced.
331		Non reproduit.	Not reproduced.
332		Non reproduit.	Not reproduced.
333	84	Combiné avec 282, et amen- dé.	Combined with 282 and amended.
334	242	Combiné avec 118, 119, 254, 263, 367a, et amendé.	Combined with 118, 119, 254, 263, 367a, and amended.
335		Non reproduit.	Not reproduced.
336		Non reproduit.	Not reproduced.
337	237	Combiné avec 342, et amen- dé.	Combined with 342 and amended.
338	320	Combiné avec 117, 250, 264, 326, 340, 341, 344, et amendé.	Combined with 117, 250, 264, 326, 340, 341, 344 and amended.
339	238	Amendé.	Amended.
340	520	Combiné avec 177, 250, 264, 326, 338, 341, 344, et amendé.	Combined with 177, 250, 264, 326, 338, 341, 344, and amended.
341	320	Combiné avec 177, 250, 264, 326, 338, 340, 344, et amendé.	Combined with 177, 250, 264, 326, 338, 340, 344 and amended.
342	237	Combiné avec 337, et amen- dé.	Combined with 337 and amended.
343		Non reproduit.	Not reproduced.
344	320	Combiné avec 177, 250, 264, 326, 338, 340, 341, et amendé.	Combined with 77, 250, 264, 326, 338, 340, 341 and amended.
345	87		
346	314	Amendé.	Amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

419

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
347		Non reproduit.	Not reproduced.
348	315	Amendé.	Amended.
349	316	Amendé.	Amended.
350		Non reproduit.	Not reproduced.
351		Non reproduit.	Not reproduced.
352	317	Amendé.	Amended.
353		Non reproduit.	Not reproduced.
354		Non reproduit.	Not reproduced.
355		Non reproduit.	Not reproduced.
356		Non reproduit.	Not reproduced.
357	318	Amendé.	Amended.
358		Non reproduit.	Not reproduced.
359		Non reproduit.	Not reproduced.
360		Non reproduit.	Not reproduced.
361		Non reproduit.	Not reproduced.
362		Non reproduit.	Not reproduced.
363		Non reproduit.	Not reproduced.
364		Non reproduit.	Not reproduced.
365	178, 179.	Amendé.	Amended.
366		Non reproduit.	Not reproduced.
367	236	Amendé.	Amended.
367a	242	Combiné avec 118, 119, 254, 263, 334, et amendé.	Combined with 118, 119, 254, 263, 344, and amended.
368	172	Amendé.	Amended.
369	173	Amendé.	Amended.
370	174	Amendé.	Amended.
371			
372	726	Combinés et amendés.	Combined and amended.
373	727		
374	227	Combiné avec 17, 114, 115, 155, 203, 205, 205, 284, 285, et S. R., 1909, art. 5363, et amendé.	Combined with 17, 114, 115, 155, 203, 204, 205, 284, 285, R. S., 1909, 5363, and amended.
375	649	Combiné avec 733, et amen- dé.	Combined with 733 and amended.
376	538	Combinés avec 406, et amendés.	Combined with 406 and amended.
377	183	Amendé.	Amended.
378	540		
379	184	Amendé.	Amended.
380	536	Amendé.	Amended.
380a	541	Amendé.	Amended.
381	185	Amendé.	Amended.
382	542	Amendé.	Amended.
.....	546	Amendé.	Amended.
.....	543	Amendé.	Amended.

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
383	544	Amendé.	Amended.
384	545	Amendé.	Amended.
385	547	Amendé.	Amended.
386	550	Amendé.	Amended.
387	551		
388	552		
389	553	Combiné avec 476, et amendé.	Combined with 476 and amended.
390	554	Amendé.	Amended.
391	555	Amendé.	Amended.
392	556	Amendé.	Amended.
393	557	Amendé.	Amended.
394	558	Amendé.	Amended.
395	559	Amendé.	Amended.
396	560	Amendé.	Amended.
397	561	Amendé.	Amended.
398	562	Amendé.	Amended.
399	563	Amendé.	Amended.
400	564	Amendé.	Amended.
401	565	Amendé.	Amended.
402	566	Amendé.	Amended.
403		Non reproduit.	Not reproduced.
404	568	Amendé.	Amended.
405	571	Amendé.	Amended.
406	182	Amendé.	Amended.
	538	Combiné avec 376, 377, et amendé.	Combined with 376, 377 and amended.
407	186	Amendé.	Amended.
408	187	Amendé.	Amended.
409	188	Amendé.	Amended.
410	189	Amendé.	Amended.
411	190	Amendé.	Amended.
412	191	Amendé.	Amended.
413	192	Amendé.	Amended.
414	539	Amendé.	Amended.
415	193		
416	194	Amendé.	Amended.
417	195		
418	196		
419	197		
420	198		
421	199	Amendé.	Amended.
422	200		
423	206	Combiné avec 427, et amendé.	Combined with 427 and amended.
424	201		
425	202	Amendé.	Amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

421

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
425a.....	203	Amendé.	Amended.
425b.....	204	Amendé.	Amended.
426.....	205		
427.....	206	Combiné avec 423, et amendé.	Combined with 423 and amended.
428.....	207		
429.....	208		
430.....	209		
431.....	210		
432.....	211		
433.....	212		
434.....	213		
435.....	214		
436.....	215	Amendé.	Amended.
437.....	216		
438.....	217		
439.....	218		
440.....	219	Amendé.	Amended.
441.....		Non reproduit.	Not reproduced.
442.....	220	Amendé.	Amended.
443.....	221		
444.....	222		
445.....	223	Amendé.	Amended.
446.....	224		
447.....	225	Amendé.	Amended.
448.....		Non reproduit.	Not reproduced.
449.....		Non reproduit.	Not reproduced.
450.....	66		
451.....		Non reproduit.	Not reproduced.
452.....	65, 67...	Combiné avec 96, et amendé.	Combined with 96 and amended.
453.....		Non reproduit.	Not reproduced.
454.....	364	Combiné avec S. R., 1909, art. 5600, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5600, and amended.
455.....	365	Amendé.	Amended.
456.....		Non reproduit.	Not reproduced.
457.....	360	Amendé.	Amended.
458.....	361	Amendé.	Amended.
459.....	363	Amendé.	Amended.
460.....		Non reproduit.	Not reproduced.
461.....			
462.....	368 ...	Combinés et amendés.	Combined and amended.
463.....	369	Amendé.	Amended.
463a.....	393	Amendé.	Amended.
464.....	390	Combiné avec S. R., 1909, art. 5636, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5636, and amended.

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
465			
466	391	Combinaison avec 470, 471, 472, et amendés.	Combined with 470, 471, 472, and amended.
467		Non reproduit.	Not reproduced.
468		Non reproduit.	Not reproduced.
469	355	Amendé.	Amended.
470	391	Combinaison avec 465, 466, 472, et amendé.	Combined with 465, 466, 472, and amended.
471	146	Combinaison avec S. R. 1909, art. 5335, et amendé.	Combined with S. R. 1909, art. 5335, and amended.
472			
473	391	Combinaison avec 465, 466, 470, et amendés.	Combined with 465, 466, 470, and amended.
474		Non reproduit.	Not reproduced.
	396	Amendé.	Amended.
475	411	Amendé.	Amended.
	522	Combinaison avec 535, 855a, et amendé.	Combined with 535, 855a, and amended.
476	553	Combinaison avec 389, et amendé.	Combined with 389, and amended.
476a			
476b	395	Combinaison et amendés.	Combined and amended.
477		Non reproduit.	Not reproduced.
478		Non reproduit.	Not reproduced.
479		Non reproduit.	Not reproduced.
480		Non reproduit.	Not reproduced.
481		Non reproduit.	Not reproduced.
482	408	Combinaison avec 637, 637a, 637b, 638, 639, 640, et amendé.	Combined with 637, 637a, 637b, 638, 639, 640, and amended.
483		Non reproduit.	Not reproduced.
484			
484a	398	Combinaison avec 591, et amendés.	Combined with 591, and amended.
485		Non reproduit.	Not reproduced.
486	356		
487		Non reproduit.	Not reproduced.
488	356		
488a		Non reproduit.	Not reproduced.
489	696	Amendé.	Amended.
490	697	Amendé.	Amended.
491		Non reproduit.	Not reproduced.
492		Non reproduit.	Not reproduced.
493		Non reproduit.	Not reproduced.
494	759	Amendé.	Amended.
495	766	Amendé.	Amended.
496		Non reproduit.	Not reproduced.

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
533	463	Combiné avec 535a, et amendé.	Combined with 535a and amended.
533a	463	Combiné avec 533, et amendé.	Combined with 533 and amended.
	523	Combiné avec 535a, et 855a, et amendé.	Combined with 535 and 855a and amended.
534		Non reproduit.	Not reproduced.
535	522	Combiné avec 475, 855a, et amendé.	Combined with 475, 855a and amended.
	524	Amendé.	Amended.
535a	463	Combiné avec 533, et amendé.	Combined with 533 and amended.
	523	Combiné avec 533a, 855a, et amendé.	Combined with 533a and 855a and amended.
	567	Amendé.	Amended.
536	453	Combiné avec 793, 858, 878, et amendé.	Combined with 793, 858, 878, and amended.
537	525	Combiné avec 539.	Combined with 539.
538	526	Amendé.	Amended.
539	525	Combiné avec 537.	Combined with 537.
	534	Amendé.	Amended.
540	527	Amendé.	Amended.
541	484	Combiné avec 836, et amendé.	Combined with 836 and amended.
542		Non reproduit.	Not reproduced.
543	410		
544			
545	412	Combinés et amendés.	Combined and amended.
546			
547			
548	413	Combinés avec 548b, 609, 612, 613, 614, et amendés.	Combined with 548b, 609, 612, 613, 614 and amended.
548a		Non reproduit.	Not reproduced.
548b	413	Combiné avec 547, 548, 609, 612, 613, 614, et amendé.	Combined with 547, 548, 609, 612, 613, 614 and amended.
549			
550	617	Combinés et amendés.	Combined and amended.
551			
552	619	Combiné avec 862, et amendé.	Combined with 862 and amended.
553	618	Amendé.	Amended.
554			
555			
556	400	Combinés et amendés.	Combined and amended.
557			

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

425

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
558			
559	399	Combinés et amendés.	Combined and amended.
560			
561		Non reproduit.	Not reproduced.
562		Non reproduit.	Not reproduced.
563		Non reproduit.	Not reproduced.
564		Non reproduit.	Not reproduced.
565		Non reproduit.	Not reproduced.
566		Non reproduit.	Not reproduced.
567		Non reproduit.	Not reproduced.
568	402	Combiné avec 615, et amendé.	Combined with 615 and amended.
569		Non reproduit.	Not reproduced.
570		Non reproduit.	Not reproduced.
571		Non reproduit.	Not reproduced.
572		Non reproduit.	Not reproduced.
573		Non reproduit.	Not reproduced.
574		Non reproduit.	Not reproduced.
575		Non reproduit.	Not reproduced.
576		Non reproduit.	Not reproduced.
577		Non reproduit.	Not reproduced.
578		Non reproduit.	Not reproduced.
579		Non reproduit.	Not reproduced.
580	401	Non reproduit.	Not reproduced.
581	394	Combiné avec 536, S. R., 1909, art. 5637, et amendé.	Combined with 536, R. S., 1909, art. 5637 and amended.
582			
582a	700	Combinés avec 710, S. R., 1909, art. 5735, et amendés.	Combined with 710, R. S., 5735, and amended.
583	705	Amendé.	Amended.
584	699	Combiné avec S. R., 1909, art. 5734, et amendé.	Combined with R. S., 5734, and amended.
585	674	Amendé.	Amended.
586			
587			
588	358	Combinés et amendés.	Combined and amended.
589			
590			
591	398	Combiné avec 484, 484a, et amendé.	Combined with 484, 384a, and amended.
592	404	Combiné avec 640, 651, et amendé.	Combined with 640, 651, and amended.
593		Non reproduit.	Not reproduced.
594	407	Combiné avec 610, 653, et amendé.	Combined with 610, 653, and amended.

426 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
595	406	Amendé.	Amended.
596		Non reproduit.	Not reproduced.
597		Non reproduit.	Not reproduced.
598		Non reproduit.	Not reproduced.
599	403	Combiné avec 601, 605, 606a, et amendé.	Combined with 601, 605, 606a and amended.
600		Non reproduit.	Not reproduced.
601	403	Combiné avec 599, 605, 606a, et amendé.	Combined with 599, 605, 606a and amended.
602		Non reproduit.	Not reproduced.
603		Non reproduit.	Not reproduced.
604		Non reproduit.	Not reproduced.
605	403	Combiné avec 599, 601, 606a, et amendé.	Combined with 599, 601, 606a and amended.
606		Non reproduit.	Not reproduced.
606a	403	Combiné avec 599, 601, 605, et amendé.	Combined with 599, 601, 605, and amended.
607	405	Amendé.	Amended.
608		Non reproduit.	Not reproduced.
608a		Non reproduit.	Not reproduced.
608b		Non reproduit.	Not reproduced.
609	413	Combiné avec 547, 548, 548b, 612, 613, 614, et amendé.	Combined with 547, 548, 548b, 612, 613, 614, and amended.
610	407	Combiné avec 594, 653, et amendé.	Combined with 594, 653 and amended.
611		Non reproduit.	Not reproduced.
612			
613	413	Combinés avec 547, 548, 548b, 609, et amendés.	Combined with 547, 548, 548b, 609, and amended.
614			
615	402	Combiné avec 568, et amendé.	Combined with 568 and amended.
615a		Non reproduit.	Not reproduced.
615b		Non reproduit.	Not reproduced.
615c		Non reproduit.	Not reproduced.
615d		Non reproduit.	Not reproduced.
616	415	Amendé.	Amended.
617		Non reproduit.	Not reproduced.
618		Non reproduit.	Not reproduced.
619		Non reproduit.	Not reproduced.
620		Non reproduit.	Not reproduced.
621		Non reproduit.	Not reproduced.
622		Non reproduit.	Not reproduced.
623a		Non reproduit.	Not reproduced.
624		Non reproduit.	Not reproduced.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

427

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
625			
626			
627	416	Combinés avec 631, 632, 633, 634, 635, et amendés.	Combined with 631, 632, 633, 634, 635 and amended.
628			
629			
630		Non reproduit.	Not reproduced.
631			
632			
633	416	Combinés avec 625, 626, 627, 628, 629, et amendés.	Combined with 625, 626, 627, 628, 629 and amended.
634			
635	394	Combiné avec 581, S. R., 1909, art. 5637, et amendé.	Combined with 581; R. S., 1909, art. 5637, and amended.
636			
637			
637a	408	Combinés avec 482, et amendés.	Combined with 482 and amended.
637b			
638			
639			
640			
640a	409	Amendé.	Amended.
640b		Non reproduit.	Not reproduced.
640c		Non reproduit.	Not reproduced.
640d		Non reproduit.	Not reproduced.
640e		Non reproduit.	Not reproduced.
640f		Non reproduit.	Not reproduced.
640g		Non reproduit.	Not reproduced.
640h		Non reproduit.	Not reproduced.
640i	686	Non reproduit.	Not reproduced.
640j			
641	417	Combiné avec 643, 644, 645, 667, 669, 670, et amendé.	Not reproduced. Combined with 643, 644, 645, 667, 669, 670 and amended.
642	421		
643			
644	417	Combinés avec 641, 667, 669, 670, et amendés.	Combined with 641, 667, 669, 670, and amended.
645			
646	418	Combiné avec 652, et amendé.	Combined with 652 and amended.
647			
648	419	Combinés avec 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 664, 665, 666, et amendés.	Combined with 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 664, 665, 666, and amended.
649	404	Combiné avec 592, 651, et amendé.	Combined with 592, 651, and amended.
650		Non reproduit.	Not reproduced.
651	404	Combiné avec 592, 649, et amendé.	Combined with 592, 649, and amended.

428 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
652	413	Combiné avec 646, et amen- dé.	Combined with 646 and amended.
653	407	Combiné avec 594, 610, et amendé.	Combined with 594, 610, and amended
654			
655			
656			
657			
658	419	Combinés avec 647, 648, 664, 665, 666, et amen- dés.	Combined with 647, 648, 664, 665, 666 and amend- ed.
659			
660			
661			
662			
663	358	Combinés avec 647, 648, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, et amendés.	Combined with 647, 648, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662 and amended.
664			
665	419		
666			
667	417	Combiné avec 641, 643, 644, 645, 669, 670, et amendé.	Combined with 641, 643, 644, 645, 669, 670 and amended.
668	420		
669	417	Combinés avec 641, 643, 644, 645, 667, et amen- dés.	Combined with 641, 643, 644, 645, 667, and amended.
670			
671	372	Amendé.	Amended.
672	373	Amendé.	Amended.
673	374	Amendé.	Amended.
674	375	Amendé.	Amended.
675	376	Amendé.	Amended.
676	377	Amendé.	Amended.
677	378	Amendé.	Amended.
678	379	Amendé.	Amended.
678a	380		
679	381	Combiné avec 685, et amen- dé.	Combined with 685 and amended.
680	382	Amendé.	Amended.
681	383	Amendé.	Amended.
682	384	Amendé.	Amended.
683	385	Amendé.	Amended.
684	386	Amendé.	Amended.
685			
686	387	Combiné avec 679, et amen- dé.	Combined with 679 and amended.
687	388	Amendé.	Amended.
		Combiné avec 689, 690, et amendé.	Combined with 689, 690, and amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

429

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
688	389		
689			
690	388	Combinés avec 687, et amendés.	Combined with 687 and amended.
691		Non reproduit.	Not reproduced.
692	386	Amendé.	Amended.
693		Non reproduit.	Not reproduced.
694		Non reproduit.	Not reproduced.
695		Non reproduit.	Not reproduced.
696		Non reproduit.	Not reproduced.
697	367	Amendé.	Amended.
698	431	Combiné avec 700, 702, et amendé.	Combined with 700 and 702 and amended.
699		Non reproduit.	Not reproduced.
700	431	Combiné avec 698, 702, et amendé.	Combined with 698 and 702 and amended.
701		Non reproduit.	Not reproduced.
702	431	Combiné avec 698, 700, et amendé.	Combined with 698 and 700 and amended.
703	432	Amendé.	Amended.
704		Non reproduit.	Not reproduced.
705		Non reproduit.	Not reproduced.
706		Non reproduit.	Not reproduced.
707		Non reproduit.	Not reproduced.
708	433	Amendé.	Amended.
709	651	Combiné avec 710, et amendé.	Combined with 710 and amended.
710	651	Combiné avec 709, et amendé.	Combined with 709 and amended.
	700	Combiné avec 582, 582a, S. R., 1909, art. 5735, et amendé.	Combined with 582, 582a, R. S., 1909, 5735, and amended.
711		Non reproduit.	Not reproduced.
712	693	Combiné avec S. R., 1909, art. 5729, par. 2, et amendé.	Combined with R. S., 1909, art. 5729, par. 2, and amended.
713	694	Amendé.	Amended.
714	652	Amendé.	Amended.
715		Non reproduit.	Not reproduced.
716	650	Amendé.	Amended.
717	653	Amendé.	Amended.
718	654	Amendé.	Amended.
719	656	Amendé.	Amended.
720			
721	657	Combinés avec S. R., 1909, art. 5700, et amendés.	Combined with R. S., 1909, art. 5700 and amended.
722		Non reproduit.	Not reproduced.
723			

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
724		Non reproduit.	Not reproduced.
725	659	Amendé.	Amended.
726			
727	660	Combinaés et amendés.	Combined and amended.
728	322	Amendé.	Amended.
729	323	Amendé.	Amended.
730	324	Amendé.	Amended.
731	325	Amendé.	Amended.
732	661	Combinaé avec 736 et S. R., 1909, art. 5705, et amen- dé.	Combined with 736; R. S., 5705, and amended.
733	649	Combinaé avec 375, et amen- dé.	Combined with 375 and amended.
734	663	Amendé.	Amended.
735	662	Amendé.	Amended.
736	661	Combinaé avec 732 et S. R., 1909, art. 5705, et amen- dé.	Combined with 732; R. S., 5705, and amended.
737	664	Amendé.	Amended.
738	665		
739	666	Amendé.	Amended.
740	667	Amendé.	Amended.
741	668	Amendé.	Amended.
742	669	Amendé.	Amended.
743	670	Amendé.	Amended.
744		Non reproduit.	Not reproduced.
745	672	Amendé.	Amended.
746	673	Amendé.	Amended.
746a	675	Amendé.	Amended.
747	676	Amendé.	Amended.
748	446	Combinaé avec 757, 850, 858, 867, 878, et amendé.	Combined with 757, 850, 858, 867, 878, and amended.
749	464	Amendé.	Amended.
750		Non reproduit.	Not reproduced.
751	465	Amendé.	Amended.
752	466	Amendé.	Amended.
753	467	Combinaé avec 767, et amen- dé.	Combined with 767 and amended.
754	444	Combinaé avec 851, 869, et amendé.	Combined with 851, 869, and amended.
755	445	Combinaé avec 851, 869, et amendé.	Combined with 851, 869, and amended.
756		Non reproduit.	Not reproduced.
757	416	Combinaé avec 748, 850, 854, 867, 878, et amendé.	Combined with 748, 850, 858, 867, 878 and amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

431

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
758	447	Combiné avec 855a, 858, 878, et amendé.	Combined with 855a, 858, 878, and amended.
759	448	Combiné avec 855a, et amendé.	Combined with 855a and amended.
760	449	Amendé.	Amended.
761	450	Amendé.	Amended.
762	451	Amendé.	Amended.
762a	519	Amendé.	Amended.
763	458		
764	459		
765	460	Amendé.	Amended.
766	461		
767	467	Combiné avec 753, et amendé.	Combined with 753 and amended.
768	468	Combiné avec 770a, et amendé.	Combined with 770a and amended.
769	469	Amendé.	Amended.
770		Non reproduit.	Not reproduced.
770a	468	Combiné avec 768, et amendé.	Combined with 768 and amended.
771	470		
772	471	Amendé.	Amended.
773	472	Amendé.	Amended.
774	473	Amendé.	Amended.
775	474	Amendé.	Amended.
776	475		
777	476		
778	477	Amendé.	Amended.
779	521	Combiné avec 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871, 878, et amendé.	Combined with 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871, 878 and amended.
780	452	Combiné avec 858, 878, et amendé.	Combined with 858, 878, and amended.
781	530	Combiné avec 858, 878, et amendé.	Combined with 858, 878, and amended.
782	529	Combiné avec 795, 811, 855, 858, 878, 887, et amendé.	Combined with 795, 811, 855, 858, 878, 887 and amended.
783	531		
784			
785		Non reproduit.	Not reproduced.
786		Non reproduit.	Not reproduced.
787	521	Combiné avec 779, 855, 855a, 858, 870, 871, 878, et amendé.	Combined with 779, 855, 855a, 858, 870, 871, 878 and amended.
788	478	Amendé.	Amended.
789	532	Combiné avec 858, 878, et amendé.	Combined with 858, 878, and amended.

432 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
	533 . . .	Combiné avec 791, 858, 878.	Combined with 791, 858, 878.
790	528	Amendé.	Amended.
791	533	Combiné avec 789, 858, 878, et amendé.	Combined with 789, 858, 878 and amended.
	753	Combiné avec 858, 878, et amendé.	Combined with 858, 878, and amended.
792	479	Amendé.	Amended.
793	453	Combiné avec 536, 858, 878, et amendé.	Combined with 536, 858, 878 and amended.
794	574	Combiné avec 855, 855a, 884, et amendé.	Combined with 855, 855a, 884 and amended.
795	529	Combiné avec 782, 811, 855, 858, 878, 887, et amendé.	Combined with 782, 811, 855, 858, 878, 887, and amended.
795a	462	Amendé.	Amended.
796	576	Amendé.	Amended.
797	577	Amendé.	Amended.
798	578	Amendé.	Amended.
799	579	Combiné avec 855, 857, et amendé.	Combined with 855, 857, and amended.
800	580		
801	581	Amendé.	Amended.
802	582	Amendé.	Amended.
803	584	Amendé.	Amended.
804	585	Amendé.	Amended.
805	586	Amendé.	Amended.
806	587	Amendé.	Amended.
807	588	Amendé.	Amended.
808	589	Amendé.	Amended.
809	590	Amendé.	Amended.
809a	591	Amendé.	Amended.
810			
810a	592	Combinés et amendés.	Combine and amended.
811	529	Combiné avec 782, 795, 855, 858, 878, 877, et amendé.	Combine with 782, 795, 855, 858, 878, 887, and amended.
812	594		
813	593	Amendé.	Amended.
814	595	Amendé.	Amended.
815	596		
816	597	Amendé.	Amended.
816a	598		
817	599	Amendé.	Amended.
818	600	Amendé.	Amended.
819	601	Amendé.	Amended.
820	602		

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

433

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
821	603	Amendé.	Amended.
822	604	Amendé.	Amended.
823	605	Amendé.	Amended.
824	606		Amended.
825	607		
826	608	Amendé.	Amended.
827	609	Amendé.	Amended.
828	610	Amendé.	Amended.
829	611		
830	612		
831		Non reproduit.	Not reproduced.
832	480	Amendé.	Amended.
833	481	Amendé.	Amended.
834	482		
835	483	Amendé.	Amended.
836	484	Combiné avec 541, et amen- dé.	Combined with 541 and amended.
837	485	Amendé.	Amended.
837a	486	Amendé.	Amended.
838	489	Combiné avec 841, et amen- dé.	Combined with 841 and amended.
839	487		
840	488	Amendé.	Amended.
841	489	Combiné avec 838, et amen- dé.	Combined with 838 and amended.
842	490	Amendé.	Amended.
842a	492		
843	491	Amendé.	Amended.
844	493		
845	494	Amendé.	Amended.
846	495		
847	496	Amendé.	Amended.
847a	497		
848	498	Amendé.	Amended.
849		Non reproduit.	Not reproduced.
850	446	Combiné avec 748, 757, 859, 867, 878, et amen- dé.	Combined with 748, 757, 858, 867, 878, and amended.
851	444, 445	Combiné avec 754, 869, et amendé.	Combined with 754, 869, and amended.
852		Non reproduit.	Not reproduced.
853		Non reproduit.	Not reproduced.
854		Non reproduit.	Not reproduced.

434 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
855	521	Combiné avec 779, 786, 787, 855a, 858, 870, 871, 878, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855a, 858, 870, 871, 878, and amended.
	529 ..	Combiné avec 782, 795, 811, 858, 878, 887, et amendé.	Combined with 782, 795, 811, 858, 878, 887, and amended.
	574 ..	Combiné avec 794, 855a, 884, et amendé.	Combined with 794, 855a, 884 and amended.
	579 ..	Combiné avec 799, 887, et amendé.	Combined with 799, 887, and amended.
	583 ..	Amendé.	Amended.
855a	447 ..	Combiné avec 758, 858, 878, et amendé.	Combined with 758, 858, 878 and amended.
	448 ..	Combiné avec 759, et amendé.	Combined with 759, and amended.
	521 ..	Combiné avec 779, 786, 787, 855, 858, 870, 871, 878, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855, 858, 870, 871, 878 and amended.
	522 ..	Combiné avec 475, 535, et amendé.	Combined with 475, 535, and amended.
	523 ..	Combiné avec 533a, et amendé.	Combined with 533a, and amended.
855b	574 ..	Combiné avec 794, 855, 884, et amendé.	Combined with 794, 855, 884 and amended.
	327	Amendé.	Amended.
	613	Amendé.	Amended.
856		Non reproduit.	Not reproduced.
857			
858	446 ..	Combiné avec 748, 757, 850, 867, 878, et amendé.	Combined with 748, 757, 850, 867, 878, and amended.
	447 ..	Combiné avec 758, 855a, 878, et amendé.	Combined with 758, 855a, 878 and amended.
	452 ..	Combiné avec 780, 878, et amendé.	Combined with 780, 878 and amended.
	453 ..	Combiné avec 536, 793, 878, et amendé.	Combined with 536, 793, 878, and amended.
	521 ..	Combiné avec 779, 786, 787, 855, 855a, 870, 871, 878, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855, 855a, 870, 871, 878, and amended.
	529	Combiné avec 782, 795, 811, 855, 878, 887, et amendé.	Combined with 782, 795, 811, 855, 878, 887, and amended.
	530 ..	Combiné avec 781, 878, et amendé.	Combined with 781, 878, and amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE 435

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
	532 ..	Combiné avec 789, 878, et amendé.	Combined with 789, 878, and amended.
	533 ..	Combiné avec 789, 791, 878, et amendé.	Combined with 789, 791, 878 and amended.
	573 ..	Combiné avec 791, 878, et amendé.	Combined with 791, 878, and amended.
859		Non reproduit.	Not reproduced.
860	615	Amendé.	Amended.
861	616	Amendé.	Amended.
862	619	Combiné avec 552, et amendé.	Combined with 552 and amended.
863	620		
864	621		
865	622		
866	623		
867	446	Combiné avec 748, 757, 850, 858, 878, et amendé.	Combined with 748, 757, 850, 858, 878, and amended.
	499	Amendé.	Amended.
868	500	Amendé.	Amended.
869	444, 445	Combiné avec 754, 755, 851, et amendé.	Combined with 754, 755, 851 and amended.
870	501	Combiné avec 878, et amendé.	Combined with 878 and amended.
	521	Combiné avec 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 871, 878, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 871, 878 and amended.
871	521	Combiné avec 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 878, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 878 and amended.
	614	Amendé.	Amended.
872		Non reproduit.	Not reproduced.
873		Non reproduit.	Not reproduced.
874		Non reproduit.	Not reproduced.
875	505	Amendé.	Amended.
876		Non reproduit.	Not reproduced.
877	506	Amendé.	Amended.
877a	508	Amendé.	Amended.
877b	507	Amendé.	Amended.

436 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES N ^o au Code New Code	REMARQUES	REMARKS
	446 ..	Combiné avec 748, 757, 850, 858, 867, et amendé.	Combined with 748, 757, 850, 858, 867, and amended.
	447 ..	Combiné avec 758, 855a, 858, et amendé.	Combined with 758, 855a, 858 and amended.
	452 ..	Combiné avec 780, 858, et amendé.	Combined with 780, 858, and amended.
	453 ..	Combiné avec 536, 793, 858, et amendé.	Combined with 536, 793, 858 and amended.
	501 ..	Combiné avec 870, et amendé.	Combined with 870, and amended.
	721 ..	Combiné avec 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871, et amendé.	Combined with 779, 786, 787, 855, 855a, 858, 870, 871 and amended.
878	729 ..	Combiné avec 782, 795, 811, 855, 858, 887, et amendé.	Combined with 782, 795, 811, 855, 858, 887 and amended.
	730 ..	Combiné avec 781, 858, et amendé.	Combined with 781, 858, and amended.
	732 ..	Combiné avec 789, 791, 858, et amendé.	Combined with 789, 791, 858 and amended.
	733 ..	Combiné avec 789, 791, 858, et amendé.	Combined with 789, 791, 858 and amended.
	773 ..	Combiné avec 791, 858, et amendé.	Combined with 791, 858, and amended.
879	509		
880	510	Amendé.	Amended.
881	511		
882	512		
883	513		
884	574	Combiné avec 794, 855, 855a, et amendé.	Combined with 794, 855, 855a and amended.
885		Non reproduit.	Not reproduced.
886	514		
	515 ..	Amendé.	Amended.
	529 ..	Combiné avec 782, 795, 811, 855, 858, 887, et amendé.	Combined with 782, 795, 811, 855, 858, 887 and amended.
887	879 ..	Combiné avec 799, 855, et amendé.	Combined with 799, 855, and amended.
888	502		
889	503	Amendé.	Amended.
890	504	Amendé.	Amended.
891	516		
891a	434	Amendé.	Amended.
891b	435	Amendé.	Amended.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE 437

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
891c.....	436		
891d.....	437	Amendé.	Amended.
891e.....	438		
891f.....	439		
891g.....	440		
891h.....	441		
891i.....	442		
891j.....	443	Amendé.	Amended.
892.....	624	Amendé.	Amended.
893.....	625		
894.....	626		
895.....	627		
896.....	628	Amendé.	Amended.
897.....	629	Amendé.	Amended.
898.....	630	Amendé.	Amended.
899.....	631	Amendé.	Amended.
900.....	632	Amendé.	Amended.
901.....	633	Amendé.	Amended.
902.....	787	Amendé.	Amended.
903.....		Non reproduit.	Not reproduced.
904.....	9	Amendé.	Amended.
905.....	71		
906.....		Non reproduit.	Not reproduced.
907.....		Non reproduit.	Not reproduced.
908.....		Non reproduit.	Not reproduced.
909.....		Non reproduit.	Not reproduced.
910.....		Non reproduit.	Not reproduced.
911.....		Non reproduit.	Not reproduced.
912.....		Non reproduit.	Not reproduced.
913.....		Non reproduit.	Not reproduced.
914.....		Non reproduit.	Not reproduced.
915.....		Non reproduit.	Not reproduced.
916.....		Non reproduit.	Not reproduced.
917.....		Non reproduit.	Not reproduced.
918.....		Non reproduit.	Not reproduced.
919.....		Non reproduit.	Not reproduced.
920.....		Non reproduit.	Not reproduced.
921.....		Non reproduit.	Not reproduced.
922.....		Non reproduit.	Not reproduced.
923.....		Non reproduit.	Not reproduced.
924.....	902	Amendé.	Amended.
925.....		Non reproduit.	Not reproduced.
926.....		Non reproduit.	Not reproduced.
926a.....		Non reproduit.	Not reproduced.
927.....		Non reproduit.	Not reproduced.
928.....		Non reproduit.	Not reproduced.

438 TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
929		Non reproduit.	Not reproduced.
930		Non reproduit.	Not reproduced.
931		Non reproduit.	Not reproduced.
931a		Non reproduit.	Not reproduced.
932		Non reproduit.	Not reproduced.
933		Non reproduit.	Not reproduced.
934		Non reproduit.	Not reproduced.
935		Non reproduit.	Not reproduced.
936		Non reproduit.	Not reproduced.
937	679	Amendé.	Amended.
938	680	Amendé.	Amended.
939	681	Amendé.	Amended.
940	682	Amendé.	Amended.
941	683	Amendé.	Amended.
941a	728	Amendé.	Amended.
942	684	Amendé.	Amended.
942a	655		
943		Non reproduit.	Not reproduced.
944	639	Amendé.	Amended.
945	685	Amendé.	Amended.
946		Non reproduit.	Not reproduced.
947	687	Amendé.	Amended.
948	688		
949	689		
950	690	Amendé.	Amended.
951	724	Amendé.	Amended.
952	691	Combiné avec S. R., 1909, art. 2867, et amendé.	Combined with R. S., 2867, and amended.
953	692	Amendé.	Amended.
954		Non reproduit.	Not reproduced.
955	711	Amendé.	Amended.
956	713		
957	714	Amendé.	Amended.
958	715	Amendé.	Amended.
959		Non reproduit.	Not reproduced.
960	716		
961	717	Amendé.	Amended.
962	718		
963	719	Amendé.	Amended.
964	726		
965	721	Amendé.	Amended.
966	722	Amendé.	Amended.
967		Non reproduit.	Not reproduced.
968	723	Amendé.	Amended.
969	725	Amendé.	Amended.
970		Non reproduit.	Not reproduced.
971		Non reproduit.	Not reproduced.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

439

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
972		Non reproduit.	Not reproduced.
973	774	Amendé.	Amended.
974		Non reproduit.	Not reproduced.
975		Non reproduit.	Not reproduced.
976		Non reproduit.	Not reproduced.
977	770	Amendé.	Amended.
978	771	Amendé.	Amended.
978a	767	Amendé.	Amended.
979	786	Amendé.	Amended.
980	773	Amendé.	Amended.
981			Amended.
982	760	Combinés et amendés.	Combined and amended.
983	761	Amendé.	Amended.
984		Non reproduit.	Not reproduced.
985		Non reproduit.	Not reproduced.
986		Non reproduit.	Not reproduced.
987		Non reproduit.	Not reproduced.
988		Non reproduit.	Not reproduced.
989		Non reproduit.	Not reproduced.
989a		Non reproduit.	Not reproduced.
990	775		Not reproduced.
991		Non reproduit.	Not reproduced.
992	776	Amendé.	Amended.
993			
994	777	Combinés et amendés.	Combined and amended.
995	783		
996	764		
997	765	Amendé.	Amended.
998	729	Amendé.	Amended.
999	730	Amendé.	Amended.
1000	731	Amendé.	Amended.
1001	732	Amendé.	Amended.
1001a	733	Amendé.	Amended.
1002	734	Amendé.	Amended.
1003	735	Amendé.	Amended.
1004	736	Amendé.	Amended.
1005	737		Amended.
1006	738	Amendé.	Amended.
1006a	739	Amendé.	Amended.
1007	740	Amendé.	Amended.
1008	741	Amendé.	Amended.
1009	742		
1010	743	Amendé.	Amended.
1011	744	Amendé.	Amended.
1012		Non reproduit.	Not reproduced.
1013	745	Amendé.	Amended.
1014	746	Amendé.	Amended.

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
1015	747	Amendé.	Amended.
1016	748	Amendé.	Amended.
1017	749	Amendé.	Amended.
1018	750	Amendé.	Amended.
1019	751	Amendé.	Amended.
1020	752		
1021	753	Amendé.	Amended.
1022	754	Amendé.	Amended.
1023	755	Amendé.	Amended.
1024	756	Amendé.	Amended.
1025	757	Amendé.	Amended.
1026	811	Amendé.	Amended.
1027	812		
1028	813	Amendé.	Amended.
1029	814	Amendé.	Amended.
1030	815	Amendé.	Amended.
1030a		Non reproduit.	Not reproduced.
1031		Non reproduit.	Not reproduced.
1032	816	Amendé.	Amended.
1033	817	Amendé.	Amended.
1034	918	Amendé.	Amended.
1035	819	Amendé.	Amended.
1036	820		
1037	821	Amendé.	Amended.
1038	822		
1039	823		
1040	824		
1041	825	Amendé.	Amended.
1042	803	Amendé.	Amended.
1043	804		
1044	805		
1045	806	Amendé.	Amended.
1046	807	Amendé.	Amended.
1047		Non reproduit.	Not reproduced.
1048	808	Amendé.	Amended.
1049	809		
1050	810	Amendé.	Amended.
1051		Non reproduit.	Not reproduced.
1052		Non reproduit.	Not reproduced.
1053		Non reproduit.	Not reproduced.
1054		Non reproduit.	Not reproduced.
1055		Non reproduit.	Not reproduced.
1056		Non reproduit.	Not reproduced.
1057		Non reproduit.	Not reproduced.
1058		Non reproduit.	Not reproduced.
1059		Non reproduit.	Not reproduced.
1060		Non reproduit.	Not reproduced.

TABLE DE CONCORDANCE — TABLE OF CONCORDANCE

441

ARTICLES Ancien Code Old Code	ARTICLES Nouveau Code New Code	REMARQUES	REMARKS
1061		Non reproduit.	Not reproduced.
1062		Non reproduit.	Not reproduced.
1063		Non reproduit.	Not reproduced.
1064		Non reproduit.	Not reproduced.
1065		Non reproduit.	Not reproduced.
1066		Non reproduit.	Not reproduced.
1067		Non reproduit.	Not reproduced.
1068		Non reproduit.	Not reproduced.
1069		Non reproduit.	Not reproduced.
1070		Non reproduit.	Not reproduced.
1071		Non reproduit.	Not reproduced.
1072		Non reproduit.	Not reproduced.
1073		Non reproduit.	Not reproduced.
1074		Non reproduit.	Not reproduced.
1075		Non reproduit.	Not reproduced.
1076		Non reproduit.	Not reproduced.
1077		Non reproduit.	Not reproduced.
1078		Non reproduit.	Not reproduced.
1079		Non reproduit.	Not reproduced.
1080	826, 827,		
	828, 829,	Amendé.	Amended.
1081	830	Amendé.	Amended.
1082		Non reproduit.	Not reproduced.
1083		Non reproduit.	Not reproduced.
1084		Non reproduit.	Not reproduced.
1084a		Non reproduit.	Not reproduced.
1085		Non reproduit.	Not reproduced.
1086	831, 832	Amendé.	Amended.
1087	833	Amendé.	Amended.

